

L'HISTOIRE CONTEMPORAINE DES RELATIONS INTERNATIONALES

ORIENTATION DE RECHERCHES

Dans l'étude des relations internationales entre 1815 et 1939, la recherche historique a été, bien entendu, orientée au cours des trente dernières années par les courants généraux de l'historiographie. L'insuffisance de l'histoire diplomatique traditionnelle et l'étrénesse de l'explication « politique » qui borne son horizon à l'examen des actes ou des intentions de l'homme d'État ont été, de longue date, soulignées par nombre d'historiens : en 1926, Parker Moon, dans son *Syllabus of international relations*, dressait un premier inventaire des questions dont l'examen lui paraissait nécessaire pour atteindre les explications profondes. Selon les tendances d'esprit, cet effort pour élargir les interprétations s'est engagé dans deux directions : l'explication économique et sociale qui examine les conditions du milieu naturel ou humain, la structure des sociétés, et surtout les formes de la vie économique pour y trouver les mobiles essentiels de la politique extérieure des États ; l'explication « spirituelle » qui voit dans les mouvements d'idées, dans les sentiments et dans la psychologie collective les « grandes forces historiques »¹. Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, cette étude des facteurs et des fondements de la politique internationale a sollicité l'attention de milieux de plus en plus larges ; elle a donné lieu à des initiatives intéressantes, mais surtout orientées vers l'examen des aspects actuels de ces problèmes².

1. Il y a une quinzaine d'années, j'avais esquissé, dans mon enseignement, un tableau comparé du rôle joué par ces « forces profondes » au cours de la période 1871-1914.

2. Ces initiatives ont été d'abord américaines. En France, la 6^e Section de l'École des Hautes Études a établi depuis quelques années un enseignement de « Sociologie politique », orienté en fait vers l'étude des facteurs économiques et sociaux de la politique internationale ; l'Association française de Science politique, sur l'initiative de M. Duroselle, a organisé, en juin 1953, une « Table ronde » sur le thème : « Les fondements de la politique étrangère » : trois des rapports présentés à cette Table ronde, ceux de MM. Duroselle, Girardet et Grünewald, ont été surtout « historiques » ; tous les autres ont examiné les conditions postérieures à 1945.

Limitée dans ses moyens, puisqu'elle est privée, sauf pour la période la plus récente, des ressources que donne l'observation directe, l'enquête historique garde l'avantage de pouvoir utiliser les documents d'archives et de rester, dans une large mesure, indépendante des passions. Dans la recherche des explications profondes, quelles sont les lacunes les plus importantes de cette enquête, et quelles sont les voies vers lesquelles il serait nécessaire de la diriger? Au moment où l'*Institut d'histoire des relations internationales* de l'Université de Paris est en train d'établir un plan de travail, il n'est peut-être pas inutile de tracer cette esquisse provisoire, que j'espère pouvoir ultérieurement reprendre et développer.

LES INFLUENCES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

L'étude historique du rôle joué, dans l'orientation de la politique extérieure des États, par les facteurs économiques et financiers se propose, le plus souvent, d'établir quelle influence ont exercée — en régime d'économie libérale — les intérêts matériels des individus ou des groupes qui tenaient dans la production, dans les échanges ou dans la répartition du crédit, une place importante. Intérêts des exportateurs à la recherche de marchés nouveaux; des industriels qui, compte tenu des progrès des techniques, regardaient vers telle ou telle réserve de matières premières; des fabricants d'armements. Intérêts des banques, exportatrices de capitaux, et soucieuses, après avoir développé les investissements dans les pays étrangers, d'en assurer la protection. Le mécanisme de cette action, ainsi que les liens étroits entre intérêts économiques et intérêts financiers — par exemple la conjonction entre les emprunts extérieurs et les fournitures d'armements — ont été souvent étudiés. En fait, les recherches s'attachent surtout aux occasions où « l'attrait du profit » a été, ou paraît avoir été, le *mobile* des décisions prises par un gouvernement dans sa politique extérieure; elles se préoccupent, en particulier, de montrer comment ces sollicitations des hommes d'affaires ou des groupements d'intérêts ont déterminé des efforts d'expansion, qui ont provoqué des conflits entre les États. Que cette hypothèse de travail soit intéressante et qu'elle aboutisse souvent à des résultats valables, ce n'est pas douteux. Encore faudrait-il prendre, dans l'interprétation critique, des précautions que bien des historiens négligent d'observer, et serait-il indispensible aussi d'étendre l'horizon de la recherche. Ce sont ces correctifs à l'optique habituellement adoptée que je voudrais suggérer ici.

Précautions nécessaires? Lorsque l'historien doit examiner les liens établis entre les milieux économiques ou financiers et les gouvernements, il est rare qu'il puisse rencontrer des preuves indiscutables, car les contacts entre les hommes d'affaires et les dirigeants de la politique extérieure ne laissent guère de traces écrites dans les archives publiques — les seules qui soient, la plupart du temps, accessibles aux chercheurs. Il est donc obligé de juxtaposer des indices qui lui permettent de formuler des hypothèses. Il n'ignore certes pas qu'il a le devoir de présenter ces hypothèses comme telles, avec toute la prudence et toutes les réserves qui s'imposent; mais parfois, — il serait plus exact de dire souvent — il oublie cette sagesse. C'est le genre d'erreurs que me paraissent commettre les adeptes de la « sociologie de l'impérialisme ». Peut-être n'est-il pas superflu d'en donner quelques exemples.

Voici, dans un important ouvrage qui entend précisément suggérer une méthode¹, un regard jeté sur la décision bismarckienne qui, au début de novembre 1887, interdit à la *Reichsbank* d'accorder des avances sur titres aux porteurs de fonds d'État russes — décision importante, puisqu'elle amène le gouvernement tsariste à se tourner vers le marché financier français. Il est certain que le placement d'emprunts sur le marché allemand avait donné à la Russie des moyens financiers qui permettaient la construction de nouvelles voies ferrées. Or, l'existence de ces voies ferrées facilitait l'acheminement des céréales russes vers l'Allemagne. De là à penser que le Chancelier, lui-même très grand propriétaire foncier, a décidé le boycottage des emprunts russes dans le but de satisfaire les « agrariens », il n'y a qu'un pas, vite franchi. Pourtant n'est-il pas évident que Bismarck était alors très préoccupé de la menace d'un conflit austro-russe à l'occasion des affaires bulgares? Qu'il ait eu le désir de mettre dans l'embarras le Trésor russe, au moment où les mesures de « précaution militaire » décidées par le gouvernement du Tsar entraînaient des charges financières exceptionnelles, il y a tout lieu de le penser. Mobiles politiques et mobiles économiques jouaient donc dans le même sens. Pourquoi étudier ceux-ci et se borner à faire à ceux-là une simple allusion, dans une parenthèse? Pourquoi omettre de remarquer que Bismarck, sollicité depuis plusieurs mois par les grands propriétaires fonciers, n'avait donné aucune suite à leurs demandes, et qu'il ne s'y est décidé qu'au moment où les intérêts politiques sont entrés en jeu?

Autre exemple : suffit-il de noter que Raymond Poincaré avait été

1. George W. HALLGARTEN, *Imperialismus vor 1914*. Munich, 1951, 2 volumes. Ces exemples sont pris dans le tome I, p. 222-223 et 231-233; le tome II, p. 247.

l'avocat de grandes entreprises métallurgiques lorraines pour être autorisé à affirmer que le Président du conseil français, en 1912, ne pouvait pas négliger les intérêts de ces métallurgistes, et pour en conclure à un « renforcement du contrôle exercé sur l'État par l'industrie lourde », à une pression de ces groupes industriels en faveur d'une politique balkanique « plus entreprenante » ?

Il est vrai que, par contre, le même auteur néglige d'examiner le cas de Rouvier, dont les contacts personnels avec les milieux d'affaires étaient — nul ne peut en douter — bien plus étroits que ceux qu'avait eus Poincaré. Lacune surprenante, explicable seulement si l'on songe qu'au temps de Rouvier l'influence que l'on attribue à ces milieux ne paraît pas s'être exercée au profit d'une politique « impérialiste » et que dès lors elle cesse d'être intéressante, puisqu'elle ne cadre pas avec la thèse générale de l'ouvrage.

Et que vaut l'hypothèse d'un autre historien selon lequel l'orientation de la politique extérieure anglaise vers l'Entente cordiale, en 1903-1904, aurait subi l'influence des conditions financières — c'est-à-dire de l'afflux à Londres de capitaux français dont le marché financier anglais avait alors grand besoin ? C'est une suggestion intéressante ; mais comment lui accorder quelque crédit, dès lors que ce mouvement de capitaux était spontané et que jamais la correspondance diplomatique ne permet d'établir le moindre lien à cette date entre les questions financières et la négociation politique ?

Peut-être même faudrait-il faire des remarques analogues à propos du rôle des fabricants d'armements. Voilà pourtant bien un cas où la « recherche du profit » paraît avoir été un facteur direct dans l'origine des conflits, puisque ces industriels pouvaient, par des campagnes de presse, agir sur l'opinion publique, exercer une influence sur les décisions des gouvernements et entretenir l'élan de la course aux armements. Pourtant une remarque faite, au cours de la première guerre mondiale, par un ancien directeur des usines Krupp, Muehlton, mérite réflexion. Converti aux idées pacifistes, exilé volontaire en Suisse, Muehlton avait rompu publiquement avec l'Allemagne de Guillaume II ; il n'était donc pas suspect de tendresse à l'égard du « militarisme » et de ses agents. Or, il remarquait que la maison Krupp, si satisfaite qu'elle fût d'une course aux armements, qui lui valait un surcroît de profits, n'avait pas souhaité voir éclater en 1914 une guerre générale, parce que, dans cette éventualité, les industriels spécialisés ne pourraient pas éviter de perdre leur monopole de fait : toute l'industrie métallurgique allemande serait équipée pour fabri-

quer des armes, et, la guerre finie, quelques-unes de ces entreprises, au lieu de revenir à leurs fabrications antérieures, deviendraient des concurrentes de Krupp. Les recherches récentes de M. Georges Castellan sur le *Konzern Krupp*, entre 1930 et 1945, paraissent apporter une confirmation à la remarque de Muehlon : ce n'est pas la période de guerre, c'est celle d'« avant-guerre » qui donne à l'industrie des armements les plus gros profits. Voilà une constatation qui peut amener à reviser des conclusions trop absolues.

Mais que, sur la base de simples présomptions, parfois même de coïncidences, certains historiens passent insensiblement de l'hypothèse à l'affirmation et suggèrent des interprétations imprudentes, ce n'est certes pas une raison pour adopter une attitude de doute systématique à l'égard de leurs points de vue : l'explication fondée sur « l'attrait du profit » mérite toujours d'être examinée ; elle recevra même, vraisemblablement, des confirmations plus nombreuses, à mesure que la recherche historique pourra disposer plus aisément d'archives bancaires ou de papiers privés d'hommes d'affaires. Il faut souhaiter seulement que les tenants de la « sociologie de l'impérialisme » se montrent, dans leurs études critiques, plus exigeants pour eux-mêmes.

Élargissement de l'horizon ? — A cette recherche unilatérale, il paraît indispensable, à deux points de vue, d'ajouter des compléments.

D'une part la pression exercée dans les relations entre les États par les intérêts matériels et par la « recherche du profit » n'a pas été l'apanage exclusif du haut capitalisme. Faut-il oublier, par exemple, les mesures prises en Californie, en 1906-1907, contre l'immigration japonaise ? Ces mesures ont provoqué, dans l'opinion publique nipponne, un mouvement de méfiance et de rancune contre les États-Unis ; elles ont été peut-être une cause essentielle, en tout cas un appoint important, dans les difficultés politiques survenues à ce moment entre les deux États. Or, les principaux auteurs de ces mesures étaient les syndicats ouvriers américains, inquiets de la concurrence d'une main-d'œuvre qui s'offrait à bas prix. C'est un cas presque symétrique que l'on rencontre en Australie et en Nouvelle-Zélande, à l'origine de la législation qui oppose à l'immigration jaune des restrictions draconiennes. Et ne conviendrait-il pas aussi d'étudier de plus près les occasions où les intérêts des producteurs agricoles ont orienté la politique douanière dans un sens qui ne cadrerait pas avec les intérêts politiques de l'État : protestations des éleveurs français qui paralysent, sous la Restauration, les négociations commerciales que le gouvernement, pour entraver le développe-

ment du *Zollverein*, voudrait mener avec les États allemands du Sud ; formation en Allemagne, en 1894, du *Bund der Landwirte*, qui contrecarre le désir du gouvernement impérial de rétablir avec la Russie des relations commerciales satisfaisantes ; « calvaire » d'Aehrenthal qui, lorsqu'il cherche à améliorer, après la crise de 1908-1909, les relations politiques austro-serbes, veut mettre fin à la « guerre des porcs » et se heurte à la résistance de l'économie magyare ? Dans ces cas-là, et dans tous les autres du même genre, les intérêts du grand capitalisme foncier ne sont sans doute pas absents ; mais c'est surtout la masse des petits exploitants — propriétaires ou fermiers modestes — qui s'agite. Recherche du profit ? Oui. Mais, avec un sens différent de celui qui retient habituellement l'attention dans l'étude des sollicitations économiques ou financières. Orientées de ce côté les recherches conduiraient peut-être à nuancer les appréciations portées par nombre d'historiens sur les mobiles de l'impérialisme colonial. Lorsque les promoteurs de cette expansion, de Jules Ferry à Joseph Chamberlain ou à Dernburg, invoquaient le souci de sauvegarder la prospérité économique nationale et d'éviter les crises de surproduction, génératrices de chômage, pourquoi négliger la valeur de cet argument et se borner à le tenir pour un paravent derrière lequel s'abritaient les sollicitations de certains hommes d'affaires ou de certains groupes financiers ?

D'autre part l'influence des milieux d'affaires n'aboutit pas toujours à déterminer ou à aggraver les rivalités entre les États : elle peut être aussi un facteur de paix, dans la mesure où s'établit, d'un État à un autre, une solidarité entre les groupements d'intérêts économiques ou bancaires. C'était l'espoir qu'exprimait Cobden, en 1846, et les économistes libre-échangistes ont continué à affirmer la même conviction, atténuée seulement lorsque les grands conflits de 1866 et de 1870 sont venus apporter un démenti à leur optimisme : cet état d'esprit, dont M. Maurice Baumont a, dans un livre récent¹, signalé l'intérêt, mériterait certainement d'être examiné à loisir. Mais ce qui importerait davantage, ce serait d'étudier les tentatives faites pour établir une solidarité entre certains groupements d'intérêts économiques et d'apprécier aussi les conséquences politiques des mouvements internationaux de capitaux.

Dans le domaine de l'expansion coloniale, où les rivalités économiques s'affirment si vigoureusement à la fin du XIX^e siècle, ces anta-

1. *Histoire du commerce*, publiée sous la direction de Jacques LACOUR-GAYET, t. V (Paris, 1952), p. 136 et 161.

gonismes sont accrus par la législation douanière qu'appliquent dans leurs territoires coloniaux les États européens continentaux et les États-Unis. Le remède envisagé, c'est l'éventualité d'une exploitation économique conjointe dans certaines régions du monde : la clause de la « porte ouverte », dans l'Acte général de la conférence de Berlin en février 1885, — les deux accords anglo-allemands de 1898 et de 1913 sur le sort des colonies portugaises d'Afrique, — l'« accord marocain », conclu en février 1909 entre la France et l'Allemagne, en sont des exemples. Le commerce allemand a-t-il obtenu, dans le « bassin conventionnel » du Congo, les résultats qu'avait escomptés Bismarck? Les milieux d'affaires, en Allemagne et en Grande-Bretagne, ont-ils envisagé une action concertée dans la vie économique des colonies portugaises? Les obstacles qui ont entravé l'application de l'accord franco-allemand ont-ils été dressés par les hommes d'affaires ou par les intérêts politiques? Ces questions mériteraient d'autant plus d'attention que les initiatives de ce genre ont presque toujours été envisagées, par les partenaires, comme un prélude à une amélioration dans les relations politiques. Et ne faudrait-il pas aussi s'attacher à l'étude de quelques-uns des grands cartels internationaux, dont le but immédiat était sans doute la répartition de réserves de matières premières ou de marchés d'exportation, mais dont l'existence pouvait avoir une portée politique¹?

Quant aux investissements de capitaux, c'est, malgré l'ouvrage suggestif de Herbert Feis², un domaine encore bien peu exploré. Les incidences politiques ont été étudiées surtout dans les cas qui sont fréquents où les emprunts ont servi de prélude à l'établissement d'une domination étrangère sur un « pays neuf ». Mais pourquoi négliger les occasions où ces mouvements de capitaux ont été de nature à atténuer des rivalités politiques? Dès l'époque où la Grande-Bretagne a effectué en France, entre 1830 et 1848, de gros investissements, il est possible³ que les porteurs anglais de valeurs ferroviaires françaises aient fait effort auprès du Foreign Office pour atténuer les antagonismes entre les deux pays. Combien d'hypothèses

1. Voir, sur ce point, les remarques faites par J. L. COSTA, *Le rôle des unions internationales de producteurs : contribution à la recherche d'une solution pacifique des conflits économiques* (Paris, 1932).

2. *Europe, the worlds Banker, 1871-1914*. — « Ce que l'on ignore totalement, c'est l'ensemble du problème de l'interdépendance financière des pays, dès le début du XIX^e siècle », écrivait M. Bertrand Gille dans le numéro d'octobre 1952 de cette *Revue* (p. 201).

3. C'est l'hypothèse de L. N. JENES, *The Migration of British Capital to 1875* (New-York, 1938).

analogues mériteraient vérification ! Et comment oublier qu'en juillet 1914, la résistance la plus sérieuse à l'intervention de la Grande-Bretagne dans la guerre continentale s'est manifestée dans les milieux de la Cité, anxieux des conséquences que devait avoir la rupture des liens économiques et financiers sur lesquels reposait la prospérité britannique ?

Tandis que l'influence du « profit capitaliste » sur la politique extérieure des États a été le centre d'intérêt de nombreuses études, il est surprenant que les autres aspects de « l'explication économique » aient été jusqu'ici trop négligés.

* * *

Mais les intérêts économiques et financiers n'interviennent pas seulement, dans les relations internationales, à titre de *mobiles* ; souvent aussi, ils servent d'*instruments* à l'action politique des gouvernements, qui les utilisent pour préparer les voies à la réalisation des desseins qu'inspire à l'État le souci de sauvegarder sa sécurité, son prestige, sa volonté de puissance. Cette face de la question retient beaucoup moins que l'autre l'attention des historiens, sauf lorsqu'il s'agit d'étudier l'usage de l'« arme » économique ou financière au cours d'une guerre. Or, au delà de ce cas particulier, il y aurait, je crois, matière à des recherches suggestives. Les « guerres douanières » ne sont-elles pas souvent provoquées par les antagonismes politiques ? Dans celles, par exemple, qui opposent l'Italie et la France entre 1887 et 1898, ou l'Autriche-Hongrie et la Serbie entre 1906 et 1911, les mesures prises pour entraver les relations commerciales et pour infliger à l'adversaire des dommages matériels sont destinées à provoquer dans l'opinion publique un mouvement qui pourra contraindre le gouvernement à modifier l'orientation de sa politique. Il est vrai que, par contre, la guerre douanière germano-russe, en 1890-1893, a son origine dans une divergence d'intérêts économiques ; mais ce sont les préoccupations politiques qui incitent le gouvernement allemand à y mettre fin : dans le traité de commerce du 10 février 1894, les droits d'entrée sur le blé russe sont abaissés et, par conséquent, les intérêts des producteurs allemands de céréales sont sacrifiés ; or, dit Guillaume II au Conseil de Couronne du 18 février 1894, ce sacrifice est nécessaire pour « améliorer les rapports entre la Russie et l'Allemagne » et « voir se relâcher les liens » entre la Russie et la France. L'étude de la « diplomatie du dollar » elle-même, qui passe pour être

l'exemple typique de l'influence exercée sur la politique extérieure par les « grandes affaires », montre que, bien souvent, c'est le gouvernement des États-Unis qui, pour ouvrir les voies à son action politique, a lancé en avant les banquiers ou les exportateurs américains. Théodore Roosevelt se sert de l'argument économique ou financier pour justifier, devant le Congrès ou devant l'opinion publique, des entreprises qui sont inspirées par des motifs d'ordre stratégique. En Chine, en 1911, les banques américaines, qui hésitent à s'engager dans le Consortium international, sont sollicitées par le Département d'État et cèdent à sa pression ; elles se retirent, il est vrai, de ce Consortium l'année suivante, mais seulement parce que l'Administration démocrate, issue des élections de 1912, abandonne la ligne de conduite suivie par l'Administration républicaine et refuse de donner, en Asie orientale, aux investissements de capitaux les garanties qu'elle accepte, par contre, de leur accorder au Mexique. Ce sont des remarques analogues que peut suggérer l'orientation de la politique anglaise en Perse ou dans l'Empire ottoman, au début du ^{xx}^e siècle : dans des régions où les entreprises et les banques britanniques avaient des positions importantes, le gouvernement n'hésite pas à sacrifier partiellement ces intérêts des milieux d'affaires aux préoccupations politiques. A Téhéran, lorsque l'agent diplomatique anglais insiste sur l'importance des sollicitations économiques, Sir Edward Grey réplique que ces préoccupations doivent être subordonnées aux questions stratégiques, c'est-à-dire aux conditions nécessaires pour assurer la sécurité de l'Inde. Dans l'Empire ottoman, la résistance du Cabinet anglais à l'entreprise allemande du *Bagdadbahn* a des mobiles politiques — la question de Koweït — et, pour sauvegarder ces intérêts, c'est l'« arme financière » qui est utilisée : le « boycottage » des emprunts émis par la Compagnie allemande, bien que les banquiers anglais, en 1903, aient le désir de s'engager dans une voie diamétralement opposée. A plus forte raison est-il nécessaire d'examiner le rôle joué par les desseins politiques dans les emprunts accordés à la Tunisie ou à l'Égypte avant 1875, comme aux États balkaniques entre 1911 et 1914. Qui songerait, enfin, à contester l'efficacité de l'« arme financière » dans le maniement de l'alliance franco-russe ? L'admission des emprunts russes à la cote de la Bourse de Paris a pour contrepartie soit des exigences politiques (par exemple, au début de 1906, l'appui donné par la diplomatie russe à la France pendant la conférence d'Algésiras), soit des engagements destinés à améliorer l'application de la convention militaire. C'est pour cela, sans doute, que,

malgré les objections répétées du ministère des Finances, inquiet de voir le marché français « surchargé de valeurs russes », le gouvernement n'en continue pas moins à donner à la Russie cet appui financier nécessaire à la vitalité de l'alliance et va même, en 1905, jusqu'à indiquer à l'ambassade du Tsar l'agent de publicité qui va être chargé de distribuer aux journaux français des subventions russes : si la presse, constate le syndic de la Compagnie des agents de change, ne faisait pas en sorte de rassurer les porteurs français de fonds russes, comment serait-il possible de coter à Paris de nouveaux emprunts?

Ces remarques ne suffisent certes pas à montrer toute la complexité des problèmes où la sollicitation des intérêts économiques ou financiers et les préoccupations politiques s'entre-croisent : souvent, dans l'évolution d'une même question, les intérêts économiques ou financiers jouent, selon les moments, tantôt le rôle de *mobile* de l'action politique et tantôt le rôle d'*instrument*¹. Elles montrent pourtant quelles réserves il convient d'apporter à la thèse selon laquelle les intérêts économiques et financiers exercent sur l'orientation de la politique extérieure une influence prépondérante et décisive : tel est, certes, *parfois* le cas ; mais il faut se garder des généralisations hâtives, conserver le sens de la mesure et le souci des nuances.

L'INFLUENCE DES CONDITIONS DÉMOGRAPHIQUES

L'influence des conditions démographiques sur les relations économiques et politiques entre les États n'a pas encore, je crois, fait l'objet d'une étude d'ensemble. C'est seulement sous certains de ses aspects qu'elle a retenu l'attention.

Les constatations de base — modification de la puissance démographique respective des États, ampleur et orientation des courants migratoires — sont assez aisément accessibles, et les conséquences ont été souvent indiquées, dans leurs grandes lignes, qu'il s'agisse soit de l'équilibre des forces entre les États au point de vue économique comme au point de vue du recrutement des forces armées, soit des changements profonds survenus dans la position respective du continent américain et de l'Europe.

Dans le rapport des forces entre les États européens, la croissance démographique a eu — n'est-il pas superflu de le rappeler ? — des résul-

1. Voir, par exemple, mon article sur *La politique des emprunts étrangers aux États-Unis de 1914 à 1917*, dans *Annales : économie, sociétés, civilisations*, juillet 1951.

tats fort inégaux : si elle a été un élément essentiel dans le développement de la grande industrie et de la force militaire de l'Empire allemand entre 1871 et 1914, elle n'a pas eu les mêmes conséquences en Russie ou en Italie. La rapidité de la poussée démographique ne devient donc un facteur essentiel de puissance économique que dans les États où le développement des techniques, l'organisation industrielle se trouvent à même d'absorber la main-d'œuvre¹ ; ailleurs, elle est la cause d'embarras, surtout de troubles agraires, qui affaiblissent ou qui peuvent affaiblir le rôle de l'État dans la politique internationale. Donne-t-elle à l'État, à une époque où le chiffre des effectifs est un facteur très important du potentiel de guerre, des moyens d'action politique plus efficaces ? Certainement ; mais à condition que la situation des finances publiques permette d'utiliser les possibilités offertes au recrutement de l'armée, et que la structure sociale favorise la formation des cadres, pour les unités de Réserve. C'est surtout l'insuffisance des moyens financiers qui paralyse le gouvernement italien, dont l'armée reste inférieure de 30 %, au début du *xx*^e siècle, en effectifs et en grandes unités, au niveau qu'elle pourrait atteindre si le pays était capable de fournir un plus large effort fiscal. C'est la difficulté de l'encadrement qui, plus encore que la situation financière, empêche le gouvernement tsariste d'utiliser largement l'énorme supériorité démographique de la Russie. Comment ne pas remarquer que cette pénurie financière ou ces difficultés d'encadrement dépendent surtout de l'état d'esprit de la bourgeoisie et de la part qu'elle accepte d'assumer dans l'effort national ?

Hors d'Europe, le parallèle entre la Chine et le Japon, de 1867 à 1914, est classique. Dans l'un de ces États, une population qui accepte sans protester les charges du service militaire ; une caste de samourais dépossédés de leurs titres, de leurs privilèges, de leurs revenus, mais toujours fidèles à leur « code de l'honneur », qui est prête à fournir des cadres ; un gouvernement dont le principal souci, dans la vie parlementaire, est d'imposer à des partis politiques réticents le vote des crédits destinés à l'entretien des forces armées. Dans l'autre, une population qui méprise le métier des armes, et qui ignore l'esprit de sacrifice des intérêts de l'individu ou de la famille aux intérêts supérieurs de l'État ; une classe de Lettrés qui répugnent presque tous à quitter les postes administratifs pour occuper des fonc-

1. Voir, sur ce point, les remarques de J. GOTTMANN, *La politique des États et leur géographie* (Paris 1952), chap. v.

tions militaires ; un gouvernement incapable d'organiser les finances publiques. Le facteur démographique ne joue qu'un rôle accessoire.

Quant à l'influence des mouvements migratoires sur les rapports intercontinentaux, qu'il s'agisse de l'émigration européenne vers le continent américain, dans toute la période où, jusqu'à 1921, la législation des États-Unis a laissé les portes à peu près grandes ouvertes, ou qu'il s'agisse du peuplement de la Sibérie par l'émigration russe, surtout à partir de la construction du Transsibérien, voilà encore un champ d'études assez bien connu¹. Conséquences dans les « pays de destination », dont le développement économique a été, pour une bonne part, lié à cet afflux de main-d'œuvre ; conséquences sociales dans les pays d'origine, où le courant migratoire a servi d'« exutoire » aux paysans sans terre ou aux membres des « minorités » nationales et religieuses ; conséquences politiques, enfin, sur le plan des relations internationales, non seulement parce que ces grands déplacements de population modifient profondément le rôle respectif de l'Amérique et de l'Europe dans la vie générale du monde, mais aussi parce que le mouvement qui entraîne hors d'Europe les Italiens du Sud, les Slaves d'Autriche-Hongrie ou les Israélites de l'Empire des Tsars, comme celui qui mène en Sibérie les paysans de la Russie centrale, allègent les difficultés intérieures dans les États européens et donnent ainsi aux gouvernements une liberté d'esprit, peut-être une liberté d'action plus grandes dans leur politique extérieure, tandis que, d'autre part, en atténuant la pression démographique, ils constituent un élément favorable au maintien de la paix.

Dans tout cela, rien qui n'ait été déjà indiqué ou suggéré. Et pourtant, les études précises font encore souvent défaut. S'il est possible, par exemple, d'apprécier le rôle des immigrants européens dans l'essor économique des États-Unis ou du Brésil au début du xx^e siècle, en utilisant les renseignements que donnent les *Immigration Commission Reports*, pour les États-Unis, ou les études relatives à l'immigration italienne dans l'État de São-Paulo², que d'autres aspects du rôle joué par les conditions démographiques mériteraient de retenir l'attention des chercheurs !

De ces recherches, l'un des objets pourrait être la politique suivie, à l'égard des mouvements migratoires, par les États européens qui

1. Voir surtout le chapitre *Migrations* dans le grand ouvrage d'Alfred SAUVY, *Théorie générale de la population* (Paris, 1952).

2. En particulier, BONARDELLI, *Lo stato di Sao Paulo del Brasile e l'emigrazione italiana* (Turin, 1916).

ont fourni les gros contingents d'émigrants. Seuls, le comportement du gouvernement italien avant 1914 et le revirement de cette politique à l'époque du régime fasciste ont été étudiés, au moins sommairement¹. Ne serait-il pas intéressant de déterminer pourquoi la monarchie austro-hongroise a fourni à l'émigration un contingent considérable, alors que la législation, à Vienne comme à Budapest, interdisait le départ des hommes d'âge militaire? Il est permis de supposer que, si l'émigration a pu se développer sur une large échelle, au mépris de ces dispositions légales, c'est parce que l'administration a préféré fermer les yeux : l'avantage que présentait, sur le plan social, le départ de pauvres gens, donc de mécontents, paraissait sans doute primer l'intérêt qu'il y avait incontestablement, au point de vue militaire, à conserver à l'intérieur des frontières tous les hommes aptes à servir en cas de guerre. N'était-ce pas aussi le comportement de l'administration tsariste à l'égard de l'émigration « clandestine » des Israélites? Simples hypothèses qu'il faudrait pouvoir vérifier.

Le cas des « colonies sans drapeaux » devrait aussi être examiné de plus près, puisque la formation de ces noyaux de populations allo-gènes a été parfois, et aurait pu être dans d'autres régions, l'occasion de litiges entre les États. Que la naissance de ces colonies ait été déterminée uniquement par les conditions sociales dans le pays d'origine, et par l'attrait que présentait, au point de vue économique, la région de destination, cela paraît probable, qu'il s'agisse des Italiens en Tunisie, des *Uitlanders* au Transvaal, ou des Allemands dans le Brésil méridional. Mais il serait intéressant d'examiner dans quelle mesure les gouvernements des États européens, même lorsqu'ils ont été tout à fait étrangers à la formation de ces courants migratoires, ont cherché ensuite à en tirer parti pour des fins politiques, et quelle place ces « colonies sans drapeaux » ont tenue dans le développement des desseins impérialistes, que ces desseins aient abouti ou non — sur le plan de la politique des gouvernements — à un programme d'action.

Dans l'étude de ces déplacements de population, l'histoire des relations internationales ne doit pas négliger un autre point de vue : les conséquences de l'immigration dans l'orientation de la politique extérieure des États qui ont bénéficié de l'afflux des Européens. Aux États-Unis, ces conséquences sont restées peu sensibles jusqu'au début

1. Cette étude demanderait à être reprise dans le détail. Lorsque, par exemple, en 1902, le gouvernement italien se plaint du sort de ses nationaux installés au Brésil et du régime de la « fazenda », parce qu'elle est « destructrice de l'italianité », ne dévoile-t-il pas le dessein de posséder un moyen d'action politique?

du xx^e siècle ; mais elles ont commencé à retenir, en 1911, l'attention de la Commission de l'immigration, et elles ont joué pendant la première guerre mondiale un rôle que laissait prévoir, dès août 1914, le message du président Wilson à la « nation américaine ». Il ne semble pas en avoir été de même dans le Brésil méridional, où les immigrants « nouveaux » — les Italiens surtout, considérés comme des « bras pour la culture », et non pas comme des « éléments de peuplement¹ » — n'étaient pas encouragés à s'incorporer à la vie de l'État.

La « pression démographique » a été invoquée pour justifier une politique d'expansion : en Allemagne, dès le début du xx^e siècle ; en Italie, à l'époque fasciste, mais aussi dès avant 1914 dans la propagande nationaliste ; au Japon, surtout après 1919. L'acquisition de territoires d'émigration ou de zones d'influence économique a été présentée par ces États comme indispensable à l'amélioration du niveau de vie de la population, tandis que, dans les États « nantis », le bien-fondé de cet argument a été souvent contesté. Sans doute faut-il souligner, selon la remarque de Jean Gottmann², que l'amélioration du niveau de vie dépend aussi de l'organisation interne de l'économie nationale, et que, par conséquent, la notion de « pression démographique » ne peut pas être définie par le seul examen des chiffres de superficie et de population. Ce qu'il importerait pourtant d'apprécier, c'est l'état d'esprit des gouvernements qui ont invoqué cette nécessité : était-elle, à leurs yeux, un mobile, ou un simple prétexte ?

Enfin, les conditions démographiques peuvent déterminer, dans la psychologie collective, des tendances dont l'influence est sensible sur l'orientation de la politique extérieure des États. Sentiment d'optimisme qui se manifeste souvent au sein d'une population dont la croissance numérique est rapide ; esprit d'initiative qui se développe davantage dans un milieu social où la proportion numérique des « jeunes » est importante ; changements qui interviennent dans l'attitude d'un peuple à l'égard des questions extérieures, lorsque arrive à l'âge d'homme une génération sur laquelle les souvenirs du passé n'ont plus de prise — ce sont là des constatations que l'histoire des relations internationales doit retenir : les brèves suggestions faites ici même par M. Marcel Reinhard et par M. Yves Renouard³ indi-

1. Voir, sur ce point, les remarques de P. MONBRIE, *Pionniers et planteurs de São Paulo* (Paris, 1952), p. 141.

2. *Ouvr. cité*, p. 152.

3. *Histoire et démographie*, avril 1950, p. 193-206, et *La notion de génération en histoire*, janvier 1953, p. 1-23.

quent une voie dans laquelle il sera possible d'engager des recherches, lorsque les moyens d'investigation et les méthodes d'approche auront été mieux définis.

L'INFLUENCE DE LA PSYCHOLOGIE COLLECTIVE

Quelle place faut-il faire, parmi les forces profondes qui déterminent les relations internationales, à la psychologie collective des peuples, à leurs sentiments ou à leurs passions, à leurs sympathies ou à leurs antipathies, à leurs manières de penser? C'est dans ce domaine que la recherche historique se heurte aux difficultés majeures.

Étudier les manifestations du sentiment national, telle est la préoccupation immédiate. Quelle conception chaque peuple se forme-t-il de ses intérêts nationaux ou de sa « mission nationale », conception qui n'a pas valeur permanente et qui varie selon les époques? Quel désir a-t-il de sauvegarder les traits originaux de sa civilisation et d'assurer la sécurité de son territoire ou quelle volonté d'affirmer la puissance de l'État et d'étendre son aire d'expansion? Quels moyens d'action envisage-t-il pour y parvenir? De quelle cohésion morale est-il capable? Telle est l'optique qui a été celle de la plupart des grandes études consacrées au développement du sentiment unitaire en Allemagne et en Italie dans la première moitié du XIX^e siècle, comme à la naissance de l'expansionnisme et à la conception de l'intérêt national aux États-Unis. C'est dans la même ligne que se situe le beau livre récent de M. Federico Chabod¹. L'historiographie française a été, jusqu'ici, plus timide; elle commence seulement à s'orienter dans cette voie². Mais ce qui intéresse plus encore l'histoire des relations internationales, c'est l'étude comparée. Dans une fort intéressante tentative de synthèse qui remonte à une quinzaine d'années (elle porte sur la période 1871-1914), Friedrich Hertz a essayé de montrer les formes diverses que la « politique de puissance » a prises selon les États, et d'esquisser une explication de ces divergences; mais il s'avouait incapable de dominer, faute de travaux préparatoires, tous les aspects de son sujet. La constatation reste encore valable aujourd'hui.

1. *Storia della politica estera italiana dal 1870 al 1896*. Vol. I : *Le premesse* (Bari, 1951).

2. Par des travaux de M. Girardet sur « La question d'Alsace-Lorraine dans le sentiment national français », de M. Boudot sur « Les socialistes français et la politique extérieure de 1830 à 1870 », et de M. Tudesq sur la haute bourgeoisie.

Cette explication, où la chercher? Est-ce seulement, selon la suggestion de Friedrich Hertz, dans l'étude de la « structure politique, sociale et intellectuelle » de chaque nation? Il faut tenir compte aussi des traits du tempérament national et de l'influence des traditions.

Tempérament national? Voilà bien, il est vrai, une étude qui risque souvent de tomber dans l'arbitraire : jamais l'image qu'un peuple se forme de son propre caractère et de sa propre mentalité ne peut se superposer exactement à celle que dessinent les observateurs étrangers. Il est pourtant possible de noter les traits que constatent d'un commun accord les étrangers et les nationaux : ce peut être une base suffisante pour expliquer le comportement de ce peuple à l'égard des questions de politique extérieure et les variations de ce comportement selon les époques.

Traditions? Il ne faut négliger ni la « permanence d'attitudes et de préoccupations » ni la confiance attachée à certaines « recettes » ou à certaines solutions¹. Ces traditions pèsent de tout leur poids sur la majeure partie du personnel diplomatique, qui a grand-peine à s'affranchir des idées ou des formules dont il a été nourri lors de son entrée dans la « carrière ». Mais dans quelle mesure orientent-elles le comportement des milieux parlementaires et les grands courants de l'opinion publique? Si l'isolationnisme américain a fait l'objet d'études sérieuses, il n'en est pas de même du sentiment d'hostilité manifesté par les milieux parlementaires anglais envers les « alliances permanentes » et envers le service obligatoire, ou de la tradition diplomatique française des « alliances de revers ».

Le rôle du sentiment religieux, bien qu'il ne puisse pas entrer en parallèle avec l'impulsion qu'exerce le sentiment national, mériterait une étude plus attentive. Il présente deux aspects très différents, selon que l'intérêt se porte vers l'histoire de l'expansion coloniale ou vers l'histoire des relations entre les États européens.

Dans le premier cas, le désir d'apostolat a été tantôt l'un des mobiles qui ont déterminé l'expansion, tantôt l'un des arguments dont il a été fait usage pour la « justifier » auprès d'une partie de l'opinion publique; d'autre part, la foi religieuse, non seulement en pays d'Islam, mais en Chine et en Afrique Noire, a été au centre de la résistance opposée par le milieu social indigène à la pénétration européenne. De cette résistance, que savons-nous? Même dans le cas qui semble

1. Voir, sur ce point, les remarques de M. Girardet sur « L'influence de la tradition sur la politique étrangère de la France » (rapport présenté à la « Table ronde » de l'Association française de Science politique).

offrir les conditions les plus favorables à l'enquête historique — celui de la conquête française en Algérie — les études les plus solides paraissent avoir négligé le rôle des confréries religieuses. Ce sont sans doute des historiens indigènes qui, seuls, pourront demain combler cette lacune. Mais l'action missionnaire européenne a-t-elle été mieux étudiée? Oui, quand il s'agit des formes de l'apostolat ou de l'action sociale en milieu indigène. Il faudrait pourtant y ajouter l'étude — à peine ébauchée — des contacts établis entre les congrégations missionnaires et les cadres du mouvement d'expansion coloniale.

Dans l'histoire des relations entre les États européens, l'influence du sentiment religieux a été souvent étudiée, dans la mesure où il a été directement mêlé soit aux protestations des minorités nationales, soit aux rivalités entre les États balkaniques. Il l'a été aussi, mais trop rapidement, par les historiens de la politique extérieure de la Russie tsariste, non seulement à propos des fondements du panslavisme, mais aussi à propos de certaines initiatives politiques. Comment, par exemple, comprendre la politique balkanique de cette Russie tsariste en 1915 sans tenir compte du facteur religieux? La diplomatie russe manifeste nettement ses préférences en faveur des Serbes orthodoxes, tandis qu'elle ne fait pas d'effort en faveur des Croates ou des Slovènes; elle paraît donc convaincue que la parenté religieuse est de nature à assurer à l'influence russe une action efficace. C'est aussi pourquoi, lorsque les troupes russes, au début de 1915, occupent une partie de la Galicie, le gouvernement tsariste s'empresse d'y développer une propagande de l'Église orthodoxe russe aux dépens des Uniates. « Je demande des trains de munitions, et l'on m'envoie des trains de papes », constate le grand-duc Nicolas.

Dans le cas des Églises protestantes, la parenté des tempéraments religieux n'a-t-elle pas eu quelque importance dans l'orientation des relations anglo-prussiennes au temps de Palmerston et des relations anglo-allemandes entre 1919 et 1933? C'est une hypothèse qui paraît reposer sur de sérieux indices, mais qui n'a jamais été, je crois, examinée de près. Et ne faudrait-il pas aussi regarder dans quelle mesure l'effort de rapprochement qui s'était effectué, à la veille de la première guerre mondiale, entre les Églises protestantes en vue de coordonner l'action missionnaire (c'était le but de la conférence d'Édimbourg, en 1910) avait eu un corollaire sur le plan de la politique internationale?

Quant à l'action du catholicisme dans ce domaine, elle s'est

exercée sous deux formes : d'une part, celle des partis catholiques dans les États où ces partis ont eu un rôle actif ; d'autre part, celle du Saint-Siège, de la hiérarchie et des Ordres religieux — deux aspects qu'il ne faut pas confondre — (songeons à la résistance opposée par les chefs parlementaires du catholicisme allemand, en 1887, aux suggestions du Saint-Siège, à propos de la loi militaire bismarckienne). Est-il besoin de souligner que, au XIX^e siècle, comme entre 1919 et 1939, il n'est guère permis d'apercevoir l'influence d'une solidarité entre catholiques français, allemands, italiens, et que la crainte bismarckienne, en 1873, d'une « coalition » catholique paraît bien n'avoir eu d'autre fondement que les imprudences de langage de quelques évêques français ? Et faut-il ajouter qu'une étude de la politique internationale du Saint-Siège sera presque impossible, tant que l'accès aux archives vaticanes restera sujet à des règles étroites et sévères ?

C'est un domaine assez différent qu'aborde l'historien, lorsqu'il se propose de reconstituer l'image qu'un peuple se formait d'un autre peuple. Chercher l'origine des malentendus et des méfiances, des préjugés et des préventions ou des sympathies, montrer comment la force d'un État a été appréciée ou méconnue par ses voisins, voir naître, dans une opinion publique, les craintes qui finissent par suggérer le dessein d'une action préventive, voilà bien un ordre de recherches qui intéresse au premier chef l'histoire des relations internationales. Or, ce domaine n'a guère été défriché jusqu'ici que par les historiens de la littérature comparée, dont l'optique est particulière. Voici, par exemple, le récent ouvrage de M. Monchoux¹, dont la valeur et l'intérêt sont certains. Sous l'influence de M^{me} de Staël, les milieux littéraires français, démontre l'auteur, ont été entraînés, pendant les vingt années qui ont suivi 1815, par une germanophilie contre laquelle, mais en 1832 seulement, une réaction s'est dessinée, lorsque Quinet a souligné que ses propres constatations ne cadraient pas avec l'image staëlienne de l'Allemagne. L'existence et la durée de ce grand courant germanophile peuvent-elles fournir un élément d'explication pour l'étude de la politique extérieure française ? Oui, mais à condition seulement qu'il soit possible d'apprécier dans quelle mesure cet engouement de milieux intellectuels a orienté l'opinion publique et l'action gouvernementale. Il faut donc reviser et élargir le point de vue qui est celui de l'histoire littéraire ; il faut définir, pour ce champ

1. *L'Allemagne devant les Lettres françaises, 1814-1836* (Paris, 1953).

de recherches, une nouvelle méthode d'investigation : c'est le but que se propose M. René Rémond dans une large étude qui promet d'être suggestive¹. Enquête de grande portée si l'on songe que ces courants profonds du sentiment public exercent souvent une influence déterminante sur les décisions politiques. Lorsque Palmerston, par exemple, tout irrité qu'il soit, entre 1846 et 1852, contre les « Yankees », se garde bien pourtant de leur tenir tête, est-ce seulement parce qu'il subit l'influence des milieux d'affaires anglais? Il paraît bien être sensible aussi aux tendances de l'opinion publique anglaise, convaincue que l'essor de la puissance américaine est inéluctable. Et ne peut-on pas faire des remarques analogues à propos de la politique japonaise du Cabinet anglais, en 1895?

Or, dans tous ces aspects, l'étude *historique* de la psychologie collective se heurte aux mêmes obstacles. Examiner le développement d'un mouvement d'idées, par une analyse de la « littérature politique », ce n'est que l'étape préliminaire de la recherche, l'étape la plus aisée, dont il est bien tentant de se satisfaire. La difficulté commence lorsqu'il s'agit d'évaluer la portée pratique, la résonance de ces écrits. Comment y parvenir? A défaut d'indications précises sur le chiffre du tirage, que seul un hasard heureux permet de réunir, il faut la plupart du temps se borner, pour apprécier le rayonnement d'un ouvrage, à noter quelques indices : fréquence des comptes rendus publiés dans la presse, naissance de controverses. Mais c'est atteindre seulement l'opinion des intellectuels. Pour essayer de suivre la diffusion d'une idée dans des milieux plus étendus, il est possible, dans certains pays et à certaines époques, d'examiner les manuels scolaires et d'étudier l'état d'esprit du corps enseignant : voilà un domaine qui devrait être exploré bien davantage. Serait-ce suffisant? Certainement, non. L'objet essentiel de la recherche historique doit être de discerner les courants de l'opinion dans la masse de la population et d'apprécier dans quelle mesure cet état de l'esprit public a pu exercer une influence sur les décisions d'un gouvernement. Par quels moyens? Les consultations électorales ne peuvent, la plupart du temps, fournir que des indications contestables, puisque les questions de politique intérieure, presque toujours inextricablement mêlées aux questions extérieures, sont celles qui déterminent le plus souvent, semble-t-il, le comportement de l'électeur. Les débats parlementaires donnent

1. Le titre provisoire de l'ouvrage (une thèse préparée sous la direction de M. Charles-H. Pouthas) est *Les États-Unis devant l'opinion française*. Il étudiera la période antérieure à la guerre de Sécession.

des indications plus valables, lorsque la tribune est libre ; encore faut-il tenir compte de l'atmosphère de ces débats : dès lors que l'interpellateur cherche d'abord et surtout à mettre le gouvernement dans l'embarras, il n'est pas certain que ses arguments correspondent exactement à l'état de l'opinion, même dans le parti politique dont l'orateur déclare exprimer les préoccupations. Les rapports des agents administratifs ou des services qui ont eu mission de renseigner le gouvernement sur l'état de l'« esprit public » sont sujets à caution, faute de moyens pour apprécier, dans bien des cas, la qualité des renseignements et surtout la fermeté de caractère de leurs auteurs : avaient-ils assez d'indépendance d'esprit pour oser dire au gouvernement des vérités désagréables ? Les enquêtes faites par des observateurs contemporains, sans attache avec les pouvoirs publics, ne présentent pas plus de garanties, parce qu'elles sont souvent orientées par une idée préconçue ou par un parti pris politique. Reste l'étude de la presse : c'est là sans doute la source documentaire la moins discutable dont dispose l'historien. Et pourtant que de réserves à faire ! La recherche historique, lorsqu'elle se propose de reconstituer, grâce à l'examen des journaux, les courants de l'opinion publique, se heurte à une difficulté fondamentale, car la presse peut soit prétendre guider l'opinion publique, soit se contenter d'en donner un reflet. Dans les deux cas, il est vrai, elle apporte des renseignements sur l'état de l'esprit public. Tel est, du moins, l'espoir auquel s'attache l'historien. Que vaut cet espoir ? Lorsque le journaliste veut essayer de guider l'opinion de ses lecteurs, dans quelle mesure y réussit-il ? Et, s'il s'applique tout simplement à présenter les points de vue et les commentaires qu'il croit propres à satisfaire les sentiments ou les préjugés de la clientèle du journal, ne méconnaît-il pas l'état d'esprit de ses lecteurs ? Sous un autre aspect — l'examen des rapports entre un gouvernement et une presse « libre », pour tenter d'évaluer l'influence que l'opinion publique a pu exercer sur les décisions de l'homme d'État — la question n'est pas moins difficile à aborder : *tel* journal, à *tel* moment, peut-il passer pour exprimer un courant important de l'opinion publique, ou reflète-t-il seulement les intérêts du groupe économique ou financier qui le subventionne ? De quels moyens d'action le gouvernement dispose-t-il soit sur ce journal, soit sur l'un de ses rédacteurs ? Et ne faut-il pas compter, dans certains pays ou à certaines époques, avec l'influence financière de gouvernements étrangers ?

Rien de plus aisé, sans doute, que de poser les principes de critique. Mais, dans l'application, c'est à chaque instant que l'on butte

sur des obstacles : quelles étaient les sources d'information de ce journal ? quel était son tirage ? quels rapports avait-il avec le gouvernement, les partis politiques, les groupements d'intérêts ? Autant de questions qui ne reçoivent que des réponses partielles, parce que les archives sont muettes, et que les témoignages contemporains sont insuffisants ou suspects. Lorsque l'on songe que, au moment même où a été publié tel article de presse dont la portée a été grande, les contemporains les plus avertis ont été souvent incapables de savoir si cet article avait été « spontané » ou « inspiré », quelles chances l'historien a-t-il d'élucider la question ? Aussi est-il regrettable que, dans les nombreux travaux historiques consacrés à l'étude de la presse, la critique reste, le plus souvent, trop sommaire. Là encore, c'est à la méthode de travail qu'il faudrait d'abord donner ses soins, en suivant la voie déjà tracée par quelques esquisses¹, mais en se gardant bien d'appliquer aux journaux publiés antérieurement au développement de la presse à grand tirage les remarques valables pour la période postérieure².

* * *

Dans l'influence de ces forces profondes qui orientent la politique extérieure des États, il serait vain de vouloir établir une hiérarchie, non seulement parce que le rôle respectif de ces forces a varié selon les époques et selon les États, mais aussi parce que toute tentative pour « isoler » l'une d'elles risque d'être arbitraire. La recherche historique peut presque toujours réussir à trouver les traces du rôle joué dans les relations internationales par les conditions économiques ou financières, car bien rares sont les cas où les préoccupations de cet ordre ont été tout à fait absentes ; elle peut aussi montrer comment l'influence de ces intérêts matériels s'exerce sur la psychologie collective, en contribuant, selon le mot de M. Federico Chabod, à « enflammer l'âme des hommes et à leur donner une foi » : le sentiment national belge, à la veille de l'indépendance, s'affirme avec plus de vigueur à mesure que se développent les activités économiques ; la conviction de supériorité qui est celle de l'« anglais moyen » pendant la majeure

1. En particulier, A. SPENDER, *The Press and international affairs*, dans *Yale Review*, avril 1928 ; F. DOUGLAS et K. RÖMER, *The Press as a factor of international affairs*, dans *Annals of American Academy of political Science*, juillet 1932 ; O. BUTTER, *La presse et les relations politiques internationales*, dans *Recueil des cours de l'Académie de droit international*, 1933 (qui étudie surtout l'influence du gouvernement sur la presse).

2. Faut-il oublier la constatation faite en 1833 par l'Association républicaine de Saint-Amand et relevée par Gabriel PERREUX : dans les campagnes, l'Almanach était « le seul livre des neuf dixièmes de la population lisante et écoutante » ?

partie du XIX^e siècle est déterminée par les succès de la Grande-Bretagne dans la vie économique du monde ; et l'on peut faire des remarques analogues lorsqu'on étudie le sentiment national allemand au temps de Guillaume II. Mais ne faut-il pas aussi, en sens inverse, constater l'influence de la psychologie collective sur la politique économique des États ? Les craintes éveillées par les nationalismes, les méfiances de peuple à peuple, les menaces de conflit ont, surtout par le jeu de la politique d'armements, pesé sur la vie économique et sociale avec une constance que les économistes, pendant tout le cours du XIX^e siècle, ont sans cesse dénoncée. Pourquoi donc vouloir accorder une prépondérance à tel ou tel mobile ? La balance dont voudrait se servir l'historien pour mesurer la part respective de ces influences, « matérielles » ou « spirituelles », est aimantée par son tempérament, par sa mentalité, individuelle ou nationale (les historiens allemands n'attachent-ils pas, depuis plus d'un siècle, aux intérêts supérieurs de l'État et à la « politique de puissance » une importance que les historiens français jugent excessive ?), — parfois aussi par le simple désir d'apporter des interprétations neuves.

Mais l'effort de recherches orienté vers l'étude des forces profondes ne doit jamais amener à négliger l'examen du rôle joué par les hommes, qui ont dirigé ou essayé de diriger l'action politique des États. Que ces hommes, à de rares exceptions près, n'aient pas « changé le cours » de l'histoire, est-ce un motif suffisant pour dédaigner leur œuvre ? Sans doute les initiatives politiques de l'homme d'État sont-elles toujours encadrées dans les limites que tracent les forces profondes : il subit l'influence du milieu social ou intellectuel dont il est originaire, et dont il partage souvent (mais bien moins que le personnel diplomatique) les préjugés ou les traditions ; il subit, dans une mesure qui varie selon les régimes politiques, mais qui, même dans les démocraties parlementaires, reste souvent médiocre, l'influence du Parlement ; il subit parfois la pression de l'opinion publique ; il est obligé, à moins de courir des risques qui peuvent mener à la catastrophe, d'adapter sa politique aux moyens d'action dont il dispose — forces armées, ressources financières — qui sont en relation directe avec la situation économique. Autant de remarques incontestables, que tout historien convaincu de l'influence des « forces profondes » ne manque pas, à juste raison, de souligner. Pourtant ne faut-il pas, d'autre part, reconnaître l'influence que l'homme d'État est à même d'exercer sur les conditions économiques et sur la psychologie collective ? Il peut parfois, au prix

d'un effort prolongé, améliorer par la politique économique la mise en valeur des ressources naturelles, qui permet d'accroître le potentiel de guerre ; il peut agir sur les conditions démographiques — non seulement sur les mouvements migratoires, mais sur le taux de la natalité (ne suffit-il pas de songer à la propagande organisée par le gouvernement japonais, après 1871, en faveur de l'augmentation de la population ?) ; il peut, grâce à la presse et à l'école, obtenir de la masse de la population qu'elle accepte plus aisément les sacrifices exigés par l'État ; il peut faire, ou ne pas faire, une politique sociale propre à maintenir la cohésion nationale ; il a le choix des moyens diplomatiques et il est à même, par exemple, d'accepter ou de refuser la signature d'engagements dont l'application réduira, par la suite, sa liberté de décision ; il peut céder à la tentation de mettre à profit une supériorité d'armements, provoquer au cours d'une négociation, par amour-propre ou par imprudence, l'incident qui déclenche un sursaut dans l'opinion publique ; il agit même parfois, consciemment, pour amener les « forces psychologiques » au diapason qu'il souhaite¹. Comment donc étudier la politique extérieure d'un État sans tenir grand compte du comportement et des conceptions personnelles de l'homme qui la conduit ?

En fait, lorsque la recherche historique n'est pas orientée et limitée par un point de vue préconçu, elle aboutit presque toujours à constater que dans les relations internationales l'influence des conditions économiques et financières, celle des courants de la psychologie collective, celle enfin du comportement personnel des hommes de gouvernement se complètent et se pénètrent. La simplification arbitraire à laquelle mène toute explication unilatérale n'est-elle pas l'écueil majeur ? Isoler un aspect de réalités qui sont toujours complexes et lui accorder d'emblée une préférence, c'est renoncer au meilleur de l'effort d'interprétation ; c'est perdre de vue, selon le mot de Werner Sombart², l'« innombrable variété de mobiles dont l'action se manifeste dans l'histoire ».

Pierre RENOUVIN,

Membre de l'Institut,
Professeur à la Sorbonne.

1. « Il faut », écrit Ludendorff, « mener les affaires de telle sorte que, sous la pesante impression d'armements puissants, de sacrifices considérables et d'une longue tension, le déchaînement soit considéré comme une délivrance. »

2. *L'apogée du capitalisme*, trad. fr., t. II, p. 89.

MÉLANGES

LES HABIROU ET LES HÉBREUX

Voici près d'un demi-siècle que j'abordais le délicat problème de l'assimilation des Hébreux de la Bible aux Habirou¹ des textes cunéiformes. C'était à propos de la publication par J. A. Knudtzon, entre les années 1907 et 1910, de la correspondance dite d'el-Amarna, que le savant Scandinave transcrivait et traduisait avec une science et une conscience admirables². Parallèlement à cette publication qui paraissait par fascicules, je rédigeais une série d'articles intitulés « Les pays bibliques au temps d'el-Amarna », dans lesquels j'exploitais la précieuse documentation fournie par une trouvaille fortuite et inespérée sur le sol de la vallée du Nil³.

Tous ceux qui, de près ou de loin, ont touché à l'histoire du Proche-Orient vers le milieu du deuxième millénaire avant notre ère savent quelle mine inépuisable de renseignements offrent aux assyriologues et aux historiens ces tablettes d'argile, couvertes de signes cunéiformes et rédigées, à quelques exceptions près, en langue babylonienne⁴. Elles provenaient toutes des archives du pharaon Aménophis IV (vers 1370-1352) dans sa ville « l'horizon d'Aton », qui occupait l'emplacement d'el-Amarna dans le nord de la Haute-Égypte. Nous avons sous les yeux, durant une cinquantaine d'années, la correspondance diplomatique adressée à Aménophis IV et à son père Aménophis III (vers 1405-1370), par les rois de Babylonie et d'Assyrie, ainsi que par les roitelets ou gouverneurs de Phénicie, de Syrie, de Palestine, de l'île de Chypre, ces régions sur lesquelles s'étendait le patronage de l'Égypte. Retenons que sur les trois cent cinquante lettres, dont quelques-unes très fragmentaires, sauvées de ces archives, il n'en est que neuf qui émanent de la chancellerie égyptienne. Les autres ont été écrites par des scribes de profession sous la dictée des rois égaux ou vassaux des Pharaons, ainsi que des princes ou gouverneurs de telle ou telle cité. Elles reflètent

1. La consonne *h* représente le *hêth* de l'hébreu, le *hâ* de l'arabe. A prononcer comme le *ch* allemand dur.

2. *Die el-Amarna Tafeln*, deux volumes de la *Vorderasiatische Bibliothek* (Leipzig, 1907-1910).

3. *Revue Biblique*, 1908, p. 500-519; 1909, p. 50-73, 368-385.

4. Qu'il me soit permis de renvoyer à la monographie que j'ai publiée dans le *Supplément au Dictionnaire de la Bible*, t. I (Paris, 1928), col. 207-225, sous le titre *Amarna (Lettres d'el-Amarna)*.

des vues souvent contradictoires des mêmes événements, suivant leur provenance. Les roitelets qui se disputent la prééminence dans ce vaste carrefour des peuples qui va du Sinaï au Taurus et de l'Euphrate à la Méditerranée se dénoncent les uns les autres dans leurs demandes de secours et leurs cris d'alarme. Il y a là matière à une saine critique historique. C'est pourquoi j'avais résolu de faire une synthèse des données géographiques, historiques et politiques, contenues dans ces lettres et intéressant une période qui précède d'assez près l'invasion des « fils d'Israël » au pays de Canaan. Je devais plus tard, à la veille de la guerre de 1914, reconstituer, grâce aux gloses et aux expressions de terroir qui émaillent ces missives, le plus ancien aspect de « La langue de Canaan », prototype de l'hébreu¹.

Parmi les agitateurs qui, à l'époque des lettres d'el-Amarna, rendent précieuse l'autorité de l'Égypte sur la Phénicie, la Palestine, la Syrie, se rencontrent les Habirou. Ils sont associés aux Soutou, dans lesquels on a depuis longtemps reconnu des Bédouins de la Haute-Syrie. Dans le district de Jérusalem, les Habirou jouent le même rôle qu'un autre groupe représenté ailleurs par un idéogramme fréquent « sa-gaz », écrit quelquefois phonétiquement « sa-ga-az » ou « sa-gaz-za », réduit parfois au seul élément « gaz ». Avec son intuition coutumière, l'assyriologue et orientaliste Hugo Winckler n'avait pas hésité à identifier les « sa-gaz » et les Habirou. Pour ma part, sous prétexte que cette équivalence n'était pas confirmée par les syllabaires bilingues, je proposais de donner à l'idéogramme « sa-gaz », suivi du déterminatif du pluriel, la valeur de l'akkadien *ḥabbātū* « pillards » qu'il possède en particulier dans les rapports astronomiques assyriens.

L'hypothèse de Winckler devait être confirmée par les textes de Boghaz-keui, l'ancienne Hattous, capitale des Hittites. Nous y reviendrons ci-dessous. Mais il n'est pas exclu que la leçon idéographique, employée par les dénonciateurs des Habirou, ait été choisie pour son sens péjoratif de « pillards », ce qui permettait au scribe chargé du déchiffrement d'interpréter à sa guise l'idéogramme en question.

Quoi qu'il en soit, les Habirou nous apparaissent dans la correspondance d'el-Amarna comme les fauteurs de l'insurrection contre les représentants de la domination égyptienne. Leur but avoué est de secouer le joug étranger à Byblos, à Sidon, à Jérusalem. Ils ont à leur tête des chefs valeureux dont les noms sont bien cananéens : *Abd-Ashirti* « serviteur d'Ashirat » et son fils *Asirou* « aidé, secours »². Le premier sera assassiné à Batroun, au nord de Byblos, par des émissaires soudoyés par les princes d'Arwad, de Sidon, de Beyrouth. Le second, à la suite d'une brillante campagne, s'empare du pays d'Amourrou, c'est-à-dire de la Phénicie au temps d'el-Amarna, affecte d'abord de se soumettre au Pharaon, mais bientôt fait cause commune avec

1. *Revue Biblique*, 1913, p. 369-393 ; 1914, p. 37-59, 344-372. Ces articles sont reproduits dans le *Recueil Édouard Dhorme, Études bibliques et orientales* (Paris, Imprimerie nationale, 1951), p. 405-487.

2. La désinence « du babylonien est remplacée par *as*, au nominatif, en hittite : *Asiras*.

les Hittites¹. Nous avons, grâce encore aux découvertes de Boghaz-keui, le texte du traité entre Azirou et le grand roi des Hittites Souppiloulioumas (vers 1390-1354). Le prince d'Amourrou s'engage à payer un tribut annuel au roi des Hittites, à être l'ami de ses amis, l'ennemi de ses ennemis. La suzeraineté de l'Égypte sur Amourrou n'est plus que nominale².

Je me suis retrouvé en présence des Habirou d'el-Amarna dans une étude consacrée à six nouvelles lettres de la même provenance, entrées au Louvre en 1918 et publiées par Fr. Thureau-Dangin en 1922³. Sous le titre *Les nouvelles tablettes d'el-Amarna*, je recueillis, dans la *Revue Biblique* de 1924, les quelques renseignements d'ordre géographique, historique, linguistique, dont s'enrichissait notre documentation⁴. Un paragraphe traite des sa-gaz et des Habirou⁵. Je signalai alors que l'identité des Habirou et des hommes représentés par l'idéogramme « sa-gaz » était rendue évidente par les formules finales des traités entre les rois des Hittites et leurs alliés, que ces traités fussent rédigés en hittite ou en babylonien. Parmi les dieux qui sont invoqués par paires à la fin de ces actes juridiques et religieux, on trouve côte à côte les dieux Loulahhrou et les dieux Habirou, ces derniers étant écrits tantôt syllabiquement *Ha-bi-ri*, tantôt idéographiquement sa-gaz, suivi du déterminatif du pluriel⁶. A noter que les dieux Habirou sont désignés parfois comme les dieux des Habirou, ce qui suppose que le terme employé est bien un qualificatif applicable tantôt aux hommes, tantôt aux dieux⁷.

Non seulement les textes de Boghaz-keui, mais encore d'autres documents exhumés des chantiers de fouilles en Mésopotamie, venaient, d'année en année, compléter notre information concernant les Habirou.

La découverte par André Parrot de l'ancienne cité de Mari, à *tell Hariri*, sur la rive occidentale du moyen Euphrate, et la publication, par Georges Dossin et ses collaborateurs, des archives du palais ont complètement renouvelé l'histoire des Amorrhéens, c'est-à-dire des Sémites occidentaux, dans les premiers siècles du deuxième millénaire avant notre ère. Dès 1938, grâce à la complaisance de mon ami G. Dossin, je pouvais utiliser les ren-

1. *Revue Biblique*, 1909, p. 368-378.

2. Sur ces événements on trouvera la documentation dans mes articles *Les Amorrhéens*, parus dans la *Revue Biblique* de 1928, 1930, 1931, et reproduits, avec notes complémentaires, dans le *Recueil Édouard Dhorme* (p. 81-165, 759-762), déjà cité, et que nous indiquerons désormais par l'abréviation *R. E. D.* (1951).

3. *Revue d'Assyriologie*, XIX (1922), p. 91 et suiv.

4. Article reproduit dans *R. E. D.* (1951), p. 489-519.

5. P. 496-501.

6. Pour l'orthographe des mots Loulahhrou et Habirou dans les textes de rédaction hittite, voir E. LAROCHE, *Recherches sur les noms des dieux hittites* (1947), p. 122-123, thèse reproduite dans la *Revue hittite et assyriologique*, t. VII, 1946-1947.

7. Le sens d'« alliés » ou de « confédérés » que je proposais alors ne peut être maintenu, comme je l'ai indiqué moi-même dans *R. E. D.* (1951), p. 762, en renonçant à l'étymologie tirée de la racine *hbr* « lier, associer, etc. ».

seignements sur les Habirou que fournit la correspondance adressée au dernier roi de Mari, Zimri-Lim, contemporain du fameux Hammourabi¹. Des quelques allusions relevées çà et là dans les rapports officiels, il semblait résulter que les Habirou, dans le nord de la Mésopotamie, jouaient un rôle analogue à celui qu'ils devaient jouer plus tard en Syrie et en Palestine, c'est-à-dire créer de l'agitation contre le pouvoir établi.

D'autre part, vers la même époque, nous trouvons ces Habirou, à Babylone et à Larsa, incorporés à l'armée régulière ou attachés au service du roi². Et ceci nous remet en mémoire une lettre d'el-Amarna dans laquelle un vassal du nom de Biriawaza³ écrit au Pharaon : « Vois ! Moi, avec mes soldats et mes chars, et avec mes frères, et avec mes Habirou (sa-gaz), et avec mes bédouins (soutou), j'irai au-devant des troupes jusqu'à l'endroit que désignera le roi, mon maître⁴. » Nous avons affaire à un groupe de combattants qui, à la solde d'un chef, est associé à une campagne militaire. Les Habirou ne sont hostiles au pouvoir établi que si le chef, comme c'était le cas pour Abd-Ashirti et Azirou, est en rupture de ban avec l'autorité.

Dans les tablettes d'el-Amarna, de Boghaz-keui, de Mari, de Babylone, de Larsa, que nous venons de mentionner, les Habirou, toujours au pluriel, représentent essentiellement une collectivité. Mais, dans une autre catégorie de textes, provenant des fouilles américaines à Yorgan-tépé, l'ancienne Nuzi, près de Kerkouk en Assyrie orientale, c'est le plus souvent à l'état isolé que nous rencontrons des Habirou, hommes ou femmes. Ces textes, datés du xv^e au xiv^e siècle avant notre ère, nous montrent ces individus se louant comme mercenaires, plutôt que comme esclaves, chez le personnage le plus important de la ville, un certain Tehiptilla⁵. La désignation Habirou n'est pas une désignation ethnique, mais bien un qualificatif, un terme générique appliqué à des personnes venues le plus souvent d'un pays étranger⁶. Les noms de ces personnes sont tantôt babyloniens, tantôt assyriens, tantôt amorrhéens, c'est-à-dire ouest-sémitiques, parfois même hourrites, et donc non sémitiques⁷.

Les fouilles de Claude Schaeffer à Ras Shamra, qui ont ressuscité l'histoire la plus ancienne de la Phénicie et des pays limitrophes, nous ont apporté une lumière précieuse et inattendue sur ces Habirou dont l'image fuyante semblait se dérober dans les ténèbres de l'imprécision. A la veille de la seconde

1. Dans mon article *La question des Habiri de la Revue de l'Histoire des religions*, septembre-décembre 1938, p. 175 et suiv.

2. Textes de Babylone et de Larsa repérés, *Ibid.*, p. 176-177.

3. Lire ainsi le nom qu'on lisait d'abord Namiawaza : Fr. THUREAU-DANGIN, *Revue d'Assyriologie*, XXXVII (1940), p. 171.

4. KNUDZON, n° 195 ; *R. E. D.* (1951), p. 500.

5. Voir E.-M. CASSIN, *L'adoption à Nuzi* (Paris, 1938), p. 1-7 et p. 26, n. 1.

6. *Revue de l'Histoire des religions*, septembre-décembre 1938, p. 177-178.

7. *Ibid.*, p. 178, d'après les constatations de Chiera et de Saaristo, cités dans les notes des pages 177-178.

guerre mondiale, un certain nombre de tablettes étaient exhumées de ce site de l'ancienne Ougarit. Parmi les textes figurent des listes de villes, les unes en babylonien, les autres en alphabet cunéiforme d'Ougarit, composé d'une trentaine de consonnes ouest-sémitiques¹. Cinq villes portent le nom d'Alep, écrit *Hlb* dans le système alphabétique, *Halbi* dans le système syllabique des Babyloniens. L'une de ces Alep est accompagnée de la détermination « des hommes sag-gaz », l'idéogramme sag-gaz n'étant qu'une variante de sa-gaz ou sa-ga-az dont nous avons vu l'équivalence avec Hābirou. Or il se trouve, et c'est un point d'importance capitale pour la question qui nous occupe, que dans l'alphabet d'Ougarit et le dialecte qu'il nous a conservé, à l'idéogramme sag-gaz correspond l'écriture consonantique *'prm*². Par deux fois, nous rencontrons la mention de *Hlb 'prm*, c'est-à-dire Alep des *'Apirim*³, la vocalisation pluriel *'Apirim* étant exigée par l'incontestable équation Hābirou — *'prm* supposée par le rapprochement entre l'écriture syllabique et l'écriture alphabétique.

De cette découverte doivent se déduire des conclusions d'une singulière portée pour la lecture et l'interprétation du mot Hābirou.

La consonne du début, spécifique des dialectes sémitiques de l'ouest et du sud, accuse l'origine ouest-sémitique du vocable, puisqu'elle a été conservée dans l'écriture alphabétique d'Ougarit. Les scribes babyloniens, assyriens, hittites, ne disposant pas de cette consonne dans le syllabaire cunéiforme sont obligés de la remplacer par une consonne approchant, à savoir le *h*.

D'autre part, la deuxième syllabe ne commence point par un *b*, comme on le croyait jusqu'à la découverte de Ras Shamra, mais bien par un *p*. Tous les assyriologues savent que le signe qui représente la syllabe *bi* peut avoir très régulièrement la valeur *pi* dans l'ancienne écriture cunéiforme⁴. La lecture qui s'impose désormais pour le mot Hābirou est donc Hāpirou⁵.

Et du coup disparaît toute combinaison fallacieuse de ce vocable avec celui d'Hébreu qui, en hébreu, s'écrit *'ibri*. Je n'ai cessé de protester contre cette assimilation onomastique depuis mes premiers articles sur les tablettes d'el-Amarna⁶ jusqu'à mon étude sur l'arrivée des Hébreux et des Israélites en Palestine dans la refonte de l'ouvrage *Les premières civilisations* en 1950⁷.

1. Voir la communication de Charles Virolleaud à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, le 30 juin 1939, reproduite avec notes dans la *Revue des Études sémitiques*, année 1940, p. 68-83, et du même, *Syria*, XXI (1940), p. 143.

2. *Revue des Études sémitiques*, p. 75. L'esprit rude au début du mot représente la consonne 'oïn des langues sémitiques de l'Ouest.

3. *Syria*, XXI (1940), p. 143. Voir maintenant *R. É. D.* (1951), p. 761-762.

4. R. LABAT, *Manuel d'épigraphie akkadienne*, p. 123, n° 214.

5. On connaît les hésitations des assyriologues pour la lecture du nom du grand monarque Hammourabi ou Hammourapi.

6. Voir *Revue Biblique*, 1909, p. 72.

7. P. 315, n. 1 ; p. 316-317.

Il faut maintenant observer que le mot 'apirim n'a pas été traduit, mais simplement *transcrit* par les scribes de Babylone, de Larsa, de Mari, de Nouzi, des lettres d'el-Amarna, des traités de Boghaz-keui. Le mot avait passé du vocabulaire cananéen ou phénicien dans le vocabulaire des autres peuples. En Égypte, nous constatons le même usage. Le mot n'est pas traduit, mais transcrit 'prw ou 'pwrw dans les inscriptions hiéroglyphiques¹.

Nous sommes en présence d'un mot ouest-sémitique, appartenant à la branche amorrhéenne ou amourrite², dont la langue était désignée par les Assyriens sous le nom de *lishân mât Amurri* « langue du pays d'Amourrou », c'est-à-dire du pays de l'Ouest³. C'est en cette langue que nous devons chercher l'étymologie des Hapirou, plus exactement 'Apirou. Dans les gloses cananéennes des lettres d'el-Amarna, le mot babylonien *epru* « poussière, terre » est expliqué par *aparu* et *haparu*, correspondant à l'hébreu 'aphâr « poussière, terre »⁴. A la même racine appartient le verbe arabe 'afara « marcher dans la poussière » ou 'afira « être de la couleur de la poussière ». Ceux qui, comme nous, ont eu la bonne fortune de sillonner à pied, à cheval ou à dos d'âne, les routes poudreuses de Palestine et de Syrie dans les années qui ont précédé la guerre de 1914, savent sous quelle couche de poussière le voyageur arrivait à l'étape du soir. On peut se demander alors si le qualificatif 'apiru, adopté sous la forme *hapiru* par l'écriture cunéiforme, n'était pas une figure pittoresque pour représenter le « poussiéreux » qui circulait sur les grands chemins. On aurait désigné ainsi ceux qu'on appelait jadis les « pérégrins » et qu'on appelle aujourd'hui, par un bizarre néologisme, les personnes « déplacées ». Ce sont des émigrants qui se réfugient à l'étranger pour une cause ou pour une autre.

Ce sens convient à tous les passages où nous avons rencontré les Hapirou, en particulier aux textes de Nouzi où leur qualité d'étrangers est mise en relief. Loin de leur pays d'origine, on les voit à la recherche d'une situation dans l'endroit où ils ont été accueillis. En Syrie et en Palestine, au temps d'el-Amarna, ils se sont engagés en masse dans les troupes d'Abd-Ashirti et d'Azirou. Ils forment une véritable légion étrangère. Le texte de Biria-waza que nous avons cité plus haut est caractéristique : « Vois ! Moi, avec mes soldats et mes chars, et avec mes frères, et avec mes Hapirou, et avec mes bédouins, j'irai au-devant des troupes jusqu'à l'endroit que désignera le roi, mon maître. » Les Hapirou sont les troupes d'émigrés ou de réfugiés qui s'encadrent parmi les nationaux et les nomades de l'armée régulière. Les dieux Hapirou des traités entre les Hittites et les autres Asiatiques

1. Sur ces textes et la présence du mot 'apirou, voir maintenant la traduction annotée de J. A. WILSON, dans la collection des *Ancient Near Eastern Texts relating to the Old Testament*, éditée par J.-B. PRITCHARD (Princeton University Press, 1950), p. 22, n. 4 ; p. 261, n. 9 ; p. 247, n. 47.

2. Notre ouvrage *Langues et écritures sémitiques* (1930), p. 10-11.

3. *Revue Biblique*, 1931, p. 179 ; *R. É. D.* (1951), p. 160.

4. *R. É. D.* (1951), p. 483 et 502.

sont des dieux venus de l'étranger, qui ont conservé leur nom générique. L'idéogramme dont se servent les scribes babyloniens pour représenter les *Hapirou* n'a d'autre effet que de les incorporer une fois pour toutes aux « sa-gaz ». C'est une sorte de synonyme qui fait abstraction du sens premier du mot représenté, ce mot d'adoption étant devenu un nom propre pour désigner toute une catégorie d'émigrants ou d'émigrés.

Les considérations qui précèdent montrent clairement quelle fut l'imprudence des historiens qui ont préconisé une assimilation totale ou partielle des Hébreux aux *Habirou* qu'il faut maintenant prononcer *Hapirou*, plus exactement 'apirou d'après les renseignements fournis par les textes de Ras Shamra.

Nous sommes donc à l'aise pour rechercher la signification du mot 'ibri, dont, par l'intermédiaire du grec et du latin, nous avons tiré le nom des Hébreux. La Bible, fidèle à sa méthode généalogique, n'a pas hésité à forger le patronyme 'éber pour servir d'intermédiaire entre Sem, père des Sémites, et Abram, plus tard Abraham, père des Hébreux¹. C'est pourquoi Sem sera considéré comme « le père de tous les fils de 'éber »².

Le procédé est bien connu. Chaque groupe de Sémites sera rattaché à un personnage extrait du nom géographique ou ethnique sous lequel ce groupe apparaît dans l'histoire. Les Araméens auront pour ancêtre Aram³, les Chaldéens, primitivement Kasdou, auront pour père Késéd⁴, les Moabites et les Ammonites respectivement Moab et Ammon⁵. Il en va de même pour les Chamites et les Japhétites dans le chapitre x de la *Genèse*⁶.

Point n'est besoin de recourir à ces étymologies factices pour retrouver le sens premier du mot 'ibri, qui est un appellatif ayant un féminin au singulier et au pluriel. Depuis longtemps, on a reconnu que ce vocable était dérivé de l'abstrait 'éber « au-delà », employé en hébreu pour désigner une région située au-delà d'une vallée, d'un torrent, d'un fleuve, d'une mer⁷. Chez les Assyriens et les Babyloniens, l'expression spécifique *eber nâri* « au-delà du Fleuve » caractérise la contrée au delà de l'Euphrate, le Fleuve par excellence, et cette expression se retrouvera en araméen avec la même signification⁸.

Mais la formule est ambiguë. La région au-delà de l'Euphrate est pour les Babyloniens, les Assyriens, les Perses, celle qui s'étend à l'ouest du grand

1. *Genèse*, X, 24-25 ; XI, 14-17.

2. *Ibid.*, X, 21.

3. *Ibid.*, X, 22-23.

4. *Ibid.*, XXII, 22.

5. *Ibid.*, XIX, 36-38.

6. Notre étude *Les peuples issus de Japhet*, dans *Syria*, 1932, p. 28-49. Article reproduit dans *R. E. D.* (1951), p. 167-189 et p. 762.

7. Notre ouvrage *La religion des Hébreux nomades* (Bruxelles, 1937), p. 83.

8. *Endras*, IV, 10-11, 16-17, 20 ; V, 3, 6 ; VI, 6, 8, 13 ; VII, 21, 25. En hébreu, dans *Néthémie*, II, 7, 9 ; III, 7. La formule est gravée en araméen sur une monnaie du satrape perse Mazdai : *La religion des Hébreux nomades*, p. 84.

fleuve, tandis que pour les populations établies de l'autre côté de cette limite naturelle l'au-delà sera la rive orientale et le pays qui lui fait suite. Il est évident que pour les habitants de Syrie l'au-delà du Fleuve représentera la Mésopotamie. La Bible elle-même en fait foi quand elle met dans la bouche de Josué le discours qui débute par le préambule suivant : « Au-delà du Fleuve ont habité jadis vos pères, Térakh, père d'Abraham et père de Nakhor ; ils servaient d'autres dieux. Je pris votre père Abraham d'au-delà du Fleuve et je le fis aller par tout le pays de Canaan, etc.¹. » Et plus loin : « Écartez les dieux que vos pères ont servis au-delà du Fleuve et en Égypte, servez Iahvé² ! »

Ernest Renan, après bien d'autres, reconnaissait l'étymologie de 'ibri en rapport avec l'abstrait 'éber quand il interprétait « le nom générique d'Hébreux » par 'ibrim « ceux de l'autre côté » de l'Euphrate³. Et il est intéressant de noter que, la première fois où le terme 'ibri apparaît dans la *Genèse* comme épithète d'Abram-Abraham, la version grecque des Septante l'a rendu par ὁ περὶ τῆς « celui d'au-delà »⁴, alors que dans les autres cas elle use du nom propre ὁ Ἑβραῖος « l'Hébreu ». Les Hébreux apparaissent aux populations des pays où ils venaient à la suite de leurs troupeaux comme des Transeuphratéens. Le point de départ de leur migration était Harran⁵ dont le nom a survécu dans la ville moderne de Harran, la Carrhae des Romains, au cœur de la Syrie mésopotamienne qui s'appelait Aram-des-deux-fleuves⁶. Le nom même de Harran est un décalque de l'assyro-babylonien *harrānu* « la route », qui fait de cette localité une étape pour qui vient de l'Orient vers l'Euphrate et la Méditerranée. J'ai montré ailleurs comment cette ville de Harran avait reçu son culte et ses dieux de l'antique cité d'Our en Chaldée, dont elle était devenue la succursale religieuse⁷. Et c'est d'Our en Chaldée que, dans une brève notice, la Bible transplante les Térakhites, c'est-à-dire la tribu de Térakh, père d'Abram-Abraham, pour les installer d'un bond à Harran⁸. Il y a là une rencontre qui semble bien l'écho d'une donnée historique sur la première migration des Hébreux. Mais, à Harran et en Aram-Naharaim, ce ne sont pas les Hébreux qui trouveront leur habitat définitif. D'autres Sémites, les Araméens ou Syriens, s'y fixeront. La communauté d'origine entre les Araméens et les Hébreux restera sensible non seulement dans les idiomes parlés chez les uns et les autres, mais encore dans le fait que la tradition tournait les yeux vers l'Aram-des-deux-fleuves, quand

1. Josué, XXIV, 2-3.

2. Ibid., XXIV, 14.

3. *Histoire du peuple d'Israël*, in-8°, I, p. 91.

4. *Genèse*, XIV, 13.

5. *Genèse*, XI, 31-32 ; XII, 5.

6. Ibid., XXIV, 10 ; *Deutéronome*, XXIII, 5 ; *Juges*, III, 8.

7. Culte du dieu-lune et de sa famille sumérienne transporté d'Our à Harran : voir *Abraham dans le cadre de l'histoire*, dans *Revue Biblique*, 1928, 1931 ; articles reproduits dans *R. É. D.* (1951), p. 191-272.

8. *Genèse*, XI, 28-31 ; XV, 7.

il s'agissait de donner des épouses aux grands ancêtres Isaac et Jacob¹.

Pas plus que nous n'avons d'étape intermédiaire entre Our et Harran, nous n'en avons entre Aram et Canaan pour la venue des Transeuphratéens en Palestine. Nous avons affaire à des nomades qui, de place en place, s'infiltrèrent parmi les sédentaires au cours de longues générations². Tout ce que nous apprend la *Genèse*, c'est que cette pénétration fut une pénétration pacifique, toute différente de ce que sera plus tard la conquête par les « fils d'Israël »³. Hormis quelques faits d'armes légendaires comme ceux racontés aux chapitres XIV et XXXIV, on sent que les narrateurs sont surtout préoccupés de montrer comment les patriarches, avec leurs troupeaux, s'installent à proximité des lieux saints, auprès desquels ils peuvent mettre leurs morts au tombeau⁴. Rien d'une occupation par la force, rien de semblable à l'action des Hapirou dans les lettres d'el-Armana. La fraternisation avec les Cananéens est telle que la langue de ceux-ci deviendra celle des Hébreux et que plus tard le prophète, pour montrer la diffusion de la langue hébraïque en Égypte, pourra dire sans ambages : « En ce jour-là il y aura cinq villes au pays d'Égypte qui parleront la langue de Canaan⁵. »

Cette fusion des Hébreux avec les premiers occupants de la Palestine aura des conséquences historiques d'une importance capitale. Les tribus émigrées en Égypte et qui reviennent au temps de l'Exode trouveront parmi celles qui sont restées sur place un appui qui rendra possible la conquête du pays par zones successives. Mais les livres de Josué et des Juges constateront, à maintes reprises, que des Cananéens restent mêlés à la nouvelle population⁶. Un *modus vivendi* s'établira ainsi entre les indigènes et les envahisseurs, comme il s'était établi entre les nomades venus d'au-delà de l'Euphrate et les premiers occupants de Canaan.

É. DHORME,

Membre de l'Institut,

Professeur honoraire au Collège de France.

1. *Genèse*, XXIV et XXVIII-XXX.

2. *La religion des Hébreux nomades*, p. 103 et suiv.

3. Au temps de Josué et des Juges.

4. Voir *Les lieux de culte*, dans *La religion des Hébreux nomades*, p. 125-149.

5. *Isaïe*, XIX, 18.

6. *Josué*, IX, 22-27 ; XV, 63 ; XVI, 10 ; *Juges*, I, 18-36 ; II, 1-3, 14 et suiv. ; III, 1-5.

INVASIONS ET MIGRATIONS DANS LES BALKANS

DEPUIS

LA FIN DE L'ÉPOQUE ROMAINE JUSQU'AU VIII^e SIÈCLE

Les bouleversements ethniques, politiques, économiques et sociaux, que l'on a pris l'habitude d'englober sous l'expression de « grandes invasions », sont maintenant assez bien connus en ce qui concerne l'Europe centrale et occidentale, et l'Afrique du Nord. Il n'en va pas de même pour les Balkans, pour de nombreuses raisons : rareté des sources, en dehors des chroniques grecques ; difficulté d'accorder entre elles, ou avec les autres documents contemporains, ces chroniques dont le texte est souvent mal établi ; documentation archéologique disparate, fragmentaire, dont il est presque impossible de prendre une vue d'ensemble ; bibliographie très dispersée, portant sur des travaux écrits dans toutes les langues d'Europe centrale et orientale ; enfin, et ce n'est pas le moindre danger, préjugés nationalistes de trop nombreux historiens, dans la plupart des pays, petits ou grands, dont les origines plongent dans le passé jusqu'à l'époque des grandes invasions. Ces inconvénients aggravent pour l'historien une situation que la géographie rendait déjà suffisamment compliquée : le domaine balkanique, entendu au sens large comme il doit l'être, est lieu de passage autant que de séjour, races et tribus s'y croisent et s'y mêlent, avancent et refluent, s'allient ou se combattent, dans un incessant mouvement. On ne prétend donner ici qu'un schéma, et tenter de définir l'état actuel du problème, en passant assez vite sur ce qui est mieux connu, jusqu'au règne de Justinien, pour insister davantage sur ce qui l'est moins, depuis Justinien jusqu'au VIII^e siècle.

LE CADRE ADMINISTRATIF

Des pays au Nord du Danube, il n'y a plus rien à dire après l'abandon de la Dacie Trajane. Pour le reste, je me permets de renvoyer provisoirement au tableau que j'ai eu l'occasion d'esquisser ailleurs, à propos de la Macédoine¹. Je rappelle seulement que le statut et le partage de l'Illyricum ont

1. P. LEMERLE, *Philippes et la Macédoine orientale à l'époque chrétienne et byzantine*. Paris, 1945, p. 75-84. On y trouvera les références aux principaux documents (listes de Vérone, de Polemius Silvius, de Rufus Festus, *Notitia dignitatum*, etc.), et aux textes et ouvrages essentiels. Dans la bibliographie récente, peu riche sur ce point, il faut mettre à part E. STEIN, *Histoire du Bas-Empire* ; II : *De la disparition de l'Empire d'Occident à la mort de Justinien (476-565)*. Paris-Bruxelles-Amsterdam, 1949 (une traduction française du tome I, *Geschichte des spätromischen Reiches* ; I : *Vom römischen zum byzantinischen Staate (284-476)*). Vienne,

une signification particulièrement importante¹. A l'époque de Constantin, les diocèses des Pannonies, de Dacie et de Macédoine, groupés sous le nom d'Illyricum, font partie de la préfecture d'Italie, tandis que le diocèse de Thrace fait partie de la préfecture d'Orient : ce qui marque à la fois la limite extrême jusqu'où s'était exercée vers l'Est l'influence directe de la latinité, et jusqu'où pouvait encore s'exercer l'autorité de l'Occident. Puis, sous l'action des invasions, cette ligne de démarcation va osciller et, peu à peu, refluer vers l'Ouest. Ce n'est pas le lieu de faire l'histoire compliquée de ces fluctuations, qui serait en fait celle des relations entre Orient et Occident, entre les deux parties de l'empire, durant la seconde moitié du IV^e siècle : des travaux récents y ont porté quelque lumière². Contentons-nous de rappeler

1928, est sur le point de paraître). Sur le cadre administratif pour la période la plus ancienne, c'est-à-dire en fait sur le problème de l'Illyricum, on pourra consulter maintenant l'ouvrage intéressant de Santo MAZZARINO, *Stilicone, La crisi imperiale dopo Teodosio* (Studi pubbl. dal Ist. ital. per la storia antica, 3), Rome, 1942 : en réaction contre l'interprétation de la politique de Stilicon, défendue notamment par Mommsen, qui en cherche le principal mobile dans le désir de rattacher l'Illyricum à l'Occident. Indications, pour la même période, dans le livre d'Émilienne DEMOUGEOT, *De l'unité à la division de l'Empire romain (395-410), Essai sur le gouvernement impérial*, Paris, 1951. En dernier lieu, J. STRAUB, *Stilichos Reichspolitik und das Testament des Kaisers Theodosius*, dans *La Nouvelle Clé*, 4, 1952, p. 94-115.

1. Il faut prendre garde qu'Illyricum, dans les sources, peut désigner tantôt une région géographique assez vague, tantôt une division administrative précise.

2. En plus des ouvrages cités ci-dessus, voici trois études récentes dont la dernière est particulièrement neuve et suggestive :

1) É. DEMOUGEOT, A propos des partages de l'Illyricum en 386-395, dans *Actes du VI^e Congrès International d'Études byzantines* (Paris, 1948), I, p. 87-92 : veut établir, en se servant principalement des monnaies, que « de 380 à 395 l'Illyricum n'a pas été dédoublé, mais qu'au cours de ces quinze ans la péninsule balkanique fut gouvernée plus souvent par l'empereur d'Orient que par l'empereur d'Occident », et que « le dédoublement durable de la péninsule balkanique en Illyricum oriental et Illyricum occidental ne daterait que de la fin de 395 ou du début de 396 ». On retire surtout de cet article l'impression, exacte sans doute, que la plus grande confusion administrative a régné dans les Balkans à cette époque.

2) C'est à peu de chose près la même impression qu'on retire de l'étude critique de J. PALANQUE, La préfecture du prétoire d'Illyricum au IV^e siècle, dans *Byzantion*, 21, 1951, p. 5-14.

3) C'est, d'autre part, une construction séduisante, sinon toujours définitivement convaincante, et une interprétation fine de la politique du temps, que nous propose V. GARNIER, L'Illyricum de la mort de Valentinien I^{er} (375) à la mort de Stilicon (408), dans *Revue des Études byzantines*, 9, 1951, p. 5-46. J'en résume brièvement les résultats. De la préfecture d'Italie-Afrique-Illyricum, l'Illyricum (Pannonie, Dacie, Macédoine) est séparé pour la première fois, pour constituer une préfecture à part, de 357 à 361. Il en est à nouveau détaché par Gratien, comme apanage pour Valentinien II (résidant à Sirmium), de 375 à 379. A ce moment (avènement de Théodose), il y a un partage provisoire en Illyricum occidental (Pannonie) et Illyricum oriental (Dacie, Macédoine), partage de fait, l'ensemble de l'Illyricum restant en droit à l'Occident. En effet, dès 380, l'Illyricum oriental fait retour à l'Occident et est maintenu dans la part de Valentinien II après l'assassinat de Gratien. En 388, la victoire remportée à Poetovio sur l'usurpateur Maxime fait de Théodose le maître de tout l'Empire, il réside à Milan, et naturellement administre l'Illyricum. Quand, en 394, il revient à Constantinople, l'Italie reste à l'Occident, mais une préfecture du prétoire d'Illyricum et Afrique est rattachée à Constantinople. En 392, Théodose a déjà conçu dans son esprit le

qu'à la fin du IV^e siècle, la Pannonie, fortement occupée par les barbares, est toujours administrativement rattachée à l'Occident, mais que la Dacie et la Macédoine, coupées déjà de l'Occident du fait de la situation nouvelle en Pannonie, sont rattachées à l'Orient, bien que sur elles l'Occident continue de faire valoir de temps à autre des droits devenus tout théoriques. C'est en somme l'état que fait connaître la *Notitia dignitatum*, qui distingue un diocèse d'Illyricum (*Illyricum occidental*), ancien diocèse des Pannonies, soumis au préfet du prétoire d'Italie, et une *préfecture d'Illyricum* (*Illyricum oriental*), comprenant les deux diocèses de Dacie et de Macédoine, et rattachée à l'Orient.

Un tableau administratif de cette préfecture d'Illyricum telle que, après quelques changements plus ou moins bien connus, elle se présentait à une date qui correspond à peu près au début du règne de Justinien, nous est donné par le *Synekdêmos* de Hiérokès. Ce tableau est intéressant et permet de situer dès maintenant sur une carte les noms que nous rencontrerons bientôt. La préfecture d'Illyricum comporte alors treize provinces : Macédoine première (Thessalonique), Macédoine seconde (Stobi), Thessalie (Larissa), Hellade (Corinthe), Crète (Gortyne), Épire ancienne (Nicopolis), Épire nouvelle (Dyrrachium), Dacie intérieure (Sardique), Dacie riveraine ou danubienne (Ratiaria), Dardanie (Scupi), Prévalitane (Doclée), Mésie première (Viminacium), Pannonie (Sirmium). Selon un texte capital, mais difficile à interpréter, de Justinien¹, le chef-lieu de toute la préfecture d'Illyricum avait été d'abord Sirmium ; puis, au temps de l'invasion d'Attila, il fallut se replier jusqu'à Thessalonique ; enfin, au moment où il écrit, la situation militaire paraît suffisamment rétablie sur la frontière danubienne pour que Justinien décide de reporter à nouveau vers le Nord le chef-lieu de la préfecture, faisant choix cette fois de sa ville natale, Justiniana Prima, en Dacie intérieure². En fait, il n'est pas du tout sûr que les choses se soient

partagé entre ses deux fils : à Honorius, la préfecture des Gaules, et une préfecture d'Italie-Afrique ; à Arcadius, la préfecture d'Orient, et une préfecture d'Illyricum. L'usurpation d'Eugène en retarde la réalisation. Mais tout était « en place » à la mort de Théodose en 395, et l'Illyricum entier revenait à Arcadius. C'est Stilicon qui, pour les besoins de la défense de l'Italie, demanda que la Pannonie en fût détachée et rendue à l'Occident, à la fin de 395 ou au début de 396. En 406, Honorius et Stilicon, se servant d'Alaric, cherchent à rattacher à l'Occident l'Illyricum entier. L'usurpation de Constantin, puis la mort de Stilicon réduisent à néant ce projet, et les choses restent en l'état où elles étaient douze ans plus tôt. — A cette étude de V. Grumel, interprétation subtile et cohérente du jeu politique qui se joue entre les empereurs, les ministres (Stilicon, Rufin, Eutrope), les usurpateurs, Alaric, je ne vois qu'une objection d'ordre général qu'on puisse faire, qui est de ne pas tenir suffisamment compte des mouvements des barbares et de leurs répercussions sur l'Empire. Mais ce n'était pas l'objet que l'auteur se proposait.

1. Nouvelle XI, du 14 avril 535. Sur ce texte, cf. maintenant l'article de E. HONIGMANN cité à la note suivante.

2. Cette ville mystérieuse de Justiniana Prima a été longtemps localisée à Scupi (Üsküb, Skopje) ou tout près de Scupi : cf., par exemple, les articles de N. VULIĆ et de J. ZEILLER que j'ai cités dans *Philippe*, p. 83, n. 2. La faiblesse des arguments invoqués à l'appui

passées ainsi. Si, par exemple, l'adresse d'une lettre du pape Hormisdas confirme qu'en 519 Thessalonique était bien la résidence du préfet du prétoire d'Illyricum¹, on a du mal à concilier avec la novelle de 535, transférant cette résidence à Justiniana Prima, la mention dès l'année suivante d'un *praefectus thessalonicensis*, qui laisse croire que le préfet réside toujours à Thessalonique², comme ce fut peut-être aussi le cas en 541 pour le préfet Élie³. Ou bien donc le siège de la préfecture n'est resté qu'un temps extrêmement court à Justiniana Prima⁴, ou bien, et c'est ce que je croirais, il n'y

de cette localisation a été dénoncée notamment par E. HONIGMANN, *Meridianus episcopus*, dans *Annuaire de l'Inst. de Philol. et d'Hist. orient. et slaves*, 7, 1939-1944, p. 141-154 (avec la bibliographie). E. Honigmann faisait état d'une autre localisation, proposée dès 1936 par Jeftić et par V. Petković : Justiniana Prima aurait été l'actuelle Caričin Grad, près de Lebane, à une quarantaine de kilomètres au Sud de Naissus (Niš). Cette localisation, conforme à la fois à la Novelle XI, qui place Justiniana Prima en *Dacie méditerranéenne* ou intérieure, et à un passage de Jean d'Antioche qui la situe (ou plus exactement sa voisine Bederiana) non loin de Naissus, avait été suggérée par des fouilles faites à Caričin Grad, et par la découverte à cet endroit d'une ville du VI^e siècle. Ces fouilles, très importantes, ne sont pas encore achevées et ne sont malheureusement connues que par des rapports provisoires : cf. *Starinar*, 12 (1937), 13 (1938) et 14 (1939), pour les fouilles dirigées avant la guerre par V. Petković; puis, pour les fouilles reprises en 1947 par A. Deroko et Sv. Radojčić, cf. *Starinar*, N. 3. 1 (1950), p. 119-142 (en serbe, résumé français). Un exposé d'ensemble, court et qui ne satisfait pas notre curiosité, a été publié en français par V. PETKOVIĆ, Les fouilles de Tsaritchin Grad, dans *Cahiers archéologiques*, 3, 1948, p. 38-48. L'auteur montre que, d'après les monuments et les monnaies, il apparaît que la ville a été fondée au VI^e siècle, probablement par Justinien, sur un plan grandiose, et qu'elle a disparu sous Héraclius ou peu après. Cela lui semble, avec raison, en faveur de l'identification avec Justiniana Prima, bien que la preuve décisive, que pourrait apporter une inscription, manque encore (et bien qu'à mon avis il n'y ait pas lieu de chercher dans Caričina ou Starišina le nom du village natal de Justinien, Taurésion). Il est surprenant que A. VASILIEV, *Justin the First*, Cambridge-Mass., 1950, p. 53 sq., s'en tienne encore sans discussion à l'identification avec Scupi et fasse bon marché des découvertes de Caričin Grad; mais, comme à l'ordinaire, Vasiliev est précieux pour qui s'intéresse à l'histoire du problème : cf. en particulier sa note 31, p. 57.

1. « Hormisdas praefecto praetorio thessalonicensi et ceteris illustribus » : MANSI, VIII, p. 448, n° XXXIX.

2. Adresse d'une lettre du roi goth Vitigès attribuée à l'hiver 536-537 : « Vitigès rex praefecto thessalonicensi », donnée par CASSIODORE, *Variae*, X, 35. Cf. E. STEIN, *Untersuchungen zur spätromischen Verwaltungsgeschichte*; II : *Zur Geschichte von Illyricum im v-vii Jahrh.*, dans *Rhein. Museum*, 74, 1925, p. 360. Le préfet auquel s'adresse Vitigès serait Dominicus, en fonction de 535 à 540 : E. STEIN, *Histoire du Bas-Empire*, II, p. 434.

3. Il succède à Dominicus : E. STEIN, *op. cit.*, p. 434, n. 1. Que Élie réside à Thessalonique me paraît suggéré par la novelle 153 (éd. Schoell-Kroll, p. 728-729), adressée Ἡλίᾳ τῇ ἐπιτοκίστῃ ἐπάρχῃ τοῦ Ἰλλυρικοῦ, et concernant les enfants exposés à Thessalonique.

4. Ce qu'écrivit Procope à propos de Justiniana Prima (*de Aed.*, IV, 1, éd. Haury, p. 105-106), plus proche sans doute de la version officielle que de la réalité, peut avoir été directement inspiré par la Novelle XI, mais peut aussi être interprété, il faut le reconnaître, comme la confirmation que Justiniana Prima fut bien un moment la capitale civile et ecclésiastique de l'Illyricum. Voici la phrase importante : πόλις ἀπλῶς μεγάλη καὶ πολὺ ἀνθρώπων καὶ τὰ ἑλλὰς εὐδαίμων καὶ οἷα τῆς χώρας ἀπάσης μητρόπολις εἶναι « εἰς ἀξιώματος γὰρ τοσούτου ἔκει » πρὸς δὲ καὶ τὸν Ἰλλυριοῦν ἀρχιερέα διακεκλήρωται, τῶν ἑλλένων πόλεων αὐτῇ ἅτε πρώτῃ τὸ μέγεθος οὕση, ἐξισταμένην.

a jamais été transféré effectivement, et la novelle de 535 n'eut d'effet que sur le plan de l'organisation ecclésiastique¹.

Il est vrai qu'on éprouve alors une autre difficulté, qui est d'interpréter un texte comme la Vie de saint David de Thessalonique, où l'on voit le saint envoyé comme ambassadeur auprès de Justinien, sur la demande du préfet du prétoire d'Illyricum, pour obtenir de l'empereur, qui se laisse convaincre sans peine, que la capitale de la préfecture soit ramenée de Sirmium, menacée par les barbares, à Thessalonique : d'où il faudrait conclure, prenant à la lettre ce texte hagiographique, que pendant un temps, sous Justinien, la préfecture ne fut pas à Thessalonique, et qu'elle ne fut pas non plus, contrairement à ce qu'on eût à la rigueur admis, à Justiniana Prima, mais à Sirmium, ce qui semble invraisemblable². Il est probable que cette Vie, dont le texte est mal établi, et dont la rédaction, au témoignage de l'auteur même, est postérieure d'au moins 180 ans aux événements, a mêlé des traditions différentes³. Quoi qu'il en soit, tous les documents nous ramènent à Thessalonique comme siège de la préfecture d'Illyricum sous Justinien, et la situation dans les Balkans fut sous ce règne constamment si grave, qu'on ne saurait imaginer que le grand centre administratif et militaire eût été ailleurs. Mais ces remarques font comprendre que, de même que sous la ruée barbare, le vieil empire romain finit par se briser en deux à la charnière de l'Orient et de l'Occident, de même dans la région qui nous occupe il y a une relation significative entre les mouvements des barbares et le choix du centre de gouvernement.

Quelle fut la destinée de l'Illyricum, à quel moment peut-on en placer la

1. C'est aussi, il me semble, l'opinion de E. STEIN (*Histoire du Bas-Empire*, II, p. 396) : « S'il n'a pas réalisé son intention d'y (à Justiniana Prima) installer le siège de la Préfecture du Prétoire de l'Illyricum... »

2. Sur Sirmium (Mitrovica) à cette époque, cf. *Philippe*, p. 82, n. 3, 83 et n. 2 ; E. STEIN, *Histoire du Bas-Empire*, II, p. 156 (dans l'accord de 510, seul le territoire de Bassiana échut à l'empereur, le reste de la Pannonie seconde avec Sirmium allant à Théodoric : ce qui me paraît correspondre au texte de la Novelle XI, sinon au Synekdémus, qui cite Sirmium en Pannonie, p. 309 (Sirmium occupée un temps par les impériaux, mais presque aussitôt repérée, en 536, et prise par les Gépides).

3. La seule édition est celle de V. ROSE, *Leben des heiligen David von Thessalonike*. Berlin, 1887. Elle est médiocre, et ne repose que sur un unique manuscrit, alors qu'on en connaît maintenant plusieurs, dont les variantes sont importantes. Tout le problème de cette Vie est à reprendre, sur la base d'une bonne édition. Malheureusement, l'étude récente de A. VASILIEV, *Life of David of Thessalonica* (*Traditio*, 4, 1946, p. 115-147), si elle a l'avantage de fournir une bibliographie presque exhaustive et l'histoire du problème de la Vie de saint David, a fait peu progresser ce problème, car le commentaire historique est insuffisant et les données chronologiques contestables. Voir maintenant J. LOENERTZ, Saint David de Thessalonique, sa Vie, son culte, ses reliques, ses images, dans *Revue des Etudes byzantines*, 11, 1953, p. 205-223 (les données historiques ne sont pas examinées). — Le passage de notre point de vue le plus important de la Vie est reproduit dans l'ouvrage, mauvais, mais non remplacé, de O. TAFRALI, *Thessalonique des origines au XIV^e siècle*. Paris, 1919, p. 90, n. 1 : Tafrali n'a vu aucune des difficultés ou questions soulevées par le texte qu'il copiait, et sa copie, comme d'ordinaire, est truffée de fautes.

disparition, du moins comme unité administrative? C'est encore un problème non résolu, et qui peut-être ne comporte pas de solution. Il y a, plus exactement, deux problèmes. Celui, d'abord, de l'Illyricum ecclésiastique : les évêchés d'Illyricum, à la tête desquels apparaît très tôt, en tout cas dès la fin du IV^e siècle, celui de Thessalonique, sont d'abord soumis à Rome, puis attirés vers l'Orient, revendiqués tour à tour par le pape et par le patriarche de Constantinople, et au terme d'une lutte longue et mouvementée dans laquelle le schisme d'Acace d'abord, puis peut-être l'iconoclasme, jouèrent un rôle, ils furent perdus pour Rome et définitivement acquis à Byzance; évolution logique et nécessaire, dont on pourrait seulement s'étonner qu'elle ait été si lente à atteindre sa conclusion normale¹. Quant à l'Illyricum civil, il est soumis à l'influence de tous les bouleversements politiques et militaires — avant tout, des invasions. On a soutenu que la préfecture d'Illyricum s'est maintenue sans interruption jusqu'à la fin du VIII^e siècle : je n'en crois rien. On invoque les mentions tardives, à propos de Thessalonique, d'un *ἐπαρχος* ou *ὁπάρχος*² : par exemple, à la fin du VIII^e siècle, Théodore Stoudite, racontant dans une de ses lettres son arrivée à Thessalonique, dit qu'il a été accueilli à la porte de la ville par un dignitaire envoyé par « le préfet » : *προνεμῶντις παρὰ τοῦ ὁπάρχου*³. Il me paraît impossible d'admettre qu'il s'agit encore à cette date d'un véritable préfet du prétoire d'Illyricum.

1. J'ai esquissé cette histoire dans *Philippe*, p. 241-250, où l'on trouvera la bibliographie antérieure. (J'aurais dû indiquer que les documents de la « Collection de Thessalonique » sont à consulter dans l'édition SILVA-TAROUCA, *Epistularum Romanorum pontificum ad vicarios per Illyricum aliosque episcopos collectio Thessalonicensis*. Rome, 1937.) A consulter, en outre, maintenant : E. STEIN, *Histoire du Bas-Empire*, II, p. 396 ; S. L. GREENSLADE, *The Illyrian Church and the Vicariat of Thessalonica*, 378-395, dans *Journal of Theol. Studies*, 46, 1945, p. 17-30 ; J. ZEILLER, Une primatie éphémère dans l'ancien Illyricum, Sardique, dans *Mémorial Louis Petit, Mélanges d'histoire et d'archéologie byzantines* (Archives de l'Orient chrétien, I, 1948), p. 423-426 [sur la préséance, au temps de Grégoire le Grand, entre l'évêché de Sardique et celui de Justiniana Prima] ; V. GRUMEL, Le vicariat de Thessalonique et le premier rattachement de l'Illyricum oriental au patriarcat de Constantinople, dans *Annuaire de l'École des législations religieuses à l'Institut catholique de Paris*, 1950-1951, p. 49-63 [montre comment l'institution par Rome du vicariat a pour objet de maintenir l'Illyricum dans l'allégeance romaine et de le soustraire à l'attraction de Constantinople, et comment sous Théodose II ce calcul fut une première fois déjoué, lors de l'affaire de Périgénis de Corinthe, à l'instigation même d'évêques illyriens, et à la faveur de la tension entre Orient et Occident provoquée par le troisième consulat conféré à Constance] ; V. GRUMEL, L'annexion de l'Illyricum oriental, de la Sicile et de la Calabre au patriarcat de Constantinople, dans *Mélanges Jules Lebreton — Recherches de Sciences religieuses*, 39-40, 1951-1952, p. 191-200 [l'annexion ne fut pas réalisée par Léon III l'Isaurien en 731 comme conséquence de la résistance de Rome à l'iconoclasme, mais un quart de siècle plus tard, sous le pape Étienne II, parce que celui-ci — et non Grégoire II, comme le dit Théophane — avait détaché Rome et l'Italie centrale de l'Empire].

2. De nombreux exemples prouvent que ces deux termes sont équivalents et interchangeables.

3. *Paul. gr.*, XCIX, col. 917. J'avais eu naguère le tort (*Philippe*, p. 123), suivant de trop près Gelzer, d'admettre la persistance de l'ancienne préfecture du prétoire d'Illyricum au moins jusqu'à l'extrême fin du VIII^e siècle.

L'explication est autre. Thessalonique, seconde ville de l'empire, a joui dans les Balkans de prérogatives comparables à celles de la capitale. Elle a eu, à la tête de son administration, un éparque (il est désormais préférable d'employer ce terme, plutôt que celui de préfet, pour éviter la confusion), qui est l'homologue de l'éparque ou préfet de la ville à Constantinople. L'une des plus anciennes mentions en est fournie par un sceau, récemment publié, qu'on attribue à la première moitié du IX^e siècle : il est au nom du spathaire et éparque de Thessalonique Agallianos¹. C'est un personnage semblable, haut fonctionnaire urbain, qui se cache sous la mention laconique de Théodore Stoudite. Son apparition est probablement en relation avec la grande révolution que représenta, dans l'administration byzantine, l'institution du régime des thèmes : nous y reviendrons plus loin, car ces profonds changements s'expliquent en grande partie par les mouvements des barbares. Quant aux dernières mentions sûres d'une préfecture du prétoire d'Illyricum, je pense qu'on les trouve dans les *Miracula sancti Demetrii*.

Il sera bientôt plus longuement question de ce recueil, qui est la principale source pour le problème des transformations ethniques dans les Balkans. Je me borne à indiquer brièvement ce qu'il nous apprend sur l'administration de l'Illyricum. Dans le livre I, composé au début du règne d'Héraclius par l'archevêque de Thessalonique Jean, qui raconte des événements des dernières années du VI^e siècle et des premières années du VII^e, on ne trouve pas moins de dix fois la mention des préfets d'Illyricum, qui ont leur résidence à Thessalonique et siègent au πρατώριον. Ils ont des bureaux (σκηνία), avec un personnel important. La mention d'un δακικὸν καλούμενον σκηνίον conduit à admettre que ces bureaux pouvaient être spécialisés dans les affaires d'une région, peut-être ici l'ancien diocèse de Dacie. Quant à l'étendue géographique de l'Illyricum, on notera qu'une fois le mot est opposé à ἑσπερία, et qu'au contraire ἡ τῶν Ἑλλήνων χώρα (ou Ἑλλάς) fait partie de l'Illyricum. En somme, rien n'indique encore qu'un changement important ait bouleversé le régime ancien, bien que déjà certains détails soient difficiles à expliquer : notamment les mentions, constamment entremêlées, du préfet et des préfets d'Illyricum. J'y reviendrai ailleurs².

1. V. LAURENT, *Documents de sigillographie byzantine. La collection C. Orghidan* (Bibliothèque byzantine, Documents, 1). Paris, 1952, n° 238, p. 128.

2. Sans traiter ici ce problème, qui exige de longs développements, je crois utile de citer les passages du livre I des *Miracula* où il est question de la préfecture d'Illyricum, parce qu'ils ne sont pas aisés à découvrir dans ce texte touffu et mal édité, et parce que le rapprochement en est significatif. Je donne, en chiffres romains, le chapitre du livre I ; en chiffres arabes, le paragraphe de l'édition Migne, P. G., t. CXVI. — I, 1 : Μαριανός τις ἐκελεύσθη τοὺς τῶν ὑπάρχων θρόνους κατὰ τὸ Ἰλυριῶν ἔθνος διέπειν (puis, *passim*, le personnage est nommé ἑπαρχος ou ὑπάρχος) ; 21 : il occupe τὸ πρατώριον τῶν ὑπάρχων à Thessalonique. II, 24 : ἀνὴρ τις τὴν ἐντιμον στρατιάν τῶν ὑπὸ τὴν τοῦ Ἰλυρικοῦ ἐπαρχοῦ ἀρχὴν διοικῶν. IX, 73 : un fonctionnaire des approvisionnements soupçonne τοὺς ὑπάρχους τοῦ Ἰλυρικοῦ de détourner vers Thessalonique les convois de Constantinople ; il écrit, pour s'en plaindre, πρὸς τὸν τῆναυτὰ τὴν ἐπαρχον ἐγκαχειρισμένον ἀρχὴν τοῦ Ἰλυρικοῦ ; il accuse auprès

Le livre II, si les conclusions que j'ai exposées ailleurs sont justes, a été rédigé par un auteur anonyme sous Constantin IV Pogonat, entre 678 et 680. A la différence du livre I, c'est un recueil composite ; on y trouve le récit d'événements contemporains du rédacteur (chap. iv), et deux groupes de récits pour lesquels le même rédacteur s'est servi de deux sources écrites différentes : d'une part, des récits des dernières années de l'archevêque Jean, auteur du livre I (chap. i-iii) ; d'autre part, des événements des années 635 et suivantes, empruntés à une source datant du début du règne de Constant II, 642-668 (chap. v). A la différence encore du livre I, l'administration de Thessalonique ne paraît plus être entièrement entre les mains du préfet. Nous voyons, d'une part, le peuple, qui délibère, décide au besoin et agit directement ; d'autre part, une classe dirigeante, peinte sous des couleurs sombres, désignée par les expressions vagues de *οἱ κρατοῦντες*, *οἱ ἄρχοντες*, *οἱ τὴν ἀρχὴν διέποντες*, *οἱ τῆς διοικήσεως τῆς πόλεως τότε λαχόντες*. Nous ne rencontrons plus une seule fois la mention du préfet d'Illyricum. Le terme *ἐπαρχος-ὑπαρχος* figure encore à trois reprises dans les trois parties du livre¹, ce qui suffit à attester que le mot et la fonction existent encore dans les sources du rédacteur et peut-être du temps même de celui-ci. Mais il me semble évident que ce n'est plus le même personnage que dans le livre I, où nous avons rencontré, je crois, les derniers préfets du prétoire d'Illyricum. Ceux-ci auraient donc disparu entre la rédaction du livre I, début du règne d'Héraclius, et celle du livre II, 678-680. Nous avons maintenant devant nous un personnage qui, toujours nommé « éparque », est plus proche du préfet de la ville, tel qu'il existe à Constantinople, que de l'ancien préfet du prétoire. Le passage de l'un à l'autre a dû se faire sans heurt : des

d'autres personnes τοὺς ἐπάρχους Θεσσαλονίκης ; 74 : l'histoire a été racontée au narrateur et à d'autres par οἱ ἐνδοξότατοι ὑπαρχοὶ eux-mêmes. X, 78 : la guerre civile menace τὰς περὶ τὸ Ἰλλυρικὸν ἀπᾶσας πόλεις ; 81 : un songe est envoyé à un personnage νεωστὶ ἐκ τῆς Ἑλλάδος τῇ Θεσσαλονίκῃ ἐπιδημήσαντι ἀνδρὶ κοσμίῳ καὶ τῶν τηλικαῦτα τοῦ Ἰλλυρικῶ ἐπαρχῶν συγγενεῖ ; 86 : cet homme raconte sa vision τῷ ἐπαρχῷ συγγενεῖ αὐτοῦ καθ' ὅσην ὡς εἰρηται. XI, 90 : τὴν τῶν ὑπαρχῶν τοῦ Ἰλλυρικῶν ἔθνος ἀρχὴν διὰ χειρὸς ἔχων ἀνὴρ τις. XII, 97 : τις ἀνὴρ τὴν ἐντιμὸν στρατιὰν τοῦ βασιλικῶ καλουμένου σκενέου τῶν ὑπερλάμπρων ὑπαρχῶν τοῦ Ἰλλυρικῶ στρατευόμενος. XIII, 109 : Thessalonique l'emporte sur toute ville κατὰ τὴν ὀφειλὴν καὶ πᾶν τὸ Ἰλλυρικόν ; 117 : la ville ἀσπίδις manque de défenseurs, πλείονων αὐτῶν τῶν ἐπιλέκτων νεανίων τοῦ τε στρατιωτικοῦ καὶ τῶν ἐν τῷ μεγίστῳ στρατευομένων πραιτωρίῳ διὰ τῶν τηλικαῦτα τὴν ἐπαρχῶν μετὰ χεῖρας ἔχοντι ἀρχὴν κατὰ τὴν Ἑλλήνων χώραν δημοσίων ἐνεκα χρεῶν ἀποδοθημάτων ; sont également absents les hauts fonctionnaires de la prefecture, οἱ ἐν τοῖς σκενείοις τῶν ὑπαρχῶν τοῦ Ἰλλυρικῶ πρώτοι. — On remarquera que les mentions des préfets d'Illyricum et celles du préfet sont en nombre à peu près égal. Mais le pluriel n'est employé que dans les expressions générales désignant la fonction ou l'autorité préfectorale ; lorsque le récit en vient à un détail précis, le singulier reparait, et jamais nous ne saisissons par un exemple la coexistence de plusieurs préfets d'Illyricum à Thessalonique, ce qui serait, en effet, inadmissible.

1. II, 178 : l'empereur ἔσταλεν ὑπαρχον ἐνταῦθα τοῦνομα Χαρίαν. IV, 185 : ὁ τότε τῆς τῶν ἐνταῦθα ἐπαρχότητος κρατεῖν καλεουθεῖς ; 186 : l'empereur donne un ordre πρὸς τὴν ὑπαρχον ἐξουσίαν. V, 197 : οἱ τὴν ὑπαρχον ἔχοντες φροντίδα.

expressions comme *praefectus thessalonicensis*, *ἐπαρχος Θεσσαλονίκης*, que nous avons rencontrées, le préparaient¹.

* * *

ROUTES, COURANTS D'ÉCHANGE ET VOIES D'INVASION

Les frontières de l'Empire romain avaient été le Rhin, le Danube et l'Euphrate. Celles que l'Empire grec d'Orient s'efforcera de défendre, pendant de longs siècles, seront la Save, le Danube et l'Euphrate. Le Danube conservera longtemps son rôle de principale frontière européenne de l'empire : toujours menacée, souvent violée, mais que la plupart des basileis se donneront mission de renforcer, ou de reconquérir ; frontière politique, et par conséquent militaire, mais non ethnique, la notion de *race* ne se confondant jamais à Byzance, héritière là aussi de Rome, avec celle d'*État*.

Une frontière, d'ailleurs, n'est pas toujours une barrière : c'est, normalement, une zone de contact et d'échange. Le Danube, limite idéale de l'empire, fut aussi une voie de pénétration et de communication, particulièrement importante si l'on songe que la capitale, Constantinople, commande par sa position géographique la grande voie reliant l'Europe continentale à l'Asie antérieure et à l'Océan Indien, la vallée du Danube à celle de l'Euphrate, par les Détroits ou par la mer Noire.

C'est dans cette perspective que se place l'histoire médiévale de la péninsule balkanique, avant même le moment où la coupure administrative est réalisée, dans les conditions que l'on vient de rappeler, entre la *pars occidentis* et la *pars orientis*. Cette histoire est celle des innombrables peuplades, plus ou moins barbares, qui pendant des siècles, venues du Nord, du Nord-Est ou de l'Est, ont tenté de franchir le Danube, pour descendre vers les rives tièdes, les riches cités et les ports marchands de la Méditerranée orientale. C'est l'histoire des efforts de Byzance pour les contenir ou les détourner, mais plus souvent pour les désarmer, les convertir, les assimiler. Ce sera enfin, plus tard, l'histoire des États qui ont réussi à s'installer de façon durable au Sud du Danube, États tour à tour ennemis et vassaux de Byzance, mais toujours en étroites relations avec elle, et qui lui devront leur religion et leur civilisation.

Pour comprendre ce qui se passe dans cette région de l'Europe où convergent tant de convoitises et d'influences, mais où la nature même du

1. Le rédacteur du livre II des *Miracula* donne à trois reprises des listes des provinces balkaniques. Deux sont de médiocre intérêt, parce que très incomplètes et concernant seulement des provinces maritimes (I, 158) ou danubiennes (II, 169). La troisième est plus importante (V, 195), et peut être comparée à celle du Synekdémus ; parlant de la grande rafle des populations grecques par les Avars (probablement sous Tibère II, 578-582), l'auteur déclare qu'elle a dépeuplé « presque tout l'Illyricum, à savoir les provinces des deux Pannonies, des deux Dacies, de Dardanie, de Mysie, de Prévalitane, du Rhodope... et encore la Thrace et le Grand Mur qui est en avant de Byzance ».

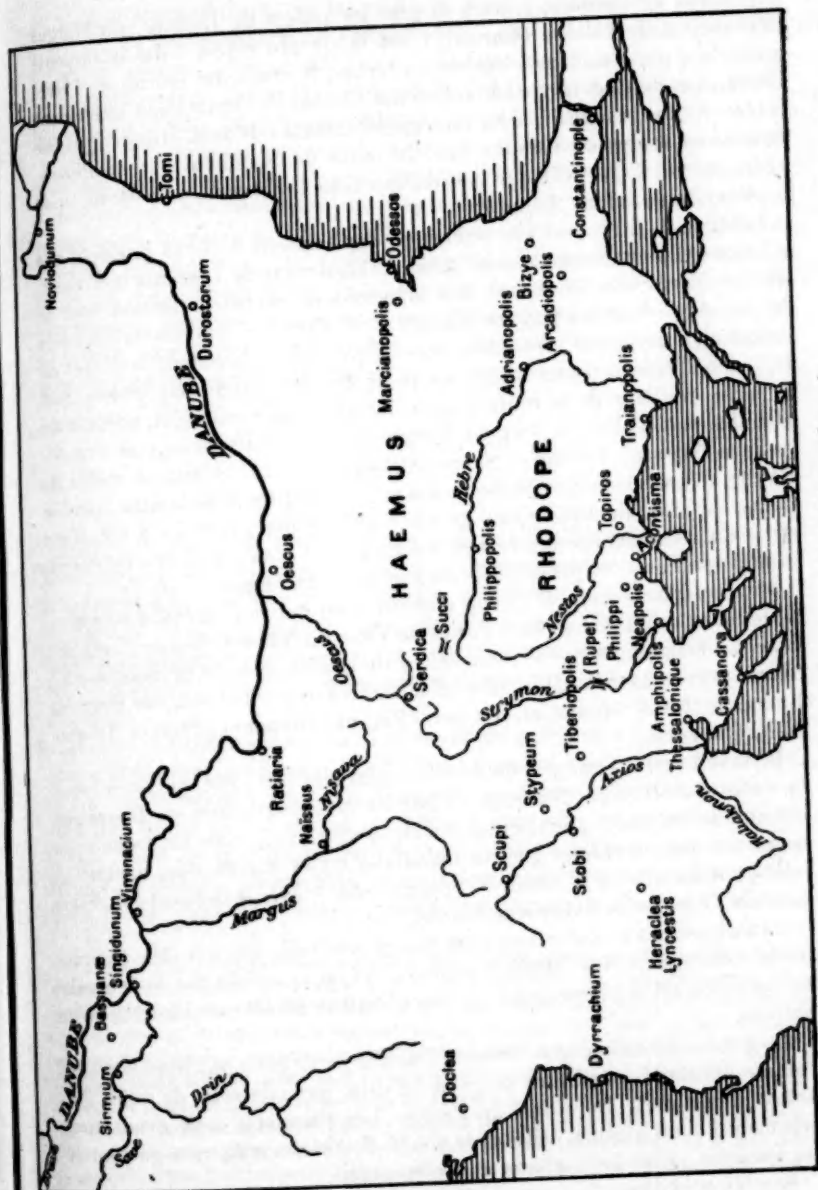
sol, montagneux ou marécageux, semble faite pour contrarier ce mouvement de l'histoire plutôt que pour l'aider, il est nécessaire d'avoir présent à l'esprit le schéma des voies d'accès et des routes¹.

Le dernier historien de l'antiquité, Ammien Marcellin, rapportant comment, en 365, pour empêcher l'usurpateur Procope de passer d'Orient en Occident, le commandant des troupes d'Illyrie ferma les trois voies d'accès, écrit : « Obstruxit tres aditus angustissimos, per quos provinciae temptantur arctoeae, unum per Ripensem Daciam, alterum per Succos notissimum, tertium per Macedonas quem appellant Akontisma » (XXVI, 7, 12). *Dacia Ripensis* : c'est la route du Danube et le défilé des Portes de Fer. *Les monts Succi* (le « pas de Sucques » des voyageurs du Moyen-Age) : ce sont les Portes Trajanes, entre les pointes occidentales de l'Hémus et du Rhodope. Ce sera la βασιλική κλεισούρα de Byzance, déformée dans les sources médiévales en *Vasilica*, ou encore *claustra* (*clausurae*, *clusae*) *Sancti Basilii*. *Akontisma* est à la fois le nom d'une ville et du défilé qu'elle commande, à l'Ouest du delta marécageux du Nestos, entre le Rhodope et la mer.

Les grandes routes empruntent naturellement les mêmes passages : au Nord, la route danubienne, qui double le fleuve et en suit à peu près la vallée ; non loin de l'embouchure, elle rejoint la route qui suit la côte de la mer Noire et qui, par Constantza et Odessos (Varna), mène aux Détroits et à Constantinople. Plus au Sud, la grande route diagonale que décrivent, entre autres, l'Itinéraire Antonin et la Table de Peutinger : Poetovio (Pettau), Sirmium (Mitrovica), Singidunum (Belgrade), Viminacium (Kostolac), Naissus (Niš), Serdica (Sofia), Philippopolis (Plovdiv), Adrianopolis (Andrinople), Byzance ; elle passe par le défilé de Succi ou Portes Trajanes. Enfin, la Via Egnatia : Brindes (Brindisi), Dyrrachium (Durazzo), Thessalonique, Amphipolis, Philippes, Néapolis (Kavalla), Akontisma, Traianopolis (Tuzla), Byzance.

Mais si les grandes voies restent naturellement conditionnées par la géographie, et de tracé par conséquent stable, leur importance relative varie avec l'histoire. Aux beaux temps de l'empire romain, c'est la Via Egnatia, la plus méridionale, celle qui suit au plus près la Méditerranée, qui est la grande voie de communication entre l'Orient et l'Occident. A partir du IV^e siècle au moins, et peut-être plus tôt déjà, lorsque Rome cessa d'être le pôle d'attraction du monde occidental et que le centre de gravité de celui-ci se déplaça vers le Nord, la grande route de la péninsule balkanique fut la diagonale qui,

1. Le livre de J. CVIJIĆ, *La péninsule balkanique*. Paris, 1918, est toujours à ce point de vue utile à consulter. Deux ouvrages anciens n'ont pas encore été remplacés : C. JIRÁNEK, *Die Heerstrasse von Belgrad nach Konstantinopel und die Balkanpässe*. Prague, 1877 ; et W. TOMASCHKE, *Zur Kunde der Hämus-Halbinsel*, dans *Sitzungsber. d. philos. histor. Classe der K. Akad. d. Wissensch. in Wien*, CXIII, 1886, p. 285-373. Autres références dans *Philippes*, p. 70-74. Il n'y a pas d'études d'ensemble récentes, du moins à ma connaissance. Je regrette de n'avoir pu consulter un article de D. ANGELOV, sur les routes qui ont servi aux relations militaires ou diplomatiques entre la Bulgarie et Byzance aux XII^e-XIV^e siècles (en bulgare), dans *Izvestija na b'lgarskoto istoričesko družestvo*, 22-23, 1948, p. 1-32.



(Lire Acontisma au lieu d'Acontisma.)

par le Pas de Sucques, suivait en gros les vallées du Danube, du Margus (Morava) et de l'Hèbre (Marica). C'est la « route royale » des documents grecs, la « route du tsar » des textes serbes, la route des croisés de Pierre l'Ermite et de Godefroy de Bouillon (les Croisés en attribuaient naïvement le tracé à Charlemagne) ; ce sera le « grand chemin » de Jean Hunyad ; et elle restera au temps de l'empire turc la route de Stamboul par excellence, « Stanbul yol ». C'est elle que tant d'itinéraires médiévaux, de pèlerins ou de marchands, nous font connaître.

Cependant, il n'y eut pas seulement déplacement de l'axe principal des relations Orient-Occident, mais aussi établissement de courants nouveaux, dirigés Nord-Sud. Ils datent des invasions et persistent durant tout le Moyen Age : tous les peuples descendus de l'Europe centrale ou orientale cherchent à se frayer un chemin vers l'Égée ; tous convoitent, à défaut de Byzance, Thessalonique. Aussi une route de très grande importance, non moindre que celle de la route Margus-Hèbre, est-elle celle qui, partant du Danube, suit d'abord le long du Margus la route de Byzance, puis s'en détache à Naïssus, descend à Skupi (Skoplje, Üsküb), atteint la vallée de l'Axios (Vardar), et par Stobi et les gorges de l'Axios débouche dans la plaine de Thessalonique. Cette grande verticale Margus-Axios a été, il me semble, au témoignage des textes comme à celui des événements militaires, la principale voie de pénétration du Danube vers l'Égée.

Mais non pas la seule. Il y avait d'abord, pour qui voulait éviter les redoutables gorges de l'Axios (les « Portes de Fer » du Vardar, Demir Kapi), des voies de doublement qui se détachaient de la grande route probablement à Skupi, pour gagner la plaine thessalonicienne soit par l'Ouest, par Heraclea Lyncestis (Bitolj, Monastir), soit par l'Est, par Stypeum (Stip) et Tiberiopolis (Strumica).

Il y avait surtout une grande parallèle, plus loin vers l'Est, qui empruntait la vallée du Strymon (Struma), et par les fameuses passes de Roupel ou « clisure du Strymon », dont l'importance stratégique n'a pas été moindre au cours des deux dernières guerres mondiales qu'au Moyen Age, mettait en relation le Danube et le bassin de Serdica (Sofia) avec le débouché du Strymon sur l'Égée, c'est-à-dire Amphipolis.

On s'attendrait à voir, plus à l'Est encore, une troisième parallèle emprunter la vallée du Nestos (Mesta) ; mais celle-ci est si accidentée, le débouché maritime en est si marécageux, qu'elle constitue plutôt une barrière qu'un passage.

La péninsule balkanique entre le Danube et l'Égée nous apparaît ainsi comme découpée, quadrillée pourrait-on dire, par une série de voies Est-Ouest d'une part, Nord-Sud de l'autre. Les premières sont avant tout, comme je l'ai dit ailleurs, celles de la civilisation et des influences pacifiques ; les secondes, celles des barbares et des invasions.

Sur les premières, le courant d'échanges avait été longtemps double : fonctionnaires et soldats romains, qui allaient vers l'Orient grec, croisaient

en chemin les marchands ou les rhéteurs grecs qui gagnaient l'Occident romain. Puis Rome disparut, et l'hellénisme — généraux et administrateurs byzantins, moines et négociants grecs — chemina seul le long de ces routes, et progressivement dut réduire son rayon d'action à la péninsule balkanique, bientôt même ne dépassa pratiquement plus Thessalonique.

Par les routes venant du Nord, au contraire, déferlaient les vagues successives des envahisseurs, qui souvent, poussant en force jusqu'à la mer, coupèrent les routes transversales et interceptèrent les communications terrestres entre Byzance et Thessalonique, c'est-à-dire les deux plus grandes villes de l'Empire. A maintes reprises, il arriva à Byzance de ne plus contrôler qu'une mince bande côtière, parfois même seulement quelques ports : les témoignages, chez les chroniqueurs, les voyageurs ou dans les documents d'archives, en sont nombreux. C'est ce dont nous allons examiner, du moins pour les premiers siècles de l'empire, les épisodes les plus importants.

* * *

LES RAIDS DES GERMAINS ET DES HUNS

Il s'agit bien de raids, et non à proprement parler d'invasions ou de migrations. Ils n'auront pas, dans les Balkans, de conséquences durables. Je ne m'arrêterai donc pas à en reconstituer le déroulement, ou à en discuter la chronologie. Mais ils tiennent trop de place dans l'histoire, en liaison avec les événements qui affectent la *pars occidentis*, pour qu'ils ne soient pas brièvement évoqués, en même temps que les problèmes généraux qu'ils posent¹.

Ammien Marcellin arrête son Histoire après que l'empereur Valens a été vaincu et tué par les Goths à Andrinople : désastre que le dernier historien de l'antiquité compare à celui de Cannes, et dont le retentissement fut d'autant plus grand que le danger semblait conjuré. Au siècle précédent, les Goths venus de la Vistule, installés en Ukraine (Ostrogoths) ou entre Dniestr et Danube (Wisigoths), avaient franchi le Danube et enlevé plusieurs places. Regroupés dans le massif de l'Hémus, ils s'étaient fait livrer

1. La bibliographie est immense, et d'ailleurs bien connue. Les travaux de Ludwig Schmidt demeurent fondamentaux. Plus commodément, on se reportera au t. I et aux premiers chapitres du t. II de l'*Histoire du Bas-Empire* de E. STEIN : information très vaste, remarquable précision dans les détails, grande vigueur critique, horizon étroit. Aussi ne faut-il jamais manquer de se reporter au livre infiniment plus suggestif et « construit » de A. FIGANIOL, *L'empire chrétien, 325-395*. Paris, 1947. On ne négligera pas les réflexions de Marc BLOCH « Sur les grandes invasions : quelques positions de problèmes », dans *Rev. de Synth. histor.*, 60, 1940-1945, p. 55-81. Et on relira toujours avec profit les textes rassemblés, pour l'Occident et l'Afrique, et finement commentés par P. COURCELLE, *Histoire littéraire des grandes invasions germaniques*. Paris, 1948 ; mais sur certains aspects des relations entre l'Orient et l'Occident, par exemple sur la politique de Stilicon à l'égard de l'Illyricum, je ne crois pas pouvoir partager le point de vue indiqué par l'auteur aux p. 19, 25, 28, 31.

Philippopolis, et ces pillards remontaient vers le Nord avec leur butin, quand l'empereur Décius voulut leur couper la retraite : il fut battu et tué, en 251. Pendant quelques années, la situation fut grave ; à la menace terrestre s'ajoutait la menace maritime : venus de la mer Noire — ils avaient assiégé Olbia en 230 — les Goths sillonnaient l'Hellespont et l'Égée. En 269, Claude II, que l'histoire connaît sous le nom de « Gothique », remportait à Naissus une victoire qui semblait écarter pour longtemps des Balkans le péril goth.

Mais déjà le successeur de Claude, Aurélien, évacue la Dacie transdanubienne. Constantin devra combattre sur le bas Danube. En 369, Valens, au Nord de Noviodunum, livre bataille, est victorieux, impose au chef goth Athanaric un traité par lequel celui-ci s'engage à ne plus franchir le Danube. Mais la furieuse poussée d'un peuple mongol, les Huns, fait renaître le danger. Dans leur marche vers l'Ouest, ils bousculent d'abord les Alains, peuple de souche iranienne ; puis, franchissant le Don, ils bousculent à leur tour les Goths. Une partie de ceux-ci est assujettie ; mais des masses importantes, après avoir peut-être tenté de trouver sur le territoire de l'Empire un refuge pacifique, violent à Durostorum la frontière danubienne, descendent jusqu'à Andrinople. Le 9 août 378, ils y écrasent les troupes de Valens. On ne retrouva même pas le corps de l'empereur.

Une des conséquences de ce grand événement fut l'établissement des Goths dans la péninsule balkanique. D'abord très menaçantes, leurs bandes razziaient la Thrace, la Macédoine, la Grèce. Théodose, après avoir paru décidé à les combattre, changea d'avis : il négocia. Par le traité de 382, il installe les Goths entre le Danube et l'Hémus, comme nation indépendante alliée à l'Empire ; ils se gouvernaient selon leurs propres lois, tandis que les Romains qui, en petit nombre, habitaient encore la région, continuaient de n'être soumis qu'à la loi romaine. L'interprétation de ce traité a aussitôt divisé l'opinion. Deux voix se répondent, celles du rhéteur Thémistios et de Synésios de Cyrène. Le panégyriste loue platement Théodose, et déclare qu'il valait mieux remplir la Thrace de paysans que de cadavres. Synésios, « vieux-romain » réactionnaire et xénophobe, proclamera au contraire un peu plus tard que les malheurs de l'Empire viennent de ce que, prenant les loups pour chiens de garde, il a admis les barbares sur son territoire, et qu'il faut les en chasser ou les réduire à la condition d'hilotés¹. Le dialogue s'est poursuivi jusqu'à nos jours. M. A. Piganiol, par exemple, juge honteux le traité de 382, et n'est pas éloigné de voir, dans cette première installation officielle d'un État barbare à l'intérieur des frontières de l'Empire romain, la véritable date de la chute, ou de l'abdication, de celui-ci. Le problème

1. Sur ce personnage, très représentatif de son temps et, dans ce temps, de la tendance étroitement « nationaliste », on consultera maintenant le livre de Chr. LACOMBRADÉ, *Synésios de Cyrène, hellène et chrétien*. Paris, 1951, ainsi que, par M. LACOMBRADÉ encore, la traduction commentée du *Discours sur la royauté* de Synésios à l'empereur Arcadius. Paris, 1951.

n'est pas simple. Il faut le ramener à ses justes mesures : c'est trop que de parler d'installation à l'intérieur de l'empire d'un *État* barbare. Et il ne faut pas oublier quelle disproportion existait entre les masses avides qui se pressaient le long des frontières, et les populations ou les armées romaines qu'elles apercevaient en face d'elles. Bien d'autres raisons encore, qu'on a souvent exposées, rendaient urgent de trouver en Orient une solution au problème du gouvernement et de l'assimilation des « barbares ». La crise du recrutement de l'armée (dans l'armée de Théodose il y a des corps de Francs, de Saxons, de Huns), la crise du recrutement de la main-d'œuvre paysanne menaçaient la défense et la vie même de l'Empire : il y a de la sévérité à accabler Théodose pour avoir tenté, dans un coin de la Thrace, une expérience limitée de colonat militaire. Aussi bien sa politique à l'égard des Goths ne fut-elle pas que de faiblesse. En 386, des bandes immenses d'Ostrogoths, fuyant les Huns leurs maîtres, voulurent passer le Danube par une nuit sans lune : elles se brisèrent contre la flotte de l'Empire qui faisait bonne garde. Un autre épisode, parfois mal interprété, se déroule vers le même temps en Scythie Mineure (Dobroudja) : le commandant de la garnison impériale de Tomi décide tout à coup d'attaquer les colons goths installés dans la région, évidemment en vertu du traité de 382, et il en fait sans beaucoup de peine un grand massacre ; l'empereur, furieux, et qui pouvait craindre que cette violation des accords provoquât la ruée des Goths transdanubiens, menace de faire périr son général. Parfait exemple du conflit latent entre les partisans de la politique d'entente et les partisans de la politique de force.

Je ne m'arrête pas aux événements, bien connus, qui suivent la mort de Théodose (395) : la marche des Goths d'Alaric sur Constantinople, leur retraite achetée par Rufin ; la rivalité entre Stilicon et la cour d'Orient, qui semble bien avoir sauvé les Goths d'un désastre en Thessalie ; la « conquête » de la Grèce, d'Athènes, du Péloponèse par Alaric, au moment où le Goth Gainas est tout-puissant à Constantinople ; la retraite d'Alaric, nommé *magister militum per Illyricum*, sa marche vers l'Ouest, la prise de Rome en 410 ; enfin, le sursaut national qui, à Constantinople, provoquera la chute et le massacre de Gainas et du parti goth. Rien de tout cela n'affecte de façon profonde ou durable la *pars orientis*.

Il en est de même peu après, pour la chevauchée d'Attila¹ : épisode effroyable, mais bref et sans conséquences. Aux hordes hunniques qui tourbillonnaient à ses portes, Byzance versait un tribut². A deux reprises pour-

1. En dernier lieu, cf. E. A. THOMPSON, *A history of Attila and the Huns*. Oxford, 1948 ; F. ALTHEIM, Das Auftreten der Hunnen in Europa, dans *Acta Archaeologica Acad. Scientiarum Hungaricarum*, II, 1952, p. 269-276 ; J. HARMATTA, The Dissolution of the Hun Empire ; I: Hun Society in the age of Attila, *Ibid.*, p. 277-306.

2. Il y aurait lieu d'étudier cette notion du tribut payé par Byzance aux barbares. On y voit traditionnellement une preuve de faiblesse, ou de lâcheté. C'est une vue simple. Le tribut transforme en clients, liés par des obligations précises, de redoutables pillards contre lesquels il aurait été impossible de défendre l'immense frontière. Et la plus grande partie de l'or

tant, les Huns se ruèrent au pillage : en 441, Singidunum est prise ou évacuée, et le flot barbare roule sur Naissus, Philoppopolis, Arcadiopolis ; en 447, il déferle jusqu'aux Thermopyles. Ce n'est qu'une razzia. On sait comment cette équipée désordonnée trouvera sa conclusion en Occident ou, plus exactement, avec la mort prématurée d'Attila.

Les Goths, enfin, reparaissent une fois encore, avec Théodoric. Deux personnages portent ce nom : Théodoric l'Ancien ou Strabo, fils de Triarius ; Théodoric le Jeune ou l'Amale, fils de Théodemir. Tous deux paraissent dans les Balkans, souvent en lutte l'un contre l'autre, et tour à tour ennemis et alliés du basileus. Strabo, en 473 ou peu après, furieux que l'empereur Léon n'ait pas consenti à lui céder la Thrace, lance une attaque en direction d'Arcadiopolis, qu'il réduit par la famine, une autre contre Philippes, dont il doit se borner à incendier les faubourgs : ces barbares ne savaient pas encore prendre par les armes les villes fortifiées. L'Amale¹, plus redoutable, non content de l'or que Byzance lui donne, des terres offertes à ses soldats, du consulat honorifique qui lui est peut-être conféré, attaque et ruine Stobi, vers 480, et menace Thessalonique : la population oblige le préfet du prétoire d'Illyricum Jean, dont elle se méfie, à partager ses pouvoirs avec l'évêque ; la ville est sauvée, mais Théodoric pille et détruit Heraclea Lyncestia, occupe Dyrrachium. Peu après, il ravage encore la Macédoine, la Thessalie et prend Larissa.

Est-il exact de dire que l'empereur Zénon conçut l'idée subtile de s'en débarrasser en l'envoyant en Occident combattre Odoacre, maître de l'Italie, dont il lui promettait la succession ? Autre aspect du problème des rapports entre l'Orient et l'Occident, autre préjugé tenace. Il est de fait que Théodoric quitta les Balkans avec ses troupes, fut vainqueur d'Odoacre et se proclama maître de l'Italie avec Ravenne comme capitale, sinon à l'instigation de Zénon, du moins avec son aveu. Mais le basileus n'avait certainement pas le sentiment, moins encore le ténébreux dessein, de sauver l'Orient aux dépens de l'Occident. D'abord l'idée de l'unité de l'Empire avait encore trop de force, pour que ce calcul eût un sens. Et Théodoric lui-même se considérait comme une sorte de délégué du basileus, auquel il demandera

ainsi versé revient à Byzance, sous forme de paiement de marchandises. En effet, avec les tributaires, l'Empire passe aussitôt des accords économiques, en vertu desquels, à certains endroits fixés (notamment sur le Danube), des marchés se tiennent : les « barbares » s'y procurent à prix d'or les épices, les produits manufacturés, les produits de luxe dont ils sont avides. Tout ce problème du tribut est à reprendre, dans une perspective qui n'est pas celle où on le place traditionnellement. De même, il n'y a pas lieu d'attacher trop d'importance aux titres ou dignités accordés à des chefs « barbares » : ou bien ils étaient purement honorifiques, et ne tiraient pas plus à conséquence que nos modernes décorations ; ou bien, et ce ne fut pas rare, l'Empire s'attacha ainsi des serviteurs excellents et fidèles.

1. Nombreux articles de W. ENSSLIN : cf. *Byzantion*, 18, 1948, p. 273-274 ; mais surtout, du même, *Theoderich der Grosse*, 1947 ; et encore, *Zu dem Anagnosticum des Königs Theoderich des Grossen*, dans *Mé. H. Grégoire*, I (= *Annuaire Inst. de Philol. et d'Hist. orient. et slaves*, 9, 1949), p. 233-245. Pour mémoire : P. LAMMA, *Theoderico*. Brescia, 1950.

l'investiture. Anastase la lui accordera, comme il accordera à Clovis les insignes consulaires¹. Doit-on dire que les apparences — unité de l'Empire, autorité de l'empereur — étaient sauves, et seulement les apparences? Sans doute rien ne pourra plus effacer le profond déséquilibre entre l'Orient et l'Occident, mais l'Orient n'en est pas responsable. Prétendre, comme on le fait parfois, que Byzance a délibérément sacrifié l'Occident à sa sécurité, en détournant perfidement vers l'Ouest les Goths et les Huns, n'est pas seulement une vue simpliste, mais une erreur. Cela revient à dire qu'il eût mieux valu rester à Rome, et que Constantinople ne fût pas fondée. Or, si Rome a péri assassinée, ce qui ne me paraît pas évident, ce n'est assurément pas par Byzance.

Quoi qu'il en soit, au terme des invasions germaniques, la situation est claire. L'Occident a succombé : les Ostrogoths tiennent l'Italie, les Francs une grande partie de la Gaule, les Wisigoths le reste de la Gaule et l'Espagne, les Vandales l'Afrique. Il n'y a plus d'espoir qu'en l'Église, et c'est pourquoi le baptême de Clovis sera un événement d'une portée décisive. L'Orient est intact. Les raids des barbares ont à plusieurs reprises semé la terreur au Sud du Danube, pillé les campagnes, ruiné même quelques villes : ils n'ont guère laissé de traces. Il faut se défier des amplifications des chroniqueurs et, inversement, accorder la signification qu'elles méritent aux données de l'archéologie : or, il est remarquable que sur le territoire de la Grèce actuelle, où l'exploration a été plus systématique et plus étendue qu'ailleurs, rien ne permet de déceler, avant le VI^e siècle, une coupure qui serait le fait des invasions. On est même surpris de la prospérité que, durant le IV^e et le V^e siècle, les fouilles laissent deviner. Sans doute, les Balkans, surtout dans les régions intérieures, souffraient, comme tant d'autres parties de l'empire, de maux internes, dont le plus grave peut-être était la dépopulation des campagnes : l'insécurité n'en était pas la véritable cause, et le phénomène est antérieur aux grandes invasions. Quelques empereurs ont pu avoir l'idée d'y remédier en donnant des terres à des colons barbares : l'expérience fut conduite avec prudence, et de portée limitée. Le peuplement des Balkans ne sera bouleversé que par l'arrivée des Slaves.

* * *

LES INVASIONS DES SKLAVÈNES ET DES « BULGARES » KOUTRIGOURS JUSQU'À LA FIN DU RÈGNE DE JUSTINIEN

Le moment est, en effet, venu où la péninsule balkanique, dans son peu-

1. Déclarer, avec P. COURCELLE (*op. cit.*, p. 203), qu'il est « exclu que l'empereur ait accordé à Clovis une investiture quelconque » est, à mon sens, trop vite dit. Cf. en dernier lieu les remarques de Chr. COURTOIS, Exconsul, observations sur l'histoire du Consulat à l'époque byzantine, dans *Byzantion*, 19, 1949, p. 46, n. 1 (Clovis aurait été revêtu du consulat honoraire, sorte de naturalisation romaine, qui « consacrait la fiction juridique d'une Gaule,

plement et sa civilisation, va connaître un bouleversement dont les conséquences durent encore¹.

Il s'agit bien cette fois d'invasions, dans lesquelles l'élément numériquement le plus important fut constitué par les Sklavènes : avec eux va se poser, peut-être dès la fin du v^e siècle, en tout cas dans la première moitié du vi^e, le problème slave. Les Sklavènes sont une branche des Slaves du Sud². On discute sur la localisation exacte de leur habitat primitif, sans doute à l'Est de la Vistule et dans le bassin moyen du Dniepr, non loin de celui d'un autre groupe slave (Slaves de l'Est), les Antes, qui semble établi vers le même temps entre le Pruth et le Dniepr³. Les Antes ne nous retiendront guère : ils ne paraîtront dans les Balkans que de façon épisodique, jusqu'au moment où Justinien les fixera comme fédérés sur la rive gauche du bas Danube, entre le delta et le Dniepr, à charge de servir de couverture à l'Empire contre les Bulgares. Les Sklavènes, au contraire, apparaissent fréquemment dans les textes de cette époque. Ils s'efforcent de descendre vers le Sud. Mais ils ne sont guère dangereux, au début du moins, que par leur masse. Sans organisation politique, peu guerriers, ils ne deviendront redoutables que lorsqu'ils seront entraînés et encadrés par les Bulgares, puis par les Avars.

Les « Bulgares⁴ », peuple hunnique (ou turco-tatare), ont probablement

province de l'empire ») ; E. STEIN, *Histoire du Bas-Empire*, II, p. 150 et n. 3 (Clovis a été fait patrice, ce qui entraînait l'octroi des *codicilli consularis*).

1. Dans la série d'études de Carl PATSCH, *Beiträge zur Völkerkunde von Südosteuropa*, publiées dans les Comptes-rendus de l'Académie de Vienne, la troisième, « Die Völkerbewegung an der unteren Donau in der Zeit von Diokletian bis Heraklius », intéresse particulièrement notre sujet. Malheureusement, seule la première partie, autant que je sache, a paru (*Sitzungsber. Akad. Wiss. Wien, Phil.-hist. Kl.*, 208, 1928, *Abhandl.* 2) : elle ne dépasse pas le iv^e siècle. — Je n'ai pu prendre connaissance de deux études, qui, de toute façon, intéressent elles aussi une période plus ancienne que celle qui nous occupe : A. ALFÖLDI, *Rhein und Donau in der Römerzeit*, dans *Jahresbericht de la Société « pro Vindonissa »*, 1948-1949 ; B. GEROV, *La romanisation entre le Danube et les Balkans* (en bulgare), dans *Annuaire (Godišnik) de l'Université de Sofia*, 45, 1949, n° 4.

2. Sur les antiquités slaves, le travail fondamental de L. NIEDERLE, *Slovanské Starožitnosti*, I-IV (1902-1924), n'a pas encore été remplacé : mais il est écrit en tchèque. On consultera donc le résumé français, en deux volumes, publié par NIEDERLE lui-même sous le titre *Manuel de l'antiquité slave*. Paris, 1923 et 1926. La bibliographie récente, nombreuse, mais fragmentaire, peut aisément être reconstituée grâce au « Bulletin bibliographique » annuel de la *Revue des Études slaves*. On trouvera plus loin l'indication des travaux les plus importants.

3. Localisations admises par E. STEIN, *Histoire du Bas-Empire*, II, p. 61. Mais on en discute. L'une des principales sources est JORDANES, *Getica* 34, d'après qui, vers le milieu du vi^e siècle, les Sklavènes occupent les marais et les forêts qui s'étendent depuis Noviodunum jusqu'à la Vistule et au Dniepr, tandis que les Antes seraient entre le Dniepr et le Dniestr, « qua Ponticum mare curvatur ». Mais L. HAUPTMANN, dans une étude sur laquelle nous reviendrons, sur « les rapports des Byzantins avec les Slaves et les Avars pendant la seconde moitié du vi^e siècle », dans *Byzantion*, 4, 1927-1928, p. 137-170, montre (p. 138 sq.) que les témoignages de Jordanès sur la Scythie considérée comme patrie des Slaves sont suspects. On trouvera là les références aux nombreux travaux antérieurs.

4. On n'a pas remplacé le grand ouvrage de V. ZLATARSKI, *Istorija na Bulgarskata Drazava prez srednite vekove*, I-IV. Sofia, 1918-1940. Mais il est écrit en bulgare. On pourra

fait leur entrée dans l'histoire de l'Empire sous Zénon (474-491) : on croit que cet empereur a fait franchir le bas Danube à un groupe bulgare, dans l'espoir de contenir avec son aide les Goths. Mais les deux Théodoric auraient été victorieux de ces « Bulgares », qui sans doute repassèrent le fleuve, et dont on n'entend plus parler de tout le règne de Zénon. Il n'y a aucune raison de penser que des éléments bulgares s'installèrent dès ce moment dans les Balkans, et moins encore — malgré qu'on ait soutenu le contraire — qu'ils s'y trouvaient déjà plus anciennement.

Mais ils reparaissent, plus dangereux, sous Anastase (491-518). Je n'entre pas dans la question de savoir si deux tribus ou peuplades dont les noms reviennent dès lors fréquemment, les Koutrigours et les Outigours, sont dès le début identiques aux Bulgares, ou n'en sont que de très proches parents¹.

consulter, avec précaution, le précis publié par le même auteur, *Geschichte der Bulgaren* : I : *Von der Gründung des bulgarischen Reiches bis zur Türkenzeit (679-1396)*. Leipzig, 1918. Voici en bref le point de vue de Zlatarski. L'histoire trouve les tribus hunniques des Bulgares installées à l'Est de la mer d'Azov et du Don dans la première moitié du v^e siècle. Elles se divisent, à moins qu'on ne préfère dire qu'elles se groupent, en deux branches distinctes, Outigours et Koutrigours. Au milieu du v^e siècle, elles progressent vers l'Ouest le long de la rive Nord du Pont-Euxin, prenant la place des Ostrogoths qu'elles refoulent ; ou plus exactement les Koutrigours prennent cette place, tandis que les Outigours reviennent à l'habitat primitif. A partir du milieu du vi^e siècle, incursions incessantes des Koutrigours, que Justinien essaiera de neutraliser, soit par les Antes slaves, soit par les Outigours : Zlatarski considère que Justinien a réussi à débarrasser les Balkans des Koutrigours. Arrivent les Avars, qui se soumettent ou s'adjoignent Outigours et Koutrigours, et ces derniers en particulier, perdant leur indépendance, se fondent avec les Avars, parfois sous le nom commun de « Bulgares » ; jusqu'à ce qu'enfin ils se libèrent et forment à nouveau un État indépendant. — La bibliographie récente est peu accessible et ne semble pas riche : cf. cependant l'ouvrage de G. MORAVCSIK, cité à la note suivante. Je n'ai pu consulter C. A. MACARTNEY, *On the Greek sources for the history of the Turks in the sixth century*, dans *Bull. of the School of Oriental and African Studies of the Univ. of London*, 11, 2, 1944, p. 266-275.

1. Ce problème est très confus, comme tout ce qui touche les origines des peuples bulgares et apparentés. Je renvoie du moins au remarquable ouvrage de G. MORAVCSIK, *Byzantinoturcica*, 2 vol. (I : *Die byzantinischen Quellen der Geschichte der Türkvolker* ; II : *Sprachreste der Türkvolker in den byzantinischen Quellen*). Magyar-Görög Tanulmányok 20 et 21. Budapest, 1942 et 1943. Sur la base d'un dépouillement exhaustif des sources et de la bibliographie, le savant hongrois donne, dans le t. I, d'abord des indications historiques précises sur tous les peuples que l'on peut *large sensu* qualifier de Turcs (Huns, Bulgares, Avars, Chazars, Peichenèques, Koumans, etc.), puis des notices sur chacune des sources grecques où ils figurent ; dans le t. II, le lexique de tous les mots grecs se rattachant à ces peuples ou empruntés par les Grecs à leurs langues, avec les références aux textes où ils figurent. On se reportera donc, dans le t. I, aux p. 32 sq. (les invasions en général), 36 sq. (les Huns), 40 (Outigours, Koutrigours), 50-58 (les Bulgares), avec les copieuses bibliographies correspondantes ; dans le t. II, aux mots Οὐννοι, Βουλγαρία, Βούλγαροι, Οὐρίγυροι, Κουτρίγυροι, etc. — G. Moravcsik semble admettre à l'origine une certaine différence entre les tribus « hunniques » des Outigours et des Koutrigours, installées de part et d'autre du Don, destinées après une assez courte histoire à tomber (du moins les Koutrigours) sous la domination avar, et les Bulgares : « Le peuple bulgare résulte selon toute vraisemblance du mélange des derniers restes des Huns, repliés vers l'Est après la mort d'Attila, avec les tribus Ogour [notamment Outigours et Koutrigours] installées sur la côte septentrionale de la mer Noire. » — J'emploie ici le mot de « bulgare », à l'exemple des sources anciennes et des historiens de nos jours. Toute-

Toujours est-il qu'on connaît des incursions « bulgares » en Thrace en 493 (le maître des milices Julianus est tué dans un combat), en 499 (l'armée du *magister militum per Illyricum* Aristos est battue), en 502. Puis il semble qu'elles cessent. Pourquoi? Il est possible que l'empereur ait réussi à inquiéter suffisamment les envahisseurs sur leurs arrières, suivant un procédé cher à la diplomatie byzantine. Il est certain qu'il avait pris des mesures de défense, dont la principale dut être l'achèvement du fameux Long Mur qui, de la mer de Marmara à la mer Noire, barrait l'approche de Constantinople. Il est probable, enfin, qu'il avait enrôlé dans ses troupes une partie au moins de ceux qui d'abord s'étaient présentés en ennemis, et leur avait accordé le statut de fédérés, puisque désormais on trouve des fédérés bulgares dans l'armée impériale, et puisque — preuve indirecte, mais valable — des contingents bulgares forment le gros des troupes avec lesquelles, en 513, Vitalien révolté marche contre la capitale.

Dans la dernière année du règne d'Anastase, la frontière danubienne fut de nouveau violée : en 517, les barbares razzierent la Macédoine et la Thessalie jusqu'aux Thermopyles, et 1.000 livres d'or envoyées par l'empereur pour racheter les prisonniers ne suffirent pas, si bien que beaucoup furent massacrés ; et c'est peut-être au même moment, et par les mêmes barbares, que le neveu de l'empereur, Pompée, fut battu près d'Andrinople. Quels étaient ces envahisseurs? Peut-être des « Bulgares », plutôt des Slaves, qui seraient alors non point les Sklavènes, mais sans doute les Antes. En tout cas, peu après, sous le règne de Justin I^{er} (518-527), une lourde défaite leur fut infligée par Germanus, neveu de Justin, et les Balkans jusqu'au Danube retrouvent la paix.

Nous voici au seuil du règne de Justinien (527-565). Jusqu'à présent, les Slaves ni les Bulgares, pas plus que les Germains ou les Huns, ne se sont implantés au Sud du bas Danube. La situation va s'aggraver beaucoup sous Justinien. J'en vois deux raisons principales. D'abord, c'est à ce moment que les masses sklavènes, disciplinées, organisées, commandées par les Bulgares, plus tard par les Avars, deviennent redoutables. Ensuite, Justinien sera constamment occupé par la reconquête de l'Occident, par la chimère de la réunification de l'Empire romain, et s'il est peut-être excessif de dire qu'à cette chimère il sacrifia l'Orient, il n'est pas exagéré de soutenir qu'il lui sacrifia les Balkans. Certes, ce ne fut pas de propos délibéré. Il essaya de protéger les pays danubiens, vers l'Ouest, en direction de Sirmium, en installant les Longobards en Pannonie pour barrer la route aux Francs, et en accordant aux Hérules le statut de fédérés et des terres dans la région de Singidunum et de Bassiana ; vers l'Est, en installant les Antes de telle façon

fois, de même qu'il convient dans le cas qui nous occupe de dire « Sklavènes » et non pas « Slaves », il serait préférable, pour éviter certaines confusions, d'employer, soit le terme général de « hunniques », lorsqu'il s'agit de groupes dont il est difficile de préciser davantage le caractère, soit le nom de « Koutrigours », lorsqu'il s'agit de cette tribu qui, parmi les tribus hunniques, a joué dans les Balkans au VI^e siècle, avant les Avars, le rôle le plus important.

qu'ils interdisent le Danube aux Bulgares. Il fit en profondeur, pour défendre la frontière danubienne, ces travaux de fortification dont Procope, dans le *Περὶ κτισμάτων*, nous a laissé la description enthousiaste et certainement exagérée. Il fit même la guerre, et parfois avec succès. Mais, si l'on tente de rétablir le déroulement des événements, on arrive à peu près à ceci¹ :

En 528, les Bulgares pillent la Thrace, s'en retournent avec leur butin au delà du Danube. En 529, les Sklavènes, probablement encadrés par des Bulgares, et peut-être les Antes, paraissent à leur tour. Les généraux de Justinien remportent quelques succès. Le *magister militum per Illyricum*, Mundus, un Goth, rétablit la situation dans l'Illyricum et réussit à en écarter les barbares jusqu'au moment où, en 536, il meurt en Dalmatie dans un combat livré près de Salone. En Thrace, le *magister militum per Thracias*, Chilbudius, que l'on croit d'origine slave, repousse Bulgares, Sklavènes et Antes, jusqu'au moment où lui-même, en 533, est tué par les Sklavènes. En 535, le *magister militum praesentalis* Sittas est victorieux des Bulgares en Mésie Seconde. C'est le moment où les Byzantins reprennent Sirmium aux Goths. Et c'est en 535 que Justinien promulgue la Nouvelle XI, où il se flatte que le rétablissement de la situation sur le Danube lui permet de reporter vers le Nord le chef-lieu de la préfecture du prétoire d'Illyricum².

Illusion de courte durée : nous avons vu que cette mesure ne fut sans doute jamais effective. La mort de Mundus y fut peut-être pour quelque chose. En 536, les Gépides s'emparent de Sirmium, puis battent et tuent le maître des milices Calluc, que l'on croit avoir été d'origine bulgare³. En 540, enfin, se produit la grande ruée des « Bulgares » (ou des Koutrigours), en deux vagues. La première traverse l'Illyricum jusqu'à Potidée-Cassandra, en Chalcidique, qu'elle prend d'assaut, menaçant Thessalonique ; puis elle se dirige vers l'Est, force le Long Mur et va semer la panique sous les murs de Constantinople ; elle reflue, enfin, au Nord du Danube en entraînant une cohue de prisonniers, qui aurait dépassé 100.000 hommes. La seconde fonce sur la Grèce, et la dévaste jusqu'aux fortifications barrant l'isthme de Corinthe.

1. Je me borne au schéma chronologique qu'on peut tenir, après de longues recherches, dont les dernières sont celles de E. Stein, pour à peu près établi. Les sources principales sont Procope (règne de Justinien) et Agathias (de 552 à 558), que continue Ménandre (de 558 à 582) ; cf. aussi Théophane, et les chroniques dites universelles (« depuis l'origine du monde ») de Malalas, Jean d'Antioche, etc.

2. Cf. ci-dessus. — Sur le problème de la *quaestura exercitus* créée en 536 par Justinien, probablement pour renforcer la défense du bas-Danube (le siège en était à Odessos), cf. E. Stein, *Histoire du Bas-Empire*, II, p. 474-475. L'intérêt militaire de cette création est qu'elle amena à développer la flotte danubienne, dont les barbares eurent toujours une grande frayeur. Son intérêt au point de vue des institutions est que le titulaire exerçait, dans son ressort, à la fois les pouvoirs civils et les pouvoirs militaires. Aussi s'est-on plu à y voir une amorce du régime des thèmes. Mais il n'y a qu'une analogie superficielle.

3. On remarquera en passant que les généraux de Justinien qui font campagne dans les Balkans ou l'Illyricum sont souvent des « barbares » de la même race que ceux qu'ils avaient à combattre. Ils furent d'excellents serviteurs de l'Empire.

Dès lors, la situation est presque constamment mauvaise dans les Balkans. En 544, les Bulgares reparaissent dans l'Illyricum. En 545 ou 546, Narsès doit combattre en Thrace une horde de Sklavènes. En 548, les Sklavènes sont dans l'Illyricum. En 550, ils sont de nouveau en Thrace, prennent peut-être Tzurulum, pénètrent dans le Rhodope, prennent Topiros, vont jusqu'à Naissus, menacent Thessalonique : l'arrivée de l'armée byzantine leur fait un moment lâcher prise, mais ils remportent encore des succès dans la région d'Andrinople, avancent jusqu'au Long Mur et, enfin, repassent le Danube avec la plus grande partie de leur butin. Ils recommencent l'année suivante, avec l'aide, semble-t-il, des Gépides, qui font aussi alliance avec les Koutrigours. Pendant presque toute l'année 551, ceux-ci ravagent les Balkans, menaçant à la fois Constantinople et Thessalonique. Justinien ne veut rien distraire des forces qu'il destine à l'Occident. Il recourt à la diplomatie et provoque une attaque des Outigours contre le territoire des Koutrigours, qui repassent le Danube, après que leur chef, Chinialon, eut conclu un accord avec Byzance. Vers le même temps, une autre bande de Koutrigours, 2.000 hommes, dit-on, avec leurs familles, sous la conduite de Sinnion, demanda refuge à l'Empire : Justinien les installa en Thrace. La frontière danubienne était, provisoirement, raffermie : les années qui suivent 551 semblent avoir été pour les Balkans des années de rémission.

Nouvelle et terrible invasion des Koutrigours en 558-559. Leur chef, Zabergan, avec des « Bulgares danubiens » et des Sklavènes, passe le Danube gelé en mars 559. Trois directions d'attaque : à travers la Macédoine et la Grèce, jusqu'aux Thermopyles ; vers la Chersonèse de Thrace (presqu'île de Gallipoli), jusqu'au mur qui barrait l'isthme ; enfin, avec Zabergan lui-même, victorieux du maître des milices Sergios, en direction du Long Mur et de Constantinople. Bélisaire, rappelé en hâte, fut victorieux de justesse sous les murs mêmes de la capitale, mais Zabergan n'en continua pas moins de ravager la Thrace. Il fallut la nouvelle que Byzance armait une flotte danubienne pour que les barbares, inquiets de se trouver coupés de leur base, acceptent de traiter, à l'automne 559, et repassent le Danube. On a parlé, à ce propos, d'un désastre bulgare : c'est fort exagéré. Les Bulgares repartiront d'ailleurs en Thrace au printemps de 562 : ils sont même victorieux d'une armée byzantine commandée par le maître des milices Marcellus, neveu de l'empereur. Mais ils ne semblent pas s'être attardés, et il semble bien qu'en effet les Koutrigours entrent alors dans cette décadence qui les mettra à la merci des Avars. Probablement les luttes avaient repris, au delà du Danube, entre Koutrigours et Outigours, qui s'affaiblissaient mutuellement, et les Sklavènes livrés à eux-mêmes retombaient dans l'inaction — en attendant le terrible coup de fouet des Avars. Car les dernières années du règne de Justinien verront se poser le problème des Avars.

De ce schéma chronologique, quelles conclusions peut-on tirer ? La frontière du Danube reste la frontière de l'Empire d'Orient, non pas seulement en droit, mais en fait. Si elle a pu dans l'ensemble être maintenue, c'est grâce

au fait que la flotte de guerre byzantine pouvait remonter le fleuve, soit pour en interdire la traversée, soit surtout pour couper la retraite aux barbares. En tout cas, les places fortes, leurs garnisons, ne semblent avoir joué à peu près aucun rôle. Les envahisseurs paraissent le plus souvent n'éprouver aucune gêne, lorsqu'ils ont traversé le fleuve, à se répandre dans les Balkans. Ce sont des Sklavènes, peu entreprenants par eux-mêmes, mais redoutables par leur nombre, entraînés et commandés par des tribus hunniques : les Koutrigours, jusqu'à la fin du règne de Justinien, apparaissent comme les vrais chefs. Parvenus sur le territoire de l'Empire, les barbares ne savent trop que faire. Ils voudraient s'établir, se partager la terre : Byzance s'y refuse, sauf quelques cas exceptionnels. Pour qu'ils s'installent de force et se maintiennent, il faudrait qu'ils s'emparent des villes : ils en sont incapables. Il est très remarquable qu'ils ne prirent aucune grande ville, et qu'on cite très peu de petites villes qu'ils réduisirent par les armes. Ce sont des cavaliers, très mobiles, avec un armement léger, une tactique simple¹ : les armées byzantines, en rase campagne, ne les effraient pas ; mais une muraille les arrête. Ils ne peuvent donc pas conquérir le pays. A leur approche, la population se réfugie dans les enceintes fortifiées, avec ce qu'elle peut emmener, notamment le bétail : les innombrables constructions de Justinien, énumérées par Procope, furent surtout des travaux de réparation aux murailles des villes. La campagne est livrée aux barbares, pillée effroyablement ; les paysans qui n'ont pas le temps de se mettre à l'abri sont emmenés en captivité. Mais, quand la récolte est épuisée, quand l'hiver approche, il faut repartir, avec prisonniers et butin. Bref, la péninsule balkanique fut razzinée et livrée à peu près sans défense aux barbares : elle ne fut pas occupée. Mais il n'est pas besoin d'insister, après les chroniqueurs byzantins, sur l'état de ruine, sur l'appauvrissement, sur la dépopulation, qui furent les inévitables résultats d'un siècle de pillage et d'insécurité. Et, d'autre part, on a peine à croire que cette marée sklavène qui, à plusieurs reprises, recouvrit l'Illyricum, n'ait point en se retirant laissé çà et là, dans les régions écartées, montagneuses, déjà quelques flots barbares. Certains textes y font allusion. La slavisation des Balkans a commencé sous Justinien.

* * *

AVARS ET SKLAVÈNES DEPUIS JUSTINIEN JUSQU'A HÉRACLIUS

Le rôle que les premières tribus hunniques, arrivées dans la région des Balkans, en particulier les Koutrigours, n'avaient joué en somme qu'avec peu de succès et sans atteindre des résultats durables, va être repris par de

1. E. DANKÓ, Influences touraniennes sur l'évolution de l'art militaire des Grecs, des Romains et des Byzantins, dans *Byzantion*, 10, 1935, p. 443-469, et 12, 1937, p. 119-147 ; ou *mitz*, Le rôle des peuples nomades cavaliers dans la transformation de l'Empire romain aux premiers siècles du Moyen Age, dans *Byzantion*, 18, 1948, p. 85-97.

nouveaux venus, les Avars, d'une façon plus redoutable pour Byzance¹. Les Sklavènes vont jouer, une fois de plus, le rôle de masse de manœuvre.

Les Avars, talonnés par les Turcs qui en avaient massacré un grand nombre, et fuyant vers l'Ouest, apparaissent pour la première fois dans le monde byzantin en 558 : une ambassade avare se présente à la cour de Justinien, demandant des terres et des subsides, en échange évidemment d'une alliance militaire². L'empereur refuse les terres, mais accorde des subsides, et dirige les coups des Avars contre les barbares installés au Nord de la mer Noire et dans la région du Caucase. Les Avars sont victorieux des tribus hunniques du Caucase, puis, approchant du Danube, ils sont victorieux des Antes ; ils soumettent en même temps ce qui subsiste des tribus « bulgares », Outigours et Koutrigours. En 561 ou 562, conduits par leur khagan nommé Baïan, les Avars sont sur le Danube : ils envoient une nouvelle ambassade à Justinien pour demander des terres au Sud du fleuve, en Dobroudja par exemple. L'empereur s'y refuse et, puisqu'il continue de verser aux Avars les subsides de fédérés, voudrait utiliser maintenant leurs services contre ses ennemis de l'Ouest : il leur offre d'aller occuper le territoire des Hérules. Peu désireux d'entrer en conflit avec les Lombards et les Gépides, ils ne bougent pas. Aussi Justin II, dès son avènement (565), cesse-t-il de leur verser les subsides de fédérés, sans que les Avars réagissent. Quand le roi des Lombards, pour s'ouvrir la route de Byzance, propose à Baïan une

1. Sur les Avars en général, cf. G. MORAVCSIK, *op. cit.*, I, p. 41-42 (bibliographie), et II, s. v. « Avaroi ». Plusieurs études doivent être maintenant ajoutées à la bibliographie de G. Moravcsik : 1) F. NAGY, *Studia Avarica*, I, dans *Antiquitas Hungarica*, 1, 1947, p. 56-63 (sur l'itinéraire de la conquête avare) ; *Studia Avarica*, II, *Ibid.*, 2, 1948, p. 131-149 (les relations entre Byzantins et Avars de 567 à 582) ; 2) JAN EISNER, Pour dater la civilisation avare, dans *Byzantinoslavica*, 9, 1947, p. 45-54 (met en relief l'importance des documents archéologiques, mais montre en même temps les incertitudes et difficultés qui subsistent pour l'attribution et la datation des objets trouvés dans les tombes dites avares, et pour faire le départ entre ce qui est importé, imité, notamment de Byzance, et peut-être original) ; 3) D. CALLAN (CSALLÁNY), L'importance de la circulation monétaire byzantine pour le legs archéologique des Avars, dans *Acta Archaeologica Academiae Scientiarum Hungaricae*, II, 1952, p. 235-250 (en russe, avec résumé français ; l'étude des monnaies byzantines trouvées dans les tombes avares permet à l'auteur de mieux classer et dater les autres objets mis au jour par les fouilles, et le conduit à modifier certaines conclusions des ouvrages célèbres de J. HAMPEL, *Altertümer des frühen Mittelalters in Ungarn*, 1905, et de A. ALFÖLDI, *Der Untergang der Römerherrschaft in Pannonien*, 1926) ; 4) G. LABUDA, Chronologie des guerres de Byzance contre les Avars et les Slaves à la fin du VI^e siècle, dans *Byzantinoslavica*, 11, 1950, p. 166-173 ; 5) F. ALTHEIM, *Türkstudien*, 2 : Der Brief des Avarenchans an den Kaiser Maurikios, dans *La Nouv. Cléo*, 4, 1952, p. 36-43. — Il sera question des Avars dans le t. II, sous presse, de l'ouvrage de P. GOUBERT, *Byzance avant l'Islam : Byzance et l'Occident sous les successeurs de Justinien* (en fait, sous le règne de Maurice) : j'ai pu lire ce travail en manuscrit. J'ai lu également une importante étude de W. HAUSSIG, *Der Exkurs Theophylaktos über die skythischen Völker*, qui doit être publiée dans un prochain tome de Byzantion.

2. JEAN MALALAS, éd. Bonn, p. 489 : « La même année (558) fit son apparition à Constantinople l'étrange peuple des Huns nommés Avars. » Cf. aussi, p. 490, la mention en mars 559 d'un raid des Huns (Avars) et des Sklaves (Sklavènes) en Thrace : ils en ramènent des prisonniers.

alliance contre les Gépides, les Avars se mettent lentement en route, mais Justin II les devance et reconquiert pour son compte Sirmium : quand Baïan arrive, il n'obtient rien. Et quand, les Gépides ayant été vaincus et les Lombards s'étant détournés de la Pannonie vers l'Italie, les Avars, qui semblent n'avoir joué aucun rôle dans ces mouvements, se trouvent isolés, Justin II les fait attaquer par Tibère : ils sont vaincus et ne bougent plus. Ils ne bougent pas encore quand la guerre avec les Perses éclate en 572 et dégarnit dangereusement de troupes la frontière danubienne. Mais les premières défaites byzantines en Perse encouragent Baïan. A la fin de 573 ou au début de 574, il passe le Danube et n'a devant lui que l'armée de Tibère, réduite à ses plus médiocres éléments : il l'écrase. Devenu corégent, Tibère conclut paix et alliance avec Baïan et lui concède imprudemment la région de Sirmium¹.

A l'exception, il est vrai, de la ville elle-même : mais désormais les Avars n'auront de cesse qu'ils n'aient conquis cette clef de voûte des positions balkaniques de Byzance². Les Sklavènes vont être pour cela leur instrument. Baïan, allié du basileus, affecte de prendre son parti contre les Sklavènes : c'est pour lui l'occasion de les assujettir et d'établir sur eux la domination des Avars. Après quoi, il provoquera en sous main des attaques sklavènes contre Byzance et y trouvera l'occasion d'entrer lui-même en campagne. C'est probablement ce qui se passe en 579 ou 581, date d'une puissante offensive sklavène contre Byzance³. Baïan demande l'autorisation de franchir avec ses troupes le Danube et la Save, en construisant les ponts nécessaires, pour « châtier » les Sklavènes. L'empereur Tibère (578-582) reconnaît le piège et se dérobe. Baïan, pendant ce temps, a achevé la construction du

1. Le récit de Ménandre (qui commence où finit Agathias, en 558) est extrêmement riche pour la période 558-582. On sait qu'il n'est conservé qu'à l'état de fragments, qu'il faut consulter dans l'éd. de Boor, *Excerpta de legationibus* (*Excerpta Historica*, I), 2 vol. Berlin, 1903. Un classement chronologique des fragments concernant les relations byzantino-avares est proposé par G. MORAVCSIK, *Byzantinoturcica*, I, p. 255-256. C'est, en fait, toute l'histoire du khagan Baïan et des relations des Avars à la fin du règne de Justinien, sous Justin II et sous Tibère, avec les Byzantins, les Koutrigours et autres tribus hunniques, les Lombards, les Gépides, les Sklavènes, etc. ; renseignements intéressants sur les ravages des Sklavènes dans les Balkans, l'aide que contre eux Tibère demande à Baïan et le parti qu'ensuite en tirera le khagan. Quelques renseignements pour les règnes de Justin II et Tibère et pour les premières années de Maurice, dans Evagrius, éd. Bidez-Parmentier (*Byzantine Texts* ed. by J. B. Bury, I). Londres, 1898. Cf. aussi Michel le Syrien, éd. Chabot, II, p. 346, 347, 353.

2. Sur les événements des dernières années de Justin II et des premières années de Tibère, témoignage de Jean de Biclar : *Johannis abbas Biclarenensis chronica*, éd. Th. Mommsen, *M. G. H., A. A.*, XI, cf. p. 212 (Justin envoie Tibère combattre les Avars en Thrace), 214 (ravages des Sklavènes en Thrace), 215 (*Avares Thracias vastant et regiam urbem a muro longo obsident*), 216 (les Sklavènes ravagent l'Illyricum et la Thrace). Mais la datation des événements rapportés par Jean de Biclar reste à préciser.

3. Au témoignage de Jean d'Éphèse (cf. la note suivante), cette offensive se serait produite trois ans après l'avènement de Tibère, donc en 580-581. Cette date est rejetée par l'un de ceux qui ont le mieux étudié la succession de ces événements : L. HAUPTMANN, *Les rapports des Byzantins avec les Slaves et les Avars pendant la seconde moitié du VI^e siècle*, dans

pont, et se démasque : il demande Sirmium. Tibère refuse. Baian assiège la ville, qu'il réduit par la famine en 582 : il en fait aussitôt sa résidence. La chute de Sirmium ouvre les Balkans¹.

Les Sklavènes se répandaient dans toute la péninsule. Les Avars les rejoignent et poussent jusqu'à Anchialos, sur les bords de la mer Noire, où ils refusent dédaigneusement de recevoir une ambassade de l'empereur Maurice (582-602)². Le bruit de l'arrivée des Turcs, leurs anciens maîtres, les fait se replier vers Sirmium : en 584, ils consentent à signer la paix avec Byzance, moyennant un tribut annuel de 100.000 pièces d'or. On a l'impression que, pendant les années qui suivent et aussi longtemps que Maurice est paralysé par la guerre perse, Sklavènes et Avars sont à peu près libres de leurs mouvements dans les Balkans. Les troupes de Comentiolos, malgré des succès en 585 notamment, ou de Jean Mystakôn sont incapables d'en venir à bout. Peut-être Thessalonique a-t-elle subi un premier siège en 586³.

Maurice termine victorieusement la guerre perse en 591 : il a les mains libres pour agir en Occident. Les dernières années de son règne — il sera assassiné en 602 — vont être en grande partie consacrées à la lutte contre

Byzantion, 4, 1927-1928, p. 137-170. Il propose de corriger les « trois années » de Jean d'Éphèse en « trois mois », pour mettre son témoignage en accord avec d'autres. Cela nous ramènerait à 579.

1. Sur tous ces événements, témoignage important de l'écrivain syriaque Jean d'Asie ou Jean d'Éphèse, qui écrivit dans la seconde moitié du VI^e siècle (on croit qu'il mourut vers 585) une « Histoire Ecclésiastique » dont la dernière partie nous est seule conservée. On doit longtemps se borner à consulter les traductions, imparfaites et incomplètes, de Payne Smith en anglais (1860) ou de SCHÖNFELDER en allemand (1862). Cf. maintenant l'éd. de BROOKS, dans *Corpus script. christ. orient.*, *Script. Syri*, 3, 1935 (trad. latine, 1936), et l'important compte-rendu de E. HONIGMANN, dans *Byzantion*, 14, 1939, p. 615-625. Le livre de DIAKONOV, *Jean d'Éphèse* (en russe), Saint-Petersbourg, 1908, garde sa valeur ; DU MÊME AUTEUR, « Les données de Jean d'Éphèse et des chroniques syriaques sur les Slaves du VI^e-VII^e siècle » (en russe), dans *Vestnik Drevnej Istorij*, 1946, n° 1, p. 20-34. — Jean d'Éphèse, qui a utilisé Malalas, raconte l'ambassade avarie auprès de Justinien, le refus des subsides par Justin II, les succès des Avars sur les Gépides, et toute l'affaire de Sirmium sous Tibère : la construction d'un premier pont (sur le Danube), puis d'un second (sur la Save?), les vains efforts de Tibère pour susciter une attaque des Lombards contre les Avars, l'échec de l'expédition de Narsès, le siège de Sirmium, la famine de deux années, la chute de la ville en 582, l'incendie qui la ravage l'année suivante. C'est également Jean d'Éphèse qui rapporte que, « trois ans » après la mort de Justin II (cf. la note précédente), les Sklavènes envahirent la Grèce, la région de Thessalonique, la Thrace, s'emparèrent de villes et de places fortes, brûlèrent, dévastèrent le pays, réduisirent en esclavage une partie de la population, vivant pendant quatre ans tant à leur aise dans le pays conquis — car les forces grecques étaient occupées en Orient — se civilisant, s'enrichissant et s'instruisant dans l'art de la guerre. Même témoignage chez Michel le Syrien, éd. Chabot, II, p. 347.

2. Témoignage intéressant de Michel le Syrien (éd. Chabot, II, p. 361-363) sur ces attaques des Avars en direction de la mer Noire et leur retraite au bruit de l'arrivée des Turcs, et sur les raids de pillage auxquels se livrent en même temps les Sklavènes, malgré la diversion que les Byzantins tentent de créer en lançant les Antes contre les Sklavènes.

3. Il y a de grandes discussions autour de cette date, qui ne me paraît pas vraisemblable, comme on verra plus loin. Je pense que le premier siège de Thessalonique eut lieu en 597.

les Avaro-Sklavènes. La succession et la chronologie des événements sont difficiles à établir, du fait de certaines imprécisions ou erreurs de notre source principale, Théophylacte Simocatta¹, dont Théophane² est tributaire³. Quoi qu'il en soit, les guerres ou négociations qui marquent dans les Balkans les dix dernières années du règne de Maurice sont, pour l'essentiel, les suivantes. Maurice prend personnellement la tête de l'armée et parvient, sans coup férir, jusqu'à Anchialos. Il rentre à Constantinople, pour recevoir une ambassade perse et une ambassade franque⁴. Le khagan avar se met en marche vers l'Est pour riposter à la démonstration militaire de Byzance : à la nouvelle, d'ailleurs fausse, que la flotte impériale remonte le Danube, il rebrousse chemin. Il remportera quelques succès du côté des Francs et

1. Théophylacte doit être consulté dans l'édition de Boor (Teubner), 1887. Les huit livres de ses « Histoires » couvrent exactement le règne de Maurice. Particulièrement importants pour notre sujet : I, 3-8 (les premières années de Maurice, la prise de Singidunum et Viminacium par les Avars, la paix de 584, les ravages des Sklavènes, la prise par les Avars de Durostolum, Markianopolis, Tropaïos) ; II, 10-17 (campagne victorieuse de Comentiolos en 585, avec l'indication intéressante que les Avars sont encore à ce moment ignorants de la poliorcétique et de l'art des machines de siège, mais qu'un certain Bousas le leur enseigne et qu'ils se montrent aussitôt excellents élèves) ; VI, 3-6 et 11 (événements de 591-593?) ; VII, presque entier (notamment la paix de 599-600) ; VIII, 1-6 (dernières années de Maurice).

2. Théophane le Confesseur doit être consulté dans l'édition de Boor, 2 vol. Leipzig, 1883 et 1885 (le t. II contenant notamment la *Chronographia tripartita* d'ANASTASE LE BIBLIOTHÉCAIRE, importante pour l'Occident). Cf. G. MORAVCSIK, *Byzantinoturcica*, I, p. 333-337 (avec la bibliographie, à laquelle on ajoutera notamment F. DÖLGER, *Das Kaiserjahr der Byzantiner*, dans *Sitzungsber. Bayer. Akad. Wiss.*, 1949, n° 1). — Je ne peux entrer ici, à propos des sources à utiliser pour la fin du VI^e siècle, dans le problème compliqué du *taktikon* du pseudo-Maurice, important cependant pour les Avars : état de la question et bibliographie par G. MORAVCSIK, *op. cit.*, I, p. 250-253 ; cf. les remarques du même auteur, à propos de la Tactique de Léon VI, dans *Acta Histor. Acad. Scient. Hungar.*, I, 1952, p. 161-184.

3. Cf. déjà J. B. BURY, *The chronology of Theophylaktos Simokatta*, dans *Engl. Histor. Rev.*, 3, 1888, p. 310 sq. ; et, récemment, les deux études de L. HAUPTMANN et G. LABUDA citées ci-dessus, qui tentent de fonder une chronologie. Hauptmann considère que l'offensive de Maurice commença dès 591 ; et que la paix, qui d'ailleurs ne mit pas fin aux hostilités, fut signée en 599. Labuda soutient que la campagne ne commença qu'en 595, pour s'achever en 602. P. Goubert adopte, je crois, une solution moyenne : la campagne a commencé en 592, la paix a été signée en 600. La question n'est pas résolue. Je n'ai pu consulter une étude de B. GRAFENAUER, dans *Zgodovinski Casopis*, 4, 1950, p. 23-126, qui conclut que la guerre a duré de 592 à 602. — J'avertis en passant que L. Hauptmann nomme « Slaves Valaques » les Sklavènes, que G. Labuda, de son côté, nomme « Slaves Roumains » : dénominations trompeuses et à éviter. Rien n'a tant contribué à embrouiller le problème des invasions balkaniques que la diversité et, souvent, l'inexactitude des termes employés par les sources anciennes et par les historiens modernes pour désigner les divers peuples ou tribus.

4. Cette ambassade franque serait venue au nom de Thierry, fils de Childebart, ou peut-être — hypothèse ancienne de Gasquet — au nom de son frère Teudebert, roi d'Austrasie. G. Labuda fait remarquer que la date de la mort de Childebart, 595, est le terminus *a quo* pour cette ambassade, qui s'expliquerait par des attaques avars contre les frontières de la Bavière et de la Thuringe, mentionnées par les sources en 594 et 595. P. Goubert, qui maintient la date de 592, croit que l'ambassade est venue au nom de Childebart, et non pas de l'un de ses fils, et que l'alliance que Byzance et les Francs négocient est dirigée contre les Lombards, et non contre les Avars.

en Dalmatie, mais ses tentatives balkaniques sont peu heureuses : il échoue devant Singidunum, probablement devant Tomi et, en 597, devant Thessalonique. Les armées byzantines sont successivement commandées par Priskos, puis par le frère de l'empereur, Pierre, qui fait piètre figure, et de nouveau par Priskos. Elles sont loin d'être toujours victorieuses, soit des Avars, soit des Slaves. Cependant, Priskos réussit à porter les opérations au delà du Danube : ce qui ne signifie naturellement pas que tout le territoire au Sud du Danube soit nettoyé. D'autre part, l'armée avare, qui marchait sur Constantinople à la suite d'une défaite infligée à une armée byzantine commandée par Comentiolos, est décimée par la peste. Le résultat est l'ouverture de négociations entre le khagan et le basileus et la signature de la paix : les subsides que l'Empire verse aux Avars sont augmentés, mais le Danube redevient la frontière entre les deux puissances¹. C'était un résultat important. Il me semble impossible de dire avec certitude si la paix fut signée en 599, 600 ou même 601.

Elle fut de courte durée. Dans des conditions peu claires, les hostilités reprennent, contre les Avars et contre les Sklavènes, au delà du Danube, à l'avantage de l'Empire. Peut-être Maurice allait-il ajouter, à la gloire d'avoir vaincu les Perses, celle d'une victoire décisive sur les Avaro-Sklavènes, et d'un rétablissement durable de la frontière danubienne : l'ordre donné à l'armée byzantine, à la fin de l'année 602, d'hiverner au delà du Danube provoqua une sédition militaire qui aboutit à l'assassinat de Maurice et à l'avènement du centurion Phocas. Tout était perdu. En Asie, les Perses rouvrirent les hostilités. Dans les Balkans, les Avars, renforcés par les Sklavènes, et même par des éléments hunniques des bords de la mer Noire, déferlèrent par-dessus le Danube.

Le schéma chronologique que j'ai tenté de donner repose principalement sur les témoignages des chroniqueurs. On a vu que ceux-ci ne sont pas faciles à accorder, et que bien des problèmes attendent encore une solution. D'autre part, les chroniqueurs ne nous disent pas tout ce que nous souhaiterions savoir, et permettent difficilement de concevoir une idée claire de la situation dans les Balkans entre Justinien et Héraclius. Les événements militaires sont d'ordinaire grossis, qu'il s'agisse pour les Byzantins de succès ou d'échecs, dans leur importance et leurs conséquences. Ce qui est évident, c'est que la péninsule des Balkans a été sillonnée par les envahisseurs et dévastée : les villes elles-mêmes, cette fois, ne sont plus protégées par leurs murailles, presque toutes les places de Macédoine et de Thrace sont attaquées, assiégées, et souvent sont prises. C'est assez dire le sort des campagnes.

1. Théophylacte Simocatta, éd. de Boor, p. 273 : *διομολογεῖται δὲ Ῥωμαίοις καὶ Ἀβάροις ὁ Ἰστρος μεσότης, κατὰ δὲ Σκλαυηνῶν ἐξουσίᾳ τὸν ποταμὸν διανέμειν*. Chacun des deux signataires de la paix avait le droit de traverser le Danube pour des opérations dirigées contre les Sklavènes : ceux-ci ne sont donc pas les alliés ou sujets constamment fidèles des Avars que l'on présente parfois. Et la paix entre Byzance et les Avars semble bien, à ce moment, dirigée en partie contre eux.

Mais il me semble aussi que, dans ce tableau, il faut bien distinguer la part des Avars et celle des Sklavènes. Les Avars sont un peuple organisé, ayant à sa tête un khagan — la figure de Baïan sort avec beaucoup de relief des chroniques byzantines ; ils ont des institutions, une armée, une diplomatie ; ils traitent avec tous leurs voisins ; ils sont, par leur organisation, très supérieurs à ce qui subsiste des tribus hunniques et aux Sklavènes, qu'ils prétendent s'assujettir. Avec Byzance, ils signent des traités, concluent des alliances, fixent des frontières. Sans doute, la possession de Sirmium leur donne une position stratégique de premier ordre : pourtant, le traité de 599-600 les contient encore au Nord du bas-Danube. Bref, ils n'occupent pas les Balkans au Sud du Danube et à l'Est de la Save. Il en va tout autrement pour les Sklavènes. Sans organisation politique, sans unité, ils mènent encore la vie tribale et sont aux prises avec les Byzantins toujours, souvent avec les Avars leurs maîtres, parfois avec d'autres peuples, tels que les Antes, que l'Empire suscite contre eux. Mais ils ont pour eux leur masse innombrable, ils s'infiltrèrent partout, et si l'on est en peine de retracer leur itinéraire, on voit bien qu'ils ont submergé presque toute la péninsule¹, et qu'à la différence des Avars, ils ne s'en sont point retirés. L'occupation du pays n'est pas le fait des Avars, mais des Sklavènes, et la slavisation des Balkans a fait, dans les dernières années du VI^e siècle et les premières du VII^e, un progrès décisif. En même temps, au témoignage de Jean d'Éphèse, repris par Michel le Syrien, ils acquièrent au contact de Byzance les rudiments de la civilisation. Ils s'enrichissent, dit le chroniqueur, et probablement commencent à se fixer, à s'installer dans certaines régions. Ils apprennent à s'armer et à combattre « mieux que les Romains ». Certes, il arrive qu'ils soient vaincus, par exemple par Comentiolos, sur l'Erginès, au début du règne de Maurice : mais il est impossible de les anéantir. Ils représentent une menace sans cesse grandissante.

Rien ne le montre mieux qu'un texte auquel je me suis déjà référé à propos de l'administration de l'Illyricum, les *Miracula S. Demetrii*². Aussi suggestifs et beaucoup plus riches en renseignements historiques que ne l'est, pour une époque plus haute et pour le Norique, la *Vita S. Severini*, les *Miracula* sont de loin le document qui nous permet le mieux de saisir la situation qui ré-

1. Jusqu'à Corinthe, où ils auraient été arrêtés par les Longs Murs (Hexamilion) : MICHEL LE SYRIEN, éd. Chabot, II, p. 362.

2. Éd. dans les *Acta Sanctorum*, au t. IV d'octobre ; reproduits dans Migne, P. G., CXVI. Importants compléments, d'après le Paris. gr. 1517, édités de façon très défectueuse par A. TOUGARD, *De l'histoire profane dans les Actes grecs des Bollandistes*. Paris, 1874. L'édition critique et le commentaire des *Miracula* sont encore à faire. Pour la date des diverses parties, cf. P. LEMERLE, La composition et la chronologie des deux premiers livres des *Miracula sancti Demetrii*, dans *Byzant. Zeitschrift*, 46, 1953, p. 349-361. Cf. aussi A. BURMOV, Les sièges de Thessalonique par les Slaves dans les *Miracula sancti Demetrii* et leur chronologie (en bulgare), dans *Annuaire (Godišnik) de la Faculté des lettres de l'Université de Sofia*, 1952, II, p. 167-215. (Je discuterai ailleurs les conclusions de ce travail.) Une étude sur le même sujet, par Fr. BARIĆ, doit prochainement paraître à Belgrade.

gnait aux ^{vi}^e-^{vii}^e siècles dans les Balkans, telle qu'on pouvait la voir de Thessalonique. Seul le livre I nous intéresse pour le moment : il a été composé, je l'ai déjà dit, par l'archevêque de Thessalonique Jean, dans les premières années du règne d'Héraclius, et rapporte principalement des événements qui se sont produits alors que l'archevêque de Thessalonique était Eusèbe, c'est-à-dire dans les dernières années du ^{vi}^e et les premières années du ^{vii}^e siècle, ainsi que quelques événements plus proches de l'auteur. Or, nous y trouvons le récit de deux attaques lancées par les barbares contre la ville. La première (chap. XIII-XV) se place sous Maurice, et a pour origine une ambassade que le khagan des Avars avait envoyée à l'empereur, et qui revint sans avoir rien obtenu. Furieux, le khagan décide d'attaquer Thessalonique et fait pour cela appel aux Sklavènes, qui lui étaient tous soumis¹, auxquels il adjoint « des barbares d'une autre race », dans lesquels il faut probablement voir des éléments hunniques. Le narrateur évalue le nombre total des assaillants à environ 100.000 : chiffre manifestement exagéré. Leur approche fut signalée à Thessalonique un dimanche 22 septembre : le 22 septembre ne tombe un dimanche, sous Maurice, qu'en 586 et 597, et pour diverses raisons c'est cette dernière date qu'à mon avis on doit préférer². Or le texte dit, de la façon la plus nette, que c'était la première fois, de mémoire d'homme, que les Thessaloniens voyaient les barbares sous leurs murs, et qu'ils furent saisis de terreur : indication précieuse, qui nous apprend que les nombreuses incursions des Avars, des Sklavènes, ou comme celle-ci des Avaro-Sklavènes, qui bouleversèrent les Balkans dans la seconde moitié du ^{vi}^e siècle, étaient principalement dirigées vers les côtes de la mer Noire, vers la Thrace, vers Constantinople. Les assaillants disposent de béliers, hélépotes, pétroboles, tortues : on se rappellera que les Sklavènes ont appris l'art de la guerre, et les Avars celui des sièges. Mais la protection de saint Démétrius rend inutiles leurs efforts contre les puissantes murailles, et la défection se met dans les rangs des ennemis, c'est-à-dire, à mon sens (le narrateur ne précise pas), chez les Sklavènes : beaucoup se rendent aux Thessaloniens et sont parqués dans des établissements de bain désaffectés³. Au bout de sept jours de siège, les ennemis se retirent. Mais ils avaient tellement pillé le pays qu'une famine se déclare, d'autant plus que le bruit de la prise de Thessalonique avait couru et que, pour cette raison, les bateaux qui d'ordinaire la ravitaillaient ne se hasardaient plus à y aborder.

Après cet exemple d'une attaque menée avec des forces puissantes, mais trop hétérogènes et trop éloignées de leurs bases pour s'obstiner longtemps devant une muraille imprenable, voici celui d'un raid de surprise. Il est au

1. Migne, col. 1235 : ὁμάξαντο γὰρ αὐτῷ τὸ ἔθνος ἄπαν.

2. En particulier parce qu'il est dit que l'archevêque de Thessalonique est alors Eusèbe, et que les mentions d'Eusèbe que nous possédons se placent entre 597 et 603. C'est aussi la date qu'adopte Al. Burmov.

3. Indication curieuse : est-ce la population de la ville qui a diminué, ou la fréquentation des thermes?

chap. XII du même livre I. Une nuit, pendant qu'on célèbre la fête de saint Démétrius, et que la plus grande partie de la population est rassemblée dans la basilique, retentit tout à coup le cri de guerre des barbares, *bien connu des Thessaloniens*. Ceux-ci courent chez eux, prennent leurs armes, vont aux murailles. Ils aperçoivent dans la plaine une troupe peu nombreuse, environ 5.000 hommes, mais redoutable, parce que c'était la fleur, l'élite des Sklavènes : παντὸς τοῦ τῶν Σκλαβίνων ἔθνους τὸ ἐπιδεκτον ἄθος. Le combat s'engage à l'aube, les ennemis sont repoussés. Cet événement, dont la date n'est pas indiquée, mais dont le narrateur et la plupart de ses contemporains ont été témoins, est plein d'intérêt. Depuis le siège de 597, qui pour la première fois avait mis les Thessaloniens en présence des barbares, les choses ont changé. Des attaques de ce genre sont fréquentes, la population est habituée à s'armer en hâte, à courir aux remparts. Ce sont des cavaliers sklavènes qui mènent l'attaque, escomptant la surprise. Ils sont peu nombreux, et probablement ne viennent pas de très loin : l'occupation a progressé vers le Sud et entoure déjà Thessalonique à quelque distance. La ville est en alerte. Je ne serais pas surpris que l'épisode fût à rapporter au règne de l'usurpateur Phocas (602-610).

* * *

HÉRACLIUS (610-641) ET L'EFFACEMENT DES AVARS

On doit pour ce qui nous occupe distinguer dans ce grand règne deux périodes, séparées par le siège de Constantinople par les Avars en 626. Pendant la première, la situation dans les Balkans est peu différente de ce qu'elle était dans les années précédentes. Les chroniqueurs mentionnent diverses attaques avares, coupées de négociations¹ : l'une de ces attaques conduisit les Avars jusque dans les faubourgs de Constantinople, et ils purent, sans être inquiétés, repasser le Danube avec leur butin et leurs prisonniers. Mais les *Miracula*, ici encore, nous renseignent de façon plus complète et plus vivante.

Le livre II des *Miracula* est fort hétérogène, quoiqu'il soit l'œuvre d'un rédacteur unique, et les différentes parties sont difficiles à dater. Mais il est sûr que les trois premiers chapitres sont écrits à l'aide de documents contemporains de l'archevêque Jean, rédacteur du livre I, et racontent des événements de cette époque : disons, de façon toute approximative entre l'avènement d'Héraclius et le siège de 626. C'est d'abord une attaque de Thessalonique par les Sklavènes, à propos de laquelle le narrateur fait un saisissant tableau des progrès réalisés par leurs tribus, qu'il énumère : « Sous l'épiscopat de feu Jean se leva le peuple des Sklavènes, foule immense

1. Principales sources : THÉOPHANE ; le *Breviarium* du patriarche NICÉPHORE (éd. de Boor, Teubner) ; GEORGES LE MOINE (éd. de Boor, Teubner) ; le *Chronicon Paschale*, jusqu'en 627 (éd. Dindorf, Bonn).

composée de Drogouvites, Sagoudates, Vélégézites, Vaiounites, Verzites et autres peuples. Ayant fabriqué et armé des vaisseaux faits d'un seul tronc d'arbre (monoxyles), ils ravagèrent toute la Thessalie (Macédoine), les îles voisines et les îles d'Hellade, les Cyclades, toute l'Achaïe, l'Épire, la plus grande partie de l'Illyricum et une partie de l'Asie, laissant désertes derrière eux la plupart des cités et des éparchies. » Voici donc les Sklavènes devenus marins : fait nouveau, et de conséquence. Ils décident d'attaquer Thessalonique, par mer et par terre, et viennent camper sous ses murs avec femmes, enfants et bagages, prêts à emménager après avoir chassé les habitants. Ils ont un chef (ἡγάρχος), nommé Chatzôn. Ils échouent, s'il faut en croire les *Miracula*, à cause d'un vent soudain qui fracassa leurs embarcations.

Cet échec fut apparemment grave pour les Sklavènes. Ils virent même s'enfuir en grand nombre les prisonniers qu'ils avaient réduits en esclavage : ceux-ci venaient se réfugier à Thessalonique, ramenant même avec eux une partie du butin fait par les Sklavènes. Ces derniers s'adressent alors au khagan des Avars, à qui ils font promettre par leurs ambassadeurs un monceau de richesses provenant du pillage de la ville, pourvu qu'il les aide à la prendre. Ils ajoutent que ce sera facile, car Thessalonique, disent-ils, est entièrement encerclée par les Sklavènes, qui ont dépeuplé toutes les autres villes : Thessalonique seule demeure, accueillant les réfugiés des pays du Danube, de Pannonie, Dacie, Dardanie, etc. Le khagan accepte et met sur pied une armée composée d'une part d'Avars, de l'autre de Sklavènes, Bulgares « et autres peuples ». Les Thessaloniciens en sont d'autant plus effrayés qu'il y a parmi eux des réfugiés récemment arrivés de Naïssus et de Sardique, et qui ne savaient que trop comment les barbares menaient les sièges. Néanmoins, l'archevêque Jean anime la résistance, les machines de guerre des assaillants ne viennent pas à bout des murailles de la ville et, après trente-trois jours de siège, un curieux accord de compromis est conclu¹. Il paraît clair qu'à ce moment tout l'Illyricum, sauf Thessalonique, est pratiquement aux mains des Sklavènes, qui sont les occupants, et à la merci des Avars, y compris Naïssus et Sardique, dont la chute paraît récente.

L'attaque contre Thessalonique n'en était pas moins un échec. Est-ce déjà le signe d'un affaiblissement des Avars ? L'échec prochain du siège de Constantinople porte à le croire. Avant de partir pour la guerre de Perse, Héraclius avait fait la paix avec les Avars, croyant être tranquille de ce côté. Mais, en 626, Constantinople fut l'objet d'une attaque combinée par des troupes perses, qui se trouvaient sur la côte d'Asie, et par l'armée avare conduite par le khagan en personne, renforcée par d'importants contingents sklavènes, avec une foule de machines de siège et toute une flotte de monoxyles². La défense, en l'absence de l'empereur, fut dirigée par le pa-

1. Les Avars exigeaient une grosse somme d'argent pour se retirer. Les Grecs finirent par accepter de racheter, à un prix raisonnable, les prisonniers faits par les assaillants, et peut-être une partie du butin. Mais le texte est peu clair sur ce point, et sans doute « arrangé ».

2. Nous avons des récits nombreux, et dans l'ensemble concordants, de ce siège fa-

triarche Sergios. Les murailles résistèrent; les monoxyles des assaillants furent coulés par les bateaux grecs. Le khagan, contraint peut-être par la défection des Sklavènes — c'est du moins une version qui avait cours dès ce moment et que rapporte le *Chronicon Paschale* — leva le siège, brûla ses machines et partit. Cet insuccès marque le déclin de la puissance avare dans les Balkans. Et l'on ne peut s'empêcher de noter que, somme toute, dans les Balkans et la Thrace, si redoutables qu'ils se soient montrés et si grave qu'ait été la menace qu'ils firent peser jusque sur Thessalonique et sur Constantinople, les Avars ne parvinrent pas à s'installer.

Les Sklavènes, au contraire, continuent d'occuper le pays. Et bientôt d'autres peuples vont les rejoindre. C'est en 635 que le patriarche Nicéphore place la révolte contre le khagan des Avars — nouvelle preuve d'affaiblissement de ceux-ci — de Kouvratos, neveu d'Organa et chef des Ounogoun-doures, et l'alliance de Kouvratos avec Héraclius. Ceci, il est vrai, pose un difficile problème : ce Kouvratos est-il un prince bulgare des régions transdanubiennes qui n'apparut point dans les Balkans? Ou bien doit-il être identifié avec le Kouver dont parle le livre II des *Miracula*?

Le chapitre v de ce livre (nous reviendrons plus loin sur le chapitre iv) est un des plus intéressants et des plus difficiles. L'auteur rappelle comment autrefois le khagan des Avars, ayant dévasté presque tout l'Illyricum et la Thrace, en ramena d'immenses quantités de prisonniers grecs, qu'il installa, comme ses sujets, dans la région proche du Danube « dont la métropole était autrefois Sirmium ». Environ soixante ans plus tard, ces Grecs, qui ont conservé leur religion et un sentiment national très vif, qu'ils inculquent à leurs enfants, forment un groupe assez important et homogène pour que le khagan décide de leur donner une espèce d'autonomie, et un chef nommé Kouver (Κούβερ). Celui-ci, dont le narrateur ne dit rien de plus¹, profite des aspirations nationales de son nouveau peuple pour se révolter contre le khagan. Il en est victorieux dans plusieurs combats : après quoi le khagan, sans insister, se retire vers le Nord. Kouver, avec les siens, passe le Danube et s'installe dans « la plaine Kéramésienne », qui est probablement la plaine de Monastir, ou plutôt de Prilep. Il envoie une ambassade à l'empereur, obtient la reconnaissance de son installation dans cette région, obtient aussi l'autorisation de s'approvisionner auprès des tribus slaves voisines, notamment des Drogouvites. Mais, en entrant en contact avec ces « Sklaves », les Grecs de Kouver apprennent qu'ils sont près de Thessalonique : ils s'y rendent en masse, avec femmes et enfants, et de là sont envoyés par mer à Constantinople. Suit une histoire compliquée, faite pour amener l'inter-

meux : THÉOPHANE, éd. de Boor, I, p. 315 sq. ; patriarche NICÉPHORE, éd. de Boor, p. 17 sq. ; *Chronicon Paschale*, éd. Bonn, p. 716 sq. ; le poème de Georges PRIDÈS, éd. Bonn (il y est dit que les Avars sont accompagnés de Sklaves, Huns et Bulgares) ; le récit anonyme publié dans Mai, *Nova Patrum Bibliotheca*, VI.

1. Mais une rubrique du principal manuscrit des *Miracula*, Paris. gr. 1517 (XII^e siècle), le qualifie de « bulgare ».

vention de saint Démétrius, et manifestement très éloignée de la réalité : je n'y insiste pas. Mais tout ce qui concerne les Grecs déportés, leur existence chez les Avars, leur fuite avec Kouver après deux générations, tout cela qu'il faut lire dans le texte des *Miracula*, jette une vive lumière sur la vie des Balkans en ces temps troublés. Mais à quelle date sommes-nous ?

Le seul élément précis de datation que contienne le récit est l'indication que l'épisode de Kouver se place environ soixante ans après la grande rafle de prisonniers grecs faite par les Avars. De quelle rafle s'agit-il ? J. Laurent¹ estimait qu'il s'agit des incursions avars racontées dans les premiers chapitres du livre II, entre 620 et 630 selon lui, et place donc l'épisode Kouver entre 680 et 690. A. Pernice² estima que la grande rafle était celle de 578, que par conséquent le soulèvement de Kouver contre le khagan doit être placé vers le milieu du VII^e siècle, et que ce Kouver doit être identifié avec le Kouvrat du patriarche Nicéphore. Idée séduisante, reprise et précisée par H. Grégoire, dans une étude qui place le problème dans un cadre historique large³. La version de Constantin Porphyrogénète, dans le *De adm. imp.*, selon laquelle Croates et Serbes ne se seraient pas installés dans l'Empire avant Héraclius, serait exacte⁴ : « Serbes et Croates — écrit H. Grégoire — représentent le dernier échelon de l'invasion slave. Ils sont venus dans les Balkans au moment où les Avars, ébranlés par leur échec de 626 devant Constantinople, voyaient se soulever contre eux les peuples tributaires, Bulgares et Slaves, menés par Kuvrat et Samo, au cours des années 30 et 40 du VII^e siècle⁵. » Il n'y aurait eu, selon H. Grégoire, « qu'une migration, la serbo-croate, conduite par un certain Chrovatos (...). Les Croates, appelés aussi Serbes, se seraient affranchis de la domination avar et, après la défaite

1. J. LAURENT, Sur la date des églises Saint-Démétrius et Sainte-Sophie à Thessalonique, dans *Byzant. Zeitschr.*, 4, 1895, p. 420-434.

2. A. PERNICE, Sulla data del libro II dei *Miracula S. Demetrii Martyris*, dans *Bessarione*, anno VI, serie II, vol. II, fasc. 65, mars-avril 1902, p. 181-187.

3. H. GRÉGOIRE, L'origine et le nom des Croates et des Serbes, *Byzantion*, 17, 1944-1945, p. 88-118.

4. Constantine PORPHYROGENITUS, *De administrando imperio*, éd. G. Moravcsik et R. J. H. Jenkins. Budapest, 1949 : cf. chap. 31, p. 146 sq.

5. Sur le problème de Samo ou Samon, qui ne concerne pas directement les Balkans, je renvoie à l'ouvrage de G. LABUDA, *Le premier État slave : l'État de Samon*. Poznań, 1949 (en polonais), et au compte rendu critique de V. CHALOUPECKÝ, Considérations sur Samon le premier roi des Slaves, dans *Byzantinoslavica*, 11, 1950, p. 223-239. Je n'ai pu consulter un article de B. GRAFENAUER, dans *Zgodovinski Časopis*, 4, 1950, p. 151 sq. Le texte fondamental, et presque unique, est la chronique franque de Frédégaire. Labuda estime que Samo était non un Slave, mais un Franc ; que son état correspondait à peu près à l'actuelle Tchécoslovaquie ; qu'il devint roi des Slaves de l'Ouest (Tchécomoraves) vers 625 et régna trente-cinq ans ; qu'à l'instigation peut-être d'Héraclius, il fit la guerre aux Avars et leur livra plusieurs combats, où il fut constamment victorieux. L'histoire de Samo se situe donc bien dans celle du déclin de la puissance des Avars, qui, après leurs échecs devant Thessalonique et, en 626, devant Constantinople, repassent définitivement le Danube et sont d'ailleurs attaqués, peut-être à l'instigation de Byzance, à la fois par les Slaves de Samo et par les gens du Kouvrat. G. Labuda, comme H. Grégoire, estime que les (Yougo)slaves de Croatie et de Serbie

de ce peuple, auraient occupé, à l'instigation de l'empereur Héraclius, le pays au Sud du Danube, précédemment ravagé par les Avars. Ils se seraient convertis au christianisme, et l'empereur Héraclius leur aurait envoyé un clergé ». Finalement, le Chrovatos de Constantin Porphyrogénète, le Kouvratos du patriarche Nicéphore, le Kouver des *Miracula* ne sont qu'un même personnage ; les soixante années des *Miracula* doivent être comptées à partir de la rafle avare qui se place sous le règne de Tibère¹.

J'ai, pour ma part², tenté de montrer que les événements racontés au chapitre v des *Miracula* se placent vers la fin du règne d'Héraclius. Je crois, en effet, après A. Pernice et H. Grégoire, et sur la base de nombreux témoignages des chroniqueurs, que la grande déportation des Grecs d'Illyricum et de Thrace par les Avars se place sous Tibère (578-582). Dans ces conditions, les « soixante années environ » des *Miracula* nous conduisent, à très peu près, à l'époque que le patriarche Nicéphore donne comme celle de la révolte de Kouvrat contre les Avars, et l'identification de notre Kouver avec le Kouvrat de Nicéphore devient possible. Il s'agit dans les deux cas, en effet, d'un chef de tribus d'abord soumis au khagan, qui se révolte contre son maître, est victorieux et est, au contraire, en relations d'amitié et d'alliance avec Héraclius, dont la diplomatie n'a pas dû être étrangère à cette affaire.

Le règne, à tous égards si important dans l'histoire de Byzance, d'Héraclius, apparaît donc essentiellement dans les Balkans comme celui au cours duquel les Avars disparaissent de la péninsule³, après deux échecs graves, devant Thessalonique (chap. II des *Miracula*) et devant Constantinople (siège de 626). Cet effacement des Avars va laisser une autonomie plus grande aux Sklavènes : nous allons constater qu'ils font de nouveaux progrès. Il va, d'autre part, laisser la voie libre aux Bulgares. En effet, le règne d'Héraclius a vu en même temps se renforcer la slavisation des Balkans : au cœur même de la péninsule, installation massive et organisée des Skla-

sont venus s'installer dans leur territoire historique au temps d'Héraclius et sous l'égide de Byzance. Ils auraient triomphé des Avars grâce à l'appui de Byzance d'une part, des Slaves de l'Ouest de l'autre.

1. Sur la « migration » des Croates et des Serbes et le témoignage de Constantin Porphyrogénète, et sur les discussions que ce problème a provoquées, cf. G. OSTROGORSKY, *Geschichte des byzantinischen Staates*², p. 85 et n. 2 (qui n'accepte pas le point de vue de H. Grégoire, mais pense que Kouvrat est chef de peuplades bulgares établies au Nord de la mer Noire et de la mer Caspienne, et n'a rien à voir avec les Croates, non plus qu'avec Kouver). Cf., en dernier lieu, B. GRAFENAUER, Essai critique sur les données de Constantin Porphyrogénète concernant la migration des Croates, dans *Historijski Zbornik* (Zagreb), 5, 1952, p. 1-56 (en croate, résumé allemand).

2. Cf. l'article cité ci-dessus, dans *Byzant. Zeitschr.*, 46, 1953.

3. D'après l'étude citée ci-dessus, de D. Çallan, les trouvailles de monnaies byzantines dans les tombes avars sont particulièrement nombreuses pour Justin II, Maurice, Phocas, Héraclius. Puis elles diminuent, et disparaissent avec Constantin Pogonat (668-685). Elles reflètent donc exactement le mouvement de l'histoire. Il est, en effet, vraisemblable qu'après presque un siècle de relations continues avec Byzance, les Avars n'ont pas brusquement,

vènes ; sur la périphérie, arrivée des Croates et des Serbes, d'une part ; de l'autre, l'annonce d'un État bulgare indépendant, que l'on admette ou non l'identité du Kouver des *Miracula*, du Kouvrat bulgare et d'un Chrovates éponyme des Croates.

* * *

DE LA MORT D'HÉRACLIUS AUX ICONOCLASTES (641-717)

La dernière période que nous devons examiner est celle des Héraclides, depuis la mort d'Héraclius jusqu'à l'avènement des Iconoclastes : Constant II (641-668), Constantin IV Pogonat (668-685), Justinien II (685-695 et 705-711). Elle continue d'être dominée par le problème slave, auquel l'établissement au Sud du Danube d'un État bulgare, qui ne disparaîtra plus, donne sa forme définitive et, peut-on dire, actuelle¹.

Pour Constant II, tout ce que nous savons tient dans une courte phrase de Théophane², qui se rapporte à l'année 658 : « Cette année-là, le basileus fit une expédition contre les Sklavinies ; il fit beaucoup de prisonniers et imposa son autorité. » C'est la première fois que nous trouvons, chez Théophane et dans les chroniques, ce terme de *Sklavinie*, *σκληνία*, formé sur le nom des Sklavènes³. C'est évidemment la preuve qu'il y a désormais dans les Balkans des régions entières dont les habitants sont slaves, et dont l'organisation et le régime politique et social sont ceux des tribus slaves. Cette consécration par le langage d'un état de choses déjà ancien est significative. Depuis longtemps, Byzance ne pouvait plus songer à éliminer ces « colonies » sklavènes : à quoi bon, puisque le pays s'en fût trouvé dépeuplé sans profit pour l'Empire ? Mais elle pouvait, elle devait les empêcher de se fédérer, de tendre à une unité menaçante. C'est sans doute la raison de l'expédition de Constant II, dont nous ne savons d'ailleurs rien — ni l'importance, ni l'itinéraire, ni l'objectif — sinon qu'elle fut victorieuse. Puisque l'empereur⁴ fit des prisonniers, il s'agissait de plus qu'une démonstration militaire. Et puisqu'il « assujettit », *ὑπέταξεν*, les Sklavènes, il dut leur imposer certaines conditions. C'est bien, comme on l'a dit, la première contre-

avec Héraclius, cessé complètement celles-ci. Mais elles diminuent rapidement, et le dernier témoignage que l'on ait de rapports entre les Avars indépendants et Byzance date de 676-677, où une ambassade avar vint encore à Constantinople.

1. Les principales sources restent Théophane et la patriarche Nicéphore, accessoirement Georges le Moine. Le *De thematibus* et le *De administrando imperio* de Constantin PORPHYROGÉNÈTE sont importants par les sources qu'ils ont utilisées.

2. Éd. de Boor, I, p. 347.

3. Sur les diverses dénominations, en grec, des Slaves et de leurs tribus, la bibliographie est vaste. En dernier lieu, cf. F. DÖLGER, Ein Fall slavischer Einsiedlung im Hinterland von Thessalonike im 10. Jahrhundert, dans *Sitzungsber. Bayer. Akad. Wiss.*, 1952, n° 1, p. 19 sq.

4. Rien n'indique, d'ailleurs, qu'il ait lui-même commandé l'expédition. Le fait qu'à cette date la paix n'est pas encore signée avec Moawia engagerait plutôt à croire le contraire.

offensive de l'Empire contre les Slaves. Mais c'est aussi la reconnaissance, en quelque sorte, de leur droit à vivre dans l'Empire¹.

Cette fois encore, nous n'avons pas de meilleur tableau de l'état des Balkans slavisés que celui qui nous est donné par le chapitre IV du livre second des *Miracula*. Il mérite qu'on s'y arrête, d'autant plus que le narrateur déclare raconter des événements de son temps, ce qui augmente la valeur de son témoignage. Il nous montre les Sklavènes, installés dans la région de Thessalonique, menant depuis longtemps une existence pacifique, lorsque l'empereur, on ne sait trop pourquoi, dénonce à l'empereur les agissements suspects de Perboundos, roi de la tribu des Runchines. L'empereur donne l'ordre qu'on arrête Perboundos, qui vivait tout tranquillement à Thessalonique, et qu'on le lui envoie sous bonne garde. Les deux principaux groupes des Sklavènes, à savoir les Runchines et les Strymoniens, prennent naturellement son parti, comme le font aussi, de façon pour nous moins attendue, les Thessaloniciens : une ambassade commune, des Sklavènes et des Thessaloniciens, est envoyée à Constantinople pour intervenir en faveur du roi sklavène. L'empereur, qui à ce moment fait des préparatifs de guerre contre les Arabes, répond que Perboundos sera libéré après la fin de la guerre, et d'ici là résidera à Constantinople. Les Sklavènes se calment. Mais Perboundos, qui parle grec et est habillé comme un Grec, sort facilement de Constantinople, et va se cacher si bien, que toutes les recherches pour le retrouver sont vaines : l'empereur fait aussitôt, par un dromon, prévenir les Thessaloniciens d'avoir à prendre leurs sûretés et faire des réserves de vivres, car il est probable que les Sklavènes vont attaquer. Là-dessus Perboundos est découvert en Thrace, non loin de la ville de Vizy, c'est-à-dire, précise le narrateur, tout près de tribus sklavènes où il aurait pu facilement trouver refuge et aide. Il est ramené à Constantinople. Il prépare bientôt une nouvelle fuite, qui est découverte, et au cours de l'interrogatoire il déclare que, s'il avait réussi, il aurait rassemblé toutes les tribus sklavènes et attaqué l'Empire par terre et par mer : il est alors exécuté. A cette nouvelle, les Sklavènes, Strymoniens, Runchines, Sagoudates, préparent un plan de campagne contre Thessalonique : les Strymoniens investissent la ville par l'Est et le Nord, les Runchines et les Sagoudates par l'Ouest et par mer. Cette situation dure deux ans, et Thessalonique est progressivement réduite à la famine. Dix bateaux de guerre envoyés par l'empereur, qu'une autre guerre empêchait de faire plus, n'apportent aucun soulagement. Alors les Thessaloniciens décident d'envoyer ces bateaux acheter des provisions sèches chez les Vélégézites, peuple slave installé dans la région de Thèbes de Thessalie et de Démétrias (golfe de Volo ou d'Almyros), avec lequel Thessalonique était en paix. Les assiégeants, Drogouvites, Runchines, Sagoudates,

1. D'un passage de Théophraste (éd. de Boor, I, p. 348), se rapportant à l'année 665, où il est dit que « les Sklavènes passèrent à Abderahman et descendirent avec lui en Syrie au nombre de 5.000 », G. OSTROGORSKY (*Geschichte*², p. 95) infère que Constantin II, après son expédition victorieuse, transplanta en Asie Mineure un certain nombre de Sklavènes.

en profitent pour déclencher l'attaque contre Thessalonique, par terre et par mer, avec des machines de guerre dont aucun habitant n'avait l'idée : l'assaut est donné le 25 juillet de la cinquième indiction. Dieu fait un premier miracle : l'armée des slaves Strymoniens, arrivée à trois milles de Thessalonique, fait demi-tour. Mais les Runchines, Sagoudates et autres poursuivent activement le siège, et les Thessaloniciens craignent fort que les Vélégézites, mis au fait de la guerre, ne massacrent tout simplement ceux qui ont été envoyés de Thessalonique vers eux. Enfin, la protection de saint Démétrius se manifeste et, au bout de trois jours d'assaut inutile, les ennemis se retirent. Ils continuent cependant leur guerre de razzia, d'embuscade sur terre, de course sur mer, jusqu'aux Détroits, au point de gêner le ravitaillement maritime de Constantinople : ce sont les Strymoniens et les Runchines qui mènent cette guerre sur mer. L'empereur, cette fois, ordonne à ses troupes de traverser la Thrace (il ne prend pas lui-même la conduite des opérations) et d'aller attaquer les Sklavènes, notamment les Strymoniens. Les Sklavènes sont vaincus, et les Thessaloniciens profitent de la panique qui jette le trouble chez eux pour aller, à leur tour, piller leurs villages.

Quelle date assigner à ces événements, qui s'étendent d'ailleurs sur plusieurs années ? Nous n'avons qu'une donnée : l'assaut contre Thessalonique est déclenché le 25 juillet d'une cinquième indiction. J. Laurent¹ proposait juillet 782 et pensait à l'expédition bien connue de Stavrakios ; A. Pernice² proposait 647, et il est suivi par A. Burmov³ ; H. Grégoire, enfin⁴, a proposé 691. Pour diverses raisons, que je n'expose pas ici, aucune de ces trois dates ne me paraît à retenir. J'ai tenté de montrer ailleurs⁵ que l'affaire Perboudos a éclaté en 674 ou 675, que la coalition des tribus sklavènes est du milieu de 675, que le grand assaut contre Thessalonique se place les 25, 26 et 27 juillet 677 (ind. 5), et que c'est probablement en 678 que Constantin IV Pogonat, délivré de la menace arabe, organisa contre les Slaves balkaniques une expédition punitive qu'il n'eut pas même besoin de commander lui-même, et qui fut facilement victorieuse, probablement en avant de la « clôture » du Strymon, sans avoir besoin, à ce qu'il semble, de pousser jusqu'à Thessalonique.

Par le très bref résumé que j'en ai donné, on devine combien le récit des *Miracula* — récit d'un contemporain, je le rappelle — est riche en renseignements de toute sorte. Aucun texte ne fait mieux comprendre ce qu'était la situation, vers le milieu ou le troisième quart du VII^e siècle, dans les Balkans slavisés. Car si de tels périls menaçaient la puissante cité maritime de Thessalonique, seconde ville de l'Empire — πρώτη μετά την πρώτην, καρδία τοῦ

1. *Op. cit.*

2. *Op. cit.*

3. *Op. cit.*

4. Dans une étude sur laquelle je reviendrai, publiée dans *Byzantion*, 17, 1944-1945, p. 119-124.

5. *Byzant. Zeits.*, 46, 1953, p. 349 sq.

πολιτικῶν κρᾶτους, dira Michel Choniate — on imagine ce que ce pouvait être ailleurs. Mais, sans insister sur maints détails qui demanderaient un commentaire, je veux au moins signaler l'intérêt du tableau que suggère le récit des *Miracula*, pour la cohabitation slavo-grecque dans les Balkans, au moment où éclate l'incident Perboundos. Les choses ont bien changé, en effet, depuis l'époque d'Eusèbe et de Jean. L'occupation sklavène s'est considérablement étendue, et apparemment recouvre tout le pays : une couronne de tribus serre de près Thessalonique, et en passant nous apprenons que d'autres tribus étaient installées en Thrace, aussi bien qu'en Thessalie. Cette occupation est depuis longtemps pacifique, probablement depuis l'expédition de Constant II en 658. Un *modus vivendi* s'est établi entre les Grecs, et ces tribus fixées, stabilisées, organisées, païennes encore assurément, mais en voie d'hellénisation¹. Avec les Thessaloniciens, elles envoient une ambassade commune au basileus, ce qui suppose pour elles un statut officiellement reconnu dans l'Empire, et des droits. Pour qu'elles s'agitent, il faut qu'un de leurs « rois » soit arrêté, et pour qu'elles se soulèvent, qu'il soit mis à mort. On est passé du stade de la conquête à celui de l'occupation, puis du peuplement, et presque de la colonisation — colonisation où les colons sont encore bien près de la barbarie.

Il est impossible ici de ne pas évoquer d'un mot un problème qui ne cesse d'opposer les savants grecs et les historiens slaves : jusqu'où, géographique-ment, s'est étendue la slavisation de la péninsule hellénique ? Combien de temps a-t-elle duré ? Quels en furent exactement les effets ? Discussions sans fin, et ordinairement sans résultat, à propos de quelques mots d'Isidore de Séville, *Sclavi Graeciam Romanis tulerunt* ; de Willibald, qui place Monemvasie in *Sclavinica terra* ; de l'abréviateur de Strabon, disant que « les Skythes Sklaves occupent tout l'Épire et à peu près toute l'Hellade, le Péloponèse et la Macédoine » ; du patriarche Nicolas III, prétendant que pendant 218 ans, à dater de 589, aucun fonctionnaire byzantin ne put se montrer dans le Péloponèse² ; à propos de la phrase fameuse de Constantin

1. Perboundos vit à Thessalonique, vêtu à la grecque, parlant grec. Pourtant le narrateur note ce fait, qui n'est donc pas encore si fréquent.

2. La bibliographie est considérable, mais d'un intérêt limité, dans la mesure où un sentiment national l'alimente. Pour prendre une idée du point de vue grec le plus objectif, on pourra consulter K. AMANTOS, 'Ιστορία τοῦ βυζαντινοῦ κράτους² ; D. A. ZAKYTHENOS, Οἱ Σλάβοι ἐν Ἑλλάδι. Athènes, 1945 ; St. KYRIAKIDIS, Βυζαντινὰ Μελέται, VI : Οἱ Σλάβοι ἐν Πελοποννήσῳ. Thessalonique, 1947. Pour le point de vue « slave », on consultera facilement l'édition française de M. V. LEVTCHEV, *Byzance des origines à 1453*. Paris, 1949 ; en outre, du même auteur, *Byzance et les Slaves aux VI^e-VII^e siècles* (en russe), dans *Vestnik Drevnej Istori*, 1938, n° 4, p. 23-48 ; B. T. GORJANOV, Les installations slaves au VI^e siècle et leur régime social (en russe), *Ibid.*, 1939, n° 1, p. 308-318 ; V. I. PRČETA, Les relations byzantino-slaves aux VI^e-VII^e siècles et le point de vue des historiens soviétiques, 1917-1947 (en russe), *Ibid.*, 1947, n° 3, p. 95-99, etc.

3. Le Péloponèse, comme la région la plus éloignée du point de départ des Slaves, a un intérêt particulier. On consultera l'exposé objectif de A. BOY, *Le Péloponèse byzantin jusqu'en 1204*. Paris, 1951, p. 27-64 (avec la bibliographie antérieure). — Pour quelques travaux plus

Porphyrogénète sur le Péloponèse encore, ἐσθλαβόθη πᾶσα ἡ χώρα καὶ γέγονε βάρβαρος, dont on n'a point fini de peser et de solliciter chaque mot¹; à propos de la découverte à Corinthe de quelques boucles où l'on voit des objets avars, ou bulgares, mais peut-être aussi byzantins²; à propos de la Chronique de Monemvasie³; à propos de toponymes qu'on se dispute de part et d'autre des Balkans⁴. La « question Fallmerayer », dès le début mal posée, et envenimée par les susceptibilités nationales et les événements, a bien peu d'intérêt pour l'historien. Il est vain de nier l'importance numérique et l'étendue géographique de l'occupation slave à partir du VII^e siècle. C'est déjà un autre problème, dont la réponse varie avec chaque région, que de savoir combien de temps elle a duré : si à la pointe du Péloponèse n'ont guère subsisté, en fin de compte, que deux « témoins », les groupes peu nombreux des Ézértes et des Mélingues, à l'autre extrémité, à l'intérieur des Balkans proprement dits, cette occupation n'a jamais cessé, avec des fluctuations qui l'ont tour à tour éloignée et rapprochée des côtes. Mais les Grecs ont en maints endroits repeuplé, on dirait réoccupé le pays ; les empereurs eux-mêmes ont pris des mesures en ce sens (sous nos yeux encore, de profondes transformations ethniques se sont produites il y a peu d'années en Macédoine). La conversion des païens au christianisme a, d'autre part, bouleversé les conditions de la cohabitation. Et, enfin, rien ne peut faire oublier quel fossé séparait les indigènes des nouveaux venus, et qu'à travers bien des difficultés et des dangers, le rôle de Byzance fut là plus qu'ailleurs, et avec plus de succès qu'ailleurs, un rôle civilisateur.

Elle y eut du mérite. Sous Constantin IV Pogonat encore, peu après l'épi-

récents, cf. P. LEMERLE, une province byzantine, le Péloponèse, dans *Byzantion*, 21, 1951, p. 341-354 ; P. CHARANIS, On the Slavic settlement in the Peloponnesus, dans *Byzant. Zeitschr.*, 46, 1953, p. 91-103 ; A. MARICQ, Note sur les Slaves dans le Péloponèse, dans *Byzantion*, 22, 1952, p. 337-356.

1. C'est cependant le modèle de la discussion vaine, car même en admettant, contre l'évidence, qu'il faille comprendre « a été réduite en esclavage », au lieu de « a été slavisée », quels seraient, sinon les Slaves, les maîtres de ces esclaves ? Cf. d'ailleurs la juste remarque de A. MARICQ, dans l'article cité à la note précédente, p. 338-339.

2. En dernier lieu : K. M. SETTON, The Bulgars in the Balkans and the occupation of Corinth in the VIIth century, dans *Speculum*, 25, 1950, p. 502-543 ; P. CHARANIS, On the capture of Corinth by the Onogurs and its recapture by the Byzantines, *Ibid.*, 27, 1952, p. 343-350 ; K. M. SETTON, The emperor Constans II and the capture of Corinth by the Onogurs Bulgars, *Ibid.*, p. 351-362. Cf. A. BON, *op. cit.*, p. 50.

3. En dernier lieu : P. CHARANIS, The Chronicle of Monemvasia and the question of the Slavonic settlements in Greece, dans *Dumbarton Oaks Papers*, 5, 1950, p. 139-166 ; contra. Ep. CHRYSANTHOPOULOS, Περὶ τοῦ Χρονικοῦ τῆς Μονεμβασίας, dans *Επετ. Ἐταιρ. Βυζαντ. Σπ.*, 21, 1951, p. 238-253 ; et là-dessus, P. CHARANIS, dans *Byzant. Zeitschr.*, 46, 1953, p. 91 sq.

4. L'ouvrage fondamental, essentiel pour toute la question slave en Grèce, reste le vaste répertoire toponymique de M. VASMER, Die Slaven in Griechenland, dans *Abhandl. Preuss. Akad. Wiss.*, 1941, *Philos.-histor. Kl.*, n° 12. Les conclusions qu'on en doit tirer ne sont pas entamées par les observations des deux savants qui ont présenté le point de vue grec et revendiqué pour la Grèce un petit nombre de toponymes jugés slaves par Vasmer : K. AMANTOS, dans *Byzant. Neugr. Jahrb.*, 17, 1944, p. 210-221, et D. GEORGAKAS, dans *Byzant. Zeitschr.*, 41, 1941, p. 351-381.

code que nous font connaître les *Miracula*, un événement de plus grande conséquence pour les Balkans allait se produire. Nous avons vu que, sous Héraclius, une peuplade bulgare s'était révoltée contre la domination avarie et rendue indépendante, tout en nouant relations avec le basileus. Un long temps ne s'était pas écoulé que la formidable pression de nouveaux arrivants, les Khazars, bouscule les Bulgares installés au Nord du delta du Danube et de la mer Noire. Une partie d'entre eux, sous la conduite d'Asparuch ou Isperich, se présente à l'embouchure du Danube. Les récits de Théophane¹ et de Nicéphore² nous indiquent que le basileus tenta vainement de s'y opposer : les Bulgares franchirent le Danube, descendirent jusqu'à Varna. Ils trouvaient, indication intéressante, un territoire occupé par des tribus sklavènes : d'une part les Sévériens, d'autre part les Sept Tribus. Ils les soumettent, les déplacent, les installent de façon à s'en faire une couverture, les Sévériens du côté de la clisure de Vérégava, les Sept Tribus du côté des Avars. Après quoi ils s'attaquent aux villes et villages placés sous l'autorité de Byzance, ὑπὸ τὴν βουλγαρικὴν πολιτείαν (cette opposition avec les territoires slaves est à noter), et ils font tant de progrès que Constantin IV est amené à traiter avec eux en 681 et à consentir à leur payer un tribut annuel³. L'événement devait être, pour l'avenir, chargé de lourdes conséquences. On a fait remarquer que c'était la première fois qu'un État indépendant et souverain était reconnu par Byzance sur le territoire même de l'Empire. Cet État, qui apparaît ainsi au Nord-Est des Balkans, et qui va bientôt chercher à s'étendre vers le Sud et vers l'Ouest, est à l'origine un État bulgare-slave. On pouvait penser que l'élément bulgare, conquérant et guerrier, y dominerait. En fait, les Bulgares devaient se slaviser complètement et, par un phénomène curieux, se laisser absorber par la masse slave. Mais le problème bulgare est posé pour Byzance.

Du règne de Justinien II enfin, qui s'achève dans une longue période d'anarchie où va sombrer la dynastie des Héraclides, la première partie seule (685-695) nous retiendra. Elle nous ramène une dernière fois au problème slave et à Thessalonique. On devine, malgré l'absence de textes précis, que l'installation dans les Balkans d'un État bulgare, qui entra aussitôt, on l'a vu, en contact étroit avec les tribus slaves, provoqua indirectement chez celles-ci une agitation, et peut-être des ambitions dangereuses. C'est à quoi dut répondre l'expédition que Justinien II dirigea personnellement en 688-689. Nicéphore⁴ nous dit que l'empereur, à la tête d'un corps de cavalerie — la mobilité était, en effet, un facteur essentiel de succès — traversa la Thrace et mena contre les Sklavènes une campagne rapide qui le conduisit jusqu'à Thessalonique. Théophane⁵ est plus détaillé. Il nous apprend qu'en 688

1. Éd. de Boor, I, p. 359.

2. Éd. de Boor, p. 34 sq.

3. Sur tout ceci, cf. I. ДУКЪВ, Protobulgares et Slaves. Sur le problème de la formation de l'État bulgare, dans *Ann. de l'Institut Kondakov*, 10 (*Mél. A. Vasiliev*), 1938, p. 145-154.

4. Éd. de Boor, p. 36.

5. Éd. de Boor, I, p. 364.

Justinien II rompit les accords conclus par Constantin IV avec les Bulgares — c'est-à-dire, je pense, refusa de verser les subsides convenus — et donna l'ordre de faire passer en Thrace des troupes pour attaquer « les Bulgaries et les Sklavines ». L'année suivante, lui-même attaqua « les Sklavines et les Bulgaries », Σκλαυνίας καὶ Βουλγαρίας (le second mot a été forgé sur le modèle du premier, plus ancien), repoussa les Bulgares qui se portaient à sa rencontre, et alla jusqu'à Thessalonique en soumettant au passage les Slaves. Mais, au retour, les Bulgares l'attaquèrent « dans le défilé de la clisure » — probablement la clisure du Strymon, mais je n'en suis pas certain — et l'empereur ne put leur échapper qu'au prix de lourdes pertes en tués et blessés¹. Manifestement, les Bulgares se montrèrent redoutables. Les Sklavènes, au contraire, furent aisément dominés, et nous en avons la preuve dans une intéressante inscription retrouvée à Thessalonique² : l'empereur, présent à Thessalonique, pour remercier le saint patron de la ville des victoires que grâce à sa protection il vient de remporter, fait don à la basilique Saint-Démétrius des revenus d'une saline³. Nous trouvons encore, chez Nicéphore et Théophane, une autre indication importante : des tribus sklavènes (Nicéphore) ou sklaves (Théophane) qu'il avait réduites, Justinien II, de gré ou de force⁴, transporta une grande partie dans l'Opsikion en Asie

1. Je crois que Justinien II créa une clisure du Strymon (qu'il ne faut pas confondre avec le futur thème du même nom) dans la région de Roupel, commandement militaire d'étendue réduite, où il installa des contingents slaves commandés par des officiers byzantins, et je crois trouver l'écho de cette création dans la courte notice que Constantin Porphyrogénète (*De themat.*, éd. Pertusi, p. 88-89) consacre au thème du Strymon : cf. *Philippe*, p. 124-125. — Je signale en passant que G. OSTROGORSKY, *Geschichte*², p. 115, n. 2, ne croit pas, malgré Théophane (éd. de Boor, p. 376), que Justinien II ait ensuite rouvert les hostilités contre les Bulgares.

2. Cf. A. VASILIEV, An edict of the Emperor Justinien II, September 688, dans *Speculum*, 18, 1943, p. 1-13 (avec la bibliographie antérieure) ; H. GRÉGOIRE, Un édit de l'empereur Justinien II daté de septembre 688, dans *Byzantion*, 17, 1944-1945, p. 119-124 ; L. ROBERT, dans *R. E. G.*, 1948, p. 166-167 ; et en dernier lieu St. KYRIAKIDÈS, Τραῖς διαλέξεις (Μακεδονική Λαϊκή Βιβλιοθήκη, 13), Thessalonique, 1953, p. 9 sq. Sur la date de cette inscription, cf. la note judicieuse de G. OSTROGORSKY, *Geschichte*², p. 106, n. 3 : l'édit n'est pas daté de septembre 688, mais de l'indiction 2, septembre 688-août 689 ; ce sont les revenus de la saline qui, avec effet rétroactif de quelques mois sans doute, sont attribués à l'église Saint-Démétrius depuis septembre 688.

3. Je ne suis, par contre, pas du tout certain qu'une fresque qui a été retrouvée, sous l'enlèvement turc, à l'intérieur de la basilique Saint-Démétrius, représente l'entrée triomphale de Justinien II dans Thessalonique, après ses victoires sur les Sklavènes. Sur cette fresque, cf. A. VASILIEV, L'entrée triomphale de l'empereur Justinien II à Thessalonique en 688, dans *Orientalia Christiana Periodica*, 13, 1947, p. 355-368 ; G. et M. SOTIRIOU, Ἡ βασιλικὴ τοῦ ἁγίου Δημητρίου Θεσσαλονίκης, Athènes, 1952, p. 207 sq. ; et, en dernier lieu, St. KYRIAKIDÈS, dans l'étude citée à la note précédente. A. Vasiliev, qui a proposé de reconnaître dans le personnage de la fresque Justinien II, n'a connu ou pris en considération qu'une partie de cette fresque ; G. Sotiriou hésite et me paraît enclin, probablement avec raison, à attribuer la fresque à une époque plus récente ; St. Kyriakidès est revenu à l'hypothèse de Vasiliev, mais avec des arguments qui, à mon avis, ne sont pas valables. Je reviendrai ailleurs sur ce problème.

4. Théophane : τὰ μὲν πολέμῳ τὰ δὲ προσφύοντα παραλαβών ; Nicéphore : τὰ μὲν πολέμῳ τὰ δὲ ἐμπολεσίᾳ παραλαβών.

Mineure, en leur faisant passer les détroits à Abydos. De ce procédé, nous avons déjà vu des exemples. L'un des objectifs de l'empereur — outre diminuer la menace sklavène ou sklavo-bulgare dans les Balkans — était de se procurer des troupes pour l'Asie. En effet, nous savons¹ qu'en 692, dans une bataille que Justinien II livra aux Arabes à Sébastopolis, figurent à côté des Grecs 30.000 Slaves, qui forment une armée à part, commandée par son propre général, Néoulos. Sur ces 30.000 Slaves, 20.000 passèrent à l'ennemi pendant le combat, qui se termina en désastre pour les Byzantins : au témoignage de Théophane, l'empereur tira de ce fait une vengeance exemplaire en faisant massacrer les 10.000 autres, avec femmes et enfants. Il est possible que les chiffres de Théophane soient exagérés². Mais il est probable aussi que l'empereur prit des mesures pour mieux surveiller les autres Slaves qu'il avait dû faire passer en Asie. Je crois que c'est l'écho de ces mesures de précaution qu'il faut trouver dans une bulle de plomb³, qui porte la date de la huitième indiction, et qu'on attribue avec la plus grande vraisemblance à l'année 694-695. Ce sceau appartient à un fonctionnaire anonyme, dont le titre est ἀπὸ ὑπάτων τῶν ἀνδραπόδων τῶν σκλαβῶν τῆς Βιθυνῶν ἐπαρχίας. Ces Sklaves de l'éparchie de Bithynie sont ceux que Justinien II a transplantés en 689, moins naturellement ceux qui avaient pris part à la bataille de Sébastopolis. S'ils sont dits ἀνδραπόδα — à la fois prisonniers et esclaves — c'est que Justinien II, instruit par le désastre de 692, leur avait donné un statut sévère et les avait soumis à l'autorité d'un fonctionnaire byzantin spécial.

Devant l'invasion des Balkans par les Bulgaro-Slaves, qu'elle n'avait pu empêcher, Byzance ne resta donc pas inactive. Elle ne devait pas l'être non plus dans les siècles suivants, dont je n'ai pas à m'occuper : j'évoque simplement, dans les dernières années du VIII^e siècle, sous Irène l'Athénienne, les campagnes victorieuses de Stavrakios contre les Slaves ; puis la lutte acharnée contre les Bulgares qui s'achèvera, sous les empereurs de la dynastie macédonienne, par la reconquête de la frontière danubienne. Mais il convient en terminant d'attirer l'attention sur un autre aspect de la résistance de Byzance aux menaces qui pesaient du dehors sur ses frontières et ses territoires : l'organisation des *thèmes*, c'est-à-dire de circonscriptions dans lesquelles, pour faire face à une situation difficile ou dangereuse, tous les pouvoirs civils et militaires étaient concentrés dans les mêmes mains, celles du stratège⁴. Cette profonde réforme ne se fit pas d'un coup. Elle a suivi, dans

1. THÉOPHANE, éd. de BOOR, I, p. 365.

2. Cf. le passage de Michel le Syrien cité par A. MARICQ, dans *Byzantion*, 22, 1952, p. 349-350.

3. En dernier lieu, cf. G. OSTROGORSKY, *Geschichte*², p. 107 et n. 1, avec la bibliographie antérieure. Ajouter une courte étude, en russe, de A. Th. VIŠNJAKOVA, sur « une colonie slave au VII^e siècle en Bithynie », dans *Vestnik Drevnej Istorij*, 1940, n° 1, p. 138-141.

4. Je me permets, pour me dispenser de reproduire ici une longue bibliographie, de renvoyer aux indications et références que j'ai données dans *Philippe*, p. 118-130, principalement sur les thèmes balkaniques. Cf. aussi G. OSTROGORSKY, *Geschichte*², à l'index s. v. *Themen*. L'une des principales sources étant le traité *περὶ θεμάτων* de Constantin VII Porphyro-

les diverses parties de l'Empire, les progrès de la menace extérieure, ou, plus exactement, les progrès de la réaction byzantine à cette menace : on a pu dire que la constitution des thèmes balkaniques marque autant d'étapes dans la « regrécisation » de la péninsule. De fait, il est significatif que le premier thème constitué en Europe soit celui de la Thrace. Constantin Porphyrogénète, après avoir rappelé le temps où il n'existait pas, écrit : « Mais, après que le détestable peuple des Bulgares eut franchi le Danube, le basileus fut contraint d'ériger (ce territoire) en thème et d'y installer un stratège, à cause des incursions des Scythes et des Bulgares. Le passage du Danube par les barbares eut lieu vers la fin du règne de Constantin Pogonat¹. » Ce thème de Thrace, dont la première mention se trouve dans une lettre de Justinien II du 17 février 687, dut, en effet, être constitué dans les dernières années du règne de Constantin IV Pogonat, entre 680 et 685, et sa création répond au danger bulgare. Et c'est au danger slave que répond, peu de temps après, la création par Justinien II du thème d'Hellade², qui est antérieure à 695. Nous ne savons pas, il est vrai, quelles étaient les limites du thème de Thrace vers l'Ouest, celles du thème d'Hellade vers le Nord. On ne saurait donc préciser l'étendue que conservait l'ancienne préfecture d'Illyricum. Ce qui est certain, c'est qu'elle n'avait plus qu'une existence tout à fait théorique, et qu'à l'exception de Thessalonique, et peut-être d'une bande côtière, son ancien territoire échappait à toute administration régulière. Le retour progressif à un régime normal sera marqué par la constitution de thèmes nouveaux, qui recouvriront peu à peu l'ancien territoire de la préfecture : thème de Macédoine (entre 789 et 802 probablement), thème de Thessalonique (début du ix^e siècle), thème du Strymon (ix^e siècle), thème de Boléron. Une nouvelle période commence dans l'histoire des Balkans.

Paul LEMERLE,

Directeur d'études à l'École pratique des Hautes-Études.

génète, il faut signaler l'édition nouvelle que vient d'en donner A. PERTUSI, *Costantino Porfirogenito de thematibus*. Città del Vaticano (Studi e testi, n° 160), 1952.

1. Éd. Pertusi, p. 85 ; cf. commentaire, p. 156-160.

2. Cf., en dernier lieu, G. OSTROGORSKY, La création des thèmes d'Hellade et de Péloponèse (en serbe, avec résumé allemand), dans *Srpska Akademija Nauka, Zbornik Radova XXI, Vizantoloki Institut*, I. Belgrade, 1952, p. 64-77. G. Ostrogorsky estime que le thème de Thrace fut créé vers 680, le thème d'Hellade une dizaine d'années plus tard, et qu'à cela se berna pour un siècle l'organisation des thèmes dans les Balkans. Il combat l'idée que le thème d'Hellade comprenait aussi à l'origine le territoire des futurs thèmes du Péloponèse, de Nicopolis et de Céphallénie, qui seraient devenus plus tard indépendants : le thème d'Hellade était limité à la Grèce centrale, les autres furent des créations nouvelles. C'est à la fin du viii^e siècle que furent créés le thème de Macédoine et le thème du Péloponèse. Le passage du *De Adm. Imp.*, chap. 50, sur lequel on se fonde pour dire que le thème du Péloponèse fut créé après la défaite des Slaves à Patras en 805, prouve, au contraire, que ce thème existait auparavant.

POUR UNE HISTOIRE SOCIALE DE L'AMÉRIQUE ESPAGNOLE COLONIALE

On peut affirmer, sans exagération, que la publication tant attendue du premier des trois volumes de la collection de documents pour l'histoire de la formation sociale de l'Hispano-Amérique¹, mise en œuvre par Richard KONETZKE, est un des événements bibliographiques les plus importants de ces dernières années, dans le vaste domaine de l'Amérique hispanique. Pour trouver quelques termes de comparaison valables, on évoque des œuvres comme le *Conseil des Indes* d'Ernest Schäfer, ou la *Formation des grands domaines au Mexique* de François Chevalier². L'événement est d'autant plus décisif que les deux autres volumes, qui sont prêts, ne sauraient tarder à paraître. On peut espérer donc disposer sous peu, pour l'étude de la société hispano-américaine coloniale, d'un instrument de travail, tel qu'il n'en existe apparemment aucun, pour aucune autre société des temps modernes.

Nul, il est vrai, n'était mieux placé que Richard Konetzke pour réaliser cette œuvre. Il ne saurait être question, bien sûr, de suivre, depuis 1929, tout le travail américaniste du grand érudit³, mais dans le seul domaine de l'histoire sociale hispano-américaine toute une série d'articles et travaux de prix⁴ permettaient d'espérer beaucoup de l'ouvrage qui vient de paraître.

1. Richard KONETZKE, *Colección de Documentos para la historia de la formación social de Hispanoamérica, 1493-1810*. Vol. I (1493-1592). Madrid, C. S. I. C., Instituto Jaime Balmes, 1953, in-8°, xxx-671 p.

2. Ernest SCHÄFER, *El Consejo Real y supremo de las Indias. Su historia organización y labor administrativa hasta la terminación de la Casa de Austria*. Sevilla, 1935-1947, 2 vol. gr. in-8°, xviii-436 p et xv-680 p. C.-r. critique in *R. H.*, n° 417, janvier-mars 1951, p. 132-137. — François CHEVALIER, *La formation des grands domaines au Mexique*. Travaux et Mémoires de l'Institut d'ethnologie, t. LVI. Paris, 1952, in-4°, xxvii-480 p., 6 fig., 15 pl., 3 cartes. C.-r. critique in *R. H.*, n° 428, octobre-décembre 1953, p. 376-380.

3. Commencée en 1929 par la publication d'un ouvrage sur la politique du comte de Aranda, *Die Politik des Grafen Aranda. Ein Beitrag zur Geschichte des Spanisch-englischen Weltgegensatzes im XVIII^e Jahrhundert* (Cuad. 182 de Historische Studien). Berlin, 1929, in-8°, 217 p., la carrière d'historien hispanisant de R. Konetzke a été jalonnée, pour se borner à l'essentiel, par sa *Geschichte des spanischen und portugiesischen Volkes*. Leipzig, 1939, in-4°, 428 p. T. VIII de la *Grosse Weltgeschichte*, publiée par le *Bibliographisches Institut* de Leipzig; *Das Spanisch Weltreich Grundlagen und Entstehung*. Munich, 1943, in-12, 256 p. (il en existe une traduction espagnole, de Felipe Gonzales Vial, Madrid, 1946, in-8°, 298 p.). Plus une quantité innombrable d'articles, études et comptes-rendus.

4. Pour se borner à l'essentiel et sans prétendre aucunement être exhaustif, El Mestizaje y su importancia, *Revista de Indias*, 1946, n° 23, p. 7-44; n° 24, p. 215-230; Hernán Cortés como poblador de la Nueva España, *Ibid.*, 1948, n° 31-32, p. 341-381 (cf. *R. H.*, n° 415, p. 96); La condición legal de los criollos y las causas de la Independencia, *Estudios Americanos*. Sevilla, 1950, n° 5, p. 31-54; Estado y Sociedad en las Indias, *Ibid.*, 1951, n° 8, p. 33-58;

L'attente n'a pas été déçue. Il ne reste plus qu'à souhaiter maintenant que, mettant bout à bout ses multiples études, faisant la synthèse, de son travail et du travail réalisé récemment, à une cadence de plus en plus rapide, par l'équipe nombreuse des historiens de la Société hispano-américaine coloniale¹, Richard Konetzke nous donne cette grande histoire de la Société hispano-américaine, qu'il est, à l'heure actuelle, mieux que quiconque à même d'écrire.

Mais on ne saurait trop louer pour l'heure Richard Konetzke d'avoir choisi le genre, collection de documents, auquel il s'est arrêté, un genre bien trop injustement sacrifié dans le domaine de l'historiographie hispano-américaine, au cours de ces dernières années². D'autant plus qu'entre la collection de documents telle que la concevaient, aux temps héroïques, les Pacheco, Cardenas et Torres de Mendoza, compilation désordonnée de documents, pris un peu au hasard, mal copiés par des copistes mercenaires et incompetents, et la collection de documents telle que la conçoit Richard Konetzke, il y a un monde. Ici, ce sont des documents, tous de premier choix et d'une étonnante densité, groupés chronologiquement et autour d'un thème. L'enchaînement des affaires est reconstitué. La transcription est parfaite, l'orthographe homogénéisée et modernisée. Trois indices : chronologique, par personnes et par matières, font de la consultation une opération aussi rapide qu'agréable. Pour trouver quelque chose d'à peu près comparable, on évoque, encore que d'assez loin, les *Sources de l'histoire du travail en Nouvelle Espagne*³, ou plutôt cet admirable catalogue des Fonds améri-

La formación de la nobleza en Indias, *Ibid.*, n° 10, p. 329-357 ; un bel article de synthèse, enfin, Die Entstehung des Adels in Hispanoamerika während der Kolonialzeit, *Vierteljahrsschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte*, 39^e vol., cahier 3, p. 215-250 ; et, en 1952, un livre sur l'émigration espagnole au Rio de la Plata, *La emigración española al Rio de la Plata durante el siglo XVI*. Instituto Gonzalo Fernandez de Oviedo. Consejo Superior de Investigaciones científicas. Madrid, 1952.

1. Parmi les grands noms, il importe de rappeler Lewis Hanke, Silvio Zavala, François Chevalier..., dont on s'est efforcé de suivre le travail ici même et aux *Annales*.

2. Rien, en effet, depuis longtemps de comparable aux grandes et célèbres collections du XIX^e siècle, auxquelles, malgré leurs défauts évidents, des générations d'historiens ne cessent de se référer : les 112 volumes de la *Colección de documentos inéditos para la historia de España*, rendus accessibles, grâce au *Catálogo* de Julian Paz, 2 vol. in-8°, 1930-1931, xvii-728 et 870 p. ; les 42 volumes de la *Colección de documentos inéditos relativos al descubrimiento, conquista y organización de las antiguas posesiones de América y Oceanía*, de Pacheco, Cardenas y Torres de Mendoza. Madrid, 1864-1884, publication poursuivie rapidement d'abord, puis à un rythme de plus en plus lent, sous le titre de *Colección de documentos inéditos relativos al descubrimiento, conquista y organización de las antiguas posesiones españolas de Ultramar*, par la Real Academia de la Historia. Madrid, 1885-1932. Ces 67 volumes forment un tout, rendu accessible aux chercheurs grâce à l'*Índice de la colección de documentos de Indias* d'Ernesto Scharf. Madrid, 1946-1947, 2 vol. in-4° ; t. I, xii-572 p. (par noms propres) ; t. II, ix-525 p. (chronologique), édition posthume assurée par R. Konetzke lui-même, sous le patronage du Consejo Superior de Investigaciones científicas.

3. Silvio Zavala et Maria Castelo, *Fuentes para la historia del Trabajo en Nueva España, 1875-1895*. Mexico, 1939-1946, 8 vol. in-8°. Très beau travail, mais les documents choisis, et

canistes des Archives notariales de Séville¹, dont la publication est interrompue, Dieu sait pourquoi, depuis 1930. Et le travail que Richard Konetzke a entrepris pour l'histoire sociale n'est pas sans rappeler, dans une certaine mesure, ce que Fernand Braudel et Ruggiero Romano, dans l'introduction d'un livre récent, préconisaient en matière de publication de documents pour l'histoire économique². On voudrait que Richard Konetzke fit beaucoup d'émules dans le chemin qu'il vient de tracer, ou de rouvrir, à l'histoire hispano-américaine. Et l'on s'en prend à regretter, parfois, le papier gâché par tant et tant de dissertations qui nous viennent d'Espagne et des Amériques, et qui pourrait être si efficacement employé à des œuvres comme celles-ci³.

La plus grande partie des documents publiés par Konetzke dans son gros livre est constituée par des inédits de l'*Archivo General de Indias*, des inédits aussi du *Cedulario de Ayala*, qui se trouve écartelé entre l'*Archivo Historico Nacional* et la bibliothèque du *Palacio Real* de Madrid⁴; mais l'auteur, qui ne sacrifie pas à la superstition de l'inédit, n'a pas hésité, quand besoin était, pour ne pas rompre l'enchaînement des faits et le cheminement de la pensée, à publier à nouveau des textes déjà édités en les faisant suivre de toutes les indications désirables. On peut d'autant plus s'en féliciter que l'édition, dans ce cas, n'est jamais une réédition simple, mais toujours une réédition améliorée, qui sacrifie aux exigences d'une érudition de grande classe.

Dernière remarque, enfin, touchant le choix des documents (puisque c'est là qu'il faut chercher le secret de la haute valeur de ce travail) : ces documents émanent tous du pouvoir central. Richard Konetzke s'en excuse, mais son choix ne pouvait être autre, dicté qu'il était, comme on le verra, par sa préoccupation d'éclairer les rapports au sein du couple État-Société. Ce choix explique leur portée générale. Tous émanent du Roi, ou de son

qui proviennent essentiellement de l'*Archivo General de la Nación* de Mexico, quoique pleins d'intérêt, tout proches qu'ils sont de la matière peignante et suante, n'ont pas la portée générale de ceux retenus par R. Konetzke, dans son travail.

1. *Catalogos de los Fondos Americanos del Archivo de Protocolos de Sevilla*, 5 vol. in-4° de 5 à 600 p. sur les 14 vol. de la *Colección de documentos para la historia de Hispano-América*, publiée par l'*Instituto hispano-cubano de Historia de América (Sevilla)*. Madrid, 1927-1930.

2. *Navires et marchandises à l'entrée du port de Livourne (1547-1611)*. Paris, 1951, in-8°, 125 p. (hors texte), p. 9 et 10. Centre de Recherches historiques de la VI^e section de l'École pratique des Hautes-Études.

3. Et qu'on aille pas dire que l'un n'empêche pas l'autre : le livre que nous recevons aujourd'hui est terminé depuis décembre 1950 (deux ans et demi). Le *Consejo de Investigaciones científicas* est parfois plus rapide pour la publication de travaux qui ne valent pas celui-là, ni de près, ni de loin, ni de très loin... Inévitables options.

4. *Cedulario Indico de Ayala*. Gros volumes manuscrits, les tomes 1 à 42 sont à l'*Archivo Historico Nacional* de Madrid, et les tomes 43 à 116 à la *Biblioteca de Palacio*. R. Konetzke a eu recours également à la *Colección de Cédulas Reales referentes a Indias desde 1493 a 1833...* qui forment les tomes 97 à 125 dans la collection manuscrite Mata Linares de la *Real Academia de la Historia*.

Conseil des Indes¹. Du Roi prenant une décision en son Conseil des Indes, décision qu'on nomme suivant sa plus ou moins grande portée, sa plus ou moins grande solennité : *Real Provisión* (scellée avec le grand Sceau de chancellerie et précédée de la titulature royale), *Pragmatica Sanción*, dont la valeur est équivalente à la loi approuvée par les *Cortes* ; la forme la plus courante, la *Real Cedula* (portant en tête la mention « El Rey », en queue la formule « Yo El Rey », avec à la première ligne le nom et les titres du destinataire) et qui tranche de simples affaires de gouvernement. Quand la provision ou la cédula établit la réglementation complète d'une institution, elle s'appelle *Ordenanzas*. A l'étage en dessous des cédulas et des provisions : les *Cartas Misivas*, et *Cartas* simples. A côté de cette gamme, des provisions royales, cédulas, ordonnances, lettres missives et simples lettres, des documents qui émanent du Conseil des Indes et sont destinés à éclairer le Roi : les *consultas*, ces longues, substantielles et riches études du Conseil des Indes sur la vue desquelles les grandes décisions sont prises. Cédulas, provisions royales, lettres, ordonnances et consultes, tels sont à peu près dans l'ordre de fréquence, les documents publiés par R. Konetzke dans son livre. Leur portée intrinsèque, la qualité exceptionnelle du choix, les rapprochements opérés et l'enchaînement reconstitué par l'auteur, contribuent à conférer à cette œuvre sa portée universelle.

* * *

Quelles leçons en dégager ? Rapidement, bien sûr, car il ne saurait être question, même en s'appuyant sur les 22 pages de sa magistrale introduction et sur les nombreux articles de Richard Konetzke, de se substituer à lui, dans cette histoire de la Société hispano-américaine coloniale, qu'il publiera, quelque jour, mais l'œuvre est trop suggestive pour ne pas appeler quelques remarques.

On pourrait, si l'on avait temps et loisir pour le faire, entamer avec l'auteur un dialogue, sur le but même qu'il a donné à sa collection. Préoccupé par le rôle de l'État dans la colonisation espagnole, il a voulu fournir de ce rôle capital la preuve. Et les 627 pages de textes publiés peuvent, si l'on veut, être portées à l'actif du rôle déterminant de l'État espagnol dans la mise en place des structures sociales de ce qui sera l'Hispano-Amérique coloniale, si déterminante (et c'est par là beaucoup qu'elle nous intéresse) de l'Hispano-Amérique actuelle. Les premières pages de son introduction, sur les rapports au sein du couple : État-Société, sont denses et d'une rare finesse². Konetzke a raison d'affirmer le rôle de l'État infiniment plus grand

1. Sur ce point, on peut avoir intérêt à se reporter à Mario GÓNGORA, *Es Estado en el derecho indiano. Epoca de fundación, 1492-1570*. Santiago de Chile, 1951, gr. in-8°, 328 p., p. 235-237.

2. Notons la brusque actualité de certains problèmes en Histoire (« l'histoire, fille de son temps », comme l'a dit si bien et si profondément Lucien Febvre) ; celui des rapports du couple : État-Société semble l'être dans le monde hispanique au sens large, sans doute sous

dans les Indes de Castille qu'en Amérique anglo-saxonne. Il a mille fois raison, aussi, quand il affirme, après nous l'avoir bien prouvé, que les Espagnols allant aux Indes (p. vii) ne se trouvaient pas dans la situation des colons anglais allant en Amérique du Nord, qui amenaient avec eux, tout au plus, les normes juridiques de leur pays, libres de les modeler au gré des circonstances et des besoins, tandis que les Espagnols apportaient bon gré mal gré avec eux une législation de la métropole, ou préfabriquée pour eux par la métropole... Tout ceci est incontestable. Oui, l'État pèse plus lourd dans l'Empire espagnol qu'il ne pèse ou pèsera plus tard dans l'Amérique anglo-saxonne. Mais pèse-t-il si lourd ?

J'ai peine à croire que Richard Konetzke en soit intimement persuadé..., car s'il en était ainsi il n'aurait pas choisi comme il l'a fait, et comme il l'a admirablement fait, les documents qu'il livre à notre méditation. Il y a plusieurs manières de lire un texte législatif quelconque ou une cédula... On peut l'isoler et prendre au pied de la lettre ce qu'elle commande, décrire la réalité, d'après la loi, d'après les ordres (c'est commode, mais il n'apparaît pas que cela soit toujours la bonne méthode)... ; on peut aussi prendre une mesure non plus isolément, mais suivre au cours des temps ses répétitions..., et lire attentivement, non plus seulement ce que l'on donne dans le dernier paragraphe du document, ce que l'on ordonne de l'Escorial à plusieurs milliers de lieues des Indes (et ces lieues de l'ancien régime économique à combien de nos kilomètres équivalent-elles — *Legua* : 5 km., 57.270, dit le dictionnaire de l'Académie espagnole..., mais à l'échelle humaine combien plus à droite ne faudrait-il pas placer la virgule?...), mais de lire aussi les considérants qui précèdent la mesure. On peut aussi écrire une histoire, avec les premiers paragraphes des cédulas, et non plus avec le dernier, on peut le faire à coup sûr à chaque fois que la cédula est mainte fois réitérée. Tenants

l'influence de la pensée allemande, d'un des maîtres de l'histoire idéologique de ces dernières années, Friedrich Meinecke, auquel Richard Konetzke dédiait précisément, tout récemment, un de ses derniers articles (Die Aussenpolitik Koenig Ferdinands des Katholischen von Spanien. *Historische Zeitschrift*, cahier 175/3, juin 1953, p. 463-482), et de ces grands vulgarisateurs de la pensée allemande dans le monde de langue espagnole que sont Ortega y Gasset, et plus encore peut-être son élève Julián Marias. Nous l'avons noté à propos d'un livre chilien, celui de Mario Góngora, cité ci-dessus. Cette préoccupation : « éclairer les rapports du couple : État-Société », c'est elle, aussi (solicitation ou non), qu'un Argentin, Tulio Halperin Donghi, a cru récemment trouver au cœur de l'avant-dernier livre de Richard KONETZKE (*La emigración española al Río de la Plata durante el siglo XVI. Consejo Superior de Investigaciones científicas. Instituto Gonzalo Fernandez de Oviedo*. Madrid, 1952, in-8°), dans son article « Le Río de la Plata au XVI^e siècle » (*Annales E. S. C.*, 1953, n° 3, p. 421-422). Et de lui faire grief, indirectement, de trancher subrepticement en faveur de l'État. Cet intéressant article trahit, peut-être, les préoccupations de Tulio Halperin Donghi plus que celles de Richard Konetzke. Mais il est un personnage qu'il ne faut pas oublier : le *Consejo Superior de Investigaciones científicas*, de Madrid. Il a quand même son mot à dire dans les publications qu'il patronne. Et lui, ou mieux les hommes qui le composent... sont sans conteste préoccupés par l'équilibre des forces au sein du couple État-Société. Et il n'est pas impossible que beaucoup d'entre eux ne penchent en faveur de l'État, ... au XVI^e siècle s'entend... « Histoire, Fille de son temps ».

de la Légende rose et tenants de la Légende noire trouveront donc abondante matière dans chacun des textes publiés par Richard Konetzke.

Petit exemple entre plusieurs... Entre les Indiens et les Noirs, un abîme juridique... Les Indiens sont, à l'égal ou presque, des Castellans, les libres sujets du Roi. Ils constituent un précieux dépôt pour lequel la couronne de Castille aura à rendre compte, le jour du Jugement. Quant aux Noirs, esclaves, ou affranchis, les textes n'ont pour eux que mépris,... ils sont les véhicules du péché et de la révolte. Contre eux, tabous et brimades se multiplient. Et, à trois reprises, il est interdit à des Noirs (26 octobre 1541, 19 novembre 1551, 14 juin 1589) d'utiliser une domesticité indienne, sans parler des textes beaucoup plus nombreux, qui rappellent aux « encomendados » espagnols qu'ils doivent veiller à empêcher les contremaitres noirs de brutaliser les Indiens qui sont sous leurs ordres. Le maître espagnol devra veiller, mais il habite à la ville à quelques dizaines de lieues. Sans parler de cette curieuse cédula du 27 février 1549 qui interdit aux mulâtres de posséder des Indiens en *encomienda* (p. 266), voilà des Indiens qui sont bien protégés... Et on cherche la réciproque. Qu'on se rassure, il n'existe pas aux Indes beaucoup d'Indiens qui se trouvent, non plus légalement, mais en fait, dans la possibilité de brimer les Noirs. Alors on en vient parfois à penser que l'État qui ordonne, là-bas, sur le plateau de Castille... et qui construit de beaux édifices juridiques... ne pèse pas bien lourd et que la société des Indes de Castille s'est quand même édifiée, de l'autre côté, sur place, avec des hommes qui pensaient juridiquement, quand ils avaient à plaider, et chrétiennement sur leur lit de mort. Dans les pêcheries de perles de la Marguerite, chacun sait que ce furent, au début, du moins bien souvent, des Noirs esclaves et juridiquement inférieurs qui encourageaient du fouet les libres sujets indiens de la Couronne qui allaient par quelques mètres de fond cueillir les hultres. Il y a d'autres textes d'ailleurs qui permettent de sortir du dilemme : premiers paragraphes — dernier paragraphe des cédulas¹. Richard Konetzke les connaît, et il n'est pas douteux qu'il en tienne compte dans la grande histoire de la Société hispano-américaine qu'il écrira quelque jour, dans cette société pour la formation de laquelle l'État espagnol a été un facteur important, mais non le plus important, entre beaucoup d'autres. Mais, après tout, ce n'est là qu'un petit aspect d'une question beaucoup plus vaste. Il suffit de lire et de relire les documents, tous si denses, que Richard Konetzke a su extraire, perles dans beaucoup de fatras, pour se faire de la société hispano-américaine sa propre représentation. Quel gain de temps et d'effort pour les futurs chercheurs qu'on espère nombreux, derrière R. Konetzke, dans le vaste champ de l'histoire sociale hispano-américaine.

Ce dialogue clos, bien des remarques resteraient à faire. En parcourant ce tableau des Indes vues de Castille, une première conclusion vient à l'esprit : il

1. Correspondance de la *Casa de la Contratación*, par exemple... *Pareceres* adressés au Roi ou à ses représentants.

y a bien eu, comme on l'a dit souvent (Silvio Zavala, Lewis Hanke, Manuel Gimenez Fernandez...), deux périodes dans le xvi^e siècle espagnol devant le problème indien (socialement, le problème central du xvi^e siècle hispano-américain). La *Lucha por la justicia* (pour reprendre les termes mêmes du titre du livre fameux de Lewis Hanke) n'a pas été tout à fait vaine. On en trouve du moins la trace¹ dans la législation. Et 1542, non pas 1542, *stricto sensu*, mais les décades 1530-1550 marquent un tournant, sinon dans les faits, du moins dans le droit à l'égard des Indiens. Grâce à Las Casas et à l'œuvre des théologiens juristes dominicains, et grâce aussi à la prise de conscience aiguë chez beaucoup, de la catastrophe démographique qui menace de ruiner l'entreprise américaine espagnole. En droit, il y a entre la conception qui a présidé à la rédaction des *Lois de Burgos* (p. 38-57 ; 27 décembre 1512 et 23 janvier 1513)² et celle des *Nouvelles Lois* (20 novembre 1542, p. 216 sq.), tout un monde. Et cela est à l'honneur de l'Espagne ; nul gouvernement n'a eu au xvi^e siècle, et pendant toute la période moderne, un souci de l'indigène comparable à celui de l'État espagnol.

En fait, les résultats sont plus minces. L'*encomienda*, par exemple, survit à sa condamnation..., jusqu'au début du xviii^e siècle³. Elle dure jusqu'au moment où elle devient inutile. Jusqu'au moment où le grand domaine, solidement mis en place, malgré la loi des Indes⁴, permet des formes d'exploitations plus sûres et plus efficaces. La délégation juridique de l'*encomienda*, devenue inutile, peut disparaître⁵, et pourtant il serait inexact de nier à cette loi des Indes toute efficacité. Elle a parfois gêné des exploitations, elle est allée, souvent même, contre l'intérêt économique de la monarchie. C'est en partie une législation inspirée par des scrupules de conscience qui a tué au début du xvii^e siècle les atroces mines de mercure de Huancavelica⁶. On ne sait trop facilement devant tout cet effort d'humanité de Madrid ce qu'il faut le plus admirer, ou bien son immense inefficacité, ou bien sa modeste efficacité⁷. A l'échelle d'un siècle qui n'a pas les excuses du nôtre, je

1. R. H., n° 419, p. 131-133.

2. Publiées correctement pour la première fois.

3. Silvio ZAVALA, *La encomienda indiana*. Madrid, gr. in-8°, 1935, 366 p.

4. Interdiction mille fois réitérée de toucher à l'*ejido*, aux terres des Indiens.

5. Ce qu'il appert des travaux de Silvio Zavala et François Chevalier.

6. Guillermo LOHMANN VILLENA, *Las minas de Huancavelica en los siglos XVI y XVII*. Sevilla, 1949, in-8°, xvi-476 p. En partie seulement, quoi qu'en dise Lohmann Villena. Car la rentabilité de la mine de mercure était faible et les Indiens plus utiles pour l'exploitation de l'argent. Une question de rentabilité finalement..., mais la loi des Indes aura quand même contribué à diminuer la rentabilité de cette exploitation, particulièrement malsaine pour les Indiens.

7. Si les Indiens ont survécu ici (Amérique hispanique) et disparu là (Amérique anglo-saxonne), on ne peut qu'accessoirement le porter à l'actif de la « *lucha por la justicia* ». Les raisons en sont à chercher dans un substratum démographique, anthropologique, économique, géographique ou, si l'on veut, « géo-politique ». Mais qu'il y ait eu « *lucha por la justicia* » dans l'Empire espagnol, presque exclusivement, voilà qui est quand même à porter à l'actif impérisable de l'Espagne.

pencherais pour le second terme. Et je crois que, sur ce point, ma pensée rejoint celle de Richard Konetzke.

Et c'est toute la société des Indes de Castille qui revit dans ces documents, depuis le puissant *encomendero* jusqu'à l'esclave noir et à l'humble « indiano », en passant par le cacique. On y retrouve la vénalité des offices qu'on connaît bien, le mépris pour le travail manuel vil et une stratification sociale qui se cherche, bien différente encore de celle du XVIII^e siècle. Le fils du *Conquistador* y a officiellement le pas sur le passager fraîchement débarqué, le métissage entre Espagnol et Indien cacique y est encouragé. Et pourtant des signes d'évolution apparaissent à la fin du siècle.

Mais laissons à Richard Konetzke le soin de nous montrer, dans les volumes suivants, comment on passe de la société qu'il a fait revivre pour nous à la société décrite par Humboldt, à la veille de l'Indépendance. C'est une tâche passionnante.

Pierre CHAUNU.

BULLETIN HISTORIQUE

L'ALLEMAGNE DEPUIS BISMARCK

Nous n'avons reçu qu'une petite partie des ouvrages récents sur l'Allemagne contemporaine, dont le nombre ne cesse d'augmenter dans le monde entier. Quelques-uns apportent des témoignages nouveaux. La plupart des livres sérieux cherchent à faire la synthèse des mémoires et des documents publiés depuis 1945 sur le national-socialisme, ses origines, ses méfaits et ses conséquences. Beaucoup de ces travaux se répètent. On est frappé, en les confrontant, d'abord par le nombre et la valeur des publications en anglais. Cela s'explique en partie parce que les alliés confisquèrent beaucoup de documents allemands. Sans diminuer le mérite des historiens anglais et américains, on peut aussi penser qu'ils ont à leur disposition des bibliothèques beaucoup plus riches et mieux organisées que celles des Français ou des Allemands. Il serait, par exemple, impossible de trouver à Paris, dispersés dans nos multiples bibliothèques et instituts, une grande partie des livres cités dans la bibliographie de la *Nemesis of Power* de M. Wheeler-Bennet. Elle n'est pourtant pas exhaustive et ne mentionne que des ouvrages communs. Cela suffirait à expliquer que la participation française soit peu importante. On sait, par ailleurs, combien il est difficile d'accéder aux archives françaises, quand on a la malencontreuse curiosité de s'intéresser à une période postérieure au XIX^e siècle. On peut, enfin, s'étonner de la timidité des éditeurs français. Ils refusent généralement de faire traduire les ouvrages historiques qui paraissent presque simultanément en allemand et en anglais. Le public, paraît-il, ne s'y intéresserait pas. Et, quand ils risquent une traduction, ils procèdent à des coupures si hardies que tout ce qui est propre à l'Allemagne et serait de nature à éclairer notre opinion publique disparaît de la version française.

D'autre part, lorsqu'un historien allemand et un étranger traitent de la même question, la même différence d'interprétation reparait constamment. L'étranger insiste toujours sur la permanence, la profondeur et l'étendue du nationalisme allemand. Il cherche à définir ce nationalisme et découvre, sous la similitude du terme, de notables différences entre le nationalisme allemand et celui des autres pays.

L'historien allemand, lui, ne cherche pas à nier le nationalisme. Sa préoccupation essentielle est de faire endosser par Hitler et par le national-socialisme la responsabilité des méfaits et des échecs du troisième Reich. Il évite

d'englober dans sa condamnation l'ensemble des gens et des organismes qui ont servi et soutenu le régime. Il prend grand soin, en particulier, d'innocenter l'armée ; car il ne faut pas que le nationalisme soit entraîné dans la faillite du national-socialisme. Cette attitude s'explique lorsqu'on considère les nombreux ouvrages, dont nous traiterons dans un prochain bulletin, qui tendent à renouveler la doctrine conservatrice en se fondant sur la pensée des théoriciens antérieurs à Bismarck et au marxisme.

I. — OUVRAGES D'ENSEMBLE SUR L'HISTOIRE D'ALLEMAGNE

Dans sa magistrale *Histoire sociale et économique de l'Allemagne*, M. F. LUTGE expose l'évolution des sociétés sans s'inquiéter des divisions traditionnelles entre le Moyen Age, les Temps modernes et l'époque contemporaine, et sans se soumettre aux grandes hypothèses sociologiques (*Vor-, Früh-, Spätkapitalismus*, etc.) qui ont imposé des cadres rigides à la plupart des prédécesseurs¹.

Sa synthèse est remarquable parce qu'il s'attache plus aux problèmes qu'au détail des événements. Il nous expose l'état actuel de la recherche, discute les thèses en présence, donne son avis. On apprend, par exemple, pourquoi Augsbourg l'emporta sur Nuremberg et les autres vieilles cités d'Allemagne du Sud au xvi^e siècle ou pourquoi la construction des bonnes chaussées empierrées progressa lentement au xix^e. Le récit n'est jamais ennuyeux, parce que l'auteur joint au goût des idées générales un sens du pittoresque, du détail typique, qui rend la tâche aisée au lecteur. On apprend ainsi qu'au xv^e siècle une livre de safran valait un cheval et une livre de sucre de canne trois cochons de lait ; que les corsaires barbaresques allaient, au début du xix^e siècle, jusqu'en Baltique s'emparer de bateaux allemands, dont ils emmenaient les équipages en esclavage. Un livre parfaitement documenté — où l'on est surpris, cependant, de relever, p. 226, cette étrange erreur : « Montesquieu aussi, ce contemporain de Bodin... »

L'*Histoire de l'Allemagne contemporaine* écrite par M. FLENLEY pour les étudiants et pour le grand public anglo-saxon rendra service aux Français qui ne lisent pas l'allemand. Le premier chapitre souligne l'importance de la Réforme. Les suivants traitent de la Prusse jusqu'à Frédéric II. L'auteur insiste sur la vie sociale, économique et culturelle. Les deux principaux chapitres qu'il leur consacre, sur Lessing, Herder, Goethe, Schiller et Kant et sur les tendances économiques, sociales et culturelles au milieu du xix^e siècle, ne sont, cependant, pas entièrement satisfaisants. La collection des *Forschungen zur Brandenburgischen und Preussischen Geschichte* n'a pas été suffisamment utilisée ; dans les indications bibliographiques qu'il donne, on aimerait trouver, à côté du *Frédéric II* de M. Gaxotte, ceux de Koser

1. Friedrich LÖTZE, *Deutsche Sozial- und Wirtschaftsgeschichte*. Berlin, Göttingue, Heidelberg, Springer, 1952, in-8°, xiv-433 p. (*Enzyklopädie der Rechts- und Staatswissenschaft*.)

et de Lavisse. Si Lassalle est traité d'ensemble, List et Marx ne le sont que par allusions dispersées. Les travaux récents de M. Schramm sur le commerce d'outre-mer au XIX^e siècle ne paraissent pas connus. Les chapitres sur la libération de l'Allemagne après la conquête de Napoléon, sur les conservateurs, les libéraux et les nationalistes de 1815 à 1840, sur la révolution de 1848, etc., appellent des remarques analogues. D'un ton juste, ils suivent l'évolution de la Prusse plutôt que de l'Allemagne et de la politique plus que de la structure sociale et mentale. Le romantisme n'apparaît pas en tant que façon de penser opposée à l'*Aufklärung*. Mais il faut louer l'auteur d'avoir insisté sur le fait que, si le national-socialisme était en germe dans le passé, il aurait pu ne pas éclore. D'autres germes auraient pu orienter le peuple allemand vers des activités plus pacifiques. Ils subsistent et l'Histoire continue¹.

Le livre de M. SNYDER rendra les plus grands services à ceux qui ne lisent pas l'allemand. Non que son sujet soit neuf. Mais l'auteur en est un historien, alors que les ouvrages français sur la même question ont, de Victor Basch à MM. Vermeil et Boucher, presque tous été écrits par des philosophes ou par des germanistes. Il en résulte un choix différent des œuvres examinées, des références plus fréquentes à des livres d'histoire, une critique plus aigüe peut-être, à l'égard des idées, qui apparaissent moins respectables en tant que telles.

La thèse générale de l'auteur est que les Allemands, depuis cent cinquante ans, ont évolué de l'idéalisme kantien vers le nationalisme extrémiste. Celui-ci n'est pas particulier à l'Allemagne sans doute, mais il y a conquis la majeure partie de l'opinion, alors qu'en France et en Angleterre il est resté exceptionnel. Dans ces deux pays, en effet, le libéralisme, engendré par la philosophie des lumières et fondé sur le respect de l'individu, forme le fond de la philosophie politique. Le libéralisme allemand est très différent. Influencé par l'expérience prussienne, il accepte la prééminence de l'État. L'*Aufklärung* n'a pas affranchi l'individu dans la même mesure que la philosophie des lumières. Elle a — l'auteur ne l'indique pas assez nettement — créé le despotisme éclairé, d'où cette adoration de l'État procède. Le libéralisme allemand proclame les droits de l'homme dans le cadre de l'État. Il reste presque toujours lié au nationalisme. C'est un fait que le nationalisme a partout, au cours de XIX^e siècle, passé de gauche à droite. Mais il y aurait lieu de démontrer, avec plus de précision, que cette évolution a été plus tardive et moins complète en Allemagne qu'en France ou en Angleterre. Les libéraux allemands de 1848 ont, pour la plupart, d'ailleurs combattu la politique internationale de Metternich que ses idées conservatrices.

Le choix des œuvres par lesquelles ce nationalisme extrémiste, qui devait culminer avec Hitler, s'est accompli est particulièrement intéressant : les

1. Ralph FLENLEY, *Modern german history*. Londres, Dent, 1953, in-8°, XII-406 p., ill.

vingt pages consacrées à Jahn sont plus fouillées que les études que lui consacrent les auteurs français. Les extraits du « Deutsche Volkstum » permettent de mieux apprécier le rôle du père du nationalisme politique. Les frères Grimm sont ensuite présentés, avec le nationalisme qu'ils affirment dans leurs lettres. Dans leur œuvre la plus populaire, les contes, on découvre les thèmes du nationalisme contemporain : le culte du héros, l'éminente dignité, la beauté, la grandeur de tous les personnages princiers, le sens de la hiérarchie et de la discipline, la cruauté des longues descriptions de supplice, l'antisémitisme.

Comme Jahn en politique et les frères Grimm en philologie et en littérature, Frédéric List apporte dans l'économie un esprit essentiellement nationaliste. Le libéralisme de type occidental va s'affaiblissant et 1848 ne groupe plus qu'une minorité d'intellectuels représentés par H. von Gagern.

Les mêmes conclusions résultent de l'évolution de l'historiographie, de Möser à Treitschke. Le chapitre consacré à « L'esprit germanique dans l'art et dans la musique » montre comment Wagner a déjà exprimé presque toutes les thèses de Hitler. Les études sur Stoecker et l'antisémitisme, sur la pseudo-philosophie et sur l'irrationalisme germanique de Langbehn à Rosenberg, sur le culte de la guerre, de Clausewitz à Banse, sont moins neuves. Le chapitre sur Meinecke, son historicisme, sa raison d'État, son antisémitisme mesuré, ses palinodies, son art à revêtir du style de Goethe les passions nationalistes de l'époque wilhelmienne et à usurper une réputation de libéral, valable dans la mesure où l'on se souvient que le libéralisme prussien n'est pas le même que celui de l'Occident, est un modèle de critique incisive, sévère, mais certainement juste.

La conclusion est pessimiste : la « dichotomie » entre le libéralisme et le nationalisme extrémiste subsiste dans l'Allemagne actuelle. La vitalité du nationalisme extrémiste apparaît, non seulement dans le nombre des partis, groupes, associations qui le cultivent, mais dans les déclarations même des personnalités les plus représentatives du libéralisme¹.

Les deux volumes de M. Edmond VERMEIL forment l'ouvrage d'ensemble le plus important qui ait été publié depuis la guerre, en français, sur l'Allemagne contemporaine. Le lecteur y trouvera d'excellentes synthèses. Tels chapitres sur la culture en péril, la restauration militaire, le pessimisme à l'époque de Weimar, la doctrine nationale-socialiste exposent, avec une clarté qu'on ne rencontrerait pas toujours dans les ouvrages allemands, des idées peu familières au public français. L'auteur témoigne aussi, dans ce livre, d'un bel effort de renouvellement. Il fait une large part aux problèmes économiques et sociaux. Il explique avec pertinence les difficultés auxquelles la République de Weimar dut faire face. Aucun historien ne saurait

1. LOUIS SNYDER, *German Nationalism. The tragedy of a people. Extremism contra liberalism in modern german history*. Harrisbourg (Penn.), the Stackpole Co, 1952, in-8°, xiv-321 p.

donc négliger ce travail, qui décrit, précisément, les aspects de l'Allemagne généralement sacrifiés dans les livres d'histoire.

Car c'est bien une « histoire » que M. Vermeil a voulu écrire. Son livre nous paraît, cependant, ressortir plutôt à la sociologie ou à la philosophie. Il pose des questions de méthode particulièrement intéressantes, car sa conception de l'histoire n'est pas celle de la plupart des historiens français et, bien qu'il ne la définisse pas, elle les frappe dès l'abord. M. Vermeil a autrefois écrit une *Explication de l'Allemagne*. Ses idées, souvent heureusement revues et précisées, se retrouvent dans son nouveau livre. Pour expliquer l'événement, il ne se place pas, comme l'historien, dans le passé, au début d'une évolution dont la courbe émerge peu à peu de faits et d'idées contradictoires, courbe hésitante, au tracé constamment remis en question, courbe que les contemporains peuvent extrapoler dans de multiples directions et qui s'infléchit finalement sous l'effet d'un facteur dominant ou par la volonté d'un homme, mais dont le dessin ne semble jamais déterminé.

L'auteur, au contraire, part du présent et remonte le cours du temps. La conclusion précède le développement. Son propos est d'expliquer l'avènement et le triomphe du national-socialisme. Son premier chapitre expose la thèse de Max Weber, selon laquelle l'Allemagne devait engendrer un régime dictatorial et totalitaire, parce qu'elle manquait d'une élite dotée d'une forte éducation politique et capable de jouer un rôle dans un régime parlementaire et démocratique. Les « masses » en présence, bourgeoisie et prolétariat, dominées par « l'irrationalisme », ont toujours été prêtes à se donner un maître et à lui abandonner la direction politique.

Cette thèse est ensuite démontrée dans une série « d'aperçus nécessairement sommaires sur le règne de Guillaume II » (I, 296) ou sur la république de Weimar.

Et pourquoi cette absence d'élite politique? L'auteur se pose la question et y répond en philosophe. Il a lu et médité tous les grands livres d'outre-Rhin. Il possède une connaissance approfondie de la culture germanique; et il n'a pas la place de tout dire; alors il choisit l'essentiel — ce qui lui paraît essentiel, parce qu'éternel — l'idéologie. L'absence d'éducation politique est due au luthéranisme et au prussianisme. Peut-être. Mais les historiens ont signalé aussi que les Prussiens, à la fin du XVIII^e siècle, témoignaient d'un sens politique et jouissaient d'une liberté plus grande que bien d'autres peuples. Ils ont constaté qu'à la veille de 1848 il existait une bourgeoisie libérale; ils ont, enfin, noté qu'au cours de la réaction contre la révolution de 1848 onze cent mille bourgeois libéraux ont émigré. L'indifférence de Bismarck à la formation d'une opinion publique et la rapide industrialisation qui orienta la jeunesse vers la spécialisation technique ont empêché l'avènement d'une nouvelle élite politique. Cette émigration massive, ou, d'une façon générale, la destruction d'élites, lentes à se reformer, pourrait bien être un des traits originaux de l'histoire d'Allemagne : elle semble

s'être produite au cours de la guerre de Trente ans, aux dépens de la brillante civilisation du xvi^e siècle ; elle s'est répétée récemment, quand Hitler fit émigrer ou massacrer les élites de la république de Weimar. Ces faits, aussi importants que le luthéranisme, ne mériteraient-ils pas d'être signalés ?

L'esprit philosophique de l'auteur se manifeste aussi dans l'étude du pangermanisme. L'excellent résumé qu'il nous donne de la genèse de ces idées, l'exposé très complet et très clair des doctrines rendront de grands services et dispenseront le lecteur de longues recherches. Mais les noms de la Ligue pangermaniste et des associations apparentées, Ligue coloniale, Ligue maritime, H. K. T., etc., n'apparaissent pas, ni leurs dates de fondation, ni le nombre de leurs adhérents, ni la liste de leurs journaux avec leur tirage. De sorte qu'on ne peut pas se rendre compte de l'étendue de leur influence sur l'opinion publique.

C'est encore à l'esprit philosophique, sans doute, qu'il faut attribuer cette certitude qui met l'historien mal à l'aise. Tout ce que l'auteur exprime est juste, mais tout ce qu'il ne dit pas serait d'un égal intérêt. Oui, la longue tradition, luthéranisme, prussianisme, hitlérisme, existe. Mais l'autre, les autres ? La tradition révolutionnaire qui collectionne une série d'échecs est peut-être négligeable. Mais il y a toujours eu des oppositions non révolutionnaires. L'auteur n'y insiste pas. Avant de conclure, ne fallait-il pas, cependant, mentionner la Résistance allemande et montrer l'importance qu'y jouèrent les éléments de droite ? Cela introduirait le livre que M. Vermeil nous donnera peut-être un jour, qu'il serait mieux que quiconque apte à écrire, sur les doctrines néoconservatrices ou néolibérales, hostiles au marxisme comme à la dictature et qui, depuis 1945, se développent outre-Rhin, avec maintes références aux libéraux d'avant 1848 ou aux critiques contemporaines de Bismarck.

Telle quelle, l'*Allemagne contemporaine* est donc un ouvrage indispensable pour tout ce qu'il apporte d'élaboré sur l'évolution culturelle aussi bien qu'économique de l'Allemagne. Les germanistes y trouveront d'utiles compléments à leurs connaissances littéraires, les historiens de précieuses perspectives sur l'arrière-plan moral et culturel de la vie politique. L'inspiration en reste, cependant, plus sociologique qu'historique à proprement parler, comme en témoigne, d'ailleurs, la bibliographie ; des synthèses d'historien comme *Das persönliche Regiment Wilhelms II* de Eyck, *Germany tried democracy* de Halperin ou des ouvrages d'érudition comme *The junkers in the Prussian administration under William II* de Walker Muncy ou la *Deutsche Selbstverwaltung im 19 Jahrhundert* de Heffter et, d'une façon générale, la plupart des livres recensés par la *Revue historique* depuis 1946 y font défaut¹.

Le troisième tome de l'histoire générale du Congrès de Vienne à la pre-

1. Edmond VERMEIL, *L'Allemagne contemporaine, sociale, politique, culturelle. 1890-1950*, Paris, Aubier, 1953, 2 vol. in-8°, 384 et 443 p.

mière guerre mondiale, de M. HÜNERWALD, couvre la période de 1871 à 1914. C'est un bon manuel d'histoire diplomatique à l'usage du grand public. Il paraît fondé surtout sur les grandes collections de documents. Il n'est doté ni d'une bibliographie d'ensemble, ni d'index, et les indications bibliographiques manquent souvent dans les notes. Les études allemandes récentes ne semblent pas toujours avoir été connues de l'auteur, cependant sympathique, en général, aux thèses allemandes. L'ouvrage, très clair et bien écrit, est trop sommaire pour intéresser le spécialiste¹.

Le colonel MIKSCHÉ, ancien attaché militaire tchécoslovaque à Paris, couvre 400 pages de banalités contradictoires qui prétendent analyser les origines d'une troisième guerre mondiale : « L'histoire de l'Europe depuis un siècle est un appel désespéré au bon sens. — Nous vivons à une étrange époque. — To be or not to be. — La Russie menace l'Europe et risque, grâce à l'axe Moscou-Pékin, d'encercler les États-Unis. » L'histoire a été falsifiée, en particulier quand on lui fit dire que les Allemands ont trois fois envahi la France, comme si la France n'avait pas pillé le Palatinat en 1688 et provoqué la guerre de 1870. « L'Allemagne a eu ses Oradours aussi bien que la France. Oradour est un village, en France, qui a été brûlé par les troupes allemandes en 1944, en représaille, parce que ses habitants avaient combattu comme partisans » (p. 97). — Sans le traité de Versailles, il n'y aurait pas eu de Hitler, etc. En conclusion, le progrès technique a été plus rapide que le progrès moral. « Il n'est pas certain que nos ancêtres aient été plus intelligents que nous... » « Il est certain que, pendant le congrès de Vienne, ni l'Autrichien Metternich ni le Russe Nesselrode n'ont été obligés de courir sans cesse au téléphone pour assurer les chefs de partis qu'ils ne faisaient pas de concessions. » Le tout suivi d'appendices inutiles, mais qui font sérieux, et d'une bibliographie éclectique².

Le petit livre publié par M. A. GROSSER sur *l'Allemagne de l'Occident. 1945-1952*, mérite beaucoup d'éloges. Il réussit à résumer, dans un premier chapitre, les événements qui ont, entre 1941 et 1952, préparé, orienté l'Allemagne nouvelle. Il décrit le relèvement économique, analyse la structure sociale en insistant sur le problème des réfugiés et sur la nouvelle organisation syndicale, passe en revue les forces morales et intellectuelles, les deux minorités qui s'affrontent, tournées l'une vers le passé nationaliste, l'autre vers un avenir démocratique et européen. La politique de réarmement favorise la première tendance et conduit l'auteur à des conclusions pessimistes³.

Lorsqu'en 1935 Sven Hedin rentra de sa dernière expédition en Asie cen-

1. Walther HÜNERWALD, *Allgemeine Geschichte vom Wienerkongress bis zum Ausbruch des Weltkrieges*. 2. Band : 1871-1914. 2. Abteilung : *Das Zeitalter Bismarcks. Das imperialistische Zeitalter*. Aarau, Sauerländer, 1952, in-8°, 293 p.

2. Lieutenant-colonel F. O. MIKSCHÉ, *The roots of a World War III. Unconditional surrender*. Londres, Faber & Faber, 1952, in-8°, 468 p.

3. Alfred GROSSER, *L'Allemagne de l'Occident. 1945-1952*. Paris, Gallimard, 1953, in-16, 340 p.

trale, il était très endetté. Il fut donc heureux de l'appui qu'il rencontra en Allemagne. Flatté par Hitler, Goering, Funk, il fit 111 conférences et conçut l'idée d'un livre sur l'Allemagne nouvelle. Funk mit à sa disposition une villa au bord du Wannsee, avec tout le confort désirable, service compris. L'explorateur reçut une documentation bien préparée; un mentor désigné par le ministère de la Propagande l'accompagna partout où il voulut se rendre.

Le livre recéla, cependant, parmi les louanges, quelques critiques sur les lois antisémites et sur la politique religieuse des nazis. Comme l'auteur refusa d'y apporter les corrections souhaitées par Funk, l'ouvrage ne fut pas publié en allemand.

Ayant ainsi affirmé son indépendance, Sven Hedin nous conte par le détail ses diverses entrevues avec les chefs du Troisième Reich. Les portraits qu'il peint, ses descriptions de Karinhall, de la nouvelle chancellerie, du bureau de Himmler sont pittoresques. Le rôle politique qu'il croit avoir joué est négligeable. Il s'imagina, en octobre 1939, pouvoir provoquer une médiation suédoise entre l'Allemagne et l'Angleterre. Il tenta, par la suite, d'intervenir en faveur de la Finlande. Ses notes témoignent d'une naïveté qui l'apparente à certains intellectuels allemands, trop honnêtes pour pénétrer les intrigues de la politique. Elles rappellent aussi les nombreux plaidoyers *pro domo* des anciens serviteurs de Hitler et, en définitive, leur publication n'ajoute guère à la connaissance des historiens ni à la gloire de Sven Hedin¹.

II. — LE RÈGNE DE GUILLAUME II DE 1890 A 1918

L'agriculture allemande avait été prospère entre 1850 et 1870. Elle occupait encore, en 1895, 1 % de plus de la population active que l'industrie et le commerce. Mais, à partir de ce moment, son importance relative ne cessa de diminuer. Les provinces orientales produisaient les grains, qui étaient protégés contre la concurrence étrangère par un droit d'entrée de 5 Mk. par tonne depuis 1890. Ce droit assura au paysan allemand une marge bénéficiaire suffisante jusqu'en septembre 1892. Par la suite, la baisse des prix mondiaux provoqua une crise qui persista jusqu'au début du *xx*^e siècle. Baisse imprévue dont les agriculteurs rendirent les traités de commerce de 1891-1894 responsables.

Ces traités favorisèrent l'expansion industrielle et commerciale de l'Allemagne. Ils restèrent en vigueur jusqu'au 31 décembre 1903, après quoi Bülow revint à des mesures de protection de l'agriculture; les prix mondiaux se relevèrent, d'ailleurs, au même moment. M^{me} TIRRELL étudie la politique économique de Caprivi². Son livre, très complet, n'apporte rien

1. *Sven Hedin's german diary. 1935-1942*. Dublin, Euphorion, 1951, in-8°, ii-253 p.

2. Sarah Rebecca TIRRELL, *German agrarian politics after Bismarck's fall. The formation of the farmers league*. New-York, Columbia University Press, 1951, in-8°, 354 p.

de neuf, mais analyse avec pertinence les débats et les scrutins auxquels les traités de commerce donnèrent lieu et s'attache à expliquer la formation, l'évolution, l'influence politique de la ligue agraire (*Bund der Landwirte*).

Il y avait de nombreuses associations agronomiques ou agricoles avant 1893, mais c'est la signature des traités de commerce avec l'Autriche et l'Italie, en 1891, qui convainquit tous les ruraux, du hobereau de l'Est au petit paysan rhénan ou bavarois, de la nécessité de s'unir pour défendre leurs intérêts. Ils avaient jusqu'alors voté pour les conservateurs; mais ceux-ci s'étaient divisés à propos des traités. Habitues à soutenir l'empereur, ils étaient tiraillés entre leur désir de défendre les intérêts de l'agriculture et leur répugnance à passer dans l'opposition. Guillaume II approuvait publiquement la politique de Caprivi. Bien mieux, le gouvernement n'hésita pas à faire condamner par une cour de discipline le comte de Limburg-Stirum, ancien ambassadeur de Prusse, pour avoir critiqué les traités de commerce avec l'Autriche dans un article de la *Gazette de la Croix*; un fonctionnaire ne devait pas attaquer la politique du gouvernement. Les deux tiers des conservateurs votèrent contre le traité avec l'Autriche, et le parti impérialiste (*Reichspartei*) se divisa également.

La baisse des prix mondiaux s'approfondit ensuite; les agriculteurs s'émurent. Un fermier silésien, Ruprecht-Ransern, osa parler, dans un article de la *Landwirtschaftliche Tierzucht* du 21 décembre 1892, de passer à l'action, voire de rejoindre l'opposition social-démocrate: « Il faut cesser de nous plaindre. Il faut crier de telle façon que tout le pays nous entende, que nos cris fassent irruption dans les chambres du Parlement, dans les ministères, et qu'ils soient entendus jusque sur les degrés du trône. » Il conclut à la nécessité d'unir tous les paysans dans un grand parti agrarien pourvu d'un journal. Le baron de Wangenheim constata, le 28 janvier 1893, que l'article avait éveillé un vaste écho et, le 4 février, 120 agriculteurs de toutes les parties du Reich se réunirent à Berlin sous la présidence du député au Reichstag, Ploetz, qui était aussi à la tête du *Deutscher Bauernbund*, fondé en 1885.

Ruprecht et Wangenheim proposèrent la création d'une ligue de défense des intérêts économiques, indépendante des partis politiques. Le meeting de fondation se tint le 18 février 1893. Il y fut précisé que la ligue lutterait contre les projets de traité de commerce avec la Russie et la Roumanie. Un programme en onze articles réclama des droits protecteurs, l'adoption du bimétallisme pour lutter contre la baisse des prix agricoles, une réglementation du travail agricole, l'autonomie des organismes professionnels. L'article le plus important à l'époque concernait les traités avec la Russie.

Un grand nombre d'associations locales rejoignirent la ligue. Ploetz fit dissoudre la Ligue des paysans qu'il présidait et dont la plupart des 40.000 membres le suivirent. Une réunion tenue à Mayence le 25 mars amena 5.000 paysans de l'Ouest et du Sud à s'inscrire. Le *Bund der Land-*

wirte organisa ses sections locales en 1894. Il eut tout de suite son hebdomadaire et contrôla la quotidienne *Deutsche Tageszeitung*, fondée le 1^{er} septembre 1894. Ses chefs, impressionnés par les succès des sociaux-démocrates, réussirent à grouper les masses rurales ; dès décembre 1893, la ligue eut 178.939 membres et 290.000 en 1908. Les syndicats ouvriers en groupaient 227.023 en 1892. La plupart des adhérents à la ligue étaient des petits paysans, car il n'y avait guère que 15.000 terres nobles (*Rittergute*) en Allemagne.

Les partis politiques virent apparaître cette force nouvelle sans enthousiasme. Si la ligue ne s'identifia jamais avec le parti conservateur, il n'en exerça pas moins une influence prédominante sur son destin. Des quarante-trois présidents ou vice-présidents de la ligue et de ses sections locales, vingt-huit appartenaient à l'aristocratie. Mais deux simples fermiers, dont Ruprecht-Ransern, figuraient aussi au comité central et la ligue adopta un ton polémique et démagogique qui répugnait au parti conservateur.

La dissolution du Reichstag, qui avait repoussé le projet de loi militaire, jeta la ligue dans la lutte électorale (6 mai 1893). Elle exigea des candidats qu'elle soutint l'engagement formel de voter conformément à son programme, en particulier contre les nouveaux traités de commerce. Ils durent également promettre de s'inscrire au Reichstag au groupe de l'Union économique libérale (*Freie wirtschaftliche Vereinigung*), qui réunit 142 membres sous la présidence de Ploetz.

La loi militaire, révisée, fut votée. La baisse des grains et de la plupart des produits agricoles, sauf la viande, les œufs, le tabac et le houblon, se poursuivit jusqu'en 1896, ainsi que l'endettement des petits et des moyens paysans. Les maladies du bétail ruinèrent beaucoup d'éleveurs. Les traités de 1891 n'étaient pas responsables de ces calamités, mais il est évident que, si l'on avait prévu la chute des cours mondiaux, on aurait limité les concessions faites aux exportateurs étrangers.

Le gouvernement reprit cependant les négociations avec la Russie, dont le rapprochement avec la France s'esquissait. La ligue intensifia sa campagne ; grâce à son appui, les conservateurs passèrent aux élections du Landtag prussien de 1893, de 130 à 149 députés, auxquels on peut joindre les deux députés de la ligue elle-même.

Les traités de commerce avec la Roumanie, l'Espagne, la Serbie furent soumis au Reichstag en 1893. Celui avec la Serbie passa sans difficultés. Celui avec l'Espagne fut retiré parce que l'Espagne elle-même ne le ratifia pas. Celui avec la Roumanie fut longuement discuté. L'analyse du scrutin du 13 décembre, qui ratifia le traité par 189 voix contre 165, montre l'efficacité de l'action du *Bund der Landwirte*. Sans les voix des députés polonais, le gouvernement aurait été mis en minorité. A comparer les positions prises par les partis à celles qu'ils avaient adoptées en 1891, à propos du traité avec l'Autriche, on constate une plus grande défection de la droite

(conservateurs et impérialistes) et du centre (82 députés présents, tous en faveur du traité autrichien — 49 contre et 44 pour le traité roumain).

Parmi les 165 voix hostiles, 70 n'étaient pas prussiennes et, parmi les 95 voix prussiennes, 69 venaient de l'est de l'Elbe. 35 députés bavarois votèrent contre le traité et 9 seulement pour. Cette opposition de la droite favorisa, en définitive, l'opposition tout court, celle des sociaux-démocrates et des radicaux, qui réclamaient une réforme électorale en Prusse et une redistribution des sièges au Reichstag.

Le traité avec la Russie était souhaité par les industriels et par les commerçants. L'empereur intervint à plusieurs reprises pour le faire voter. Cependant, à deux exceptions près, tout les députés qui s'étaient engagés envers la ligue restèrent fidèles à leur parole.

Après une longue discussion, le traité fut voté par 200 voix contre 146. Les sociaux-démocrates, les radicaux, les Polonais et les partis d'Allemagne du Sud votèrent pour. 54 conservateurs sur 60, 16 impérialistes sur 25, 39 centristes sur 84 votèrent contre (10 mars 1894). La participation des conservateurs fut plus grande que pour le traité roumain, soit que les hobereaux de l'Est aient été satisfaits de la prime à l'exportation qui résultait de la suppression des certificats d'identité qui, depuis 1879, permettaient l'entrée en franchise des grains orientaux destinés à la réexportation, soit qu'ils aient voulu éviter qu'une fois de plus les députés polonais fussent les arbitres de la situation.

La Ligue continua sa campagne en faveur du bimétallisme et obtint des mesures pour réprimer la spéculation. Son activité contribua, sans aucun doute, à la chute de Caprivi en 1895.

L'ouvrage, très documenté, s'attache donc essentiellement à l'analyse des débats sur les différents traités de commerce négociés sous Caprivi. Il aurait peut-être été intéressant de rechercher dans quelle mesure le *Bund der Landwirte* a contribué à transformer de plus en plus, en Allemagne, les partis politiques en coalitions d'intérêts. On aimerait aussi plus de détails sur la H. K. T. La création de cette ligue antipolonaise en 1894 est signalée ; mais ses membres adhéraient-ils aussi à la Ligue agraire et celle-ci n'a-t-elle pas pris position à l'égard de l'autonomisme polonais ? Il est vraisemblable qu'un grand nombre des membres de la Ligue agraire firent également partie de la Ligue pangermaniste.

Le docteur Eugen SCHIFFER a été nommé secrétaire d'État aux Finances en 1917. On trouve dans ses souvenirs beaucoup d'observations et d'anecdotes typiques. Il nous décrit, par exemple, l'ouverture par Guillaume II de la session du Landtag prussien de 1904 dans la salle blanche de son palais : tous les députés qui en avaient le droit avaient revêtu leur uniforme d'officier. L'auteur nous dit aussi les difficultés qu'il éprouva, à partir de 1912, à remplir à la fois ses deux mandats de député au Landtag et au Reichstag. Il rappelle le bon sens de Hindenburg : quand celui-ci devint président, son entourage de hobereaux lui conseilla de remplacer le chan-

celier de la présidence choisi par Ebert, Otto Meissner, par quelqu'un de son monde, par exemple le gendre de Tirpitz, le futur ambassadeur Ulrich von Hassell. Il refusa net : « Je sais encore, du temps où j'étais capitaine, qu'on ne change pas d'adjudant au moment où l'on prend le commandement d'une nouvelle compagnie. »

La plus grande partie de l'ouvrage traite de Guillaume II. Si tous ses défauts connus y apparaissent, l'auteur rappelle aussi ses qualités et pense que l'entourage de l'empereur porte une grosse part de responsabilité des maladresses qu'il a commises. La flatterie n'y connaissait pas de bornes : c'était le général von Mackensen, baisant la main gantée du souverain, le vieil adjudant général comte Hülsen, dansant un ballet devant lui, pour le distraire, jusqu'à ce qu'une attaque d'apoplexie l'arrêtât, etc.

La cour, avec son étiquette, ses préséances, son dédain du roturier, fût-il ministre, séparait l'empereur de la nation. Celle-ci n'avait guère de sens politique et M. Schiffer lui-même nous surprend un peu lorsqu'il parle de sa conscience : au moment où l'Allemagne décida la guerre sous-marine à outrance, M. Schiffer comprit qu'elle courait à sa perte. Il vota contre la guerre sous-marine, qui entraînerait les États-Unis dans le conflit, mais ne dit rien : « Devais-je vraiment me taire ? Pouvais-je tranquilliser ma conscience par le seul fait que j'avais voté contre cette décision ? Ou aurais-je dû lutter davantage, élever ma voix, avertir mon peuple pour éviter le malheur que je voyais venir ? Je me suis, alors et depuis, souvent posé cette question. Je n'ai pu et ne puis encore justifier ma conduite que parce qu'une opposition prolongée aurait eu des suites dont je ne pouvais pas prendre la responsabilité. Si la guerre sous-marine se révélait une erreur, non seulement on aurait pu me reprocher d'avoir causé cet échec en détruisant l'unité et la décision de l'armée et du peuple, mais encore ce reproche aurait peut-être été fondé. On peut objecter que j'aurais dû accepter aussi cette éventualité. Alors, pendant toute ma vie, j'aurais dû porter en moi le doute torturant d'avoir peut-être été responsable ou co-responsable du malheur de mon peuple. Et de cela je me sentais incapable¹. »

M. Werner CONZE² publie un mémoire du comte Westarp sur l'abdication de Guillaume II. Le leader des conservateurs nationaux-allemands s'efforce d'y démontrer que l'empereur, qui s'était réfugié auprès du Grand Quartier Général à Spa, ne voulait pas abdiquer. Sa foi s'opposait aussi à ce qu'il cherchât une mort glorieuse au front et tentât ainsi de sauver la dynastie. C'eût été là le souhait de von Hintze, qui représentait le chancelier Max de Bade auprès de l'empereur, et peut-être de Groener, quartier-maître général à l'état major. Guillaume II aurait préféré conduire l'armée

1. Eugen SCHIFFER, *Ein Leben für den Liberalismus*. Berlin-Grünwald, Helbig, 1951, in-8°, 256 p.

2. Kuno, Graf WESTARP, *Das Ende der Monarchie am 9. November 1918. Abschliessender Bericht nach den Aussagen der Beteiligten*. Mit einem Nachwort von Werner CONZE. Stollham et Berlin, Rauschenbusch, 1932, in-8°, 215 p.

à Berlin et mater la révolution qui grondait. Le comte von der Schulenburg, qui commandait l'état major du groupe d'armées du Kronprinz, l'y encourageait ; il représentait les officiers prussiens, fidèles au serment qui les liait à la personne royale. Groener, après enquête auprès des commandants de corps, estima impossible une semblable opération. Hindenburg n'osa pas lui donner tort et conseilla finalement l'exil à Guillaume II. Le mémoire du comte Westarp s'en prend particulièrement à Groener. M. Conze remet les choses au point et constate, dans son commentaire, que, jusqu'au dernier moment, aucun des protagonistes, pas même Ebert, qui négociait avec Hindenburg, ne souhaitait la disparition de la monarchie. Son idéal, comme celui de Groener, était une « monarchie républicaine », c'est-à-dire un régime parlementaire. Si la réforme constitutionnelle avait été accomplie à temps, la monarchie aurait peut-être pu être sauvée. Mais les hommes au pouvoir n'étaient pas à la hauteur de leurs responsabilités ; ils ont été, comme Guillaume II lui-même, les jouets d'événements qu'ils ne contrôlaient plus. Leurs photos, flatteusement retouchées, ornent l'ouvrage de visages que ces responsabilités ne semblent, en effet, pas avoir creusés.

III. — LA RÉPUBLIQUE DE WEIMAR

Le gouvernement provisoire présidé par Ebert, en 1918, était menacé par les bandes armées — Ligue des déserteurs du Reich de Liebknecht, Division de la Marine du Peuple et autres groupes — plus ou moins dirigées par les socialistes indépendants. Ebert s'entendit avec Groener, qui assura au gouvernement provisoire l'appui du grand État-Major Général. Ce dernier était, d'ailleurs, seul capable de procéder à la démobilisation exigée par les alliés. Mais, lorsque, le 24 décembre, le général Lequis essaya de déloger la division de la marine des grandes écuries du Palais impérial (*Marsallgebäude*), ses soldats, gênés par la foule, que les socialistes indépendants et les spartakistes avaient ameutée, échouèrent.

C'est alors que von Schleicher proposa au G. Q. G. la création d'une armée nouvelle à la solde du gouvernement nouveau. Ces corps francs, en apparence indépendants de l'armée impériale, se recrutèrent, cependant, parmi ses élites et furent encadrés par d'anciens officiers. Noske, gouverneur de Kiel, qui avait empêché les marins mutinés d'envoyer des renforts à la division de Berlin, fut nommé ministre de la Défense nationale. Il prit tout de suite au service du gouvernement le premier corps de volontaires formé à Zossen, près de Berlin, par le général von Maercker (4 janvier 1919).

Les corps francs réunirent des jeunes gens formés avant la guerre par les mouvements de la jeunesse et pendant la guerre par les troupes d'assaut, qui avaient été créées à l'instigation du capitaine Rohr. Ces bataillons d'élite s'étaient multipliés à partir d'octobre 1916. Les privilèges qui les distinguaient du commun des soldats, l'esprit de corps qui les animait, les relations de camaraderie qui les unissaient à leurs officiers créèrent une men-

talité de combattant du front opposée à celle de l'arrière. La légende du coup de poignard dans le dos se répandit aisément parmi ces hommes.

Les corps francs se multiplièrent à l'appel des anciens généraux. Ils recevaient, en période de crise, une bonne alimentation, un équipement complet et poursuivaient la vie hors cadre des troupes d'assaut. Les corps francs groupèrent de 200 à 400.000 hommes. La Reichswehr du traité de Versailles ne devait en compter que 100.000. Il y avait, en 1914, 22.112 officiers d'active en Allemagne ; plus de la moitié tombèrent pendant la guerre. En 1918, l'armée allemande comptait 270.000 officiers. La plupart allaient se trouver sans ressources au sein d'une société bourgeoise qu'ils méprisaient. Ils s'engagèrent en masse dans les corps francs. Ils luttèrent contre les communistes, sans cesser de détester la république qui les employait.

Noske les utilisa contre les révoltes communistes de 1919. Ils reconquirent Berlin et protégèrent la Constituante de Weimar. Mais la plupart étaient loin de conserver une discipline stricte, comme celle de la brigade Maercker. Les abus commencèrent dès le début, à Berlin, avec les assassinats de Liebknecht et de Rosa Luxemburg, le 15 janvier 1919. Puis Noske ordonna, le 9 mars, l'exécution sans jugement de tout Berlinoais armé. Les atrocités se multiplièrent. Les soldats de la division de la Marine du Peuple, convoqués pour être payés et démobilisés, furent purement et simplement mitraillés par les hommes de la brigade Reinhard. La terreur régna sur Berlin. La loi du 6 mars, qui organisa la Reichswehr, permit à certains corps francs d'entrer dans l'armée régulière. Elle en laissa subsister d'autres, que le gouvernement favorisa en secret.

A Munich, après l'assassinat d'Eisner, un coup d'État communiste obligea le gouvernement socialiste de Hoffman à fuir et, finalement, à faire appel à Noske. Les corps francs du général von Epp et du capitaine Erhardt firent régner la terreur (avril 1919).

Dans les pays baltes, qu'une armée bolchévique voulait reconquérir, le président letton Ulmanis appela les Allemands à l'aide. Les alliés, qui avaient arrêté l'action du corps franc de von der Goltz en Pologne, abandonnèrent volontiers aux Allemands la lutte contre les bolchéviques dans les pays baltes. Von der Goltz recruta des colons qui espéraient recevoir des terres, des patriotes éccœurés par la « faiblesse » du ministère Ebert, des aventuriers. L'offensive commença en janvier 1919. Quand Ulmanis manifesta son intention de gouverner une Lettonie démocratique, indépendante des barons baltes, il fut arrêté avec ses ministres le 16 avril. Les Anglais protestèrent à Berlin, mais n'osèrent exiger le rappel du corps franc, qu'ils ne pouvaient pas remplacer. Ils demandèrent seulement que toute offensive fût désormais interdite : sur quoi von der Goltz prit Riga le 22 mai.

La terreur que ces corps firent régner dans tout le pays, les 300 habitants de Riga fusillés poussèrent les Baltes à s'armer contre les Allemands. La conférence de Paris décida la formation d'une mission alliée sous le commandement du général anglais Gough ; celui-ci réinstalla Ulmanis en Let-

tonie et ordonna à tous les volontaires allemands d'évacuer les provinces baltes (3 juillet 1919).

Environ 40.000 d'entre eux rejoignirent alors l'armée formée par le colonel Bermond, ancien officier tsariste, qui espérait occuper les pays baltes et marcher ensuite sur Pétrograd. Il fut battu par l'armée lettone, que les Anglais avaient réorganisée. Les Allemands refluèrent sur Berlin, où se trouvaient également les volontaires démobilisés sur l'ordre de Noske. Ils étaient convaincus d'avoir été trahis, une fois de plus, par les civils de l'arrière et rejetèrent sur le gouvernement républicain la responsabilité d'une défaite due à leur mauvaise conduite.

Ces hommes, déçus et furieux, trouvèrent à s'employer dans le putsch de Kapp-Lüttwitz. La brigade Erhardt venait de recevoir l'ordre de se dissoudre et Noske ne cachait pas que le gouvernement cesserait bientôt de solder les corps francs quand Lüttwitz se mit en marche vers Berlin, le 10 mars 1920. On connaît la scène fameuse de la nuit du 12 au 13 mars : Noske demanda à ses généraux de défendre le régime. Von Seeckt répondit que des soldats ne tirent pas sur des soldats. Le gouvernement s'enfuit à Dresde, où Maercker avait reçu de Lüttwitz l'ordre de l'arrêter. Le général se laissa cependant convaincre et laissa les ministres filer à Stuttgart. La grève générale eut raison du gouvernement Kapp en trois jours. Les corps francs, vaincus, rentrèrent, cependant, une fois de plus au service du gouvernement pour abattre les communistes, qui, de leur côté, avaient déclenché la grève générale dans la Ruhr. Von Seeckt, appelé à l'aide par Ebert, oublia que les grévistes étaient aussi d'anciens combattants. Leur révolte fut noyée dans le sang.

Quand Seeckt organisa la nouvelle Reichswehr de 100.000 hommes, il n'y admit que les corps francs les plus disciplinés, ceux de Maercker, de Reinhard, de von Epp, etc. Les autres, qui cessèrent d'être soldés à partir de mai 1920, subsistèrent cependant. Ils reçurent des subventions de la grande industrie, de différentes associations nationalistes ; Rathenau lui-même y contribua. Ils vécurent dans des camps de travailleurs, se retrouvèrent dans les associations d'anciens combattants, dans les gardes civiles (*Einwohnerwehr*). Ils organisèrent des ligues de jeunes gens auxquels ils apparaissaient comme des héros. Ils créèrent des organisations secrètes comme la fameuse organisation Consul, qui provoqua les meurtres de la Feme, dont Erzberger, Rathenau et quelque 350 autres victimes attestèrent l'activité.

Puis les événements leur permirent de reparaitre en corps, en Haute-Silésie, en 1921, et surtout après l'occupation de la Ruhr par la France en 1923. Un accord secret entre Seeckt et Severing avait décidé, le 7 février 1923, la création d'une armée de réserve qui se recruta parmi les corps francs. Sitôt reformés, ils tentèrent de nouveau de renverser la République. Le putsch du major Buchrucker à Küstrin échoua en septembre 1923, celui de Hitler à Munich en novembre.

Toute cette histoire nous est racontée par M. WAITE¹, dans un excellent petit livre qui critique et complète les ouvrages de ses prédécesseurs. L'auteur a cherché à recenser tous les corps francs, dans un appendice resté manuscrit. Dans un autre, il montre que 250 des principaux chefs nazis avaient joué un rôle important dans les corps francs. Cette filiation n'avait pas encore été rigoureusement prouvée. Elle établit l'existence en Allemagne, depuis la première guerre mondiale, d'une jungle où vivaient des inadaptés qui échappaient à toutes les conventions sociales. L'impunité dont jouirent la plupart des criminels connus a permis à ce monde de subsister. C'est là une leçon à méditer, car, si les esprits hors la loi pullulaient encore dans l'Allemagne actuelle, parmi les déracinés, les gouvernements devraient, eux aussi, les soumettre ou se démettre.

Ebert et les socialistes modérés ne souhaitaient pas la république en 1918. L'analyse du scrutin des élections de 1912 ne leur permettait pas d'espérer qu'elle obtiendrait plus de 40 % des suffrages. Sa proclamation intempestive par Scheidemann leur força la main, alors qu'ils rêvaient d'une monarchie parlementaire sous la régence du fils du Kronprinz, âgé de six ans.

Les élections à l'Assemblée constituante donnèrent, cependant, 78 % des sièges aux sociaux-démocrates, démocrates et centristes. Ils en conçurent une confiance excessive qui les empêcha de prévoir suffisamment la défense du régime quand ils élaborèrent la constitution. Les trois partis gouvernementaux n'obtinrent, cependant, par la suite, que 44,7 % des sièges du Reichstag en 1920, 40,9 % en mai 1924, 47,1 % en décembre, 48,8 % en 1928, 38,9 % en 1930, 34,8 % en juillet 1932, 33,1 % en novembre 1932 et 30,7 % en mars 1933.

Même si ces trois partis n'avaient pas été divisés entre eux, la collaboration d'antirépublicains aurait été donc nécessaire pour former une majorité parlementaire. On recourut au *Deutsch-Nationale Volkspartei* (D. N. V. P.), qui était devenu, en 1919, une sorte de rassemblement des anciens conservateurs, et au *Deutsche Volkspartei* (D. V. P.), qui réunit les anciens nationaux-libéraux et qui se situait à la gauche du précédent.

Après le vote de la Constitution, le nouveau programme d'octobre 1920 fit du D. N. V. P. un parti d'opposition monarchique dans le cadre du nouveau régime. Le D. V. P., parti de Stresemann, affirma également des convictions monarchistes, mais sans attachement particulier à la dynastie des Hohenzollern. La défaite avait presque anéanti le sentiment monarchiste des masses. Mais, contrairement à leur espoir, l'abdication de Guillaume II et des autres souverains allemands n'adoucit pas les conditions de la paix. Les monarchistes se divisèrent en présence de la crise économique qui leur rendait l'audience de beaucoup d'électeurs. Les extrémistes,

1. Robert G. L. WAITE, *Vanguard of Nazism. The free corps movement in Postwar Germany 1918-1923*. Cambridge (Mass.), Harvard Univ. Press, 1952, xiv-346 p.

groupés en de nombreuses organisations, qui se fédérèrent au sein de la *Verein Vaterländischer Verbände* à Munich (*V. V. V.*) ou de l'Organisation Consul (*O. C.*), société secrète issue du corps franc de la brigade Eberhardt et qui répandit sur toute l'Allemagne du Nord les idées nationalistes et racistes.

Les tentatives de coup d'État échouèrent. Après le putsch manqué de 1923, le nationalisme cessa d'être l'apanage exclusif des monarchistes. Les nazis développèrent leur mouvement.

Les monarchistes, hostiles à l'action directe, se rallièrent à la République après 1923. Stresemann conseillait une politique réaliste au *D. V. P.* Ce dernier refusa, cependant, de fusionner avec le *D. N. V. P.*, qui, après de longues hésitations, adopta la même attitude et accepta des portefeuilles à partir de 1924. *D. V. P.* ou *D. N. V. P.*, et parfois l'un et l'autre, furent représentés dans tous les cabinets de la République de juin 1920 à mars 1933, à l'exception des deux ministères à direction centriste, de mai 1921 à novembre 1922.

La prospérité économique consécutive au plan Dawes, en 1924, puis, l'année suivante, l'élection de Hindenburg à la présidence, contribuèrent beaucoup à cette évolution. Mais, au cours de cette deuxième période, les monarchistes ne furent plus les seuls à incarner le nationalisme. Le fascisme, issu des corps francs, fut favorisé par l'affaiblissement des classes moyennes, sur lesquelles s'appuyait « la monarchie bourgeoise et militaire des Hohenzollern », et par la crise économique de 1929 ; entre 1930 et 1932, près de quarante nouveaux partis apparurent, groupant les paysans, les fonctionnaires, les victimes de l'inflation, etc., tous hostiles au régime weimarien. Ces partis se recrutèrent dans la classe moyenne aux dépens des monarchistes. Les jeunes électeurs qui votèrent à partir de 1928 ne témoignèrent plus du loyalisme traditionnel envers des souverains qu'ils ne connaissaient pas. Ils s'inféodèrent aux leaders des partis. Aucun ne sut mieux les attirer que Hitler. Entre 1928 et 1930, 1 million $\frac{1}{2}$ de vieux électeurs conservateurs moururent et 2 millions $\frac{1}{2}$ de jeunes gens prirent part aux votes ; on estime que 1,6 millions d'entre eux donnèrent leur voix aux nazis.

Pour assurer le triomphe de Hitler, il fallut, cependant, les erreurs des chefs de la droite non fasciste. Il fallut qu'un Hugenberg et son *D. N. V. P.*, hostiles à la république, mais dépourvus de candidats monarchistes, s'alliassent à Hitler ; qu'un Papen, seulement impressionné par l'aspect national du national-socialisme, négligeât son dynamisme révolutionnaire. L'échec relatif des nazis en novembre 1932 parut confirmer cette opinion et accrut la crainte d'une révolution communiste. En présence des masses de plus en plus radicalisées, les conservateurs préférèrent le fascisme nouveau à une solution monarchiste qui semblait de plus en plus périmée ; ils acceptèrent une dictature temporaire, car ils ne concevaient pas un gouvernement durable sans eux, sans leur argent, sans leurs industriels et leurs hommes politiques. Leur vrai crime fut leur totale incompétence politique.

Le livre de M. KAUFMANN¹ apporte plus que son titre ne promet. Ce n'est pas seulement le monarchisme dont il retrace l'histoire, mais toute la droite conservatrice. Les partis politiques y sont présentés avec leurs leaders et leurs programmes. Chaque scrutin y est analysé. La précision et la brièveté de l'ouvrage le feront apprécier par les historiens.

Avant même l'abdication de Guillaume II, la couronne des Wittelsbach fut la première à tomber en Allemagne, le 7 novembre 1918. Les raisons qui expliquent l'abdication impériale ne sauraient, cependant, être invoquées à l'égard de Louis III, souverain très respectueux des droits de ses sujets et prêt à pratiquer le système parlementaire qu'il avait institué le 2 novembre. Il n'y avait pas en Bavière, comme en Prusse, de loi électorale à réformer, de dictature militaire à renverser, de socialistes hostiles au roi. La petite aile gauche du parti socialiste, qui devint le parti communiste de Kurt Eisner, s'empara, cependant, du pouvoir. Son chef avait compris que le pays était mécontent parce que l'économie de guerre ruinait les principes fédéralistes. Un gouvernement ne pouvait s'appuyer, en Bavière, que sur les masses paysannes dépourvues d'éducation politique. Eisner s'allia donc à l'aile gauche du *Bayerischer Bauernbund* et se fit le champion du particularisme en combattant la centralisation aux conférences qui précédèrent la Constituante (décembre 1918 et janvier 1919), puis à l'Assemblée de Weimar. Il fut assassiné à Munich, le 21 février 1919.

M. ZIMMERMANN², historien suisse et protestant, ne raconte pas l'histoire de la Bavière, mais s'applique à définir son particularisme et à suivre son évolution. Un bon chapitre analyse les privilèges reconnus à l'État bavarois par la Constitution de 1871 et cherche à nous convaincre que l'État libre de 1919 attentait déjà à ces privilèges de par la révolution qui l'avait engendré.

L'étude, surtout juridique, de la décadence du fédéralisme s'attache à la pratique de l'article 48 de la Constitution allemande, qui permettait au Reich de mettre au pas l'État récalcitrant, et à la loi sur le désarmement des civils. Nous ne pouvons suivre dans le détail l'évolution des conflits entre la Bavière et le Reich, ni celle du séparatisme bavarois, encouragé par un certain catholicisme politique et favorisé par la France.

La tentative de *putsch* de Hitler, en 1923, apparaît très semblable à la révolution d'Eisner en 1918 : mouvements d'Allemands du Nord, étrangers à la Bavière, utilisant le fédéralisme comme un masque, selon l'expression de Hitler dans *Mein Kampf*. L'échec du *putsch* fut dû à l'initiative du Bavarois von Kahr et non à l'activité du gouvernement central de Berlin.

La conclusion de ce livre, plus passionné qu'il ne semble au premier abord, est que le prussianisme a fait plus de progrès sous la république qu'au

1. Walter H. KAUFMANN, *Monarchism in the Weimar Republic*. New-York, Bookman associates, 1953, in-8°, 305 p.

2. Werner-Gabriel ZIMMERMANN, *Bayern und das Reich 1918-1923. Der bayerische Föderalismus zwischen Revolution und Reaktion*. Munich, Pflaum, 1953, in-8°, 203 p.

temps de l'empire allemand. La monarchie bavaroise s'est mieux défendue que l'État libre. C'est elle qui incarnerait vraiment, profondément, les vœux du peuple. Une restauration monarchique, parfaitement conciliable avec les pratiques démocratiques, assurerait au fédéralisme la stabilité souhaitée par les Bavarois.

IV. — LE TROISIÈME REICH

Les deux biographies de Hitler publiées simultanément en Allemagne et en Angleterre ne feront pas double emploi. Œuvres d'historiens, fondées sur une documentation abondante, elles aboutissent à des conclusions semblables : Hitler a dominé l'histoire de l'Europe entre 1925 et 1945. Son action conduit à nuancer les thèses de ceux qui nient l'importance des individus dans l'évolution des peuples. Il fut un individu exceptionnel, dont le succès s'explique par sa maîtrise à manœuvrer les masses. MM. GOERLITZ et QUINT¹ insistent sur sa manie de simplifier tous les problèmes pour les mettre au niveau des masses, de créer des mythes, de s'adresser aux passions plutôt qu'à la raison des hommes. Ces traits ne cachent pas les insuffisances du Führer, son manque de culture, son « crétinisme intellectuel et moral », selon l'expression de M. Bullock. Ses contemporains, mal renseignés sur la psychologie des foules, ont pu négliger l'agitateur Hitler et penser l'utiliser sans danger : Veit Valentin a dit que l'histoire de Hitler est celle de la sous-estimation dont il a été l'objet. Cet ambitieux n'a rien inventé. Toutes les thèses du national-socialisme avaient été exprimées avant lui. Mais, contrairement à ses déclarations, et à l'exemple de Frédéric II, Hitler n'a jamais été le premier serviteur de l'État ni même du Parti. Il n'a servi personne et s'est servi de tous. Rien ne comptait à ses yeux, hormis lui-même, son appétit de puissance, sa mégalomanie. Il a prononcé cette phrase monstrueuse : « Si je devais sombrer, le peuple allemand devrait sombrer avec moi, car il ne se serait pas montré digne de moi. » Le national-socialisme, sous son égide, est très vite devenu hitlérisme, c'est-à-dire tyrannie.

L'ouvrage allemand s'attache surtout à l'homme. Il est peut-être le premier à rassembler et à commenter tout ce que nous savons sur son enfance et sa jeunesse. Son père, Alois, né en 1837, enfant adultérin de la servante Anne-Marie Schicklgruber, fut reconnu et légitimé en 1877 par Jean-Georges Hiedler, qui avait, cependant, épousé la servante dès 1842 et l'avait entermée en 1847. Cette légitimation tardive s'expliquerait par l'absence d'héritier mâle chez les Hiedler, dont l'un, Jean-Nepomuk, frère de Jean-Georges, s'était occupé de l'enfant jusqu'à ce qu'il devint apprenti cordonnier à dix ans.

Alois passa son examen de compagnon, à Vienne, à dix-sept ans ; il réus-

1. Walter GOERLITZ et Herbert A. QUINT, *Adolf Hitler, eine Biographie*. Stuttgart, Steingraben, 1952, in-8°, 656 p. Traduction française : *Adolf Hitler*, traduit par Maurice MULLEN-STAUB et René JOUAN. Paris, Amiot-Dumont, 1953, 192 et 294 p.

sit, à force de travail, à entrer dans l'administration des douanes, en 1855, et à y faire carrière. Sa troisième femme lui donna cinq enfants, dont Adolf, né à Braunau le 20 avril 1889. Tous les autres, sauf Paula, moururent jeunes. Alois prit sa retraite à Leonding, faubourg de Linz, en 1895. C'est là qu'Adolf passa son enfance. Il dut parfois aller chercher son père au cabaret, le soir, pour le ramener à la maison ; il vit pour la première fois une automobile traverser la cité en 1900 : on avait mis les écoles en vacance à cette occasion.

Bon élève, le jeune Alois fut très tôt influencé par les idées pangermanistes que répandaient les partis nationalistes allemands ; ceux-ci ne voulaient pas de révisions constitutionnelles favorables aux autres nationalités de la Double monarchie. Le député de Basse-Autriche, von Schönerer, dont Hitler se recommanda dans *Mein Kampf*, se distinguait par son antisémitisme.

Alois rêvait pour son fils d'une carrière de fonctionnaire. Adolf, dès douze ans, décida de devenir peintre et négligea exprès ses études, pour narguer son père. Après la mort de ce dernier, en 1903, il dédaigna de passer son baccalauréat, faillit mourir d'une congestion pulmonaire en automne 1905 et réussit à convaincre sa mère, qui le laisse partir pour Vienne en 1907.

Hitler passa cinq ans à Vienne. Il échoua deux fois à l'École des Beaux-Arts, logea la plupart du temps dans des asiles pour célibataires, vécut de la vente de cartes postales qu'il peignait. Il lut beaucoup ; sa connaissance de Schopenhauer, de Chamberlain, de Nietzsche semble dater de cette époque. Il dévora les journaux de tous les partis. Les manifestations organisées par le maire chrétien-social, Karl Lueger, lui révélèrent la puissance des masses populaires. Il lut sans doute aussi le *Socialisme national*, ouvrage publié en 1911 par l'ingénieur Rodolphe Jung, leader du Parti allemand de Bohême.

Il ne témoigna jamais le moindre intérêt aux belles-lettres, aux classiques allemands, aux poètes, aux romanciers. Il a, plus tard, expliqué qu'il lisait non pour s'encombrer l'esprit d'un fatras de connaissances, mais pour confirmer ses idées. Les rares témoins de cette époque, comme, plus tard, ses camarades de la guerre, se souviennent de sa passion pour les discussions politiques, dans lesquelles il essayait de les entraîner.

Il n'eut jamais un véritable ami ; on ne lui connaît pas de relations féminines. Les seules femmes qui vécurent chez lui furent, plus tard, sa nièce, Geli Raubal, dont le suicide, en 1931, à Munich, l'affecta beaucoup, puis Eva Braun, compagne soumise, mais non confidente et à peine concubine. Il quitta Vienne, aigri, en 1912 ou en 1913, pour Munich, d'où il alla, en février 1914, se faire réformer par le conseil de révision de Salzbourg.

Il s'engagea, dès le début de la guerre, dans l'armée bavaroise, mérita ses galons de caporal et sa croix de fer. Il serait devenu officier, s'il n'avait été Autrichien. Peu lui importait, d'ailleurs. Ses fonctions d'agent de transmission lui plaisaient. L'armée lui rendit, après 1918, le précieux service de l'entretenir à Munich et de lui mettre le pied à l'étrier de la politique.

Il fut désigné pour suivre un cours de formation politique, qui le rendit capable d'instruire les membres des corps francs que les nationalistes formaient avec les réfugiés et démobilisés accourus de partout. Il y rencontra Feder, dont les idées l'enthousiasmèrent, et le capitaine d'état major Roehm, qui découvrit son talent d'orateur.

Chargé de renseigner ses chefs sur un des nombreux groupes politiques qui s'agitaient à Munich, il se rendit, un soir, à une réunion du *Deutsche Arbeiter Partei* (D. A. P.) de Drexler et Karl Harrer. Il eut la révélation de son pouvoir en parlant là, pour la première fois, devant vingt-cinq personnes. Le 16 septembre 1919, il adhéra au parti, obtint la direction de sa propagande et, par ce moyen, devint bientôt une des personnalités en vue de Munich. Il fréquenta les salons du beau monde, où l'introduisit le publiciste Dietrich Eckart. En 1920, une réunion, à Salzbourg, des représentants du D. A. P. et du *Deutsche National Sozialistische Arbeiter Partei* (D. N. S. A. P.) de Rodolphe Jung, député à Prague, permit la fusion en un N. S. D. A. P., auquel se joignit, l'année suivante, le petit groupe du professeur de lycée Julius Streicher, qui dirigeait à Nuremberg un *Deutsch-sozialistische Partei*. Les progrès furent rapides. En décembre, le parti acquit le *Voelkischer Beobachter*, grâce aux fonds secrets que s'était procurés Dietrich Eckart. Le journal avait 7.000 abonnés et courait à la faillite.

Le 29 juillet 1921, Hitler devint président du N. S. D. A. P., écartant Drexler, dominant Feder, imposant sa dictature. Ce premier parti national-socialiste disparut après le coup d'État du 9 novembre 1923, qui est décrit à la page 200 du livre allemand et à la page 90 du livre anglais.

La lutte pour la conquête du pouvoir (1931-1933) est à peu près aussi développée dans les deux ouvrages. Tous deux, en politique intérieure, insistent sur les mêmes faits essentiels : les changements dans la composition du parti, qui se recruta tour à tour dans toutes les classes de la société ; la petite bourgeoisie fut d'abord sollicitée ; les frères Strasser et Goebbels réunirent, en 1925, des ouvriers dans l'organisation nationale-socialiste du Nord-Ouest de l'Allemagne ; puis, après l'exclusion d'Otto Strasser, en 1926, et le renvoi, en 1930, du capitaine Pfeffer von Salomon, qui désespéra de maintenir les milices S. A. sous l'influence de la Reichswehr, au moment où l'ère des succès électoraux parut close, en juillet 1932, ce furent les paysans qui empêchèrent l'effondrement.

Les équipes dirigeantes changèrent à plusieurs reprises, Hitler se montrant constamment opportuniste. Roehm, qui s'était exilé en 1925, fut rappelé de Bolivie, où il avait trouvé place dans l'état major, pour réorganiser la milice politique. Otto Strasser fut exécuté le 30 juin 1934, etc.

Ce furent, cependant, surtout les nationaux-allemands qui assurèrent le succès du Führer. En s'alliant aux nazis, pour la campagne contre la ratification du plan Young, Hugenberg leur ouvrit toute la presse de droite, qu'il contrôlait. Le renom du futur dictateur, encore limité à la Bavière, gagna l'Allemagne entière. Ce fut aussi par l'intermédiaire des conservateurs,

du national-allemand Hugenberg, du centriste Papen que Hitler obtint, à plusieurs reprises, des subsides des industriels de la Ruhr. Toute cette histoire est connue et nos biographies la résument sans la renouveler.

Après le 30 juin 1934, Hitler abandonna de plus en plus à ses lieutenants la direction de la politique intérieure et se consacra, lui, aux affaires étrangères. L'ouvrage allemand reste essentiellement une biographie qui suit pas à pas l'évolution du Führer du « national-socialisme à l'hitlérisme ». Le livre anglais¹, dont le sous-titre est *A study in tyranny*, élargit, au contraire, son horizon. Se référant à tous les documents diplomatiques publiés, aux discours du Führer, aux mémoires et aux dépositions des intéressés, il nous donne une magistrale histoire diplomatique de l'Europe de 1934 à 1945. Un excellent index alphabétique et analytique rend ce travail aisément utilisable.

On se reportera donc de préférence au livre allemand pour suivre l'évolution de Hitler de sa naissance au *putsch* manqué de 1923 et à la publication du premier tome de *Mein Kampf*, en 1924. L'ouvrage anglais, plus didactique, plus élaboré, mieux documenté, fournit une meilleure histoire politique de la période qui suit.

La biographie de Göring, de MM. BUTLER et YOUNG², est bien documentée. La traduction française est dépourvue de tout appareil scientifique, ce qui est dommage. L'édition originale anglaise comprend une page de bibliographie et un index alphabétique. Son illustration photographique est abondante et suggestive. Le seul point faible de ce travail réside dans l'histoire de l'incendie du Reichstag. Une étude critique détaillée en serait, cependant, possible aujourd'hui.

Les chapitres consacrés à la jeunesse et à la vie intime sont bons. Les auteurs insistent, à juste titre, sur les déficiences physiques qui ont pu empêcher Göring d'utiliser avec persévérance ses dons intellectuels. Avec le succès, sa tendance à l'apathie s'accroît. Dès le début de la guerre, il cessa de diriger effectivement la *Luftwaffe*. Ce héros de la première guerre mondiale n'approcha jamais le front de plus près que du cap Gris-Nez et ne se tint pas au courant des progrès techniques de l'aviation. Il fut l'un des agents de la défaite en empêchant, à deux reprises, la construction d'appareils modernes au dépens de plus anciens.

Dévoré du besoin de paraître, jouisseur, il sombra dans la veulerie, quand la nécessité et l'ambition ne le poussèrent plus à s'élever. Il se laissa envahir par la graisse, dont, pourtant, les médecins américains le délivrèrent pendant sa captivité. L'amitié que Hitler lui témoigna longtemps mériterait une étude plus poussée. De sens moral, il n'en avait guère : il se proclamait volontiers un homme de la Renaissance.

1. ALAN BULLOCK, *Hitler. A study in tyranny*. Londres, Odham, 1952, in-8°, 776 p., ill.

2. Ewan BUTLER et Gordon YOUNG, *Goering tel qu'il fut*. Paris, Fayard, 1952, in-16, 615 p. — *Marshall without Glory. The troubled Life of Hermann Goering*. Londres, Hodder and Stoughton, in-8°, 287 p., ill.

Le petit livre de Sir Lewis NAMIER¹ comprend deux parties : une vigoureuse et pertinente critique des mémoires publiés par les anciens hauts fonctionnaires nazis qui déclarent avoir cherché à résister à Hitler. L'auteur s'appuie sur les documents des archives allemandes publiés par les alliés occidentaux et par les Russes ; il relève de nombreuses contradictions entre le document et la façon dont il est reproduit ou interprété dans les mémoires. Il s'élève, en particulier, contre les légendes semblables à celle du coup de poignard dans le dos, dont on farcit de nouveau la mémoire des citoyens allemands : légende des occasions manquées, c'est-à-dire des complots contre Hitler avant la guerre, complots dont le gouvernement anglais avait eu connaissance et qui auraient abouti si les alliés n'avaient pas laissé le Führer triompher dans sa politique de bluff. Légende de l'opposition de l'armée au régime : il est, cependant, facile de prouver que les généraux, même les plus hostiles au Führer, poursuivaient les mêmes buts que lui ; ils se trompaient seulement en surestimant les forces de l'adversaire. Quand ils eurent raison, ils manquèrent de caractère et ne purent sortir de leurs velléités d'opposants secrets. Comment le gouvernement anglais les aurait-il pris au sérieux ?

Les diplomates n'ont pas davantage osé s'exprimer nettement. Les mémoires de Dirksen, ambassadeur à Moscou, Tokio, Londres, sont bourrés d'erreurs. Weizsäcker, secrétaire d'État aux Affaires étrangères, et les frères Erich et Theo Kordt ont fort bien servi Ribbentrop, tout en le critiquant et en tenant les Anglais au courant des complots contre Hitler. Leurs mémoires sont écrits avec une légèreté telle que, par exemple, Erich Kordt, secrétaire de Ribbentrop, n'hésite pas à publier une version imaginée par lui de la lettre de Mussolini à Hitler du 25 août 1939. Le vrai texte avait, cependant, déjà été publié dans les documents italiens.

Le ministre français des Affaires étrangères, Bonnet, s'entend également à solliciter ou à déformer les textes pour faire son apologie. Par contre, les mémoires de l'ambassadeur Coulondre apparaissent dignes de foi.

La deuxième partie de l'ouvrage rend compte des archives secrètes de la Wilhelmstrasse ; l'auteur étudie plus spécialement l'*Anschluss*, la question des Sudètes, à propos de laquelle il apporte quelques précisions sur la mission Runciman et Munich.

Nous sommes encore loin de posséder une documentation officielle, complète, sur la résistance allemande : « Les vainqueurs, explique Guenther Weisenborn, avaient peu d'intérêt à sa publication. Ils confisquèrent presque tous les documents et les firent disparaître dans leurs archives. »

Nous en sommes donc réduits à des évaluations : un million de personnes environ auraient passé par les camps de concentration jusqu'à la déclaration de guerre. Beaucoup n'y firent qu'un séjour de quelques semaines ; on sait que le régime de la *Schutzhaft* permettait d'interner n'importe qui, sans instruction ni jugement. A la déclaration de guerre, il y avait environ

1. Sir Lewis NAMIER, *In the Nazi Era*. Londres, Macmillan, 1952, in-8°, VIII-204 p.

300.000 internés. D'après les registres du ministère de la Justice, 11.881 condamnés à mort ont été exécutés entre 1933 et 1944. Si l'on y ajoute les victimes des derniers mois et celles des conseils de guerre, on arrive à un total d'environ 32.500 exécutions consécutives à un jugement.

Mais la plupart des victimes n'ont pas été jugées. D'après M. Grossmann, secrétaire général de la Ligue allemande des Droits de l'homme, sur les 525.000 juifs qui vivaient en Allemagne, 295.000 émigrèrent et 215.000 moururent ; il en restait 15.000 au 8 mai 1945. D'après MM. Kautsky et Kogon, le nombre des Allemands et des étrangers qui furent internés entre 1933 et 1945 atteindrait 7.820.000 et celui des survivants 700.000. Des documents de la Gestapo comptent 162.734 prévenus et condamnés politiques le 10 avril 1939. Au cours des grandes rafles ordonnées par le Dr. Thierack, ministre de la Justice, en avril, mai et juin 1944, 176.670 personnes, dont 20.748 Allemands, furent arrêtées. Un graphique de la Gestapo donne les chiffres mensuels des arrestations pour l'année 1941. Le total est de 11.385.

Les documents réunis par Ricarda Huch et par M. WEISENBORN, qui les publie, ne constituent pas une histoire. L'auteur veut prouver aux étrangers qu'il y eut une véritable résistance et aux Allemands que celle-ci fut héroïque. Il s'attache d'abord à établir que les victimes ne furent pas des traîtres ; le traître et le parjure fut Hitler. Ceux qui s'opposèrent à son régime se conduisirent en patriotes, même lorsqu'ils prirent contact avec l'étranger et répandirent le doute dans l'esprit des soldats. L'auteur veut faire rendre aux héros de la résistance le culte qui leur est dû. Lisons-le de ne pas les avoir embaumés dans la littérature. Il s'est contenté de les laisser parler ou de publier les rapports de police qui les concernent.

Leurs témoignages sont groupés en cinq chapitres : résistances religieuse, bourgeoise, militaire, ouvrière, intellectuelle. Ils sont des plus variés. Ainsi, Wilhelm Lehmann, vieillard de soixante-douze ans, surpris en train de griffonner sur les parois d'une vespasienne, à Berlin, en août 1942 : « Hitler massacreur, il faut t'assassiner, alors la guerre sera finie. » Le malheureux n'arrivait plus à subsister avec sa maigre pension. On l'aurait peut-être laissé en vie, si le *Gauleiter* de Berlin n'était intervenu. Il fut arrêté, interrogé, livré au psychiatre et, finalement, guillotiné en mai 1943. D'autres se groupèrent. Des étudiants, autour des frère et sœur Scholl, à Munich, en 1941, des croyants, des ouvriers, de très jeunes gens souvent, âgés de seize à vingt ans, des vieillards. Leurs lettres témoignent d'un idéalisme et d'un courage émouvants. La plupart multiplièrent les tracts destinés à éclairer l'opinion. La Gestapo en saisit 25.826 émanant de l'opposition de gauche au cours de l'année 1941.

L'ouvrage ne permet pas de suivre l'évolution de la terreur nazie. Il ne traite ni de ses auteurs ni de ses méthodes. Les victimes seules y figurent. On a, cependant, l'impression que leur nombre s'accrut sans cesse. Et on tend à conclure qu'il est vain de vouloir former une opposition publique dans une dictature moderne : la seule façon de la renverser pourrait bien

être, comme l'ont compris les conspirateurs militaires, d'abattre le tyran. Même s'il est seul à disparaître, il y a des chances pour que les rivalités entre ses successeurs transforment le régime¹.

M. ZELLER se défend d'avoir écrit une histoire de la résistance allemande. Son livre se limite au 20 juillet 1944. Mais la plupart des groupes de résistance ont été intéressés au complot ou impliqués dans sa répression. L'auteur a compulsé plus de documents que ses prédécesseurs ; il a réuni plus de témoignages écrits et oraux et s'est efforcé de pénétrer la mentalité des conspirateurs. Cela lui permet de donner un portrait plus vivant de ses héros, en particulier de Claus von Stauffenberg. Il est, cependant, souvent obligé de se borner à de brèves notices biographiques sur les conspirateurs moins bien connus, et cela nuit au caractère dramatique de l'exposé.

Il ressort de cette étude que l'échec fut causé par une coordination insuffisante aux échelons inférieurs plutôt que par les fautes et les hésitations des protagonistes. Ainsi, le général Hitzfeld, commandant à l'École d'infanterie de Döberitz, devait, au reçu de l'ordre d'alarme, envoyer un groupe d'assaut s'emparer de l'émetteur national de radio. Il était absent quand l'ordre parvint, à 17 heures. Les troupes furent alarmées, mais non expédiées. Le général ne rentra qu'à 20 h. 30. Mais Keitel avait pu annoncer à 18 h. 30, par radio, que Hitler vivait. Si l'émetteur avait été entre les mains des conspirateurs, ils auraient pu réussir, malgré l'échec de l'attentat, ou, tout au moins, renseigner l'opinion publique sur leurs intentions, sur la situation militaire qu'on lui cachait, sur la catastrophe qui menaçait la patrie. Le cours des événements en aurait, évidemment, été influencé.

L'auteur réagit contre les accusations si souvent portées, en Allemagne, contre les conspirateurs. Il nous les montre conscients du crime qu'à leurs propres yeux ils commettaient en rompant leur serment de fidélité à Hitler. Stauffenberg lui-même rêvait d'un tribunal qui l'aurait jugé et acquitté, une fois la patrie sauvée. Il nous les montre troublés, déchirés, mais, finalement, décidés à repousser la solution de facilité. Renseignés comme ils l'étaient sur la situation militaire, ils estimaient n'avoir pas le droit de se réfugier dans la stricte discipline qui leur ordonnait d'obéir et de se taire. La fidélité au serment qu'on leur a reproché de trahir était, en réalité, le refuge des lâches. Ceux qui savaient devaient tenter de sauver le peuple allemand. Au 20 juillet 1944, il n'y avait, en effet, pas encore un seul ennemi sur le sol de l'Allemagne. Plus de la moitié des édifices détruits et des civils ou militaires tués le furent dans les neuf mois qui suivirent le 20 juillet. Il n'y avait pas non plus d'accord entre les alliés sur l'occupation future ; la conférence de Yalta se tint le 11 février 1945. Si le coup d'État avait réussi, les alliés auraient trouvé en face d'eux un gouvernement allemand

1. Guenther WEISENBORN, *Der lautlose Aufstand. Bericht über die Widerstandsbewegung des Deutschen Volkes. 1933-1945*. Hambourg, Rowohlt, 1953, in-8°, 348 p.

avec lequel ils auraient négocié et même une capitulation sans condition aurait sans doute sauvé l'unité du pays.

Après avoir lu ce livre, on ne peut que s'incliner devant l'incontestable héroïsme des conspirateurs. Et l'on se prend à songer que cette révolution manquée était, comme toujours dans l'histoire de l'Allemagne, une révolution par en haut. La répression coûta la vie à 5.000 Allemands environ, 5.000 citoyens de tous les bords, qui étaient prêts à tout sacrifier à leur peuple : les meilleurs, sans conteste. Si l'Allemagne n'avait pas perdu ces élites, ce seraient elles qui aujourd'hui orienteraient son opinion publique et dirigeraient sa politique¹.

C'est en mai 1933 que le Comité central du Parti social-démocrate allemand expédia son président, Otto Wels, et une partie de ses membres à Prague. Le nombre des socialistes organisés qui les rejoignirent par la suite ne dépassa pas 3.000. Le Comité dut se transporter à Paris en mai 1938.

M. Erich MATTHIAS esquisse une histoire de leurs idées.

La recrudescence de la tendance révolutionnaire parmi les émigrés amena des dissidences, mais ne permit pas de réaliser le front commun avec les communistes.

L'auteur expose clairement les thèses exprimées surtout par l'historien Rosenberg, par les rédacteurs en chef du *Nouveau Vorwärts*, Friedrich Stampfer, puis Curt Geyr, par l'ancien secrétaire du groupe parlementaire, Paul Hertz, et par les militants les plus en vue, Hilferding, Kautsky, Otto Braun, Schiff, Decker, Hans Vogel, Erich Ollenhauer, Breitscheid, etc. Certains d'entre eux séjournaient en France, en Suisse ou en Angleterre.

Ils méditèrent sur l'échec de la social-démocratie, découvrirent que le peuple allemand n'avait jamais formé une nation au sens occidental du terme, c'est-à-dire une démocratie politique issue d'une révolution populaire. Il était resté un peuple (*Volk*) de sujets. Le *Reich* était issu de victoires militaires. Il n'était pas « un produit de la nation ; c'est la nation qui était un produit de l'expansion violente de l'État » (Paul Sering).

La social-démocratie n'avait pas su créer cette nation démocratique. Ses chefs avaient conservé leur mentalité résignée de la période impériale, leur confiance excessive en l'organisation du parti, leur facilité d'adaptation aux circonstances, qualifiée de « politique réaliste ».

La deuxième partie de l'ouvrage traite de la critique du national-socialisme. Critique vigoureuse, qui suivit l'évolution des événements et reconnut la valeur du sentiment national, sous-estimé par les socialistes au temps de Weimar et si habilement exploité par les nazis. Critique clairvoyante qui prévit la guerre et la défaite et qui ne fut pas entendue, malgré les tracts et les organisations secrètes, parce que le peuple allemand n'avait pas été formé à la critique politique ; les succès de Hitler parlaient plus haut.

1. Eberhard ZELLER, *Geist der Freiheit. Der zwanzigste Juli 1944*. Munich, Rinn, s. d. (1953), in-8°, 397 p.

La troisième partie expose le renouveau doctrinal. Celui-ci, gêné par la permanente hostilité des communistes, prétendit rompre avec les traditions weimariennes. La nouvelle social-démocratie serait réellement démocratique; elle ne représenterait pas une classe opposée aux autres, mais tous les Allemands décidés à vivre en démocratie et à lutter contre l'impérialisme. Elle les unirait par un sentiment national qu'elle saurait cultiver et renforcer. Mais cette renaissance ne pourrait s'appuyer que sur la classe ouvrière, dont le mouvement gagnerait peu à peu les classes moyennes. Ce qui conduisit à répudier toute dictature permanente du prolétariat, à créer un « nouveau rapport entre la liberté individuelle et le lien social » et à rechercher la collaboration avec les autres démocraties¹.

V. — L'ARMÉE ALLEMANDE

Il y a, en réalité, deux livres différents dans *Le grand État-Major* de M. W. GOERLITZ : une histoire de l'État-Major depuis sa fondation, en Prusse, en 1657, avec la nomination du premier « General-Quartiermeister », jusqu'au traité de Versailles : 293 pages, divisées en huit chapitres, qui forment autant de synthèses soigneusement composées et sérieusement documentées. Pas d'érudition, rien d'inédit, mais un effort pour renouveler les points de vue, un sens des réalités sociales qui animent ces tableaux. On peut, cependant, regretter que les intentions affirmées au début soient un peu négligées par la suite. Le premier chapitre sur l'armée de l'ancien régime est excellent à la fois parce qu'il insiste sur la composition sociale du corps des officiers et parce qu'il montre les influences étrangères qui firent réformer l'armée fédéricienne. Les milices américaines avaient renoncé à la tactique « géométrique » des manœuvres traditionnelles; les volontaires français avaient vaincu les états-majors de privilégiés initiés dans leurs écoles aux règles de la guerre. Les masses avaient triomphé des élites. Ces influences expliquent les réformes de Scharnhorst et de Gneisenau, puis l'œuvre de Clausewitz.

L'État-major prussien, au XIX^e siècle, ne s'embourgeoisa que lentement; on aimerait des indications plus nombreuses sur cette évolution sociale.

A partir du chapitre IV, la biographie des chefs de l'État-major tend à l'emporter sur l'étude de l'institution. Les portraits de Moltke, de Waldersee et de Schlieffen sont très réussis. Ils donnent en 80 pages une synthèse vivante de l'évolution de l'armée de Bismarck à la guerre de 1914. Schlieffen, ce chef d'état-major immortalisé non par ses victoires, mais par un plan dont, jusqu'à sa dernière heure, il s'efforça de démontrer l'efficacité, en multipliant les recherches historiques, accepta la fatalité de la guerre sur deux fronts. Il ne pensa pas qu'une diplomatie plus habile aurait pu

1. ERICH MATTHIAS, *Sozialdemokratie und Nation. Ein Beitrag zur Ideengeschichte der sozialdemokratischen Emigration in der Prager Zeit des Parteivorstandes. 1933-1938*. Stuttgart, Verlags-Anstalt, 1952, in-8°, 353 p.

éviter l'encerclement de l'Allemagne. Convaincu que la lutte simultanée sur les deux fronts était insoutenable, il crut pouvoir battre successivement les deux adversaires. Son plan ne fut pas intégralement appliqué par son successeur, le jeune Moltke. L'eût-il été que l'Allemagne aurait, sans doute, tout de même perdu la guerre, car Schlieffen, comme, plus tard, Hitler, n'avait pas compris que l'évolution politique et technique avait interdit les guerres éclair et introduit les guerres mondiales d'usure, où le potentiel économique importe plus que la puissance manœuvrière. L'Allemagne, affaiblie par des succès qu'elle n'avait pas les moyens d'exploiter, devait succomber à la longue. 1914 en fournit une première démonstration.

Les deux chapitres qui suivent, sur von Seeckt et l'armée de Weimar et sur Beck et la lutte de l'État-Major contre la guerre entre 1933 et 1938, occupent chacun 100 pages ; et le dernier, sur la deuxième guerre mondiale, 225. Ces 400 pages exposent toute l'histoire politique et militaire de l'Allemagne contemporaine. Il est regrettable qu'elles ne soient pas divisées et sous-titrées et que le livre n'ait pas d'index alphabétique, car cette synthèse est plus neuve que la première partie de l'ouvrage. L'auteur raconte intelligemment la guerre contre la Russie, que le colonel Bernd von Kleist comparait à celle d'un éléphant attaquant une masse de fourmis ; il en tue des milliers, des millions, mais finit par être dévoré. L'auteur insiste sur les erreurs de Hitler, qui empêcha la prise de Moscou, en septembre 1941, et arrêta les régiments de von Leeb, prêts à prendre Léninegrad ; il voulait se contenter d'encercler la ville, à cause des difficultés qu'auraient posé l'administration et le ravitaillement de plusieurs millions d'habitants. Von Leeb prétendit plus tard que Hitler avait conduit la guerre comme s'il avait été l'allié des Russes. Quoi qu'il en soit, l'auteur pense que, même sans ces erreurs, l'Allemagne n'aurait pas pu triompher à la longue. L'espace, les réserves démographiques, les richesses économiques des Russes, jointes à la puissance industrielle de l'Empire britannique et, bientôt, des États-Unis, devaient triompher. La longue série des erreurs du Führer, isolé dans son lointain quartier général, ses crises de fureur contre ses généraux, le développement de la conspiration militaire sont bien résumés. Presque tous les anciens officiers d'état-major, formés selon la tradition de Moltke et de Beck, disparurent, remplacés par des chefs plus jeunes, plus ambitieux et plus dévoués à Hitler. Mais ces derniers furent paralysés, à leur tour, par les ordres du potentat hystérique.

Ce long récit, aux péripéties multiples, se termine par une conclusion en trois lignes : l'accusation du Tribunal international de Nuremberg, qui range l'État-Major parmi les organismes responsables de la deuxième guerre mondiale, ne peut être maintenue, puisque, précisément, l'État-Major fit tout son possible pour empêcher la déclaration d'une guerre que ses membres jugeaient perdue d'avance¹.

1. Walter GORBLITZ, *Der deutsche Generalstab. Geschichte und Gestalt. 1657-1946*. Frankfurt, Frankfurter Hefte, 1950, in-8°, 717 p.

C'est un Anglais, M. WHEELER-BENNETT, professeur à Oxford, qui a, sans doute, écrit le meilleur ouvrage sur l'armée allemande. « Ce livre, nous explique-t-il, dans sa préface, cherche à raconter comment l'armée allemande a survécu à sa défaite de 1918, la plus désastreuse qu'elle ait subie jusqu'alors ; comment, après avoir survécu, elle se mit en devoir de dominer la vie politique de la République allemande ; comment, en se retirant de l'arène de la politique active, elle exerça une influence et développa une puissance étonnantes, n'hésitant d'ailleurs pas, rappelons-le, à collaborer avec la Russie soviétique ; et comment, lorsqu'elle commit l'erreur de descendre dans l'arène et de faire la politique au lieu de se contenter de la contrôler, elle commença de suivre la pente qui la conduisit à l'abjecte défaite — militaire, politique et spirituelle. Je me suis aussi proposé de montrer l'étendue de la responsabilité de l'armée, qui a porté les nazis au pouvoir, qui a ensuite toléré les infamies de ce régime et qui n'a pas pris, en temps voulu, quand elle seule aurait pu le faire, les mesures propres à écarter ce régime du pouvoir. »

Cette démonstration est magistralement conduite. L'auteur a lu, confronté, critiqué tous les documents et tous les ouvrages publiés jusqu'en 1953. S'il n'apporte pas de révélation, il a le mérite de bien dégager les faits essentiels. Cela est surtout remarquable dans la première partie du livre, qui forme une excellente histoire politique de la République de Weimar. Le régime s'installe grâce au fil téléphonique secret entre la chancellerie d'Ebert, à Berlin, et le commandement suprême de l'armée, à Cassel, « sorte de cordon ombilical qui liait la république allemande, infantile, à son procréateur et protecteur, l'armée allemande ». L'intelligence et le courage de Groener, qui agit en patriote allemand, s'opposèrent souvent à la fuite de Hindenburg devant les responsabilités. Hindenburg, petit hobereau prussien et mythe allemand ! Von Seeckt fit de l'armée un État dans l'État ; il composa l'armée légale de 100.000 hommes avec 40.000 sous-officiers, recrutés surtout dans l'aristocratie et capables de se transformer en officiers du jour au lendemain ; il recruta, en outre, une armée secrète pour remplacer les corps francs, trop indisciplinés, et plaça ces « commandos de travail » sous le contrôle des généraux von Schleicher, von Hammerstein, von Bock et Ott. Il veilla surtout à ce que l'ancien esprit de l'armée impériale subsistât. Partisan d'une entente avec la Russie, il n'approuvait pas la politique de Locarno, mais il sut tirer tous les avantages que lui offrit la période de détente et de paix qu'elle procura au pays : il put achever son œuvre avant l'élection de Hindenburg. Ce dernier ne lui avait pas pardonné sa victoire de Gorlice, remportée, sous les yeux de l'empereur, sur un théâtre d'opérations que Hindenburg considérait comme le sien.

Après la mort d'Ebert, en 1925, et le départ de von Seeckt, en 1926, von Schleicher devint le conseiller le plus écouté du président Hindenburg. Il rêvait d'une dictature de l'armée, d'un gouvernement par cabinet présidentiel et décrets-lois, qui annihilerait le régime parlementaire. Il crut y réussir en suscitant Brüning, avec Groener comme ministre de la Guerre. La

poussée des nazis incita Brüning à résister en s'appuyant sur les partis républicains. Groener interdit les milices hitlériennes. Schleicher provoqua sa démission, puis celle de Brüning, qu'il remplaça par von Papen. Il ne réussit pas à diviser les nazis en s'entendant avec Gregor Strasser et retira son appui à Papen, qui avait renversé le gouvernement socialiste minoritaire de Prusse et s'apprêtait à lutter contre les nazis en provoquant une nouvelle dissolution du Reichstag. Obligé de prendre lui-même le pouvoir, il fut finalement renversé par les intrigues de Papen, qui s'entendit avec les nationaux-socialistes et les nationaux-allemands. On sait comment les nazis écartèrent peu à peu les barons, qui devaient les tenir en lisière dans le cabinet du 30 janvier 1933. L'armée, cependant, ne dépendait que du président Hindenburg. Elle conserva son indépendance jusqu'à la mort de ce dernier et assista, impassible, aux massacres du 30 juin 1934. Le pacte conclu, le 16 avril, entre le ministre de la Défense, von Blomberg, et Hitler avait accordé la suppression des milices de Roehm, en échange de la reconnaissance par l'armée de Hitler comme successeur de Hindenburg, dont la mort était prochaine. Le 2 août, l'armée prêta serment à Hitler. C'en était fait, dès lors, de son indépendance.

Le réarmement modifia peu à peu son caractère. Elle fut noyée par les nazis. L'ancien esprit disparut. Les techniciens groupés autour de von Fritsch et de Beck apprécièrent la liberté d'action que leur laissait Hitler, jusqu'au moment où ils comprirent que l'instrument leur échapperait et que la politique extérieure du Führer compromettrait leur œuvre en déclenchant prématurément la guerre. En 1938, après la démission de Blomberg et l'affaire Fritsch, Beck, qui avait témoigné avant 1933 de quelque sympathie pour le national-socialisme et qui avait prêté serment, commença de conspirer. Ce qui inquiétait surtout les militaires, c'était qu'ils étaient persuadés de la défaite en cas de guerre mondiale. Assurés de la victoire, il n'est pas probable qu'ils eussent comploté la mort du Führer. Le détail des conspirations est connu.

La guerre occupe le tiers du volume. L'auteur résume l'activité politique de l'opposition militaire et civile. Il nous montre combien les généraux se révélèrent divisés ou indécis au moment d'agir. Le groupe formé par Oster, Dohnanyi, Bonhoeffer et Joseph Müller autour de l'amiral Canaris était au centre de la grande conspiration, lorsque ses membres furent arrêtés en 1943. Leur présence aurait peut-être assuré le succès de la tentative du 20 juillet. Le récit détaillé de ce dernier complot n'ajoute rien à ce que nous savons. L'auteur insiste sur la responsabilité du général Fellgiebel, qui omit de couper les lignes téléphoniques autour du quartier général du Führer à Rastenburg. La place nous manque pour donner plus de détails. Regrettons qu'à plusieurs reprises, en particulier lorsqu'il traite de la chute de Brüning, l'auteur néglige la crise économique, dont les ravages font mieux comprendre l'évolution politique.

Sa conclusion est pessimiste : une fois de plus, les alliés favorisent le

rièvement de l'Allemagne par crainte de la Russie soviétique. L'auteur estime qu'en l'occurrence il n'y a pas autre chose à faire. Il approuve la politique de Churchill. Mais il souhaite que le contingent allemand de l'armée européenne n'exerce aucune influence sur la politique du gouvernement de Bonn et que son activité reste étroitement limitée à la tâche que les traités prescrivent à l'armée européenne¹.

Le général GREINER fut l'un des auteurs de l'Histoire officielle allemande de la guerre de 1914-1918. Après avoir travaillé pendant vingt ans aux Archives nationales et à l'Institut de l'Armée pour l'étude de l'histoire de la guerre à Potsdam, il fut chargé de tenir le journal des opérations militaires au G. Q. G. en 1939. Il remplit cette fonction jusqu'au printemps 1943. Le journal, dactylographié, fut détruit à la fin de la guerre. Mais il en existait des copies plus ou moins complètes. Les Américains, semble-t-il, en possèdent une pour les années 1943-1945. Le général Greiner lui-même en détient un extrait qui va du 1^{er} août 1940 au 24 mars 1941. Il a, d'autre part, conservé les notes d'après lesquelles il avait dicté le journal, pour les périodes du 8 août 1940 au 25 juillet 1941 et du 12 août 1942 au 17 mars 1943. Ces dernières sont publiées en appendice. Si l'on y ajoute les notes de ses adjoints, la photocopie du journal de Jodl (chef du bureau de la direction des opérations — *Wehrmachtsführungsamt* — au G. Q. G. et principal conseiller de Hitler à côté du commandant en chef Keitel), qui couvre la période du 13 octobre 1939 au 30 juin 1940, et les rapports du colonel Warlimont, chef du bureau de la défense du territoire, dont Greiner faisait partie, on voit que ce dernier dispose d'une documentation suffisante pour écrire une histoire de la conduite des opérations jusqu'à la déclaration de guerre à la Russie.

L'auteur est à la fois un officier d'état-major et un historien formé aux méthodes strictes de l'érudition. Son livre a la valeur d'une source. Il est technique et se borne à consigner les procès-verbaux des conseils de guerre, les communiqués officiels ou les opinions des grands responsables. Il s'abstient, la plupart du temps, d'appréciations personnelles.

Dans l'ensemble, ce journal n'apporte pas de révélations. Il confirme les relations de l'amiral Assmann. C'est toujours Hitler qui prit les décisions et donna les ordres. Il surprit parfois son entourage, en particulier lorsqu'il résolut de s'attaquer aux Russes. Mais il ne fut pas toujours insensible aux suggestions de ses conseillers. Il n'aimait pas Brauchitsch, qui commit l'imprudence de citer à l'ordre de l'armée von Fritsch, après sa mort devant Varsovie le 22 septembre 1939. Mais il ne s'entêta pas pour exécuter le plan de débarquement en Angleterre, imposa la percée sur Sedan, proposée en 1940 par le général von Manstein, apprécia les rapports très critiques du général von Rintelen, attaché militaire à Rome.

1. J. W. WHEELER-BENNETT, *The Nemesis of Power. The German army in Politics. 1918-1945*. Londres, Macmillan, 1953, in-8°, xvi-829 p., ill.

S'il parut parfois entraîné par son tempérament de joueur, qui le poussa à risquer des opérations audacieuses, il se montra à d'autres moments très attentif à considérer tous les éléments d'une situation. Il réussit, après avoir failli tout abandonner au cours d'une défaillance nerveuse, l'opération contre la Norvège ; il réussit à vaincre la France, comme il avait réussi, avant la guerre, à occuper la rive gauche du Rhin, l'Autriche, la Tchécoslovaquie. Mais il ne s'obstina pas à exécuter le plan Félix contre Gibraltar et ne se passionna pas pour la campagne d'Égypte.

Si les événements lui ont souvent donné raison, il apparaît que son jugement fut erroné et fatal à l'Allemagne, lorsqu'on s'élève au-dessus des diverses opérations pour considérer l'ensemble de la situation dans le temps et dans l'espace : il n'a jamais cru que l'Angleterre se battrait et persisterait dans la guerre. Il a sous-estimé la valeur de l'appui américain aux alliés, parce qu'il ne croyait pas que la guerre se prolongerait assez pour permettre aux U. S. A. d'intervenir efficacement. Il s'est lancé dans la guerre contre la Russie, en dépit du pacte de non-agression qu'il avait signé avec elle pour éviter la guerre sur deux fronts et de l'important soutien économique que cet accord lui apportait. Il était, comme ses généraux, convaincu de l'infériorité militaire des Russes par rapport aux Allemands en 1940. Mais il s'imaginait à tort que les Russes déposeraient les armes après une campagne éclair de quelques semaines. Hitler apparaît ainsi, conformément aux thèses généralement soutenues par l'État-Major allemand, comme le principal et peut-être le seul responsable de la défaite¹.

M. BRUNSCHWIG,

Professeur à l'École nationale de la France d'Outre-Mer.

1. H. GREINER, *Die oberste Wehrmacht-Führung 1939-1943*. Wiesbaden, Limes Verlag, 1951, in-8°, 444 p., 6 cartes h. t.

COMPTES RENDUS CRITIQUES

Lucien LERAT. Les Locriens de l'Ouest. I : *Topographie et ruines*; in-8°, xv-235 pages, 64 pl. h. t., 11 fig., 1 carte. II : *Histoire, institutions, prosopographie*; in-8°, ii-244 pages. (176^e fascicule de la Bibliothèque des Écoles françaises d'Athènes et de Rome). Paris, De Boccard, 1952.

Dans ces thèses d'une conscience et d'une solidité exemplaires, M. Lerat étudie l'une des régions et l'un des peuples les moins bien connus de la Grèce ancienne.

L'introduction, très développée, du premier volume examine d'abord les sources antiques de toute nature, puis les sources modernes (voyages, fouilles, cartes, etc.). Après de brèves « généralités sur le pays », l'auteur consacre aux cités et aux peuples la première partie du livre; il s'étend longuement sur la plus importante de ces villes, Amphissa (Solona), sur Chaleion (très probablement Galaxidi), sur Naupacte (pour laquelle on possède une copieuse documentation épigraphique depuis l'époque de sa réunion à l'Étolie), sur Physkeis, ignorée des historiens et géographes anciens, mais souvent citée dans les inscriptions. Douteuse est l'existence de plusieurs villes que mentionnent uniquement des textes littéraires: tel est le cas d'Anticyre; d'autres villes, signalées par les inscriptions, ont certainement existé; mais on a pu se tromper en les attribuant à la Locride occidentale plutôt qu'à la Phocide ou à l'Étolie. La deuxième partie du livre traite du pays et des ruines antiques: M. Lerat fixe d'abord aussi rigoureusement que possible les limites de la Locride; puis, il étudie avec la plus louable précision les différents sites, par régions. Une troisième partie, enfin, a pour objet les « problèmes d'identification »: jusqu'en 1946 (date du premier voyage de l'auteur), on ne pouvait identifier sans discussion que Myania, Naupacte, Amphissa et Physkeis; les recherches de 1946 et 1947 ont permis d'identifier également Phaistinos et Tolphon; pour les autres sites, en dépit de « l'assurance tranchante d'Oldfather », il faut se borner à des suppositions plus ou moins acceptables et à l'exposé des données du problème, en usant à la fois des textes littéraires — surtout géographiques, — des inscriptions (en particulier de nombreux actes d'affranchissement) et de la toponymie. M. Lerat traite ainsi successivement du « groupe occidental » (en deux sections, situées respectivement à l'ouest et à l'est de Naupacte) et du « groupe oriental », pour lequel on possède le plus d'identifications assurées. Dans la conclusion, l'auteur déclare qu'il a voulu dégager de son enquête « un programme d'action archéologique »; il rappelle les questions essentielles d'identification qu'il reste encore à examiner, proteste fort justement contre le dédain où, jusqu'à présent, les archéologues ont tenu la Locride occidentale (dont les enceintes forment cependant « un des plus beaux ensembles de ce genre connus en Grèce ») et souligne l'intérêt que certaines fouilles « de caractère limité » présenteraient, notamment, pour la solution de divers problèmes d'histoire religieuse.

La deuxième thèse étudie d'abord l'histoire des Locriens de l'Ouest. Les ori-

gines ne sont guère connues que par les fouilles : il y eut une population préhellénique, un habitat protohelladique près de Galaxidi et, probablement, une occupation mésohelladique ; il se peut aussi que des émigrés de Locride orientale soient venus dans la région entre la « guerre de Troie » et l'invasion dorienne. Le rôle des Locriens occidentaux dans la colonisation grecque a été fort exagéré par Oldfather : tout au plus est-il permis de leur attribuer (sans preuve absolument décisive, du reste) les établissements de Céos et Locres Épizéphyrienne ; en revanche, leur pays fut certainement visé par Corinthe, soucieuse de dominer les routes de l'Ouest. Oldfather a exagéré leur participation à la première guerre sacrée, et c'est avec le concours des Locriens orientaux qu'ils ont colonisé Naupacte. La seconde moitié du v^e siècle fut marquée surtout en Locride de l'Ouest par l'intervention des Athéniens, maîtres de Naupacte. Au iv^e siècle, ce pays subit tour à tour l'influence de Lacédémone et celle de Thèbes ; l'auteur insiste avec raison sur le rôle et le sort d'Amphissa en 339-338 et sur l'apparition, vers cette époque, d'un *Koinon* locrien occidental, auquel les Amphisséens demeurèrent étrangers. Durant la période hellénistique, la Locride garda quelque temps son indépendance ; mais, à partir de 270, elle fut entièrement soumise aux Étolieus (tout en gardant son unité religieuse) ; les revers de l'Étolie ne l'empêcheront pas de conserver après Pydna la région occidentale du pays, dont le reste — sauf Amphissa et Chaleion — dépend du *Koinon*, dissous en 146, puis reconstitué. Sur la fin du ii^e siècle et sur le siècle suivant, notre documentation se raréfie ; après Actium, il y aura d'importantes transformations, notamment dans la population ; vers la fin du i^e siècle, le christianisme apparaît en Locride.

Les institutions ne méritent pas le jugement sévère de Thucydide : la Locride de l'Ouest eut des proxènes et des *poleis* ; depuis Pydna, elle posséda l'agonothète, magistrat annuel, dont les fonctions sont mal connues. On est fort peu renseigné sur les institutions des villes avant le ii^e siècle et sur les attributions des « demiurges », signalés par un bronze de Galaxidi, qui donne principalement des indications sur des institutions judiciaires (juges spéciaux pour étrangers, etc.). C'est seulement vers la fin du iii^e siècle qu'apparaissent des institutions politiques : l'Ecclèsia, le Conseil, présidé par des boularques, les nomographes (à Amphissa), le secrétaire des théares et l'archiviste (à Naupacte), etc. Peut-être s'agit-il d'institutions analogues à celles d'autres démocraties grecques ; mais il faut se garder de toute conclusion tranchante sur ce point. D'autre part, rien ne prouve que la société ait possédé une structure aristocratique : l'argument sur lequel se fonde Oldfather pour l'affirmer est insuffisant. L'auteur rappelle que les affranchissements se sont multipliés seulement dès la fin du iii^e siècle.

La religion n'est que très médiocrement connue ; sauf exceptions, les textes ne fournissent aucune précision sur le culte des divinités dont ils donnent le nom ; on est assez bien renseigné, il est vrai, sur le culte apollinien de Chaleion, et l'on constate que les cultes de Basileia et d'Artémis sont très répandus ; le plus intéressant des cultes de héros est celui d'Achille. Les calendriers sont surtout connus à partir de 166 ; sur ce sujet, M. Lerat complète les résultats de l'enquête de M. Daux (addition de deux mois nouveaux au calendrier amphisséen).

En résumé, on est encore bien mal informé sur l'histoire, les institutions et la société de la Locride occidentale ; il est du moins certain que son influence extérieure fut très modeste et que son organisation intérieure resta faible ; ses deux villes les plus considérables, Naupacte et Amphissa, n'appartinrent même pas au

Moïnon. Si d'intéressants problèmes se posent touchant la vie religieuse, seules de nouvelles fouilles permettraient, peut-être, de les résoudre. Une prosopographie dressée avec la diligence la plus méritoire est jointe à ce remarquable ouvrage, qui fait justice de maintes affirmations fragiles ou excessives et rendra aux chercheurs d'éminents services.

Paul CLOCHÉ.

Marcel GRANET. *Études sociologiques sur la Chine.* Paris, Presses Universitaires de France, 1953; in-8°, xx-303 pages. (Bibliothèque de sociologie contemporaine). Prix : 1.200 fr.

Paul-Marcel Granet est né le 29 février 1884 à Luc-en-Diois (Drôme) et mort à Sceaux le 25 novembre 1940. Élève de l'École normale supérieure (octobre 1904-octobre 1907), agrégé d'histoire (1907), licencié en droit (1908), il fut un an professeur au lycée de Bastia et trois ans pensionnaire à la Fondation Thiers (octobre 1908-1911). Élève, entre temps, à l'École des Langues orientales, il reçut du ministre de l'Instruction publique une mission en Chine du Nord (octobre 1911-Pâques 1913). Il est notable que l'École française de Hanoï ne l'ait pas accueilli. A son retour, après quelques mois aux lycées de Marseille et de Montpellier, il fut nommé, le 1^{er} décembre 1913, directeur d'études pour les religions de l'Extrême-Orient à l'École des Hautes-Études. Mobilisé en décembre 1914, sergent au 167^e régiment d'infanterie, blessé deux fois, il fut, d'octobre 1918 à juillet 1919, attaché comme sous-lieutenant à l'état-major de la Mission française en Sibérie. Démobilisé, il put dès lors se livrer tout entier à la sinologie. Docteur en lettres en 1920 avec une thèse mémorable sur les *Fêtes et chansons anciennes de la Chine*, il fut chargé, la même année, d'un cours de civilisation chinoise à la Sorbonne, et nommé, le 31 décembre 1925, à la chaire d'histoire et de géographie de l'Extrême-Orient à l'École des Langues orientales. Il fut le véritable créateur et devint l'administrateur de l'Institut des Hautes-Études chinoises, fondé à Paris à la fin de 1926. Excellent professeur, il a tenu sans fléchir son triple enseignement.

On me pardonnera cette notice, absente aux préambules du présent recueil. Celui-ci groupe très utilement les principales études de Granet publiées hors de ses livres. Il comprend neuf opuscules : 1. *Coutumes matrimoniales de la Chine antique*, *T'oung pao*, XIII, 1912, p. 517-558 ; 2. *La polygynie sororale et le sororat dans la Chine féodale*, Angers-Paris, 1920, in-8°, 95 p. ; 3. *Quelques particularités de la langue et de la pensée chinoises*, *Revue philosophique*, XLV, 1920, p. 98-195 ; 4. *La vie et la mort. Croyances et doctrines de l'antiquité chinoise*, *Annuaire de l'École des Hautes-Études* (Sc. rel.), 1920, p. 1-22 ; 5. *Le dépôt de l'enfant sur le sol*, *Revue archéologique*, 5^e sér., XIV, 1922, p. 305-361 ; 6. *Le langage de la douleur d'après le rituel funéraire de la Chine classique*, *Journal de psychologie*, février 1922, p. 97-118 ; 7. *Remarques sur le taoïsme ancien*, *Asia major*, II, 1925, p. 146-51 ; 8. *L'esprit de la religion chinoise*, *Scientia*, mai 1929, et 9. *La droite et la gauche en Chine* (communication à l'Institut de Sociologie, le 9 janvier 1933). J'ai rétabli ici l'ordre chronologique de ces publications, qui montre le développement de l'œuvre, et la référence aux pages de la première édition dont la nouvelle, assez compacte, a quelque peu changé l'aspect¹. Les rééditeurs de Granet, au rebours

1. Peut-être aussi eût-il convenu de rappeler que *La polygynie sororale* n'est autre que la thèse complémentaire de Granet pour le doctorat.

de ceux de Maspero, ont ramassé leur volume au lieu de le disperser ; ils ont écarté les moindres articles au lieu de les préférer¹ et n'ont pas eu l'idée saugrenue de toucher au texte². Ils n'ont évité qu'à demi l'écueil des publications sinologiques en Europe et qu'il faudra bien arriver à surmonter si l'on veut donner à cette discipline la liberté d'expression dont jouissent les autres. J'entends la difficulté d'imprimer en caractères chinois. Cinq des études de Granet, les plus importantes (1, 2, 4, 5 et 7), sont farcies de ces caractères, isolés ou en citations, sans lesquels une partie du sens risque d'échapper. Un choix en a été fait, et les caractères remplacés dans le texte par des numéros ont été renvoyés en annexe, p. 279-301. Il suffit de comparer le volume aux articles pour constater ce qu'ils y ont perdu. Les citations des commentateurs ont sauté, par exemple aux *Coutumes matrimoniales*, et obligent à une recherche laborieuse, que Granet avait épargnée à ses lecteurs, à son bénéfice, car il est peu probable que beaucoup la refassent, et sa démonstration et notre contrôle s'en trouvent affaiblis. La philologie de Granet, moins grammaticale que psychologique, en paraît réduite, et sa construction plus théorique. Et dans les passages où, volontairement, il achève sa phrase sur un caractère, sans même en fournir la transcription³, on tombe sur un chiffre, éclairé en fin de volume, comme à l'almanach populaire une réponse de l'oracle. Cela nuit à un auteur que le soin du style distinguait entre ses pairs et cela fait sentir l'urgence d'une solution technique qui permette d'imprimer du chinois comme du grec.

En attendant, ces petites œuvres, très bien faites, qui remplissent l'intervalle des grandes et marquent la continuité d'une pensée⁴, méritaient d'être rendues accessibles à un public qui, pour Granet, dépasse largement celui des spécialistes. Sur les *Préface* et *Introduction* qui présentent le volume, j'avancerai une remarque, parce qu'elle touche à l'originalité de Granet. Il est inexact d'écrire, p. xv : « Il s'est toujours réclamé de deux maîtres, Édouard Chavannes, ... dont il fut l'élève, et Marcel Mauss (avec son précurseur [sic] Durkheim) dont il fut l'ami. » Granet s'est toujours réclamé de Chavannes en sinologie et en sociologie d'É. Durkheim

1. Peut-être eussent-ils pu joindre en appendice le *Programme d'études sur l'ancienne religion chinoise*, *Revue de l'histoire des religions*, 1914, p. 2-13, où l'on a le point de départ, et tels comptes rendus des dernières années (sur R. Grousset, H. Maspero, L. de Saussure) dont la brève franchise ne diminue point la valeur.

2. Les seules altérations, à part les caractères supprimés, m'ont paru être des fautes d'impression, p. ex. p. 66, n. 7, dernière ligne, au lieu de : « se divisent », lire : « se divisaient » (*T. P.* cit., p. 519, n. 3) ; p. 159, n. 2, au lieu de : « chap. CXLV », lire : « chap. CXIV ». En revanche, p. 160, n. 2, la faute d'impression de la *Rev. arch.* : « Tsa'o » (lire : Ts'ao) a été respectée, ainsi qu'ailleurs l'orthographe *Tsouo tchouan* pour *Tso tchouan*. Ailleurs encore, l'orthographe est rectifiée, la ponctuation précisée, les italiques des titres rétablis (*Coutumes*, pas.), et le tout heureusement.

3. Par ex., *Coutumes*, p. 66 : « elle est évoquée par le caractère (5) », et, n. 5 : « La traduction que je donne du caractère (8) est provisoire » (cf. *T. P.*, p. 519, n. 1) ; p. 82 : « En fait, un texte du (78) cité au caractère (79) dans le *Dictionnaire de l'ouvreur*... » ; p. 86 : « d'une seule de ces fêtes, la (85) » (*T. P.*, p. 515) ; p. 89 : « Elle peut se résumer [l'histoire des variations des coutumes matrimoniales] dans celle des sens du mot (94) », etc. Nombre de suppressions n'ont aucun avis, p. ex., p. 165, n. 7, l. 1, ainsi que la mention du chapitre, et, l. 7, les deux caractères *pou siang*, que Granet traduit par « le Néfaste » (*Rev. arch.*, p. 314, n. 1). Je ne sais s'il eût consenti à ce traitement.

4. Les *Coutumes* annoncent *Fêtes et chansons*, la *Polygamie* les *Dances*, et les *Remarques*, *Le roi boit*, laissé en notes et dont il me parlait dès 1925.

(cf., notamment, *Dances et légendes de la Chine ancienne*, Paris, 1926, I, p. 56¹). Il est plus vrai d'écrire, p. XIII : « Je ne suis pas absolument sûr que Granet entende tout à fait comme Durkheim la « nature des choses ». Il y avait peut-être chez lui un positivisme plus entier et un relativisme plus accueillant. » Mauss n'était que l'ami. Si Granet, sur le tard, et dans une conférence, le salue du « maître » (*La féodalité chinoise*, Oslo, 1952, p. 4), c'est dans une critique polie de la « statique » de Durkheim et de son école, et peut-être à un moment où, l'historien en lui reprenant ses droits, il tendait à s'en libérer.

E. GASPARDONE.

Sumner Mc K. CROSBY. *L'abbaye royale de Saint-Denis*. 130 photographies de Pierre DEVINOY. Paris, Paul Hartmann, 1953 ; in-4°, 192 pages, dont 72 de texte, avec 26 figures dans le texte et 116 planches hors texte.

En attendant de pouvoir publier au complet le résultat des vingt années d'étude qu'il a consacrées à Saint-Denis et des deux grandes campagnes de fouilles qu'il y a poursuivies, en 1938-1939 et en 1946-1947-1948, M. Sumner Crosby offre au public cultivé, aussi bien qu'aux savants, une monographie de la grande abbaye royale, où il donne l'essentiel de son histoire, ainsi que la description des édifices disparus et de ceux qui subsistent encore. Dans un premier livre, *The Abbey of Saint-Denis, 475-1122* (Yale University Press, 1942), Crosby s'était fondé sur le plan de Viollet-le-Duc pour restituer, à l'aide de ses premières fouilles, l'église carolingienne. La deuxième campagne de fouilles l'a obligé à modifier radicalement cette restitution et lui a permis de retrouver dans ses grandes lignes le plan complet de l'édifice carolingien et des adjonctions qui lui ont été apportées au IX^e et au XI^e siècle.

Ce qui donne à ce livre toute sa valeur, c'est qu'à la précision scientifique de l'archéologue, l'auteur associe la largeur de vues propre à l'historien. On connaît déjà l'importance de Saint-Denis, tombeau des rois de France, berceau de l'historiographie française. Mais comment ce sanctuaire est-il devenu l'abbaye royale ? Saint-Denis ne fut pas le seul saint national de l'ancienne France. Étudiant les documents, critiquant les légendes, Crosby montre le rôle du site géographique, évoque les foires de Saint-Denis, celles du Lendit, les relations des monarques avec l'abbaye, la personnalité des grands abbés. Dagobert a si bien favorisé le monastère qu'il a fini par passer pour son fondateur. Pourtant il n'a fait, avec saint Éloi, que décorer le tombeau du saint et son sanctuaire. L'église édifiée par ses prédécesseurs était de construction médiocre, mais les éléments retrouvés par les fouilles permettent d'affirmer, contrairement à ce que l'on avait cru, que ses dimensions étaient à peu près aussi vastes que celles de l'édifice qui la remplacera plusieurs siècles plus tard : fait capital pour notre connaissance de l'architecture mérovingienne. Malheureusement, Crosby ne se prononce pas au sujet des chapiteaux de marbre auxquels M. Jean Hubert a dernièrement attaché tant d'importance.

L'abbé Fulrad, dont on connaît le rôle dans l'avènement de la dynastie carolingienne, a reconstruit cette église : l'édifice, commencé sous Pépin, achevé sous

1. « Mon premier vœu est qu'en me lisant, chacun puisse sentir que j'ai été l'élève de Chavannes et de Durkheim... »

Charlemagne, fut consacré en 775. Nous avons déjà dit que le plan dressé par Viollet-le-Duc, à l'occasion des travaux qu'il dirigea en 1859-1860 pour l'établissement du caveau impérial, s'est révélé incomplet et inexact. Crosby a retrouvé les éléments qui permettent de restituer sûrement le plan de l'église tout entière : outre l'abside polygonale, visible encore dans la crypte actuelle, les murs et un angle du transept, les murs de la nef et quatre colonnes qui donnent la largeur de la nef et l'entre-colonnement. Une indication sur l'élévation est même fournie par deux courtes colonnes, prises dans la maçonnerie du XII^e siècle, dans la « baie » orientale du côté sud du narthex (p. 16, il vaut mieux traduire le mot anglais *bay* par *travée*). Quant au narthex du VIII^e siècle, les parties très fragmentaires qui subsistent indiquent une forme assez particulière, mais ne permettent pas de donner une réponse définitive aux questions depuis longtemps discutées à son sujet.

Les résultats acquis apportent des renseignements sur les principes mêmes de l'architecture carolingienne. Tandis que la bâtisse mérovingienne était pauvre et médiocre, celle de Fulrad est solide, faite d'un bel appareil, que montre bien une photographie de l'auteur (p. 10), preuve de la réapparition des « grandes techniques ». Il serait néanmoins exagéré, avoue Crosby, de dire que c'est là « de la grande architecture ». L'église de Fulrad présente des anomalies, une juxtaposition peu harmonieuse de diverses parties ; mais son éclectisme même est caractéristique d'une architecture qui déjà contient en puissance tous les développements qui vont suivre. Tel est le principal intérêt de cet édifice, « l'une des toutes premières églises carolingiennes ».

L'adjonction que lui apporta l'abbé Hilduin, la chapelle consacrée en 832, est une de ces cryptes hors d'œuvre, dont on connaît d'autres exemples à la même époque : enveloppant le chevet de l'église, elles permettent, au moment où se développe le culte des saints, d'ajouter au sanctuaire principal des autels secondaires, pour abriter de nouvelles reliques. Celle-ci est en forme d'*ecclesia triplex*, symbole de la sainte Trinité. On peut y voir à la fois un premier exemple du plan dit bénédictin et, dans le passage de circulation, une ébauche de déambulatoire.

Une dernière adjonction, la tour construite à la fin du XI^e siècle aux frais de Guillaume le Conquérant, n'était connue que par le récit d'un miracle rapporté par Guibert de Nogent. Les fondations, retrouvées dans l'angle du croisillon nord et de la nef, montrent un plan analogue à celui du clocher de Saint-Hilaire-le-Grand de Poitiers (p. 22, il ne s'agit pas exactement d'un « clocher-porche »). Mais la construction, moins solide que celle du VIII^e siècle, explique — on le savait par la chronique — que cette tour se soit écroulée avant même son achèvement.

Sur le Saint-Denis du XII^e siècle, deux ouvrages ont précédé récemment celui de Crosby : *Abbot Suger, on the Abbey Church of St-Denis and its art treasures*, edited, translated and annotated by Erwin Panofsky (Princeton University Press, 1946), et *Suger* par Marcel Aubert (Éditions de Fontenelle, 1950). Les vues exposées par Crosby n'en sont pas moins personnelles. On notera aussi qu'il s'appuie avec prédilection sur les recherches poursuivies par deux des titulaires de la « Bourse Focillon », qui ont travaillé avec lui à Yale, M. Jean Bony pour l'architecture et M. Louis Grodecki pour les vitraux. Le portrait que Crosby trace de l'abbé Suger est plus animé que celui de Marcel Aubert, plus sympathique et probablement plus vrai que celui de Panofsky. Mais on retiendra surtout les analyses stylistiques. Dans le narthex, consacré en 1140, se manifestent les tâtonnements propres à un style encore en formation : les voûtes sont épaisses, les retombées à

des hauteurs inégales, le volume de la maçonnerie inerte est énorme, la construction essentiellement murale est encore romane ; mais les murs sont entièrement dissimulés par les surfaces courbes des colonnettes qui prolongent les nervures des voûtes, le traitement de l'espace et de la lumière est déjà gothique. Dans le chœur, consacré en 1144, les nouveaux principes de la construction voûtée d'ogives aboutissent à la création d'un espace nouveau, tout pénétré d'une lumière nouvelle et caractérisé par la continuité : « l'air circule librement sans être arrêté par la maçonnerie ». Les voûtes, si lourdes dans la construction précédente, sont arrivées maintenant à leur perfection technique. « Aux facteurs techniques s'ajoute l'esthétique : les ogives mettent en évidence les poussées inhérentes à toute construction voûtée... Il en résulte un style, le gothique... L'ogive est structure et décor à la fois : elle représente un progrès technique et une économie ; elle exprime, en outre, visiblement le principe fondamental de la construction articulée en pierre » (p. 45).

L'œuvre du XIII^e siècle, dominée par la personnalité de Pierre de Montreuil, pose encore bien des problèmes, qui n'ont pu être étudiés aussi à fond que les précédents. Crosby en propose pourtant une chronologie plus satisfaisante que celle de ses prédécesseurs. C'est encore surtout à des conclusions d'ordre stylistique que tendent ses analyses, toujours pénétrantes, des formes de l'architecture et du décor. Récemment, Panofsky (*Gothic Architecture and Scholasticism*, 1951) a interprété l'œuvre de Pierre de Montreuil à Saint-Denis comme l'apogée de l'architecture gothique et sa perfection classique. Il établit un parallèle entre cette architecture et la philosophie scolastique, définie par sa clarté, par « le groupement d'après un système de parties homologues et de parties de ces parties ». Crosby montre que le moment classique du style (équilibre entre principes de structure et détails d'ornementation, grandeur monumentale) est déjà dépassé à Saint-Denis : par sa recherche du fini, par la joliesse de l'exécution, par des rapports subtils qui déguisent presque les fonctions des différentes parties, Pierre de Montreuil appartient au maniérisme.

Les admirables photographies de Pierre Devinoy (dont l'éloge n'est plus à faire) illustrent excellemment ces démonstrations. Elles viennent plus d'une fois directement à l'appui du texte. Citons, par exemple, l'effet saisissant de la façade vue en diagonale (p. 35 et pl. 3) ; ou la recherche d'un procédé de composition à partir d'éléments délicats et fragmentés (p. 65 et pl. 59 et 69) ; ou encore les vues obliques du transept (p. 61 et pl. 65 à 67). Les photographies permettront aussi de connaître le magnifique bas-relief des Apôtres, découvert au cours des fouilles de 1947 et que l'administration des Monuments historiques n'a pas jugé bon encore de montrer au public.

Les chapitres sur le Saint-Denis carolingien étaient forcément dépourvus d'images. Au contraire, l'illustration se poursuit pour les tombeaux du XIV^e au XVI^e siècle, qui ne sont que rapidement mentionnés dans le texte. Il eût fallu un autre livre. Mais on ne se plaindra pas de ce déséquilibre entre les photographies et le texte, tant les images sont belles. Le dernier chapitre rapporte avec une utile précision les vicissitudes de l'abbaye jusqu'à nos jours, résumé tristement fidèle de la décadence. On aurait pu rejeter dans un appendice ces renseignements, pour les rendre moins désolants. Ils ne font point oublier pourtant les grandes époques de l'abbaye royale, ni les beaux chapitres de cette étude, vraiment digne d'un si grand monument.

Georges GAILLARD.

Eugenio DUPRÉ-THESEIDER. *Roma dal Comune di popolo alla signoria pontificia (1252-1377)*. Bologna, Luigi Cappelli, 1952; in-8°, 789 pages, 32 planches. (T. XI de la *Storia di Roma*, publiée par l'Istituto di Studi romani.)

Le tome de l'*Histoire de Rome*, consacré par M. Dupré-Theseider à la Rome communale, pourrait s'intituler aussi bien : *Rome sans les papes*, puisqu'il étudie la période où ils résident à peu près constamment hors de la Ville, à Pérouse, à Orvieto, à Viterbe, puis finalement à Avignon. Et, cependant, c'est la période où a été réalisée par Boniface VIII la plus grande manifestation commune de la grandeur de Rome et de celle de la Papauté : le Jubilé de 1300. Ces contradictions sont le tissu même de l'histoire de Rome et expliquent ses crises. En nul lieu du monde ne se peuvent mieux étudier l'influence sur l'évolution d'une ville de la vie économique et celle souvent aussi forte des idées.

M. Dupré-Theseider a plus prudemment et plus sagement défini son sujet dans le cadre de l'évolution institutionnelle : c'est, dans l'effacement de l'Empire, la période communale qu'il étudie, de l'établissement d'une Commune quasi indépendante avec le sénatorat de Brancalione degli Andalò, dont la contre-partie est l'éloignement du pape, à l'acceptation d'une forte seigneurie pontificale, rançon d'un retour définitif qui apportera à la ville la prospérité. Mais le contraste ressort à toutes les pages, et il le souligne heureusement : ville sans activité économique autre que l'hébergement et l'entretien de la cour pontificale et des pèlerins, Rome aspire comme toutes les villes à l'autonomie communale, dont Florence lui donne un proche exemple ; mais l'absence d'industrie et de grand commerce laisse dans sa population les grandes familles nobles appuyées sur leurs immenses domaines des environs jouer un rôle prépondérant ; toute évolution communale normale en est empêchée, d'autant plus que ces grandes familles constamment représentées au sacré collège pèsent sur la politique du pape ; enfin, le peuple même, qui souhaite l'autonomie et rêve toujours de grandeur et de domination universelle, ne peut vraiment subsister sans la présence du pape et de sa cour. Nulle part mieux qu'à Rome la seigneurie n'apparaît comme le régime nécessaire ; et le succès du Jubilé de 1300 atteste qu'elle peut satisfaire aussi bien les ambitions du pape que l'orgueil du peuple, lorsque celui-ci pense que c'est à travers le Saint-Siège qu'il continue à gouverner le monde. Mais l'absence prolongée des papes appauvrit la ville et le peuple. Les méditations archéologiques sur le passé et les conseils de Pétrarque suscitent au milieu du xiv^e siècle l'action singulière de Cola di Rienzo, parfaite et totale expression des tendances de la ville ; celui-ci a mis dans une série d'improvisations géniales son exaltation au service du peuple romain : expulsion des nobles, établissement d'un gouvernement autonome du peuple, revendication de la domination du monde et du droit de faire les empereurs. Mais tout cela ne coïncide guère avec le pouvoir du pape dont le retour seul peut ramener la prospérité. Aussi Cola tombe-t-il quand le pape s'oppose à lui, et le peuple romain, ivre de liberté et de grandeur, accepte-t-il pour retrouver la prospérité de se satisfaire d'une grandeur de reflet et laisse-t-il en 1377 le pape établir le pouvoir fort qu'il lui a refusé depuis le xiii^e siècle.

Cette passionnante histoire ressort difficilement de textes insuffisants : il ne reste, pour ainsi dire, plus de documents d'archives concernant le xiii^e et le xiv^e siècle

romains ; aussi l'étude de la vie économique, celle de la structure sociale posent-elles constamment d'irritantes questions. On s'étonne cependant de ne trouver dans ce gros volume ni étude démographique critique ni étude des cultes et des dévotions. M. Dupré-Theseider a fait un sort aux moindres textes économiques ; cette pénurie documentaire l'aurait, à elle seule, poussé, s'il ne l'avait souhaité, à insérer l'histoire romaine dans l'histoire générale de la Papauté qui constitue l'armature de son ouvrage.

Son exposé minutieux, rendu lâche par l'insuffisance même des sources, est à la fois clair et objectif. Il aborde avec sympathie et désir profond de comprendre et d'expliquer leur action les principaux acteurs italiens et français de ce drame de l'abandon de Rome par les papes, en germe dans l'élection d'Urbain IV en 1261. Les longs chapitres qu'il consacre à Boniface VIII et à Cola di Rienzo présentent avec beaucoup de nuances et des touches personnelles les deux principaux héros du siècle d'obscurité romaine. Et toujours, derrière l'érudition méthodique et la connaissance précise de la vaste bibliographie, percent l'amour profond de la Ville et le sens de sa grandeur éternelle, vertu indispensable à toute histoire urbaine. On ne saurait, dans la collection même où il écrit, reprocher à l'auteur d'avoir élargi un sujet universel dès le premier tome. Même quand une population fort réduite flotte dans ses murailles en ruines, l'histoire de Rome n'est pas seulement celle de ces barons querelleurs, de ces bouviers et de ces bergers ; elle est aussi celle de l'idée de Rome qu'ils se font et que les pèlerins venus du monde entier grandissent constamment de leur mystique.

Y. RENOARD.

I. — A. C. CROMBIE. *Augustine to Galileo. The History of Science A. D. 400-1650*. Londres, Falcon Educational Books, Falcon Press Limited, 1952 ; xv-436 pages, 12 pl. Prix : 42 s. relié. Id. Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1953. Prix : \$ 8 relié.

II. — Id. *Robert Grosseteste and the Origins of the experimental Science, 1100-1700*. Oxford, Clarendon Press, 1953 ; 369 pages, 8 pl. hors texte, bibliographie, index. Prix : 35 s. relié.

I. — Dans cet ouvrage, le Dr Crombie, *Lecturer* d'histoire et de philosophie des sciences à University College, Londres, a brossé un tableau d'ensemble de l'histoire de la science depuis la fin du monde antique jusqu'au début du xvii^e siècle. Le choix des limites s'explique aisément : saint Augustin étant l'un des principaux artisans de la transmission de la pensée grecque dans l'Europe occidentale et Galilée, l'initiateur et le symbole de la révolution scientifique si profonde qui apparaît au début du xvii^e siècle.

Passant rapidement sur la période de vie scientifique ralentie qui s'étend en Occident jusqu'au xii^e siècle, l'auteur, après avoir précisé les circonstances de la transmission de la science gréco-arabe par l'intermédiaire des traducteurs, étudie de façon plus approfondie le système de la pensée scientifique au xiii^e siècle et décrit l'évolution des sciences et des techniques au cours du Moyen Age. Tandis que, grâce à l'apport des œuvres d'Euclide et de Ptolémée, les mathématiques, l'astronomie et l'optique sont en progrès continu, l'étude et la discussion de la philosophie d'Aristote constitueront longtemps la préoccupation essentielle des

penseurs d'Occident. Cependant, en pénétrant progressivement dans tous les domaines de la science, les mathématiques et la méthode expérimentale soulèvent de délicats problèmes de méthode, tandis que le progrès technique entraîne une lente amélioration des conditions de production.

L'ouvrage d'A. C. Crombie se termine par une étude assez détaillée de la révolution de la pensée scientifique qui, lentement préparée par le patient effort du Moyen Age, intervient à la fin du xvi^e siècle et au début du $xvii^e$ siècle. L'auteur y caractérise clairement, en particulier, les influences décisives de Copernic, Képler, Galilée, Harvey, Torricelli et Pascal.

Cette esquisse de l'évolution de la science au cours de la longue période 400-1650 s'adresse évidemment à un assez large public. Sans vouloir faire œuvre d'érudition, l'auteur y a néanmoins inclus, avec des illustrations tirées de manuscrits et d'ouvrages d'époque, de nombreuses citations, ainsi qu'une bibliographie des études plus spécialisées. Aussi cet ouvrage peut-il être lu avec profit et donner une idée correcte, quoique rapide, d'un important chapitre de l'histoire de la science.

II. — L'ouvrage du même auteur sur Robert Grosseteste peut se diviser en trois parties : une longue introduction consacrée à la méthode et à la philosophie scientifiques au $xiii^e$ siècle — spécialement à l'empirisme et au rationalisme —, une étude détaillée de l'œuvre scientifique de Grosseteste et un examen très approfondi de l'influence de cette œuvre depuis le $xiii^e$ siècle jusqu'à ses lointains prolongements au $xvii^e$ siècle.

Robert Grosseteste (1170?-1253) est un des représentants les plus éminents de l'école scientifique anglaise du $xiii^e$ siècle et un des prédécesseurs les plus brillants de Roger Bacon. Après des études faites, au moins partiellement, à Oxford et à Paris, il enseigna à l'Université d'Oxford, dont il fut l'un des premiers chanceliers, et termina sa vie comme évêque de Lincoln. Ses principaux écrits se rapportent à la théorie et à la philosophie des sciences. Il contribua de façon très efficace au développement de la méthode expérimentale et à l'introduction des mathématiques en astronomie, en optique et en physique. Étudiant ces divers apports avec une grande précision, A. C. Crombie montre l'étendue de l'influence de Grosseteste sur les progrès des sciences au $xiii^e$ siècle, progrès qui contribueront à la lente préparation du magnifique renouveau scientifique des xvi^e et $xvii^e$ siècles. Après avoir précisé les rapports entre Grosseteste et ses contemporains, l'auteur situe l'apport et l'influence de l'École d'Oxford, dont Grosseteste peut être considéré comme le fondateur, influence qui se manifeste spécialement chez Albert le Grand, Nicolas Oresme, Pierre de Maricourt, Roger Bacon, Vitellion et chez Théodore de Freiberg, dont l'auteur étudie de façon très détaillée les travaux consacrés à la réfraction et aux couleurs du spectre. Crombie analyse ensuite la transmission des connaissances dans le domaine de l'optique, depuis le $xiii^e$ siècle jusqu'aux travaux des principaux savants du $xvii^e$ siècle, spécialement Descartes et Newton. Cette étude l'amène à situer, en conclusion, les fondements historiques des principes de la science expérimentale moderne.

Basé sur une étude attentive des œuvres originales, enrichi par une très riche bibliographie (23 pages), par de très nombreuses citations et des notes très précises, cet ouvrage de A. C. Crombie est une contribution de grande valeur à l'histoire des sciences au Moyen Age et son étude attentive permettra de préciser ou de réviser nombre de points encore mal connus en ce domaine.

René TATON.

Mario GÓNGORA. *El Estado en el derecho indiano. Epoca de la fundación, 1492-1570*. Santiago de Chile, *Instituto de Investigaciones historico-culturales*. Universidad de Chile, 1951 ; gr. in-8°, 328 pages.

L'histoire des institutions dans les colonies espagnoles, l'histoire du droit et, dans une large mesure, de l'idéologie juridique, qui s'est développée aux Indes et autour d'elles en Espagne, a fait l'objet, au cours de ces dernières années, de très nombreuses publications¹. Après les travaux d'Alfonso Garcia Gallo, Manuel Giménez Fernández, Lewis Hanke, Richard Konetzke, Juan Manzano, José María Ots Capdequi, J. H. Parry, Ernst Schäfer, Vicencio Carro, Silvio Zavala, ... Claudio Sanchez-Albornoz et François Chevalier, aborder un tel sujet pouvait sembler une gageure. Mario Góngora l'a fait pourtant avec succès². Il nous a fourni, ce faisant, un robuste manuel, qui aidera à se retrouver dans une bibliographie de plus en plus lourde. Ce travail appelle naturellement quelques réserves. Le livre de Góngora appartient à ce qu'il est commode d'appeler l'histoire institutionnelle et idéologique. Les sources mises en œuvre sont étendues, elles couvrent presque intégralement toutes les grandes collections de documents espagnoles et hispano-américaines³, et, bien que publiées, ces sources sont loin d'avoir été incorporées intégralement dans le *corpus* de nos connaissances historiques ; il n'en est pas moins regrettable que les sources manuscrites n'aient été mises davantage à contribution. Dans son grand livre récent, et dont Mario Góngora ne pou-

1. Il a été rendu compte de bon nombre d'entre elles dans notre bulletin (*Revue historique*, juillet-septembre, 1950, p. 77-105) et dans comptes rendus et notes bibliographiques, in *Revue historique* et *Annales E. S. C.*, avant et depuis cette date.

2. Les recherches patronnées par l'Institut de Recherches historico-culturelles sont vastes et éclectiques. Elles ne se cantonnent pas au seul domaine historique, comme le prouve, à côté des ouvrages de Mario Góngora et de Nestor Mesa VILLALOBOS, *Política indígena en los orígenes de la Sociedad Chilena*, un livre comme celui de Felix SCHWARTZMANN, *El Sentimiento de lo humano en America*, t. I, Santiago de Chile, 1950, in-8°, 289 p., qui appartient au domaine de la sociologie et de l'anthropologie, mais non à l'histoire.

3. A quelques exceptions près, toutefois, *La colección de documentos inéditos para la historia de Hispano-America*, de l'Instituto hispano-cubano de historia de América de Sevilla, et, plus particulièrement dans cette collection, le *Catálogo de los Fondos americanos del Archivo de Protocolos de Sevilla...*, et les *Fuentes para la historia del Trabajo en Nueva España*, publiées au Fondo de Cultura económica de Mexico, sous la direction de Silvio Zavala et Maria Castelo..., par exemple, collections qui n'intéressent peut-être que bien indirectement le sujet traité, mais où il est possible d'apprécier mieux qu'ailleurs l'épaisseur qui sépare la loi de la réalité.

La correspondance de la *Casa de la Contratación* à Séville est une source qui rend sceptique. Quant au sort des Indiens, la réalité se trouve, sans doute, à égale distance entre la *Légende noire* et la *Légende rose*. Or, sans faire intervenir le trop suspect Las Casas, il est prudent, à côté du cédulaire de Encinas ou de la *Recopilación*, d'avoir toujours à portée de la main l'insuspectable Felipe Guamán Poma de Ayala, par exemple (*Nueva Corónica y Buen Gobierno*, Travaux et Mémoires de l'Institut d'ethnologie, XXIII, Paris, 1936, in-4°, xxviii-1.179 p., publiées grâce à la découverte de Richard Pickschmann et au docteur P. Rivet). C'est un contrepoids commode. On y apprend, comme dans la correspondance de la *Casa de la Contratación*, à lire les cédules et à les utiliser, moins pour ce qu'elles commandent que pour ce qu'elles interdisent, avec des redites suspectes. On aurait donc tort de minimiser la respectable distance, qui sépare toujours, « hecho » et « derecho ».

vait avoir connaissance, Richard Konetzke¹ ne montre-t-il pas tout ce qu'il pouvait y avoir d'inédits et d'inédits capital² même dans le domaine apparemment bien fouillé que Mario Góngora étudie. Le caractère fragmentaire de cette documentation est, peut-être, responsable des jugements trop optimistes que Góngora se croit autorisé à porter sur l'étendue des marges qui séparent la loi de la réalité.

Le schéma de l'évolution du concept d'État en Castille jusqu'à Philippe II est, peut-être, un peu simplifié. La connaissance de Marc Bloch aurait, sans doute, amené à des jugements plus souples, plus nuancés, plus proches de la réalité. Enfin, nous regretterons, pour notre part, un certain goût de l'abstraction, auquel sacrifie beaucoup depuis quelques années l'historiographie de langue espagnole, au demeurant, la meilleure et la plus valable sous l'influence, soit directe des Ranke, Friedrich Meinecke, ... et de l'hégélianisme allemand, soit indirectement par le truchement d'Ortega y Gasset et de son école.

Mais il serait déplorable que les arbres en vinssent à masquer la forêt, et que ces quelques réserves empêchassent de rendre justice à un beau et fructueux travail.

Le livre débute par une excellente mise en garde méthodologique (p. 11-12) contre l'usage immodéré que beaucoup ont tendance à faire de la *Recopilación de leyes de los Reynos de las Indias*³. Document tardif, valable pour la fin du XVIII^e siècle, son point de vue normatif a plus contribué qu'aucune autre source à la confection de ces stéréotypes robustes, dont on a tant de peine à libérer l'historiographie des Indes.

Excellente la brève analyse que Mario Góngora nous donne du droit espagnol des *Partidas*, où se profile déjà une division féconde pour l'avenir, en droit naturel, droit des gens et droit positif.

Intéressant le point de vue de Góngora sur le rattachement des Indes à la Couronne de Castille, bien que les raisons profondes d'une assimilation [position géographique de l'Andalousie (castillane), avance technique et œuvre Atlantique de la Castille] n'apparaissent point assez. Très bon aussi son résumé de la querelle des justes titres : justification, en droit positif d'abord, par la conquête, renforcée par la bulle de 1493, cette concession implicite à la conception guelfe. Cette phase correspond, dans la pratique, à la dure exploitation des premières années. Mais, à cette première phase, succède une seconde phase, celle qu'on peut appeler l'ère du droit naturel et des théologiens juristes ; c'est leur conception, qui triomphe en droit avec l'ascension de Las Casas et la publication des Nouvelles lois de 1542. D'où les modifications apportées, à la longue, dans la pratique de l'encomienda. Sur le régime de l'encomienda, sur les *repartimientos*, et même sur la formation de la grande propriété aux Indes, certains jugements de Góngora vont très loin.

1. Richard KONETZKE, *Colección de Documentos para la Historia de la formación Social de Hispano-america, 1493-1810* ; vol. I : 1493-1592. Madrid, Instituto Jaime Balmes, Consejo superior de Investigaciones científicas, 1953, in-8°, xxx-671 p. (compte rendu critique, *Rev. histor.*, *supra*, p. 309).

2. Il est à noter que Richard Konetzke tire l'essentiel de la documentation des fonds *Indiferente General de l'Archivo General de Indias*, fonds que Mario Góngora n'a pas songé à utiliser à Séville. Ses recherches aux Archives des Indes se sont cantonnées aux sections : *Patronato Justicia*, *Escribania de Camara*, *Audiencia de Lima* et *Audiencia de Chile*, rapidement vues.

3. Juan MANZANO Y MANZANO, *Historia de las Recopilaciones de Indias*, vol. I. Madrid, Edicions Cultura Hispanica, 1950, in-8°, 399 p., 7 appendices et 10 fac-similés.

Qu'il faille dissocier *encomienda* et *grand domaine*, nul, désormais, ne peut le mettre en doute, depuis les travaux de Silvio Zavala et François Chevalier¹, mais que le grand propriétaire ait cherché à associer, à son domaine, la main-d'œuvre qui lui était nécessaire, par l'*encomienda* (p. 149-150), voilà, du moins, qui, s'il n'est absolument neuf, est bien vu et bien dit. De fines analyses, aussi, sur *Vecinos* et *Moradores*, en fait, les *encomenderos*, d'une part, et les autres, les sans-terres et les sans-Indiens ; sur cette espèce de noblesse indienne des caciques, chefs naturels du pays, que l'Espagnol a utilisé en grande partie comme intermédiaire commode avec l'indigène. Il n'y a pas, à proprement parler, survivance de la noblesse européenne aux Indes, mais il s'en crée une autre, celle des descendants des *conquistadores*. Il aurait fallu, peut-être, noter ici, avec Richard Konetzke, le paradoxe des situations antithétiques du début et de la fin de l'ère coloniale. Le *xv*^e siècle place le *créole*, descendant des *conquistadores* richement pourvus d'Indiens, bien au-dessus de l'Espagnol fraîchement débarqué, à l'opposé de ce que font, non sans péril, la fin du *xviii*^e siècle et les premières décades du *xix*^e². Et l'on trouvera aussi, dans ce livre plein de choses, une bonne étude de l'organisation administrative locale des Indes (la moins connue).

Mais il y a aussi deux aspects sur lesquels Mario Góngora insiste tout particulièrement, le rôle de l'État, dans la colonisation des Indes. Il le croit capital. Sur ce point, donc, ses conclusions rejoignent celles de Richard Konetzke³. D'autre part, Góngora insiste souvent et avec raison sur les différences qui caractérisent les diverses régions des Indes : Nouvelle-Espagne, et Pérou surtout. Le poids de la colonisation semble avoir été plus lourd et plus dur au Pérou qu'au Mexique. Le rapport entre Blancs et Indiens est sensiblement le même, pourtant, dans les deux pays, plutôt moins favorable aux Blancs au sud qu'au nord. Mais plus lointains, les colons ont eu, semble-t-il, les mains plus libres, le système incaïque aurait créé une humanité plus docile ici que là, une humanité plus docile, parce que plus civilisée, peut-être⁴. Au Pérou, les *Nouvelles lois* de 1542, ont rencontré plus de résistance qu'en *Nouvelle-Espagne* ; leur application a toujours été plus imparfaite. C'est là que la *mita* a fonctionné dans toute sa dureté. Et ne peut-on opposer, aujourd'hui encore, au Mexique révolutionnaire le Pérou soumis à une aristo-

1. Cf. notre compte rendu, in *Rev. histor.*, octobre-décembre 1953, n° 428, p. 376-380.

2. Pour la genèse de ce curieux renversement des valeurs sociales, cf. toute une série d'articles de R. KONETZKE, et notamment dans la revue *Estudios Americanos* de Séville, n° 3, 8 et 10, 1950-1951 ; *La condición legal de los criollos y las causas de la independencia, Estado y Sociedad en las Indias, La formación de la nobleza en Indias...*, et dans la revue *Vierteljahrsschrift für Sozial und Wirtschaftsgeschichte*, 39^e vol., 3^e cahier ; du même auteur, *Die Entstehung des Adels in Hispano Amerika während der Kolonialzeit*. Et cf. aussi, à propos de l'ouvrage de Salvador DE MADARIAGA, *The fall of the Spanish American Empire*. Londres, 1947, in-8°, viii-443 p., notre compte rendu dans les *Annales E. S. C.*, 1953, n° 3, p. 419-421 : *Nouveaux points de vue sur la chute de la domination espagnole en Amérique*.

3. Richard KONETZKE, *La emigración española al Rio de la Plata durante el siglo XVI*. Madrid, Instituto Gonzalo Fernandez de Oviedo. Consejo superior de Investigaciones científicas, 1952, in-8°.

4. Sur le fait que les résistances indigènes semblent avoir été aux Indes inversement proportionnelles au degré de culture des groupes rencontrés, cf. Alberto Mario SALAS, *Las armas de la conquista*. Emecé Editores S. A. Buenos-Aires, 1950, in-8°, 462 p., et notre compte rendu, in *Annales E. S. C.*, 1953, n° 3, p. 417-418. Cf. aussi notre article, in *Rev. histor.*, 1951, n° 1 : *Quelques aspects d'une Hispano-Amérique sacrifiée*, p. 68.

cratie blanche issue de la conquête? Tant il est vrai que le présent continue, en Amérique latine, à enfoncer de puissantes racines dans un passé colonial tout proche encore.

Pierre CHAUNU.

E. DE MOREAU, P. JOURDA et P. JANELLE. *La crise religieuse du XVI^e siècle*. Paris, Bloud et Gay, 1950; 461 pages. (Histoire de l'Église, par FLICHT et MARTIN, t. XVI.)

Mieux vaut d'une œuvre de bon aloi et utile dire d'abord les insuffisances. Elles ne sauraient concerner les auteurs, qui, chacun pour leur partie, apportent une mise au point solide et parfois pénétrante. Mais rarement œuvre collective de notre temps manifeste avec autant de probité, dans les cadres d'un volume unique, juxtaposition et en définitive séparation plus grande. Le P. de Moreau, après une introduction consacrée à l'Allemagne avant Luther, étudie Luther et le luthéranisme; P. Jourda, Calvin et le calvinisme; P. Janelle, Henri VIII et l'anglicanisme. Un seul chapitre du calvinisme, celui qui concerne le calvinisme aux Pays-Bas et les troubles religieux, revient au P. de Moreau: c'est la seule bavure. Chaque milieu et chaque église ont leur « spécialiste », au demeurant du meilleur commerce. Mais c'est au lecteur à trouver en leur contribution juxtaposée réponse au problème capital que pose le titre. De la crise religieuse au XVI^e siècle, trois analyses également lucides; pas une ligne qui, à l'entrée ou à la fin de l'œuvre, souligne l'étrangeté de cette crise si violente et si décisive, où trois églises, diverses en leurs destins, mais analogues en leur genèse, refusent décidément l'ancienne unité. Tout en prétendant, chacune pour soi, en sauvegarder la vertu. C'est-à-dire dans cette génétique de décomposition de l'unité ancienne totale aux unités fragmentaires, un procès manifestement décadent où va pour une grande part cristalliser et se satisfaire la religion de l'Occident moderne. Rien n'est plus essentiel à l'intelligence de notre monde que la définition parallèle de ces églises en « isme », leurs limitations quasi nationales, leur persévérance hérétique ou schismatique — donc leur nécessité, pour un passage incontestable de l'ancienne unité de l'ordre du Moyen Âge à celle qui se tâtonne aujourd'hui. Soit aspects maîtres de l'analyse du monde moderne dans sa vocation historique de défaire pour faire. La crise religieuse du XVI^e siècle, elle se centre sûrement sur cette impossibilité désormais pour quelques-uns manifeste de transmettre l'ordre ancien comme une religion vivante; de le faire correspondre surtout aux forces neuves, matérielles, sociales, spirituelles qui devaient au long des quatre siècles des temps modernes marquer leur place au soleil d'un monde devenu désormais trop étroit. Et ce qui, pour notre conscience du passé, l'éclaire peut-être le plus, c'est le caractère fini, et comme parfait, déjà ancien, de ces trois églises qui l'expriment. Elles naissent limitées dans l'espace, et à les prendre originellement, sans puissance prosélytique. Églises statiques, déjà fixées sur le passé et peut-être, au long des temps modernes, les plus beaux monuments nostalgiques de l'unité perdue. Cette unité qui n'est pas celle, spatiale, où va, dans le regroupement de la terre, se définir le catholicisme moderne, mais l'unité interne de l'harmonie ou de la confusion des deux pouvoirs, qui fit l'ordre de la vie et la puissance de l'ancienne chrétienté.

Il reste, en un seul volume, trois bons « manuels », et précieux pour l'intelligence de ces églises disjointes comme pour la connaissance de leurs définisseurs. Émou-

vant, le premier, dans l'effort du P. de Moreau de « comprendre » Luther, l'homme religieux, et de rompre ainsi avec une historiographie jésuite, partialement critique : il est dommage seulement que cela aboutisse à proclamer, « pour le catholique », « l'œuvre » de Luther « néfaste » — perspective qui n'est pas d'histoire. Le Calvin de Pierre Jourda, d'un bout à l'autre alerte et souvent pénétrant, est nourri de textes, et il y a dans le chapitre IV, consacré à la personnalité de Calvin, toute l'ouverture d'une « approximation » : c'est un guide de bonne foi. L'étude de la « crise anglaise » conduite par P. Janelle jusqu'en 1559, au vote des lois de suprématie et d'uniformité, à l'avènement d'Élisabeth, ordonne avec sûreté une matière complexe pour aboutir à mettre parfaitement en lumière le paradoxe de cette religion monarchiquement définie et imposée à un pays qui, un demi-siècle encore, demeurera de tendances catholiques. C'est une analyse au vif d'un schisme souverain, premier épisode, et d'importance, d'une histoire de l'absolutisme. A quoi manque seulement, comme dans les autres études, la mise en place des fonds sociaux. Les formes de la religion, dans le monde moderne bien plus encore qu'à d'autres époques historiques, procèdent de forces sociales. Au plan de l'événementiel, nous ne cessons de dérouler une explication par le « règne politique ». La vraie genèse est ailleurs, et l'on eût aimé, dans une conscience de la crise de ce XVI^e siècle, définisseur entre tous, saisir comment s'établissent, dans l'hérésie ou dans le schisme, deux religions princières et aristocratiques et une religion bourgeoise et d'avenir démocratique. Les conformismes ou les révoltes des siècles qui suivront sont à coup sûr donnés des commencements. Autant dire, dans la vitalité de milieux ou de classes qui ont fait ces religions durables, à leur besoin, à la mesure aussi de leur univers intérieur. Celui-ci, beaucoup plus image ou tradition collective que définition de théologien.

A. DUPRONT.

Karl Heinz RUFFMANN. *Das Russlandbild im England Shakespeare*. Göttingen, Musterschmidt Wissenschaftlicherverlag, 1952; 15 × 21, 186 pages.

La deuxième moitié du XVI^e siècle constitue une ère nouvelle dans l'histoire des relations de l'État moscovite avec les puissances de l'Occident. La Russie sort de l'ombre; des contacts directs et plus ou moins continus s'établissent avec l'Europe occidentale sur le double plan commercial et diplomatique. Effet sans aucun doute d'une poussée venue de l'Ouest, signe de l'essor économique des États hollandais, anglais et français, mais à quoi ont répondu les efforts des Russes s'emparant de Narva en 1558 (provisoirement, d'ailleurs), et accueillant avec faveur les navigateurs anglais qui, en 1553, ouvrent la route maritime du nord par Arkhangelsk (fondée en 1585)¹. Sans doute l'activité d'Arkhangelsk est-elle toujours restée médiocre; c'est par la Baltique surtout et les voies de terre que

1. Voir, sur l'importance de Narva, dans le développement des relations commerciales directes entre la Russie et l'Occident, l'article de Walther KIRCHNER, *Die Bedeutung Narvas im XVI^e Jht. (Ein Beitrag zum Studium der Beziehung zwischen Russland und Europa)*, dans : *Historische Zeitschrift*, Bd. 172 (1951), p. 265 et suiv. L'essentiel avait été exposé par l'auteur au Congrès international des sciences historiques (août 1950), sous le titre : *Russia and Europe; a study in sixteenth century political and economic East-West relations*. Walther Kirchner a étudié également : *Le commencement des relations économiques entre la France et la Russie, 1550-1650* (*Revue historique*, octobre-décembre 1949, p. 161-183).

s'effectuent — en se multipliant — les échanges avec la lointaine Moscovie, et ces échanges sont aux mains de la Hanse et surtout des Hollandais. Du moins le voyage de Chancellor et Willoughby fut-il le point de départ de négociations qui donneront aux Anglais une forte situation commerciale dans l'État moscovite¹. L'activité de la « Muscovy Company » (dont, malheureusement, les archives ont disparu), l'installation en Russie de nombreux résidents anglais, les visites de voyageurs, la présence — plus rare — en Angleterre d'envoyés russes, tout cela contribuait à former des liens durables et permettait aux Anglais de se faire peu à peu, pour la première fois, une idée approximative d'un État réputé oriental et barbare, qui semblait jusqu'alors retranché du monde occidental.

Avant l'établissement de relations commerciales directes, les Anglais ne savaient à peu près rien de la Moscovie. La deuxième moitié du xvi^e siècle apporte une manière de révélation à une fraction importante de l'opinion publique anglaise. Le groupe des gens qui, en Angleterre, savaient désormais quelque chose sur ce lointain pays était beaucoup plus nombreux que dans les autres pays de l'Europe continentale. Non seulement on lisait les récits des voyageurs, appartenant ou non à la Compagnie moscovite (Fletcher, Parry, Horsey, Jenkinson, etc...), mais l'intérêt du public cultivé s'étendait aussi aux études faites par des publicistes, des géographes qui, se servant de ces récits et des archives, alors accessibles, de la Compagnie moscovite, offraient aux lecteurs de véritables synthèses, tel l'ouvrage de Richard Hakluyt (1553-1616) : *The principal Navigation Voyages Traffiques and Discoveries of the English Nation*, achevé, il est vrai, vers 1600, à la fin de la période considérée.

La Moscovie — le titre de l'ouvrage de Hakluyt en fait foi — n'accaparait du reste pas à elle seule l'attention du public ; elle n'était qu'un élément du vaste monde alors sillonné par les marins anglais. Aussi bien les dangers de navigation en mer du Nord, joints à l'étrangeté des mœurs que révélaient les contacts plus fréquents avec les Moscovites, contribuaient, en dépit d'une relative proximité, à faire de la Moscovie, aux yeux des Anglais, un pays qu'ils assimilaient aux pays d'Amérique ou d'Extrême-Orient. Le commerce avec les Russes n'était pour eux qu'une variété de commerce intercontinental, et leurs jugements sur cet État curieux, dont ils méprisaient le despotisme et la barbarie, portaient condamnation générale, englobant pêle-mêle, avec les Russes, les Turcs, les Tatars, les Chinois et les Nègres.

On aurait tort de croire, par conséquent, à une sorte d'intégration, par la voie des échanges commerciaux et des rapports politiques qui en résultent, du monde moscovite au monde occidental. Lorsque certains publicistes, écrivains, poètes, se laissent aller à quelque enthousiasme touchant les rapports futurs de la Moscovie et de l'Angleterre, c'est avec l'idée plus ou moins claire d'une exploitation de caractère commercial et colonial. La tenue des voyageurs russes en Angleterre — dans une Angleterre pourtant bien rude — n'est pas faite pour hausser le crédit des Moscovites. On note que l'envoyé de Boris Godounov, en 1600, se conduisit comme un « ours dansant » (*dancing bear*), pour tout dire comme un sauvage.

Or, avec le déclin de la Compagnie moscovite, l'affaiblissement des rapports

1. Et non pas une situation privilégiée ; les marchands hollandais et italiens jouissent des mêmes privilèges.

commerciaux entre Anglais et Russes (et il faudrait ajouter avec la guerre du Nord et la montée politique de l'État russe), on assiste au xvii^e siècle à un curieux phénomène : d'une part, le public anglais paraît moins renseigné, moins intéressé qu'auparavant par la Moscovie¹; mais, à l'inverse, le crédit de l'État russe grandit et l'opinion anglaise à l'égard des Russes change peu à peu. L'auteur ne fait qu'une brève allusion à ce retournement qui dépasse le cadre de son étude; mais il rappelle en conclusion la poésie dédiée, un siècle plus tard, par Aaron Hill à Pierre le Grand (1718), où Russes et Anglais sont présentés comme les membres d'une même communauté humaine. Les uns ni les autres n'avaient sans doute guère changé depuis le temps de Shakespeare! Mais le rapport des forces s'était modifié, « l'ours dansant » commençait à imposer sa danse.

Roger PORTAL.

Sidney R. WELCH. *Portuguese and Dutch in South Africa, 1641-1806*. Cape Town et Johannesburg, Juta and Co, 1951; 944 pages.

M. Sidney R. Welch poursuit son récit de l'histoire de la moitié méridionale du continent noir, dans un volume assez imposant par ses dimensions, mais quand même écourté, eu égard à la tranche chronologique envisagée, par rapport aux volumes antérieurs de cet édifice en apparence si monumental et en réalité si fragile...

Nous n'avons malheureusement rien à retirer des griefs que nous lui avons déjà adressés. Aucune carte pour éclairer ces cent soixante ans si riches d'événements et de bouleversements humains. Cette absence n'est pas fortuite : elle tient à la manière même de l'auteur, incapable d'envisager sous l'angle de la géohistoire un sujet essentiellement géohistorique. Ni paysages ni êtres humains non plus. Des symboles, des étiquettes : les uns incarnent les enthousiasmes, les autres les haines de l'auteur. Au fond, cette soi-disant histoire ressemble à un bal constamment mené par le diable, mais d'où se départage une zone de pureté incorruptible sous le règne de Dieu — et qui est le Portugal et ses colonies... Il s'agit toujours d'un virulent pamphlet contre le protestantisme, le libéralisme et la démocratie, une défense acharnée du catholicisme le plus orthodoxe (au sens ibérique de l'orthodoxie) et de la monarchie absolue. Aucun sens des caractères originaux de chaque époque. Le gouvernement de Cromwell est qualifié (p. 4, 34 et 44) de « fascisme » : il rejoint ainsi celui d'Élisabeth. Les Français apprécieront particulièrement la définition de la Révolution française : « The glorified and cruel series of riots, which is usually called the French Revolution... » (p. 780). Pour M. Welch, il y avait plus de liberté d'opinion au xvii^e siècle qu'au xx^e (p. 12).

Les noms propres apparaissent souvent estropiés : nous lisons Bahia dos Santos (p. 481), au lieu de Bahia de Todos os Santos, Cajetan à la place de Caetano (p. 493). Les erreurs de toute sorte foisonnent. M. Welch parle des voyages de Pyrard de Laval au xvi^e siècle (p. 488) : or, terminés en 1611, ils avaient commencé en 1601. Il dit que le cosmographe Pacheco a décrit, au temps de Bartolomeu Dias, la Angra das Aldeias (p. 493) : Duarte Pacheco Pereira commença son *Esme-*

1. Il serait plus exact de dire que le temps de la découverte et de la curiosité était passé ; mais le nombre des gens qui s'intéressaient à la Russie pour des raisons professionnelles (politiques, diplomatiques, commerciales) n'avait pas diminué.

raldo de situ orbis en 1505, quand le découvreur du cap de Bonne-Espérance était déjà mort. Que dire du marquis de Pombal, jugé et condamné en raison de ses atteintes à la liberté du peuple?

D'après M. Welch, à partir de la Restauration de 1640, le gouvernement au Portugal est un gouvernement populaire, démocratique au vrai sens du mot. Cette qualification ne serait pas tout à fait mal venue à propos de la monarchie de la fin du xiv^e et du xv^e siècle, mais en ce qui concerne la monarchie du xvii^e, elle traduit un singulier aveuglement. La Restauration de l'Indépendance a failli être une révolution populaire ; elle ne l'a pas été. Elle a débuté sans doute par le mécontentement populaire, éveillé par l'aggravation des impôts et par la montée en flèche du prix du pain en 1636-1637. Elle s'explique, d'un côté, par la crise interne de l'empire espagnol et ses difficultés internationales, de l'autre par l'essor de l'économie atlantique portugaise éveillant les petits ports et les bourgeoises provinciales. Mais la noblesse et le haut clergé laissèrent écraser le mouvement populaire ; les classes dominantes, prises entre les menaces d'en bas et les atteintes d'en haut, durent néanmoins se résoudre à restaurer pour leur compte l'indépendance nationale, mais de façon à esquisser le rôle politique des classes populaires ; d'ailleurs, celles-là penchent souvent du côté espagnol tout au long de la deuxième moitié du xvii^e siècle. Les doctrines politiques et juridiques de la Restauration sont franchement *démocratiques* : l'accent est bien mis sur l'origine populaire de la souveraineté. La réalité est, toutefois, la monarchie absolue, le gouvernement par les nobles et le haut clergé et à leur profit (d'ailleurs, les classes dominantes sont profondément mercantilisées). Il va sans dire que José I^{er} (1750-1777) ne pouvait guère hériter (comme l'affirme M. Welch, p. 478) « une longue tradition de solide gouvernement populaire » : les *Côrtes* ne s'étaient plus réunies depuis 1698 et, entre 1640 et cette date, n'avaient été convoquées que neuf fois.

Il y aurait bien des choses à dire des pages que M. Welch consacre à Pombal. Si les libéraux ont fait l'apologie du despotisme éclairé parce que, éclairé, plusieurs réformes culturelles importantes lui étaient dues, et qu'il avait expulsé les jésuites et, croyait-on, asséné de rudes coups à la noblesse, l'historiographie portugaise officielle d'aujourd'hui, et M. Welch à sa suite, le traînent dans la boue, exactement pour les mêmes raisons. Ce qu'il y a de piquant, c'est de voir M. Welch intituler son chapitre : « Pombal's sad work in Africa » et décrire ensuite les mesures législatives et administratives pleines de bons sens, l'action des gouverneurs nommés par Pombal, tous honnêtes, pleinement conscients de leur mission, s'efforçant de développer les ressources des colonies (le coton, le fer, etc.)...

Nous ne pouvons songer à redresser toutes les erreurs, toutes les méprises, ni dénoncer tous les préjugés derrière cette œuvre qu'on souhaiterait d'ailleurs moins ennuyeuse et moins décousue. Que l'on regrette Theal, Axelson et tant d'autres !

VITORINO MAGALHÃES-GODINHO.

BENJAMIN HENRY BONEVAL LATROBE. *Impressions respecting New Orleans*, edited by SAMUEL WILSON. New-York, Columbia University Press, 1951 ; 185 pages, + index. Prix : \$ 8,75.

M. Samuel Wilson, un architecte de la Nouvelle-Orléans qui s'intéresse depuis de longues années aux origines françaises de sa ville natale, avec la double compé-

tence d'un technicien et d'un historien, présente, dans cette édition de luxe, le texte du journal de H. B. Latrobe, écrit peu après la cession de la Louisiane aux États-Unis. Le document, établi en 1819-1920, au lendemain de la deuxième guerre d'indépendance, au moment où la ville était en plein essor économique, en décrit la physionomie et la société avec un relief saisissant. Les impressions personnelles de H. B. Latrobe, un architecte anglo-américain de lointaine ascendance française, s'y rehaussent de nombreux croquis qu'il a pris sur le vif dans un milieu entièrement nouveau pour lui, et bien fait pour surprendre un homme qui abordait pour la première fois une ville encore mal dégagée de ses origines coloniales, en dépit de l'afflux de population qui submergeait rapidement l'élément créole.

Au travers de ces notes de voyage, qu'il augmente bien inutilement d'observations d'ordre philosophique ou littéraire sans intérêt, on relève l'opposition des deux conceptions de vie qui s'affrontent. Il va de soi que l'auteur se félicite de l'avènement des conceptions américaines. Mais il s'en faut qu'il condamne indistinctement le passé de l'agglomération. La maison créole, par exemple, retient longuement son attention : il la juge bien adaptée au climat et aux besoins de la population, et il déplore la diffusion du type de construction hérité de l'Angleterre, qui introduit dans les quartiers les plus pittoresques la monotonie, « flat, dull, dingy », de ceux de Philadelphie. Ses conversations avec les familles créoles révèlent la déception que cause à beaucoup la transformation trop rapide de la ville. Les vieilles habitudes sont encore tenaces pourtant, comme il ressort de multiples détails qu'il consigne dans son journal. Les types populaires, les divertissements de la société de langue française, les cérémonies religieuses, fortement marquées déjà par les années de l'occupation espagnole, les transactions commerciales, sont autant de traits qui rattachent encore la ville à son passé, mais dont Latrobe prévoit l'effacement à brève échéance. Les notes critiques que M. Wilson a condensées permettront de suivre avec profit la lecture de ce très intéressant ouvrage et de reconstituer l'aspect de la ville et de sa population au moment où le pays abordait la phase décisive de sa transformation.

M. GIRAUD.

Jean BRUHAT. *Histoire du mouvement ouvrier français*, t. I. Paris, Éditions sociales, 1952 ; 287 pages. Prix : 390 fr.

Dans son *Histoire du Mouvement ouvrier français*, dont le premier tome (*Des origines à la Révolte des Canuts*) vient de paraître, M. Jean Bruhat aborde un sujet déjà traditionnel. Mais ce n'est pas pour en traiter un nouveau chapitre (soit dans le temps, soit dans l'extension du sujet), c'est pour en affronter l'ensemble : « c'est à la fois l'histoire de la classe ouvrière, celle de ses conditions de vie et celle de ses organisations que nous voulons esquisser, tout en accordant un intérêt plus particulier aux organisations syndicales » (p. 19) — non sans mesurer et sans rectifier l'ambition de la tentative : « ce que nous tentons, c'est une mise au point provisoire. Nous la soumettons à la critique de nos lecteurs pour que, grâce à eux, elle puisse être, par la suite, reprise, renouvelée, corrigée et enrichie » (p. 13).

Mais, sur ce sujet traditionnel, l'ouvrage présente — et pas seulement pour cette attitude — quelques caractères de nouveauté, extérieurs peut-être, mais sur lesquels il nous paraît bon d'insister en premier lieu.

Et d'abord l'ampleur de cette synthèse provisoire. Il est prévu quatre volume

dont le premier a près de trois cents pages. Les suivants traiteront : de la Révolte des Canuts à la Commune, de la Commune à la Révolution d'Octobre, de la Révolution d'Octobre à nos jours. Ensuite, la circonstance. L'ouvrage, patronné par la Confédération générale du Travail, et préfacé par l'un de ses secrétaires et plus anciens militants, M. Gaston Monmousseau, est écrit pour les travailleurs, avec le dessein d'être très largement répandu parmi eux (voir la Préface, l'Introduction, et *passim*). Enfin, la méthode : comme dans la plupart des ouvrages consacrés à ce sujet, la sympathie humaine et politique pour la classe ouvrière s'y allie à l'adhésion au marxisme, mais il s'agit ici de sympathie totale et d'adhésion rigoureuse : en effet, après tant d'auteurs dont les affinités étaient, *grosso modo*, réformistes, M. Bruhat se réclame de l'avant-garde révolutionnaire de la classe ouvrière et, sur le plan théorique, des principes et des méthodes de Marx, Engels, Lénine et Staline. Au rejet du réformisme politique correspond, en effet, pour lui, dans le domaine théorique, dans l'interprétation de l'histoire, le rejet de l'économisme, et, pour en prendre un exemple, il est intéressant de voir comment M. Bruhat critique M. Labrousse et quelle thèse il oppose aux siennes. Dès la page 87 (en note), il critique sa « conception mécanique de l'histoire » pour qui « les révolutions se font malgré les révolutionnaires ». Il s'agit apparemment de la thèse connue selon laquelle difficultés économiques, difficultés sociales et difficultés politiques, par leur « convergence » ou leur « rencontre » (pour employer les termes familiers à M. Labrousse) créent les situations révolutionnaires.

L'étude que fait M. Bruhat (p. 212 et suiv.) de la Révolution de 1830 situe autrement la crise économique dans la genèse de la Révolution. « Elle (la crise) aggrave (donc) l'antagonisme entre l'aristocratie foncière et la grande bourgeoisie » (p. 213), « renforce l'opposition de la bourgeoisie au régime de la Restauration » et jette aussi les ouvriers dans la lutte pour qui l'ennemi principal paraît être encore, comme en 1789, cette aristocratie. C'est-à-dire que, chez M. Bruhat l'économique, et le politique ne sont pas des ordres de faits parallèles, mais, au contraire, précèdent l'un de l'autre, celui-ci de celui-là, le politique étant, suivant l'expression marxiste-léniniste, « concentré de l'économique ». M. Bruhat peut dès lors donner de la Révolution de 1830 l'explication politique bien connue (manifestation contre Villèle et élections de 1827, recul provisoire (1828), puis contre-offensive (1829) des ultra-royalistes, contre-offensive brisée par la révolution bourgeoise et ouvrière de 1830 ; la contradiction bourgeoisie-prolétariat arrivant d'ailleurs au premier plan dans la substitution de Louis-Philippe à la République, dès qu'a été éliminée par la victoire des Trois Glorieuses la contradiction bourgeoisie-aristocratie) et réconcilier ainsi (dans une histoire politique de la lutte des classes) les deux aspects qu'il est courant aujourd'hui d'opposer : l'économique et l'« événementiel ».

Faute de pouvoir donner en ces quelques lignes une analyse précise du contenu de l'ouvrage, j'ai cru devoir insister sur cette discussion, car M. Bruhat saisit toute occasion de discussion (voir p. 15, sur M. Toynbee, ou p. 16, sur Maurice Reclus...), et il semble bien qu'il ait eu, en effet, le dessein de faire en plus de son récit, et à propos de son récit, une confrontation de son esprit, de sa méthode, avec l'esprit et les méthodes des autres historiens de notre temps, sans regretter d'ailleurs et sans dissimuler son souci toujours présent de la lutte actuelle. Affirmant hautement son but et sa volonté de faire œuvre scientifique¹ (p. 14-16,

1. « Œuvre scientifique » ne signifie pas ici œuvre définitive. M. Bruhat reconnaît

etc...), M. Bruhat terminait déjà son introduction par l'évocation du texte fameux de Michelet sur les Archives où « il y avait un mouvement, un murmure qui n'était pas de la mort ».

Du point de vue de la méthode sa tentative est donc bien celle de concilier la passion et l'objectivité, l'esprit de parti et l'esprit historique, et, cette conciliation dont il donne dans ses premières pages la justification théorique (note, p. 83), son ouvrage permet au lecteur d'en juger le résultat sur pièces.

Nous croyons personnellement au succès, dans l'ouvrage ici étudié, de cette tentative. En tout cas, nous pouvons dire qu'elle lui donne, outre l'intérêt qui tient au sujet traité, une seconde raison de mériter la lecture de tous ceux qui réfléchissent sur l'Histoire.

Maurice AGULHON.

Joseph Howard PARKS. *John Bell of Tennessee*. Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1950 ; 407 pages, + bibliographie et index.

Dans cette biographie, M. J. H. Parks met en scène une des grandes personnalités politiques du Tennessee, dont la carrière a été associée à la période cruciale de l'histoire intérieure des États-Unis. Des débuts peu brillants, marqués par une collaboration docile avec Andrew Jackson, peu susceptible, en apparence, de laisser prévoir la carrière de l'homme qui devait bientôt devenir par excellence « John Bell of Tennessee ». Sa forte personnalité ne commence à se révéler que sous le deuxième mandat du président Jackson, lorsque, insensiblement, il s'oriente vers une attitude d'opposition à l'égard du parti démocrate. L'origine du désac-

volontiers sans doute que l'histoire définitive du Mouvement ouvrier français est encore impossible à écrire, faute de recherches partielles suffisantes. Sa mise au point actuelle vise, d'une part, à donner à la classe ouvrière une vue d'ensemble de son passé ; d'autre part, à stimuler ces recherches partielles en les orientant sur (ou contre) les diverses voies qu'il évoque. Il resterait à parler de la réalisation technique de l'ouvrage et de sa documentation. Elles méritent, à notre avis, de grands éloges : c'est un instrument de travail clair, pratique et maniable au plus haut point (notes avec des références complètes, trois index, quatre pages de chronologie détaillée sur les événements politiques de la période 1789-1834 ; enfin, une table des matières analytique, tout ceci établi avec soin et précision). L'ouvrage est vivant, très riche en citations d'archives ou de témoignages littéraires, de journaux ou de chansons, excellent dans le choix du détail concret qui vivifie la plus brève description (voir, par exemple, les p. 232 à 236 sur l'insurrection des Canuts de novembre 1831). Il s'est efforcé, enfin, d'être au courant de tous les travaux utiles (p. 14) :

Les histoires universitaires de l'économie, des faits politiques, des mouvements et théoriciens sociaux, depuis les grands travaux et les thèses devenus classiques, jusqu'aux récentes recherches de MM. A. Chabert, A. Soboul, etc... ; les exposés ou analyses des théoriciens marxistes déjà cités, en y ajoutant Lafargue, Kautsky ou Jaurès ; les apports, sur pas mal de points particuliers, des historiens soviétiques, depuis le déjà classique E. Tarlé jusqu'à, par exemple, un B. Porchnev, ou un Kojoukhov, qui ne sont guère connus chez nous que par de brèves traductions parues en revues ; les reflets poétiques ou plastiques des événements, depuis Chrétien de Troyes jusqu'à Pierre Dupont ou Daumier.

Enfin, sur plus d'un point, M. Bruhat est retourné lui-même aux documents originaux peu exploités, notamment à des brochures conservées à la Bibliothèque nationale, pour retrouver des expressions directes de la pensée et de la polémique ouvrière (voir p. 222, 234, 244) ; ou bien encore, il a, enfin, utilisé les brochures non répandues dans le public intellectuel, des militants et éducateurs de la C. G. T.

cord est en soi assez mesquine, puisqu'elle est liée aux intérêts personnels de John Bell dans la banque nationale, dont le président demandait la suppression. Mais c'est de ce moment que date sa réputation politique. Renié par Jackson, accusé de vouloir briser l'unité du parti démocrate, il soutient contre Van Buren, l'homme de Jackson, la candidature présidentielle de Hugh Lawson White, et mène dans l'intérêt de celui-ci, avec l'appui de la presse influente de Nashville, une campagne vigoureuse où s'affirment ses qualités oratoires. Sur le plan des principes, il ne rompt d'abord pas avec les Démocrates : il s'élève seulement contre la politique autoritaire de Jackson, contre sa prétention d'imposer à son parti une obéissance servile, de transformer la république américaine en une monarchie élective et de se perpétuer au pouvoir par la désignation de son successeur. Mais, du fait de son second mariage et de ses intérêts de plus en plus considérables dans des entreprises bancaires et commerciales, il se trouve entraîné franchement dans l'opposition, rejeté dans le camp d'Henry Clay et des Whigs, et il parvient à soustraire le Tennessee aux Démocrates. Devenu désormais un des chefs du groupe hostile à Van Buren, il put exploiter contre l'administration la panique de 1837 et préparer l'avènement des Whigs, qui triomphèrent effectivement en 1840, avec l'élection de Wm. H. Harrison à la présidence.

Bell reçut dans le nouveau ministère le portefeuille de la Guerre. Mais il le garda peu de temps, et c'est comme sénateur qu'il fut amené à définir sa position politique sur les grandes questions qui se posèrent devant le Congrès au cours de la décade antérieure à la guerre civile. L'attitude qu'il adopta lors des débats provoqués par le Compromis de 1850, par le Kansas-Nebraska Bill, montra qu'il ne partageait pas les sentiments des Sudistes extrêmes. Déjà, la guerre du Mexique lui avait fourni l'occasion de réprover les visées de l'impérialisme sudiste. Il apparaît maintenant que, tout en défendant l'esclavage — il est lui-même un propriétaire d'esclaves — il place au-dessus de cette question la sauvegarde de l'Union américaine. De là sa collusion momentanée avec le Know-Nothing Party, de là ses velléités d'organiser un parti conservateur unioniste, groupant les modérés du Nord et du Sud, et sa franche réprobation des « ultras » du Sud, qu'il tient pour aussi dangereux que les abolitionnistes radicaux. Ainsi s'explique enfin que le « Constitutional Union Party » l'ait désigné comme candidat à la présidence en 1860. Mais, dans une campagne électorale dominée par les conflits « sectionnels », la candidature du conservateur John Bell était en son principe vouée à l'échec.

Le livre n'est pas seulement intéressant par l'abondance des données qu'il apporte sur la personnalité et la carrière du sénateur du Tennessee. Sur les événements dont John Bell a été le contemporain, sur les hommes qu'il a connus et fréquentés, sur les intrigues multiples de la politique intérieure des États-Unis, il fournit une documentation de première main qui enrichira la littérature historique de cette époque.

M. GIRAUD.

W. Darrell OVERDYKE. *The Know-Nothing Party in the South*. Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1950; 296 pages, + bibliographie et index.

Le Know-Nothing Party correspond, sur le plan politique, au mouvement « nativiste » que suscite aux États-Unis, dans la première moitié du XIX^e siècle,

l'afflux toujours croissant des immigrants étrangers. L'hostilité qui se répand alors contre ces derniers, contre les Irlandais et les Allemands surtout, contre la religion catholique, qui est celle de la majorité d'entre eux, contre les projets de réformes sociales que les Allemands prétendent appliquer sur leur terre d'adoption, après avoir donné naissance à des associations sans but politique, l'Order of United Americans, les United American Mechanics, finit par se cristalliser dans un parti politique nouveau, l'American Party ou Know-Nothing Party, qui symbolise les tendances conservatrices et les convictions protestantes de la société américaine d'alors.

C'est à l'étude de ce parti dans les États du Sud que M. W. D. Overdyke s'attache dans un livre sérieusement documenté, mais d'une lecture rendue un peu fastidieuse par l'uniformité excessive du plan qu'il a suivi et par le manque de relief des idées générales.

Le Sud offrait à l'éclosion de ce mouvement de xénophobie des conditions particulièrement favorables. Les immigrants y étaient nombreux en Virginie, en Caroline du Sud, dans les centres urbains comme la Nouvelle-Orléans et Saint-Louis, ou dans les États récemment ouverts à la colonisation, comme le Texas, où les Allemands formaient des communautés réfractaires à toute idée d'assimilation, tandis que la présence de péons mexicains et de colons français désireux de réaliser l'idéal socialiste de Considérant y inquiétait les propriétaires d'esclaves. Même dans les États comme le Tennessee, le Mississippi, la Géorgie, où n'existait qu'une faible proportion d'étrangers, la crainte que l'Église catholique américaine ne fût bientôt dominée par un clergé d'origine européenne suscitait des réactions nativistes. D'autre part, lorsque l'American Party se constitua (1850-1854), il profita de l'affaiblissement du parti whig dans le Sud, qui était alors en voie de désagrégation, et dont les membres se rallièrent en grand nombre à son programme de défense des intérêts et des traditions des citoyens américains.

Sa prétention de former une sorte de société secrète, imposant à ses membres un rituel particulier, fut rapidement abandonnée en raison des entraves qu'elle opposait à son recrutement. Le parti en vint graduellement à faire figure de parti politique, au même titre que les Démocrates et les Républicains. Mais il y avait dans son programme des faiblesses et des contradictions qui expliquent la courte durée de sa popularité. En principe, il formait un parti national, dont le but était de placer les droits fondamentaux de la nation américaine au-dessus des querelles régionales qui divisaient de plus en plus profondément le Nord et le Sud. A ce titre, il était ouvert à tous les citoyens américains. Or, son hostilité envers l'Église catholique, sa prétention de réserver les emplois publics aux citoyens de religion protestante l'exposaient à perdre l'appui d'une fraction importante de la population du Sud : à tel point que, dans plusieurs États, la Louisiane entre autres, la clause ne fut point respectée. En outre, son caractère national ne pouvait résister à l'obligation où se trouvaient tous les partis politiques de prendre position sur le terrain de l'esclavage. En évitant de se prononcer sur cette question essentielle, afin de ne pas altérer sa conception initiale, il fournissait aux Démocrates un argument facile à exploiter dans les États du Sud. Dès le début, il apparaît donc comme un parti dépourvu de cohésion, incapable de présenter un programme rigoureusement défini, menacé dans son principe par l'importance croissante du grand conflit « sectionnel » qui tend à scinder l'Union américaine.

Il ne pouvait, dans ces conditions, remporter que des succès localisés. Sur le

plan national, il n'eut qu'un rayonnement éphémère. Le mouvement réussit dans le Kentucky et le Maryland. Il parvint à s'imposer dans quelques municipalités particulièrement importantes, entre autres celles de la Nouvelle-Orléans et de Baltimore. Mais le déclin s'accusa dès l'année 1856, et, à la veille de la guerre de Sécession, les tendances qu'il représentait avaient cessé de se personnifier dans un parti déterminé. D'un programme proprement nativiste, basé au premier chef sur le désir d'entraver l'afflux des immigrants pauvres en terre américaine, il ne résulta pour le moment aucune législation définie. Cependant, si le Know Nothing Party disparut, l'idée centrale qui l'animait lui survécut, et les réformes qu'il avait proposé d'apporter au régime de l'immigration et des naturalisations, qu'il eût voulu rendre plus sévère, inspirèrent par la suite dans une large mesure la législation fédérale.

M. GIRAUD.

I. — J. H. EASTERBY, editor. *The Journal of the Commons House of Assembly, november 10, 1736-march 26, 1741*. Columbia, The Historical Commission of South Carolina, 1951-1952; 2 vol., 764 et 613 pages, avec index.

II. — Mary E. MORAGNÉ. *The neglected thread, a journal from the Calhoun Community, 1836-1852*, edited by Delle Mullen CRAVE. Columbia, University of South Carolina Press, 1951; 238 pages.

I. — L'importante édition des délibérations de la Chambre des Communes de la Caroline du Sud, que fournit M. J. H. Easterby, faisant suite à celle des Legal Records du même État, paraît indiquer l'intention de mettre à la portée du public des archives que leur éloignement a jusqu'ici rendues accessibles à un nombre très limité de chercheurs. C'est ce que confirme la publication récente par les Presses Universitaires de Columbia d'un certain nombre de pièces rares extraites de ces mêmes archives.

Il va de soi qu'il n'est guère possible de donner plus qu'une idée très incomplète de ce que contiennent les deux énormes volumes édités par M. Easterby. Pour l'historien, ils offrent plus de ressources que les Legal Records, d'autant plus que les contacts sont fréquents entre la Caroline du Sud et la Louisiane française. Au travers de ces délibérations, des innombrables motions des députés, dont beaucoup sont des Huguenots d'origine française, on glanera une abondance de détails sur l'histoire intérieure de la Caroline du Sud. La colonisation de l'État, l'installation de nouveaux immigrants, parmi lesquels ne cessent de figurer des protestants pauvres venus d'Europe, sur les « townships » prévus à leur intention, le financement de l'opération, sont à l'ordre du jour des débats de l'assemblée. Le problème de la circulation monétaire, le statut de la population indigente y sont examinés à côté de questions d'un intérêt plus limité, mais qui permettent de pénétrer dans les détails de la vie matérielle de la colonie : telles sont les mesures prises pour empêcher la vente des porcs malades sur le marché de Charles Town, celles qui sont envisagées pour la restauration de l'église de la ville, pour la suppression des fraudes auxquelles donnent lieu les transactions commerciales, et notamment la vente des produits de la forêt carolinienne, résine, poix, goudron, térébenthine; telle est encore l'initiative d'un colon recherchant en Allemagne des ouvriers spé-

cialisés dans la fabrication de la potasse, afin d'en introduire l'industrie en Caroline, ou la suggestion présentée par un autre d'appliquer une nouvelle méthode de fabrication du goudron, qui permettra d'en accroître la production et d'en rendre la qualité comparable à celle du goudron de l'Europe du Nord. L'organisation de la police des paroisses et des districts y fait l'objet d'un long rapport, présenté par un comité spécial, qui décide d'en confier le soin à des volontaires, dûment rémunérés, sous la direction de commissaires désignés à cet effet.

Mais, au-dessus de ces données fragmentaires relatives à la vie intérieure de la colonie, des questions plus importantes se détachent, qui dominent l'excessive abondance des délibérations de l'Assemblée. C'est d'abord le problème que crée la présence d'une nombreuse population d'esclaves noirs. Il préoccupe naturellement les députés, et, dès la session de décembre 1736, le comité chargé de la révision des lois est invité à mettre au point un projet relatif à la police des nègres. Il est évident que la Chambre redoute des soulèvements d'esclaves : témoin la clause que le comité propose d'insérer dans la législation de la colonie à l'effet de récompenser quiconque révélera les conspirations dont ils peuvent se rendre coupables, et les troubles survenus en 1739 dans la région de Stono justifient ces appréhensions et le souci, fréquemment exprimé, de formuler des règlements « for the better ordering and governing of negroes ». Dans une certaine mesure, la question se rattache à celle des rapports de la Caroline du Sud avec les Espagnols. Le fait que les esclaves fugitifs aient été accueillis à Saint-Augustin n'est pas étranger à l'hostilité de la population envers une forteresse qui gênait l'expansion britannique et menaçait la sécurité des colonies littorales. Aussi, lorsqu'en novembre 1739, le lieutenant-gouverneur requiert l'assistance des colons pour le siège de Saint-Augustin, se déclarent-ils prêts à répondre à son appel.

Deux questions surtout préoccupent la Chambre et donnent lieu à de longues discussions : celle des relations avec la Géorgie et celle du commerce indigène. La Caroline et la Géorgie étaient divisées par un conflit de frontière, que chacune des colonies s'efforçait de régler à son avantage. De là des empiètements de leurs traitants respectifs sur les tribus indigènes de l'intérieur, dont le commerce était pour l'une et pour l'autre une source de profits considérables. La partie se jouait autour des Creeks et des Cherokees, dont le territoire était le théâtre de fréquents démêlés entre traitants concurrents. L'important dossier réuni par la commission d'enquête fournit sur ce sujet une documentation intéressante où l'on puisera une foule de données sur la politique indigène de la Caroline. Cette question du négoce avec les tribus de l'intérieur n'est pas seulement une source de différends entre les colonies qui y sont également intéressées. Elle continue d'opposer les colons français et anglais, qui, dans les années antérieures, s'étaient déjà disputé leur commerce et leur alliance. Des documents apparaissent dans les recueils de M. Easterby qui seront susceptibles de compléter ceux des archives françaises : telle la lettre de Bienville protestant, en 1735, auprès du gouvernement de la Caroline contre les procédés des sujets britanniques auprès des Indiens, contre les insinuations malveillantes qu'ils leur font pour les détourner de traiter avec les Français. La Caroline du Sud n'est pas moins attentive à entretenir des rapports amicaux avec les Chicachas, dont la France a, dès le début, également recherché l'alliance : et le détail des présents qui leur sont distribués illustre bien la supériorité de la politique britannique, toujours prête aux sacrifices nécessaires, sur la politique parcimonieuse de la France.

Il serait difficile d'épuiser la très riche documentation réunie dans ces deux volumes. On ne peut que souhaiter que des publications ultérieures viennent compléter l'initiative de M. Easterby en achevant de mettre à notre portée les ressources des archives de la Caroline du Sud.

II. — Dans un cadre plus limité, le journal de Mary E. Moragné nous offre le tableau de l'existence d'une famille de Huguenots français, originaire des environs de Bordeaux. Le grand-père, Pierre Moragné, avait fui en 1764 les persécutions dirigées contre ses coreligionnaires pour gagner l'Angleterre, puis la Caroline du Sud, avec un groupe de protestants, sous la direction du pasteur Jean-Louis Gibert. Porté à la vie intellectuelle, il avait pu transporter sa bibliothèque en Amérique. Mary Moragné avait hérité de ses goûts, et son journal témoigne de son penchant pour la vie de l'esprit, de ses préoccupations littéraires, qu'exprime la diversité de ses lectures, de l'intérêt qu'elle porte encore à la langue française et que les livres de son grand-père lui permettent d'entretenir. Le document révèle un sentiment poétique dont la vivacité atténue la monotonie d'un récit où sont présentés les événements quotidiens de l'existence rurale d'une famille aisée. Il est vrai que la vie sociale est active sur le domaine des Moragnés, et les divertissements ne manquent pas, à côté des préoccupations religieuses. Un voyage qu'elle accomplit en Géorgie permet à Mary Moragné de décrire la ville naissante d'Augusta, ses églises, ses théâtres, les coutumes de ses habitants. Ça et là, des allusions à l'esclavage indiquent que les Moragnés, comme les autres colons huguenots, en admettent le principe sans réticence. En fait, ces émigrants de date récente se sont adaptés à leur nouveau milieu, et quelques observations, notées au hasard, montrent qu'ils se sont déjà assimilés les réactions des gens du Sud à l'égard des Yankees, à une époque où, pourtant, il n'est pas encore question d'une hostilité bien définie entre les deux parties du territoire américain.

M. GIRAUD.

W. G. BEASLEY. *Great Britain and the opening of Japan, 1834-1858*. Londres, Luzac and Co, 1951 ; in-8°, XIX-227 pages. Prix : 21 s.

L'ouvrage de M. Beasley se présente comme l'édition abrégée d'un travail, qui, sous sa forme originale, constituait une thèse de doctorat de l'Université de Londres. Son importante bibliographie montre que l'auteur a pu utiliser de première main les documents diplomatiques anglais (archives du Foreign Office, de l'Amirauté, correspondance de Lord Clarendon, etc.), les débats parlementaires, ainsi que les vingt et un volumes de la collection *Dai Nippon Komonjo* (documents sur la diplomatie japonaise à la fin de la période Tokugawa).

La relative indifférence dont ont longtemps fait montre les autorités anglaises à l'égard du Japon contraste tout à fait avec la vigoureuse politique d'intervention qu'elles ont adoptée en Chine dès le XVIII^e siècle, pour la mettre en application dans le second tiers du XIX^e. Les relations anglo-japonaises à l'époque de la Compagnie des Indes se résument, en effet, en une série de tentatives infructueuses et d'initiatives isolées, vite abandonnées. La première factorie fondée en 1613 par la Compagnie ferme dès 1623 ; son trafic ne s'était pas développé. Malgré la fréquentation croissante des mers du Nord par les baleiniers britanniques, la Compagnie ne s'intéresse guère par la suite à l'ouverture du Japon, dont le régime sévère de réclusion organisé par les Tokugawa sur leur déclin ne facilitait pas

davantage l'accès ; les projets que présente Raffles ne sont pas retenus. Un plan d'annexion des îles Bonin, où se sont établis quelques colons britanniques, n'est pas non plus réalisé (1830-1834).

En 1834 prend fin le monopole commercial de la Compagnie, et le Foreign Office devient directement responsable des relations anglo-japonaises. Son attitude n'est pas différente, bien que la guerre de l'opium et le traité de Nankin rendent plus aisée une intervention au Japon : l'escadre anglaise d'Extrême-Orient est à pied d'œuvre, ainsi qu'un personnel consulaire expérimenté ; il n'est plus nécessaire, comme cela avait été le cas pour la Chine, de faire les frais d'une longue et importante expédition *ad hoc*. Et pourtant les tentatives pour obtenir l'ouverture du Japon ne semblent pas être devenues plus vigoureuses. De Hong-Kong, le surintendant Davis, avec l'accord de Londres, forme, en 1845, le projet d'une expédition. Mais celle-ci, retardée plusieurs fois, n'a jamais lieu. Seuls semblent s'intéresser au Japon un certain nombre d'isolés : le missionnaire Bettelheim, établi dans les Ryu-kyu, l'interprète chinois du consulat de Canton, Gützlaff, le diplomate Montgomery Martin, qui mène, en 1849, une active campagne de démarches et de réunions auprès des milieux commerciaux anglais pour obtenir, en vain, leur intervention auprès du Foreign Office en faveur d'une action au Japon. Le premier successeur de Davis, Bonham, est encore moins actif, et son remplaçant, Bowring, garde pendant les deux voyages de Perry, sur avis de Londres, une attitude « attentiste ». Ce n'est qu'après le succès du commodore qu'il prépare à son tour une expédition, qui, elle aussi, est remise (1854).

Quels facteurs expliquent cette indifférence ? M. Beasley est arrivé à la conclusion que c'est paradoxalement le succès anglais en Chine qui a contribué à ralentir la pression anglaise sur le Japon. Entre 1840 et 1856, les difficultés d'application du traité de Nankin préoccupent beaucoup plus le surintendant et ses collaborateurs que l'hypothétique profit à tirer du commerce avec le Japon. Les « Old China Hands » poussent ainsi les autorités anglaises en Extrême-Orient à consolider les avantages acquis, plutôt qu'à s'en assurer de nouveaux. Et le caractère nécessairement vague des instructions du Foreign Office, rédigées en fonction du fait qu'elles ne seraient connues que plusieurs mois plus tard, n'était pas de nature à contre-balancer cette tendance. D'autre part, et c'est là un point important, les autorités anglaises en Extrême-Orient inclinaient à juger des problèmes du Japon, par référence à l'expérience qu'elles avaient acquise en Chine. Le succès des méthodes employées pendant la première guerre de l'opium les avait convaincues qu'aucune négociation n'avait de chance d'aboutir sans une imposante démonstration de force. Le dogme de la « gunboat policy » est déjà solidement établi. Or, l'escadre britannique, si elle croisait en permanence dans les eaux chinoises, n'était que rarement disponible (lutte contre les pirates de Bornéo, surveillance de Changhaï contre les Taiping, opérations contre l'escadre russe de Poutiatine pendant la guerre de Crimée). C'est ainsi que Davis, en 1846, Bowring, en 1852, abandonnèrent leur projet de voyage au Japon, faute de l'escorte militaire qu'ils jugeaient indispensable.

Cette argumentation de M. Beasley semble valable. Mais il n'en reste pas moins vrai que, s'il avait existé dans les milieux dirigeants d'Angleterre une volonté d'obtenir accès au Japon, aussi forte que celle qui avait abouti au déclenchement de la guerre de l'opium, ces circonstances particulières n'auraient pu jouer de rôle. Et, sur ce problème, on regrette de ne recevoir que des indications fragmen-

taires. Certes, l'auteur annonce que c'est délibérément qu'il s'est limité à « l'histoire diplomatique » proprement dite, et qu'il s'est borné à décrire l'action du seul gouvernement britannique. Mais il n'a lui-même pu strictement s'en tenir à cette conception trop étroite, et les indications dispersées qu'il donne, sur l'absence d'intérêt de la presse métropolitaine pour le Japon, sur l'opinion négative de l'École de Manchester, sur le fait que, contrairement à la Chine, le Japon n'était pas considéré en Angleterre comme un pays riche, ne font que rendre plus regrettable l'absence d'une étude systématique de cette question.

L'Angleterre n'est donc entrée que tardivement en scène au Japon : mission Stirling en 1854, mission Elgin en 1858. Encore Stirling n'intervint-il que pour des motifs militaires : pouvoir faire relâche, au cours de ses opérations contre la flotte de Poutiatine. Mais M. Beasley, en décrivant par le menu ces deux séries de négociations, met en relief une autre conséquence, elle aussi inattendue, de l'antériorité de l'action anglaise en Chine : le gouvernement japonais avait été étroitement tenu au courant, par les Hollandais de Deshima, du succès des méthodes radicales employées par l'Angleterre contre la Chine hésitant à ouvrir ses ports, et c'est sur la base de ces informations qu'il considérait comme impossible une résistance sérieuse. Ainsi s'explique que, en 1854, les Japonais offrirent d'eux-mêmes à Stirling de négocier des questions commerciales (ce qui n'était pas son propos initial) ; ainsi s'expliquent les succès aisés de Perry, de Townsend Harris surtout, qui utilisèrent avec habileté l'argument du « précédent » chinois et obtinrent des avantages dont Elgin devait à son tour profiter. C'est l'examen des documents japonais qui permet d'arriver à cette conclusion.

L'étude de M. Beasley donne donc des précisions nouvelles sur une période importante des relations anglo-japonaises. On peut, certes, regretter qu'il n'ait pas voulu s'élever davantage, tant dans la documentation que dans l'exposé, au-dessus du plan diplomatique proprement dit, qu'il étudie avec tant de précision. Mais son travail montre quel fut le point de départ, hésitant et laborieux, de la pénétration anglaise au Japon. Point de départ qui ne laissait guère prévoir comment, quelques dizaines d'années plus tard, l'influence anglaise au Japon devait croître, sur le plan politique et sur le plan financier, au point de faire de ce pays, au début du *xx*^e siècle, un des principaux points d'appui de la puissance britannique en Extrême-Orient.

Jean CHESNEAUX.

Henry CONTAMINE. *L'Europe est derrière nous*. A. Fayard, 1953 ; 460 pages. (Les grandes études historiques.) Prix : 800 fr.

Cet ouvrage n'est pas un manuel d'histoire, mais une « variation sur un thème européen ». Pour l'auteur, la période 1815-1914 représente quelque chose d'exceptionnel dans l'histoire humaine. Passé cette date, on rentre dans la norme : progrès et chaos mêlés. « Cette douceur de vivre du *xix*^e siècle avait un centre politique, un centre de société et de vie économique, l'Europe. » Cette Europe était celle des princes, « servie par une aristocratie dont le cosmopolitisme était un des traits ». C'était l'Europe de l'Almanach de Gotha, fille du congrès de Vienne et des victoires prussiennes de 1866-1870 — une Europe parmi tant d'autres, esquissées au cours des temps. Mais une Europe qui ne s'arrêtait pas en deçà de Weimar et s'étendait, par Moscou, jusqu'aux rives du Pacifique, et, par Londres, à l'univers entier.

De cette Europe, Metternich et, en sens contraire, Napoléon III furent les précurseurs, mais son créateur fut Bismarck. « Voici quatre-vingt-sept ans que le sort de l'Europe se décide à Berlin. Il n'en était nullement ainsi avant 1866. » Trois guerres ont fait naître cette Europe, celles de 1859, de 1866, de 1870, mais ces conflits limités dans leur durée et leurs effets ont abouti à une société puissante et pacifique, qui a marqué le monde de son empreinte. Cette Europe en évolution conservait du passé une complexité, une diversité que souligne le nombre des petits États, qu'ils fussent indépendants ou inclus dans des fédérations telles que le II^e Reich ou la monarchie bicéphale — et aussi la juxtaposition de « pays noirs » et de terres paysannes au chatoyant folklore, du Lancashire et de la Ruhr aux Highlands et à la Calabre.

M. Contamine en dresse un portrait minutieux, par touches précises et successives. Il visite les pays, des ports aux forêts, les parlements, les princes, leurs ministres et leurs cours. On s'attarde sans regret avec l'auteur de cet impressionnisme historique dans le salon de Margot Asquith ou chez le prince de Monaco. Cependant, l'idée centrale demeure présente ; cette Europe sans passeports est conservatrice, alors que, « derrière la façade », des mécanismes redoutables d'ordre technique et démographique commencent à fonctionner avec l'aveugle puissance du destin. Un destin que cette Europe monarchique éludera longtemps.

Pourquoi ? Des sociétés aux traditions encore peu discutées imposaient leur sagesse aux gouvernants, qu'ils fussent aristocrates ou bourgeois. Tous, au fond, craignaient la guerre et la révolution. De l'est à l'ouest et du nord au sud, une conception commune de l'État existait, une gamme de transitions nuancées conduisant de Londres et de Bruxelles à Vienne et à Pétersbourg. L'auteur estime que ce « relatif » des choses valait mieux que « l'absolu » des principes. La France n'aurait pas fait la guerre pour l'Alsace-Lorraine ; la Russie s'est montrée assez accommodante au congrès de Berlin. Édouard VII « donnait sans compter à ses sujets le temps qu'il ne vouait pas aux sports ou aux plaisirs ».

Cette Europe a disparu de 1898 à 1917, tuée par la formation de blocs opposés par des conceptions du monde inconciliables. L'Europe-croupion de 1919, excluant la Russie, ne pouvait plus vivre qu'adoscée au monde américain. 1917, année de la révolution d'Octobre et de l'intervention des États-Unis, est décisive. Mais la paix sans annexions rêvée par le Vatican et par l'Internationale socialiste eût équivalu à un triomphe de l'Allemagne. De 1898 à 1905, l'action de la première Amérique rooseveltienne prélude déjà aux temps nouveaux.

Était-ce fatal ? M. Contamine semble penser qu'il était plus aisé d'éviter la guerre de 1914 qu'on ne l'estime communément. Si les responsabilités allemandes sont majeures, les nationalismes européens ont joué un rôle néfaste. Mais cette fausse manœuvre a seulement précipité une évolution inéluctable. L'Europe est morte, non de sa décadence, mais de son triomphe mondial. Avec la fin du XVIII^e siècle, la période 1860-1917 a été la plus féconde de son histoire. Ce serait une erreur d'y chercher exclusivement les « origines » des guerres et des révolutions totales du XX^e siècle.

L'ouvrage fourmille de portraits, anecdotes, détails et citations curieuses. On est intéressé, amusé — un peu déconcerté parfois par leur abondance. L'auteur est emporté à plusieurs reprises par sa verve et par le dépouillement du Gotha et du *Stateman's Yearbook*. Mais assurément on trouve plaisir et profit à

la lecture d'un livre où la documentation d'un bon connaisseur de l'époque ne cesse d'étayer les thèses proposées à la réflexion et à la discussion.

Louis GIRARD.

Georg BRANDES. *Correspondance*. Lettres choisies et annotées par Paul KRÜGER. I : *La France et l'Italie*. II : *Notes et références*, par le même. Copenhague, 1952 ; in-8°, LXIX-523 et II-189 pages.

Critique largement accueillant, intelligent, perpétuellement en éveil, sachant soustraire à une immense lecture le temps de réfléchir, de voyager, et même de prendre la parole en public, Georg Brandes (1842-1927), pour illustre qu'il ait son nom, n'a pas atteint l'audience européenne qu'il souhaitait et méritait sans doute — celle d'un autre Sainte-Beuve, et de quelque chose de plus encore...

Il y a eu un drame « brandésien », que la présente *Correspondance* (presque entièrement inédite) éclaire en partie. Voilà un esprit qui a puisé aux sources de la pensée et de la sensibilité françaises pour édifier, à partir du positivisme, son système propre de philosophie et d'esthétique, particulièrement entre 1867 et 1871, grâce à un ami illustre, Taine, et à un autre, délicat et obscur, Noufflard. Voilà un homme de lettres qui, dans une première période, qu'on pourrait appeler de fondation, tandis qu'il lançait les premiers volumes de ses *Courants directeurs*, a longuement correspondu avec ses deux initiateurs, et sans doute aussi avec Paul Bourget, tandis que, dans une seconde période, d'épanouissement, de 1900 à 1914, Clemenceau, M^{me} de Caillavet et Anatole France, Copeau, puis Rouveyre, Romain Rolland, Émile Meyerson, Pierre Mille sont entrés dans le cercle de sa réflexion, de ses échanges intellectuels et souvent de son amitié. Le français étant pour lui « la langue des hommes artistes et des hommes libres » (30 septembre 1919, p. 380), c'est en français — un français assez aisé — qu'il correspond avec les Français et les Italiens, et d'autres encore, on le verra. Mais c'est en danois qu'il écrit et, en fait de traducteurs étrangers, il ne trouve que des Allemands (ou des Anglais). Quelque peu jaloux des « grands écrivains des grandes littératures » (à Taine, 29 avril 1888), il ne voit paraître, en français, de ses quarante volumes, qu'un seul (en 1902), compte non tenu des « Essais choisis » traduits à son insu, en 1914, et désavoués avec quelque agacement. Les « grandes revues » de Paris l'ignorent absolument. Telle a été la récolte de celui qui écrivit, après son voyage parisien de 1879 : « Je compris alors tout d'un coup que les liens qui me rattachaient à l'Allemagne, en dépit de l'accueil qui m'y avait été fait, n'étaient que ceux d'un mariage de raison, et que c'était vers la France et l'Italie que mon cœur, toujours, m'entraînait. » On admirera d'autant plus la conscience et l'intérêt avec lesquels le critique danois interroge, en 1926 encore, André Gide et Jacques de Lacretelle. On constatera avec d'autant plus de regret l'indifférence de la culture française à l'égard des pays du Nord et même (voyez Taine, malgré ses variations) à l'égard de l'Allemagne, jusqu'à l'extrême fin du XIX^e siècle ou le commencement du XX^e. Le sort du *William Shakespeare* de Brandes en administre la meilleure preuve. A cet égard, la *Correspondance* n'intéresse pas que l'histoire de la littérature comparée.

Il est un autre aspect de Brandes, lié à l'histoire politique de l'Europe contemporaine : celui du militant. « Avec tous les combats et tous les chagrins », écrit-il en 1875, « j'ai le sentiment d'être utile à la seule cause qui devait (*sic*) réunir tous les bons esprits de l'Europe, je veux dire l'émancipation de la science des entraves

du dogme et l'instruction du peuple que l'éducation cléricale abrutit » (p. 67). « Chef d'un parti encore jeune » (p. 71), dans « cette triste ville si froide » de Copenhague (en 1875, p. 68), contraint à l'exil en Allemagne, de 1877 à 1883, il s'impose ensuite, politiquement aussi bien qu'intellectuellement, à partir de la curieuse audience accordée par le prince royal, en 1884 (p. 120-121). Libéral, il soutient hors des frontières de son petit pays la cause des nationalités opprimées, surtout la polonaise et la danoise, rompant ainsi, dans les dernières années du siècle, avec le monde dirigeant de l'Allemagne comme avec celui de Russie, et il me semble qu'on ne peut retracer l'histoire de la Pologne entre 1885 et 1910 sans lui faire sa place. Mais le libéral Brandes étonne vite, surprend et déçoit ses admirateurs. « Toute ma vie », écrit-il en 1903 à l'adresse d'Anatole France, « j'ai combattu avec l'extrême-gauche de mon pays contre la réaction ; mais toute ma vie aussi j'ai dit en même temps que, tout en prenant part au combat, je ne partageais nullement les convictions politiques de mes camarades. Ayant combattu pendant plus de vingt-cinq ans presque seul contre une majorité écrasante, je ne peux pas être partisan de la doctrine que c'est la majorité qui ait raison..., et craignant la bureaucratie énorme qui serait établie par l'état socialiste..., je ne peux pas non plus m'appeler socialiste » (p. 188). « Je crains la démocratie que vous aimez » (p. 231). Étonnement qui va jusqu'au scandale, non pas lorsque Brandes, invoquant sa position de neutre, refuse de signer le premier manifeste de Romain Rolland, qui pouvait le sentir si proche de lui, mais lorsqu'il refuse de prendre parti et se brouille pour toujours avec Clemenceau (1915). C'est le drame second entre Brandes et la France : boycotté par les grandes revues de Paris, avant 1914, malgré les efforts d'Anatole Leroy-Beaulieu, en raison de son « radicalisme », il se trouve boycotté après 1914 en raison d'un neutralisme jugé hostile. Il écrit tristement à Rouveyre : « J'ai renoncé à la France » (p. 391)¹.

Les volumes II et III nous ouvriront — avec la même conscience et la même sûreté de méthode, nous en sommes convaincus — les portes de l'Angleterre, de la Russie et de l'Allemagne, sur les pas d'un grand Européen.

F. L'HUILLIER.

Jacques LACOUR-GAYET. *Histoire du commerce*. T. III : *Le commerce extra-européen jusqu'aux temps modernes*. T. V : *Le commerce depuis le milieu du XIX^e siècle*, par Maurice BAUMONT et Paul NAUDIN. Paris, Spid, 1953 et 1952 ; in-8°, 556 pages et 14 cartes et 446 pages.

C'est le t. III de l'*Histoire du commerce* que d'aucuns tiendront pour le plus neuf de la collection. Comme le titre l'indique, il est question des aires du trafic qui, ailleurs, n'auront été considérées que du point de vue européen. Henri Labouret a ainsi étudié *L'échange et le commerce dans les archipels du Pacifique et en Afrique tropicale*, Jean Canu, *L'Amérique précolombienne*, Jean Fournier, *Les Indes jusqu'à l'arrivée d'Albuquerque*, et Georges Bonmarchand, *Le commerce de la Chine et Le commerce du Japon*. Ce sont des pages qui rendront des services, et nous ajouterons que les deux premières études nous semblent avoir non seulement un intérêt documentaire, mais une valeur particulière, parce qu'elles évoquent

1. Signalons quelques aperçus intéressants, extérieurs à Brandes, sur la violence de l'anti-socialisme en France en 1871 (p. 36 et suiv.), ainsi qu'une note sur Clemenceau pendant la crise d'Algésiras (p. 305).

d'une manière forte les hommes et les choses. Pourquoi faut-il que le cadre chronologique soit si capricieux? Comme Jean Canu, qui a naturellement fait coïncider la fin de l'Amérique précolombienne avec la venue des Européens, Henri Labouret et Jean Fournier se sont arrêtés au *xvi^e* siècle. Par contre, avec la Chine et le Japon, nous poussons jusqu'à la fin du *xix^e* siècle. Que sont les temps modernes? Le lecteur risque d'être dérouté. Il lui faudra chercher le trafic médiéval de l'Islam en Méditerranée dans le volume consacré au Moyen Age et il trouvera dans le présent tout ce qui a trait à ce trafic dans l'océan Indien et l'Inde. Les Portugais, eux, ont la chance d'être suivis deux fois : au t. IV, p. 20, et dans celui-ci, p. 231. L'histoire commerciale de la Chine est par trop morcelée chronologiquement et il ne semble pas que l'auteur ait eu connaissance (il ne les mentionne pas dans sa bibliographie) des nombreuses thèses soutenues devant les facultés des lettres françaises par des candidats de nationalité chinoise (ainsi, Hou Hou-Chun, *Histoire douanière de la Chine de 1842 à 1911*, Paris, 1929; Sié Tso-Tchéou, *La révolution économique dans la Chine contemporaine*, Paris, 1929; Ko Siang-feng, *L'organisation de la production, du crédit et de l'échange en Chine de 1894 à 1914*, Lyon, 1929); du reste, on ne sait quel sort M. Bonmarchand a voulu faire au *xix^e* siècle. Bien que l'activité du Japon ait été assez soigneusement décrite, rien ne laisse supposer qu'elle ait été affectée par les mouvements cycliques qu'a si bien retracés F. Barret dans son gros livre sur *L'évolution du capitalisme japonais*. Les cartes sont précieuses; mais celle de la Chine et du Japon au *xviii^e* siècle (p. 332-333) est mal placée.

Il est indéniable que le tome V rendra des services. Solidement charpenté, écrit d'une plume alerte, il offre une vue d'ensemble dont les qualités sont la netteté et la sûreté de l'information. Avec maîtrise, M. Maurice Baumont expose les heurs et malheurs du libre-échange ou plutôt le recul tout momentané de la tendance protectionniste dans les années 1840-1878 et sa contre-offensive générale (sauf pour la Grande-Bretagne dont le libéralisme douanier n'est pas assez mis en évidence dans la seconde partie). C'est à « l'emprise de l'État sur le commerce » que M. Paul Naudin a consacré près de 200 pages, lesquelles relatent les années 1914-1950.

Successivement, M. Baumont présente les causes, le milieu, la conjoncture et l'étude pays par pays, lorsqu'il veut nous faire comprendre « l'essor du libre-échange »; les formes organiques viennent ensuite et l'auteur termine cet ensemble en laissant pressentir « le réveil du protectionnisme », au moins en France, à la suite de la guerre de 1870. N'eût-il pas mieux valu rejeter ce chapitre dans la seconde partie, puisque aussi bien ce « retour au protectionnisme » est un phénomène international? En outre, chose curieuse, l'examen des cycles est, pour la période de 1878 à 1914, refoulé après la description géographique, alors qu'il paraît bien difficile d'expliquer la victoire protectionniste indépendamment de la contraction des prix qui se manifeste à partir de la crise de 1873.

Si, comme les précédents, ce volume contient de nombreuses indications bibliographiques, on peut regretter qu'elles ne soient pas critiques, qu'elles soient dressées dans un ordre strictement alphabétique et qu'elles ne renseignent pas sur les sources ou à tout le moins sur les revues économiques où il y aurait tant à prendre (nous songeons pour la France au *Journal des Économistes* et à l'*Économiste français*). L'absence de diagrammes est choquante : des graphiques auraient, mieux que des énumérations, donné une idée du commerce britannique (p. 35-38 et p. 208-210), traduit en langage très direct les courbes de prix (p. 229

et suiv.), permis de confronter aisément le trafic des différents États. Au surplus, nous ne trouvons même pas, joints au texte de M. Baumont, des tableaux du genre de ceux que M. Naudin a insérés aux p. 282, 388, 409.

Sans doute la figure commerciale des pays est intéressante. Mais il manque une étude des produits échangés. Sur quoi donc portent les transactions? Il est bien question de commerce du blé, des laines, du charbon, des articles manufacturés : les regroupements utiles font défaut. A suivre M. Naudin, on pourrait imaginer que « l'emprise de l'État » débute avec l'été de 1914. Nous voulons bien croire que le commerce avait alors tout pour réussir, qu'il eut la mauvaise fortune d'être désormais jugulé par les États ; mais nous remarquerons que ceux-ci sont comparés en l'occurrence à des brigands (p. 258), tandis que leur intervention était exaltée, en tout cas excusée, quand il s'agissait de décrire les beaux jours du mercantilisme. M. Naudin ne se demande pas si les guerres, les révolutions, les « théories à la mode » sont des faits fortuits ou non, si le régime économique tout entier n'est pas ébranlé, voire en pleine transformation ; ou plutôt, un peu tardivement, il admet (p. 440) « une révolution inachevée » qui a tout « dérégulé et faussé ».

En somme, nous avons, comme dans le précédent volume¹, une histoire de la politique commerciale, des systèmes commerciaux. Mais l'âme du commerce qui est le profit ne se révèle guère. Fugitivement, il est fait allusion à la « dégradation du profit » (p. 255), au fait que « le commerce a été placé sur la défensive », ou encore il est parlé de « la sensibilité d'intérêt » (p. 440). Nous décrit-on les changements dans les mœurs? Nous présente-t-on les « hommes nouveaux » (p. 131)? La question nous brûle les lèvres : est-ce que cela se traduit dans la courbe des bénéfices? Et nous disons qu'à tout le moins une étude du mouvement des valeurs mobilières, celle du chiffre d'affaires de quelques maisons, eût été à sa place.

Robert SCHNERB.

Milorad M. DRACHKOVITCH. *Les socialismes français et allemand et le problème de la guerre (1870-1914)*. Genève, E. Droz, 1953 ; in-8°, 385 pages. (Études d'histoire économique, politique et sociale, sous la direction de Jacques Freymond et Jacques L'Huillier.) Prix : 20 francs suisses.

L'ouvrage se propose d'éclairer l'échec de l'Internationale socialiste devant la « montée des périls », échec qui se révélera mortel pour son existence même. Une citation de Bayle prélude au texte : « Il est grandement important de ne pas penser que les hommes agissent d'après leurs principes. » Compte tenu de l'insularisme des Britanniques (et l'auteur en tient sans doute un compte excessif), l'Internationale reposait sur les socialismes français et allemand, tous deux marxistes, en principe, puisque la défaite française de 1870 avait aussi été la victoire de Marx sur Proudhon. Mais ces marxistes ne se ressemblaient guère en raison des différences du milieu où ils vivaient. Les Français individualistes, peu nombreux et divisés, sans grande organisation ni ressources, mais riches d'une tradition révolutionnaire authentique (où des ferments proudhoniens et blanquistes demeuraient perceptibles) et ne formant, à tout prendre, que la fraction extrême d'une gauche démocratique et libérale dont le triomphe était acquis, dans un pays où l'essentiel de la Révolution politique était déjà accompli. Les compatriotes de

1. *Le commerce du XV^e siècle au milieu du XIX^e siècle*, par Jean CANU, Claude-Joseph GIGNOUX, André GOBERT, 1951 (cf. *Revue historique*, *supra*, t. CCXI, 1954, p. 176).

Marx, au contraire, outre une pléiade d'interprètes originaux de la doctrine, sont riches en hommes et en argent. Depuis 1890, l'Allemagne apparaît bien comme le pays du socialisme. Mais cette remarquable organisation reste isolée et suspecte au sein d'un Empire socialement progressiste, mais politiquement réactionnaire, qui a su concéder beaucoup, mais ne rien céder à ses sujets. Enfin se décèle dans le parti, sous une concevable horreur du régime des tsars, une haine méprisante pour les Slaves et leur chef, la Russie.

Tels sont les schèmes essentiels des deux premières parties du livre. L'auteur n'utilise que des ouvrages édités, mais sa lecture est considérable, comme son analyse des travaux des congrès des partis. Au point que parfois sa démarche en apparaît un peu lente. D'autre part, le tableau de l'évolution du socialisme allemand intéresse particulièrement un lecteur français forcément moins familier avec la pensée de Kautsky qu'avec celle de Jaurès. On suit la genèse de la crise du puissant parti socialiste allemand, crise qui deviendra patente au cours de la guerre. On regrette, par contre, que l'auteur n'ait pas cru devoir tenter des « portraits ». En France, Jaurès, Guesde et Vaillant sont assez connus ; en va-t-il de même à l'étranger ? Et, pour le lecteur français, des « psychologies », des esquisses de Bebel, Bernstein, Kautsky, Rosa Luxembourg font bien défaut. On nous expose leurs idées, mais quels hommes, quelles femmes étaient-ils ? Le texte de Bayle cité plus haut devait l'inciter à nous le dire.

Une dernière partie analyse l'attitude des congrès successifs de l'Internationale socialiste en face du problème de la guerre. Elle montre combien la force des oppositions révélées par les débats démentait l'unanimité des résolutions finales. Une brève conclusion termine ce livre clair et précis en dépit de son étendue. La phrase suivante en donne la note : « Avant même d'être détruite par la guerre, la II^e Internationale se trouvait paralysée dans toute action décisive. La raison principale en était qu'à sa tête se trouvaient deux partis qui, sous tous les aspects, concevaient et vivaient le socialisme de façon différente. » Une bibliographie accompagne l'ouvrage, ainsi que des notes nombreuses. On attend avec intérêt l'ouvrage annoncé par l'auteur sur un sujet connexe : « De Karl Marx à Léon Blum : la crise de la Social démocratie. »

Louis GIRARD.

Nicholas MANSERGH. *The Coming of the First World War, 1878-1914. A study in the European Balance.* Londres, Longmans, Green & Co, 1949 ; in-8°, xiv-257 pages, phot.

M. Mansergh n'a cherché ni à faire un récit complet des événements internationaux dans la période qui s'étend du Congrès de Berlin au déclenchement de la première guerre mondiale, ni à entreprendre une étude critique des causes du conflit. Le second titre du livre est meilleur que le premier, car il indique exactement l'objet que s'est donné l'auteur, examiner l'évolution du rapport des forces en Europe dans la période considérée. L'équilibre européen, « Balance of Power », est défini, d'après Castlereagh, comme « le maintien d'un juste équilibre entre les membres de la famille des Nations, de telle sorte qu'il empêche l'une d'entre elles de devenir assez forte pour imposer sa volonté aux autres ». M. Mansergh estime que cet équilibre n'existait pas en 1878, en raison de l'hégémonie allemande et de l'isolement de la France. Il estime même que l'Angleterre, alors fidèle au « Splendide isolement », ne s'en souciait guère. La conclusion de l'Alliance franco-russe

en 1893 rétablit dans une certaine mesure l'équilibre des forces, et la Grande-Bretagne, en proie à des difficultés coloniales, hésita entre deux méthodes : rompre cet équilibre renaissant en s'alliant à la plus forte puissance militaire du continent, l'Allemagne, ou bien le renforcer en se rapprochant du bloc franco-russe. La première politique manquait de réalisme, et la création par von Tirpitz d'une puissante marine allemande, ainsi que la défiance mutuelle des opinions publiques des deux pays, l'empêchèrent d'aboutir. La seconde devint de plus en plus nécessaire au fur et à mesure que la diplomatie allemande, menée par des hommes instables comme Guillaume II, trop habiles comme Bulow, trop faibles et inconsistants comme Bethmann-Hollweg, trop entreprenants comme Kiderlen-Waechter, devint plus belliqueuse et plus inquiétante. D'ailleurs, il y avait un germe de discord permanente avec la question d'Alsace-Lorraine, qui amena à l'Allemagne « l'irréconciliable animosité de la Nation la plus cultivée de l'Europe » (p. 237). L'auteur attache la plus grande importance au fait qu'en face d'un Bulow, la France bénéficia de l'action de trois diplomates de grande classe, Delcassé, Paul Cambon et Barrère, qui trouvèrent le moyen de réconcilier leur pays avec l'Angleterre et l'Italie, malgré des difficultés que Holstein et Guillaume II croyaient insurmontables. L'ouvrage est d'un bout à l'autre bien informé et captivant. On peut regretter seulement que les affaires de Bulgarie en 1885-1887 soient minimisées (Alexandre de Battenberg n'est même pas nommé) et que le lien entre la première crise marocaine et le traité de Bjorkoe ne soit pas bien établi, les deux affaires étant traitées dans deux chapitres différents. Il n'est pas certain que, lors de la première crise marocaine, Bulow ait envisagé des compensations coloniales pour l'Allemagne. Il semble qu'il y ait là une confusion avec la deuxième crise marocaine. Le discours de Tanger était une manifestation de la politique de prestige, et surtout la première étape d'une tentative de dislocation de l'Entente cordiale, Bjorkoe constituant la deuxième étape (cf. p. 92). On regrettera aussi que l'auteur n'ait jamais utilisé les livres de Camille Bloch et de M. Renouvin sur les origines de la première guerre mondiale.

J.-B. DUROSELLE.

Adolf STURMTHAL. *The Tragedy of European Labor*. New-York, Columbia University Press, 2^e éd., 1951 ; 389 pages.

Voici un ouvrage qui devrait être une importante contribution à l'histoire récente, puisque, sous le titre : *The Tragedy of European Labor*, M. Adolf Sturmthal (intellectuel autrichien aujourd'hui professeur dans une Université des États-Unis) présente l'histoire du mouvement ouvrier européen entre les deux dernières guerres, plus précisément de 1918 à 1939. Le choix même de cet encadrement chronologique montre d'ailleurs que l'intérêt est surtout attaché aux événements politiques et même diplomatiques des pays de l'Europe occidentale et centrale. L'« Europe » de Sturmthal, en effet, anticipant sur celle de certains diplomates actuels, ne va pas au delà de la Suède, de l'Allemagne, de l'Autriche et de l'Italie...

Pour écrire son ouvrage, l'auteur a surtout utilisé l'abondante littérature (journaux, revues, résolutions de Congrès, etc...) issue du mouvement ouvrier lui-même, littérature qu'il connaît bien, puisque (les éditeurs nous l'apprennent dans une brève notice) Sturmthal fut, pendant une dizaine d'années (1925-1938), l'éditeur d'une publication social-démocrate imprimée à Zurich, *International*

Information. Il connaît bien les débats d'idées qui animèrent le monde socialiste d'alors, il y a sans doute participé en personne, et ceci a quelque importance pour comprendre la conception même de son livre : les diverses parties de celui-ci correspondent à des problèmes que l'analyse distingue au moins autant qu'à des périodes situées dans le temps.

Bien sûr, l'auteur nous mène, en gros, de « l'échec d'une Révolution » (2^e partie, 1918-1923) à l'Espagne et à Munich (5^e partie), en passant par des études consacrées à la crise (3^e partie), à la montée du fascisme (4^e partie), mais cela ne saurait passer pour un récit continu, sans cesse on revient en arrière, ou bien on commente les conséquences d'un événement non encore présenté, etc...

Pour n'en donner qu'un exemple, le Front populaire en France est exposé, dans le chapitre 10, avec son œuvre économique et sociale, ses aspects politiques et parlementaires, sa rupture finale, sans qu'il ait jamais encore été question de l'émeute du 6 Février 1934, sans laquelle — chacun en conviendra aisément — la victoire et d'abord la formation même du Rassemblement populaire sont intelligibles. Rien encore sur le 6 Février dans les chapitres suivants consacrés pourtant à la montée du fascisme. Il faut en découvrir, enfin, la mention dans le chapitre 18, qui traite de la politique extérieure du Front populaire.

Mais, d'autres fois, ce n'est même plus en Sturmthal le théoricien abstrait qui nuit à l'historien, c'est le polémiste avec ses préférences et ses aveuglements. Je pense, par exemple, à l'occupation de la Ruhr en 1923. Elle est traitée avec quelque détail du côté allemand, plus brièvement en ce qui concerne la politique française; mais, sur l'attitude même du mouvement ouvrier français, Sturmthal, qui parle à deux reprises (p. 65 et 155) de l'« héroïque résistance » de Blum à Poincaré, ne fait même pas une seule allusion à l'action, « héroïque » ou non, peu importe ici, mais en tout cas effective des communistes français en cette circonstance; action si peu négligeable pourtant qu'elle valut à leurs militants et aux soldats qui avaient tenté de fraterniser des années de condamnation à la prison et à leurs parlementaires d'être traduits en Haute-Cour.

Ailleurs, bien entendu, une sympathie ou une compétence particulière de l'auteur nous valent d'intéressants exposés, comme sur les événements de 1927 à Vienne ou sur les théories et l'action d'Henri de Man en Belgique. De tels chapitres seraient la contre-partie des défauts signalés plus haut, si toutefois l'on acceptait ce genre de compensation dans un récit historique.

Mais si nous le lisons comme un Essai? Sturmthal écrit, en effet, pour le public américain, pour un public de militants syndicalistes, pour une opinion progressiste et antifasciste, à qui il se propose d'éviter les errements et la faillite du mouvement ouvrier européen. C'est dire qu'il veut informer, mais aussi avertir, démontrer une thèse autant que donner un récit.

Cette thèse, on la trouve largement développée dans toute la première partie, et constamment par la suite en digression ou en allusions. On peut l'exposer ainsi : L'échec du mouvement ouvrier lui vint de la routine de ses conceptions : il s'obstina à mener une politique de classe, à rester un groupe d'intérêts revendicatifs (*pressure-group*, et cela s'applique, nous dit Sturmthal, aux partis politiques aussi bien qu'aux centrales syndicales), au lieu de devenir réellement politique, c'est-à-dire constructif, ayant le sens de l'intérêt général, et Sturmthal entend par là la recherche d'une politique réformatrice et « dirigiste » (comme nous dirions) en matière économique, et d'une politique audacieusement antifasciste en matière internationale. Autrement dit pour lui la distinction entre

« la politique » et « l'action de classe » (*political action — pressure group*) n'est pas à chercher dans la forme d'une action (action électorale, action syndicale...), mais dans son contenu (intérêt national ou intérêt d'un groupe social). Ces notions et ces distinctions, auxquelles Sturmthal attache une extrême importance, les reprenant presque à chaque pas, sont loin d'être sans intérêt. Bien plus, en effet, que les éternels discours sur la séparation entre syndicalisme et politique, la discussion des rapports entre intérêt de classe et intérêt national nous paraît féconde, aussi bien pour déterminer pratiquement l'orientation de l'action ouvrière que pour comprendre la marche du monde contemporain. — Mais Sturmthal en fait d'étranges applications : il est amené — et c'est logique — à critiquer, malgré la sympathie que lui inspirent personnellement Otto Bauer ou Léon Blum, la politique social-démocrate et à saluer dans le léninisme une politique vraiment... politique (au sens que lui, Sturmthal, donne à ce mot) ; mais comme, par ailleurs, il déteste le communisme et n'accepte à peu près aucune des analyses de Marx, sa critique de la social-démocratie ressemble beaucoup moins à celle qu'en font les communistes qu'à celle qu'en ferait un radical français, par exemple. C'est ainsi qu'il reproche au mouvement ouvrier français d'avoir continué à revendiquer contre le patronat, même en période de crise, après 1931, au lieu de consacrer ses efforts à l'élaboration d'une nouvelle politique financière — ou encore d'avoir, en 1936, voulu et fait des réformes sociales (au lieu de consacrer tous ses efforts à l'armement). Langage évidemment plus proche de celui d'un homme de droite que de n'importe quel représentant de la classe ouvrière.

Il n'est pas sans intérêt, aujourd'hui surtout, de rappeler pour terminer que c'est un point de vue de socialiste américain qui s'exprime là. A quel point la lutte des classes lui est une conception étrangère, malgré quelques concessions verbales, on ne saurait mieux le voir qu'en signalant l'évolution ultérieure des idées de l'auteur. Ses conclusions écrites en 1942 conçoivent encore l'influence du mouvement ouvrier et de la politique américaine dans le monde comme devant être une espèce de « Troisième Force » entre la « pression de Moscou en faveur du communisme » et la « pression des forces conservatrices pour empêcher des changements sociaux ». Plus rien de tel dans la préface de la deuxième édition (1950). Il n'est plus question que du fossé grandissant entre les conceptions communistes et celles des socialistes de droite (alignement sur le libéralisme traditionnel, abandon de toute référence au marxisme, « sens des responsabilités nationales » dans l'exercice du pouvoir). Par contre, entre ce socialisme « constructif » et l'intérêt général de la société (capitaliste) en place, entre mouvement ouvrier et forces conservatrices, il ne s'agit plus de luttes, mais de participation et de pacifique adaptation. Évolution significative. — C'est beaucoup tirer d'une simple préface, dira-t-on peut-être ?

Mais je me suis déjà expliqué sur l'intérêt de ce livre : un document sur un courant d'extrême droite de la pensée socialiste internationale, plus sans doute qu'un récit valable de vingt années de mouvement ouvrier en Europe.

Maurice AGULHON.

R. BASSETT. *Democracy and foreign policy. A case history, the sino-japanese dispute, 1931-1933*. Londres, Longmans, Green and Co, 1951 ; in-8°, xxiii-654 pages. Prix : 42 s.

Bien souvent, dans l'étude des relations internationales en Extrême-Orient,

la politique étrangère de telle ou telle puissance occidentale est envisagée « en bloc », comme un tout cohérent, sur le plan des principes comme sur le plan pratique. Alors que la politique suivie par le gouvernement anglais, par exemple, n'est fréquemment qu'un compromis entre des tendances politiques et des intérêts économiques bien divers, et de plus ne recueille l'accord que d'une fraction souvent limitée de l'opinion publique.

L'ouvrage de M. Bassett se présente donc comme une intéressante contribution à un secteur assez mal exploré de l'histoire des relations internationales. Supposant connus les faits eux-mêmes, il se propose d'analyser en détail l'évolution de l'opinion publique britannique pendant l'affaire de Mandchourie, les critiques, les silences ou les encouragements de la presse, devant l'attitude du gouvernement dans chaque étape de la crise, aussi bien que les prises de position au Parlement.

A la suite d'un travail très considérable, l'auteur a pu réunir et incorporer dans son étude elle-même un très grand nombre de citations et de coupures de presse, et les matériaux ainsi présentés seront désormais indispensables pour toute étude sérieuse non seulement de la politique extérieure, mais de la politique intérieure de la Grande-Bretagne à cette époque.

Mais faut-il passer sous silence que les conclusions auxquelles aboutissent l'ouvrage paraissent disproportionnées avec l'ampleur de l'effort entrepris ! Dans sa préface, l'auteur ne faisait pas mystère de ses intentions apologétiques ; le propos de son travail était de réhabiliter le gouvernement national, et singulièrement Sir John Simon, des graves accusations portées contre eux, dès cette époque, des deux côtés de la Manche, et auxquelles les agressions ultérieures du Japon donnèrent, jusqu'en 1945 et au delà, un regain d'actualité. Et il voulait, au contraire, démontrer que le ministre avait agi au mieux des intérêts du pays en dépit des critiques formulées, par exemple, par les parlementaires travaillistes ou libéraux, ou par H. Stimson dans son autobiographie (*On active service in peace and war*). Mais, en cette question très controversée, il est difficile de considérer ses affirmations comme très convaincantes. Et l'ouvrage apporte en fait moins de précisions que, par exemple, le témoignage de Sir John Pratt (dans *War and politics in China*), lequel avait déjà répondu aux critiques de l'ancien secrétaire d'État, relatives à l'échec de la coopération anglo-américaine en janvier-février 1932.

Qu'est-ce en réalité que l'opinion publique ? C'est peut-être faute d'avoir réellement répondu à cette question que M. Bassett a manqué de tirer de son abondante documentation les conclusions historiques que le lecteur était en droit d'attendre. Se limite-t-elle à une série de positions individuelles au Parlement, à une série d'éditoriaux de journaux, qui constitueraient des forces politiques en soi, et qu'il suffirait de relever, d'énumérer, de mettre en regard — c'est la méthode de M. Bassett ? Ou bien ces positions parlementaires, ces opinions de presse ne sont-elles que le reflet de forces plus profondes, de courants politiques qu'il faut analyser par leur truchement ? *L'Economist*, le *Times*, le *Guardian*, le *Telegraph* sont cités des dizaines de fois dans l'ouvrage. Mais jamais n'est évoquée la position de la puissante *China Association* (organisme de coordination de toutes les firmes britanniques opérant en Chine), ni celle de la plus puissante encore *Federation of British Industries*, ni celle du géant de la finance britannique en Extrême-Orient, la *Hongkong and Shanghai Banking Corporation*. Et le concept de « l'opinion publique » auquel recourt M. Bassett dans son livre se révèle ainsi extrêmement formel. Une seule fois sont évoqués les richissimes propriétaires de « chaînes », les

Lords Beaverbrook et Rothermere. Mais, en général, jamais la position d'un journal n'est mentionnée en fonction des forces politiques ou des intérêts économiques que ce journal représente. Il est de fait, et les citations réunies par l'auteur sont précieuses, que, dès la première réunion du Conseil de la S. D. N. en octobre, le *Manchester Guardian* et, à un certain degré, l'*Economist* prenaient position contre Sir J. Simon et en appelaient à une attitude plus ferme vis-à-vis du Japon. Tandis que le *Daily Telegraph*, pendant toute la durée de la crise, se montrait ferme défenseur de la politique japonaise, considérée comme protectrice de la civilisation occidentale contre la barbarie chinoise et l'agressivité soviétique. Mais de quels milieux, de quels intérêts ces journaux étaient-ils justement les porte-parole?

Et comment analyser l'évolution de l'opinion britannique en 1931-1933, en faisant totalement abstraction de la crise économique mondiale? Comment l'étudier sans mentionner l'existence en Grande-Bretagne d'un vigoureux courant antisoviétique, que l'auteur néglige, mais dont il révèle involontairement la force dans son introduction, en mentionnant, un peu hâtivement, que les « accords secrets » de Yalta cédèrent la Mandchourie à l'Union soviétique et que (en 1951) les droits de la Chine « ne sont pas restaurés en Mandchourie ». Comment se passer d'une étude systématique de la tradition pacifiste anglaise, que l'auteur ne mentionne qu'incidemment et qui seule permettrait d'expliquer les contradictions et des milieux libéraux et des milieux du *Labour* face à l'agression japonaise.

Mais les précieux matériaux réunis par l'auteur permettront désormais de mieux poser, et de tenter de résoudre, toutes ces questions.

Jean CHESNEAUX.

Charles A. BEARD. *American Foreign Policy in the Making 1932-1940.*

A study in responsibilities. New Haven, Yale University Press, 1946; in-8°, 336 pages.

Charles Beard, mort il y a quelques années, est connu pour avoir consacré les derniers ouvrages de sa féconde et brillante carrière à critiquer la politique extérieure du président Roosevelt. Il en avait été le partisan déclaré lorsque, candidat, puis élu démocrate, Roosevelt avait paru consacrer toute son activité à la politique intérieure, au New Deal, à la solution de la crise économique. Son ouvrage, *The Idea of National Interest*, publié pour la première fois en 1934, soutenait avec ferveur les thèses isolationnistes. Beard estimait que l'entrée des États-Unis dans la première guerre mondiale avait été contingente et aurait pu être évitée si Wilson n'avait été contaminé par de dangereuses idées « Internationalistes ». La politique américaine devait donc consister en un refus absolu de prendre parti dans les querelles qui divisaient le monde. Les lois de neutralité de 1935, 1936 et 1937, en empêchant le pouvoir exécutif de distinguer entre l'agresseur et la victime de l'agression, constituaient la plus remarquable expression de cette attitude. Roosevelt, nous montre Beard, dans l'ouvrage que nous analysons (et qui a été suivi en 1948 d'un autre volume, portant sur l'année 1941, *President Roosevelt and the coming of the War*), a d'abord pratiqué loyalement cette politique. Lorsqu'il cherchait l'investiture du parti Démocrate pour les élections de 1932, il s'efforça d'obtenir l'appui du fameux William Randolph Hearst et de sa chaîne de journaux, et pour plaire à ce farouche tenant d'une attitude « America first », il n'hésita pas à répudier sans équivoque l'idée d'une éventuelle adhésion de son pays à la S. D. N.

(2 février 1932). On pourrait très justement résumer l'ouvrage que nous analysons en disant qu'il est un recueil des textes montrant que jusqu'en 1940 le président ne cessa dans ses déclarations de poursuivre cette politique. Tout de même, dès 1937, il prononça à Chicago le fameux discours de la « Quarantaine », dans lequel, en termes très vagues, il préconisait une politique consistant à tenir à l'écart les 10 % de l'humanité qui souhaitaient la guerre, face aux 90 % qui la réprouvaient. C'était là faire une discrimination que Beard juge incompatible avec la neutralité, ou du moins avec l'idée intransigeante qu'il se fait de ce concept. Par ailleurs, dès janvier 1933, dans le court intervalle où Roosevelt n'était encore que « President Elect », il eut avec le secrétaire d'État républicain d'alors, Henry L. Stimson, un entretien d'où il résulte, selon notre auteur, qu'il se prononça pour la « Doctrine Stimson » et non pour la « Doctrine Hoover ». Ceci mérite d'être expliqué, comme appartenant à la terminologie propre de Beard, car les historiens, lorsqu'il parlent du fameux message de Stimson à propos de la conquête de la Mandchourie par les Japonais, l'appellent souvent « Doctrine Stimson-Hoover », impliquant par là qu'ils ne discernent pas de faille sensible entre les idées du président et celles de son secrétaire d'État. Pour Beard, Hoover ne voyait dans le message de Stimson qu'une condamnation morale de toute conquête par la force, tandis que Stimson, suivi par Roosevelt, envisageait de pratiquer une politique de sanctions à l'égard du Japon — ce que Roosevelt fit effectivement en 1940 et 1941. — Ainsi, il y avait dans la politique de Roosevelt un germe funeste dont on ne s'aperçut qu'après coup, mais qui, en faisant sortir les U. S. A. de leur sacro-sainte neutralité, les entraîna fatalement dans le conflit. Le livre s'arrête avec le « discours au coin du feu » de décembre 1940, qui, en annonçant la politique du prêt-bail, met vraiment fin à la neutralité américaine, déjà bien compromise. Ce n'est pas ici le lieu de critiquer une théorie qui paraît quelque peu naïve, puisqu'elle fait des dirigeants américains les auteurs tout-puissants de l'avenir de leur pays. Lorsqu'on est entraîné dans une guerre, il est difficilement soutenable que le mécanisme des événements n'en soit pas au moins partiellement responsable, et que l'on puisse toujours l'éviter. Signalons que M. Basil Rauch, dans son livre *From Munich to Pearl Harbor* (1950), a critiqué de façon intéressante la thèse de Beard. Le meilleur livre sur la politique américaine de 1937 à 1941, *The Challenge to Isolation*, de Langer et Gleason (1952), critique aussi Beard (p. 15). Au total, l'historien trouvera chez ce dernier moins une histoire impartiale des faits qu'un document du plus haut intérêt sur l'évolution de l'opinion publique américaine avant la deuxième guerre mondiale¹.

J.-B. DUROSELLE.

Herbert FEIS. *The Road to Pearl Harbor. The coming of the war between the United States and Japan*. Princeton, Princeton University Press, 1950 ; in-8°, XII-356 pages.

Les historiens américains des événements tout à fait contemporains sont souvent privilégiés par rapport à leurs collègues européens ; le State Department, avec la plus grande libéralité, met à leur disposition ses archives et divers autres docu-

1. La doctrine de Beard a fait l'objet d'un important article de Fred Harvey HARRINGTON, *Beard's Idea of National Interest and new Interpretations*, dans *American Perspective* (Fall, 1950, vol. IV, 4, p. 335-345). Voir aussi William T. Fosc, *Interwar International Relations research : The American experience*, dans *World Politics*, octobre 1949.

ments. Grâce à cette pratique, qui ferait reculer d'horreur nos services, habitués au secret par une longue tradition, d'excellents ouvrages ont vu le jour. Qu'il me suffise d'évoquer *Our Vichy Gamble*, de William Langer, et de ranger dans cette catégorie *The Road to Pearl Harbor*, d'Herbert Feis. Celui-ci n'est pas un professeur, mais un fonctionnaire du département d'État, et il a travaillé dans le cadre de l'excellent *Institute for advanced Studies*, de Princeton, où il a reçu tous les conseils et tous les appuis nécessaires pour mener à bien une tâche d'une délicatesse infinie. Il s'agissait de retracer l'histoire des relations entre le Japon et les États-Unis depuis 1937, et surtout depuis le traité germano-soviétique d'août 1939, jusqu'à Pearl Harbor. Le problème peut, à nous Européens, paraître suffisamment dégagé des passions et des polémiques pour revêtir sans difficulté une allure impartiale, mais n'oublions pas que, pour un Américain, les origines de la guerre contre le Japon sont encore matière à d'âpres discussions alimentées par la compétition entre Républicains et Démocrates. Il s'agit de savoir si le président Roosevelt n'a pas, comme le disent les extrémistes, sciemment préparé Pearl Harbor, pour entraîner la nation américaine, restée très pacifique, dans la guerre mondiale, ou, selon un thèse un peu plus modérée, soutenue par d'autres anti-Rooseveltiens comme Charles Beard, s'il n'a pas cherché systématiquement à provoquer le Japon par une politique intransigeante, inapte à développer les chances réelles de paix qui s'offraient. A cette question, M. Feis répond par l'ensemble de son livre, en donnant des événements un exposé si bien informé, étayé sur tant de documents, sur tant de témoignages, en utilisant avec une telle minutie les sources japonaises, que la responsabilité du Japon apparaît totale. De ce livre, Roosevelt sort lavé de l'accusation d'avoir voulu sciemment la guerre en Extrême-Orient. Il est possible que tel ait été le véritable but de M. Feis en écrivant cette étude. Il faut, en tout cas, lui reconnaître un souci d'objectivité tel, et une méthode si sûre que l'idée préconçue, à supposer qu'elle ait existé, n'a pas déformé le dessein d'ensemble.

Il est certain que la politique extérieure du Japon a été disputée entre deux grandes tendances dans les dix années qui ont précédé la guerre. L'une, que l'on attache généralement au nom de Shidehara, était réellement pacifique et croyait à la possibilité d'assurer la paix par la sécurité collective. L'autre était celle de la plupart des militaires, et cherchait à résoudre les terribles problèmes posés par la crise, le Japon ayant été affecté plus que d'autres pays parce qu'il était un exportateur par excellence, en pratiquant une politique impérialiste d'annexions. Dans cette catégorie, il faut encore avancer et distinguer la tendance favorable à l'expansion en Chine, au besoin contre l'U. R. S. S., représentée en 1941 au gouvernement par le ministre des Affaires étrangères Matsuoka, et soutenue par la Marine, et celle qui, sans renoncer à la Chine, estimait qu'il était impossible d'en venir à bout par une attaque frontale, et qu'il convenait de diriger vers le Sud-Est asiatique la politique d'annexion nipponne. Une fois conquises les riches et immenses colonies des Européens dans ce domaine, la Chine serait étouffée, et le Japon posséderait les matières premières qui lui permettraient de résister à toute coalition. Les amiraux étaient hostiles à ces plans, parce qu'ils promettaient à la flotte des tâches surhumaines et sans gloire, transports, maintien d'immenses lignes de communication. Mais, une fois au pouvoir les partisans de la guerre dans le Pacifique du Sud-Ouest, les marins s'arrangèrent pour tirer le meilleur parti de la situation où les mettait le général Tojo, et ce furent les spectaculaires résultats de Pearl Harbor et du golfe du Siam. Entre les pacifiques et les belliqueux, le Mikado et le

prince Konoye semblent avoir essayé de jouer le rôle d'arbitres, de moins en moins écoutés.

En août 1939, la situation des Occidentaux paraissait encore bonne. Le premier ministre Hiranuma, qui avait succédé en janvier au prince Konoye, avait été très mécontent du Pacte germano-soviétique, qui survenait au moment où l'état de guerre larvée entre le Japon et l'U. R. S. S. aux confins de la Mongolie existait toujours. Ce Pacte paraissait de plus contraire aux stipulations du Pacte anti-Komintern de 1936. Le ministre des Affaires étrangères Arita, grand adversaire d'une guerre contre l'Angleterre et les U. S. A., soutenu par la cour et les milieux d'affaires, était prêt à un certain inflexionnement de la politique japonaise. Il avait réussi à faire repousser l'adhésion du Japon à cette alliance offensive qu'était le Pacte d'acier de mai 1939. Mais l'ambassadeur à Berlin, Oshima, et l'armée n'eurent pas de peine, dès avant la campagne de Pologne, à se débarrasser de lui et à obtenir la constitution d'un nouveau ministère, dirigé par le général Abe, avec l'amiral Nomura aux Affaires étrangères. En janvier 1940, Abe fut à son tour remplacé par l'amiral Yonai, avec de nouveau Arita aux Affaires étrangères, mais un Arita qui avait dû donner des gages et était devenu le doctrinaire de la « Grande Asie Orientale ». On voit à quel point la politique nippone était hésitante.

Quel était pendant ce temps l'attitude du gouvernement américain? Le problème qui se posait était de savoir si l'on établirait l'embargo sur une partie ou sur la totalité des produits fournis au Japon. La question était délicate. Évidemment, l'embargo était la seule action efficace, l'idée d'une guerre étant formellement exclue, pour réfréner l'expansion nippone, mais c'était une arme à double tranchant : ne risquait-on pas, en le décidant, de donner des arguments décisifs à ceux qui poussaient à la guerre et d'amener les dirigeants japonais à des solutions désespérées? Tel fut « le grave dilemme », comme dit M. Feis, de la politique américaine à partir de mai 1940, lorsque les Japonais, encouragés par les succès allemands, entreprirent une action positive en Indochine et menacèrent l'Indonésie. L'armée américaine comprenait alors 230.000 hommes et 13.500 officiers ; elle était hors d'état de soutenir une politique active (p. 59). Mieux valait négocier. Des pourparlers commencèrent entre l'ambassadeur Grew et Arita. L'occupation de bases au Tonkin et les déclarations d'Arita sur la « Grande Asie » sous contrôle japonais mirent fin à cette première phase. Le premier ministre Yonai, opposé, comme bien des amiraux, à l'expansion vers le Sud-Est, donna sa démission et fut remplacé, le 17 juillet, par le prince Konoye, avec Matsuoka aux Affaires étrangères.

Les jeux alors n'étaient pas faits. Le programme de juillet 1940 prévoit à la fois le renforcement des liens avec l'Allemagne, un rapprochement avec l'U. R. S. S. et l'expansion vers le Sud-Est, « dans la mesure où il ne conduirait pas à une guerre avec d'autres puissances » (p. 85). Il est vrai que l'Angleterre, menacée en Europe, avait alors accepté de fermer pour trois mois la nouvelle route de Birmanie, interrompant ainsi le ravitaillement en armes de la Chine.

Cependant, le président Roosevelt, partagé entre l'influence modératrice du State Department et l'intransigeance du secrétaire au Trésor Morgenthau, finit par suivre les avis de ce dernier et, le 25 juillet, il annonça que les exportations de produits pétroliers et de métaux bruts seraient désormais soumises à une licence. Il se donnait ainsi le moyen de doser les représailles contre l'impérialisme japonais et pouvait utiliser l'argument valable que les exportations accrues vers la Grande-

Bretagne justifiaient une telle mesure. A la suite de l'ultimatum japonais du 19 septembre aux forces françaises d'Indochine, le président mit l'embargo sur les exportations de fer à destination du Japon. C'était le premier coup sérieux porté à l'économie de guerre japonaise. Désormais, à chaque initiative impérialiste du Japon va correspondre une nouvelle représaille américaine. Le Japon, de son côté, renforçait son système d'alliances. Le 26 septembre, il signa avec l'Allemagne et l'Italie le Pacte tripartite fondé sur un partage du monde en sphères d'influence. Pour sa part, il se voyait reconnaître une zone s'étendant jusqu'à l'Inde exclusivement (p. 120). On sait qu'un effort fut fait par Hitler pour amener Molotov à adhérer à cette politique, en réservant à la Russie la zone du golfe Persique, et que les Soviets réclamèrent en outre une partie des Balkans, ce qui fit échouer le projet et décida définitivement Hitler à se tourner contre son partenaire d'août 1939. Un peu plus tard, en avril 1941, Matsuoka, au retour d'un voyage à Berlin, signait avec les Soviets un pacte de neutralité. Il est à noter qu'Hitler avait décidé de ne pas avertir son complice extrême-oriental de sa décision de mettre en œuvre le fameux « Plan Barbarossa ». Pendant ce temps, des négociations sans guère d'espoir se déroulaient à Washington entre Cordell Hull et l'ambassadeur Nomura. Mais était-il possible de concilier les vues de ceux qui préconisaient l'abandon des conquêtes déjà faites et les ambitions de ceux qui en préparaient de nouvelles?

Il semble que ce soit l'attaque allemande contre la Russie qui ait amené le gouvernement du Mikado à prendre la décision capitale. Matsuoka aurait voulu une intervention immédiate aux côtés de l'Allemagne. L'armée, et spécialement le général Tojo, ministre de la Guerre, s'y opposait. Les 25 juin et 2 juillet eurent lieu deux « conférences de liaison ». Il fut décidé de diriger la politique nipponne vers les mers du Sud, d'observer la neutralité dans le conflit germano-soviétique et de se préparer à la guerre contre les Anglo-Saxons. C'était pour Matsuoka un échec retentissant, et, pour se débarrasser de lui, l'armée, de plus en plus influente, obtint la démission du cabinet Konoye. Seul intermédiaire possible entre l'armée et la marine, le prince Konoye fut chargé de former le nouveau cabinet. L'amiral Toyada succéda à Matsuoka, Tojo restant bien entendu à la Guerre. Aussitôt, le gouvernement fit un premier pas vers l'accomplissement de ses grandes décisions en exigeant de Vichy l'occupation de l'Indochine entière. Les Américains réagirent immédiatement en donnant l'ordre de « geler » tous les avoirs nippons aux U. S. A., c'est-à-dire en soumettant leur utilisation à des licences (24 juillet 1941). Irait-on plus loin et mettrait-on un embargo total sur les produits pétroliers? (On s'était jusqu'alors contenté d'interdire l'exportation de l'essence d'aviation, et de réserver à l'Angleterre et à ses alliés tous les produits pétroliers partant des ports de la côte Est.) Roosevelt préféra se contenter des moyens qu'il avait à sa disposition, pour ne pas décourager les derniers espoirs de réussite dans les négociations, supposant par exemple que l'on pourrait obtenir la « neutralisation » de l'Indochine. Konoye songeait à rencontrer Roosevelt, tandis que Tojo s'opposait à toute concession. Mais les dirigeants américains estimaient que rien de bon ne sortirait d'un pareil entretien, et le projet de rencontre fut abandonné (2 octobre 1941). Le 16 octobre, le cabinet Konoye démissionna et Tojo, définitivement vainqueur, devint premier ministre. Ce triomphe des militaires est-il explicable par la politique de représailles du gouvernement américain? Il semble plutôt, à lire M. Feis, qu'il s'agisse d'un mouvement de plus grande amplitude, l'influence de l'armée s'accroissant au fur et à mesure que se développaient les succès allemands.

L'essentiel est de voir comment les décisions de principe prises le 2 juillet ont été réalisées, comment les Japonais en sont venus à fixer une date pour leur agression. Le 5 novembre, le gouvernement se réunit et élabora deux ultimes propositions de règlement pacifique avec les U. S. A. Les « Propositions A » comportaient notamment l'acceptation par les États-Unis d'une occupation japonaise de vingt-cinq ans en Chine du Nord, en Mongolie et à Haïnan. Dans les autres zones, les troupes japonaises seraient retirées dès que la paix aurait été signée avec la Chine ; de même pour l'Indochine. Autrement dit, les Américains devraient pousser Tchang-Kai-Chek à conclure une paix qui sacrifierait l'indépendance de la Chine. Si les « Propositions A » étaient rejetées, des « Propositions B », simple *modus vivendi*, seraient soumises aux autorités américaines. Ces propositions étaient fondées sur le *statu quo* territorial et sur la reprise de relations commerciales et financières normales entre les U. S. A. et le Japon, les premiers insistant auprès du gouvernement des Indes néerlandaises pour que le Japon pût acheter dans ce pays toutes les matières premières et autres produits dont il aurait besoin. Il est à noter que, dès le 3 novembre, deux jours avant que les deux propositions eussent été élaborées, l'ordre d'attaque avait été donné aux troupes et à la marine, le jour J seul n'étant pas fixé. Ainsi, les Japonais seraient en mesure de déclencher leurs opérations avec une rapidité prodigieuse, si, comme il était probable, les Américains refusaient. La date du 25 novembre était considérée comme la limite ultime, si bien que les propositions nippones avaient tous les caractères d'un ultimatum. Les « Propositions A » furent rejetées dès le 11 novembre par Roosevelt. Les « Propositions B » furent apportées à Washington par Kurusu, le 17 novembre, et pratiquement rejetées dès qu'elles furent soumises à Cordell Hull, le 20 novembre. L'attitude des Américains avait été d'autant plus nette qu'ils possédaient presque tous les codes japonais et pouvaient ainsi suivre la correspondance télégraphique entre le gouvernement japonais, Nomura et Kurusu. Par malheur pour eux, ils n'interceptèrent pas un message envoyé le 22 novembre par l'amiral Yamamoto, à la flotte d'opération qui se trouvait concentrée dans les Kouriles, et qui était ainsi libellé : « La flotte d'opération quittera Hitokappu Wan le 26 novembre et gagnera, sans se faire repérer, le lieu de rendez-vous fixé pour le 3 décembre. Le jour J sera le 8 décembre. » Évidemment, les contre-propositions américaines du 26 novembre n'intéressaient plus les dirigeants japonais, qui négligèrent même de soumettre à l'empereur les appels de Nomura, adversaire sincère de la guerre. Le semblant de négociations qui suivit n'avait pour but que de mieux masquer le déplacement de la flotte vers Pearl Harbor.

J.-B. DUROSELLE.

M. M. POSTAN. **British War Production.** Londres, H. M.'s Stationery Office et Longmans, Green and Co., 1952 ; in-8°, xvi-512 pages. Prix : 32 s. 6 d. (History of the Second World War. United Kingdom Civil Series. Edited by W. K. HANCOCK.)

C. M. KOHAN. **Works and Buildings.** Ibid., 1952 ; in-8°, xvi-540 p. Prix : 32 s. 6 d.

E. L. HARGREAVES et M. M. GOWING. **Civil Industry and Trade.** Ibid., 1952 ; in-8°, xii-678 pages. Prix : 37 s. 6 d.

De ces trois nouveaux volumes de la grande histoire civile de la dernière guerre, publiée par le gouvernement britannique (et dont les deux premiers ont déjà été

signalé
en c
d'étud
British
sources
M. Post
de ma
faibles
la fin
réarm
Marin
de tes
plus is
le don
magn
trava
fut ac
suivav
l'entr
atteig
à se
ou d
de m
tion
de fa
Brita
rable
touj
auxq
guem
l'ind
entre
verne
Ce
milé
prou
cont
et di
des
et p
tions
Le
de M
pend
dron
taire

signalés par la *Revue*¹⁾, le plus important est celui du professeur Postan. Il s'agit en effet, d'un volume général, à caractère introductif, coiffant toute une série d'études plus limitées. Il fait pendant au volume antérieur du professeur Hancock, *British War Economy*, et le complète; celui-ci montrait en effet comment les ressources de la Grande-Bretagne avaient été mobilisées en vue de l'effort de guerre. M. Postan nous décrit comment ces ressources furent utilisées pour la production de matériel de guerre et examine les résultats de ces efforts. Après avoir rappelé la faiblesse militaire de la Grande-Bretagne pendant les quinze années qui suivirent la fin de la grande guerre, M. Postan étudie d'abord les débuts lents et pénibles du réarmement, entre 1934 et 1938; des progrès sensibles furent alors réalisés par la Marine et la R. A. F., mais, en raison des crédits limités dont on disposait, l'armée de terre fut presque entièrement sacrifiée. Une nouvelle période de réarmement plus intense s'ouvrit après Munich et se poursuivit jusqu'en 1940, mais, sauf dans le domaine de l'aviation, l'Angleterre ne put pas rattraper son retard sur l'Allemagne. M. Postan souligne, cependant, que pendant cette période un important travail préparatoire, marqué notamment par la construction de nouvelles usines, fut accompli, ce qui permit l'expansion rapide de la production pendant les années suivantes. La partie centrale de l'ouvrage est consacrée aux années 1940-1945, que l'entrée en guerre des États-Unis divise en deux parties. La production de guerre atteignit alors son maximum, mais de nombreux et graves problèmes continuèrent à se poser, en raison soit de la pénurie de matières premières, de machines-outils ou de main-d'œuvre, soit surtout des fréquents changements dans les besoins de matériel de guerre et dans les programmes qu'entraîna l'évolution de la situation stratégique. Certains problèmes spéciaux, mais très importants, sont traités de façon particulièrement détaillée: principalement le problème des chars (les Britanniques n'arrivèrent pas avant la fin de la guerre à produire des chars comparables à ceux des Allemands) et celui des avions (dont la production resta presque toujours inférieure aux objectifs prévus). Les méthodes administratives grâce auxquelles la production de guerre fut organisée et contrôlée sont aussi longuement analysées. Les deux derniers chapitres sont consacrés à la structure de l'industrie d'armements (où, à la différence des États-Unis, les petites et moyennes entreprises jouèrent un très grand rôle) et aux rapports entre l'industrie et le gouvernement.

Ce gros volume a pour base une documentation énorme, mais celle-ci a été assimilée et dominée avec une extraordinaire maîtrise, et il est certain que cet ouvrage prouve l'avantage que procure une formation de médiéviste à qui aborde l'histoire contemporaine. L'exposé de ces multiples et complexes problèmes est clair, simple et direct. Malheureusement, dans la conjoncture internationale actuelle, et pour des raisons de « sécurité », l'auteur a dû laisser de côté, ou traiter plus rapidement et plus vaguement qu'il ne l'avait d'abord prévu, un certain nombre de questions...

Les deux autres volumes sont consacrés à des problèmes plus particuliers. Celui de M. Kohan étudie les travaux de construction effectués par les services officiels pendant la guerre; la gamme en est, bien entendu, extrêmement variée: aérodromes, installations portuaires, arsenaux, usines, abris antiaériens, camps militaires, etc... En octobre 1940, la nécessité de coordonner les activités des différents

1. Cf. *Rev. histor.*, t. CCIX, p. 156.

ministères dans ce domaine entraîna la création du *Ministry of Works*. L'activité de celui-ci, les méthodes de coordination, le contrôle des entreprises privées, les problèmes posés par la pénurie de matériaux et de matières premières, ainsi que les résultats obtenus, sont successivement analysés avec beaucoup de précision.

Enfin, le volume de MM. Hargreaves et Gowing est consacré aux divers problèmes qui étaient pendant la guerre du ressort du *Board of Trade*. Ils se répartissent en trois grands groupes. D'abord le problème de la politique commerciale, du contrôle des importations et des exportations. Ces dernières sont particulièrement intéressantes, puisque, après avoir lancé au début de la guerre un *export drive*, destiné à lui procurer des devises, le gouvernement anglais réduisit les exportations à un niveau très bas, quand le Prêt-Bail américain eut résolu le problème des devises. En second lieu, les auteurs étudient la politique de limitation de la production civile, qui était destinée à réserver le maximum de ressources à l'effort de guerre. Enfin, le troisième problème étudié est celui de la distribution, qui fut organisée, on le sait, sur une base égalitaire, au moyen du rationnement, du contrôle des prix et des fabrications « utilitaires ». Conçu, à la différence des précédents, suivant un plan plus logique que chronologique, ce volume est d'un intérêt particulier pour ceux que préoccupent les problèmes de l'économie dirigée.

L'examen de ces trois volumes confirme les jugements très favorables portés précédemment.

François CROUZET.

Walter KOLARZ. *Russia and her colonies*. London, G. Philipp and Son, 1952; 14 × 21,5 cm., 336 pages.

Le mot « colonies » est pris ici dans un sens fort large, puisqu'il englobe toutes les nationalités *non russes* de l'Union soviétique. L'auteur estime que les rapports entre le gouvernement soviétique à dominante russe et les différentes nationalités constitutives de l'Union (excepté les Russes dominateurs) sont des rapports de peuple colonisateur à peuple colonisé. Il examine, région par région, république par république, nationalité par nationalité¹, comment le régime soviétique a tenté de résoudre les innombrables problèmes politiques, économiques, culturels, qui surgissaient à chaque instant dans cette Russie « multinationale », et consacre deux chapitres particulièrement nourris aux peuples « liquidés » (Allemands de la Volga, Tatars de Crimée, Kalmouks), ainsi qu'aux Juifs et à la province de Birobidjan. Identifiant, en définitive, la « politique des nationalités » de l'Union soviétique avec une « politique coloniale », il porte sur elle condamnation, dans la mesure où elle ne répond pas aux désirs d'autonomie et de libre développement que doit encourager toute politique coloniale moderne.

Si discutable que soit la thèse, l'intérêt du livre est grand. On y trouvera une foule de renseignements sur différents aspects de la vie de telle ou telle nationalité ou groupe de nationalités entre les deux guerres, comme sur des mesures dont l'importance dépasse même le cadre de l'Union soviétique. Ainsi, à propos des Tatars de la Volga, l'auteur consacre plusieurs pages à l'introduction de l'alphabet latin dans les Républiques musulmanes (entre 1926 et 1929), au moment où Kemal Atatürk dictait la même réforme en Turquie, puis à celle de l'alphabet

1. Il laisse cependant de côté la Sibérie et l'Extrême-Orient, à quoi il consacrerait un autre livre.

russe (en 1939), signe des progrès d'une russification dont il s'efforce de déceler les multiples indices sous le régime soviétique, mais qui a de lointains antécédents, puisque, bien avant 1917, l'alphabet russe était déjà utilisé par les Mordves, les Mariis, les Tchouvaches, les Komis, Oudmourtes, Ossètes et Oïrotes. Les rappels historiques concernant l'installation d'Allemands en Russie, les premières émigrations des Turcs de Crimée en Turquie au XIX^e siècle, les rapports entre le gouvernement tsariste et les Kalmouks sont fort utiles. De même, sur la place des Juifs au sein du régime et dans le pays après 1917¹. Chaque page apporte d'ailleurs son contingent de notes précises. Et l'on ne songerait pas à reprocher à l'auteur de fournir souvent, faute de documents, des chiffres déjà un peu anciens ou de se référer à des événements contemporains des premières années de construction révolutionnaire, c'est-à-dire à une situation singulièrement dépassée, s'il n'en tirait pas des conclusions pour le présent.

Car l'ouvrage, plein de choses, est orienté. Qu'il tente de démontrer une continuité entre l'impérialisme assimilateur des tsars et la politique soviétique à l'égard des nationalités non russes, c'est là entreprise admissible. Mais qu'il parte de l'existence affirmée par l'auteur, mais non démontrée, d'un désir d'autonomie actuel, exprimé par des « nationalistes » (soviétiques) dont on ne nous dit ni ce qu'ils sont ni ce qu'ils représentent, pour condamner le régime soviétique au nom des revendications des peuples coloniaux opprimés, ce n'est plus que thèse fondée sur une supposition fragile. Il est exact que le système fédératif recouvre, en réalité, une forte centralisation et que les nationalités soviétiques doivent se plier à une règle commune, ne gardant qu'une autonomie de folklore. Mais ce qui est à démontrer, c'est qu'*aujourd'hui*, après trente ans d'exercice du régime, après trente ans de brassage des populations entraîné par le développement industriel, il y ait une réelle opposition, une volonté d'indépendance de la part de peuples qui se sont intégrés dans une construction économique et sociale où doivent se résoudre, où déjà se sont résolus, les conflits nationaux comme les conflits de classes.

L'auteur donne une importance excessive à certaines formes d'opposition qui ont un caractère très théorique. Lorsque le Comité central du P. C. interdit un drame baïkir en vers qui lui paraît exagérer les dissensions entre Russes et Baïkirs pendant la guerre de 1812, et cela au moment où le gouvernement soviétique est en pleine bataille contre les Allemands (1944), peut-on dire qu'il s'attaque ainsi à une opposition nationale? Plutôt à une conception de l'histoire qui ne veut pas sacrifier la vérité du passé à la tactique du présent. C'est ainsi qu'un projet d'histoire du peuple baïkir a dû être récemment remanié, parce qu'il insistait trop sur les conflits qui opposaient autrefois Russes et Baïkirs et ne faisait pas leur juste place aux éléments de rapprochement social qui les avaient finalement unis au sein de la Patrie soviétique². Mais ces limitations, ces directions imposées touchent-elles si vivement l'ensemble du peuple baïkir? Et dans quelle mesure témoignent-elles d'une opposition?

Le ciment qui lie les nationalités soviétiques entre elles n'est pas simplement

1. Pour la période antérieure, l'excellent ouvrage de Louis GREENBERG, *The Jews in Russia*; vol. II : *The Struggle for Emancipation, 1881-1917*, New-Haven, Yale University Press, 1931, 15 x 23,5 cm., 214 p., expose les avatars du sionisme.

2. Voir la chronique d'Ustjugov dans les *Voprosy istorii* (Questions d'histoire), 1946, n° 8-9.

à base d'autorité. Les meilleures pages du livre de Kolarz montrent justement que l'application des plans quinquennaux, l'industrialisation accélérée ont transformé la Russie soviétique en un « melting-pot » qu'il compare aux États-Unis : vers les anciens centres industriels de l'Ouest, vers les nouveaux centres de l'Oural et de Sibérie sont dirigées des masses d'ouvriers recrutés en partie parmi les populations non slaves des régions moins évoluées, tandis que des ingénieurs et des spécialistes russes et ukrainiens vont s'installer parmi les peuples non slaves pour les encadrer et les former aux métiers industriels. Schématisation excessive qui tend à prouver que la domination russe (et ici ukrainienne) est renforcée par le développement économique. Rien n'est moins certain : en fait, les possibilités de promotion sociale ont été multipliées pour tous les citoyens soviétiques, et surtout dans les régions neuves, en voie d'industrialisation, où les non-russes sont particulièrement nombreux. Mais ce qui reste vrai, c'est qu'à la suite du brassage des populations et des progrès de la vie industrielle et urbaine, les mœurs, traditions et coutumes nationales s'affaiblissent. Résultat qui n'est pas lié seulement à l'éloignement, à la dispersion des individus hors du berceau régional (l'auteur emploie même le mot de « diaspora » à propos des Tatars de la Volga) ; là où existent de fortes minorités nationales constituées en Républiques autonomes, la prépondérance numérique des éléments slaves contribue à une lente assimilation que favorisent de leur côté l'identité des métiers, la communauté des occupations et des loisirs.

On notera seulement que ce brassage a commencé bien avant la Révolution de 1917, dès qu'il y a eu contact entre Russes et Allogènes. Il a été accéléré par l'industrialisation ; mais cette industrialisation n'est pas toujours récente. M. Kolarz, sacrifiant au goût du jour, insiste sur la révolution sociale entraînée par l'extraction du pétrole¹, par exemple en Baškirie, à partir de 1932. Mais les transformations de la structure économique et sociale de la Baškirie remontent à la deuxième moitié du XVIII^e siècle, lorsque, après 1745, on y a entrepris l'exploitation du cuivre, puis du fer (le fait qu'aujourd'hui la partie est de la Baškirie industrielle ne fait plus partie de la République autonome des Baškirs ne change rien à l'observation). Et beaucoup plus que l'extraction pétrolière qui emploie une main-d'œuvre relativement restreinte, la métallurgie, les textiles, les constructions navales, les multiples industries alimentaires transforment la physionomie sociale d'une région. C'est, en définitive, dans les groupes urbains, par la ville, créée ou agrandie, que s'effectue l'assimilation ; sans quitter son pays d'origine, l'« allogène » (pour employer un mot abandonné) risque de perdre ses caractères nationaux.

Reste la langue. M. Kolarz note que les nationalités *véritables*, suffisamment évoluées et cohérentes, ne sont point au nombre de cent quatre-vingts, comme on l'affirme parfois ; on ne doit pas tenir compte d'une poussière de groupuscules sibériens ou caucasiens, d'ailleurs en voie de disparition par fusion ou assimilation. Peut-on en compter soixante à soixante-dix ? En tout cas, le nombre des langues utilisées dans la presse ordinaire ne dépasse pas quatre-vingts, et les revues politiques et littéraires qui témoignent du niveau de développement intel-

1. On aura intérêt à consulter le manuel clair et commode de H. HASSMANN, *Oil in the Soviet Union*, History, Geography, Problems, traduit de l'allemand et augmenté par A. M. LESTON, Princeton, New-Jersey, Princeton University Press, 1953, 24 x 15,5 cm., 172 p. Nombreuses cartes, diagrammes, statistiques, bibliographie, index.

lectuel en emploient une cinquantaine. On sait que la plupart d'entre elles, simples dialectes paysans, ont été promues langues nationales par la Révolution. M. Kolarz, à de nombreux symptômes, découvre une russification récente et voulue de ces langues ; d'une part, elles sont envahies de mots russes ; d'autre part, elles voient leur importance réduite du fait que le russe est devenu obligatoire dans toutes les écoles. Il faudrait cependant ici ne pas généraliser : les langues chargées d'histoire, fixées dans une littérature, parlées par des peuples puissants en nombre — ukrainien, arménien, géorgien, principales langues turques d'Asie centrale — ne sont pas menacées. Il en est autrement pour les langues qui n'étaient encore, à la veille de 1917, que dialectes de groupes ethniques de faible importance. Mais il y a là beaucoup moins une politique voulue qu'un fait inéluctable. La connaissance du russe par tous les citoyens soviétiques est la condition de toute promotion sociale, en dehors du groupe national, cela va de soi, mais même aux échelons sociaux supérieurs des minorités nationales. Quant à l'introduction de mots russes, qui appartiennent en général au vocabulaire politique et technique, elle supplée à des lacunes évidentes. On ne saurait s'étonner que les nouvelles langues nationales aient simplement emprunté au russe, en lui donnant une forme particulière, le vocabulaire qui leur manquait, quand on songe aux difficultés rencontrées par les linguistes turcs (de Turquie), dans leur effort pour créer, après la première guerre mondiale, un langage moderne à racines turques, débarrassé des emprunts étrangers.

Il est évident que le jugement, défavorable a priori, porté sur le régime soviétique éclaire d'un jour faux la plupart des études qui concernent la Russie. Dans le cas présent, l'analogie établie entre les « colonies » des peuples d'Europe occidentale et les nationalités incluses dans la Fédération soviétique ne paraît pas probante. Car on compare une situation actuelle pour les premières (la disparition des « colonies » n'a guère modifié un état de fait) et une situation ancienne pour les secondes. Et les arguments qui permettent de rejeter cette analogie ne se trouvent pas seulement dans les effets d'une symbiose liée à l'industrialisation. Il faut le dire : il y a le régime. On peut déplorer certaines modalités de son action, regretter les contraintes exercées dans la période d'une construction politique qui, d'ailleurs, sans elles — sans ces contraintes — se fût effondrée, avec pour conséquence la dissolution d'un grand État. On doit, en fin de compte, rappeler, avec Georges Padmore¹, que, si l'impérialisme divise, le socialisme unit. C'est dans cette nouvelle optique, propre à l'Union soviétique, qu'on doit étudier, pour les comprendre, les rapports des Slaves et des non-Slaves, des Russes et des autres nationalités au sein de la République fédérale.

ROGER PORTAL.

1. GEORGES PADMORE et Dorothee PIZER, *How Russia transformed her colonial Empire. A challenge to the imperialist powers*. Londres, 1946. On trouvera un compte rendu détaillé de cet ouvrage dans : *Revue historique*, avril-juin 1949, p. 298-300.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

Histoire générale. — Sir Edmund CRASTER. *History of the Bodleian Library, 1845-1945* (Oxford, Clarendon Press, 1952, 372 p.; prix : 42 s.). — Dans une remarquable contribution à l'histoire des bibliothèques, Sir Ed. Craster, ne laissant rien dans l'ombre, nous montre comment s'est développée depuis cent ans la Bodléienne, depuis la somnolence d'il y a un siècle jusqu'à l'actuel épanouissement. L'intérêt que présente la croissance d'une bibliothèque universitaire (surtout si elle est particulièrement active comme celle d'Oxford) est qu'elle reflète l'évolution intellectuelle, progressant avec le cheminement de la recherche et la multiplication des sujets d'étude. Ce qui frappe dans le cas de la Bodléienne, c'est un développement harmonieux où rien ne s'est trouvé sacrifié, ni le fonds anglais alimenté depuis trois siècles par le privilège du dépôt légal, ni la recherche des publications étrangères, ni la patiente et systématique réunion de pièces exceptionnelles : livres rares, incunables, papyri, ostraca, médailles, etc... Une vigilance qui ne s'est jamais relâchée a fait en particulier du département des Orientalia, notamment en ce qui concerne les manuscrits, une des collections les plus riches du monde. Et l'on note le concours qu'apportèrent à cette entreprise les spécialistes les plus éminents (Max Müller). A cet accroissement si harmonieusement équilibré ont contribué toutes les formes de financement : revenus propres de la Bodléienne (immobiliers et mobiliers), droits de bibliothèque jusqu'en 1856, subvention de l'Université, apport des collèges, appui tardif et indirect de l'État lorsqu'en 1922 il fallut obvier à la dévaluation du sterling. L'auteur souligne cependant le jeu essentiel des dons : « Excepté à de brèves périodes de son histoire, dit-il p. 182, la Bodléienne a dépendu pour l'accroissement de ses collections plus des donations que de ses propres achats. » La Bodléienne, dont il nous montre la croissance séculaire, est en somme le fruit magnifique de générosités multiples, auxquelles la Fondation Rockefeller apporta un appui décisif lorsqu'en 1937 on dut construire la nouvelle bibliothèque pour réaliser l'extension nécessaire.

G. CALMETTE.

— *The Joshua Starr Memorial Volume* (Jewish social studies, 5) (New-York, 1953, gr. in-8°, 262 p.). — Joshua Starr, qui a mis fin à ses jours en 1949 à l'âge de trente-sept ans, avait acquis une réputation solide comme historien des Juifs de Byzance en même temps que spécialiste des problèmes juifs contemporains. Le volume dédié à sa mémoire comprend les études suivantes : p. 1, Abr. G. Duker, *Joshua Starr*; 9, *Bibliography of the writings of Joshua Starr*; 17, Cyrus H. Gordon, *Stratification of Society in Hammurabi's Code*; 29, J. Finkel, *An interpretation of an ugaritic viticultural poem*; 59, R. Marcus, *The name Makkabaiois*; 67, Fr. Rosenthal, *Some minor problems in the Qur'dn*; 85, M. Perlmann, *A legendary story of Ka'b al-Ahbar's conversion to Islam*; 101, Abr. S. Halkin (en hébreu), *Histoire de la révolte (juive) à l'époque des Almohades*; 111, W. J. Fischel, *Isfahan, The story of a jewish community in Persia*; 129, Fr. Dölger, *Zur Frage des jüdischen*

Aniels an der Bevölkerung Thessalonikes im XIV Jahrhundert; 135, P. Charanis, *A note on the population and cities of the byzantine Empire in the thirteenth century*; 149, R. L. Wolff, *Hopf's so-called « Fragmentum » of Marino Sanudo Torcello*; 161, R. S. Lopez, *The origin of the merino sheep*; 169, S. W. Baron, *Jewish immigration and communal conflicts in seventeenth-century Corfu*; 183, M. Wilensky (en hébreu), *Controverse sur la publication de Jacob Joseph* (Vilna, XIX^e siècle); 192, Abr. G. Duker, *The Tarniks (Believers in the coming of the Messiah in 1840)*; 203, Jacob Shatzky, *Abraham Jacob Stern (1768-1842)* (en yiddish); 219, Ph. E. Mosely, *The distribution of the Zadruga within south-eastern Europe*; 231, M. Molho, *La Nouvelle communauté juive d'Athènes*; 241, Ph. Friedman, *The Jews of Greece during the second World War*; 249, W. Leslau, *Contemporary yemenites letters*.

Dans l'impossibilité d'analyser et de discuter tous ces articles, d'importance inégale pour l'histoire générale, je me bornerai à signaler tout particulièrement à ceux de mes collègues médiévistes qui ne les connaîtraient pas encore les pages comme toujours riches à la fois de documentation et de suggestions à grande portée qu'a écrites Lopez autour du problème de l'origine du mouton Merinos. Le nom fait sa première apparition à Gênes en 1307, où il est certainement encore récent, bien que l'importation de laine africaine soit, elle, ancienne. Africaine, cela est effectivement attesté dans l'acte notarial découvert par Lopez; et dès lors celui-ci, discutant les étymologies proposées pour le mot, incline à le dériver de la dynastie berbère, alors régnante au Maroc, des Mérinides. Cependant, dans l'acte précité, l'importation est faite d'un port tunisien. Une contre-épreuve devrait être faite; il faudrait qu'un spécialiste de l'Afrique du Nord nous dise si dans les textes arabes ou autres des XIII^e ou XIV^e siècles il se trouve soit le nom même de *marini* indiscutablement appliqué à une laine marocaine, soit du moins l'indication que, parmi les laines africaines, très cotées, la marocaine le devenait plus particulièrement; il faudrait, d'autre part, s'assurer si en arabe même il ne peut pas y avoir pour le mot d'autre provenance possible que celui du nom de la tribu mérinide. Mais, quelque résultat que donne cette enquête, il reste que la laine *merinos* était connue avant que le mouton de ce nom fût implanté en Espagne; ce qui naturellement ne signifie pas que les éleveurs espagnols ne l'ont pas amélioré.

Claude CAHEN.

— M. F. Chabod a pris la direction d'une collection nouvelle, *Scrittori di storia*, où ont paru des traductions du *Siècle de Louis XIV* de VOLTAIRE, de la *Philosophie de l'histoire* de HERDER, des *Progrès de la sécurité européenne* de ROBERTSON, toutes œuvres de caractère historico-philosophique. Cette collection vient de s'enrichir de la traduction du livre utile d'Edgar QUINET, écrit en Suisse en 1861, *La Rivoluzione* (Torino, Einaudi, 1953, 2 vol. in-8°, LXII-821 p.). Le traducteur a fait précéder son travail d'une longue, utile et parfaite introduction à l'œuvre qui, écrite en 1861, est une sorte de manifeste démocratique contre le bonapartisme encore dans sa force. M. Galante Garrone souligne tout ce qui différencie le livre de Quinet des livres de Michelet, il en établit le bilan scientifique et passionnel, l'action politique dans les années avoisinantes de sa parution, et il a enrichi sa traduction de l'édition et de la traduction du journal inédit de M^{me} Quinet, qui va du 27 octobre 1861 au 6 décembre 1863: combien de revenants de 48 paraissent dans ces fragments curieux, qui jettent en même temps des lumières sur la préparation et la rédaction du livre.

Georges BOURGIN.

— Hugo HASSINGER †, *Geographische Grundlagen der Geschichte*, 2^e Auflage (Freiburg i Br., Herder, 1953, 392 p., 11 cartes). — Sans revenir à un déterminisme périmé, Hugo Hassinger montre tout ce que l'histoire peut demander à la géographie pour comprendre et expliquer la naissance et l'expansion des civilisations et les mouvements migratoires des peuples. C'est donc sur la double considération des ressources géographiques et des routes naturelles qu'il fait reposer successivement l'étude des anciens empires, des États méditerranéens, de l'essor de l'Occident, de la conquête des mers, de l'état actuel des grands États du monde. La vaste érudition de l'auteur s'appuie sur une abondante bibliographie qui couvre à elle seule soixante pages (mais où il manque les pénétrantes études de Lombard sur les liens entre l'histoire médiévale et les courants économiques). L'ensemble se lit aisément, mais n'est pas exempt de répétitions. On verra avec plaisir un auteur de langue allemande exécuter sans phrases les théories racistes (sans d'ailleurs négliger pour cela le facteur racial dans l'histoire des peuples) et traiter avec une parfaite objectivité les frontières de l'Europe, de l'Alsace (« prédominance de la langue et de la civilisation française ») et de la Sarre. André MEYNIER.

— O. G. S. CRAWFORD, *Archaeology in the field* (Londres, Phoenix House, 1953, 280 p., 43 fig., 25 pl. ; prix : 42 s.). — Le directeur de la célèbre revue *Antiquity* traite ici d'une branche de l'archéologie qui est, sinon inconnue, du moins complètement méconnue à la fois des archéologues et des historiens en France et dans bien des pays du continent. Au sens large, l'archéologie « sur le terrain » englobe tout ce qui se fait en dehors du laboratoire ou de la bibliothèque, y compris les fouilles. Un archéologue continental sera tenté de penser que l'archéologie sur le terrain, ce sont précisément les fouilles. Le but du livre de M. Crawford est de montrer comment un archéologue averti peut, sans donner un seul coup de pioche ou de grattoir, tirer une masse considérable de renseignements des formes et des aspects de la surface du sol, vue à l'œil nu ou à travers la photographie aérienne.

Un simple coup d'œil sur la table des matières montre tout de suite qu'en effet il y a beaucoup à tirer de cette branche de l'archéologie. Après quatre chapitres historiques, l'auteur étudie successivement : les routes romaines, comment on les suit sur le terrain et comment on les distingue des pistes plus anciennes ; les champs celtiques, les meules et les carrières d'où on les a extraites, les levées de terre préhistoriques, les mares, les camps, les huttes et les maisons, les grottes (maisons et tombes), les monuments mégalithiques, les levées de terre romaines, les levées de terre linéaires défensives, les monticules sur lesquels furent bâtis de petits châteaux forts médiévaux, les gradins créés par la culture aux temps médiévaux. Pour chacun de ces chapitres, l'auteur donne des exemples précis, indique la manière dont le problème a été résolu, et les problèmes qui restent encore à résoudre. Le chapitre suivant traite des possibilités offertes à l'archéologie « sur le terrain » dans les autres pays, et des résultats qui y ont — ou n'y ont pas — été obtenus. Il est assez vexant de voir qu'à ce point de vue rien, ou presque, n'a été fait en France. Les trois derniers chapitres traitent des rapports entre l'archéologie et l'« anthropologie » — nous disons ethnographie —, des survivances en Afrique de traits culturels qui permettent parfois d'interpréter notre propre passé, et, enfin, de la signification générale du travail sur le terrain, « ingrédient nécessaire » de l'archéologie. Une série d'appendices précise certains points. L'un d'eux est un savoureux « bétisier archéologique ».

Écrit avec un humour parfois féroce, illustré d'excellents dessins, plans et

coupes, tous avec échelle, et de remarquables photos judicieusement choisies, cet ouvrage a sa place dans la bibliothèque de l'archéologue, de l'historien et même du simple « honnête homme ». Il serait souhaitable que des études d'archéologie de terrain, ainsi comprises, soient entreprises en France par des Français, car malheureusement trois auteurs français seulement ont pu être cités par M. Crawford : le Pr. H. Breuil, le P. Poidebard et M. Chombard de Lauwe. Et c'est une bien petite revanche pour le jugement sévère qu'il porte sur certaines branches de l'archéologie française que de faire remarquer à M. Crawford que le nom de l'auteur de l'*Essai sur l'inégalité des races humaines* s'écrit Gobineau, et non Gobinot.

F. BORDES.

— L'« histoire des idées » est une discipline trop souvent enseignée et étudiée en vase clos outre-Atlantique. Quand elle s'accompagne d'une analyse des thèmes et procédés littéraires et des réalisations artistiques, elle appréhende une partie importante, et en tout cas significative, des civilisations. On ne peut donc avoir que de la sympathie pour l'entreprise de M. F. B. Artz (*The Mind of the Middle Ages, A. D. 200-1500. An historical survey*. New York, A. Knopf, 1953, in-8°, xiv-552-viii p. ; prix : 7,50 dollars). Certes, sa notion même du Moyen Age est fort élastique, puisque cent pages de prolégomènes résument l'héritage de la civilisation antique depuis Homère, celui du judaïsme et du proto-christianisme depuis Moïse, l'œuvre enfin de l'âge patristique jusqu'à la mort de saint Augustin. Comme les cent dernières pages sont réservées aux notes et à une excellente bibliographie méthodique, il reste 350 pages pour parcourir au pas de charge un bon millénaire d'histoire européenne, sans omettre les civilisations byzantine et islamique qui ont droit chacune à un chapitre. Dans une rapide esquisse de cette espèce, l'essentiel est moins l'exactitude de l'information que l'agencement des matières, et chacun pourra à loisir en contester telle ou telle partie. Est-il juste de consacrer dix-huit pages à l'évolution des « sciences » médiévales et deux seulement aux inventions techniques, d'importance plus grande sur la civilisation? Pouvait-on éviter ici des affirmations tranchantes, insuffisamment nuancées, là des nomenclatures trop sèches? En examinant séparément, pour une période de cinq siècles (1000-1500), les différents thèmes étudiés : science, philosophie, doctrines sociales, idées politiques, méthodes d'enseignement, genres littéraires pris un à un, arts plastiques et musique, comment éviter l'impression qu'on ouvre des tiroirs successifs sans liens entre eux? Il serait vain, enfin, de répertorier les menues erreurs inévitables dans un livre de cette ampleur : par exemple, le sunnisme classiquement (mais faussement) opposé au chi'isme ; la « cathédrale » au lieu de la « chapelle palatine » d'Aix ; Pierre Damien placé au xii^e siècle. — Il reste que M. Artz a évité le plus dangereux écueil de ce genre d'esquisse : l'essai philosophique détaché du concret. Il est trop humaniste lui-même pour oublier qu'il parle d'hommes ayant vécu dans un milieu autre que le sien et dont il tente, parfois avec bonheur, de restituer l'atmosphère. Cette vue d'ensemble constitue donc une utile initiation, de lecture toujours agréable, et qui mérite d'être appréciée par un large public.

— Le vingt-deuxième bulletin de *Progress of Medieval and Renaissance Studies in the United States and Canada*, publié par M. S. Harrison Thomson (Boulder, The University of Colorado, 1953, in-8°, 142 p. ; prix : 2 dollars), outre quelques statistiques sur l'importance relative des études médiévales dans les diverses Universités d'outre-Atlantique, contient, pour les années 1951-1952, une liste des chercheurs

et de leurs publications, et l'indication des thèses en préparation, d'autant plus utile que ces thèses restent généralement manuscrites. Les recherches de philologie, de littérature et d'« histoire des idées » l'emportent en nombre sur les recherches proprement historiques.

É. PERROY.

— C. A. MACARTNEY. *The medieval hungarian historians, a critical and analytical guide* (Cambridge University Press, 1953, in-8°, 190 p.). — Voici un ouvrage pour lequel nous devons à l'auteur une réelle reconnaissance, que nous nous adonnions à l'histoire du Moyen Age occidental ou oriental, et même, j'allais dire surtout, si nous ne sommes pas spécialistes d'histoire hongroise. La position géographique des Hongrois fait qu'à l'exception de l'extrême Occident il n'est guère de peuple d'Europe dont l'histoire n'interfère avec la leur. Il en résulte aussi qu'il doit être utile à tout historien de prendre à l'occasion contact avec les sources de l'histoire hongroise. Or, nous ne disposons pratiquement pour les connaître que d'ouvrages en langue magyare, inaccessibles à l'énorme majorité d'entre nous. L'auteur du présent ouvrage n'aurait-il fait que mettre à notre portée les résultats de l'érudition hongroise, le service serait déjà grand. Mais il a fait mieux, car, spécialiste lui-même, il a inclus dans son exposé le fruit de ses propres recherches. L'ouvrage comprend deux parties : d'abord une précieuse introduction sur le développement de l'historiographie dans la Hongrie du Moyen Age ; puis une étude analytique, en ordre chronologique, de toutes les œuvres (il n'y en a que de latines), avec tous les renseignements pratiques souhaitables. On me permettra de remarquer à cette occasion que, s'il existe en France un spécialiste et une chaire de langue magyare, il n'y a, sauf erreur, ni spécialiste ni chaire d'histoire hongroise. La reconnaissance pour l'ouvrage qui vient d'Angleterre n'empêchera pas de regretter qu'il ne puisse s'en faire un semblable en France.

Cl. C.

— H. Georg WACKERNAGEL. *Die Matrikel der Universität Basel*. Bd I : 1460-1529 (Bâle, Verlag des Universitätsbibliothek, 1951, in-8°, 466 p.). — Les registres publiés dans ce livre, grâce à un énorme travail d'érudition, comportent les noms de quelque 5.340 étudiants qui suivirent les cours de l'Université de Bâle depuis 1460, date de sa fondation, jusqu'à sa fermeture provisoire en 1529 durant les troubles de la Réforme. Cet ouvrage n'est pas seulement un répertoire de noms ; il devra permettre aussi d'apprécier l'importance et le rayonnement en Europe de l'Université de Bâle à la fin du xv^e et au début du xvi^e siècle.

— I. L. HOROWITZ. *The Renaissance Philosophy of Giordano Bruno* (New-York, Coleman-Rossey, 1952). — G. Bruno est étudié dans ce livre américain d'un point de vue marxiste et l'auteur a tenté de situer la pensée du moine philosophe par rapport à celle d'Engels et de Marx. Pour M. Horowitz, G. Bruno est, en définitive, un matérialiste, bien qu'il subsiste encore dans son œuvre des résidus d'idéalisme ; il est celui qui a redécouvert le matérialisme présocratique. Partant de la révolution copernicienne (dont il aurait mieux saisi l'importance que Copernic lui-même), G. Bruno affirme que l'univers est infini dans l'espace et dans le temps, et qu'il contient une infinité de systèmes solaires. Dieu n'est rien d'autre que cet univers. La matière est antérieure à la forme et donc indépendante de l'esprit. Bruno a, d'autre part, aperçu la valeur d'une méthode dialectique, mais il était trop tôt pour qu'un philosophe pût en jouer à la façon de Marx.

Il y a peu de remarques à faire sur cet exposé philosophique qui est solide et intéressant. On pourrait tout de même se demander si l'auteur n'a pas tendance à sché-

matiser et à moderniser à l'excès la pensée de G. Bruno. C'est ainsi que M. Horowitz rejette comme confuse la qualification de Panthéiste qui a souvent été attribuée au moine napolitain ; mais ce terme de panthéiste n'exprimerait-il pas assez bien ce que la pensée de G. Bruno peut avoir justement de confus et d'inachevé ?

Cette réserve demeure encore secondaire, mais il faut en faire de plus graves, qui rejoignent précisément la précédente, car ce qui déçoit, nous semble-t-il, dans ce livre, c'est l'accumulation, surtout au début, d'affirmations qu'aucun fait ne vient consolider. G. Bruno est sacré « philosophe du capitalisme » ; il a écrit « la première synthèse philosophique de la pensée bourgeoise » ; son style populaire « s'oppose au langage ésotérique de l'aristocratie » ; le moine napolitain a encore été « un des premiers à affirmer le caractère international des idées ». Quant à « l'échec de la philosophie médiévale », il faut l'imputer aux « contradictions internes, économiques et sociales » dont souffrait l'ère féodale ! Comment pourrions-nous croire l'auteur sur parole ? Toutes ces formules énoncées avec une autorité toute scolastique ne sont appuyées d'aucune preuve. Puisque l'auteur se plaçait non seulement sur le plan de la philosophie, mais aussi sur le plan de l'histoire, il lui fallait écrire un livre d'histoire, ce qu'il n'a point fait. De toute façon, il lui aurait fallu prendre connaissance des nombreux ouvrages italiens qui ont été écrits sur Bruno.

Jean DELUMEAU.

— R. C. ANDERSON. *Naval Wars in the Levant, 1559-1853* (Princeton, Princeton University Press, 1952, in-8°, ix-619 p., 10 pl., 20 cartes et plans dont 1 hors texte ; prix : 7 dollars 50). — L'auteur de ce gros volume avait publié en 1910 un important travail sur les guerres navales en mer Baltique de 1522 à 1850. Voulant compléter son étude des activités maritimes de la Russie en Baltique par celle de ses activités dans la mer Noire, il a été amené à élargir considérablement son champ d'investigation et à considérer l'ensemble des opérations navales qui eurent lieu dans la Méditerranée orientale et en mer Noire, depuis le traité de Cateau-Cambrésis (bien que M. Anderson s'intéresse essentiellement à la marine à voiles, il a jugé nécessaire de remonter quelque temps avant son apparition en Méditerranée) jusqu'à la guerre de Crimée. M. Anderson a utilisé des sources nombreuses et diverses, faisant en particulier effectuer d'importants dépouillements dans les archives vénitiennes ; il n'a cependant pu recourir à aucune source turque. Tel qu'il se présente, son travail rendra des services, car il fournit un récit très détaillé, minutieux et précis, d'un grand nombre d'opérations navales qui sont souvent peu connues, en particulier des guerres vénéto-turques du xvii^e et du xviii^e siècle, ainsi que des luttes russo-turques. Mais M. Anderson est volontairement resté sur ce plan assez limité et s'est refusé à toute considération sur l'évolution du matériel, de la tactique et de la stratégie. Au total, un répertoire consciencieux plus qu'une œuvre historique.

François CROUZET.

— Louis HAMBIS. *La Haute-Asie* (Paris, Presses Universitaires de France, in-16, 136 p.) (Coll. *Que sais-je?* n° 573). — Louis Hambis est, depuis la mort de Paul Pelliot, le spécialiste français pratiquement unique de l'histoire de l'Asie centrale. On a un peu l'impression qu'il a écrit cet ouvrage comme un pensum. Si clair que soit, dans le détail, l'exposé, il est difficile que, conçu de façon politique et événementielle, il ne donne pas au lecteur non spécialiste auquel il est destiné une sensation de monotonie rendue plus pénible par l'accumulation des noms propres aux consonances inhabituelles. Sur les contacts avec l'Islam, seul domaine où je puisse

juger avec compétence, il y aurait quelques réserves à faire : c'est ainsi que ni le texte p. 67 ni la carte p. 72 ne permettent au lecteur de savoir que les Mongols ont détruit le Califat et occupé l'Iraq de façon définitive. Ces cartes sont néanmoins utiles pour clarifier l'histoire d'Empires fluides établis dans des régions peu familières au lecteur. Mais un seul chapitre, de vingt pages, est consacré aux faits de civilisation, au sens étroit du mot (religions, art, littérature) et détachés de l'histoire générale. De l'organisation économique et sociale, rien n'est dit. Il faudra toujours renvoyer le lecteur à la combien plus assimilable et suggestive *Histoire des Turcs de l'Asie centrale* de Barthold, qu'on s'étonne de ne pas voir figurer dans la note bibliographique à côté ou à la place de tel ou tel Grousset.

Cl. C.

— Henri TERRASSE. *Histoire du Maroc (édition abrégée)* (Casablanca, Éditions Atlantides, 1952, 239 p., 6 pl. photographiques hors texte). — Il n'est ni facile ni agréable de se résumer ; pourtant, M. Terrasse s'est résigné à le faire, estimant que bien des gens reculeraient devant les deux forts volumes de son *Histoire du Maroc*, dont j'ai rendu compte ici même. Il a donc écrit, en s'inspirant du précédent travail, un petit livre, fort maniable et agréablement présenté, qui me semble tout à fait adapté à son objet. Les spécialistes préféreront l'excellent instrument de travail de la première manière, mais les « honnêtes gens » tireront de l'abrégé bon nombre d'idées justes et de faits essentiels. L'exposé est forcément dégagé de la grosse masse des faits, les idées générales prennent la première place et l'auteur aboutit ainsi à une sorte de Discours sur l'histoire du Maroc, suivi d'un tableau chronologique brossé à larges traits. Point n'est besoin d'insister sur les qualités de l'ouvrage : ce sont celles du travail précédent, avec, du fait de la concision forcée, un surcroît de vigueur et de force persuasive.

— J. MEUNIE, H. TERRASSE et G. DEVERDUN, *Recherches archéologiques à Marrakech* (Paris, Arts et Métiers graphiques, 1952, 96 p., 72 planches photographiques, 3 plans hors texte). (Publications de l'Institut des Hautes-Études marocaines, t. LIV.) — De 1948 à 1951, M. Jacques Meunier a dirigé d'importantes fouilles opérées au voisinage immédiat de la fameuse mosquée Koutoubiya à Marrakech. Il en livre les résultats avec une impeccable précision dans une publication extrêmement bien présentée. M. G. Deverdun, qui prépare une thèse de doctorat sur l'histoire de Marrakech, y a ajouté une note sur les découvertes épigraphiques, malheureusement bien minces, faites au cours des fouilles. Enfin, M. Terrasse, qui avait déjà travaillé sur la Koutoubiya, voilà près de trente ans, et a été l'instigateur des fouilles de 1948, fait le bilan des découvertes et les rattache à l'ensemble de nos connaissances sur l'art almoravide.

En effet, les fouilles en question ont eu pour premier objet de dégager les fondations d'une mosquée almohade contiguë à la Koutoubiya et bâtie avant elle ; mais elles ont abouti à la découverte, sous les vestiges de cette mosquée almohade, d'autres vestiges certainement almoravides. Il semble bien que l'on soit ainsi en présence de la cellule mère de Marrakech, c'est-à-dire de la construction que toutes nos sources nomment *Dar al-hajar* (la demeure de pierre) et qui, élevée par le conquérant almoravide Youssef b. Tachfin, fut le premier édifice en dur de Marrakech. Outre les restes de cette forteresse, M. Jacques Meunier a dégagé, au même niveau, des vestiges de constructions qui pourraient bien avoir fait partie du palais élevé par le fils de Youssef, Ali, au temps de la splendeur almoravide (premier tiers

du XII^e siècle). On ne saurait nier la valeur historique et sentimentale de ces découvertes ; mais on doit avouer qu'elles n'apprennent pas grand'chose sur l'architecture almoravide. Il s'agit, en effet, de murs rasés au niveau du sol ou presque par les conquérants almohades, enchevêtrés au milieu des ruines de la première mosquée almohade et en très grande partie recouverts, sans aucun doute, par la Koutoubiya et autres bâtiments voisins. Néanmoins, M. Jacques Meunié a réussi à mettre au jour quelques motifs décoratifs d'un grand intérêt qui ont permis à M. Terrasse des comparaisons suggestives avec certains monuments contemporains de l'Espagne musulmane.

Les fouilles concernant la première mosquée almohade ont donné des résultats moins imprévus, mais plus certains. Elles ont entièrement confirmé la restitution conjecturale du plan de cette mosquée que M. Terrasse et le regretté Henri Basset avaient proposée dans leurs *Sanctuaires et forteresses almohades* (collection Hesperis, t. V, Paris, 1932, p. 93 et suiv. et plan hors texte, p. 86). Elles ont permis, en outre, d'interpréter correctement certains textes dont jusqu'alors le sens n'apparaissait pas nettement et confirmé l'existence d'une *maqoura* (clôture de bois à l'intérieur de laquelle le souverain pouvait prier à l'abri de tout danger) escamotable, la seule de ce genre probablement qui ait existé dans le monde musulman.

À sa description admirablement précise des ruines mises à jour, M. Jacques Meunié a joint une liste de menus objets (marbre, plâtre, céramique, verre, bronze) trouvés au cours des fouilles, un index et, enfin, un magnifique album photographique qui illustre parfaitement le texte.

R. LE TOURNEAU.

— *Thalès*, année 1951, t. VII (Paris, P. U. F., 1953, 96 p.). — Ce nouveau tome des travaux de l'Institut d'Histoire des Sciences et des Techniques et de leurs rapports avec l'Histoire des Idées et de la Civilisation (Université de Paris) est entièrement consacré à la cybernétique. En plus d'une bibliographie du sujet, il comprend les articles suivants (les articles en anglais sont suivis d'un résumé français) :

W. R. Ashby, *Statistical Machinery*. — L. Couffignal, *La mécanique comparée*. — W. S. McCulloch, *Dans l'antre du métaphysicien*. — N. Rashevsky, *Mathematical Biology of the Central Nervous System with special reference to the Problems of Gestalt and Perception of Relations*. — F. Russo, *La Cybernétique située dans une phénoménologie générale des machines*. — R. Vallée, *La théorie de l'information*.

— F. Sherwood TAYLOR. *The Alchemists founders of modern Chemistry* (Londres, Heinemann éd., s. d. (1951), 1 vol., 12 × 20 cm., x-246 p., 27 fig. dans le texte, 14 pl. ; prix : 12 s. 6 d.). — Si, comme on l'a écrit, l'histoire de l'alchimie est le récit des vicissitudes d'une erreur humaine, il n'en est pas moins vrai qu'en la majeure partie les progrès réalisés par la technique chimique avant le milieu du XVII^e siècle résultent des efforts infructueux des alchimistes dans leur recherche d'une méthode de transmutation des métaux.

Directeur du *Science Museum* de Londres, F. Sherwood Taylor s'est intéressé très activement depuis une vingtaine d'années à l'étude de l'alchimie et des débuts de la science chimique. Ce sont les résultats d'ensemble de cette étude qu'il nous donne dans ce petit ouvrage, aisément accessible à des lecteurs non spécialistes. Parlant des origines orientales de l'alchimie — origines encore très mal connues, faute de documents — il étudie les alchimistes de l'école alexandrine, de l'Islam et ceux du Moyen Âge occidental et de la Renaissance, insistant à la fois sur leurs méthodes de pensée, leur technique expérimentale et leurs doctrines. Il montre

ensuite comment l'important bagage expérimental obtenu dans cette poursuite illusoire de la transmutation a permis aux savants de la fin du xvii^e et du xviii^e siècle de fonder les premières théories chimiques sur des bases concrètes et de poursuivre les recherches nécessaires à l'approfondissement et à la mise au point de notre connaissance des propriétés chimiques des corps.

Étude très vivante, nourrie de nombreux détails pittoresques et orientée par une ligne de pensée très solide, cet ouvrage de F. S. Taylor est une contribution de valeur à l'histoire de la science. Si, comme son auteur le remarque, l'histoire de l'alchimie est encore très loin d'être définitivement éclaircie, du moins cet essai apporte-t-il une synthèse très claire de nos connaissances dans ce domaine.

— A. R. HALL. *Ballistics in the seventeenth Century (A Study in the relations of Science and War with Reference principally to England)* (Londres, Cambridge University Press, 1952, 1 vol., 14 × 22 cm., viii-186 p., 4 pl., fig. ; prix : 21 s.). — Constituée par l'étude du mouvement des projectiles, la balistique est une science qui se rattache à la dynamique, par sa théorie, et à l'art militaire, par ses applications. L'étude de son évolution semble donc une occasion très favorable pour mettre en lumière les rapports entre les progrès de la science théorique et le climat social, économique et politique des périodes envisagées. L'intérêt essentiel de l'ouvrage de A. R. Hall résulte de l'attention avec laquelle ces interactions s'y trouvent situées, alors que les traités antérieurs, tels les *Essais sur l'histoire de la balistique* de P. Charbonnier (Paris, 1920), isolaient trop l'étude de l'évolution de la balistique de l'ensemble des facteurs historiques.

Le premier chapitre du livre de A. R. Hall traite de la technique des armes à feu et montre que les conditions économiques et politiques influèrent peu sur ses progrès, qui furent d'ailleurs très limités au xvii^e siècle. L'auteur, étudiant ensuite la pratique du métier d'artilleur, montre la persistance de son caractère empirique, l'artillerie classique n'étant employée qu'à faible distance et le tir courbe des mortiers réglé par essais successifs. Puis il situe les progrès intervenus dans la fabrication de la poudre, progrès rendus presque inopérants par le manque de régularité dans la dimension des boulets utilisés.

Dans les trois derniers chapitres de son ouvrage, A. R. Hall aborde l'étude de la résolution du problème mathématique de la balistique extérieure. Après avoir précisé les efforts des savants des siècles antérieurs, il montre comment Galilée et ses disciples résolurent le cas de la trajectoire parabolique, étude purement théorique, qui ne s'applique qu'au mouvement d'un projectile dans le vide. A la suite de Mersenne et de Descartes, les savants de la seconde moitié du xvii^e siècle envisagèrent le problème — beaucoup plus proche des conditions réelles — du mouvement d'un projectile soumis à une résistance proportionnelle au carré de sa vitesse. Si Newton en donna déjà une bonne approximation, la solution définitive qui nécessitait une connaissance assez approfondie des principes du calcul infinitésimal ne fut explicitée qu'au début du xviii^e siècle, en 1718, par Jean Bernoulli.

L'étude très documentée de A. R. Hall a le mérite de situer clairement les divers éléments qui influèrent sur l'évolution de la balistique au xvii^e siècle ; l'enseignement essentiel qui en découle est la relative faiblesse des interactions entre théorie et pratique dans un domaine qui, pourtant, semblait privilégié à cet égard. Il est vrai que cette étude porte sur le xvii^e siècle, période où la technique était encore trop peu précise pour pouvoir tirer valablement parti des enseignements théoriques. Très bien édité, complété par une bibliographie méthodique et un

index, l'ouvrage de A. R. Hall est un exemple de monographie de lecture relativement aisée, malgré un appareil documentaire très solide. La seule réserve que l'on puisse faire tient au fait, reconnu d'ailleurs par l'auteur, que cette étude se trouve axée, en majeure partie, sur l'Angleterre et néglige de ce fait diverses autres sources de documentation.

— John R. BAKER. *Abraham Trembley of Geneva, Scientist and Philosopher (1710-1784)* (London, Edward Arnold & Co, 1952, 14,5 × 21 cm., 259 p., frontispice, ill. dans le texte, bibliogr., index ; prix : 35 s. net. relié). — Né à Genève le 3 septembre 1710, mort dans cette ville le 12 mai 1784, Abraham Trembley s'intéressa très activement aussi bien à la biologie qu'à la philosophie, à la politique et aux problèmes d'éducation. D'une famille d'origine française, il fut l'un des représentants les plus typiques de ces savants genevois dont le rôle fut si considérable au XVIII^e siècle.

Sa carrière scientifique commence vers l'âge de trente ans, quand ses observations et ses expériences sur certains polypes d'eau douce l'amènent à conclure que ces êtres sont des animaux pouvant se reproduire par simple scissiparité. Cette découverte attira l'attention des grands naturalistes de l'époque — spécialement Buffon, Réaumur et Charles Bonnet — et provoqua des discussions sur les rapports entre les trois règnes : minéral, végétal et animal. Après avoir situé le milieu familial et les premières études de Trembley, J. R. Baker, éminent biologiste de l'Université d'Oxford, caractérise ses divers travaux scientifiques avec beaucoup de précision, tout en les situant dans l'évolution de la biologie. De 1747 à 1757, Trembley, continuant à s'intéresser aux sciences de la nature, entreprend divers voyages à travers les principaux pays d'Europe occidentale. Revenu à Genève en 1757, il poursuit ses observations et ses études, mais prend une part plus active à la politique et s'intéresse à la philosophie et aux questions d'éducation. Ses *Instructions d'un père à ses enfants, sur la nature et sur la religion* (1775), son *Essai sur la vérité, la liberté, le souverain, la patrie, la religion, le bonheur* (1777), ses *Instructions d'un père à ses enfants, sur la religion naturelle et révélée* (1779), et ses *Instructions d'un père à ses enfants, sur le principe de la vertu et du bonheur* (1783), mettent en valeur des conceptions pédagogiques très modernes et une doctrine politique fortement influencée par Rousseau.

Fondée sur une étude attentive des publications de Trembley et des œuvres des naturalistes du XVIII^e siècle, sur la consultation de la correspondance de Trembley¹ et des archives de sa famille, complétée par de nombreuses illustrations, par une bibliographie très détaillée et un index, cette monographie apporte une intéressante contribution à la connaissance des milieux scientifiques du XVIII^e siècle et à l'histoire de la biologie au cours de cette période.

René TATON.

— Benvenuto GRIZIOTTI. *Sul rinnovamento dello studio della scienza delle finanze e del diritto finanziario (1908-1952)* (Rome, 1952, in-8°, 76 p.) (Extrait de : *Atti della Accademia nazionale dei Lincei.*) — L'auteur revendique pour la science des finances une autonomie qu'il justifie par les progrès récents de cette branche. Il souligne que les recettes et les dépenses d'un État ont des incidences multiples dans les domaines politiques, économiques et sociaux. Aussi le renouvellement des études

1. Cf., en particulier, *Correspondance inédite entre Réaumur et Abraham Trembley comprenant 173 lettres recueillies et annotées par Maurice Trembley*. Introduction par É. GUYÉNOT. Genève, 1943.

en cette matière pourrait permettre, aussi bien en Italie qu'à l'étranger, une refonte des systèmes fiscaux.

— J. MAILLET. *Histoire des faits économiques des origines au XX^e siècle* (Paris, Payot, 1952, in-8°, 362 p.). — Il ne s'agit pas d'une banale Histoire économique, encore moins d'une nouvelle histoire des doctrines ou des théories économiques. Mais l'auteur, voulant s'en tenir aux faits seuls, se trouve contraint « de les grouper pour les replacer dans l'ensemble du système économique auquel ils appartiennent ». Du reste, « il faut non seulement les décrire, mais aussi expliquer en analysant les mécanismes dans leur structure et leur fonctionnement ». Aussi est-ce à dégager les caractères des dits systèmes et à préciser leurs limites dans le temps et dans l'espace que ce travail vise. Dessein intéressant et tentative utile. Le malheur est que les faits se laissent mal rattacher tous à des systèmes et que les classifications apparaissent en conséquence souvent artificielles. D'ailleurs, à vouloir s'en tenir au système prépondérant, dans une aire déterminée et à un certain moment, M. Maillet est contraint d'affirmer des identités comme : économie antique ou méditerranéenne, économie médiévale ou européenne, économie moderne ou mondiale. Ainsi la Chine, l'Inde, l'Islam sont sacrifiés. Cependant, les analyses claires, les remarques pertinentes ne manquent pas ; beaucoup de chiffres sont rassemblés ; les bibliographies rappellent les ouvrages les plus importants. A chicaner, on relèvera quelques fautes typographiques (comme Selfbridge pour Selbridge, p. 324), une transcription abusive de certains noms (pourquoi l'Austrian loyd et le North German Lloyd, p. 286-287), de menues erreurs (la machine de Gramme est de 1869 et non de 1860, p. 285).

Robert SCHNEEB.

— Bernardin COLLIN. *Les Lieux Saints* (Paris, Les Éditions internationales, 1948, in-8°, 240 p., 18 phot., 1 plan). — Il n'existait pas depuis le livre du Mennaisien Eugène Boré, qui date de 1850, d'ouvrage en langue française sur la question des Lieux Saints. Presque toute la littérature sur ce sujet est en langue italienne. M. Collin a voulu combler cette lacune, et en même temps défendre discrètement les prétentions des Latins à l'encontre de celles des Grecs, au moment où l'O. N. U. s'occupait du problème palestinien. Le problème des Lieux Saints paraît aujourd'hui extrêmement anodin : à qui appartiennent les principales constructions qui, à Jérusalem ou à Bethléem, s'élèvent aux emplacements traditionnels où se sont déroulés les principaux épisodes de la vie de Jésus ? Actuellement, c'est un enchevêtrement invraisemblable de possessions et de droits dont le plan qui termine l'ouvrage donne une idée. Six confessions chrétiennes et les Musulmans sont représentés au Saint-Sépulcre. De cette situation, M. Collin nous donne une étude historique très érudite et très claire. Il montre qu'en fait la question des Lieux Saints n'apparaît qu'à partir du moment où la domination sur la Palestine cessa d'appartenir aux Musulmans d'Égypte pour passer aux Turcs, dont la capitale était Constantinople. Là, l'influence des Grecs du Phanar se fit sentir sans guère de contrepartie, et en utilisant au besoin des documents apocryphes (cf. la démonstration des notes p. 74 à 76 sur le prétendu Firman du Calife Omar) ils obtinrent des Sultans et des Grands Vizirs de la famille Kupruly de nombreux droits jusqu'alors détenus par les Franciscains. M. Collin montre également comment, dès le XVIII^e siècle, cette question des Lieux Saints, en apparence minime, fut l'un des grands problèmes de la politique européenne. La France était la protectrice des Latins et la Russie des Orthodoxes. On sait que ce conflit joua un rôle dans le

déclanchement de la guerre de Crimée. Au total, le livre de M. Collin nous donne, sur une question très spéciale, une mise au point bien informée et utile.

J. B. DUROSELLE.

— *Tri Francuzao Crnoj Gori*. Trois Français au Monténégro. Préface de A. B. LAINOVIĆ (Cetinje, Istoriski Institut N. P. Crna Gora. Institut historique de la République populaire du Monténégro, 1949, 160 p.). — Cet ouvrage donne des extraits des œuvres de trois Français qui ont visité le Monténégro au cours du XIX^e siècle : Vialla de Sommière, commandant la division française cantonnée à Dubrovnik (Raguse) de 1807 à 1813, qui a laissé un *Voyage historique et politique au Monténégro* (Paris, 1820) ; Henri Delarue, secrétaire du prince Daniel I^{er} de 1856 à 1859, et François Lenormand, archéologue, qui fit un voyage au Monténégro en 1865.

— Journaliste travailliste, M. Norman MACKENZIE a écrit une *Breve storia del socialismo*, dont la traduction est récemment parue dans la « Piccola biblioteca scientifico-letteraria », Torino (Einaudi, 1953, in-16, 332 p. ; prix non indiqué). Socialisme et syndicalisme, mouvement ouvrier pour mieux dire, tel est l'objet du livre, qui n'est pas un ouvrage d'érudition, mais qui, clair et bien ordonné, montre la naissance d'une idée et ses vicissitudes nationales et internationales.

— Nous tenons à signaler particulièrement le très bel article de M. F. CHABOD sur *Croce storico*, paru dans la *Rivista storica italiana*, 1952, fasc. IV. C'est autre chose qu'une bibliographie : c'est une magistrale synthèse de l'œuvre historique du grand philosophe napolitain. Moins centré sur l'histoire est l'article consacré au même Croce par M. BÉDARIDA dans la revue *Terre humaine* d'avril 1953.

— Luigi SALVATORELLI. *La Chiesa e il mondo* (Rome, Éd. Faro, 1948, in-18, II-242 p. ; prix non indiqué). (Collection « Echi nel Tempo ».) — Même ancien, ce livre ne doit pas être ignoré dans cette revue. M. Salvatorelli y a mis, en effet, beaucoup de ses connaissances historiques, qui sont nombreuses, de ses idées, qui sont laïques et risorgimentalistes, comme on dit quelquefois à Rome. Les chapitres qui le constituent ont été écrits de 1913 à 1945 et mettent l'accent sur l'histoire de la papauté à travers l'œuvre de Bonaiuti, sur les personnes des saints Benoît, François, Pierre Damien et Antoine de Padoue, sur le rôle des papes d'Avignon, sur la Renaissance et le calvinisme, sur les idées weberiennes. La querelle des Jésuites et des jansénistes, l'action des Jésuites du XVIII^e siècle, la signification du pontificat de Pie VII, celle de Pie IX par rapport au Risorgimento, la politique de Cavour, le centralisme pontifical épanoui au XX^e siècle, le pacte du Latran ont ménagé à M. Salvatorelli de nombreuses occasions de nous faire participer à ses points de vue, qui ne sont jamais indifférents.

— La discipline de l'histoire des mouvements sociaux s'enrichit d'instruments utiles. Après le volume d'Édouard DOLLÉANS et Michel CROZIER, *Mouvements ouvriers socialistes, chronologie et bibliographie, Angleterre, France, Allemagne, États-Unis (1750-1918)* (Paris, Les Éditions ouvrières, 1950, in-8°, XVI-381 p.), qui, avec tant d'inexpériences, de confusions, de lacunes — naturelles, étant donné le plan adopté —, ont paru, certainement plus au point, des exigences scientifiques, de M^{lle} Renée LAMBERT, *Mouvements...*, etc., *L'Espagne (1750-1950)* (Paris, Les Éditions ouvrières, 1953, in-8°, 204 p.) et de Alfonso LEONETTI, *Mouvements, etc., L'Italie (des origines à 1922)* (Paris, Les Éditions ouvrières, 1953, in-8°, 198 p.).

Joignons le *Bulletin de l'Institut français d'histoire sociale* qui, sous un titre nouveau, à partir du n° 4 (avril 1953), fait désormais figure de revue récente, et, venue de Rome, la *Relazione sull'attività svolta dall'Ente per la storia del Socialismo e del Movimento operaio italiano*, création de M^{me} Modigliani, pour 1952.

— M. Paul Louis continue la tâche qu'il a depuis longtemps assumée, de réunir l'anthologie de la pensée socialiste universelle. En 1946, il avait réuni la substance de deux recueils antérieurs sous le titre de *Cent cinquante ans de pensée socialiste*. Ce même titre est donné au nouveau volume d'une série (Bibliothèque des Sciences politiques et sociales, Paris, Marcel Rivière, 1953, in-8°, 264 p. ; prix non indiqué) qui contient des textes bien choisis de Karl Kautsky, Édouard Bernstein, Auguste Bebel, Otto Bauer, Émile Vandervelde, Antonio Labriola, Léon Trotsky, Boukharine, G. Sorel et Henry George. Une courte biographie, une note bibliographique, un exposé général des idées précèdent chacun des groupes de textes retenus pour chacun des auteurs, et auxquels l'éditeur a mis des titres. A ces extraits ont été jointes, sous le titre général d'*Utopistes*, des pages d'Édouard Bellamy, de William Morris, avec la même présentation. Il y a là beaucoup de textes intéressants — pas assez : il n'y a rien pour l'Angleterre, ni l'Amérique, il y a peu de choses pour l'U. R. S. S. Mais, tel quel, le volume, qui est objectivement conçu, peut rendre de grands services dans l'enseignement, et nous remercions M. Paul Louis de l'avoir préparé, et M. Abramson de l'avoir édité.

— Le n° 11 des *Quaderni di cultura e storia sociale* (novembre 1952) contient deux articles remarquables : José CAPION, *Gli studi di sociologia di Francia*, où sont mis en lumière les travaux de M. G. Le Bras et indiqué comment ceux-ci ont déterminé un mouvement international (Congrès à Bréda, mars 1951) et un mouvement italien, dont les résultats sont mis en lumière (le P. J. DROULERS et TALAMO, dans *Civiltà cattolica*, CIII, 1952, p. 284-293 ; le P. J. DROULERS et KIMOLDI, dans *Lumen vitae*, 1951, p. 81-98) ; — M. BATTISTINI, *Gioberti in Belgio* (étude centrée sur les relations de Gioberti avec Quetelet). G. BN.

— Dael L. WOLFLE, Dwight CHAPMAN, Ben MOREELL, Henry CHAUNCEY, M. H. TRYTTEN. *Human Resources. The Needs and the supply* (University of Pittsburgh Press, 1951, in-8°, 64 p.). — Ce recueil contient cinq conférences prononcées sous les auspices de l'Université de Pittsburgh, alors que les besoins de la guerre de Corée et les efforts du réarmement semblaient devoir imposer au peuple américain des sacrifices nouveaux. Ces paroles de circonstance, prononcées par des professeurs d'université soucieux de garder des étudiants, ne sont pas de la simple propagande : elles tâchent de préciser les besoins en hommes, techniciens et savants, et d'étudier comment on peut y répondre.

La première de ces études est particulièrement intéressante par ses graphiques très parlants qui donnent une idée précise du nombre de spécialistes, de l'âge des étudiants, de la proportion de jeunes gens diplômés aux États-Unis depuis 1900.

Mais les professeurs d'université, en face des exigences militaires, ne cachent pas combien est délicate la prévision des besoins d'une armée ; c'est pourquoi ils pensent que, la science étant indivisible, leur tâche est d'orienter la recherche dans les directions les plus variées et ils affirment que, loin de nuire à l'intérêt national, le maintien dans les universités de jeunes gens en âge d'être soldats est absolument indispensable dans un pays où la « demande » en techniciens avertis ne répond pas et de loin à « l'offre ».

— Angelos ANGELOPOULOS. *Planisme et Progrès social* (Paris, Librairie générale de Droit et de Jurisprudence, 1953, in-8°, 404 p. ; prix : 1.200 fr.). — M. Angelos Angelopoulos est convaincu de la nécessité du progrès social. Il s'est pénétré des ouvrages de Lord Keynes et des discours de Lord Beveridge. D'ailleurs, il a beaucoup lu : les notes infrapaginales en sont la preuve.

Après un exposé historique, il est prouvé que l'État, s'il ne veut pas être détruit, doit réadapter ses objectifs à des situations économiques et sociales sans cesse en mouvement, d'autant plus que ce mouvement s'accélère avec l'accélération de la technique et que l'âge atomique apportera, très probablement, une profonde modification de la structure économique et sociale du monde.

Les classes dirigeantes font donc preuve, comme toujours, d'un aveuglement tragique en face des dangers d'une révolution. Seul le planisme, dans un cadre démocratique, peut procurer un remède à la tension mondiale entre deux blocs antagonistes : tel que l'expose M. Angelos Angelopoulos, il apporterait au monde le plein emploi, la sécurité sociale et une solution aux problèmes budgétaires ; surtout il assurerait le développement rationnel des pays insuffisamment développés et la mise en valeur de toutes les ressources mondiales.

R. SCH.

Histoire ancienne. — Helmut BERVE. *Griechische Geschichte* ; t. II : *Von Perikles bis zur politischen Auflösung*, 2^e édition (Fribourg-en-Brisgau, Herder, 1952, in-8°, 387 p., 8 planches ; prix : 20 DM.). — On retrouve avec plaisir dans cet ouvrage les qualités de pénétration et de clarté qui distinguaient déjà sa première édition, publiée en 1933, et dont nous avons rendu compte ici même (cf. *Rev. histor.*, t. CLXXVII, p. 451-453). L'auteur a enrichi et amélioré son œuvre en mettant à profit une partie des nombreux travaux consacrés au sujet depuis une vingtaine d'années. Il faut également lui savoir gré d'avoir insisté sur divers événements ou personnages auxquels l'ouvrage paru en 1933 accordait une place fort insuffisante : tel est le cas de l'homme d'État athénien le plus influent de sa génération, Callistratos, dont l'activité était passée sous silence dans la précédente édition. En revanche, plusieurs appréciations de M. Berve sont très discutables : on a le droit de regretter, notamment, qu'il n'ait point modifié sa définition par trop simpliste de la politique démosthénienne et qu'il persiste à qualifier d'oligarchie le groupe privilégié des Neuf-Mille institué en Attique au lendemain de la guerre lamiaque ; le jugement porté à plusieurs reprises sur les sentiments philolaconiens de Xénophon manque des nuances indispensables ; les exposés relatifs à l'historien Thucydide, à Thérémène, à l'affaire des Arginuses, aux luttes des partis en 404, à l'application des conventions d'amnistie et à la réorganisation du corps civique athénien après la chute du régime oligarchique sont bien sommaires et incomplets ; l'auteur attribue une importance exagérée au rôle joué par Alcibiade, et il néglige à l'excès les aspects sociaux de l'histoire de la démocratie athénienne ; la personnalité et les desseins de Philippe de Macédoine devaient être analysés avec plus de précision et d'ampleur, etc.

S'il convient de louer M. Berve d'avoir sérieusement enrichi sa bibliographie, il est du moins permis de regretter certaines lacunes que l'auteur, semble-t-il, pouvait facilement éviter : pas plus que dans sa première édition, l'ouvrage ne signale la collection *Peuples et Civilisations* ; la remarquable thèse de M^{me} de Romilly sur Thucydide et l'impérialisme athénien, la très consciencieuse et méticuleuse enquête du regretté Hatzfeld sur Alcibiade, le savant ouvrage de M. Accame sur la deuxième

ligue athénienne, les importants travaux consacrés à Démosthène en 1910, 1914, 1934, 1937, 1938 et 1948, les précieuses études publiées sur Delphes et la Béotie par M. Daux et le regretté Feyel méritaient aussi d'être indiqués. On a également le droit de s'étonner que l'auteur signale comme paru en 1948 le volume, impatientement attendu, de MM. Aymard et Bikerman sur l'histoire du monde hellénistique, et l'on s'explique mal le silence gardé sur le vieil ouvrage d'A. Schäfer, *Demosthenes und seine Zeit*, que mentionnait avec raison l'édition de 1933 et que les enquêtes plus récentes sur le même sujet sont loin d'avoir rendu inutile.

— Gilberte RONNET. *Étude sur le style de Démosthène dans les discours politiques* (Paris, E. de Boccard, 1951, in-8°, 204 p.). — Après de brèves remarques sur la langue de Démosthène, dont les mérites variés et complémentaires (simplicité et précision nuancée dans l'analyse) sont mis en bonne lumière, ce pénétrant ouvrage étudie, d'abord, les « figures de mots », où se révèle si bien la personnalité de l'orateur ; puis M^{me} Ronnet dégage les caractères originaux de la période démosthénienne : elle montre, notamment, que l'orateur n'a pas réussi sans délai à posséder l'entière maîtrise de son art : c'est seulement en 351, avec le « coup d'éclat » de la première *Philippique*, qu'apparaît dans son œuvre la période « simple et claire », capable de produire une « parfaite impression de naturel » ; mais, s'il est « désormais formé », le style de l'auteur des *Philippiques* et des *Olynthiennes* ne s'astreint pas à un type rigoureusement fixé, et il demeure « essentiellement libre ». C'est aussi un parfait naturel et une singulière variété qui distinguent les « figures de pensée » dont sont remplis les harangues et les plaidoyers démosthénien ; exemptes de tout artifice, elles s'adaptent admirablement aux idées et aux sentiments profonds de l'orateur, qui en use uniquement pour maîtriser les âmes de ses concitoyens et leur transmettre la passion frémissante dont il est animé. La vigoureuse originalité de Démosthène se discerne plus nettement encore dans la couleur de son style, si riche en métaphores, qui ne sont nullement de médiocres et vains ornements « additionnels », mais, en réalité, les manifestations les plus vivantes des souhaits, des craintes et des colères du grand orateur. Au total, un style en incessante évolution, dans lequel se reflète à merveille la nature vivante et fouguese d'un homme ardemment épris de lutte et d'action¹, mais qui, finalement — comme en témoigne le discours *sur la Couronne*, « son chef-d'œuvre » — saura allier la noblesse et une hautaine sérénité à la plus savoureuse et pittoresque familiarité. — La belle et brillante étude de M^{me} Ronnet est accompagnée d'un utile tableau chronologique et d'une bibliographie qui rendra également de précieux services, mais où l'on regrette de ne pas voir figurer le très intéressant ouvrage de W. Jäger, *Demosthenes. The origin and growth of his policy* (Berkeley, 1938).

— DIONISIO D'ALICARNASSO. *Saggio su Tucidide*. Introduzione, testo, traduzione e commento, a cura di Giuseppe PAVANO, vol. I (Palermo, G. Priulla, 1952, in-8°, LII-101 p. ; prix : 1.500 l.). — Cette étude se rattache à divers travaux antérieurs de M. Pavano sur Denys d'Halicarnasse. L'auteur retrace fort clairement l'histoire du manuscrit de Denys, resté longtemps dans l'oubli au Moyen Âge et objet d'assez nombreuses éditions pendant les temps modernes ; il rappelle les

1. Très attentif, d'ailleurs, aux leçons des faits et souvent hostile à d'aventureuses initiatives ou à une vaine obstination (voir notre ouvrage sur Démosthène, p. 36, 41-42, 91, 95, 96, 99, 119-121, etc.).

explications que l'on a déjà données de l'antipathie inspirée à Denys par Thucydide : le patriotisme mal entendu qui inclinait Denys à détester l'historien d'une guerre funeste à l'hellénisme ; son admiration pour le style « tempéré » — où excellait Démosthène — et sa sévérité pour le style « sublime », cher à Thucydide ; obéissant surtout à des préoccupations pédagogiques, le rhéteur voulait détourner ses élèves d'une imitation qu'il tenait pour dangereuse. A ces explications, qu'il estime valables, l'auteur en ajoute une autre qu'il juge plus décisive encore : le « contenu » même de l'œuvre de Thucydide déplaisait à Denys ; ce dernier, certes, reconnaissait des mérites à l'historien, notamment dans le domaine de l'« invention » (*eurésis*) ; mais il critiquait à peu près sans réserve le plan (*oikonomia*) de son ouvrage, et il reprochait aux admirateurs des discours dont cet ouvrage est rempli de se laisser éblouir par l'abondance des idées qui y sont exprimées. Bref, selon Denys, la brillante renommée de Thucydide n'était point méritée.

— H. D. WESTLAKE. *Timoleon and his relations with tyrants* (Manchester, University Press, 1952, in-8°, x-63 p. ; prix : 7 s. 6 d. net). — L'auteur de cette très intéressante étude ne s'est pas proposé d'examiner toute la carrière de Timoléon, mais uniquement ses relations avec les tyrans. Il rappelle d'abord la « légende » du personnage : celle d'un libérateur, que les Syracusains regardaient comme le « second fondateur » de leur ville et dont une fête annuelle célébrait la glorieuse mémoire. Plusieurs historiens ont amplement contribué à la fortune de cette légende : Timée, dont le père, Andromachos de Tauroménion, avait accueilli Timoléon lors de son débarquement en Sicile ; Plutarque, qui représente Timoléon sous l'aspect d'un héros et d'un saint, dont les dieux ont favorisé tout spécialement l'entreprise ; Diodore, qui (avec un moindre enthousiasme, il est vrai) s'exprime dans le même sens. En réalité, l'éclatante renommée de ce personnage a pour source, dans une large mesure, son habile propagande, souvent dénuée de tout scrupule. Telle est la conclusion que permet d'établir, selon M. Westlake, une méticuleuse analyse des rapports de Timoléon avec les tyrans. L'auteur étudie d'abord les premiers contacts du Corinthien avec le Syracusain Hicétas, qui avait déjà partiellement libéré la Sicile avant l'arrivée de Timoléon ; puis vient l'examen des relations de ce dernier avec Denys le Jeune : les récits de Plutarque et de Diodore (assez divergents sur certains points) sont minutieusement critiqués ; l'auteur souligne la lenteur des négociations qui précédèrent l'abdication et le départ du tyran, dont Timoléon fera démolir le château-fort afin de restaurer sa popularité compromise. M. Westlake n'étudie pas moins diligemment les derniers rapports de Timoléon avec Hicétas, dont ses agents réussirent à gagner les mercenaires, et avec Mamercos et d'autres tyrans de mince importance. Jetant un coup d'œil d'ensemble sur l'œuvre du célèbre Corinthien, l'auteur juge fort exagérée — sinon tout à fait inexacte — l'opinion selon laquelle Timoléon aurait été « le dernier homme d'État purement hellénique », représentant d'une période lointaine et chevaleresque et quelque peu déplacé parmi les tyrans militaires du IV^e siècle ; en réalité, il convient plutôt de voir en lui « le premier homme d'État de l'époque hellénistique ». La Sicile où s'est déroulée son activité était à bien des égards, en effet, un monde hellénistique « en miniature », dont l'instabilité traditionnelle s'était aggravée depuis la mort de Denys l'Ancien. Timoléon devait y occuper une place comparable à celle d'Eumène de Cardia, autre « grand homme » qui sera la victime, lui aussi, d'une tradition exagérément indulgente. Ces deux personnages ont su, notamment,

recourir à la propagande et à la diplomatie avec une adresse extrême et un parfait défaut de scrupules, et ils ont saisi toute occasion de provoquer des dissentiments à l'intérieur des coalitions qui les visaient. Enfin, chacun d'eux resta absolument fidèle, pendant toute sa carrière, à une cause du succès de laquelle il ne pouvait attendre un grand profit personnel.

L'utile et ingénieux ouvrage de M. Westlake rendrait plus de services encore s'il était accompagné d'un index et d'une bibliographie moins sommaire; il est permis de regretter, en tout cas, que l'auteur ait négligé de signaler la précieuse histoire grecque de Glotz et Cohen, dont l'importance n'est assurément pas inférieure à celle de la *Cambridge ancient history* et de la *Griechische Geschichte* de Beloch, et qui renferme un exposé si brillant et si vivant sur l'œuvre de Timoléon (t. III, p. 413-417).

— Piero ORLANDINI. *Kresilas* (*Atti della Accademia nazionale dei Lincei. Memorie* : Classe di Scienze morali, storiche e filologiche, série VIII, vol. IV, fasc. 5, p. 275-337, 17 pl. h. t.) (Rome, Accademia nazionale dei Lincei, 1952). — M. Orlandini publie sur le sculpteur Crésilas un mémoire fort consciencieux et personnel, richement illustré et qui aspire à remplacer avantageusement la « pesante monographie » de Furtwängler et les essais de Pfuhl et de Poulsen; chacune des œuvres de l'artiste est étudiée avec une diligence exemplaire et, plus spécialement, un vif souci de la chronologie, souvent très incertaine et controversée. De ce méticuleux examen résultent principalement les conclusions suivantes : c'est vers l'an 450, semble-t-il, que Crésilas est arrivé en Attique; son « Périclès » et son « Athènes » doivent être à peu près contemporains et dater de 435 environ; l'« Amazone » fut probablement exécutée vers l'année 430, époque à laquelle Crésilas atteignit, selon toute vraisemblance, l'apogée de sa gloire; depuis, son activité s'est exercée à Hermione et à Delphes; nous en discernons encore la trace jusqu'aux environs de l'an 420; certes, il est fort possible qu'elle se soit prolongée jusqu'en 410 et même au delà; mais nous ne possédons nulle raison valable de l'affirmer. — L'art de ce sculpteur, doué d'un « tempérament singulier et solitaire » et que certains ont représenté, bien à tort, comme un élève de Myron ou comme ayant profondément subi l'influence de l'école argienne, offre un caractère assez complexe et original; bien qu'ayant surtout déployé son activité dans l'Athènes de Périclès, Crésilas manifeste pour les sujets pathétiques et mélancoliques un goût très accusé, qui l'éloigne du serein idéalisme d'un Phidias et de la rude sévérité d'un Polyclète : il apparaît ainsi, à certains égards, comme un précurseur de Céphissodote et de Praxitèle¹.

— Charles Alexander ROBINSON jr. *The history of Alexander the Great*. Vol. I, Part I : *An index to the extant historians*. Part II : *The fragments* (Brown University Studies, vol. XVI) (Providence, Brown University, 1953, in-8°, xvii-276 p., 1 carte). — M. Robinson, qui a déjà composé plus d'un précieux ouvrage sur Alexandre et sur différentes sources de son histoire — notamment un beau livre d'ensemble, publié en 1947, et une pénétrante étude sur les éphémérides, parue

1. Rappelons que, dans son excellent ouvrage sur la sculpture grecque de la période classique, M. Picard avait déjà signalé « l'indépendance ombrageuse » que l'on peut entrevoir « à la rigueur en Crésilas » et la tendance « voluptueuse » et « praxitélienne » de plusieurs de ses œuvres (II, p. 610, 612, 623).

en 1932 — s'est ici proposé d'abord d'établir un index pour ceux des historiens d'Alexandre dont les récits nous sont entièrement parvenus (Arrien, de beaucoup la meilleure de nos sources, Diodore, Justin, Quinte-Curce et Plutarque), ensuite de reproduire, d'après l'excellent ouvrage de Jacoby, les nombreux fragments relatifs à l'activité du grand conquérant. Un pareil travail, selon l'auteur, était d'autant plus nécessaire que ces sources, complètes ou fragmentaires, n'ont jamais fait l'objet d'un examen d'ensemble approfondi. L'index contenu dans le présent volume est dressé avec une diligence extrême ; il ne signale, du reste, que les noms des lieux — villes, régions, cours d'eau, montagnes, etc. — où est passé le jeune roi, que M. Robinson, s'appuyant principalement sur le texte fort précis et détaillé d'Arrien, suit « d'étape en étape » depuis son débarquement à Ilion jusqu'à sa mort. Dans un second volume, qu'il espère voir bientôt paraître, l'auteur analyse et commente les diverses « catégories » d'exposés, de descriptions et d'appréciations concernant Alexandre et dont il fournit dès maintenant la liste : elles sont au nombre de cinquante-huit et intéressent, en particulier, l'armée et la flotte du Macédonien et celles de ses adversaires, l'importance de leurs pertes respectives, le caractère et les hauts faits du successeur de Philippe, ses fondations de villes, ses monuments d'utilité publique, les révoltes, les complots, les procès du règne, les sources mentionnées dans les histoires complètes, leurs digressions et commentaires, l'« orientalisation » d'Alexandre, etc.

— W. W. TARN et G. T. GRIFFITH. *Hellenistic Civilisation*, 3^e éd. (Londres, E. Arnold et C^{ie}, 1952, in-16, xii-372 p., 4 cartes ; prix : 25 s. net.) — Dans cette troisième édition du bel ouvrage qu'il a publié en 1927 et réédité en 1930, M. Tarn, aidé du précieux concours de M. Griffith, met largement à profit les travaux ultérieurs (sans modifier, du reste, le plan d'ensemble et en gardant maintes indications et conclusions essentielles : c'est une « nouvelle édition », dit-il, et nullement un « nouveau livre »). Plus d'un passage de cette édition est le fruit d'utiles remaniements : tel est le cas de celui où l'auteur, s'appuyant sur les savantes recherches de M^{me} Préaux (notamment *L'économie royale des Lagides*), expose les changements survenus au cours du III^e siècle avant J.-C. dans la condition des paysans d'Égypte (p. 199-200). La préface, les bibliographies placées en tête des différents chapitres et les notes signalent fort opportunément nombre d'importants ouvrages consacrés depuis 1930 à l'histoire et à la civilisation hellénistiques : par exemple, la brillante *Social and Economic History of the Hellenistic World*, de Rostovtzeff ; la *Wirtschaftsgeschichte des Altertums*, de Fr. Heichelheim ; la remarquable monographie de P. Collart, *Philippe, ville de Macédoine* ; les études capitales des auteurs eux-mêmes sur Alexandre (1948) et sur les mercenaires du monde hellénistique ; les excellentes thèses d'A. Aymard, *Les assemblées de la confédération achéenne*, et de M. Launey, *Recherches sur les armées hellénistiques* ; l'*Histoire de l'éducation dans l'antiquité*, de H.-I. Marrou ; l'*Ancient Sparta*, de M^{me} Chrimes ; les très sérieux travaux d'E. Bickerman, *Les institutions des Séleucides*, et de M^{me} E. V. Hansen, *The Attalids of Pergamon* ; le pénétrant ouvrage d'A.-J. Festugière sur *Épicure et ses dieux*, etc. L'index est beaucoup plus copieux que celui de la deuxième édition ; il en est de même de la bibliographie générale, dont certaines indications, d'ailleurs, n'offrent pas toute la précision nécessaire : c'est ainsi que l'on se borne à y mentionner la première édition du manuel de R. Cohen, *La Grèce et l'hellénisation du monde antique* (1934) ; or, une deuxième édition, très améliorée, a paru en

1939. C'est seulement la première partie du tome IV de l'*Histoire grecque* publiée sous la direction de Glotz qui a paru en 1938; elle traite uniquement du règne d'Alexandre, étudié par R. Cohen, et de la dislocation de son empire, si clairement et vigoureusement décrite par P. Roussel. Il n'eût pas été inutile, enfin, de rappeler que le tome II de *Peuples et civilisations* (*La Grèce et l'Orient des guerres médiques à la conquête romaine*), dont P. Roussel a rédigé les livres I et IV, a fait l'objet en 1938 d'une deuxième édition, révisée et sensiblement augmentée.

Paul CLOCHÉ.

Histoire de la colonisation. — Les *Conseils aux chercheurs* édités par l'I. F. A. N. fournissent des bibliographies choisies et des indications de méthode, grâce auxquelles les profanes — fonctionnaires, officiers, particuliers — pourront se documenter intelligemment et contribuer aux enquêtes de l'I. F. A. N. ou à l'enrichissement du Musée de Dakar¹.

— Le petit manuel de M. H. DESCHAMPS sur les méthodes et doctrines coloniales de la France rendra service². L'auteur écrit bien, multiplie les citations bien choisies, prend parti et se met admirablement à la portée du grand public. Les seuls reproches qu'on pourrait lui adresser résultent, d'une part, du manque de place; il a été obligé d'effleurer bien des problèmes qui eussent mérité d'être approfondis; et, d'autre part, de ce qu'il a trop étroitement borné son horizon à la France. Pas un seul livre étranger dans sa bibliographie, qui — soit dit en passant — devrait être revue; les prénoms et les dates de parution manquent souvent.

Ainsi, bien que la bibliographie cite le mémoire de M. Schnapper (et non Schnoepper), l'auteur ne définit pas les termes « grandeur » et « gloire » du roi au XVII^e siècle, ne mentionne pas l'influence, qu'il conviendrait de préciser, des Provinces Unies sur la politique coloniale de Richelieu. A propos de l'exclusif, les travaux récents, comme le mémoire de M^{me} Berbain ou la thèse de M. Delcourt, qui montrent la lutte des compagnies pour le monopole international de certains produits, comme les cauris ou la gomme, n'ont pas été utilisés. L'influence de l'Angleterre sur la suppression de la traite et de l'esclavage, celle des croisières antiesclavagistes sur la fondation des escales africaines ne sont pas mises en lumière. Les nombreux documents publiés par le Gouvernement général de l'Algérie n'ont pas été utilisés. Sur les origines de l'impérialisme à la fin du XIX^e siècle, tout serait à reprendre, à la lumière du livre de Miss Murphy (1948), qui ne permet plus de soutenir que « les doctrines ont été élaborées après l'action ». Les p. 203-207 sur l'évolution de l'Union française sont intéressantes; elles résument sans doute — trop brièvement — l'ouvrage du même auteur cité dans la bibliographie. Un index alphabétique serait bien utile!

Un bon manuel donc, qu'on souhaiterait un peu plus explicite et un peu plus orienté vers l'étude critique de l'état des questions.

L'anthologie que publie M. EVANS sera autant appréciée par les étudiants d'anglais et par les élèves des classes supérieures des lycées que par les historiens. Elle donne sur l'Ouest Africain, les Caraïbes, l'Afrique orientale, l'archipel malais et les îles du Pacifique une brève introduction historique, accompagnée d'un cro-

1. *Conseils aux chercheurs*. Dakar, I. F. A. N., 3^e éd., 1948, in-16, 78 p.; prix: 35 fr.

2. Hubert DESCHAMPS, *Méthodes et doctrines coloniales de la France*. Paris, Colin, 1953, in-16, 222 p. « Coll. A. Colin. »

quis. Ainsi muni des renseignements fondamentaux, le lecteur peut apprécier les extraits tirés des explorateurs, des écrivains, des savants, qui ont fréquenté ces lieux. Les photos qui accompagnent ces textes sont d'une rare beauté¹.

M. LINDSAY publie une bonne biographie du boucanier Henry Morgan, qui sut s'élever au-dessus de sa condition première de pirate pour devenir un des fondateurs de l'empire britannique. Après avoir participé à la prise de la Jamaïque, il fut placé, avec le titre officiel d'amiral des boucaniers, à la tête des expéditions subventionnées par l'Angleterre contre les Espagnols. Ses succès à Macaraibo, à Gibraltar et à Panama répandirent son nom. Mais sa gloire tint surtout à ce qu'il sut admirablement s'adapter. Il comprit quand l'ère des pirates fut passée, devint gouverneur de la Jamaïque au moment où la contrebande avec les colonies espagnoles rapportait plus que la guerre contre les colonies espagnoles et n'hésita pas à combattre les boucaniers qui n'avaient pas suivi la même évolution que lui².

La petite histoire de Malte de M. WILKINSON est sommaire. Chronologie commentée, qui sera, souhaitons-le, aussi utile aux touristes que les réclames des commerçants auxquels sont consacrées de nombreuses pages de cette brochure³. L'histoire de Malte de M. GODECHOT se classe parmi les bons ouvrages de la collection « Que sais-je? ». C'est un bon résumé, qui montre bien l'importance de l'île, escale des commerçants, repaire des pirates, place forte des chevaliers de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem, colonie britannique. Une bibliographie succincte oriente le lecteur⁴.

M. Jacques CAILLÉ⁵ a écrit une biographie de Charles Jagerschmidt, qui fut chargé d'affaires au Maroc de 1850 à 1855. Fondée sur le dépouillement de papiers de famille, cette luxueuse publication nous renseigne en particulier sur la vie des chrétiens à Tanger. L'ouvrage, de par son détail même, peut intéresser le sociologue, qui y verra une carrière modèle de petit fonctionnaire des Affaires étrangères au XIX^e siècle. Neuf hors texte nous montrent des vues de Tanger, le portrait de Jagerschmidt et le cuisinier, ainsi que le soldat marocain du chargé d'affaires.

Signalons le recueil que nous donne l'Institut d'études africaines de Madrid⁶. Il recèle, sans commentaire, tous les accords concernant le Maroc, signés par les gouvernements espagnols, depuis le traité de paix et de commerce de Marrakech du 28 mai 1767 jusqu'au dahir du 31 octobre 1951 sur le télégraphe dans la zone espagnole du Maroc.

— M. BÉCHET commence la publication des registres paroissiaux de l'île de France au temps de la Compagnie des Indes (1722-1767)⁷. Les inscriptions des

1. Harold EVANS, *Men in the tropics*. Londres, Hodge, 1949, in-8°, 380 p., ill.

2. Philip LINDSAY, *The great Buccaneer, being the life, death and extraordinary adventures of Sir Henry Morgan, Buccaneer and lieutenant governor of Jamaica*. Londres, Nevill, 1950, in-8°, 350 p., ill.

3. R. J. WILKINSON, *A pocket history of Malta*. Malte, Criterion Press, s. d., in-16, 64 p.

4. Jacques GODECHOT, *Histoire de Malte*. Paris, Presses Universitaires de France, 1952, in-16, 128 p. « Que sais-je? ».

5. Jacques CAILLÉ, *Charles Jagerschmidt, chargé d'affaires de France au Maroc, 1850-1854*. Paris, Larose, 1951, gr. in-8°, 311 p. (Publication de l'Institut des Hautes-Études Marocaines, tome LI).

6. Isidro DE LAS CAGIGAS, *Tratados y convenios referentes a Marruecos*. Madrid, Instituto de Estudios africanos, 1952, in-8°, 506 p. Cf. *infra*, p. 420, la note de M. Le Tourneau.

7. Octave BÉCHET, *Inventaire des registres paroissiaux de l'île de France (île Maurice)*.

quarante-neuf registres de la paroisse Saint-Louis à Port-Louis, des quarante-sept registres de la paroisse Notre-Dame de Port-Bourbon et des quarante et un registres de la paroisse Saint-François des Pamplemousses, érigée en 1743, enregistrent les professions, les vêtues et les noviciats en outre des actes de l'état civil.

Les registres étaient tenus par les curés, qui en envoyaient le double au siège de la Compagnie à Lorient. L'île de France comptait le 25 mars 1735, blancs et noirs, 1.676 habitants.

M. Béchet a classé par ordre alphabétique les mentions d'état civil. Son inventaire comprend les lettres A, B et C.

Henri BRUNSWIC.

— Sarah Gertrude MILLIN. *The People of South Africa* (Londres, Constable & Co. Ltd., 1951, 324 p.; prix : 20 s.). — Mrs. Gertrude Millin compte parmi les plus connus des écrivains et romanciers d'Afrique du Sud ; sa biographie de Smuts et sa pittoresque description des « Sud-Africains » eurent beaucoup de succès pendant les années qui précédèrent la seconde guerre mondiale. Le présent livre représente une refonte de cette étude antérieure sur les Sud-Africains, dont il ne subsiste pas grand'chose, mis à part son style caractéristique et plein de vie. Mrs. Millin n'écrit pas comme un historien professionnel, elle dédaigne l'usage des notes, ainsi que des discussions et des conclusions soigneusement pesées, mais elle possède une connaissance intime et exacte de son sujet. Il y a peu de faits importants qui aient échappé à son attention ; elle fait preuve de réalisme dans son appréciation des tensions raciales, et parfois son talent d'écrivain et son amour évident du pays lui permettent de décrire les populations qui l'habitent de façon brillante et évocatrice. Comme on pouvait s'y attendre, c'est dans l'exposé des incidents étranges qui ont marqué l'histoire des Hollandais, des Cafres ou des Zoulous, qu'elle réussit le mieux. Elle est moins à l'aise — et la faiblesse de sa méthode est plus apparente — quand elle décrit la situation politique contemporaine. Mais ce livre n'est pas fait pour être examiné avec un œil trop critique ; c'est un livre de voyage qu'on lira avec profit et plaisir.

— A. H. McLINTOCK. *The History of Otago. The Origins and Growth of a Wakefield Class Settlement* (Dunedin, Otago Centennial Historical Publications, 1949, p. xxiii-829). — Il faut féliciter la Commission historique du Centenaire de la province d'Otago pour avoir décidé de charger le Dr McIntock d'écrire l'histoire du peuplement et du développement de cette province à ses débuts. Il en est sorti un volume substantiel, préparé avec un soin érudit, bien documenté, et qui constitue une heureuse contribution aux études historiques sur la Nouvelle-Zélande. Il est vrai que le non-spécialiste trouvera que certaines parties du récit sont encombrées de détails biographiques ou topographiques ; mais ce défaut est inévitable dans une étude développée d'histoire locale, et le Dr McIntock a eu raison de nous donner trop plutôt que trop peu, en profitant de ce que les documents sont encore disponibles. D'autre part, bien que le Dr McIntock écrive avec facilité, il a une tendance à la prolixité, et à cet égard un peu de concision aurait été souhaitable. Mais son livre reste une contribution solide à notre connaissance du peuplement de la Nouvelle-Zélande et de cette province où, de nos jours encore, les écoliers, quand on leur demande ce qu'ils entendent par « home », répondent toujours « l'Écosse ».

Nicholas MANSERGH.

Compagnie des Indes, 1782-1767. Port-Louis (Île Maurice), The general printing and Stationery Cy, 1951, in-8°, xi-95 p.

Orient musulman. — Armand ABEL. *Le Coran* (Bruxelles, Office de Publicité, 1951, 109 p., 2 pl. hors texte). (Collection Lebegue et Nationale, n° 103.) — Voilà un excellent petit livre pour « honnêtes gens ». L'érudition y est très sûre, mais peu apparente : tout juste quelques notes à la fin du volume, quelques indications bibliographiques essentielles et, naturellement, d'assez nombreuses références coraniques.

L'auteur commence par tracer un rapide et bon croquis de l'Arabie au début du VII^e siècle, puis raconte la vie du Prophète en insistant sur les débuts de sa vocation prophétique et sur sa prédication à la Mekke.

Puis il essaie de définir « la conception mahométane du prophétisme », montrant la sincérité du Prophète, l'influence qu'ont exercée sur lui les idées judéo-chrétiennes alors répandues dans la péninsule arabique, le caractère polémique de sa prédication, dès la Mekke, son universalité croissante, enfin sa conviction qu'il est « le sceau de la Prophétie ». M. Abel souligne justement que la prédication de Mohammed ne s'est pas accompagnée de miracles ; c'est très tardivement qu'on lui en a attribué, comme c'est tardivement aussi que s'est développé un véritable culte du Prophète, contre lequel réagissent vigoureusement aujourd'hui les savants réformistes d'Arabie, soutenus par Ibn Séoud.

Le chapitre capital du livre est consacré à l'« histoire de la Révélation », c'est-à-dire à une analyse du *Coran*, non pas dans sa présentation actuelle, mais selon l'ordre dans lequel s'est produite la Révélation, autant du moins qu'on peut le reconstituer. La distinction traditionnelle entre sourates mekkoises et sourates médinoises est naturellement respectée ; elle correspond à deux périodes très distinctes de la prédication. A l'intérieur de ces deux groupes, M. Abel s'attache à étudier les principaux moments de la pensée coranique et caractérise très heureusement, en quelques mots, les sourates les plus importantes. Le résultat de cette analyse est de tout premier ordre : la science et la perspicacité s'y allient à beaucoup de bonheur dans la trouvaille des formules. Je recommande vivement la lecture de ce chapitre à quiconque veut se faire une idée du développement de la Révélation.

Après quelques indications précises sur la transmission de la Révélation, du vivant de Mohammed et après sa mort (recensions d'Abou Bekr et de 'Othmân, influence des lecteurs et des grammairiens, présentation actuelle du *Coran*), l'auteur souligne, trop rapidement à son gré et au nôtre, les principaux points de la doctrine exposée dans le *Coran* : unité de Dieu, problèmes de la création et du libre arbitre, du mal et du péché, loi musulmane et, enfin, eschatologie.

Dans sa brièveté, ce petit livre constitue une réussite à laquelle on ne saurait trop applaudir.

— Charles PELLAT. *Langue et littérature arabes* (Paris, A. Colin, 1952, 224 p.). (Collection Armand Colin, n° 278.) — A vrai dire, ce petit livre s'occupe beaucoup plus de littérature que de langue : ses limites restreintes ne permettaient pas qu'il en fût autrement.

C'est donc surtout un panorama de la vie littéraire en langue arabe que les historiens trouveront dans l'ouvrage de M. Pellat, panorama fort judicieux et aussi complet que possible, accompagné des références bibliographiques essentielles en ce qui concerne les ouvrages, articles et traductions en langue française.

L'étude est rationnellement divisée en quatre parties : la naissance de la littérature arabe, son essor (VIII^e-XIII^e siècle), sa décadence (XIII^e-XIX^e siècle) et, enfin,

sa renaissance (XIX^e-XX^e siècle). Ces quatre périodes correspondent bien au mouvement général de la création littéraire en langue arabe et permettront aux historiens d'établir les correspondances nécessaires entre le mouvement des idées et les vicissitudes politiques et économiques du monde musulman. Peut-être pourrait-on reprocher à M. Pellat une subdivision un peu trop mécanique de ces quatre grandes périodes en poésie, prose rimée et prose simple.

Sa conclusion lui appartient et ne saurait être discutée ici faute de place. On peut dire tout au moins qu'elle est bien péremptoire et ne tient pas assez compte du fait que la renaissance actuelle date d'un siècle à peine. Il aurait mieux valu terminer sur un point d'interrogation.

— IBN JOBAIL. *Voyages*, 2^e partie, trad. et ann. par Maurice GAUDEPROY-DEMOMBYNES (Paris, Librairie orientaliste Paul Geuthner, 1951, 158 p.). — On trouvera dans cet ouvrage une minutieuse description de la vie de la Mekke à la fin du XIII^e siècle, non seulement à l'époque du pèlerinage, mais tout au long des sept mois qu'Ibn Jobail y a passés. Le voyageur décrit ensuite de manière très vivante et précise sa longue randonnée de la Mekke à Bagdad en passant par Médine, nous offrant un document de première main sur les caravanes du pèlerinage. Le présent volume se termine par d'intéressantes notations sur la vie intellectuelle à Bagdad en 1184 et par une brève évocation des ruines de Samara. La traduction et l'annotation sont toujours d'une très haute qualité.

— Rodolfo Gil BENUMEYA. *Panorama del mundo arabe* (Madrid, Instituto de Estudios Africanos, 1952, 202 p. ; prix : 50 pesetas). — Dans cet ouvrage facile et agréable à lire, M. Benumeya étudie rapidement la situation, arrêtée à la fin de 1950, des pays suivants : Maroc, Algérie, Tunisie, Libye, Égypte, Liban et Syrie, Jordanie et Palestine, Irak, Arabie Séoudienne, Yémen. Les quelque vingt pages qu'il consacre à chacun d'eux ne permettent évidemment pas une étude exhaustive, mais ce qui est dit l'est bien et apparaît comme le fruit d'une longue et attentive observation, d'une perspicacité rarement en défaut et d'une très louable impartialité. On regrette l'absence d'une bibliographie, même sommaire, et d'un chapitre de conclusion où l'auteur aurait retracé un tableau d'ensemble du monde arabe, qui ne peut pas se dégager assez nettement des analyses consacrées aux États arabes ou arabisés.

— Isidro DE LAS CAGIGAS. *Tratados y convenios referentes a Marruecos* (Madrid, Instituto de Estudios Africanos, 1952, 506 p. ; prix : 125 pesetas). — L'auteur est un diplomate qui, de surcroît, connaît fort bien le Maroc pour y avoir occupé plusieurs postes en zone espagnole et en zone française ; nul n'était donc mieux qualifié pour composer ce recueil. Il s'agit des actes diplomatiques passés entre l'Espagne et le Maroc de 1767 à 1951 et des accords entre le Maroc et d'autres pays où l'Espagne est intéressée, sans oublier les conventions internationales comme l'Acte d'Algésiras. L'utilité de cette publication n'est pas contestable et sa présentation est impeccable ; on regrette seulement de n'y pas trouver un index qui en faciliterait grandement la consultation.

R. LE T.

Allemagne. — Avec les fascicules 6, 7 et 8, qui viennent de paraître, se termine le *Biographisches Wörterbuch zur deutschen Geschichte*, par Hellmuth RÖSSLER et Günther FRANZ, dont nous avons signalé la publication (*Rev. histor.*, t. CCIX, p. 380) (Munich, Oldenbourg, 1953, p. 609 à 968). On y trouvera des notices bio-

graphiques de Münch-Bellinghausen à Zwingli et une bibliographie générale. Sous sa forme maniable, et avec la richesse des renseignements fournis grâce à l'emploi d'un système d'abréviations et de sigles fort aisément lisibles, grâce aussi à la rapidité avec laquelle le dictionnaire a pu paraître, il se recommande comme un exemple à imiter.

M. C.

Autriche. — Egon Caesar CORTI. *Mensch und Herrscher. Wege und Schicksale. Kaiser Franz Joseph I zwischen Thronbesteigung und Berliner Kongress* (Graz et Vienne, Verlag Styria, 1952, 548 p.). — S'appuyant sur de nouveaux documents biographiques, le livre du comte Corti, sous une forme strictement chronologique, s'efforce de restituer jour par jour l'existence de François-Joseph dans la période de sa maturité, entre 1848 et 1880. Il est évident qu'une pareille conception de l'histoire, qui s'en tient à « l'agitation de surface » et qui ne connaît que « l'événement », sans chercher les causes profondes, est aujourd'hui entièrement dépassée. Mais l'on rendra volontiers hommage au talent de conteur du comte Corti. François-Joseph apparaît dans son livre sous un jour traditionnel : pour lui, les passions nationales ne jouent aucun rôle, et il compte uniquement sur l'armée pour maintenir l'unité de ses États.

— Rudolf KISZLING. *Fürst Felix zu Schwarzenberg. Der politische Lehrmeister Kaiser Franz Josephs* (Graz-Köln, Hermann Böhlau, 1952, 240 p.). — R. Kiszling fait du chancelier Schwarzenberg une peinture qui n'est pas sensiblement différente de celle qu'a laissée Srbik dans sa monumentale *Deutsche Einheit*. Les deux préoccupations essentielles du chancelier ont été les suivantes : constituer l'Autriche en un État unitaire, organiser l'Europe centrale sous la forme d'un Empire de 70 millions d'habitants dont cette Autriche eût été le noyau et l'animateur. Ce qui est nouveau dans le livre de Kiszling, c'est le tableau de l'atmosphère d'hostilité dans laquelle a dû manœuvrer Schwarzenberg : au fond, dans les sphères dirigeantes autrichiennes, on ne lui pardonne pas d'avoir sanctionné les conséquences sociales de la révolution. L'attitude à son égard de Windischgraetz, du comte Hartig, de Hübner, de Kübeck, du vieux Metternich, sont l'objet d'analyses intéressantes.

J. Droz.

— Sister M. Claire LYNCH. *The diplomatic mission of John Lothrop Motley to Austria, 1861-1867* (Washington, The catholic university of America press, 1944, in-8°, viii-159 p.). — L'historien J. L. Motley a été ministre des États-Unis en Autriche de 1861 à 1867. Ses rapports officiels et sa correspondance mériteraient d'être intégralement publiés. Sœur Lynch, qui les commente et en donne des extraits dans sa dissertation de doctorat, nous met l'eau à la bouche. Motley était intelligent, pénétré de l'idéologie libérale de son pays, curieux de toutes les manifestations culturelles. Il s'efforça de conserver aux nordistes de la guerre de Sécession la sympathie des Autrichiens, suivit de près le développement de l'affaire mexicaine — affaire familiale des Habsbourg, à laquelle le gouvernement refusait de s'intéresser —, approuva l'unité allemande réalisée par son ancien condisciple et ami, Bismarck. Il pensait que le nouveau Reich deviendrait nécessairement une démocratie. Plus que pour leur jugement politique, c'est pour la diversité de leurs témoignages, pour leur style et pour leur esprit que ces textes mériteraient une édition complète.

H. B.

Amérique latine. — La *Escuela de Estudios Hispano-Americanos* de Séville vient de publier (novembre 1952) une étude assez copieuse d'un jeune historien argentin, José Maria Mariluz Urquijo sur les jugements de « Residencia » dans les anciennes colonies espagnoles d'Amérique (*Ensayo sobre los juicios de Residencia Indianos*. Sevilla, 1952, in-8°, xviii-310 p.). On sait qu'au sortir de charge les hauts fonctionnaires espagnols aux Indes étaient soumis à une longue procédure, la résidence, au cours de laquelle leurs moindres faits et gestes étaient passés au crible.

Sachant ce qu'on peut sortir des jugements de résidence pour l'histoire en profondeur des Indes, on se précipite sur le livre, et on est déçu... Et, pourtant, l'étude de Mariluz Urquijo puise aux bonnes sources et ses connaissances sont étendues, mais le travail est étroitement juridique, et le plan strictement logique... Des données utiles sur les mécanismes extérieurs de l'institution, des références à des documents utilisables pour d'autres travaux. Sous cet angle, le livre de Mariluz Urquijo pourra rendre des services, comme catalogue et recueil de documents. On regrette, seulement, qu'il n'ait pas pris, délibérément, la forme d'une publication de documents. Il eût pu être plus précieux encore.

— On ne pouvait pas laisser passer, sans le signaler aux lecteurs français, le très gros livre de Jose Pulido RUBIO (*El Piloto Mayor de la Casa de la Contratación de Sevilla. Pilotos Mayores, Catedráticos de cosmografía y cosmógrafos*. Séville, Escuela de Estudios Hispano Americanos de Sevilla, 1950, in-8°, viii-983 p.), à cause de la carence de la bibliographie sur cet organe capital, que fut dans la vie de l'Atlantique espagnol, la *Casa de la Contratación*.

Il y avait là matière à un beau livre : on aurait pu jeter quelques lumières sur les conditions toujours mal connues, de la navigation dans l'Atlantique espagnol, faire revivre, sous un angle spécial, cette *Casa de la Contratación*, dont on ne dira jamais assez l'importance dans l'histoire des xvi^e et xvi^e siècles, dans la mesure où elle a été l'organe par lequel les groupes marchands de Séville ont dicté, souvent, leur politique à Madrid, et partant au monde.

Ce n'est pas, bien sûr, ce que nous donne José Pulido Rubio dans son livre. Pour l'écrire, il s'est repris à deux fois, et cette œuvre est sur le chantier depuis 1923. On y trouve, pourtant, d'effarantes naïvetés et d'étranges aveux (p. 20, note 4, par exemple) : « Nous n'avons pas eu la chance de trouver un travail dans lequel on nous indiquât l'équivalence de ces maravedis avec la monnaie actuelle... » Le maravedis, faut-il le rappeler, est la monnaie de compte de l'ancienne Espagne, tout comme, chez nous, la livre tournois. Or, les œuvres d'Earl Jefferson Hamilton existent en deux exemplaires, au moins, à Séville, dans la bibliothèque de l'*Escuela de Estudios Hispano-Americanos* (qui édite le *Piloto Mayor*...) et dans la salle de lecture de l'*Archivo General de Indias*, où Jose Pulido Rubio a nécessairement beaucoup travaillé. Il est inutile de poursuivre plus avant ce petit jeu, il serait vite fastidieux et, au demeurant, inefficace.

Le « *Piloto Mayor* » de José Pulido Rubio comprend deux parties : une étude juridique, étroitement juridique, des institutions « scientifiques » de la *Casa*, une étude (style biographique) consacrée, dans la deuxième partie, à chacun des *Pilotos mayores*, depuis Americo Vespuci (élevé à la charge de « *Piloto Mayor* », le 22 février 1508) jusqu'au transfert de la *Casa de la Contratación* à Cadix, en 1717.

On pourra dégager une idée, quand même, de cette étude ; aux « *Pilotos mayores* », explorateurs du xvi^e siècle, s'opposent les « *Pilotos mayores* », hommes de cabinet

du xvii^e siècle. Ce que l'on pouvait penser, *a priori*, d'ailleurs, avant même la lecture de José Pulido Rubio, étant donné l'arrêt à peu près total de l'exploitation maritime au xvii^e siècle, en Amérique espagnole.

Et, pourtant, le travail de José Pulido Rubio ne sera pas inutile, même pour les historiens qui n'ont pas de l'histoire la conception de l'auteur. Ils pourront utiliser son livre comme un recueil de textes et une publication de documents. La transcription des documents, qui constituent (en appendices, en notes, entre guillemets dans le texte...) beaucoup plus de la moitié du livre, est bonne, parfaite de fidélité, sinon d'interprétation. Même noyé dans un texte qui ne le vaut pas, le document reste le document. Mais combien plus efficace eût été le gros et respectable travail de José Pulido Rubio s'il avait osé adopter un genre, injustement sacrifié : la publication de textes, à laquelle, souvent, faute de pouvoir mieux, il faudra bien revenir.

— De toutes les publications périodiques américanistes placées sous le patronage du *Consejo Superior de Investigaciones Científicas*, l'*Anuario de Estudios Americanos* est, peut-être, le plus valable. Le dernier volume reçu (t. VIII, 1951), paru à Séville, dans le second semestre de 1952, se présente, comme d'accoutumé, sous la forme d'un fort volume gr. in-8° de xii-651 p. La formule n'en est pas mauvaise : la publication est constituée par une série d'études d'une cinquantaine de pages chacune ; certaines peuvent atteindre jusqu'à 150 pages ; elles sont suivies d'une centaine de pages de bibliographie et de comptes rendus.

Les études qui constituent la présente livraison sont naturellement de qualité inégale. Celle qui nous paraît de beaucoup la plus intéressante est l'œuvre d'un jeune historien sévillan, originaire des Canaries, Francisco Morales Padrón, *Colonos Canarios en Indias* (p. 399-441). L'étude est riche, bien construite, pleine de choses neuves, elle dégage bien quelques-uns des caractères de l'émigration canarienne en direction des Indes, et notamment ce fait curieux, sur lequel nous pensons, nous-mêmes, attirer l'attention quelque jour : les Canariens, insulaires en proie de l'Ancien Monde, s'en sont allés, surtout, dans les Antilles, boucher les trous creusés, sans cesse, par le départ des colons des « Iles », en direction du Continent, Nouvelle-Espagne et Terre-Ferme. Cette étude, est l'œuvre d'un jeune historien, qui vient de publier, coup sur coup, un livre substantiel sur la Jamaïque espagnole et un article vivant sur la participation espagnole à l'indépendance des États-Unis (*Jamaica española*, publication de l'*Escuela de Estudios Hispano-Americanos*. Sevilla, Consejo Superior de Investigaciones Científicas, 1952, in-8°, xii-497 p. ; et à ce propos prochain article in *Annales E. S. C.*, en 1954 ; et dans *Temas de España ante el Mundo. Participación de España en la Independencia política de los Estados Unidos*. Madrid, 1952, in-8°, 46 p.).

A côté de ce travail, on peut retenir également les *Notes pour une étude de la « Société dans le Rio de la Plata pendant la vice-royauté »*, de Carlos E. Corona Baratech, valables pour la fin du xviii^e siècle (p. 59-167)..., et une étude rapide de Manuel Luengo Muñoz (p. 35-57) : *Notion sommaire du pouvoir d'achat de la monnaie aux Indes au XVI^e siècle* ; elle suit une *Notion sommaire des monnaies de Castille et des Indes au XVI^e siècle* (*Anuario de Estudios Americanos*, t. VII). L'intention est louable. L'auteur ignore tout, malheureusement, des techniques de l'histoire des prix,... jusqu'aux travaux d'Earl J. Hamilton, qui ne sont pas même cités. Ce qui est un comble. Bien d'autres études, aussi, qu'on aura intérêt à parcourir.

— Les publications de l'Institut de Recherches historico-culturelles de l'Université du Chili à Santiago méritent d'être suivies attentivement. Nous avons déjà signalé le gros travail de Mario Góngora (*El Estado en el derecho indiano. Epoca de la fundación, 1492-1570*. Santiago de Chile, 1951, gr. in-8°, 328 p.; c.-r. critique, *supra*, p. 359); la dissertation de Néstor Meza VILLALOBOS (*Política indígena en los orígenes de la Sociedad chilena. Instituto de Investigaciones historico-culturales*. Santiago de Chile, Universidad de Chile, 1951, gr. in-8°, 109 p.) rendra d'appréciables services au lecteur français, généralement peu versé dans l'histoire des débuts de la colonisation espagnole au Chili.

Certes, le livre que Néstor Meza Villalobos consacre à la politique indigène chilienne au xvr^e siècle repose pour l'essentiel sur des documents publiés, mais dans des collections difficilement accessibles à Paris (*Colección de documentos históricos del Archivo del Arzobispado de Santiago*, d'Eliás Lizana; *Colección de Historiadores de Chile y Documentos relativos a la Historia Nacional*), sans parler des riches collections manuscrites constituées, au siècle dernier, par l'infatigable historien, érudit, collectionneur, que fut José Toribio Medina.

Que retenir de ce petit livre lestement enlevé? Au Chili, comme ailleurs, dans l'Amérique espagnole coloniale au milieu du xvi^e siècle, on passe officiellement de la conquête brutale (des « aspirations seigneuriales » pour reprendre les termes mêmes de Meza Villalobos) à la période où prédomine l'idéologie des théologiens juristes du droit naturel. Mais, quoi qu'il en ait, Néstor Meza Villalobos ne parvient pas, quand même, à nous convaincre, tout à fait, de l'importance d'une révolution intellectuelle qui se passe loin de la réalité chilienne.

Ce qui nous frappe, au contraire, en le lisant, c'est la confirmation de ce que nous avions toujours pensé, à savoir que, nulle part ailleurs, la résistance des *encomenderos* aux prétentions du pouvoir central en matière de protection des Indiens n'a été aussi forte qu'au Chili, dans un Chili où on évalue la population indienne, concentrée surtout entre l'Aconcagua et le Bío-Bío, à un million d'âmes. Deux facteurs ont joué dans ce sens : l'éloignement et la résistance permanente des Araucans. Le Chili colonial est une marche frontière de la chrétienté, il le demeurera jusqu'au milieu du xix^e siècle.

Troisième conclusion, enfin. La grande cassure que représente 1575, dans l'économie chilienne. L'économie minière, reposant sur l'or de Choapa et Valdivia, s'effondre au delà de 1575. Les difficultés de l'économie minière au Chili précèdent donc, de beaucoup, celles de l'économie minière plus au nord, au Pérou et en Nouvelle-Espagne, où elle a, il est vrai, une toute autre importance. Le Chili est donc relégué, après 1575, de plus en plus, à un rang secondaire. Et les *encomenderos* n'en tireront que plus aisément argument de leur pauvreté, au détriment des Indiens.

— La solide monographie que M. Fernando B. SANDOVAL vient de consacrer au sucre dans le Mexique colonial risque d'échapper à l'attention du lecteur français, et c'est grand dommage (*La industria del azúcar en Nueva-España*. Mexico, 1951, in-4°, 373 p.; 175 p. de texte, près de 200 documents inédits, publication de l'*Instituto de Historia de la Universidad de Mexico*, n° 21, malheureusement hors commerce). Ce travail, d'un jeune historien mexicain de l'École de Silvio Zavala, fournit une contribution appréciable à la connaissance de l'économie sucrière à l'époque moderne.

Fasciné par les grandes zones sucrières et leurs Afriques transplantées Outre-

Atlantique : les Antilles, la côte nord-est du vieux Brésil, on a eu trop souvent tendance à négliger les zones secondaires de la canne, partie avec Colomb à la conquête du Nouveau Monde. Le Mexique en fait partie, Sandoval le montre en s'appuyant pour l'essentiel sur des documents inédits du très riche *Archivo General de la Nación*.

L'auteur rappelle comment la canne, installée aux Canaries, a franchi l'océan, dès le deuxième voyage de Colomb. Après avoir joué un rôle dans l'expansion vers l'ouest de l'espace méditerranéen, à l'étroit dans ses îles, elle part à la rencontre des terres vierges américaines. En 1519, elle fait ses débuts à Saint-Domingue, passe sur le continent américain dans les bagages de Cortes. Le premier *ingenio* est fondé au Mexique en 1524, en 1534 sa production est lancée. Vers 1550, la canne est une des richesses de la Nouvelle-Espagne. Elle entre même en compétition avec les céréales, à qui elle dispute les terres disponibles.

Ce n'est cependant pas un succès, mais un échec qu'il faut expliquer. Pourquoi la Nouvelle-Espagne s'est-elle laissée distancer à la fin du *xvi^e* siècle par les pays gros producteurs ? Nous trouverons dans ce livre les éléments d'une réponse. Problème de la main-d'œuvre. Le roi protège les Indiens et les noirs sont chers, plus chers que dans les îles, parce que la Nouvelle-Espagne est plus éloignée de la source africaine. Il faut choisir ; l'État interventionniste de l'ère mercantiliste a besoin d'argent plus que de sucre (j'ajouterai la rentabilité de l'argent est meilleure...). Le sucre est sacrifié au métal blanc. C'est à la fin du *xvi^e* siècle que le choix s'opère. Le roi désire aussi protéger les îles, qui n'ont d'autres ressources et qui, sans la canne providentielle, seraient à la charge de la Communauté atlantico-hispano-américaine.

Sandoval en continue l'étude approfondie au *xviii^e* siècle, la canne est toujours une grosse affaire, elle transplante en terre mexicaine des flots de peuplement noir, qui seront progressivement absorbés par la population indienne. Elle ne se remettra pas de la rupture de 1822 avec l'Espagne.

Mais c'est évidemment hors du Mexique que la canne a vécu ses plus grandes aventures.

— Ces deux livres, qui nous parviennent de Londres, ne sont pas des livres d'histoire, mais ils n'en sont pas moins dignes d'intérêt (*Defence of Freedom*, by the editors of *La Prensa* of Buenos Aires, sous-titré : *The History of La Prensa one of the world's greatest newspapers and the story of its suppression by the dictatorship of Peron. A lesson for the free world to know and to understand*. London and New-York, T. V. Boardman and Co Ltd., in-8°, 315 p. ; et *Bloody Precedent : The Peron Story*, by Fleur COWLES. London, Frederik Muller, Ltd., in-8°, 253 p.). Les deux ouvrages portent la marque d'une commune provenance : ils sont ou bien l'œuvre, ou bien inspirés par des émigrés politiques de l'Argentine péroniste, qui ont trouvé refuge dans les pays anglo-saxons. Ce sont des documents pouvant servir à l'histoire du temps présent.

Le premier est une histoire apologétique d'un des plus anciens et des plus prestigieux organes de la presse hispano-américaine, *la Prensa*, créée en 1869, et dont les démêlés avec Peron, et finalement la dramatique expropriation, le 26 janvier 1951, ont éveillé, à l'époque, de nombreuses sympathies de par le monde. On peut tirer de cet ouvrage d'utiles précisions sur la situation de la grande presse argentine au cours des deux ou trois dernières décades. Il est à noter, d'ailleurs, que par le volume de ses copies, et sa conception générale du journalisme, cette presse nous

apparaît plus proche de la presse nord-américaine que de la presse européenne, continentale, ou française, du moins. La publication s'adresse, il est vrai, surtout, au public nord-américain.

Cette énorme machine de la *Prensa*, tirant quotidiennement sur une quarantaine de pages, nous est présentée comme une vieille et respectable entreprise familiale, totalement indépendante, bien sûr, et sans aucune relation avec des intérêts économiques et financiers quelconques, argentins ou étrangers... On nous donne de larges extraits d'éditoriaux... Mais on aurait aimé, aussi, quelques précisions sur la gestion financière de l'entreprise.

Quant au livre de Fleur Cowles, c'est un parallèle à la *Suetone*, entre la vie du couple Rosas, Encarnación et Juan Rosas, le sinistre dictateur du XIX^e siècle argentin, et la vie du couple Peron. L'objectivité ne peut être l'apanage d'une telle littérature. Et ce n'est pas, au vrai, ce qu'on lui demande.

Elle a, du moins ses mérites. Elle montre, tout d'abord, la vigueur de l'émigration antiperoniste, le bon accueil qu'elle a reçu dans les pays anglo-saxons et l'importance des moyens financiers dont elle dispose. Destinés au très grand public américain, ces livres sont écrits dans le patois de propagande de la « démocratie libérale ». Il est assez curieux que ces ouvrages ne fassent aucune allusion aux difficultés économiques du régime (et elles sont grandes) pour se borner, uniquement, aux seules atteintes à la liberté individuelle.

On ne peut éviter, en lisant ces livres, de penser aux implications internationales des rivalités politiques intérieures sud-américaines — tout en gardant au fond de la bouche comme une désuète et sympathique saveur d'opposition républicaine au Second Empire.

Pierre CHAUNU.

Belgique. — LEO VERRIEST. *Le polyptyque illustré dit « Veil Rentier » de messire Jehan de Pamele-Audenarde (vers 1275)*. Texte intégral et illustrations (Bruxelles, chez l'auteur, 1950, in-4^o, CXXI-187 p. recto et verso, ill.). — L'édition de « ce document unique en son genre » a une histoire. La publication du manuscrit de la Bibliothèque nationale belge qui le contient a été envisagée dès 1847, préparée au début du XX^e siècle, annoncée il y a une trentaine d'années ; en 1939, l'intelligent et zélé Henri Laurent, que la guerre devait faucher l'année d'après, s'efforçait de faire paraître la copie faite en 1921 par M. Leo Verriest. Ce dernier a décidé en 1949 de faire appel à des souscripteurs. Grâce à lui et à eux, voici enfin, en un magnifique volume, ce texte dont les données réelles enrichissent singulièrement notre connaissance du régime seigneurial sous tous ses aspects.

En adaptant et combinant les caractères typographiques, il a reproduit le texte original page par page. Sauf la suppression de quelques surcharges et de quelques calculs apportés après coup, il ne lui a pas fait subir d'autre modification que de reproduire en noir un bon nombre d'illustrations coloriées. Des notes en expliquent le sens, très utilement pour beaucoup d'entre elles.

Comme pour tous les polyptyques, il s'agit ici d'une suite de notices relatives aux revenus de divers domaines et possessions d'une seigneurie.

M. Verriest l'a fait précéder d'une bonne centaine de pages de « prolégomènes ».

Il étudie d'abord la famille des sires de Pamele-Audenarde et suit dans le détail la destinée de ces seigneurs, souvent de grands personnages, établis à la limite de la Flandre comtale et de la Flandre impériale, riches en fiefs, riches en vassaux.

L'analyse détaillée de leurs domaines et de leurs droits et revenus donne l'occasion à l'éditeur de reprendre, en un exposé portant sur un même ensemble de faits

concrets, l'essentiel de ses vues sur le régime seigneurial : structure matérielle des domaines — souvent dispersés —, évolution de certains finages, — répartition de leurs éléments constitutifs : réserves, tenures — condition économique, sociale, même politique de leurs habitants, — serfs, gens d'avouerie.

Ce travail précis, fouillé, ouvre de larges aperçus sur la vie économique et sociale du ^{xiii}^e au ^{xv}^e siècle, à la limite de la Flandre et du Hainaut. Il met singulièrement en valeur un texte encore trop peu exploité. En le mettant à la portée des historiens, M. Verriest a encore accru le mérite de ses solides et patientes recherches.

E. COORNAERT.

— E. HÉLIN, J. GRAUWELS et M.-R. THIELEMANS. *Inventaire des Archives de la Jointe des terres contestées* (Bruxelles, 1952, in-8°, 66 p.). — La Jointe des terres contestées, qui fonctionna dans les Pays-Bas autrichiens de 1740 à 1794, avait pour mission d'étudier les litiges territoriaux avec les États voisins. Ses archives contiennent, toutefois, des pièces beaucoup plus anciennes, destinées à éclairer l'origine des contestations. Elles sont précieuses pour ceux qui voudront étudier la politique d'annexions de Louis XIV, ou le régime particulier de la principauté de Liège et de l'abbaye de Saint-Hubert.

L'inventaire, nouvellement publié, facilitera beaucoup les recherches dans un fonds assez complexe.

J. GODARD.

Irlande. — Harold Lawson MURPHY. *A history of Trinity College, Dublin, from its foundation to 1702* (Dublin, Hodges, Figgis and Co Ltd, 1951, 242 p.; prix : 15 s.).

— Ce travail est un essai qui valut il y a cinquante ans à son auteur, récemment défunt, un des prix les plus recherchés que décerne son université. Il apporte, sur ladite, force documents originaux, chartes, mandements du prince, lettres privées, etc., cela sur la plus intéressante période, celle où Trinity traverse ses cahotants débuts, et aussi les soulèvements irlandais. L'idée d'une institution qui convertit un peuple rebelle à la Réforme et au loyalisme n'était pas d'hier ; mais elle ne se traduit en faits, donations, bâtiments et le reste, qu'après la décisive victoire remportée par Mountjoy sur Hugh O'Neill et ses alliés espagnols. Notre livre suit alors l'histoire interne du Collège, parfois non dénuée de pittoresque, effort des *fellows* pour préserver leur autonomie contre les intrusions royales, querelles entre eux pour les places, bagarres, dans une ville sans police, entre les bourgeois et les étudiants, qui sautent le mur pour aller courir les filles — et pis. Figure attachante que le *provost* Bedell, ce prélat anglican qui, pour convertir les « sauvages irlandais », a du moins l'idée d'apprendre leur langue afin de traduire le Livre Saint, et se fait aimer au point que, pendant l'insurrection de 1641, ce sont les bandes irlandaises qui le portent en terre, tirent sur la tombe la traditionnelle volée d'honneur, en criant de tout leur cœur : *Requiescat in pace ultimus Anglorum* ! Ou bien ce Dr. Michael Moore, éphémère *provost* nommé par Jacques II à un Trinity catholicisé, avant la bataille de la Boyne : classique exemple de *wild goose*, né à Dublin, élevé à Nantes et Paris, réfugié à Rome après la défaite, et qui meurt président de notre Collège de Navarre en 1726. Ainsi l'histoire particulière de Trinity rejoint-elle l'histoire générale de l'Irlande.

Roger CHAUVIRÉ.

Espagne. — L'infatigable chercheur qu'est Benito SÁNCHEZ ALONSO vient de donner de son ouvrage fondamental une troisième édition, revue, augmentée, corrigée et mise à jour : *Fuentes de la Historia española e hispano-americana. Ensayo de bibliografía sistemática de impresos y manuscritos que ilustran la historia política*

de España y sus antiguas provincias de Ultramar (Madrid, 1952, 3 vol. in-8°. Publication du Consejo Superior de Investigaciones Científicas, t. I, VIII-678 p.; t. II, 508 p.; t. III, 736 p.).

L'ouvrage s'est accru presque du simple au double, par rapport à la seconde édition de 1927. Un appendice avait été publié en 1942. Cette édition refond, en un tout homogène, l'ouvrage ancien, l'appendice, et incorpore les publications parues de 1942 à 1951.

Ces augmentations constantes témoignent du brusque et prodigieux intérêt suscité de par le monde par l'histoire de l'Espagne et de ses anciennes colonies. Deux chiffres illustrent cette vérité : en dix ans, le nombre des ouvrages et articles relevés par Benito Sánchez Alonso est passé de 24.842 (en 1942) à 33.994 (en 1952).

Près de 10.000 publications en dix ans, on mesure ainsi l'ampleur du travail d'information accompli sous la direction de Benito Sánchez Alonso.

Des critiques ont été adressées, parfois, aux éditions antérieures. Une définition un peu étroite de l'*histoire* (cette définition, *historia política*, est impliquée dans le titre). En fait, cette définition est beaucoup moins stricte que le titre ne pourrait le faire craindre. Un trop grand morcellement...

On adresse plus souvent des critiques aux ouvrages de cet ordre qu'on ne les remplace. Tel qu'il est, avec ses énormes qualités et ses petits défauts, le Répertoire bibliographique de Benito Sánchez Alonso est un instrument proprement irremplaçable.

P. C.

— JOSÉ SIMÓN DIAZ. *Bibliografía de la Literatura Hispánica*. T. II (Madrid, Consejo Superior de Investigaciones Científicas, 1951, XII-390 p.). — A la différence du « Manuel » de Fouché Delbos, la *Bibliographie de la littérature hispanique*, actuellement en voie de parution, est orientée plus spécialement vers les études littéraires (conçues du reste dans le sens le plus large). Elle fait, en outre, une place importante à la production et aux études hispano-américaines. Le tome I était consacré aux histoires générales de la littérature et aux collections de texte ; le tome II groupe les répertoires bibliographiques et ouvrages similaires (catalogues de bibliothèques, inventaires d'archives, index de revues et périodiques, etc.).

La difficulté essentielle d'un ouvrage de ce genre — outre les recherches quasi illimitées qu'il suppose — réside dans l'adoption d'un principe de groupement clair et cohérent. Celui qu'a adopté M. Simón Diaz — « bio-bibliographie par thèmes, par lieux, par caractéristiques personnelles » — paraît parfois discutable et l'amène à de fréquentes répétitions, mais les quatre index qui terminent l'ouvrage (auteurs, noms de lieux, matières, bibliothèques) remédient à cet inconvénient et font de cette *Bibliographie* un instrument de travail très précieux pour les hispanisants.

— J. VICENS VIVES. *Aproximación a la historia de España. Estudios* (Barcelona, Centro de Estudios Historicos Internacionales, 1952, in-12, 176 p.). — Ce petit livre ne constitue pas une initiation élémentaire à l'histoire d'Espagne. Il suppose, au contraire, connus les grands faits de l'histoire péninsulaire, pour tenter d'en dégager la signification et l'orientation. En prologue, l'auteur s'interroge sur la méthodologie historique et récusé aussi bien l'histoire institutionnelle, qui ne voit la vie des collectivités que sous l'aspect administratif ou juridique, que l'histoire purement narrative trop longtemps seule cultivée en Espagne ; ni l'une ni l'autre ne permettent de serrer de près les réalités de la vie collective, dont l'emploi de la méthode statistique permet, au contraire, de suivre le contour.

Dans l'analyse que fait J. Vicens Vives des grandes étapes de la vie espagnole à travers les siècles, il n'hésite pas à s'écarter de certains points de vue généralement admis par l'historiographie espagnole traditionnelle et contemporaine ; il souligne, par exemple, l'imperfection de l'œuvre intérieure des Rois Catholiques, appliquant à l'ensemble de la monarchie des solutions valables pour la seule Castille ; la personnalité et la politique de Philippe II sont l'objet d'une brève mais pénétrante analyse. Au total, cet essai de 150 pages est l'un des livres les plus suggestifs qui aient été écrit récemment sur l'histoire espagnole.

— *Textos historicos en latin medieval. Siglos VIII-XI. Selección y notas de Luis Vazquez de Parga* (Madrid, C. S. I. C. Escuela de Estudios medievales, 1952, in-8°, 239 p.). — Les textes rassemblés par L. Vazquez de Parga visent à fournir un commode instrument de travail à ceux qui veulent se familiariser avec l'historiographie médiévale en langue latine. Classés selon l'ordre chronologique des événements racontés, ils ne prétendent cependant pas offrir une « chronique » continue de la période allant du VIII^e au XIII^e siècle, mais seulement jalonner l'évolution de l'Espagne médiévale par l'évocation de quelques épisodes essentiels : Covadonga — Roncevaux (d'après Éginhard) — Prise de Valence par le Cid, etc. Une brève notice sur chacun des auteurs cités permet de le situer dans l'historiographie espagnole. Signalons l'excellente qualité typographique de cette édition de textes réalisée par le Consejo Superior de Investigaciones Científicas.

— Federico UDINA MARTORELL. *El Archivo Condal de Barcelona en los siglos IX-X. Estudio critico de sus fondos* (Barcelone, C. S. I. C. Escuela de Estudios Medievales, 1951, xliii-574 p., 12 pl.). — Dans le travail méthodique de publication de documents relatifs au Moyen Age catalan que réalise la Section d'Études médiévales de Barcelone, l'ouvrage de F. Udina Martorell présente un intérêt tout spécial, puisqu'il rassemble des chartes et diplômes les plus anciens conservés à l'*Archivo condal* de Barcelone.

Les documents transcrits sont au nombre de 242, dont plus de 140 proviennent de la seule abbaye de San Juan de las Abadesas (les autres étant relatifs aux comtés de Vich, Manresa, Berga et au comté de Barcelone, au sens strict de ce terme). Chacun d'eux est précédé d'un bref résumé et d'une analyse diplomatique et paléographique qui permet à l'éditeur de présenter une conclusion sur l'authenticité du document. Une étude diplomatique générale — illustrée de douze planches reproduisant les documents les plus caractéristiques — porte sur les caractéristiques extrinsèques et intrinsèques des diplômes et chartes, et sur les éléments de datation qu'ils comportent, en fonction de l'ère de l'Incarnation, de l'ère espagnole et des années de règne des empereurs carolingiens et rois de France. Plusieurs appendices visent non seulement à faciliter le maniement du volume (par exemple un index des actes transcrits classés d'après leur nature juridique : ventes, donations, testaments, etc.), mais aussi à permettre d'étendre le champ des recherches dont ils seraient le point de départ : c'est ainsi que M. Udina Martorell a eu l'heureuse idée de donner l'analyse de tous les documents relatifs à San Juan de las Abadesas se trouvant actuellement dans d'autres dépôts que l'*Archivo Condal*.

Dans le prologue qui précède son étude, M. Udina Martorell pose la question de l'intérêt historique que comporte cette documentation. Il reconnaît qu'il est moindre que l'on ne pourrait l'espérer, s'agissant d'une époque pour laquelle les sources diplomatiques sont peu nombreuses. Les données que fournissent les

diplômes étudiés sur l'histoire de la Catalogne primitive sont insignifiantes, la plupart des documents se rapportant à des actes de droit privé. Deux exceptions méritent toutefois d'être signalées : plusieurs des chartes provenant de San Juan de las Abadesas (monastère fondé dans le premier tiers du ix^e siècle) font allusion à la restauration agricole, par la pratique de l'*aprisio*, qui suivit la constitution de la Marche d'Espagne ; d'autre part, la destruction de Barcelone par Almanzor, en 985, est évoquée par des documents peu postérieurs à l'événement. M. D.

— Evelyn S. PROCTER. *Alfonso X of Castile, patron of literature and learning* (Oxford, The Clarendon Press, 1951, vi-149 p. ; prix : 15 s.). — Ce petit ouvrage est la reproduction des « leçons » données par l'auteur à l'Université de Cambridge dans l'année 1948-1949. Il fournit, sur la base des travaux espagnols les plus récents, une vue générale de l'œuvre d'Alphonse X le Sage, dans le domaine intellectuel. Un premier chapitre est consacré au travail de traduction de l'arabe réalisé sous sa direction ; M. Procter discute au passage la thèse de M. Asin Palacios sur les influences musulmanes dans la *Divine Comédie* ; viennent ensuite une étude sur les *Cantigas de Santa Maria*, envisagées spécialement du point de vue historique, puis deux chapitres consacrés aux traités juridiques (*Partidas*, *Especulo*, *Fuero Real*) et aux chroniques (*General Estoria*, *Primera Cronica General*). Dans le chapitre final, M. Procter pose la question de la part personnelle du roi dans les ouvrages mis sous son nom et indique quels ont été ses principaux collaborateurs dans les différents domaines de son activité.

— Eloy BENITO RUANO. *Los Infantes de Aragón* (Madrid, Consejo Superior de Investigaciones, 1952, 116 p.). — Fils de Ferdinand de Antequera, que le « Compromiso de Caspe » appela à ceindre la couronne aragonaise, les « Infants d'Aragon » ont joué un rôle important en Castille sous le règne de Jean II. Leurs ambitions, d'abord rivales, puis associées contre l'influence de Don Alvaro de Luna, favori du monarque, ont contribué à accroître l'anarchie nobiliaire où se débat la monarchie castillane pendant la première moitié du xv^e siècle.

D. Eloy Benito Ruano retrace rapidement, dans les premiers chapitres, la chronologie des événements où intervinrent les Infants. La seconde partie du livre évoque l'ambiance sociale dans laquelle ils vécurent et montre qu'on y retrouve la tonalité caractéristique par laquelle Huizinga a défini « l'automne du Moyen Âge ».

— A. MATILLA TASCÓN. *Declaratorias de los Reyes Católicos sobre reducción de juros y otras mercedes* (Madrid, Ministerio de Hacienda, 1952, xiv-253 p.). — Les concessions de « grâces » sous forme de rentes perpétuelles (*mercedes de dinero por juro de heredad* ou, plus simplement, *juros*), pratiquées dès le xii^e siècle par les souverains castillans, se sont multipliées de telle sorte, qu'à la fin du Moyen Âge, elles en arrivèrent à tarir le Trésor royal, le montant des *juros* assignés sur certaines sources de revenus (douanes, *alcabalas*, rentes foncières, etc.) en dépassant parfois le produit total. L'un des premiers soins des Rois Catholiques, après le règne anarchique d'Henri IV l'Impuissant, fut d'ordonner une révision générale de ces « grâces » afin de révoquer celles qui étaient injustifiées et de réduire les autres à une valeur proportionnée aux services qui les justifiaient. A cet effet, les bénéficiaires durent fournir des déclarations (*declaratorias*) attestant l'origine et le montant des rentes qu'ils percevaient.

Sur la base de ces documents et des réductions opérées, M. Matilla Tascón, directeur des Archives du ministère des Finances, présente un tableau précis et

clair indiquant, pour chaque titulaire de *jueros* : 1) leur « situation » (revenus sur lesquels ils sont assignés) ; 2) leur montant avant réduction ; 3) la quantité retranchée ; 4) le nouveau montant après réduction. Ce tableau fournit une documentation d'un extrême intérêt pour l'histoire politique et sociale. En tête des bénéficiaires, par les quantités de rentes perçues, figurent les Grands Maîtres des Ordres de Calatrava et Santiago, puis les chefs des principales familles aristocratiques (Albuquerque, Haro, Albe, Infantado, Medina Sidonia, etc.) — mais on y trouve aussi des dames de l'Hôtel royal, des docteurs et licenciés et de simples bourgeois.

La réduction opérée par les Rois Catholiques (et qui fut de l'ordre de 50 %) ne mit pas fin à la pratique des *jueros*, qui se maintint jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, comme le montrent plusieurs des documents justificatifs transcrits par M. Matilla, et qui permettent de suivre, des origines à 1759, la continuité et l'évolution de cette pratique.

— Fernando LAZARO CARRETER. *Las ideas linguisticas en España durante el siglo XVIII* (Madrid, Consejo Superior de Investigaciones Científicas, 1949, in-8°, 293 p.). — Le XVIII^e siècle n'occupe qu'une place modeste dans l'activité historique de l'Espagne d'aujourd'hui. On accueillera avec d'autant plus d'intérêt l'excellente thèse de F. Lazaro, dont l'historien tirera autant de profit que le philologue. A propos de problèmes linguistiques — origine du langage, création d'une langue universelle, rôle du latin et de la langue vulgaire dans l'enseignement et la culture, « défense et illustration » du castillan — c'est la position de l'Espagne dans le courant intellectuel du XVIII^e siècle et ses réactions devant la pénétration des influences françaises qui sont évoquées dans ces pages très denses. La lucidité avec laquelle l'auteur traite des relations intellectuelles hispano-françaises, l'objectivité dont il témoigne à l'égard d'un siècle aujourd'hui décrié au delà des Pyrénées — *insultar o despreciar esa época es cometer un delito de lesa historia*, écrit-il — méritent particulièrement d'être soulignés.

M. DESFOURNEAUX.

Extrême-Orient. — *Bibliographie bouddhique*, XXI-XXIII, mai 1947-mai 1950 (Paris, Imprimerie nationale, 1952, gr. in-8°, VIII-211 p.). — Ce fascicule est le plus copieux de la bibliographie animée par M^{lle} Marcelle LALOU. Ses 2.316 articles (contre 1.585 au fascicule précédent) comprennent les suppléments et la suite des comptes rendus, dont la dispersion rend le relevé difficile. 216 périodiques sont en principe dépouillés (contre 154 au précédent fascicule) et même, hors liste, quelques journaux. Le reste est aux livres. L'étendue du domaine bouddhique et le large esprit du recueil en font aussi un répertoire d'histoire orientale. Quatre des huit rubriques (1. Généralités, 2. Éditions et traductions, 4. Histoire et expansion, 7. Art, archéologie, épigraphie) l'intéressent directement. Les travaux japonais, rappelés jusqu'à 1936, sont nombreux à la deuxième, les travaux indiens aux quatrième et septième, lesquelles, outre l'Inde, embrassent l'Est et le Sud asiatiques et remontent à l'antiquité occidentale avec Ptolémée et les Grecs d'Alexandre. Les notes jointes à certains articles sont moins longues et mieux réparties que la dernière fois. D'autres améliorations semblent possibles : pourquoi plus d'un article au même ouvrage (nos 33-35, 339 et suiv., 371-372, 812-813)? et pourquoi ne pas grouper en une liste alphabétique les nécrologies (p. 196 et suiv.) ou les peintures nationales d'une revue comme le *Kokka* (p. 165 et suiv.), économisant place et temps? On consulte la *Bibliographie bouddhique* ; on la parcourt ; on pourrait aussi bien la lire.

E. GASPARDONE.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES¹

I. HISTOIRE GÉNÉRALE ET INSTRUMENTS DE TRAVAIL

Bruno Meyer. Karl Meyer (1885-1950). [*R. suisse d'hist.*, 1951, n° 1.] — Alfred Schnegg. André Bovet (1890-1950). [*Ibid.*, n° 2.] — Hans C. Hubert. Otto Weiss (1890-1950). [*Ibid.*] — Werner Kaegi. Albert Oeri (1875-1950). [*Ibid.*] — B. Nikolaevsky. V. M. Chernov (nov. 19, 1873-april 15, 1952). [*Bull. of the Int. Inst. of social hist.*, 1952, n° 3.] — J. G. Hyacinthe Chobaut. (Érudit, archiviste du Vaucluse, 1889-1950.) [*Provence hist.*, décembre 1952.] — W. den Boer. In memoriam M. P. Charlesworth. [*Ts. v. Gdnis*, 1951, 3-4.] — J. Chaux-Ruy. Benedetto Croce. [*R. de la Médit.*, novembre-décembre 1952.] — Chester McArthur Destler. Benedetto Croce and italian facism. A note on historical reliability. [*J. of mod. hist.*, décembre 1952.] — Lucien Febvre. De la *Revue de Synthèse* aux *Annales*. Henri Berr ou un demi-siècle de travail au service de l'histoire. [*Annales*, E. S. C., 1952, n° 3.]

A. E. Cohen. Problemen der geschiedbeschriving van de tweede wereldoorlog. (Lecture faite le 12 mai 1951 au septième Congrès des Historiens néerlandais. Bibliographie continuée jusqu'en juillet 1952.) [*Ts. v. Gdnis*, 1952, 1-2.] — P. Har-

1. Périodiques analysés dans le présent fascicule : *Académie royale de Belgique. Bulletin de la classe des lettres et sciences morales et politiques* (1952, n° 3 à 10) ; *Bulletin de la classe des beaux-arts* (1952, n° 5 à 9) ; *Bulletin de la Commission royale d'histoire* (1952, t. CXVII, n° 1-3). — *American historical review* (janvier et avril 1953). — *Analecta Bollandiana* (1952, n° 3-4). — *Annales*, E. S. C. (1952, n° 3 et 4). — *Annales de Bourgogne* (octobre-décembre 1952). — *Annales de l'Est* (1952, n° 4 ; 1953, n° 1 et 2). — *Annales de Normandie* (janvier 1953). — *Annales du Midi* (1952, n° 4). — *Archivio della Società romana di storia patria* (1951). — *Archivo hispalense* (1952, n° 54-56). — *Bulletin de l'Institut historique belge de Rome* (1952). — *Bulletin of the international Institute of social history* (1952, n° 3). — *Bulletin of the John Rylands library* (1952). — *Classica et mediaevalia* (t. XIII, fasc. 2). — *Comptes-rendus de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres* (1951). — *Hispania* (1952, n° 46). — *Historical Journal*, University of Birmingham (1952, n° 2). — *Information historique* (septembre-octobre 1952 à janvier-février 1953). — *Istoriski Casopis Beograd* (1951). — *Istoriski Glasnik Beograd* (1950). — *Journal of modern history* (décembre 1952, janvier et avril 1953). — *Journal of the history of ideas* (janvier et avril 1953). — *Movimento operaio* (1952, n° 3 et 4). — *Past and present* (février 1953). — *Politique étrangère* (février-avril 1953). — *Provence historique* (décembre 1952 à mars 1953). — *Rassegna storica del Risorgimento* (octobre-décembre 1952). — *Revue africaine* (1952). — *Revue bénédictine* (1952, n° 3-4). — *Revue d'histoire des colonies* (1951, n° 4). — *Revue de Défense nationale* (décembre 1952, janvier à mars 1953). — *Revue de la Méditerranée* (novembre-décembre 1952). — *Revue d'histoire ecclésiastique* (1952, n° 3-4). — *Revue d'histoire de l'Amérique française* (décembre 1952). — *Revue d'histoire de l'Eglise de France* (1952). — *Revue d'histoire des religions* (octobre-décembre 1952). — *Revue suisse d'histoire* (1951). — *Rivista storica italiana* (1952, n° 3). — *Saeculum* (1952, n° 4 ; 1953, n° 1). — *Speculum* (1952). — *Studi medievali* (vol. 17, 1951). — *Tijdschrift voor Geschiedenis* (1951, n° 3-4 ; 1952, n° 1-2). — *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte* (janvier-avril 1953).

sin. Comment pourrait-on concevoir l'enseignement de notre histoire nationale? [*A. R. Belg. Bull. Cl. l. et sc. m. et pol.*, 1952, 5-6.] — *Lenore O'Boyle*. The class concept in history. [*J. of mod. hist.*, décembre 1952.] — *René Baehrel*. La haine de classe en temps d'épidémie. [*Annales, E. S. C.*, 1952, n° 3.] — *J. G. Randall*. Historianship. [*Am. hist. rev.*, janvier 1953.] — *A. L. Krober*. The delimitation of civilizations. [*J. of the hist. of ideas*, avril 1953.] — *Isidore Lévy*. Oroanna. [*A. R. Belg. Bull. Cl. l. et sc. m. et pol.*, 1952, 7-9.] — *S. P. Uri*. De burcht van Saone. (Concerne le « Kalaat el Sahyun ».) [*Ts. v. Gdnis*, 1952, 1-2.] — *Hermann von Wissmann*. Geographische Grundlagen und Frühzeit der Geschichte Südarabiens. [*Saeculum*, 1953, Heft 1.] — *Jacques Berque*. Critique et tradition d'origines en orientalisme. [*Annales, E. S. C.*, octobre-décembre 1952.] — *Clemens Bauer*, *Hans Gundel*, *Hans Herzfeld*, *Gert Tellenbach*. Die Geschichtsbücher der Bundesrepublik. [*Saeculum*, 1952, n° 5.] — *Horst Hommitzsch*. Der Konfuzianistische Einfluss auf die Geschichtsschreibung Japans. [*Ibid.*] — *Franz Miltner*. Der Okeanos in der persischen Weltreichsidee. [*Ibid.*] — *Helmut Petri*. Leo Frobenius und die historische Ethnologie. [*Ibid.*, 1953, Heft 1.] — *Iso Müller*. Primus parens, ein sakraler Begriff in den mittelalterlichen Urkunden. [*R. suisse d'hist.*, 1951, n° 3.] — *Carl F. Tarusch*. The religious view of the doctrine of natural rights. [*J. of the hist. of ideas*, janvier 1953.] — *A. Dubuc*. La culture de la pomme de terre en Normandie avant et depuis Parmentier. [*A. de Normandie*, janvier 1953.] — *P. Mansire*. Pourquoi Rouen? [*Ibid.*] — *V. Kiernan*. Puritanism and the poor. [*Past and present*, n° 3, février 1953.] — *J. Schacht*. Notes de sociologie du droit musulman. [*R. africaine*, 3^e et 4^e trim. 1952.] — *G.-H. Bousquet*. Promenades sociologiques; V : La pratique religieuse dans l'Aurès. [*Ibid.*] — *Jean Dautry*. Romantisme social. [*Annales, E. S. C.*, octobre-décembre 1952.] — *J. U. Hubschmied*. Der Name Nafels. [*R. suisse d'hist.*, 1951, n° 2.] — *E. Coornaert*. Une question dépassée? L'« origine » des communautés de métiers. (En français. A propos du livre de C. Wyffels.) [*Ts. v. Gdnis*, 1952, 1-2.] — *Ejnar Dyggve*. The origin of the urban churchyard. [*Classica et Mediaevalia*, t. XIII, fasc. 2.] — *Abel Chatelain*. Une enquête contemporaine : pour une géographie sociologique de l'éducation et de la laïcité. [*Annales, E. S. C.*, 1952, n° 3.] — *Paul Leuilliot*. Au pays liégeois : un document d'histoire sociale. [*Ibid.*] — *Walter J. Ong*. The naming of methodism. [*J. of the hist. of ideas*, avril 1953.] — *Yves Renouard*. Aux sources de l'inspiration artistique. (A propos de *M. Meiss* : Painting in Florence and Siena after the Black Death.) [*Annales, E. S. C.*, octobre-décembre 1952.] — *J. W. Verdenius*. Het derde Humanisme. (A propos de la *Paideia* de W. Jaeger.) [*Ts. v. Gdnis*, 1951, 3-4.] — *E. Hovy*. Een discussie over de waardering van het edel metaal door de Mercantilisten. (Controverse Heckscher-Wilson.) [*Ibid.*, 1952, 1-2.] — *Hajo Holborn*. History and the study of the classics. [*J. of the hist. of ideas*, janvier 1953.] — *Anton Hückman*. Teliks Koneczny und die Vergleichende Kulturwissenschaft. [*Saeculum*, 1952, n° 4.] — *Arthur E. Bestor*. Patent-office models of the good society : some relationships between social reform and westward expansion. [*Am. hist. rev.*, avril 1953.]

Guy Duboscq. Les archives d'un État moderne. [*R. de Déf. nat.*, janvier 1953.] — *Guy de Font-Réaulx*. Archives de la Légation ou Vice-Légation d'Afrique. [*Provence hist.*, décembre 1952.] — *John L. Snell*. Some german socialist news papers in European archivs. [*J. of mod. hist.*, décembre 1952.] — *Michel Antoine*. Le fonds du Conseil d'État et de la Chancellerie de Lorraine aux Archives nationales. [*A.*

de l'Est, 1953, nos 1 et 2.] — *E. Califano et G. Bollino*. Articoli e pubblicazioni su trent'anni del Partito comunista italiano. [*Mov. operaio*, novembre-décembre 1952.] — Bibliographie de la France méridionale. (Pour l'année 1951.) [*A. du Midi*, 1952, fasc. 4.] — *A. Schneider*. Skriptorium und Bibliothek der Cistercienserabtei Himmerod im Rheinland. (Identifie 137 manuscrits en provenance de cette abbaye, aujourd'hui dispersés dans de nombreuses bibliothèques.) [*Bull. of the John Rylands Libr.*, t. XXXV, 1952.] — *Stephen Borsody*. Modern hungarian historiography. [*J. of mod. hist.*, décembre 1952.] — *Leonhard Haas*. Spanische Quellen zur Schweizergeschichte. [*R. suisse d'hist.*, 1951, n° 4.] — *Raymond Block*. Où en est la technique archéologique? A propos de l'étruscologie. [*Annales, E. S. C.*, 1952, n° 3.] — *J. Alessandri*. Le régime juridique de l'archéologie sous-marine. [*R. marit.*, février 1953.] — *R. Ghirshman*. Die französische archäologische Forschung in Iran und Afghanistan (1940-1951). [*Saeculum*, 1953, Heft 1.] — *Bruno Meyer*. Zur Edition historischer Texte. [*R. suisse d'hist.*, 1951, n° 2.]

II. PRÉHISTOIRE. ORIENT CLASSIQUE ET HISTOIRE ANCIENNE

Sylvain Gagnère. Les recherches préhistoriques dans la XII^e circonscription (1948-1952). [*Provence hist.*, janvier-mars 1953.] — *Max Escalon de Fonton et R. P. Léon Ramlot*. La grotte des Cèdres (La Sainte-Beaume, Var). [*Ibid.*] — *Mlle de Saint-Mathurin et Miss Dorothy Garrod*. Nouvelles découvertes dans l'Abri du Roc aux Sorciers à Angles-sur-l'Anglin (Vienne): « Venus paléolithiques. » [*C.-R. de l'Ac. des I. et B.-L.*, 1951.] — *Raymond Lantier*. Statuette de bronze trouvée en mer près de Monaco. [*Ibid.*] — *Roman Ghirshman*. Campagne de fouilles à Suse en 1950-1951. [*Ibid.*] — *Pierre Demargne*. Les fouilles de Xanthos en Lycie (campagne 1950). [*Ibid.*] — *Claude F.-A. Schaeffer*. Nouvelles découvertes à Enkomi en Chypre (campagne de fouilles 1950). [*Ibid.*]

Jürgen von Beckerath. Der ägyptische Ursprung unseres Kalenders. [*Saeculum*, 1953, Heft 1.] — *Ch. Desroches-Noblecourt*. Aspects de la marine au temps des Pharaons. [*R. marit.*, avril 1953.] — *Jean Bérard*. Les Hyksôs et la légende d'Io. [*C.-R. de l'Ac. des I. et B.-L.*, 1951.] — *Jean Nougayrol*. Le prologue du Code Hammourabien, d'après une tablette inédite du Louvre. [*Ibid.*] — *Id.* Un chef-d'œuvre inédit de la littérature babylonienne. [*Ibid.*] — *G. Dossin*. Le nom du cuivre en sumérien. [*Ac. R. Belg. Bull. Cl. I. et sc. m. et pol.*, 1952, 10.] — *Louis Robert*. Contribution à la topographie des villes de l'Asie Mineure méridionale. [*C.-R. de l'Ac. des I. et B.-L.*, 1951.] — *Charles Virolleaud*. Les nouveaux textes de Ras-Shamra. [*Ibid.*] — *R. P. Roland de Vaux*. La troisième et la quatrième campagne de fouilles à Tell El-Far'ah (Palestine). [*Ibid.*] — *Daniel Schlumberger*. Note sur la troisième campagne de fouilles de Lashkari-Bazar (Afghanistan). [*Ibid.*] — *A. Jamme*. Aperçu général des inscriptions copiées à Mareb (Yemen). [*A. R. Belg. Bull. Cl. I. et sc. m. et pol.*, 1952, 5-6.]

R. F. Willetts. The Historical importance of the Gortyn Laws. [*Univ. of Birmingham Hist. J.*, III, 2, 1952.] — *F. Mayence*. A propos de Troie. [*A. R. Belg. Bull. Cl. I. et sc. m. et pol.*, 1952, 5-6.] — *R. van Compernelle*. La date de la fondation de Sélénonte (circa 650 avant notre ère). [*Bull. de l'Inst. hist. belge de Rome*, t. XXVII, 1952.] — *Y. Huls*. Urne funéraire inédite du Musée de Pérouse. [*Ibid.*] — *P. Lambrechts*. Les fêtes « phrygiennes » de Cybèle et d'Attis. [*Ibid.*] — *C. J. D. Aalders*. Xenophon als voorloper van het Hellenisme. [*Ts. v. Gdnis*, 1951, 3-4.] — *Charles*

Picard. Les originaux retrouvés des statues grecques du Sérapéion de Memphis. [*C.-R. de l'Ac. des I. et B.-L.*, 1951.] — *Id.* Représentations antiques de l'Apologue dit de Prodicos. [*Ibid.*] — *Gridmund Schütte*. A ptolemaic riddle solved. [*Classica et Mediaevalia*, t. XIII, fasc. 2.] — *A. Tomsin*. Étude sur les *προεσόταποι* des villages de la χώρα égyptienne. [*Ac. R. Bel. Bull. Cl. I. et sc. m. et pol.*, 1952, 3 et 10.]

K. Sprey. De oudste Romeinse Republiek. [*Ts. v. Gdnis*, 1952, 1-2.] — *Karl Büchner*. Die proömien des Lukrez. [*Classica et Mediaevalia*, t. XIII, fasc. 2.] — *K. Sprey*. Carcopino's oordeel over Cicero. (A propos des *Secrets de la correspondance de Cicéron*. Paris, 1947.) [*Ts. v. Gdnis*, 1951, 3-4.] — *Robert Étienne*. A propos d'un livre récent. Rome eut-elle une politique douanière? [*Annales, E. S. C.*, 1952, n° 3.] — *Pierre Boyancé*. L'épithaphe de Julia Modesta et l'exégèse symbolique de Virgile. [*C.-R. de l'Ac. des I. et B.-L.*, 1951.] — *André Piganiol*. La procédure électorale de la *destinatio* selon la Table de Mogliano. [*Ibid.*] — *Karl Friedrich Stroheker*. Das Konstantinische Jahrhundert im Lichte der Neuerscheinungen 1940-1951. [*Saeculum*, 1952, n° 4.] — *P. de Jonge*. Ammianus Marcellinus. Enige beschouwingen over zijn persoon en zijn werk. [*Ts. v. Gdnis*, 1952, 1-2.] — *Henri Marrou*. Ammien Marcellin et les « Innocents » de Milan. [*C.-R. de l'Ac. des I. et B.-L.*, 1951.] — *Pierre Wuilleumier*. Sur la voie Appienne : les *horti Mantiani*. [*Ibid.*] — *André Piganiol*. Sur la nouvelle table de bronze de Tarente. [*Ibid.*] — *Raymond Bloch*. Découverte d'une nouvelle nécropole étrusque auprès de Bolsena. [*Ibid.*] — *F. de Visscher*. Les fouilles d'Alba Fucens en 1952. [*Ac. R. Belg. Bull. Cl. I. et sc. m. et pol.*, 1952, 10.] — *Raymond Lantier*. L'équipement militaire des « héros » celtiques d'Entremont (B.-du-R.). [*C.-R. de l'Ac. des I. et B.-L.*, 1951.] — *Id.* La mosaïque de Bellérophon à Nîmes (Gard). [*Ibid.*] — *P. Fournier*. Inscription gallo-romaine du Bony. [*Ibid.*] — *Paul-Marie Duval*. A propos d'un milliaire de *Cneius Domitius Ahenobarbus Imperator* découvert dans l'Aude en 1949. [*Ibid.*] — *Chanoine Joseph Sautel*. Nouvelles découvertes à Orange en 1950-1951. [*Ibid.*] — *André Piganiol*. Nouvelles inscriptions d'Orange. [*Ibid.*] — *Ch. J. Sautel*. Remarques sur les vestiges d'un grand édifice romain trouvés dans les fondations de la cathédrale de Vaison. [*Ibid.*] — *Abbé Raymond Boyer*. Le site gallo-romain de Saint-Hermentaire à Draguignan. Matériel archéologique trouvé avant les fouilles. [*Provence hist.*, janvier-mars 1953.] — *Fernand Benoit*. Fouilles aux Alys-camps. [*Ibid.*, octobre-décembre 1952.] — *Chanoine Sautel*. Fouilles et découvertes de la période historique (en Vaucluse). [*Ibid.*] — *J. Vannérus*. Le nom de Condruzi. [*Ac. R. Belg. Bull. Cl. I. et sc. m. et pol.*, 1952, 10.] — *R. Busquet*. L'abandon par Marseille des institutions grecques. [*Provence hist.*, janvier-mars 1953.] — *Gilbert Picard*. Nouveaux documents sur la religion de l'Afrique romaine. [*C.-R. de l'Ac. des I. et B.-L.*, 1951.] — *Edmond Frézouls*. Quelques inscriptions nouvelles de Volubilis. [*Ibid.*] — *Raymond Thouvenot*. Fragments de diplômes militaires trouvés à Julia Valentia Banasa (Maroc). [*Ibid.*] — *M. Leglay*. Nouveautés puniques. [*R. africaine*, 3^e et 4^e trim. 1952.] — *Ch. Courtois*. Bibliographie de l'Afrique du Nord, des origines à la fin du Moyen Age. (Ouvrages parus de 1946 à 1951 inclus.) [*Ibid.*] — *J. Guey*. Lepitana septimiana altera, IV (1^{re} partie). [*Ibid.*] — *Jacques Schwartz*. Une forteresse construite sous Dioclétien : QasrQārūn. [*C.-R. de l'Ac. des I. et B.-L.*, 1951.] — *Ernst Schwartz*. Die Urheimat der Goten und ihre Wanderung ins Weichselland und nach Südrussland. [*Saeculum*, 1953, Heft 1.]

III. LE MOYEN AGE

J. Dhondt. Petit-Dutaillis et les communes françaises. [*Annales, E. S. C.*, 1952, n° 3.] — A. B. Hilbert. The origins of the medieval town patriciate. [*Past and present*, n° 3, février 1953.] — R. S. Lopez. Économie et architecture médiévales. [*Annales, E. S. C.*, octobre-décembre 1952.]

Otto Schumann. Waltharius-Probleme. (Le Waltharius n'a pas été composé par Ekkehard I^{er}, moine de Saint-Gall, mais par un certain Geraldus, mentionné dans le Prologue. La composition date des années 880-890; l'œuvre fut dédiée à Erchambald, évêque d'Eichstätt. Le poète était vraisemblablement Bavaois.) [*Studi Med.*, vol. 17, 1951.] — Guy de Valous. La poésie amoureuse en langue latine au Moyen Age. [*Classica et Mediaevalia*, t. XIII, fasc. 2.] — Constantin Marinov. Sources historiques inconnues d'un roman de chevalerie, *Tirant le Blanc*. [*C.-R. de l'Ac. des I. et B.-L.*, 1951.] — Rita Lejeune. Préfiguration du Graal. (Réfléchissant sur les mots « graal », « anan », « oiste » du Perceval de Chrétien de Troyes, M^{me} Lejeune suggère qu'il s'agit d'un grand plat, dont le Sacro Catino rapporté par les Génois d'Orient a sans doute donné l'idée, dans lequel Ana, la déesse-mère de l'Irlande, apporte au vieux roi, image de l'hiver et de la mort, une hultre poirrière, symbole de la lumière et de la vie.) [*Studi med.*, vol. 17, 1951.] — Gustavo Vinay. Il « De Amore » di Adrea Cappellano nel quadro della Letteratura amorosa e della rinascita del secolo XII. (Pénétrante étude des conceptions de l'amour au XII^e siècle : André le Chapelain est tiraillé entre la conception chrétienne et la conception antique qui ne peuvent se concilier dans l'amour courtois : ses contradictions manifestent les insuffisances de la « Renaissance » du XII^e siècle dont l'humanisme tourne court, faute d'une reconquête complète de l'esprit antique que freine l'éthique chrétienne.) [*Ibid.*] — Ruggero M. Ruggeri. Il componimento anonimo « Così afino ad amarvi » del Cod. Vat. 3.793, num. CIII. (Démontre que cette composition ne peut être du même auteur que le *Contrasto di Cielo d'Alcamo* que Luigi di Benedetto attribue à Giacomo da Lentino.) [*Ibid.*] — Alexandre Micha. Le mari jaloux dans la littérature romanesque des XII^e et XIII^e siècles. (Voit dans la moindre « tenue » des maris trompés et dans l'absence de remords des épouses infidèles dans les œuvres du XIII^e siècle par rapport à celles du XII^e la marque des progrès de l'esprit bourgeois.) [*Ibid.*]

J.-R. Palanque et E. Delaruelle. La Gaule chrétienne à l'époque franque; I : L'époque mérovingienne; II : L'époque carolingienne. [*R. d'hist. de l'Église de Fr.*, 1952.] — Édouard Salin. Inhumation habillée et mobilier funéraire à l'époque mérovingienne. [*C.-R. de l'Ac. des I. et B.-L.*, 1951.] — P. Charanis. On the capture of Corinth by the Onogurs and its recapture by the Byzantines. (Au VII^e siècle; polémique avec K. M. Setton; réponse de ce dernier.) [*Speculum*, t. XXVII, 1952.] — Paul Deschamps. Peintures murales de l'époque carolingienne et du XI^e siècle en France. [*C.-R. de l'Ac. des I. et B.-L.*, 1951.] — Émile Thévenot. Les origines du vignoble bourguignon. Les conditions de son établissement. [*A. de Bourg.*, octobre-décembre 1952.] — M. de Boüard. La Hague, camp retranché des Vikings? [*A. de Normandie*, janvier 1953.] — R. Louis. Y a-t-il eu une geste de Guillaume le Conquérant? [*Ibid.*] — J. Adigard des Gautries. Les noms de lieux du Calvados attestés entre 911 et 1066. [*Ibid.*] — Jean Richard. Une franchise jurée dans une ville neuve rurale (1292). [*A. de Bourg.*, octobre-décembre 1952.] — Ch. Higounet. L'expansion de la vie rurale au XII^e et au XIII^e siècle. (Recension des travaux

récents.) [*Inf. Hist.*, janvier-février 1953.] — Yves Renouard. La consommation des grands vins du Bourbonnais et de Bourgogne à la cour pontificale d'Avignon. [*A. de Bourg.*, octobre-décembre 1952.] — J. Lunet. Les clochers-murs de la Haute-Garonne. [*A. du Midi*, 1952, fasc. 4.] — G. Loirette. La charte de coutumes de la bastide de Créon (1315). [*Ibid.*] — André Compan. La sécession niçoise de 1388. [*Provence hist.*, janvier-mars 1953.]

T. Jones Pierce. The Laws of Wales : the Kindred and the Bloodfeud. [*Univ. of Birmingham Hist. J.*, III, 2, 1952.] — J. P. Trabut-Cussac. Itinéraire d'Édouard I^{er} en France, 1286-1289. [*Bull. Instit. Hist. Research*, n° 3, 1952.] — Émile Brouette. Supplément à l'inventaire analytique des chartes de l'abbaye de Salginnes (1196/7-1350). [*Bull. Com. R. Hist.*, CXVII, 3.] — G. J. Ter Kuile Jr. Achterrichters in Twente. (Institutions de cette province au Moyen Age.) [*Ts. v. Gdnis*, 1952, 1-2.] — A. van de Pasch. De tekst van de constituties der Kruisheren van 1248. (Concerne les « Croisiers ».) [*Bull. Com. R. Hist.*, CXVII, 1.] — Ch. Verlinden. Boudewijn van Henegouwen, een onbekende reiziger door Agië uit de dertiende eeuw. (Intéresse les grands voyages en Asie centrale au XIII^e siècle.) [*Ts. v. Gdnis*, 1952, 1-2.] — W. Jappe Alberts. Bijdrage tot de geschiedenis der Accijzen te Arnhem in de Middeleeuwen. (Impôts XIV^e siècle.) [*Ibid.*, 1951, 3-4.] — Carlo Cecchelli. Documenti per la storia antica e medioevale di Castel S. Angelo. (Transcription critique de toutes les sources qui décrivent ou mentionnent le château Saint-Ange de 117 à l'an 1000.) [*Arch. della Soc. rom. di storia patria*, t. LXXIV, 1951.] — Adriano Prandi. Un'iscrizione Frammentaria di Leone IV recentemente scoperta. (Il s'agit sans doute de l'inscription qui ornaît la « posterula Saxonum » de la cité léonine.) [*Ibid.*] — Carlo Cecchelli. La torre di Pandolfo Capodiferrò al Garigliano [X^e siècle] ed uno scomparso cimelio della sua raccolta. [*Ibid.*] — Adriano Prandi. Il luogo dell' antica basilica di San Lorenzo in Damaso e l'itinerario di Einsiedeln. (Elle se serait bien trouvée à l'emplacement de l'actuel Palais de la Chancellerie.) [*Ibid.*] — Cinzio Violante. Aspetti della politica italiana di Enrico III prima della sua discesa in Italia (1039-1046). [*R. st. it.*, 1952, fasc. 3.] — C. R. Cherey. The Letters of Pope Innocent III. [*Bull. of the John Rylands Lib.*, t. XXXV, 1952.] — J. Girard. Les aménagements du palais des papes pour le couronnement d'Innocent VI. [*Provence hist.*, décembre 1952.] — André Artonne. Un exemple de la méthode de travail de Froissart. [*C.-R. de l'Ac. des I. et B.-L.*, 1951.] — D. van Derseghde. A propos du monnayage d'or de Jean XXII. [*Bull. de l'Inst. hist. belge de Rome*, fasc. XXVII, 1952.] — F. Vercauteren. Henri de Jodoigne le juste, clerc et conseiller des princes († 1352). [*Ibid.*] — J. Vannérus. Les Lombards dans l'ancien pays de Luxembourg. [*Ibid.*] — Eugenio Battisti. L'abbazia di San Giusto presso Tuscania. (Histoire rapide de cette ancienne abbaye bénédictine passée aux Cisterciens après 1146 ; pense que les agrandissements si divers de ses bâtiments datent tous du troisième quart du XII^e siècle.) [*Studi Med.*, vol. 17, 1951.] — Giorgio Falco. La vita portovenetese nel Duecento. [*R. st. it.*, 1952, fasc. 3.] — Jean Schneider. Les activités des marchands et financiers italiens dans la région lorraine aux XIII^e et XIV^e siècles. [*C.-R. de l'Ac. des I. et B.-L.*, 1951.] — Robert-Henri Bautier. L'or et l'argent en Occident de la fin du XIII^e siècle au début du XIV^e siècle. [*Ibid.*]

H. Büttner. Die Anfänge der Stadt Zürich. [*R. suisse d'hist.*, 1951, n° 4.] — Fritz Wernli. Zur Frage der Hochgerichtsbarkeit in Uri. [*Ibid.*, n° 2.] — Maria C. Davis. La route du Valais au XIV^e siècle. [*Ibid.*, n° 4.] — Hans-Conrad Peyer. Die

Entstehung der Landesgrenze in der Vallée de Joux. Ein Beitrag zur Siedlungsgeschichte des Juras. [*Ibid.*, n° 3.] — *Jeanne Niquille*. Un avoyer fribourgeois du xv^e siècle : Jean Grombach. [*Ibid.*, n° 1.] — *Paul-E. Martin*. Les stalles de Saint-Pierre de Genève. [*Ibid.*, n° 3.]

B. Lewis. The sources of the history of the Syrian Assassins. (De l'apparition de la secte vers 1100 à la prise des châteaux syriens par Balbars en 1273.) [*Speculum*, t. XXVII, 1952.] — *John Hugh Hill* and *Laurita L. Hill*. The convention of Alexius Comnenus and Raymond of Saint-Gilles. [*Am. hist. rev.*, janvier 1953.] — *R. L. Wolff*. Baldwin of Flanders and Hainaut, first Latin Emperor of Constantinople : his life, death and resurrection, 1172-1225. (Résumé biographique ; affaire du faux Baudouin.) [*Speculum*, t. XXVII, 1952.] — *J. Prawer*. The Settlement of the Latins in Jerusalem. (Colonisation franque dans la ville ; installation de colons chrétiens de Transjordanie ; caractère précaire de l'économie.) [*Ibid.*] — *H. A. R. Gibb*. The Achievement of Saladin. (Régénération temporaire de l'Islam par la guerre sainte contre les Croisés ; échec devant Acre.) [*Bull. of the John Rylands Lib.*, t. XXXV, 1952.] — *Eloy Benito Ruano*. Balduino II de Constantinopla y la Orden de Santiago. Un proyecto de defensa del Imperio latino de Oriente (1246). [*Hispania*, n° 46, 1952.] — *Jean Dorese*. Nouvelles études sur l'art copte : les monastères de Saint-Antoine et de Saint-Paul. [*C.-R. de l'Ac. des I. et B.-L.*, 1951.] — *Henri Terrasse* et *Jacques Caillé*. Le plan de la mosquée de Hassan à Rabat [*Ibid.*] — *J. Kovečević*. Contribution à la solution du problème de l'origine du métier d'orfèvre et de l'orfèvrerie chez les Slaves du Sud dans le haut Moyen Age. (Catalogue et description de bijoux sud-slaves, combat les théories de Niederle (qui fixe leur origine au ix^e siècle) et de Karaman, qui en limite l'extension à l'État croate préféodal, se défend de proposer une solution définitive. Résumé français.) [*Istoriski časopis Beograd*, 1950.] — *Drag. Janković* et *I. Božić*. Problèmes fondamentaux de l'histoire de la Serbie à l'époque des États serbes du Moyen Age. (Nécessité d'orienter les recherches sur les problèmes sociaux ; en serbo-croate ; résumé français.) [*Istoriski Glasnik Beograd*, 1950.] — *B. Durdev*. Problèmes fondamentaux de l'histoire serbe au temps de la domination turque. (Époque marquée par un renforcement de l'appareil féodal, un retour à la vie patriarcale qu'il ne faut pas idéaliser ; résumé français.) [*Ibid.*] — *Ernesto Pontieri*. Ferdinando il Cattolico e i regni di Napoli e di Sicilia nella storiografia italiana dell'ultimo cinquantennio. [*R. st. it.*, 1952, fasc. 3.] — *J. Ernesto Martínez Ferrando*. Caballeros portugueses en el levantamiento de la Generalidad catalana contra Juan II. (1464-1466. D'après les archives de Barcelone. Pièces justificatives.) [*Hispania*, n° 46, 1952.] — *F. Baiz*. Notes sur les clercs de la Chambre apostolique (xiii^e-xiv^e siècle). [*Bull. de l'Inst. hist. belge de Rome*, fasc. XXVII, 1952.] — *P. Bonenfant*. La persistance des souvenirs lotharingiens : à propos d'une supplique brabançonne au pape Martin V. [*Ibid.*] — *G. Despy*. Bruges et les collectories pontificales de Scandinavie et de Pologne au xiv^e siècle. [*Ibid.*] — *M. Martens*. La correspondance de caractère économique échangée entre Francesco Sforza, duc de Milan, et Philippe le Bon, duc de Bourgogne (1450-1466). [*Ibid.*] — *J. Stiennon*. L'iconographie de saint Augustin, d'après Benozzo Gozzoli et les Croisiers de Huy. [*Ibid.*] — *M. Tournour*. Antoine de Bourgogne, duc de Brabant, la papauté et Liège lors du schisme de Thierry de Perwez. [*Ibid.*]

E. Baie, *E. de Bruyn* et *J. Salzberger*. Claus Sluter et l'Italie. [*Ac. R. Belg. Bull. Cl. B.-Arts*, 1952, 5-9.] — *Hans Baron*. A struggle for liberty in the Renaissance ;

Florence, Venice, and Milan in the early Quattrocento (I). [*Am. hist. rev.*, janvier et avril 1953.] — *H. Baron*. The Anti-Florentine discourses of the Doge Tommaso Mocenigo (1414-1423) : their date and partial forgery. (Les attaques contre Florence sont des interpolations postérieures à la guerre de Lucques de 1429-1434.) [*Speculum*, t. XXVII, 1952.] — *Franco Gaeta*. Una polemica quattrocentesca contro *De falso credita et ementita Constantini donatione declamatio* di Lorenzo Valla. [*R. st. it.*, 1952, fasc. 3.] — *Felix Gilbert*. The structure and composition of Machiavelli's *Discorsi*. [*J. of the hist. of ideas*, janvier 1953.]

IV. XVI^e SIÈCLE ET ANCIEN RÉGIME

John Herman Randall Jr. Leonardo da Vinci and modern science. [*J. of the hist. of ideas*, avril 1953.] — *Pierre Colotte*. Le poète Pierre de Deimier (Avignon vers 1580?-après 1615). [*Provence hist.*, oct.-déc. 1952 et janvier-mars 1953.] — *Paul Canestrier*. Un village alpin au XVI^e siècle. [*Annales, E. S. C.*, octobre-décembre 1952.] — *Jean Rigault*. Une relation inédite du siège de Metz en 1552. [*A. de l'Est*, 1952, n° 4.] — *Claude Kunegel*. Toul au XVI^e siècle : problème de prix et gestion financière. [*Ibid.*] — *Mario Roques*. Coriette dans Marguerite de Navarre. [*C.-R. de l'Ac. des I. et B.-L.*, 1951.] — *Jean Schneider*. La cité de Verdun à la veille du voyage d'Austrasie. [*A. de l'Est*, 1952, n° 4.] — *G. R. Elton*. Parliamentary drafts, 1529-1540. (Étude sur les projets d'actes du Parlement sous le règne d'Henry VIII.) [*Bull. Instit. Hist. Research*, n° 3, 1952.] — *Abel Lefranc*. Le Pré-Hamlet et les origines d'Hamlet. [*C.-R. de l'Ac. des I. et B.-L.*, 1951.] — *Eugène Olivier*. Les armées lousannaises (1537-1540) de Conrad Gessner. [*R. suisse d'hist.*, 1951, n° 3.] — *C. Tihon*. Grâces et faveurs accordées par le cardinal Carlo Carafa pendant sa légation à Bruxelles (1557-1558). [*Bull. de l'Inst. hist. belge de Rome*, fasc. XXVII, 1952.] — *L. van der Essen*. Correspondance de Cosimo Masi, secrétaire d'Alexandre Farnèse, concernant le gouvernement de Mansfeld, de Fuentes et de l'archiduc Ernest aux Pays-Bas (1593-1594). [*Ibid.*] — *Ch. Verlinden*. Lettres commerciales italiennes d'une firme anversoise (1586). [*Ibid.*] — *Gordon Griffiths*. Les sources de la « Chronique abrégée de la ville de Bruxelles » de J. F. Foppens pour l'époque calviniste (1570-1585). [*Bull. Com. R. Hist.*, CXVII, 3.] — *W. van Eeden*. Stockholm 7 en 8 November 1520. [*Ts. v. Gdnis*, 1951, 3-4.] — *Hipólito Sancho de Sopranis*. El retablo de la Capilla mayor de San Marcos de Jerez. (Deuxième moitié du XVI^e siècle.) [*Arch. hisp.*, n°s 54-56, 1952.] — *Hans R. Ræmer*. Die Safawiden. [*Saeculum*, 1953, Heft 1.] — *El Mahdi Bonabdelli*. Le cheikh Mohammed ibn Ali el Kharroubi. [*R. africaine*, 3^e et 4^e trim. 1952.] — *Frédéric Mauro*. Économie et budget à Madère, 1591-1641. [*Annales, E. S. C.*, octobre-décembre 1952.]

Walter Bodmer. Tendenzen der Wirtschaftspolitik der eidgenössischen Orte im Zeitalter der Merkantilismus. [*R. suisse d'hist.*, 1951, n° 4.] — *Jean Jacquot*. Le voyage de Thomas Coryat et les amitiés anglo-suissees au début du XVII^e siècle. [*Ibid.*, n° 2.] — *L.-E. Halkin*. Documents liégeois à la Bibliothèque nationale de Naples (du XVI^e siècle). [*Bull. de l'Inst. hist. belge de Rome*, fasc. XXVII, 1952.] — *J. Hoyoaux*. François Van Thienen, chanoine de Notre-Dame d'Anvers. [*Ibid.*] — *Vicomte Terlinde*. La diplomatie pontificale et la paix d'Aix-la-Chapelle de 1668. [*Ibid.*] — *W. Brulez*. Le budget de la nonciature de Flandre au XVII^e siècle. [*Ibid.*] — *R. Romano*. A Florence au XVII^e siècle. Industries textiles et conjoncture. [*Annales, E. S. C.*, octobre-décembre 1952.] — *Seymour Slive*. Rembrandt and his

contemporary critics. [*J. of the hist. of ideas*, avril 1953.] — J. C. H. De Pater. Leicester en Overijsel. [*Ts. v. Gdnis*, 1951, 3-4.] — G. van Alphen. De Illustre School te Breda en haar boekerij. (Tentative manquée pour créer une Université à Bréda au XVII^e siècle.) [*Ibid.*] — Robert-Lionel Séguin. Étude d'histoire économique : les bêtes à cornes et leurs implications historiques en Amérique française. [*R. d'hist. de l'Am. fr.*, décembre 1952.] — Marie-Claire Daveluy. Bibliographie de la Société de Notre-Dame de Montréal (1639-1663) (suite). [*Ibid.*] — A. Koutif. Origines et portée de « l'invitation » de Léopold I aux peuples balkaniques du 6 avril 1690. (Le *Mémorial sur l'Albanie* du comte Marsille a servi de base à l'« Invitation », le patriarche de Pecs a secondé le général Piccolomini à Prizrend en 1689 ; en serbo-croate ; résumé français.) [*Istoriski Casopis Beograd*, 1951.] — F. W. N. Hugenholz. Graaf Willem III « de Goede ». De geschiedenis van een bijnaam. [*Ts. v. Gdnis*, 1952, 1-2.]

Jean Imbert. Les rapports entre l'aubaine et la bourgeoisie en Lorraine. [*A. de l'Est*, 1952, n° 4.] — Pierre Goubert. En Beauvaisis : problèmes démographiques du XVII^e siècle. [*Annales, E. S. C.*, octobre-décembre 1952.] — H.-J. Martin. L'édition parisienne au XVII^e siècle : quelques aspects économiques. [*Ibid.*] — Marcel Giraud. Crise de conscience et d'autorité à la fin du règne de Louis XIV (2^e partie). [*Ibid.*, avril-juin 1952.] — Jean Nicod. Le bois de la Basse-Provence de la fin du XVII^e siècle à la Révolution. [*Provence historique*, octobre-décembre 1952.]

S. F. Mason. Science and religion in seventeenth century England. [*Past and present*, n° 3, février 1953.] — W. R. Ward. The Office for Taxes, 1665-1798. [*Bull. Instit. Hist. Research*, novembre 1952.] — W. R. Powell. The Sources for the history of protestant nonconformist churches in England. [*Ibid.*] — C. Rieckwel. Judge Jeffreys. (A propos du livre de H. Montgomery. Londres Hyde, 1940.) [*Ts. v. Gdnis*, 1951, 3-4.] — B. McL. Ranft. The significance of the political career of Samuel Pepys. [*J. of mod. hist.*, décembre 1952.] — D. M. Barratt. The Enclosure of the Manor of Wasperton in 1664. [*Univ. of Birmingham Hist. J.*, III, 2, 1952.]

H. Fréville. Le pouvoir royal et la Bretagne. (Résumé de sa thèse récente.) [*Inf. Hist.*, janvier-février 1953.] — J.-Fr. Brochard-Savinière. Un armateur normand du XVIII^e siècle. [*A. de Normandie*, janvier 1953.] — Z. Jedryka. Le Contrat social économique : Jean-Jacques Rousseau, fondateur de la démocratie économique. [*R. int. d'hist. pol. et const.*, octobre-décembre 1952.] — Michel Antoine. A propos des dénombrements des duchés de Lorraine et de Bar sous le règne de Léopold. [*A. de l'Est*, 1953, n° 1.] — René Taveneaux. Un janséniste converti : dom Louis Cabillot (Verdun 1707-Orval 1772). Ses conceptions de l'autorité ecclésiastique. [*Ibid.*] — D. Ligou. La Cour des Aides de Montauban à la fin du XVIII^e siècle. [*A. du Midi*, 1952, fasc. 4.]

Adolphine Haasbauer. Johann Kaspar Lavater und der berühmteste Presseprozess der Helvetik. [*R. suisse d'hist.*, 1951, n° 1.] — Willy Andreas. Die Kosten der Schweizerreise Goethes und Carl August von Weimar (1779). [*Ibid.*] — Francesco Bertoliatti. Le ricerche storiche del foglio di Mendrisio, Felice Zelger e le nuove fonti sul tradimento di Novara. [*Ibid.*] — Enzo Piscitelli. Fabrizio Ruffo e la riforma economica dello Stato Pontificio. (Étude précise des réformes d'inspiration partiellement physiocratique apportées à l'État pontifical par Fabrizio Ruffo, trésorier général de l'Église romaine de 1784 à 1794.) [*Arch. della Soc. rom. di storia patria*, t. LXXIV, 1951.] — G. Arntzen. Waren Willem IV en Frederik de Grots vrienden? [*Ts. v. Gdnis*, 1951, 3-4.] — Luis Pérez Bueno. Correspondencia diplo-

mática del Conde de Mahony, embajador de Fernando VI en Viena. (1762. D'après les archives de Simancas.) [*Hispania*, n° 46, 1952.] — V. F. de Ruyt. Archéologues belges en Italie. (Depuis le xvii^e siècle.) [*Bull. de l'Inst. hist. belge de Rome*, fasc. XXVII, 1952.] — Ph. Lefèvre. L'octroi des insignes pontificaux au doyen de Bruxelles, 1777. [*Ibid.*] — S. Ansiaux. Les « dessins d'Italie » de Laurent-Benoît Dewez. [*Ibid.*] — Pierre Goubert. Une belle enquête : Saint-Domingue au xviii^e siècle. [*Annales, E. S. C.*, 1952, n° 3.] — Marcel Trudel. L'affaire Jumonville. [*R. d'hist. de l'Am. fr.*, décembre 1952.]

V. LA RÉVOLUTION FRANÇAISE ET LE XIX^e SIÈCLE

Albert Soboul. A propos d'un article sur la Révolution française. (Par René Roux, dans *Rev. d'hist. écon. et soc.*, 1951, n° 3, sur la Révolution française et l'idée de lutte des classes.) [*Annales, E. S. C.*, octobre-décembre 1952.] — Hans A. Schmitt et John C. Weston Jr. Ten letters to Edmund Burke from the french translator of the *Reflections on the Revolution in France*. [*J. of mod. hist.*, décembre 1952 et mars 1953.] — Paul Michaud. Bonaparte à Seurre au printemps de 1789. [*A. de Bourg*, octobre-décembre 1952.] — Cécile-R. Delhorbe. Mallet du Pan, juge du Manifeste de Brunswick. [*R. suisse d'hist.*, 1951, n° 4.] — A. Thomazi. Napoléon à Toulon. [*R. marit.*, janvier 1953.] — Bernard Kayser. Le problème de l'autarcie dans une commune rurale (Valbonne) sous l'Ancien Régime et la Révolution. [*Provence hist.*, janvier-mars 1953.] — A. Troux. La police politique pendant la Révolution française (2^e article). [*Inf. Hist.*, septembre-octobre 1952.] — J. Vidalenc. L'émigration pendant la Révolution française. (Analyse et discussion du livre de D. Greer.) [*Ibid.*, janvier-février 1953.] — Charles Blount. Bentham, Dumont and Mirabeau. [*Univ. of Birmingham Hist. J.*, III, 2, 1952.] — M. Lacoste. Le partage des communaux sur le territoire du département de la Meurthe avant la loi du 10 juin 1793. [*A. de l'Est*, 1953, n° 1 et 2.] — R. B. Rose. The Revolutionary Committees of the Paris Sections in 1793 : a manuscript in the John Rylands Library. (Registre d'émargements des membres du Comité révolutionnaire des sections de Paris, en vue du paiement de leurs indemnités.) [*Bull. of the John Rylands Libr.*, t. XXXV, 1952.]

G. de Bertier. L'histoire religieuse de la Restauration aux Archives du Vatican. [*R. d'hist. de l'Église de Fr.*, 1952.] — J. W. Joyce. La fête de la Tarasque à Tarascon sous Napoléon et la Restauration. [*Provence hist.*, janvier-mars 1953.] — L. Bergasse. Un janséniste lyonnais : Alexandre Bergasse, 1754-1820. [*R. d'hist. de l'Église de Fr.*, 1952.] — Gabriel Richard. L'esprit public en Lorraine au début de la Restauration. [*A. de l'Est*, 1953, n° 2.] — Georges Lote. De Benjamin Constant à Paul-Louis Courier. Saumur 1820 (II). [*R. de la Médit.*, novembre-décembre 1952.] — A. Dupuy. Maires ruraux sous la Restauration, d'après Balzac, Stendhal et Paul-Louis Courier. [*Inf. Hist.*, septembre-octobre 1952.] — Vicomte Terlinden. Une correspondance de famille relative aux débuts de la Révolution belge (29 août-23 octobre 1830). [*Bull. Com. R. Hist.*, CXVII, 2.] — I. C. Suttorp. De betekenis van het verblijf van Naundorff in Nederland. (L'affaire Naundorff vue sous l'aspect de la politique intérieure hollandaise.) [*Ts. v. Gdnis*, 1952, 1-2.] — G. Luxel. Le tragique destin de l'amiral Dumont d'Urville. [*R. marit.*, février 1953.] — Raymond Decary. Bertrand-Hercule Blevec, successeur de Sylvain Roux à Sainte-Marie de Madagascar (1823-1830). [*R. d'hist. col.*, 1951, 4^e trim.] — M. Eisenbeth.

Les Juifs en Algérie et en Tunisie à l'époque turque (1516-1830) (fin). [*R. africaine*, 3^e et 4^e trim. 1952.] — *M. Emerit*. Le mystère Yusuf. [*Ibid.*] — *A. B. C. Cobban*. Administrative pressure in the election of the French Constituent Assembly, April, 1848. [*Bull. Instit. Hist. Research*, novembre 1952.] — *M.-H. Vicaire*. Les ouvriers parisiens en face du catholicisme de 1830 à 1870. [*R. suisse d'hist.*, 1951, n° 2.] — *G. Charlier, H. Liebrecht et R. Livier*. Victor Hugo et la Belgique. (Intéresse partiellement l'exil du poète.) [*Ac. R. de l. et lit. fr.*, 1952.] — *David H. Pinkney*. Migrations to Paris during the Second Empire. [*J. of mod. hist.*, mars 1953.]

Carlo Francovich. Gli Illuminati di Weishaupt e l'idea equalitaria in alcune società segrete del Risorgimento. [*Movimento operaio*, juillet-août 1952.] — *F. Anelli*. L'aspetto latino della Storia europea del decennio. (Tire des vues générales sur l'opposition des nations latines et slaves de 1849 à 1859.) [*Ras. Stor. del Risgto*, 1952, octobre-décembre, fasc. IV.] — *C. Carista*. Perché V. Gioberti avverso il Giansenismo. (Élucide les aspects des positions intellectuelles du Jansénisme italien ou étranger durant le Risorgimento. L'auteur insiste surtout sur le rôle des traditions de Port-Royal dans la pensée religieuse italienne au XIX^e siècle.) [*Ibid.*] — *Georges Bourgin*. Les Français victimes des bombardements de Sicile en 1848. (Tire la substance de cette intéressante communication d'un curieux dossier *Affaires diverses* des Archives du quai d'Orsay.) [*Ibid.*] — *P. Aletri*. I Moderati toscani. (Démontre que le coup d'État du 12 avril 1849 sépara définitivement les modérés toscans (Ricasoli, Salvagnoli, etc.) du parti légitimiste.) [*Ibid.*] — *E. Artom*. L'abolizione dello Statuto toscano (1852). (Utilise les documents de l'« Archivio di Stato » de Florence pour retracer les étapes de la politique réactionnaire du grand-duc de Toscane de 1849 à 1852.) [*Ibid.*] — *L. Balestreri*. Il settimanale genovese « La Donna » (1855-1856). (Étude de la presse féminine dans le royaume de Sardaigne et particulièrement du journal démocratique génois : « La Donna ».) [*Ibid.*] — *C. Baudi di Vesme*. Il Regno delle Due Sicilie durante la guerra di Crimea. (Utilise les Archives du quai d'Orsay pour préciser l'attitude russophile de Ferdinand II.) [*Ibid.*] — *F. Boyer*. Garibaldi et les Siciliens d'après les consuls de France à Palerme et à Messine (mai-août). (Documentation extraite des Archives du ministère des Affaires étrangères. Les textes cités sont une condamnation de l'administration des Bourbons en Sicile.) [*Ibid.*] — *A. Caldarella*. Interventi di emigrati esteri nel movimento di preparazione in Sicilia (1854-1855). (A utilisé les archives judiciaires de Palerme pour retracer l'histoire de la participation d'Américains à des mouvements révolutionnaires en Sicile.) [*Ibid.*] — *S. Camerani*. Lo spirito pubblico in Toscana nel 1849 dopo la Restaurazione. (Excellente étude fondée sur le dépouillement des dossiers du ministère de l'Intérieur grand-ducal à l'« Archivio di Stato » de Florence.) [*Ibid.*] — *G. Cervani*. Un aspetto della vita economica triestina di cento anni fa. (Monographie de la vie économique de Trieste au moment des travaux de percement du canal de Suez. Met en lumière le rôle d'un certain P. Revoltella, chargé, par le gouvernement de Vienne, de suivre les progrès de l'entreprise de F. de Lesseps.) [*Ibid.*] — *A. Codignola*. La repercussione della spedizione di Sapri nella politica internazionale. (Résume l'attitude de Napoléon III après le coup de main mazzinien de Ponta-Sapri, dans les États du roi de Naples, au cours duquel fut tué Pisacane.) [*Ibid.*] — *E. di Carlo*. Lettere inedite di P. S. Mancini al Mittemaier. (Exploite des trouvailles faites à Heidelberg relativement à la correspondance du patriote italien avec le juriste allemand, de 1849 à 1859.) [*Ibid.*] — *A. Dioscoridi*. Un episodio significativo

del contrasto fra Stato e Chiesa in Toscana dopo il concordato del 1851. (Esquisse les difficultés d'interprétation du Concordat au sujet des biens de l'Église à Florence.) [*Ibid.*] — *G. Fasolini*. Fonti Catanesi per la Storia del decennio in Sicilia. (Répertoire des fonds conservés à l'« Archivio di Stato » de Catane durant la période 1849-1859.) [*Ibid.*] — *F. Fonzi*. Correnti di opposizione alla politica piemontese. (Attitude des catholiques génois hostiles à la politique de Cavour.) [*Ibid.*] — *G. Gaeta*. Atteggiamenti del giornalismo reazionario fra la prima e la seconda guerra d'indipendenza. (Bonne étude de la presse austrophile, stipendiée à Trieste par le Lloyd austriaco.) [*Ibid.*] — *A. Gentile*. Attività editoriale triestina nel decennio della preparazione. (Exposé précis des tendances de la presse triestine de 1849 à 1859.) [*Ibid.*] — *Alberto M. Ghisalberti*. Il proclama di Moncalieri. (Éclaire la politique de M. d'Azeglio durant la première année du règne de Victor Emmanuel II. Intéressantes considérations sur ses tendances républicaines.) [*Ibid.*] — *V. E. Giuntella*. L'intervento piemontese in Crimea e la neutralità del Belgio. (Caractérise la politique hostile de la Belgique vis-à-vis du royaume de Sardaigne lors de l'intervention piémontaise en Crimée.) [*Ibid.*] — *P. Guichonnet*. Trois lettres inédites de Cavour. (Lettres concernant la Savoie, retrouvées dans les papiers de la famille Châtrier à Bonneville.) [*Ibid.*] — *E. Librino*. Rapporti tra Depretis e Mazzini (1850-1855). (Lettres montrant que le futur président du Conseil de la Monarchie participa dans sa jeunesse aux conspirations républicaines.) [*Ibid.*] — *E. Liburdi*. Di Giuseppina Mercantini De Filippi e dell' inno di Garibaldi che non volle musicare. (Origines de l'hymne de Garibaldi.) [*Ibid.*] — *A. Ledolini*. Il centenario dei manifesti mazziniani del 1851. (Cite deux lettres inédites de Mazzini écrites en 1851, adressées à Depretis pour le mettre en garde contre le « Comité latin » fondé à Paris par quelques démocrates.) [*Ibid.*] — *Id.* Il tentativo di Pio IX per la ricostituzione delle corporazioni (1852). (Contribution à l'étude du mouvement ouvrier romain au XIX^e siècle; bilan des efforts de Pie IX, en 1851-1852, pour reconstituer les corporations abolies un demi-siècle auparavant.) [*Ibid.*] — *L. A. Pagano*. Il carteggio ufficiale di Filippo de Boni. (Analyse les rapports de F. de Boni, envoyé de la République romaine à Berne, février-juillet 1849.) [*Ibid.*] — *C. Pagnini*. Dei giornali triestini del decennio di preparazione. (Tendances de la presse de Trieste avant la guerre de 1859, examine particulièrement l'esprit d'un quotidien irrédentiste, *La Ciarla*.) [*Ibid.*] — *I. Peri*. Sicilia e Italia nella storiografia del decennio 1848-1858. (Histoire du parti de l'Indépendance sicilienne, conclusions pour les circonstances actuelles.) [*Ibid.*] — *G. Perticone*. Il regime costituzionale nel primo decennio dello Statuto. (Tableau des vicissitudes de la vie politique piémontaise durant les dix premières années du règne de Victor-Emmanuel II.) [*Ibid.*] — *L. Porcu*. Idee ed azioni durante il decennio di preparazione in Sardegna. (Dépouillement de la bibliographie et de la presse politique se référant à l'histoire de la Sardaigne de 1849 à 1859. Administre la preuve de l'impopularité de Cavour dans l'île.) [*Ibid.*] — *Charles-H. Pouthas*. La médiation de Napoléon III entre le roi de Naples, les Siciliens et le gouvernement piémontais (mai-août 1860). (Revue exhaustive des sources bibliographiques, complétée par des apports inédits : correspondances consulaires de Sicile, dépêches diplomatiques, rapports des amiraux au ministère de la Marine. Éclaire la conception de Napoléon III d'une Italie fédérale.) [*Ibid.*] — *S. Romiti*. La politica navale del Piemonte nel decennio 1849-1859. (Examine la politique navale de Cavour.) [*Ibid.*] — *C. Spellanzon*. Di talune attenuazioni nel regime carcerario della Spial-

berg. (Renseignements sur l'influence de *Mes Prisons*, de S. Pellico. L'auteur démontre que l'administration autrichienne s'efforça d'atténuer les rigueurs usitées envers les détenus politiques pour contredire les accusations de S. Pellico.) [*Ibid.*] — *F. Suadi*. Qualche cenno sul decennio di preparazione nella Venezia Giulia. (Synthèse des textes caractérisant le régime autrichien en Istrie de 1849 à 1859.) [*Ibid.*] — *T. U. Tazzoli*. Il pensiero di Don Enrico Tazzoli di fronte al problema dell'Unità italiana. (La pensée politique et religieuse d'un martyr de Belfiore, l'abbé Tazzoli.) [*Ibid.*] — *V. Titone*. La rivoluzione del Risorgimento nel pensiero del Padre Bresciani. [*Ibid.*] — *G. Valente*. Il decennio di preparazione in provincia di Cosenza. [*Ibid.*] — *F. Valsecchi*. Di alcuni caratteri e tendenze della storiografia più recente sul decennio di preparazione. (Relève les insuffisances d'ordre bibliographique sur la période 1849-1859.) [*Ibid.*] — *C. Vidal*. Le Second Empire et Ferdinand II de Naples (1852-1859). (Suit, d'après les Archives du quai d'Orsay, l'évolution des rapports diplomatiques entre les Cours des Tuileries et de Naples.) [*Ibid.*]

Ernst Walter Zeeden. Das Jahrhundert des Bürgertums. Franz Schnabel, *Deutsche Geschichte im 19. Jahrhundert*. [Saeculum, 1952, n° 4.] — *J. Sigmann*. Les débuts des sciences expérimentales et de la technique en Allemagne dans la première moitié du XIX^e siècle. (Analyse du t. IV de *F. Schnabel*.) [*Inf. Hist.*, septembre-octobre 1952.] — *W. Carr*. The Growth of German National Consciousness in Schleswig-Holstein, 1815-1848. [*Univ. of Birmingham Hist. J.*, III, 2, 1952.] — *Eduard Vischer*. Zu Leopold von Ranke's Briefen. [*R. suisse d'hist.*, 1951, n° 2.] — *Id.* Die deutsche Reichsgründung von 1871 im Urteil schweizerischen Eidgenossen. [*Ibid.*, n° 3.] — *J. C. Boogman*. Beschouwingen over Bismarck. (Analyse des travaux récents.) [*Ts. v. Gdnis*, 1952, 1-2.] — *Enno E. Krashe*. Practical politics in the German confederation: Bismarck and the commercial code. [*J. of mod. hist.*, mars 1953.] — *John L. Snell*. German socialists in the last imperial Reichstag, 1912-1918. [*Bull. of the Int. Inst. of social hist.*, 1952, n° 3.]

Anton Müller. Ebikon: Luzerner Publizistik und Krise der Regeneration 1839-1841. [*R. suisse d'hist.*, 1951, n° 1.] — *A. Schreiber*. A propos du rôle de Napoléon III dans la solution de l'affaire de Neuchâtel, 1856-1857. [*Ibid.*, n° 4.] — *Albert W. Schoop*. Der Kerns erste Pariser Mission 1856-1857. [*Ibid.*, n° 1.] — *Hans Hiller*. Ein Vorstoss zur Wiedergewinnung der Grafschaft Bormio 1866. [*Ibid.*, n° 3.]

Giuseppe Del Bo. Lo spionaggio intorno alla I Internazionale: Oscar Testut, agente segreto « numero 47 ». [*Mov. operaio*, novembre-décembre 1952.] — *Ugo Fedeli*. Luigi Molinari e gli avvenimenti del gennaio 1894 a Carrara. [*Ibid.*] — La vita sociale e politica imolese dalla *Cronaca Cerchiari*, 1865-1901, a cura di *Amedeo Tabanelli*. [*Ibid.*, juillet-octobre 1952.] — *Salvatore F. Romano*. Rosario Garibaldi Bosco e i suoi *Appunti del carcere* (1893). [*Ibid.*, novembre-décembre 1952.] — *Alfred Costes*. Victor Dave. (Ami de Bakounine, mort en 1922.) [*Bull. of the Int. Inst. of social hist.*, 1952, n° 3.] — *Alfred Rambaud*. Québec et la guerre franco-allemande de 1870. [*R. d'hist. de l'Am. fr.*, décembre 1952.] — *Lionel Groulx*. Henri Bourassa et la chaire d'histoire du Canada à l'Université de Montréal. [*Ibid.*] — Mémoire sur la question des écoles du Manitoba. L'origine de cette question (1897). [*Ibid.*]

James Z. Rabun. Alexander H. Stephens and Jefferson Davis. [*Am. hist. rev.*, janvier 1953.] — *Wilbur Devereux Jones*. The british conservatives and the ame-

rican civil war. [*Ibid.*, avril 1953.] — *Elwin W. Sigmund*. The Granger cases : 1877 or 1876? [*Ibid.*] — *Douglas C. Stenerson*. Emerson and the agrarian tradition. [*J. of the hist. of ideas*, janvier 1953.] — *Paul A. Varg*. William Woodville Rockhill and the Open Door notes (1899). [*J. of mod. hist.*, décembre 1952.] — *Ph. Franck*. La genèse de l'affaire de Cochinchine. [*R. d'hist. des col.*, 1951, 4^e trim.]

H. L. Varley. Imperialism and Rudyard Kipling. [*J. of the hist. of ideas*, janvier 1953.] — *W. S. Adam*. Lloyd George and the labour movement. [*Past and present*, n° 3, février 1953.] — *N. Vučo*. Situation des compagnons et apprentis à l'époque de l'affaiblissement des corporations de métiers en Serbie. (Seconde moitié du XIX^e et début du XX^e siècle. Renforcement de l'exploitation des ouvriers par les maîtres artisans devant la concurrence des premières manufactures; en serbo-croate; résumé français.) [*Istoriski Časopis Beograd*, 1951.] — *A. Louant*. Charles Périn et Pie IX. [*Bull. de l'Inst. hist. belge de Rome*, fasc. XXVII, 1952.] — *M.-H. Vicaire*. Histoire religieuse ou histoire politique? (A propos de l'ouvrage de *A. Dansette*, Histoire religieuse de la France contemporaine.) [*Annales, E. S. C.*, 1952, n° 3.] — *G.-M. Vuillemin*. Autour du capitaine Mangin. (Tué le 13 juin 1908 en Mauritanie.) [*R. d'hist. des col.*, 1951, 4^e trim.] — *Id.* La fondation de Monackchott. (En 1904.) [*Ibid.*]

VI. DEPUIS 1914

J. Chal Vinson. The drafting of the Four-Power treaty of the Washington Conference. [*J. of mod. hist.*, mars 1953.] — *William C. Askew*. The secret agreement between France and Italy on Ethiopia, January 1935. [*Ibid.*] — *Hans Rothfels*. Zeitgeschichte als Aufgabe. [*Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, janvier 1953.] — *Andreas Predöhl*. Epochenbedeutung der Weltwirtschaftskrise. [*Ibid.*, avril 1953.] — *Helm Speidel*. Reichswehr und Rote Armee. [*Ibid.*] — *Wilhelm Treue*. Das Dritte Reich und die Westmächte auf dem Balkan. [*Ibid.*] — Zur Ermordung des General Schleicher. [*Ibid.*] — *Hermann Mau*. Die « Zweite Revolution ». Der 30 Juni 1934. [*Ibid.*, avril 1953.] — *Hans Rothfels*. Zur Krise des Nationalstaats. [*Ibid.*] — *Theodor Escherburg*. Franz von Papen. [*Ibid.*] — *Heinrich Stuebel*. Nationalsozialismus in Südwest Africa. [*Ibid.*] — *Helmuth Krausnick*. Rommel und der Deutsche Widerstand. [*Ibid.*, avril 1953.] — *Mario Toscano*. Le conversazioni militari italo-tedesche alla vigilia della seconda guerra mondiale. [*R. st. it.*, 1952, fasc. 3.] — Amiral *R. Castex*. Encore le barème. (Réponse à l'article anonyme paru dans cette même revue, 1^{er} juin 1952.) [*R. de Déf. nat.*, janvier 1953.] — Lieutenant-colonel *F. Schneider*. Les troupes aéroportées allemandes en 1939-1945. [*Ibid.*, décembre 1952.] — *Arthur Layton Funk*. A document relating to the second World war : the Clark-Darlan agreement, november 22, 1942. [*J. of mod. hist.*, mars 1953.] — *Maxime Mourin*. Reddition sans conditions. [*R. de Déf. nat.*, janvier 1953.] — Général *Niessel*. La bataille de Berlin. [*Ibid.*, mars 1953.] — Colonel *P.-L. Philibert*. La logistique interalliée de 1914 à 1918 (II). [*Ibid.*, décembre 1952.] — *Eddy Bauer*. Malta et Nafta. Comment l'axe perdit la guerre en Méditerranée (II). [*Ibid.*] — *H. Laure*. Le ravitaillement en pétrole du Japon et la guerre des communications. [*Rev. marit.*, janvier et février 1953.]

G. Friedmann. Nouveaux regards et réflexions sur l'U. R. S. S. [*Annales, E. S. C.*, octobre-décembre 1952.] — *Oliver H. Radkey*. An alternative to Bolshevism : the program of russian social revolutionism. [*J. of mod. hist.*, mars 1953.] — *Ber-*

nard Carantino et Alexis Schiray. La campagne de redressement en Russie soviétique. [Pol. étr., février-avril 1953.] — Capitaine de vaisseau *M. Peltier*. Forces armées soviétiques. [R. marit., avril 1953.]

Édouard Sablier. La signification de l'affaire du pétrole iranien. [Pol. étr., février-avril 1953.] — *Manoutchehr Fartache*. Le développement économique et les problèmes politiques du Moyen-Orient. [Ibid.] — *Roger Lévy*. Impressions politiques d'Amérique et d'Asie. [R. de Déf. nat., janvier 1953.] — Général *Jean Marchand*. La crise du 19 décembre 1946 en Indochine. [Ibid., décembre 1952.] — Capitaine de frégate *A. Léost*. Combats et pacification en Indochine (fin). [R. marit., avril 1953.] — *Louis Hambis*. Le centre d'études sociologiques de Pékin, ses rapports avec les grandes institutions scientifiques chinoises. [C.-R. de l'Ac. des I. et B.-L., 1951.] — *Louis Malleret*. La situation de l'École française d'Extrême-Orient en 1951. [Ibid.] — *Jean des Cilleuls*. Le conflit coréen et le service de santé des Forces des Nations-Unies. [R. de Déf. nat., janvier 1953.]

Giuseppe Carbone. I libri del Carcere di Antonio Gramsci. [Mov. operaio, juillet-août 1952.] — *M. Bataillon*. Une Université du Nouveau Monde : San Marcos de Lima. [Annales, E. S. C., 1952, n° 3.] — *Jean-Paul Trystram*. Quelques aspects des relations industrielles au Maroc. [Ibid.] — *Joseph Schacht*. Méthodes et problèmes de l'administration coloniale britannique. [R. de la Médit., novembre 1952.] — *Claude Précheur*. Maxéville : de l'aube de la métallurgie lorraine au phénomène de banlieue industrielle. [A. de l'Est, 1953, n° 1.] — *W. Diville*. La vie industrielle dans la vallée moyenne de l'Eure. [A. de Normandie, janvier 1953.]

Camille Rougeron. Le déclin de l'aviation tactique. [R. de Déf. nat., janvier 1953.] — *J. Augustin-Léger*. La pensée militaire à l'étranger. [Ibid.] — Lieutenant-colonel *F.-O. Miksche*. Machines de guerre de l'Ouest contre effectifs de l'Est. [Ibid., décembre 1952.] — Vice-amiral *G. Durand-Viel*. L'autorité gouvernementale en temps de guerre (fin). [R. marit., janvier 1953.] — *Lazar Focsaneanu*. Les conséquences internationales des nationalisations. [Pol. étr., février-avril 1953.] — Vice-amiral *Pierre Barjot*. La zone stratégique de l'océan Indien. [R. de Déf. nat., mars 1953.] — *Gaston Bouthoul*. Volume des guerres et progrès techniques. [Ibid.] — *Costantino Lazzari*. Memoria, a cura di *Alessandro Schiavi* (1926-1927). [Mov. operaio, juillet-décembre 1952.]

VII. HISTOIRE RELIGIEUSE

E. Lamotte. La bienveillance bouddhique. [A. R. Belg. Cl. I. et sc. m. et pol., 1952, 7-9.] — *Pierre Dupont*. Les premières images brahmaniques en Asie du Sud-Est. [C.-R. de l'Ac. des I. et B.-L., 1951.] — *M. et M^{me} J.-M. Casal*. Sites funéraires des environs de Pondichéry, fouilles de 1950. [Ibid.] — *J. Chelhod*. Le sacrifice arabe nommé *dahiya*. [R. de l'hist. des rel., octobre-décembre 1952.]

A. Delatte. Le papyrus d'Antinoopolis relatif aux mystères. [Ac. R. Belgique. Bull. Cl. I. et sc. m. et pol., 1952, 4.] — *P. Boyancé*. L'épitaque de Julia Modesta et l'exégèse symbolique de Virgile. [R. de l'hist. des rel., octobre-décembre 1952.] — *M. Delcor*. Où en est le problème du Midrash d'Habacuc? [Ibid.] — *H. H. Rowley*. The Covenanters of Damascus and the Dead Sea Scrolls. (Interprétation des rouleaux de la mer Morte.) [Bull. of the John Rylands Libr., t. XXXV, 1952.] — *A. Dupont-Sommer*. La sainteté du signe « noun » dans le Manuel de discipline. [Ac. R. Belg. Bull. Cl. I. et sc. m. et pol., 1952, 4.] — *André Dupont-Sommer*. Le

Manuel de discipline découvert près de la mer Morte. [C.-R. de l'Ac. des I. et B.-L., 1951.] — Édouard Dhorme. Le nom du Dieu d'Israël. [Ibid.] — E. Tisserant. Orient et Occident. (Progrès de la connaissance des chrétientés orientales.) [R. H. E., 1952, nos 3-4.]

Ph. Schmitz. Bulletin d'histoire bénédictine. T. V. [R. bénédictine, 1952, nos 3-4.] — C. Charlier et I. Fransen. Bulletin d'ancienne littérature chrétienne latine. T. III. [Ibid.] — François Halkin. Inscriptions grecques relatives à l'hagiographie. [Anal. Bolland., 1952, fasc. 3-4.] — Études byzantines et hagiographie. [Ibid.] — Paul Grosjean. Notes d'hagiographie celtique. [Ibid.] — Jacques Zeiller. Observations sur les origines juridiques des persécutions contre les chrétiens. [C.-R. de l'Ac. des I. et B.-L., 1951.] — John Morris. Early christian orthodoxy. [Past and Present, n° 3, fasc. 1953.] — B. Altaner. Augustinus und die griechische Patristik. [R. bénédictine, 1952, nos 3-4.] — François Halkin. Un émule d'Orphée. La légende grecque de S. Zosime, martyr d'Anazarbe en Cilicie. [Anal. Bolland., 1952, fasc. 3-4.] — Baudouin de Gaiffier. S. Venance Fortunat, évêque de Poitiers. [Ibid.] — Id. Saint Jean de la Croix. [Ibid.] — Maurice Coens. L'auteur de la *Passio Livini* s'est-il inspiré de la *Vita Lebuini*? [Ibid.] — Paul Grosjean. Sur les éditions de l'Usuard de Jean Molanus. [Ibid.] — A. Van Loey. La *Vita S. Gangulphi* et le *Spiegel historial* de Jacob Van Maerlant. [Ac. R. Belg. Bull. Cl. I. et sc. m. et pol. 1952, 10.] — W. Calder et Henri Grégoire. Paulinus, Κοινωνός de Sébaste de Phrygie. [Ibid., 1952, 4.] — A. et C. Guillaumont. Le texte véritable des *Gnostica* d'Évagre le Pontique. [R. de l'hist. des rel., octobre-décembre 1952.] — J. Lebon. Le sort du consubstantiel nicéen. [R. H. E., 1952, nos 3-4.] — J. Duhr. Une lettre de condoléance de Bacharius (?). [Ibid.] — P. Nautin. Notes sur le Stromate I de Clément d'Alexandrie. [Ibid.] — S.-Y. Rudberg. Le texte de l'homélie pseudo-basilienne sur l'Incarnation du Seigneur. [R. bénédictine, 1952, nos 3-4.] — F. Vandenhroucke. Sur les sources de la règle bénédictine et de la *Regula magistri*. [Ibid.] — J. Leclercq. Les écrits de Geoffroy d'Auxerre. [Ibid.] — G. Charlier. Avant-propos au mémoire de M. G. Cohen sur les Nativités et moralités liégeoises. [A. R. Belg. Bull. Cl. I. et sc. m. et pol., 1952, 7-9.] — J. Choux. Études récentes sur Léon IX. [A. de l'Est., 1953, n° 2.] — M.-H. Vicaire. Fondation, approbation, confirmation de l'Ordre des Prêcheurs (fin). [R. H. E., 1952, nos 3-4.] — Francisco Alvarez. Cristóbas Colón y el estudio de la sagrada Escritura. [Arch. hisp., nos 54-56, 1952.] — G. Duboscq. Inventaires d'archives départementales, communales et hospitalières se rapportant à l'histoire ecclésiastique. [R. d'hist. de l'Église de Fr., 1952.] — Charles Le Gras. La fin des confréries des pénitents blancs et des pénitents noirs d'Avignon. [Provence hist., décembre 1952.]

CHRONIQUE

France. — La *Société d'Histoire de la Révolution française*, créée il y a plus de soixante-dix ans, a tenu son assemblée annuelle, à la Sorbonne, le 29 juin 1953, sous la présidence de M. Georges BOURGIN, directeur honoraire des Archives de France. La séance a été consacrée à la commémoration du vingt-cinquième anniversaire de la mort d'Alphonse Aulard.

Ont pris la parole : MM. Marcel Dunan, membre de l'Institut, professeur à la Sorbonne, « Alphonse Aulard, historien du Consulat et de l'Empire » ; Albert Bayet, professeur honoraire à la Sorbonne, « Alphonse Aulard : l'Homme et l'Œuvre » ; B. Mirkine-Guetzévitch, doyen de la Faculté de Droit et de Sciences politiques de l'Université de New-York, « Alphonse Aulard et l'histoire constitutionnelle de la Révolution française » ; Georges Belloni, sous-directeur du Musée Pédagogique, « Mes années chez Alphonse Aulard » ; Pierre Renouvin, membre de l'Institut, professeur à la Sorbonne, « Alphonse Aulard, professeur ». Enfin, Georges Bourgin, « Alphonse Aulard et les Archives ». M. Philippe Sagnac, président de la Société, retenu par la maladie, avait envoyé un message.

Reprenant la publication, interrompue depuis la guerre, des *Cahiers*, la Société consacrera à cette commémoration d'Alphonse Aulard le premier cahier de la nouvelle série.

— Dans le cadre de la Section française du Comité international des Sciences historiques, présidée par M. Lucien FEBVRE, membre de l'Institut, la *Sous-commission française de démographie historique*, dont le président est M. Louis CHEVALIER, professeur au Collège de France, informe les historiens qu'elle se propose un double but : 1^o Établir des relations entre historiens et techniciens de la démographie, en vue d'orienter les chercheurs vers des travaux d'histoire des populations et de les aider dans leurs recherches ; 2^o Préparer le Congrès qui doit se tenir en 1955 à Rome, par le choix et la discussion des rapports préparatoires.

Le siège de la Sous-commission française de démographie historique est à l'*Institut national d'études démographiques*, 23, avenue Franklin-D.-Roosevelt, Paris, VIII^e (tél. Balzac 15-80). Prière d'envoyer toute la correspondance à cette adresse, en précisant bien : « Sous-commission française de démographie historique, C. I. S. H. »

— L'Association française de Science économique attribuera pour la deuxième fois, au printemps de 1954, le prix qu'elle a créé pour rendre hommage au travail d'un chercheur portant sur un sujet d'ordre économique. La forme de ce travail n'est soumise à aucune condition. Il pourra s'agir de thèses, mémoires, rapports ou autres publications dont le seul intérêt scientifique sera pris en considération. Les travaux qui n'ont pas été retenus l'année dernière pourront être présentés à nouveau. Les auteurs ne devront pas être âgés de plus de trente-cinq ans.

Le montant du prix est de 50.000 francs. Les travaux proposés à l'appréciation

de l'Association devront être adressés à son secrétaire général, M. Robert GOETZ (4, rue Michelet, Paris, VI^e), avant le 1^{er} mai 1954.

Soutenance de thèses.

Jean RICHARD, *Les ducs de Bourgogne et la formation du duché, 1078-1144* (thèse principale). — *Le cartulaire de Marcigny-sur-Loire, 1048-1144* (thèse complémentaire) : le samedi 13 juin 1953.

C'est devant un public nombreux, composé pour une grande part de chartistes et d'archivistes, que M. Jean Richard soutient sa thèse ; ce sont aussi des éloges, des critiques, des questions de chartiste que formule M. de Boüard, remerciant l'auteur de mettre à la disposition des historiens le célèbre cartulaire de Marcigny-sur-Loire. Les documents qui le composent, reconstitués le plus souvent d'après des copies et des traductions plus ou moins défectueuses — envers lesquelles M. Richard manifeste parfois une fidélité presque excessive aux yeux de Ch.-E. Perrin — présentent un très grand intérêt pour l'étude de la Bourgogne orientale ; de plus, l'importance de l'abbaye justifie l'ampleur de cette thèse complémentaire aussi volumineuse que la thèse principale : Marcigny a été le premier et longtemps le seul prieuré féminin de Cluny. Évidemment, M. Richard ne manquera pas de rencontrer bien des difficultés lorsqu'il voudra faire imprimer ce gros ouvrage, et M. Perrin le déplore.

L'intérêt de la thèse principale vient, en particulier, de ce qu'elle constitue, en somme, « la première étude d'un grand fief du royaume de France » ; M. Fawtier le souligne, et M. Perroy félicite l'auteur d'avoir tenté de faire une histoire vraiment « totale » ; s'il n'a pu analyser suffisamment la structure sociale, il a au moins partiellement réussi à lier la croissance de cette grande principauté territoriale à l'évolution de la région, à montrer que le pouvoir ducal a eu en Bourgogne un développement original, parce que la structure féodale n'était pas la même que dans les autres régions françaises : elle s'est formée plus tard et les fiefs n'ont jamais eu la même rigidité qu'en Normandie, par exemple. Peut-être M. Richard aurait-il pu pousser davantage de telles comparaisons : « Il ne faut pas être modeste », proclame M. Fawtier, pour qui l'auteur s'est enfermé dans des limites trop étroites et n'a pas suffisamment dégagé l'influence en Bourgogne des précédents français ou, dans le reste de la France, des précédents bourguignons. Certains contrastes demanderaient aussi à être expliqués ; par exemple, il est frappant de constater qu'une coutume unique a pu se former dans le duché, et M. Richard l'explique par l'unification réalisée de bonne heure sous la juridiction de la *Curia Ducis*, mais M. Petot, qui loue l'auteur du discernement avec lequel il nous fait comprendre l'organisation administrative, se demande pourquoi un phénomène semblable ne s'est pas produit dans le vieux domaine royal.

Le jury s'accorde à louer la clarté de l'ouvrage qui lui est présenté. L'album de cartes annexé à la thèse principale n'a pas été inutile même à M. Petot, tout heureux de se retrouver dans une ambiance géographique qui lui a été familière ; pourtant, si le sommaire indique les numéros des cartes, celles-ci n'en portent point ! D'autre part, M. Petot souhaiterait que soient reproduites en notes non seulement les références, mais aussi les passages, les phrases sur lesquels reposent les affirmations formulées dans le texte.

Plus importantes sont les objections qu'élèvent M. Petot et M. Perroy au sujet

des dates initiale et terminale choisies par l'auteur. Selon ce dernier, la période 1078-1315 se caractérise par l'abandon de ce qu'il appelle « l'impérialisme bourguignon », les ducs se bornant alors à consolider leur autorité et à organiser l'administration intérieure dans les limites acquises, tandis que plus tôt et plus tard ils cherchent à réunir de nouveaux territoires. M. Richard défend au moins sa date terminale, en faisant remarquer que les caractères essentiels du duché sont à ce moment fixés, et qu'en particulier son organisation judiciaire et financière ne sera plus sérieusement modifiée. M. Petot se déclare satisfait de cette réponse, tout en ajoutant que la date de 1078 lui paraît moins justifiable. Quant à M. Perroy, il regrette qu'un plan trop chronologique morcelle à l'excès certains problèmes comme celui du rôle de l'Église dans le « mouvement de paix ».

Bien des points d'importance inégale sont encore soulevés par le jury. M. Perroy remarque la faible vigueur de l'avouerie, pose la question de la viguerie, sur laquelle il n'est pas d'accord avec M. Richard, note que l'endettement du duc n'est pas forcément le signe d'une mauvaise gestion financière, comme le laisse entendre l'auteur avec quelque sévérité. M. Petot interroge M. Richard sur l'existence, mentionnée par lui, du parage dans la famille des comtes de Mâcon, sur la persistance « d'institutions vassaliques encore très proches de leurs origines carolingiennes », c'est-à-dire, lui est-il répondu, de fiefs considérés comme des rétributions de services : a-t-il donc pu exister des vassaux sans fiefs, simples « nourris » du seigneur ? Certains actes montrent des femmes nobles prenant auprès de Philippe-Auguste l'engagement de ne pas se marier sans son autorisation ou d'épouser telle personne nommément désignée ; M. Fawtier remarque que le cas est très fréquent dans la politique de Richard-Cœur-de-Lion et de Jean sans Terre. D'autres petits faits sont plus surprenants : ici, les comptes d'un curé sont examinés par les agents du duc ; là, d'autres comptes sont soumis à une dame... M. Richard explique facilement le premier cas (le curé était en même temps intendant du duc), mais il ne peut que constater le second. Il s'étonne, de même, avec M. Petot, de voir le duc « furieux » lorsqu'un fief cédé par un père à son fils revient au père à la mort de ce fils : un tel retour est, en effet, parfaitement normal.

M. Petot insiste sur « une des questions les plus redoutables de l'histoire du Moyen Âge », celle des rapports des ducs avec la royauté. M. Richard est, sur ce point, tout proche de F. Lot et critique vivement la thèse de J. Flach, mais il existe une troisième thèse fort ingénieuse, celle de Paul Fournier : le roi n'exige pas l'hommage des ducs et des comtes tant que l'on se souvient qu'ils sont des fonctionnaires ; il l'exige seulement quand ce souvenir s'est estompé. En tout cas, M. Richard reconnaît qu'il n'a pu trouver, avant la deuxième moitié du XIII^e siècle, de texte mentionnant formellement un tel hommage prêté par un duc de Bourgogne. Ne serait-ce pas, se demande M. Petot, en vertu d'une règle qui existe en Anjou et en Normandie et selon laquelle les puînés ne prétent pas l'hommage tant que le lien de parenté reste assez fort ?

Autre question importante : la baronnie du duché apparaît dans l'ouvrage de M. Richard comme une sorte de justice supérieure, mais à laquelle se rattachent bien des prérogatives comme le droit de monnaie. C'est, en réalité, remarque M. Petot, l'affirmation d'une souveraineté à la fois externe et interne, car cette baronnie s'exerce même sur les terres non tenues en fief du duc, les alleus, dont le grand nombre est un trait original de la Bourgogne.

On le voit, la variété des questions posées témoigne à la fois de l'intérêt pris

par le jury à la thèse soutenue et de la richesse de cette dernière ; on ne peut que formuler le vœu habituel qu'une publication rapide mette bientôt l'ouvrage de M. Richard à la disposition des historiens.

MARC-BONNET.

Georges LIVET, *L'intendance d'Alsace sous Louis XIV, 1648-1715* (thèse principale). — *Un grand seigneur dévot au XVII^e siècle : le duc Mazarin, gouverneur d'Alsace, 1661-1713. Lettres et documents inédits* (thèse complémentaire) : le samedi 2 mai 1953.

Le calendrier des soutenances de thèse, par ses coïncidences chronologiques, ouvre des aperçus souvent suggestifs sur les cheminements de la connaissance historique : il révèle certaines concordances dans la recherche. Ainsi, en mai 1952, M. Fréville soumettait les résultats de ses travaux sur l'Intendance de Bretagne au XVIII^e siècle, dans une thèse dont le compte rendu de Joël Bluche a récemment indiqué ici même les mérites et l'importance¹ : un an plus tard, presque jour pour jour, une autre intendance, celle d'Alsace, avait à son tour les honneurs de la soutenance avec la belle thèse de M. Livet. Ainsi, à quelques mois de distance, deux des plus grandes intendances de la France d'Ancien Régime se trouvent l'objet d'une étude définitive. Assurément, l'air de famille de ces deux ouvrages ne doit pas faire oublier les profondes dissemblances entre ces deux provinces d'une France infiniment plus disparate que celle d'aujourd'hui et déjà très complexe : de Bretagne à Alsace les contrastes sont saisissants, et M. Livet n'a pas résisté au plaisir d'un parallèle dont le héros de sa petite thèse, grand propriétaire dans l'Ouest en même temps que gouverneur d'Alsace, lui tendait le prétexte, entre la vieille province maritime et la marche rhénane. Dans ce genre périlleux et séduisant, ses qualités d'historien se manifestent à plein. Mais, en dépit des particularités, à travers des travaux différents, c'est bien une même histoire qui progresse, celle des institutions de l'ancienne France, et notre connaissance de ce grand et tenace effort de la monarchie administrative pour unifier, assimiler, centraliser, fondre en un tout des parties hétérogènes, réduire à l'unité politique une diversité d'apports. Mieux, c'est toute la France d'Ancien Régime qui nous est restituée grâce à une histoire largement conçue et qui déborde le cadre étroit d'une pure et sèche étude d'institutions.

Il eût été licite de mener cette étude de l'Alsace comme un chapitre régional d'histoire des institutions. M. Livet a jugé préférable d'élargir sa thèse aux dimensions d'une histoire de l'Alsace française reconstituée à partir de l'institution administrative : tentative diversement appréciée par le jury ; et le désaccord des maîtres retient le chroniqueur de porter cette large perspective sans réserve à l'actif du candidat, mais plus encore de l'inscrire au bilan des ambitions manquées. À plusieurs reprises, l'expression « histoire totale » revint comme un éloge dans les interventions convergentes de MM. Dollinger, Labrousse, Tapié, qui louèrent l'ampleur des vues, la grandeur du dessein et la richesse des aperçus. Sur ces éloges, M. Zeller, rapporteur de la thèse et à ce titre principal accusateur, devait jeter une note discordante. Mettant au-dessus de tout la brièveté et la concision, il déplora une surabondance à son avis superflue et condamna sans pitié tous les développements qui dépassaient les proportions d'une étude d'histoire administrative.

1. *Revue historique*, t. CCX, juillet-septembre 1953, p. 214-216.

Il eût souhaité un exposé réduit dans toutes ses dimensions, chronologiques comprises, allégé de tous les aperçus où ses collègues voyaient, au contraire, autant de fenêtres ouvertes. Curieux et instructif dialogue où s'affrontaient deux points de vue, deux façons de concevoir le genre de la thèse : ce que M. Zeller déclarait superflu était précisément ce dont ses collègues savaient le plus gré à M. Livet : il n'eût pu retrancher qu'en restreignant ; alors quel dommage ! Par delà M. Livet, M. Zeller adressait aux candidats à venir une mise en garde contre le superflu, la démesure, l'excès, cette « démente communicative » qui donne aux thèses des dimensions croissantes. Dans cette querelle, M. Livet n'était qu'un prétexte, et peut-être n'était-il pas le mieux choisi.

Il serait, en effet, injuste, sur la foi de cette relation, de s'imaginer que les proportions, effectivement imposantes, du travail de M. Livet — quelque 1.500 pages — sont la conséquence de longueurs inutiles et d'excursus hors sujet. Tout au contraire ; la qualité maîtresse de cette énorme étude semble bien être la fermeté de la synthèse. La longueur d'une thèse peut être le signe d'une insuffisante maturation, d'un excès de précipitation : ce n'est pas ici le cas ; elle est moins le fait de l'auteur qu'imposée par son sujet.

En effet, M. Livet a dû prospecter une immense documentation dispersée aux quatre coins de l'Europe occidentale. En l'absence du fonds d'intendance (car les lacunes ne furent pas un obstacle moindre que l'abondance de certaines sources), le morceau de choix était fait des cinquante-neuf volumes du fonds *Alsace* aux Archives des Affaires étrangères que M. Livet s'est trouvé le premier à explorer, à la suite d'un singulier concours de circonstances : depuis 1871, cet ensemble considérable était, pour des raisons prétendument diplomatiques, strictement tenu sous le boisseau ; de ce continent tout neuf, M. Livet a donc été le découvreur. A ce noyau imposant, les archives locales ont naturellement fourni un complément aussi important qu'appréciable. M. Livet aurait pu borner là ses investigations : sa conscience d'historien, ses scrupules de chercheur, le goût de la découverte l'ont mené partout où les hasards ordinaires des errances archivistiques, aggravées par l'histoire troublée de cette province frontrière, ont fait échouer des fonds intéressants l'histoire d'Alsace : à Trèves, à Mayence, Karlsruhe, Francfort, Munich, Berlin, Monaco... La simple énumération des quinze ou vingt villes d'outre-Rhin où il fit des séjours de travail donne un aperçu de ce que fut cette interminable et laborieuse prospection. De fait, il n'est pas commun qu'un candidat se voit repris, amicalement, pour avoir trop lu et que son rapporteur examine soupçonneusement l'opportunité de tel ou tel dépouillement.

Et cependant — telle est la loi du genre, et c'est le destin des candidats de s'entendre reprocher dans le même instant d'en avoir trop dit et trop peu — M. Labrousse, prêtant une voix éloquente aux exigences conjuguées de l'économie et de la démographie, déplora discrètement que M. Livet n'eût pas retrouvé davantage de registres de paroisses, utilisé plus de mercuriales, exploré plus longuement les archives communales ou judiciaires. Ces réserves faites plus par devoir que par conviction, on ne sait ce qui doit être le plus loué, de l'étendue de la documentation mise en œuvre ou d'un talent qui a su ne jamais se laisser accabler par le poids des matériaux. M. Zeller, qui doutait de la nécessité de certaines recherches, ne fut pas le dernier à reconnaître que si M. Livet a joué la difficulté, il en a triomphé avec éclat. La petite thèse fait ressortir des qualités complémentaires et l'aptitude à tirer d'un sujet apparemment limité des vues de portée générale.

Disposant d'une documentation aussi vaste et diverse, en présence d'un sujet tout neuf, M. Livet, comme tous ceux qui s'attaquent à des genres inédits, a dû forger sa méthode : l'exposé de soutenance donna des indications suggestives sur l'utilisation convergente d'une diversité de disciplines auxiliaires, y compris certaines souvent traitées en parentes pauvres, comme l'histoire généalogique. On devine la contre-partie d'une semblable méthode ; entreprenant une histoire totale de l'Alsace française, M. Livet a dû s'assimiler et appliquer la méthode de chaque branche de l'histoire. Quand on sait la spécialisation croissante de la recherche, la différenciation des disciplines, la spécificité de leur vocabulaire, la précision et la délicatesse de leurs instruments de mesure, comment ne pas trouver tout naturel que M. Livet n'ait pu se rendre maître de toutes leurs techniques avec une sûreté et une aisance égales ?

Mais les soutenances sont précisément faites pour mettre en évidence le faible des impétrants, et les jurys sont là pour leur montrer ce qu'il leur reste à acquérir pour prendre rang parmi les maîtres. De ce jeu, le jury de M. Livet observa les règles avec une conscience professionnelle digne de tous éloges : il est vrai qu'il avait affaire à forte partie. M. Labrousse lui fit toucher les limites de sa compétence en fait d'histoire économique et démographique : qu'il s'agisse de déterminer un chiffre de population ou de définir les problèmes de subsistance, la méthode est parfois incertaine, elle n'emprunte pas toujours la voie la plus sûre. Pour estimer la tendance du mouvement démographique, M. Livet a cru bien faire d'utiliser les données numériques de deux dénombrements, ceux de 1573 et 1665, malheureusement trop éloignés et opérés dans des conditions fort différentes : c'est l'état civil qui offre la sécurité désirable ; il eût fallu aussi comparer et interpréter les chiffres de nuptialité. En matière économique, M. Labrousse eût souhaité que M. Livet formulât plus d'hypothèses à partir de la mercuriale des grains, analysât de plus près les variations monétaires et fît davantage de comparaisons.

Dans un domaine tout différent, celui de l'histoire religieuse, auquel touche la petite thèse, M. Tapié fit des réserves assez voisines : confusions ou manque de nuances qui dénotent chez M. Livet un certain défaut de familiarité avec les réalités du sentiment et de la pensée religieuse. Ainsi il arrive que M. Livet attribue au jansénisme ce qui est vrai du catholicisme en général, ou qu'il croie voir du mysticisme là où il n'y a qu'innocente catéchisme et récitation du rudiment. Mais, encore une fois, comment pourrait-il en être autrement avec d'aussi vastes sujets ? Qui pourrait prétendre être aujourd'hui cet historien omniscient, à la compétence universelle que requiert de plus en plus l'évolution de la connaissance historique ? Elle exige d'être un homme complet, d'avoir mieux que des clartés de tout, de tout savoir, de tout comprendre, de tout expliquer.

A insister trop pesamment sur ces vétilles, le compte rendu trahirait la soutenance, comme peut-être la soutenance l'a déjà fait pour la thèse. Il est, au reste, inévitable que les soutenances désavantagent les thèses : rien n'est si monotone que la louange. Imagine-t-on cinq heures d'« éloges » ? Aussi se rattrapent-elles sur les ombres, dont c'est leur raison d'être que de dissiper l'obscurité. Mais c'est un devoir de justice et de vérité que de dire l'intérêt, la qualité d'un travail dont l'exposé de soutenance avait déjà donné un avant-goût très prometteur. La thèse de M. Livet fait revivre les méthodes de ce patient effort pour transformer une mosaïque féodale en une province française, sans cependant toucher aux usages et coutumes de l'Alsace. Dans la création de l'Alsace française, quatre étapes appa-

raissent. La première, de 1634 à 1648, est la découverte de l'Alsace. Les vingt-cinq années suivantes, période de la paix sur le Rhin, sont employées à la reconstruction, au lendemain de la guerre de Trente ans, et à un premier essai d'organisation. L'intendance de Jacques de La Grange, qui couvre vingt-cinq autres années (1673-1698), marque la grande période d'unification symbolisée par le passage de l'Alsace du Département de l'Étranger à celui de la Guerre. L'évocation des années 1698-1715 conclut cette belle et vaste étude, écrite dans une langue personnelle, incisive, brillante, dont le lyrisme n'est pas absent : M. Labrousse décèle sous l'historien un poète qui s'ignore. — L'historien met en lumière le rôle de l'intendant comme agent d'unité dans le respect des traités de Westphalie et le cadre des limites que lui fixe le respect des autorités historiques. En mettant un terme aux archaïsmes du Saint-Empire, la monarchie fait œuvre d'avenir : ici comme en d'autres domaines l'État louis-quatorzien annonce la suite. Cependant, il ne fait pas table rase du passé, il prend même appui sur lui, sur la noblesse, sur la hiérarchie traditionnelle. L'étude de M. Livet verse ainsi un élément inappréciable au grand débat sur le caractère et le rôle historique de la monarchie administrative : progrès ou tradition ? refonte ou empirisme ? Dans cette controverse, que le travail de M. Livet puisse modifier certaines conclusions, n'est-ce pas la plus belle preuve de la qualité et de l'importance d'une thèse ?

René RÉMOND.

Pierre GUIRAL, *Prévost-Paradol (1829-1870) : pensée et action d'un libéral sous le Second Empire* (thèse principale). — *Marseille et l'Algérie (1830-1841)* (thèse complémentaire) : le mercredi 3 juin 1953.

A parcourir la liste des thèses d'histoire moderne ou contemporaine soutenues ces dernières années, il apparaît avec évidence que les études de personnages sont faiblement représentées. La biographie, naguère si prospère, aujourd'hui encore identifiée avec l'histoire par le grand public, serait-elle un genre qui meurt ? D'où vient cette désaffection et pourquoi, sur un genre qui a rendu à la connaissance historique d'éclatants services, cet injuste et soudain discrédit ? Cependant, son utilité n'est pas en question : personne ne conteste plus le rôle des personnalités en histoire, et peu d'études contribuent de façon aussi substantielle que la biographie, par les documents inédits qu'elle verse nécessairement dans le domaine public, au renouvellement de l'histoire ; il suffit de songer à la belle thèse de l'abbé de Bertier. L'explication du déclin de la biographie doit donc être cherchée ailleurs : ne résiderait-elle pas dans les talents qu'elle requiert et les risques auxquels elle expose ? En dépit d'une trompeuse apparence de facilité qui tente les polygraphes, le genre est un des plus redoutables : il exige de grandes qualités, pénétration psychologique, intuition, finesse, sûreté d'interprétation, et une plume variée et souple. Ce n'est point tout : la réussite dépend encore d'un autre facteur, le personnage étudié. Rien n'est plus important que de bien choisir son homme : est-il de premier plan, mêlé par toute son existence aux événements de son temps, c'est d'un coup toute une époque qui s'éclaire, tout un chapitre d'histoire reconstitué. Mais prenez quelque comparse, et voilà un énorme travail, une recherche considérable menacée de demeurer partiellement stériles : les plus belles qualités d'esprit n'y peuvent rien : elles auront beau se donner libre cours, elles ne parviendront qu'à demi à masquer la médiocrité du personnage et la relative inutilité du travail. Une bio-

graphie réussie, c'est cette alliance heureuse d'un personnage et d'un historien : l'un ne va pas sans l'autre.

En assistant l'autre jour à la soutenance de M. Guiral, ces évidences élémentaires se représentaient à l'esprit. Ce n'était pas en tout cas l'historien qui faisait défaut ; sa thèse montre les plus belles qualités d'esprit, toutes celles que le biographe envie. Les membres du jury n'eurent qu'une voix pour louer la conscience du travail, la rigueur de la méthode, la finesse de l'analyse ; même la lecture la plus minutieuse, confirme M. Renouvin, ne trouve rien à reprendre dans le détail.

Cependant, les difficultés n'ont pas été ménagées à M. Guiral. Son exposé de soutenance nous instruit des plus importantes. Difficultés de documentation bien entendu, comme en toute recherche historique. Il a fallu rassembler la correspondance dispersée de Prévost-Paradol : M. Guiral s'y est employé, avec l'aide précieuse de M. Daniel Halévy. Pourtant, d'importants fragments manquent : les lettres aux Rothschild détruites, celles à sa sœur égarées ; d'autres n'ont pas été communiquées et le refus de certains détenteurs laisse en suspens quelques points, comme l'origine du financement de la coûteuse campagne électorale de Paradol en 1863. La principale activité de Prévost-Paradol étant journalistique, il a fallu, en outre, rechercher tous les articles qui ont pu tomber de sa plume ; on aura une idée de l'énorme dépouillement représenté par cette prospection quand on saura que M. Guiral ne jugea pas qu'il y eut de méthode plus sûre que de lire les séries de bout en bout, et qu'il dut élargir cette enquête à plusieurs périodiques étrangers, soit que Paradol y ait collaboré, tel le *Times*, soit qu'ils aient consacré à son talent une large place, tels l'*Indépendance belge* ou le *Journal de Genève*. L'identification établie, les articles une fois rassemblés, il restait à résoudre pour chacun un délicat problème d'interprétation ; l'article exprimait-il le sentiment personnel de Prévost-Paradol ou reflétait-il le point de vue du journal ? Prévost-Paradol n'engageait-il que lui-même ou était-il le porte-parole du *Journal des Débats* ?

C'est peu de dire que, ces difficultés, M. Guiral les a surmontées : il a apporté à les déjouer une ingéniosité, une sagacité, une perspicacité qui révèlent l'historien de race. A l'hommage décerné en connaissance de cause par le jury qui avait lu la thèse, l'auditeur peut ajouter celui que commandent la scrupuleuse honnêteté des réponses, la pondération des jugements, la franchise à avouer les limites de la recherche, l'habileté naturelle d'une défense serrée et nuancée, avec un accent, assez rare, dans les solennités universitaires, de conviction personnelle qui touchait. Mentionnons encore à l'actif le talent d'exposition, des analyses claires et sobres, des portraits bien venus, de vives et heureuses descriptions. Voilà le positif et le certain : c'est l'apport de l'historien.

Le personnage valait-il le travail que lui a consacré M. Guiral ? Paradol méritait-il ces 1.200 pages ? Voilà la question de fond soulevée par M. Pouthas comme par M. Renouvin. Si le détail n'appelle pas la moindre réserve, c'est l'ensemble peut-être qui fait question. M. Guiral, présentant sans doute les objections que lui attirerait le choix de son personnage, avait pris les devants en exposant les motifs de son choix et les raisons de l'intérêt qu'il porte à Paradol : les insuffisances des précédents biographes, la nécessité de restituer à Paradol sa véritable origine (il est le fils de Léon Halévy), le rôle tenu par lui dans l'opposition et la vie politique du second Empire. Son activité ménage un bon observatoire pour une étude des problèmes de presse et du journalisme entre 1857 et 1870. L'influence de Paradol a même débordé le cadre de l'Empire et lui a largement survécu : la génération

républicaine des premières années du nouveau régime l'a lu, l'a médité même; il fut un des inspirateurs de la Constitution de 1875, il a tracé les voies de la politique coloniale. Tout cela ne justifie-t-il pas une recherche approfondie et neuve? A ces considérations fort générales s'ajoutent de plus intimes. M. Guiral, qui a mis de lui-même dans la reconstitution d'une pensée et d'une personnalité à laquelle il s'est visiblement attaché, dit la valeur de l'écrivain politique, son rayonnement, ses vues parfois prophétiques. Son pessimisme salubre, sa courageuse lucidité lui ont semblé rejoindre nos inquiétudes au lendemain de 1940 et ont achevé de fixer son choix sur Paradol.

Ces motifs, énoncés avec mesure et ferveur, ne convainquirent pas entièrement ses contradicteurs. Tout en se rendant à certains d'entre eux, MM. Pouthas et Renouvin maintinrent l'essentiel de leur façon de voir et leurs réserves sur l'intérêt général du personnage. Vie manquée, tranche M. Pouthas, parce que d'un homme incomplet qui ne donne l'impression ni d'un penseur ni d'une personnalité forte, et M. Renouvin renchérit : le lecteur reste sur une déception, comme chaque fois qu'un homme n'a pas sur son temps une influence déterminante. Journaliste, Paradol l'est toujours resté, même dans ses livres, et si son activité en garde l'éclat, elle en a aussi le caractère éphémère : le journalisme est une fausse forme de l'action politique, dit M. Pouthas. Paradol n'a ni profondeur d'esprit ni réflexion vraiment personnelle, sauf quand il reflète la pensée de Thiers. Sans doute montra-t-il du courage, un attachement sincère à ses idées qui lui fit refuser de se laisser acheter, mais ne s'agissait-il pas tout autant de préserver ses ambitions et son avenir politiques? Sa pensée politique ne va pas loin : son libéralisme est étroit, ignore tout de la vie sociale, n'a que mépris pour les paysans soutiens du régime impérial, n'a pas la moindre curiosité pour la question ouvrière, se désintéresse des problèmes économiques. Voilà pour le réquisitoire dirigé contre l'homme.

Ce débat, qui pas un seul instant ne mit directement en cause le travail de M. Guiral, déborde le cas de Prévost-Paradol ; n'est-ce pas, en effet, le procès de bien des thèses? Presque toutes les soutenances conduisent à la même conclusion : une ou deux mises à part dont l'intérêt très général tranche sur le lot ou qui renouvellent la connaissance d'une époque, elles laissent le sentiment d'une assez grande disproportion entre l'étendue de la documentation, la minutie consciencieuse de la recherche, la qualité de l'exposé et la minceur des résultats : des années de travail pour aboutir à deux lignes dans les histoires générales ou rectifier l'éclairage d'un détail, voilà qui semble le destin de la plupart des thèses.

Et, cependant, la thèse de Pierre Guiral est fort loin d'être dépourvue d'intérêt, même général : elle se défend assez bien elle-même. Elle offre d'abord l'intérêt psychologique incontestable d'une pénétrante étude de caractère, et d'un caractère assez énigmatique. M. Guiral a finement présenté le mystère de cette existence apparemment comblée de toutes les chances et de toutes les réussites : à vingt-sept ans, nommé à la Faculté des lettres d'Aix, à vingt-huit rendu célèbre par sa collaboration au *Journal des Débats*, à trente-cinq sa réputation est européenne, et il entre à l'Académie française. Il garde pourtant une profonde insatisfaction : il se croit l'étoffe d'un homme politique et ses deux campagnes électorales aboutissent à des échecs caractérisés. Après dix années d'une opposition brillante et sans faiblesse, il se rallie au régime à huit mois de son effondrement. C'est, enfin, l'énigme de ce brusque suicide dans la nuit du 19 au 20 juillet 1870, à son ambassade de Washington. A éclaircir ce mystère d'une âme, M. Guiral a dépensé des

trésors de pénétration psychologique. En dépit d'une réussite de façade, cette vie comblée fut une vie manquée : les circonstances, le régime, l'état de la société l'empêchèrent de donner sa mesure. Un tempérament qui rentre dans la catégorie des cyclothymiques, une certaine timidité naturelle aggravèrent le désarroi. Cet aspect de la thèse devait retenir plus spécialement l'attention du littéraire du jury. M. Levaillant n'oublie pas que Prévost-Paradol, en même temps que journaliste, fut un écrivain de qualité, dont l'essai sur les *Moralistes français* fut longtemps tenu pour un chef-d'œuvre de goût, et l'auteur de deux contes assez bien venus, *Mon ami Hermann* et *Madame de Marsay*. Sondant ces textes, il tente de leur arracher le secret de cette destinée pathétique et de déceler la fissure par où l'angoisse a pu s'introduire en cette âme.

Mais, aux yeux de l'historien, cette étude d'âme ne suffirait peut-être pas à justifier la tentative de son dernier biographe : qu'il chasse toute inquiétude, il trouvera ample matière à satisfaire sa curiosité. M. Guiral a su restituer toute une époque. Le récit de la campagne électorale de Nantes est un modèle d'analyse et éclaire vivement la technique d'une élection au second Empire. C'est surtout sur le régime et la vie de la presse que, conformément à un de ses desseins arrêtés et avoués, M. Guiral projette la plus neuve lumière : comment se font les journaux, comment les journalistes s'informent, comment ils composent leurs papiers, ce qu'est un *premier Paris*, autant de questions qui reçoivent une réponse informée, pertinente, décisive. Sur le sujet, la thèse de M. Guiral deviendra vite classique. Une bibliographie des journaux, véritable inventaire de la presse du Second Empire, et deux index apportent une contribution précieuse à la connaissance de l'histoire politique de la période. La pensée politique de Paradol, cette pensée jugée parfois surfaite, est représentative jusque dans ses étroitesse et ses lacunes d'une époque et d'une société : elle illustre le libéralisme orléaniste. La liberté est son point de référence. L'échec même de Prévost-Paradol a une signification générale, en marge des éléments d'explication personnelle : il sanctionne et révèle le désaccord, l'inadaptation d'un tempérament d'aristocrate libéral avec une structure politique et sociale déjà trop démocratique pour ses goûts et ses possibilités d'action. C'est là le motif profond, au reste avoué, de son admiration pour l'Angleterre : il l'envie d'être restée un pays aristocratique. Paradol se serait peut-être trouvé plus à l'aise à l'époque de la République des ducs que dans le cadre de ce régime auquel il se rallie huit mois avant de mourir. Voilà quelques-uns des problèmes soulevés par une thèse qui invite à la réflexion ; ce sont des mérites qui tous ne sont pas si communs.

M. Guiral a montré des qualités analogues dans les dimensions plus limitées de sa thèse complémentaire. Prenant la suite de M. Charles-André Julien, il s'est demandé si Marseille, qui avait applaudi à l'expédition d'Alger, avait continué de soutenir la conquête. Sa thèse révèle que l'entreprise algérienne a été très largement populaire à Marseille et qu'à plusieurs moments, notamment entre 1833 et 1835, l'action des corps constitués marseillais a été vigoureuse et décisive. Influence des intérêts, mais aussi — et c'est une des parties les plus neuves de ce travail — propagande des légitimistes puissants à Marseille. Non contents de dénoncer les hésitations du gouvernement, ils stigmatisent les cruautés de la conquête et préconisent une politique plus humaine, si bien que Marseille est la seule ville de France où l'on se soit alors posé la question indigène.

M. Julien fait remarquer que la thèse de M. Guiral est le premier travail de

longue haleine consacré à Marseille et à la colonisation depuis les études du regretté Paul Masson. M. Labrousse s'associe aux regrets inspirés à M. Guiral par la destruction à la Libération de nombreux documents de l'époque, en particulier les statistiques commerciales de la Chambre de Commerce de Marseille. Ces lacunes n'ont pas empêché M. Guiral d'accomplir un travail d'une rare qualité et riche d'indications.

René RÉMOND.

Chanoine A.-G. MARTIMORT, *Le gallicanisme de Bossuet* (thèse principale). — *L'établissement du texte de la « Defensio declarationis »* (thèse secondaire) : le 19 décembre 1953.

On ne peut traiter du gallicanisme de Bossuet sans se référer à la *Defensio Declarationis Cleri Gallicani*, que ce dernier commença en 1683, pour expliquer et justifier les quatre articles de 1682. A.-G. Martimort présenta donc comme thèse complémentaire une étude critique de cet ouvrage, que Bossuet renonça à publier et que les jansénistes éditérent en 1730, pour s'en faire une arme dans leur lutte contre le Saint-Siège. Une sévère confrontation des textes et des manuscrits prouve que la *Defensio* subit des remaniements successifs : la rédaction primitive de 1683 fut reprise en 1685, pour répondre au *Tractatus de libertatibus Ecclesiae gallicanae* de Charlas, janséniste et ami de Caulet, qui invoquait le principe du développement doctrinal afin de justifier ce que Bossuet appelle « les innovations romaines » ; deux théologies s'affrontent, celle qui annonce Newman, celle qui regarde la fixité absolue comme le critérium de la saine doctrine ; fidèle à la seconde, qu'il invoqua contre les variations des Églises protestantes, M. de Meaux s'applique à la venger pour maintenir sa position gallicane, fondée sur les premiers siècles chrétiens. Soigneusement recopiée, la seconde version semblait prête pour l'édition ; des raisons d'opportunité engagèrent Bossuet à la laisser dormir dans ses dossiers. En 1695, à nouveau, il reprend sa *Defensio* ; il s'agit de réfuter d'autres traités qui ont paru contre les Quatre articles, en particulier trois in-folio de l'Espagnol Rocaberti, que le roi juge injurieux pour la France ; d'autre part, il faut tenir compte de la réconciliation opérée entre le pape et Louis XIV en 1693 et, par conséquent, introduire des tempéraments lénifiants. Bossuet remet donc son travail sur le chantier et le complète d'une *Dissertatio praevia*, composée avec des pages arrachées aux précédents manuscrits. Fournir à son jury toutes les données de cet immense travail critique, qui exigerait plusieurs volumes, A.-G. Martimort dut renoncer à le faire ; il se borne donc à présenter le texte de la *Dissertatio praevia* scientifiquement établi et, pour les différentes rédactions, une série de variantes spécialement suggestives.

Ses juges avouèrent que, même sur ce terrain ainsi délimité, il leur avait été impossible de contrôler point par point pareille enquête ; ils reconnurent que celle-ci, très sérieusement menée, méritait confiance, que des contrôles partiels en vérifiaient les solides conclusions ; s'excusant spirituellement de s'attacher à ce que Bossuet appelait des « pointilles », ils ne manquèrent pas, toutefois, d'apporter des critiques de détail. Un débat s'engagea ensuite sur la théologie du développement doctrinal et celle du fixisme, chère à Bossuet, dont, personnellement, les idées gallicanes restèrent identiques dans tous les remaniements. « Beaucoup de variantes, observa M. le professeur Gouhier, mais des variantes sans variations. »

Après la pose habituelle, le débat reprit, à la fois érudit, cordial, spirituel. Naturellement, tout commença par des éloges. Chacun rendit hommage à la magistrale étude consacrée par A.-G. Martimort au *Gallicanisme de Bossuet*, qui apporte à l'histoire religieuse du XVII^e siècle une contribution analogue aux travaux de J. Orcibal sur le jansénisme ; on souligna la solidité d'un ouvrage qui sait rester aimable, vivant, clair, dans la bonne tradition de l'histoire française et présente une réelle valeur littéraire. « On voit, Monsieur, que vous avez fréquenté Bossuet. » Puis vinrent les critiques, successivement présentées par les professeurs Levillant, Pintard, Le Bras.

Tous furent unanimes à défendre la grande mémoire de Bossuet, vis-à-vis duquel ils reprochèrent à A.-G. Martimort de s'être montré trop sévère, sans tenir suffisamment compte de la situation concrète. M. de Meaux doit évoluer non entre deux blocs massifs, mais entre deux groupes d'hommes très différents, divisés entre eux et qui évoluent eux-mêmes, Louis XIV, Conseil des ministres, Congrégations cardinales, Assemblée du clergé, jansénistes et jésuites au milieu de renversements d'alliances subits et surprenants. Le cas du Père de la Chaise n'apparaît pas le moins curieux. A ses juges, qui auraient souhaité quelques éclaircissements sur ce mystère, A.-G. Martimort doit répondre que les lettres du confesseur royal existent bien aux Archives de la Curie des Jésuites, mais qu'il n'a pu, malheureusement, les consulter. L'attitude de Colbert contre la cour romaine serait aussi à mettre au jour. Le droit canon, enfin, eut, avec M. Le Bras, les derniers honneurs de cette soutenance très animée, très brillante, dont l'intérêt ne fléchit pas un instant et qui valut à A.-G. Martimort, professeur à l'Institut catholique de Toulouse, le titre de docteur avec la plus haute mention¹.

J. LEFLON.

Italie. — Du 9 au 12 septembre 1953 s'est tenu à Florence le Congrès mixte de l'Institut national, présidé par M. Ghisalberti, et de la Société toscane, présidée par M. Artone, pour l'histoire du Risorgimento. L'inauguration eut lieu au palais Pitti, après vernissage d'une intéressante exposition de documents écrits, imprimés ou figurés sur Florence capitale, bien à sa place dans les locaux pleins d'histoire où elle était installée. Les séances ont été consacrées à des communications diverses, en partie orientées vers la question des rapports italo-américains pendant le Risorgimento, mais on eut le grand plaisir d'entendre deux grands rapports, l'un établi par M. Franco Venturi, l'autre par M. Galante-Garrone, le premier sur la circulation des idées et le Risorgimento, l'autre sur le mécanisme de l'émigration politique. Le second rapport fut prononcé dans ce cadre historique de la villa delle Petraia, où l'on dit que Victor-Emmanuel II abritait ses amours, le premier dans l'aula magna de l'Université. Le 12, après une visite de San-Gimignano et de Sienne, les congressistes furent reçus par la famille Ricasoli, au château de Brolio, qui domine le riche pays de Chianti et où est inhumé le *Baron de fer*, successeur de Cavour. L'éloge de Bettino Ricasoli fut prononcé dans un cadre splendide par M. Bourgin, et M. Ghisalberti clôtura le Congrès par un discours de classe sur les travaux accomplis. On parla de Porto-Ferrajo et de Messine pour les prochaines convocations de la Société et de l'Institut.

— Un éditeur italien entreprend la préparation et la publication d'un ouvrage

¹ La *Revue historique* donnera prochainement un compte rendu détaillé de l'ouvrage d'A.-G. Martimort, *Le gallicanisme de Bossuet*.

en onze volumes sur l'ethnographie de la Corse. Nous espérons très sincèrement que cette entreprise, qui sera coûteuse (50.000 l. la souscription à la publication), a des buts strictement scientifiques : l'ère de l'*Archivio storico della Corsica* est, souhaitons-le, définitivement close.

États-Unis. — Les derniers volumes de la collection des *Preliminary Inventories* de Washington sont les suivants : n° 50, Urgel E. BOUGH, *Central office Records of the national resources planning board*, service d'enregistrement des richesses nationales (in-4°, 1953, 66 p.) ; — n° 51, Harold T. PINKETT, *Records of the office of labor of the war food administration* (in-4°, 1953, 18 p.), consacré aux dossiers des fermes d'État ; — n° 52, P. D. LAGERQUIST, A. L. ABOREY, L. J. HEIVERTOTT, « *Old Loans* » records of the bureau of the public debt, qui concerne le département du Trésor depuis 1755 et les emprunts américains jusqu'en 1868.

— Le *Preliminary Inventory* n° 53 (Washington, 1953, in-4°, 28 p.) concerne le Bureau of agricultural Engineering depuis 1898. Les préoccupations gouvernementales touchant la production agricole y sont enregistrées. G. Bx.

Congrès international des Sciences historiques.

X^e Congrès international, Rome, 4-11 septembre 1955.

Nous donnons ci-après le plan d'organisation du Congrès, où se trouvent indiqués les thèmes des rapports retenus et les noms des rapporteurs qui ont accepté de participer à leur rédaction. Nous rappelons que, conformément au règlement provisoire du Congrès établi en 1952, les communications doivent s'accorder, autant que possible, aux thèmes des rapports retenus. Ces communications, d'une durée approximative de vingt minutes, devront faire l'objet d'un résumé d'une ou deux pages au maximum dans l'une des cinq langues admises au C. I. S. H.

PREMIÈRE SECTION : Méthodologie. Histoire générale et sous-section : *Sciences auxiliaires de l'histoire* : 1. Assemblées d'États et parlements : origine et développement (Miss Cam, Cambridge (Mass.), et M. Marongiu, Pise). — 2. Le problème de la « frontière » (M. Turner, Yale). — 3. Trends in American History (M. Merle-Curti, Wisconsin). — 4. Der Stand der Forschung der spanischen Kolonialgeschichte (MM. J. Ots Capdequi, Valence ; Silberschmidt, Zurich ; Whitaker, Pennsylvania). — 5. Lo storicismo contemporaneo (M. Antoni, Rome). — 6. La survivance des institutions romaines (MM. Calasso ; Chevrier, Dijon ; Schmid, Vienne ; Soloviev, Genève ; Steinwenter, Graz). — 7. Il legame fra guerra e politica dal Clausewitz a noi (MM. Greenfield, Washington ; Pieri, Turin).

Sous-section : *Sciences auxiliaires de l'histoire* : 1. Paléographie et diplomatique (MM. Bartoloni, Rome ; Bischoff, Heidelberg ; Gaines-Post, Wisconsin ; Perrat, Paris ; Santifaller, Vienne). — 2. Histoire des sources : les archives du Vatican (M. Battelli, Vatican). — 3. Les formes modernes de l'outillage de l'historien (M. Sawyer, Yale).

DEUXIÈME SECTION : Histoire de l'Antiquité : 1. Le origini storiche dei popoli italici nell'ambito della protostoria mediterranea et La comunità sociale e politica romana primitiva (MM. Pallottino, Rome ; De Francisci, Rome). — 2. Recenti teorie sulla cronologia dell'antico Oriente (MM. Falkenstein, Heidelberg ; Furlani, Rome ; Levi della Vida, Rome). — 3. Das Problem der griechischen Nationalität (MM. Schachermeyer, Heidelberg ; Schaefer, Heidelberg). — 4. Les

monarchies hellénistiques (MM. Aymard, Paris; Heuss, Kiel). — 5. Lo sviluppo del latifondo in Italia dall'epoca graccana al principio dell'impero (M. Cardinali, Rome). — 6. La question constantinienne (MM. Seston, Paris; Vogt, Tubingen).

THOISIÈME SECTION : *Histoire du Moyen Age* : 1. Rapports entre Orient et Occident pendant le haut Moyen Age (MM. Bognetti, Milan; Dölger, Munich; Lopez, Yale; Spuler, Hambourg; Stender Petersen, Aarhus). — 2. Le servage en France et en Allemagne au Moyen Age (M. Perrin, Paris). — 3. Imperium und Nationen (M. Holtzmann, Bonn). — 4. Piété populaire et hérésies au Moyen Age (MM. Betts, Londres; Delaruelle, Toulouse; Grundmann, Munster; Morghen et Salvatorelli, Rome; Obolensky, Oxford). — 5. L'idée de croisade (MM. Lemerle, Paris; Rousset, Genève; Steven Runciman, Cambridge; Villey, Strasbourg). — 6. L'économie européenne dans le Bas Moyen Age (MM. Johansen, Hambourg; Mollat, Lille; Postan, Londres; Saponi, Florence; Verlinden, Bruxelles).

QUATRIÈME SECTION : *Histoire moderne* : 1. La monarchie absolue (MM. Hartung, Berlin; Mousnier, Strasbourg). — 2. L'idée d'Église aux xvi^e et xvii^e siècles (MM. Blanke, Zurich; Jedin, Bonn; Kot, Paris; Léonard, Paris; Orcibal, Paris). — 3. L'agriculture en Europe aux xvii^e et xviii^e siècles (MM. Meuvret, Paris; Slicher Van Bath, Groningen; M..., Angleterre). — 4. Commerce et industrie en Europe du xvi^e au xviii^e siècle; les grands courants de circulation de l'or et des métaux précieux (M. Braudel, Paris); Les débuts de l'industrie en Europe au xviii^e siècle (MM. ..., Angleterre; Portal, Lille). — 5. La periodizzazione della età del Rinascimento nella storia d'Italia e in quella d'Europa (MM. Cantimori, Florence; M..., Angleterre). — 6. La bourgeoisie occidentale au xviii^e siècle et dans la première moitié du xix^e siècle (M. Labrousse, Paris).

CINQUIÈME SECTION : *Histoire contemporaine* : 1. L'historien et l'histoire contemporaine (M. Langer, Harvard); Vom nationalismus des xix. Jahrhunderts zum Weltstaat-system des xx. Jahrhunderts (M. Schieder, Cologne); Origini e vicende diplomatiche della seconda guerra mondiale (M. Toscano, Rome). — 2. La technique et la préparation des traités de paix aux xix^e et xx^e siècles (Sir Charles Webster, Londres). — 3. Problèmes d'histoire sociale au xix^e siècle (MM. Bourgin-Maitron, Paris; Demarco, Rome). — 4. Le problème de l'Atlantique du xviii^e au xx^e siècle (MM. Godechot, Toulouse; Palmer, Princeton). — 5. The impact of Science and Technology on Oriental and Far East Culture (M. Fairbanks, Harvard); La storia moderna dei paesi arabi (M. Gabrieli, Rome). — 6. Le libéralisme religieux au xix^e siècle (MM. Aubert, Louvain; Duroselle, Paris; Jemolo, Rome).

Les quatre grands rapports d'orientation sont confiés : pour l'histoire ancienne, à M. Momigliano, Turin; pour le Moyen Age, à M. Vercauteren, Gand; pour l'histoire moderne, à M. Gerhard Ritter, Fribourg-en-Brisgau; pour l'histoire contemporaine, à M. Pierre Renouvin, Paris.

Les historiens français, désireux de présenter une communication au Congrès de Rome, sont priés de bien vouloir en adresser le titre, avant le 1^{er} mai 1954, à M. OZANAN, Secrétaire général des Sciences historiques, 4, rue Ruhmkorff, Paris, XVII^e.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

- Abel (Armand)*. Le Coran, 419.
- Algemene Geschiedenis der Nederlanden*. Deel V : De Tachtigjarige oorlog 1567-1609, 119.
- Alm ras (Charles)*. Odilon Barrot, avocat et homme politique (1791-1873), 162.
- Anderson (R. C.)*. Naval Wars in the Levant, 1559-1853, 403.
- Angelopoulos (Angelos)*. Planisme et Progrès social, 411.
- Anuario de Estudios Americanos*, t. VIII, 1951, 423.
- Appleton (William W.)*. A cycle of Cathay. The Chinese vogue in England during the Seventeenth and Eighteenth Centuries, 130.
- Arnaud (Dr Louis)*. Au temps des Mehallas ou le Maroc de 1860   1912, 76.
- Arnould (Maurice-A.)*. L'ancien état civil en Hainaut, 196.
- Artus (Wilfrido)*. Los reformadores espa oles del siglo xvi y las bases b blicas de su polemica antiromanista, 67.
- Artz (F. B.)*. The Mind of the Middle Ages, A. D. 200-1500. An historical survey, 401.
- Aubar de (Gabriel d')*. La révolution des saints, 1520-1536, 51.
- Baeyens (Herman)*. Begrip en probleem van de Renaissance, 114.
- Baker (John R.)*. Abraham Trembley of Geneva, Scientist and Philosopher (1710-1784), 407.
- Bakhuizen Van den Brink*. Voir *Nederlandsche Belijdenisgeschriften*.
- Balandier (G.) et Pauvert (J.)*. Les villages gabonais. Aspects démographiques, économiques, sociologiques, 83.
- Barrière (Jean-Bertrand)*. Hugo, l'homme et l' uvre, 203.
- Barlett (Vernon)*. Struggle for Africa, 74.
- Bassett (R.)*. Democracy and foreign policy. A case history, the sino-japanese dispute, 1931-1933, 385.
- Baudi di Visme (Carlo)*. La politica mediterranea inglese nelle relazioni degli inviati italiani a Londra durante la cosiddetta « guerra di Successione d'Austria », 1741-1748, 214.
- Beard (Charles A.)*. American Foreign Policy in the Making 1932-1940. A study in responsibilities, 387.
- Beasley (W. G.)*. Great Britain and the opening of Japan, 1834-1858, 374.
- Beau de Lom nie (Em.)*. La mort de la Troisième République, 205.
- Béchet (Octave)*. Inventaire des registres paroissiaux de l' le de France ( le Maurice), 417.
- Benito Ruano (Eloy)*. Los Infantes de Aragón, 430.
- Benumeyn (Rodolfo Gil)*. Panorama del mundo  rabe, 420.
- Berve (Helmuth)*. Griechische Geschichte. T. II : Von Perikles bis zur politischen Auflösung, 2  édition, 411.
- Bejeman (John)*. Voir *Grinsell (L. V.)*.
- Bibliographie bouddhique*, XXI-XXIII, 431.
- Rittmann (Karl)*. Die Ursprünge der fr nzech-mallandischen Allianz von 1463, 214.
- Blach re (R.)*. Le Coran ; traduction selon un  ssai de reclassement des sourates, 96.
- Boiteux (L.-A.)*. L'histoire de l'assurance maritime en France. Ses sources, 202.
- Borton (Hugh)*. Japan, 200.
- Boel (Karl)*. Die Reichsministerialität der Salier und Staufer. Ein Beitrag zur Geschichte des hochmittelalterlichen deutschen Volkes, 107.
- Bouloiseau (Marc)*. Voir * uvres de Maximilien Robespierre...*
- Bouvier (André)*. Henri Bullinger, réformateur et conseiller œcuménique, d'après sa correspondance avec les réformés et les humanistes de langue française, 46.
- Boyd (Mark F.), Smith (Hale G.) and Griffin (John W.)*. Here they once stood. The tragic end of the Apalachee Missions, 128.
- Braddell (Roland)*. An Introduction to the study of Ancient Times in the Malay Peninsula and the Straits of Malacca. — Notes on Ancient Times in Malaya, 95.
- Brandes (Georg)*. Correspondance, I et II ( d. par P. Kr ger), 378.
- Briggs (Asa)*. 1851, 211.
- Bruh t (Jean)*. Histoire du mouvement ou-

- vrier français. T. I : Des origines à la révolte des Canuts, 367.
- Budapest regisgei (Les antiquités de Budapest), t. XIII, 1943, 206.
- Bullock (Alan). Hitler. A study in tyranny, 338.
- Bulter (Ewan) et Young (Gordon). Marshall without Glory. The troubled Life of Hermann Goering (trad. française : Goering tel qu'il fut), 338.
- Cahiers de l'Association internationale des Études françaises, n° 1 et 2 (1951-1952), 232.
- Caillé (Jacques). Charles Jagerschmidt, chargé d'affaires de France au Maroc, 1820-1894, 417.
- Cammann (Schuyler). Trade through the Himalayas. The Early British Attempts to open Tibet, 198.
- Cansoulbe (chanoine C.). La Réforme en France vue d'un village cévenol, 56.
- Chabod (Federico). Storia della politica estera italiana dal 1870 al 1896. Vol. I : Le premesse, 165.
- Chapman (Dwight). Voir Wolfe (Dael).
- Chassin (Général L.-M.). La conquête de la Chine par Mao Tse-tung (1945-1949), 189.
- Chastenet (J.). Elisabeth 1^{re}, 123.
- Chauncey (Henry). Voir Wolfe (Dael L.).
- Chevalier (Jean-Jacques). Histoire des institutions politiques de la France, de 1789 à nos jours, 181.
- Childs (Gladwin Murray). Umbundu Kinship and character, 84.
- Chissey (R. D.). The Aftermath (based on original records), 1818-1926, with selected Documents from the Deccan Commissioner's Files, Peshwa Daftar, on the administrative and judicial organisation of Maharashtra by the British, 213.
- Clark (Ruth). Voir Lettres de Germain Vuillart...
- Collin (Bernardin). Les Lieux Saints, 408.
- Colton (Joël). Compulsory Labor Arbitration in France, 1936-1939, 204.
- Contamine (Henry). L'Europe est derrière nous, 376.
- Conturie (P.-M.-J.). Histoire de la fonderie nationale de Ruelle (1750-1940) et des anciennes fonderies de canons de fer de la marine. Première partie : 1750-1855, 178.
- Conze (Werner). Voir Westarp (K., Graf).
- Corti (Egon Caesar). Mensch und Herrscher. Wege und Schicksale, Kaiser Franz Joseph I zwischen Thronbesteigung und Berliner Kongress, 421.
- Cowles (Fleur). Bloody Precedent : The Peron Story, 425.
- Crazer (Sir Edmund). History of the Bodleian Library, 1845-1945, 398.
- Craze (Delle Mullen). Voir Moragné (Mary E.).
- Crawford (O. G. S.). Archaeology in the field, 400.
- Crombie (A. C.). Augustine to Galileo. The History of Science A. D. 400-1650. — Robert Grosseteste and the Origins of the experimental Science, 1100-1700, 357.
- Crosby (Sumner Mc K.). L'abbaye royale de Saint-Denis, 353.
- Dankbaar (W. F.). Hoogtepunten uit het Nederlandsche Calvinisme in de xvi^e eeuw, 59.
- Davidson (Basil). Report on southern Africa, 91.
- Defence of Freedom : The History of La Prensa, 425.
- Delcourt (André). La France et les établissements français au Sénégal entre 1713 et 1763. La Compagnie des Indes et le Sénégal. La guerre de la gomme, 80.
- Demarco (Domenico). Qualche aspetti dell'opera delle « Società economiche » meridionali, 216.
- Demougéot (É.). A propos des partages de l'illyricum en 386-395, 266.
- Demoulin (Robert). La Révolution de 1830, 196.
- Deschamps (Hubert). Méthodes et doctrines coloniales de la France, 416.
- Deverdun (G.). Voir Meunier (J.).
- Devillers (Philippe). Histoire du Viet-Nam de 1940 à 1952, 190.
- Devismes (Bernard). Unité religieuse, unité nationale. De l'évangélisme à la révocation de l'Édit de Nantes, 54.
- Dictionnaires topographiques. Département de la Sarthe, fasc. 1, par Eugène Vallée et Robert Latouche, 201.
- Di Nola (Carlo). La politica degli Stati Europei dopo la Restaurazione e le spedizioni di Savoia negli anni 1831 e 1834, 215.
- Dionisio d'Alicarnasso. Saggio su Tucideide ; éd. par Giuseppe Pavano, vol. I, 412.
- Documentation historique et militaire en France (La), 201.
- Doekaerd (R.) et Kerremans (Ch.). Les relations commerciales entre Gènes, la Belgique et l'Outre-Mont d'après les archives notariales génoises, 1400-1440, 111.
- Donald (Henderson H.). The Negro Freedman, 30.
- Drachkovitch (Milorad M.). Les socialismes français et allemand et le problème de la guerre (1870-1914), 381.
- Droz (Jacques), Genet (Lucien), Vidalenc (Jean). L'époque contemporaine. I : Restaurations et Révolutions (1815-1871), 158.
- Dupré-Thésider (Eugenio). Roma dal Co-

- mune di popolo alla signoria pontificia (1252-1377), 356.
- Earle (Edward Mead)*. Modern France : problems of the third and fourth Republics, 205.
- Easterby (J. H.)*, editor. The Journal of the Commons House of Assembly, november 10, 1736-march 26, 1741, 372.
- Eberhard (Wolfram)*. Conquerors and Rulers. Social forces in medieval China, 99.
- Emerit (Marcel)*. Le mystère Yusuf. — La pénétration industrielle et commerciale en Tunisie et les origines du protectorat, 75.
- Engelland (Hans)*. Voir Melanchtons Werke...
- Enjalbert (Henri)*. A travers le Ségala, 182.
- Escarra (Jean)*. Voir *Maspero (Henri)*.
- Établissements des Jésuites en France depuis quatre siècles (Les), fasc. 8 et 9 (Hesdin-Lyon), 182.
- Evans (Harold)*. Men in the tropics, 417.
- Fabre (Jean)*. Stanislas-Auguste Poniatowski et l'Europe des Lumières, 136.
- Feis (Herbert)*. The Road to Pearl Harbor. The coming of the war between the United States and Japan, 388.
- Flenley (Ralph)*. Modern german history, 319.
- Focillon (Henri)*. L'An Mil, 102.
- Ford (P.) et (G.)*. A Breviate of Parliamentary Papers, 1917-1939, 212.
- Forissier (Marc)*. Histoire de la Réforme en Béarn, 56.
- Fossati (Antonio)*. Lavoro e Produzione in Italia dalla metà del secolo XVIII alla seconda Guerra Mondiale, 148.
- Fouchard (Jean)*. Les marrons du syllabaire, 80.
- Frey (Theodor)*. Das Rheintal zur Zeit der Glaubensspaltung, 49.
- Fripp (C. E.)*. Voir Gold and Gospel...
- Gabrielli (Léon)*. Abd-el-Krim et les événements du Rif (1924-1926), 77.
- Gandilhon (René)*. Affiches politiques et économiques du département de la Marne, 1848-1852, 203.
- Garrons (Galante)*. Voir *Quinet (E.)*.
- Gaudefroy-Demombynes (M.)*. Voir *Ibn Jobair*.
- Geisendorf (Paul)*. Théodore de Bèze, 46.
- Genet (Lucien)*. Voir *Droz (Jacques)*.
- Gibbs-Smith (C. H.)*. Voir Great Exhibition of 1851...
- Gigli (Guido)*. La seconda guerra mondiale (1939-1945), 175.
- Giglio (Carlo)*. La politica africana dell'Inghilterra nel XIX secolo, 73.
- Givard (Louis)*. La politique des travaux publics du Second Empire, 163.
- Girardet (Raoul)*. La société militaire dans la France contemporaine (1815-1939), 139.
- Godechot (Jacques)*. Histoire de Malte, 417.
- Goerlitz (Walter)*. Der deutsche Generallstab. Geschichte und Gestalt. 1657-1945, 344.
- et *Quint (Herbert A.)*. Adolf Hitler, eine Biographie (traduction française : Adolf Hitler), 338.
- Goguel (François)*. France under the Fourth Republic, 206.
- Gold and Gospel in Mashonaland 1888, being the journals of 1° the Mashonaland mission of bishop Knight-Bruce, 2° the concession journey of Charles Dunell Rudd, edited by C. E. Fripp and V. W. Hilder, 89.
- Góngora (Mario)*. El Estado en el derecho indiano. Epoca de la fundación, 1492-1570, 359.
- Gowing (M. M.)*. Voir *Hargreaves (E. L.)*.
- Granet (Marcel)*. Études sociologiques sur la Chine, 351.
- Granvels (J. J.)*. Voir *Hélin (E.)*.
- Great Exhibition of 1851 (The), éd. par C. H. Gibbs-Smith, 211.
- Grégoire (Henri)*. L'origine et le nom des Croates et des Serbes, 298.
- Greiner (H.)*. Die oberste Wehrmacht-Führung 1939-1943, 348.
- Griffin (John W.)*. Voir *Boyd (M. F.)*.
- Griffith (G. T.)*. Voir *Tarn (W. W.)*.
- Grinsell (L. V.)*, *Wells (H. B.)*, *Tulkamy (H. J.)*, *Bejeman (John)*. Studies in the History of Swindon, 210.
- Grizzotti (Benvenuto)*. Sul rinnovamento dello studio della scienza delle finanze e del diritto finanziario (1908-1952), 407.
- Grosser (Alfred)*. L'Allemagne de l'Occident, 1945-1952, 323.
- Groves (C.-P.)*. The planting of Christianity in Africa, 73.
- Grunel (V.)*. L'Illyricum de la mort de Valentinien 1^{er} (375) à la mort de Stilicon (408), 266.
- Gunter (John)*. L'énigme Mac-Arthur, 201.
- Halkin (Léon-E.) et Van Derceghde (Denise)*. Les sources de l'histoire de la Belgique aux Archives et à la Bibliothèque vaticanes, 194.
- Hall (A. R.)*. Ballistics in the seventeenth Century (A Study in the relations of Science and War with Reference principally to England), 406.
- Hambis (Louis)*. La Haute-Asie, 403.
- Hargreaves (E. L.) et Gowing (M. M.)*. Civil Industry and Trade. (History of the Second World War), 392.
- Harrison (Kenneth)*. The windows of King's College, Cambridge, 209.

- Harrison-Thomson (S.)*. Czechoslovakia in European history, 183.
- Haskagen (Justus)*. Europa im Mittelalter. Alte Tatsachen und neue Gesichtspunkte, 106.
- Hassinger (Hugo)*. Geographische Grundlagen der Geschichte, 400.
- Hastereley (Allen Frederick)*. The british settlement of Natal, 92.
- Hauwaeur (Louis)*. Histoire de l'architecture classique en France. T. IV : Seconde moitié du XVIII^e siècle. Le style Louis XVI (1750-1792), 138.
- Hoy (Denis)*. Polydore Vergil, Renaissance historian and man of letters, 117.
- Hélin (E.), Granwels (J.) et Thielemans (M.-R.)*. Inventaire des Archives de la Jointe et des terres contestées, 427.
- Hiller (V. W.)*. Voir Gold and Gospel...
- Hinde (Gladye)*. The registers of Cuthbert Tunstall (1530-1559) and James Pilkington (1561-1576), bishops of Durham, 209.
- Hinorager (Oskar)*. Geschichte von Sued-Afrika, 90.
- Hirzel (Stephan)*. Heimliche Kirche, 50.
- Holms (B.)*. L'homme noir d'Afrique, 73.
- Hollingsworth (L. W.)*. Zanzibar under the Foreign Office, 1890-1913, 84.
- Horowitz (I. L.)*. The Renaissance Philosophy of Giordano Bruno, 402.
- Hubert (Jean)*. L'architecture religieuse du haut Moyen Age en France. Plans, notices et bibliographie, 100.
- Hughes (Philip)*. The reformation in England. I : The King's proceedings, 121.
- Huizinga (J.)*. Erasmus of Rotterdam, with a selection from letters of Erasmus, 115.
- Humphrey (Richard)*. Georges Sorel, prophet without honor, 203.
- Humphreys (R. A.)*. Liberation in South America, 1806-1827. The career of James Paroissien, 153.
- Hünnerwald (Walther)*. Allgemeine Geschichte vom Wienerkongress bis zum Ausbruch des Weltkrieges. 2. Band : 1871-1914. 2. Abteilung : Das Zeitalter Bismarcks. Das imperialistische Zeitalter, 323.
- Ibn Jobair*. Voyages, 2^e partie, éd. par M. Gaudefroy-Demombynes, 420.
- Incipit plogus i libro dñi marci pauli de vecicis de cōsuetudinibus et cōdicionibus orientaliū regionū...*, 197.
- James (David H.)*. The rise and fall of the Japanese Empire, 200.
- Janelle (P.)*. Voir Moreau (E. de).
- Jarrell (Hampton M.)*. Wade Hampton and the Negro, the Road not taken, 30.
- Jonckheere (Tobie)*. Voir Van Kalken (Fr.).
- Joshua Starr Memorial Volume (The)*, 398.
- Jourda (P.)*. Voir Moreau (E. de).
- Journal of the Commons House of Assembly (The)*.... Voir Easterby (J. H.).
- Junod (Louis)*. Voir Meylan (Henri).
- Kafengauz (B. B.)*. Istoriia Khozajstva Demidovykh v XVIII-XIX vv. [Histoire des entreprises Demidov aux XVIII^e-XIX^e siècles], t. I, 19.
- Kase (Toshikazu)*. Eclipse of the Rising Sun, éd. by D. N. Rowe, 199.
- Kaufmann (Walter H.)*. Monarchism in the Weimar Republic, 334.
- Kennedy (J. H.)*. Jesuit and Savage in New France, 128.
- Kerremans (Ch.)*. Voir Doehaerd (R.).
- Kisling (Rudolf)*. Fürst Felix zu Schwarzenberg. Der politische Lehrmeister Kaiser Franz Josephs, 421.
- Kleist (Peter)*. Zwischen Hitler und Stalin, 172.
- Kohan (C. M.)*. Works and Buildings (History of the Second World War), 392.
- Kolarz (Walter)*. Russia and her colonies, 394.
- Konetzke (Richard)*. Colección de Documentos para la historia social de Hispanoamérica, 1493-1810. Vol. I : 1493-1592, 309.
- Krüger (Paul)*. Voir Brandes (G.).
- Labuda (G.)*. Le premier État slave : l'État de Samon, 298.
- Lacour-Gayet (Jacques)*. Histoire du commerce. T. III et V, 379. T. IV, 176.
- Las Cagigas (Isidro de)*. Tratados y convenios referentes a Marruecos, 416, 420.
- Latouche (Robert)*. Voir Dictionnaires topographiques.
- Latrobe (B. H. Boneval)*. Impressions respecting New Orleans, éd. by S. Wilson, 366.
- Laurent (V.)*. Documents de sigillographie byzantine. La collection C. Orghidan, 104.
- Lazaro Carreter (F.)*. Las ideas linguisticas en España durante el siglo XVIII, 431.
- Leakey (L. S. B.)*. Mau Mau and the Kikuyu, 88.
- Lefebvre (G.)*. Voir Œuvres de Maximilien Robespierre...
- Lejour (E.)*. Inventaire des archives de la famille De Fourneau de Cruquembourg, 194.
- Lerat (Lucien)*. Les Locriens de l'Ouest. I : Topographie et ruines. II : Histoire, institutions, prosopographie, 349.
- Leroi-Gourhan (André) et Poirier (Jean)*. Ethnologie de l'Union française, 72.
- Lettres de Germain Vuillart, ami de Port-Royal, à M. Louis de Préfontaine (1694-1700)*, éd. par Ruth Clark, 127.
- Lindeboom (J.)*. De confessioneele ontwikkeling der Reformatie in de Nederlanden, 59.

- Lindsay (Philip)*. The great Buccaneer, being the life, death and extraordinary adventures of Sir Henry Morgan, Buccaneer and lieutenant-governor of Jamaica, 417.
- Lloyd (Christopher)*. The navy and the slave trade, 77.
- Loftus (E. A.)*. Elton and the East African coast slave trade, 79.
- Louis (Paul)*. Cent cinquante ans de pensée socialiste, 410.
- (*René*). Autessiodurum christianum. Les églises d'Auxerre des origines au XI^e siècle, 101.
- Lütge (Friedrich)*. Deutsche Sozial- und Wirtschaftsgeschichte, 318.
- Lynch (Sister M. Claire)*. The diplomatic mission of John Lothrop Motley to Austria, 1861-1867, 421.
- Macartney (C. A.)*. The medieval hungarian historians, a critical and analytical guide, 402.
- Mac Kay (Donald C.)*. The United States and France, 206.
- Mackie (J. D.)*. The earlier Tudors, 1485-1558, 207.
- Mc Killop (Norman)*. The Lighted Flame. A history of the Associated Society of Locomotive Engineers and Firemen, 211.
- Mc Lintock (A. H.)*. The History of Otago. The Origins and Growth of a Wakefield Class Settlement, 418.
- Maillet (J.)*. Histoire des faits économiques des origines au XX^e siècle, 408.
- Maincenis (Paul)*. Genèse de la poste aérienne du siège de Paris, 202.
- Majoli (Giovanni)*. Romagna nel 1859-1860, 216.
- Mansergh (Nicholas)*. The Coming of the First World War, 1878-1914. A study in the European Balance, 382.
- Marquard (Léo)*. The peoples and policies of South Africa, 91.
- Maspero (Henri) et Escarra (Jean)*. Les institutions de la Chine; essai historique, 109.
- Matilla Tascón (A.)*. Declaratorias de los Reyes Católicos sobre reducción de juros y otras mercedes, 430.
- Matthias (Erich)*. Sozialdemokratie und Nation. Ein Beitrag zur Ideengeschichte der sozialdemokratischen Emigration in der Prager Zeit des Parteivorstandes. 1933-1938, 343.
- Melanchtons Werke in Auswahl*, t. II (1^{re} partie), éd. par H. Engelland, 43.
- Meunier (J.), Terrasse (H.), et Deverdun (G.)*. Recherches archéologiques à Mar-rakech, 404.
- Meylan (Henri)*. Silhouettes du XVI^e siècle, 45.
- Meylan (Henri) et Junod (Louis)*. L'Académie de Lausanne au XVI^e siècle, 48.
- Miksche (Lieutenant-colonel F. O.)*. The roots of a World War III. Unconditional surrender, 323.
- 1849-1849. Evi Iratok a Nemzetiségi Megkelesrol (Documents des années 1848-1849 concernant la réconciliation des peuples danubiens), 207.
- Miller (William)*. Men in Business. Essays in the History of Entrepreneurship, 179.
- Millin (Sarah Gertrude)*. The People of South Africa, 418.
- Mirkin-Guetzévitch (B.)*. Les Constitutions européennes, 188.
- Monbeig (Pierre)*. Pionniers et planteurs de São Paulo, 186.
- Moragné (Mary E.)*. The neglected thread, a journal from the Calhoun Community. 1836-1852, ed. by Delle Mullen Crase, 372.
- Moravcsik (G.)*. Byzantino-Turcica, 2 vol., 283.
- Moreau (E. de), Jourda (P.) et Janelle (P.)*. La crise religieuse du XVI^e siècle, 362.
- Morell (Ben)*. Voir Wolfe (*Dact*).
- Mours (Samuel)*. Le Vivarais et le Velay protestants. — Le protestantisme en Vivarais et en Velay des origines à nos jours, 56.
- Murphy (Harold Lawson)*. A history of Trinity College, Dublin, from its foundation to 1702, 427.
- Mus (Paul)*. Viet-Nam; sociologie d'une guerre, 190.
- Namier (Sir Lewis)*. In the nazi Era, 339.
- Nauta (D.)*. Het calvinisme in Nederland, 59.
- Neale (J. E.)*. Elizabeth I and her Parliaments, 1559-1581, 124.
- Nederlandsche Belijdenisgeschriften* (confessions de foi néerlandaises), éd. par J. N. Bakhuizen Van den Brink, 60.
- Nolde (Boris)*. La formation de l'Empire russe, t. I, 146.
- Œuvres de Maximilien Robespierre*. T. VII : Discours. 2^e partie : Janvier-septembre 1791, éd. par M. Bouloiseau, G. Lefebvre et A. Soboul, 143.
- Okun (S. B.)*. The Russian American Company, 132.
- Orlandini (Piero)*, Kresilas, 414.
- Osborn (Fred. M.)*. The story of the Mushets, 210.
- Ostrogorsky (G.)*. La création des thèmes d'Hellade et de Péloponèse, 308.
- Overdyke (W. Darrell)*. The Know-Nothing Party in the South, 370.
- Parks (Joseph Howard)*. John Bell of Tennessee, 369.
- Pauvert (J.)*. Voir Balandier (G.).

- Pavano (Giuseppe)*. Voir *Dionisio d'Alcarnaso*.
- Pellat (Charles)*. Langue et littérature arabes, 419.
- Philips (C. H.)*. The correspondence of David Scott, director and chairman of the East India Company relating to Indian Affairs, 1787-1805, 212.
- Poirier (Jean)*. Voir *Leroi-Gourhan*.
- Postan (M. M.)*. British War Production (History of the Second World War), 392.
- Postell (William Dosie)*. The Health of Slaves on Southern Plantations, 30.
- Pravdin (Michael)*. Genghis Khan, 197.
- Procer (Evelyn S.)*. Alfonso X of Castille, patron of literature and learning, 430.
- Purcell (Victor)*. The Chinese in Southeast Asia, 170.
- Quacquarelli (Antonio)*. La teologia anti-giansenista di G. V. Bolgeni (1733-1811), 215.
- Quinet (Edgar)*. La Rivoluzione, éd. par Galante Garrone, 399.
- Quint (Herbert A.)*. Voir *Goerlitz (W.)*.
- Range (Willard)*. The Rise and Progress of Negro Colleges in Georgia, 1865-1949, 30.
- Robertson (William Spence)*. Iturbide of Mexico, 150.
- Robinson (Ch. Alex. jr)*. The history of Alexander the Great. Vol. I, Part I : An index to the extant historians. Part II : The fragments, 414.
- (*D. M.*). Excavations at Olynthus. Part XIV : Terracottas, lamps and coins found in 1934 and 1938, 93.
- Ronnet (Gilberte)*. Études sur le style de Démosthène dans les discours politiques, 412.
- Rowe (D. N.)*. Voir *Kase (Toshikazu)*.
- Rubio (Jose Pulido)*. El Piloto Mayor de la Casa de la Contratación de Sevilla. Pilotos Mayores, Catedráticos de cosmografía y cosmógrafos, 422.
- Rude (Fernand)*. Voir *Voyage en Icarie*.
- Ruffmann (Karl Heinz)*. Das Russlandbild im England Shakespeare, 363.
- Runciman (Steven)*. A History of the Crusades. T. II : The Kingdom of Jerusalem and the Frankish East, 1100-1187, 105.
- Sabatier (Général G.)*. Le destin de l'Indochine ; souvenirs et documents, 1941-1951, 192.
- Salvatorelli (Luigi)*. La Chiesa e il mondo, 409.
- Salvemini (Gaetano)*. Mussolini diplomatico, 168.
- Sánchez Alonso (Benito)*. Fuentes de la Historia española e hispano-americana. Ensayo de bibliografía sistemática de impresos y manuscritos que ilustran la historia política de España y sus antiguas provincias de Ultramar, 427.
- Sandoval (Fernando B.)*. La industria del azúcar en Nueva-España, 424.
- Sansom (George)*. Japan in World history, 200.
- Scaduto (P. Mario)*. Tra inquisitori e riformati. Le missioni dei Gesuiti tra Valdesi della Calabria e della Puglia. Con un carteggio inedito del Card. Alessandrino (S. Pio V) (1561-1566), 69.
- Schiffer (Eugen)*. Ein Leben für den Liberalismus, 328.
- Schlote (Werner)*. British Overseas Trade from 1700 to the 1930's, 209.
- Schnee (Heinrich)*. Die Hoffinanz und der moderne Staat. Geschichte und System der Hoffaktoren an den deutschen Fürstenthöfen im Zeitalter des Absolutismus. Erster Band : Die Institution des Hoffaktorentums in Brandenburg-Preussen, 129.
- Scott (John A.)*. Republican ideas and the liberal tradition in France (1870-1914), 203.
- Segre (Cesare)*. La sintasi del periodo nei primi prosatori italiani (Guittone, Brunetto, Dante), 111.
- Sellers (James Benson)*. Slavery in Alabama, 30.
- Shirley (J. F.)*. Richard Hooker and contemporary political ideas, 64.
- Siebert (Wilbur Henry)*. The Mysteries of Ohio's Underground Railroad, 30.
- Simon (A.)*. La politique religieuse de Léopold I^{er}. Documents inédits, 197.
- Simon Diaz (José)*. Bibliografía de la Literatura Hispánica, t. II, 428.
- Smith (George Winston)*. Henry C. Carey and American Sectional Conflict, 30.
- (*Hale G.*). Voir *Boyd (Mark F.)*.
- Snyder (Louis)*. German Nationalism. The tragedy of a people. Extremism contra liberalism in modern german history, 320.
- Soboul (A.)*. Voir *Œuvres de Maximilien Robespierre*.
- Southern (A. C.)*. Elizabethan recusant prose. 1559-1582. A historical and critical account on the books of the catholic refugees printed and published abroad and at secret press in England, 66.
- Southorn (Lady)*. The Gambia, 83.
- Stéphan (Raoul)*. L'épopée huguenote, 53.
- Stewart (Watt)*. Chinese Bondage in Peru. A history of the Chinese Coolie in Peru, 1849-1874, 155.
- Strohl (Henri)*. Le protestantisme en Alsace, 55.
- Sturmthal (Adolf)*. The Tragedy of European Labor, 383.

- Suarez (Georges). Briand. T. VI : L'artisan de la paix ; 2^e partie : 1923-1932, 204.
- Sven Hedin's german diary, 1935-1942, 324.
- Synopsis historiae Societatis Jesu, 126.
- Tallamy (H. J.). Voir Grinsell (L. V.).
- Talmon (J. L.). The origins of the totalitarian democracy, 144.
- Tarn (W. W.) et Griffith (G. T.). Hellenistic Civilisation, 3^e édition, 415.
- Tassier (Suzanne). La Belgique et l'entrée en guerre des États-Unis, 1914-1917, 196.
- Taylor (F. Sherwood). The Alchemists founders of modern Chemistry, 405.
- Tenenti (Alberto). La vie et la mort à travers l'art du x^e siècle, 113.
- Terrasse (Henri). Histoire du Maroc (édition abrégée), 404.
- Voir Meunier (J.).
- Textos historicos en latin medieval. Siglos VIII-IX, éd. par Luis Vazquez de Parga, 429.
- Thielemans (M.-R.). Voir Hélin (E.).
- Thomas (Benjamin P.). Theodore Weld, Crusader for Freedom, 30.
- Tirrell (Sarah Rebecca). German agrarian politics after Bismarck's fall. The formation of the farmers league, 324.
- Tri Francuzao Crnoj Gori (Trois Français au Monténégro), 409.
- Triolo (Erminio). Prospetto, sintesi e commentario della filosofia di Giordano Bruno, 214.
- Trudel (Marcel). Louis XVI, le Congrès américain et le Canada, 1774-1789, 140.
- Tryten (M. H.). Voir Wolfe (Dael).
- Udina Martorell (Federico). El Archivo Condal de Barcelona en los siglos IX-X. Estudio critico de sus fondos, 429.
- Urquijo (José María Mariluz). Ensayo sobre los juicios de Residencia Indianos, 422.
- Vallée (E.). Voir Dictionnaires topographiques.
- Van Derveeghe (D.). Voir Halkin (Léon-E.).
- Van Kalken (Frans). La Révolution de 1848 en Belgique, 196.
- et Jonkhoeve (Tobie). Marnix de Sainte-Aldegonde (1540-1598). Le politique et le pamphlétaire. Le pédagogue, 62.
- Vazquez de Parga (Luis). Voir Textos historicos en latin medieval...
- Verheyden (A. L. E.). Le martyrologe courtraisien et le martyrologe bruxellois, 60.
- Vermeil (Edmond). L'Allemagne contemporaine, sociale, politique, culturelle, 1890-1950, 322.
- Verriest (Léo). Le polyptyque illustré dit « Veil Rentier » de messire Jehan de Pamele-Audenarde (vers 1275), 426.
- Vicens Vives (J.). Aproximación a la historia de España. Estudios, 428.
- Vidalenc (Jean). Voir Droz (Jacques).
- Villalobos (Néstor Meza). Política indígena en los orígenes de la Sociedad chilena, 424.
- Villiers (Alan). The Indian Ocean, 74.
- Voyage en Icarie. Deux ouvriers viennois aux États-Unis en 1855, éd. par Fernand Rude, 160.
- Wackernagel (H. Georg). Die Matrikel der Universität Basel. Bd I : 1460-1529, 402.
- Waite (Robert G. L.). Vanguard of Nazism. The free corps movement in Postwar Germany, 1918-1923, 332.
- Warnant (Léon). La culture en Hesbaye ligégeoise. Étude ethnographique et dialectique, 197.
- Wazell (Scen). The American Expedition, 137.
- Weisenborn (Guenther). Der Lautlose Aufstand. Bericht über die Widerstandsbewegung des Deutschen Volkes. 1933-1945, 341.
- Welch (Sidney R.). Portuguese and Dutch in South Africa, 1641-1806, 365.
- Wells (H. B.). Voir Grinsell (L. V.).
- Werner (Karl Ferdinand). Die Legitimität der Kapetinger und die Entstehung des « Reditus regni Francorum ad stirpem Karoli », 202.
- Westarp (Kuno, Graf). Das Ende der Monarchie am 9. November 1918. Abschlüssender Bericht nach den Aussagen der Beteiligten, éd. par W. Conze, 328.
- Westlake (H. D.). Timoleon and his relations with tyrants, 413.
- Wheeler-Bennett (J. W.). The Nemesis of Power. The german army in Politics. 1918-1945, 347.
- Wilkinson (R. J.). A pocket history of Malta, 417.
- Wilson (Samuel). Voir Latrobe (B. H. B.).
- Winstedt (Richard). The Malays, a cultural history, 201.
- Wolfe (Dael L.), Chapman (Dwight), Morell (Ben), Chauncey (Henry), Tryten (M. H.). Human resources. The Needs and the supply, 410.
- Wyatt (Woodrow). Southwards from China, a survey of South East Asia since 1945, 200.
- Young (Gordon). Voir Butler (E.).
- Zeller (Eberhard). Geist der Freiheit. Der zwanzigste Juli 1944, 342.
- Zimmermann (Werner-Gabriel). Bayern und das Reich 1918-1923. Der bayerische Föderalismus zwischen Revolution und Reaktion, 334.

TABLE DES MATIÈRES DU TOME CCXI

ARTICLES DE FOND

	Pages
BUSQUET (Raoul). Marseille a-t-elle ou n'a-t-elle pas civilisé la Gaule?	1
RENOUVIN (Pierre). L'histoire contemporaine des relations internationales. Orientation de recherches	233

MÉLANGES

LANHERS (Yvonne). Les archives de la maison de Gramont.	11
PORTAL (R.). Une route du fer au XVIII ^e siècle (A propos d'une thèse récente).	19
GIRAUD (M.). Ouvrages récents sur la question noire aux États-Unis.	30
DHORME (E.). Les Habirou et les Hébreux.	256
LEMERLE (Paul). Invasions et migrations dans les Balkans depuis la fin de l'époque romaine jusqu'au VIII ^e siècle.	265
CHAUNU (Pierre). Pour une histoire sociale de l'Amérique espagnole coloniale.	309

BULLETINS HISTORIQUES

Histoire du protestantisme (1932-1952) (2 ^e partie), par É. G. Léonard.	41
Histoire de la colonisation, Afrique, par H. Brunschwig	72
L'Allemagne depuis Bismarck, par M. Brunschwig	317

COMPTES RENDUS CRITIQUES

Algemene Geschiedenis der Nederlanden. Deel V : De Tachtigjarige oorlog 1567-1609 (J. Godard).	119
ALNÉRAS (Charles). Odilon Barrot, avocat et homme politique (1791-1873) (Louis Girard).	162
APPLETON (William W.). A cycle of Cathay. The Chinese vogue in England during the Seventeenth and Eighteenth Centuries (J. Chesneaux).	130
BARYENS (Herman). Begrip en probleem van de Renaissance (J. Godard).	114
BASSETT (R.). Democracy and foreign policy. A case history, the sino-japanese dispute, 1931-1933 (Jean Chesneaux).	385
BEARD (Charles A.). American Foreign Policy in the Making 1932-1940. A study in responsibilities (J.-B. Duroselle).	387
BEASLEY (W. G.). Great Britain and the opening of Japan, 1834-1858 (Jean Chesneaux).	374
BLACHÈRE (R.). Le Coran ; traduction selon un essai de reclassement des sourates (R. Le Tourneau).	96
BOSL (Karl). Die Reichsministerialität der Salier und Staufer. Ein Beitrag zur Geschichte des hochmittelalterlichen deutschen Volkes (Ph. Dollinger).	107
BOYD (Mark F.), SMITH (Hale G.) and GRIFFIN (John W.). Here they once stood. The tragic end of the Apalachee Missions (M. Giraud).	128
BRADDELL (Roland). An introduction to the Study of Ancient Times in the Malay Peninsula and the Straits of Malacca (E. Gaspardone).	95
Id. Notes on Ancient Times in Malaya (Id.).	95
BRANDES (Georg). Correspondance. I : La France et l'Italie. II : Notes et références (F. L'Huillier).	378

BRUHAT (Jean). Histoire du mouvement ouvrier français, t. I (Maurice Agulhon)	367
CHABOD (Federico). Storia della politica estera italiana dal 1870 al 1896. Vol. I : Le premesse (P. Renouvin)	165
CHASSIN (Général L.-M.). La conquête de la Chine par Mao Tse-tung (1945-1949) (Louis Hambis)	189
CHASTENET (J.). Elizabeth Ire (Roger Chauviré)	123
CHEVALIER (Jean-Jacques). Histoire des institutions politiques de la France, de 1789 à nos jours (M. Reinhard)	181
CONTAMINE (Henry). L'Europe est derrière nous (Louis Girard)	376
CONTURIE (P.-M.-J.). Histoire de la fonderie nationale de Ruelle (1750-1940) et des anciennes fonderies de canons de fer de la marine. Première partie : 1750-1855 (Robert Schnerb)	178
CROMBIE (A. C.). Augustine to Galileo. The History of Science A. D. 400-1650 (René Taton)	357
Id. Robert Grosseteste and the Origins of the experimental Science, 1100-1700 (Id.)	357
CROSBY (Sumner Mc K.). L'abbaye royale de Saint-Denis (G. Gaillard)	353
DEVILLERS (Philippe). Histoire du Viet-Nam de 1940 à 1952 (Jean Chesneaux)	190
DOERHAERD (R.) et KERREMANS (Ch.). Les relations commerciales entre Gênes, la Belgique et l'Outre-Mont d'après les archives notariales génoises, 1400-1440 (J. Godard)	111
DRACHKOVITCH (Milorad M.). Les socialismes français et allemand et le problème de la guerre (1870-1914) (Louis Girard)	381
DROZ (Jacques), GENET (Lucien), VIDALENC (Jean). L'époque contemporaine. I : Restaurations et Révolutions (1815-1871) (Louis Girard)	158
DUPRÉ-THESSEDER (Eugenio). Roma dal Comune di popolo alla signoria pontificia (1252-1377) (Y. Renouard)	356
EASTERBY (J. H.), editor. The Journal of the Commons House of Assembly, november 10, 1736-march 26, 1741 (M. Giraud)	372
EBERHARD (Wolfram). Conquerors and Rulers (E. Gaspardone)	99
ENJALBERT (Henri). A travers le Ségala (André Meynier)	182
Établissements des Jésuites en France depuis quatre siècles (Les), fasc. 8 et 9 (J. Orcibal)	182
FABRE (Jean). Stanislas-Auguste Poniatowski et l'Europe des Lumières (Ambroise Jobert)	136
FEIS (Herbert) The Road to Pearl Harbor. The coming of the war between the United States and Japan (J.-B. Duroselle)	388
FOCILLON (Henri). L'An Mil (Georges Gaillard)	102
FOSSATI (Antonio). Lavoro e Produzione in Italia dalla Meta' del secolo XVIII alla seconda Guerra Mondiale (Robert Schnerb)	148
GIGLI (Guido). La seconda guerra mondiale (1939-1945) (Georges Bourgin)	175
GIRARD (Louis). La politique des travaux publics du Second Empire (J. Vidalenc)	163
GIRARDET (Raoul). La société militaire dans la France contemporaine (1815-1939) (Louis Girard)	159
GÓNGORA (Mario). El Estado en el derecho indiano. Epoca de la fundación, 1492-1570 (Pierre Chaunu)	359
GRANET (Marcel). Etudes sociologiques sur la Chine (E. Gaspardone)	351
HARGREAVES (E. L.) et GOWING (M. M.). Civil Industry and Trade (History of the Second World War) (Fr. Crouzet)	392
HARRISON-THOMSON (S.). Czechoslovakia in European history (Victor-L. Tapié)	183
HASHAGEN (Justus). Europa im Mittelalter. Alte Tatsachen und neue Gesichtspunkte (Ph. Dollinger)	106
HAUTECEUR (Louis). Histoire de l'architecture classique en France. T. IV : Seconde moitié du XVIII ^e siècle. Le style Louis XVI (1750-1792) (Jean Alazard)	138

	HAY (Denis). Polydore Vergil, Renaissance historian and man of letters (Jean Delumeau)	117
367	HUBERT (Jean). L'architecture religieuse du haut Moyen Age en France. Plans, notices et bibliographie (Georges Gaillard)	100
165	HUGHES (Philip). The reformation in England. I : The King's proceedings (Roger Chauviré)	121
189	HUIZINGA (J.). Erasmus of Rotterdam (Jean Delumeau)	115
123	HUMPHREYS (R. A.). Liberation in South America, 1806-1827. The career of James Paroissien (Pierre Chaunu)	153
181	KENNEDY (J. H.). Jesuit and Savage in New France (M. Giraud)	128
376	KLEIST (Peter). Zwischen Hitler und Stalin (L. de Groër)	172
	KOHAN (C. M.). Works and Buildings (History of the Second World War) (François Crouzet)	392
178	KOLARE (Walter). Russia and her colonies (Roger Portal)	394
357	LACOUR-GAYET (Jacques). Histoire du commerce. T. IV : Le commerce du XV ^e siècle au milieu du XIX ^e siècle (Robert Schnerb)	176
357	Id. Histoire du commerce. T. III. Le commerce extra-européen jusqu'aux temps modernes. T. V : Le commerce depuis le milieu du XIX ^e siècle, par Maurice BAUMONT et Paul NAUDIN (Id.)	379
353	LATROBE (B. H. B.). Impressions respecting New-Orleans (M. Giraud)	366
190	LAURENT (V.). Documents de sigillographie byzantine. La collection G. Orghidan (André Guillou)	104
111	LERAT (Lucien). Les Locriens de l'Ouest. I : Topographie et ruines. II : Histoire, institutions, prosopographie (Paul Cloché)	349
381	Lettres de Germain Vuillart, ami de Port-Royal, à M. Louis de Préfontaine (1694-1700) (Jean Orcibal)	127
158	LOUIS (René). Autessiodurum christianum. Les églises d'Auxerre des origines au XI ^e siècle (Georges Gaillard)	101
356	MANSERGH (Nicholas). The Coming of the First World War, 1878-1914. A study in the European Balance (J.-B. Duroselle)	382
372	MASPERO (Henri) et ESCARRA (Jean). Les institutions de la Chine : essai historique (H. Jeanmaire)	109
99	MILLER (William). Men in Business. Essays in the History of Entrepreneurship (Robert Schnerb)	179
182	MIRKINE-GURTZÉVITCH (B.). Les Constitutions européennes (Georges Bourgin)	188
136	MONBEIG (Pierre). Pionniers et planteurs de São Paulo (André Meynier)	186
	MORAGNÉ (Mary E.). The neglected thread, a journal from the Calhoun Community, 1836-1852 (M. Giraud)	372
388	MOREAU (E. DE), JOURDA (P.) et JANELLE (P.). La crise religieuse du XVI ^e siècle (A. Dupront)	362
102	MUS (Paul). Viet-Nam ; sociologie d'une guerre (Jean Chesneaux)	190
148	NEALE (J. E.). Elizabeth I and her parliaments, 1559-1581 (Roger Chauviré)	124
175	NOLDE (Boris). La formation de l'Empire russe, t. I (Roger Portal)	146
163	Oeuvres de Maximilien Robespierre. T. VII : Discours. 2 ^e partie : Janvier-septembre 1791 (J. Godechot)	143
159	OKUN (S. B.). The Russian American Company (Roger Portal)	132
	OVERDYKE (W. Darrell). The Know-Nothing Party in the South (M. Giraud)	370
359	PARKS (Joseph Howard). John Bell of Tennessee (M. Giraud)	369
351	POSTAN (M. M.). British War Production (François Crouzet)	392
	PURCELL (Victor). The Chinese in Southeast Asia (E. Gaspardone)	170
392	ROBERTSON (William Spence). Iturbide of Mexico (Pierre Chaunu)	150
183	ROBINSON (D. M.). Excavations at Olynthus. Part XIV : Terracottas, lamps and coins found in 1934 and 1938 (André Aymard)	93
106	RUFFMANN (Karl Heinz). Das Russlandbild im England Shakespeare (Roger Portal)	363
	RUNCIMAN (Steven). A History of the Crusades. II : The Kingdom of Jerusalem and the Frankish East 1100-1187 (Cl. Cahen)	105
138	SABATIER (Général G.). Le destin de l'Indochine ; souvenirs et documents, 1941-1951 (Jean Chesneaux)	192

- SALVERMINI (Gaetano). Mussolini diplomatico (Georges Bourgin).
 SCHNEE (Heinrich). Die Hoffmann und der moderne Staat. Geschichte und System der Hoffaktoren an den deutschen Fürstenhöfen im Zeitalter des Absolutismus. Erster Band (J. Droz).
 SEGRE (Cesare). La sintasi del periodo nei primi prosatori italiani (Guittone, Brunetto, Dante) (É. G. Léonard).
 STEWART (Watt). Chinese Bondage in Peru. A history of the Chinese Coolie in Peru, 1849-1874 (Pierre Chaunu).
 STURMTHAL (Adolf). The Tragedy of European Labor (Maurice Agulhon).
 Synopsis historiae Societatis Jesu (Jean Orelbal).
 TALMON (J. L.). The origins of totalitarian democracy (G. Lefebvre).
 TENENTI (Alberto). La vie et la mort à travers l'art du xve siècle (Jean Delmeau).
 TRUDEL (Marcel). Louis XVI, le Congrès américain et le Canada, 1774-1789 (Gabriel-Louis Jaray).
 Voyage en Icarie. Deux ouvriers viennois aux États-Unis en 1855 (Georges Bourgin).
 WAXELL (Sven). The American Expedition (Roger Portal).
 WELCH (Sidney R.). Portuguese and Dutch in South Africa, 1641-1806 (Vitorino Magalhães-Godinho).

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES. — Histoire générale, 398; Histoire ancienne, 410; Histoire de la colonisation, 416; Allemagne, 420; Amérique latine, 421; Autriche, 421; Belgique, 194, 426; Éire, 427; Espagne, 427; Extrême-Orient, 197; France, 201; Grande-Bretagne, 207; Hongrie, 206; Inde, 212; Italie, 214; Orient musulman, 419.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES

Histoire générale et instrument de travail, 217, 432.
 Préhistoire, Antiquité, 219, 434.
 Moyen Age, 220, 436.
 xvi^e siècle et Ancien Régime, 222, 439.
 Révolution et xix^e siècle, 224, 441.
 Depuis 1914, 226, 445.
 Histoire religieuse, 228, 446.

CHRONIQUE. — Soutenances de thèses en Sorbonne : Jean Richard : *Les ducs de Bourgogne et la formation du duché, 1077-1144* (thèse principale); *Le comte de Marcigny-sur-Loire, 1048-1144* (thèse complémentaire), par Maurice Bonnet, 449. — Georges Livet : *L'intendance d'Alsace sous Louis XIV, 1661-1715* (thèse principale); *Un grand seigneur dévot au XVII^e siècle : le duc de Mazarin, gouverneur d'Alsace, 1661-1713. Lettres et documents inédits* (thèse complémentaire), par René Rémond, 451. — A.-G. Martimort : *Le gallicanisme de Bossuet* (thèse principale); *L'établissement du texte de la « Déclaration de 1682 »* (thèse secondaire), par J. Leflon, 458. — Pierre Guiral : *Principe de Paradot (1829-1870), pensée et action d'un libéral sous le Second Empire* (thèse principale); *Marseille et l'Algérie (1830-1841)* (thèse complémentaire), par René Rémond, 454; Congrès international des Sciences historiques, 1954, 460. — Congrès, 229. — États-Unis, 460; France, 230, 448; Italie, 459.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE, 462.

TABLE DES MATIÈRES, 469.

Le gérant : P.-J. ANGOULVENT.

nd
des
ne,
olin
le-
1869
ges
ite-

ne, 44
ne, 50
e-Or
2; Ita

S

dues de
Le cur
par M
IV, 16
: le d
iitis (th
Le g
Déf
: Pré
aire (th
aire),
ues, 19
459.

VENT.

064
Inv. n° 5